



Conseil de sécurité

Distr. générale
7 mars 2024
Français
Original : anglais

Note du Président du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution [2680 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) de lui présenter un rapport final contenant ses conclusions et recommandations. Le Président communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts.



Annexe

Lettre datée du 4 mars 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de vous faire tenir, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution 2680 (2023), le rapport final sur ses travaux.

Le rapport ci-joint a été présenté le 2 février 2014 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 21 février.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Pièce jointe**Lettre datée du 2 février 2024, adressée à la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2680 \(2023\)](#), le rapport final sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#).

Le Groupe d'experts créé en application
de la résolution [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité

Résumé

Pendant la période considérée, de juillet 2023 à janvier 2024, les tensions militaires et politiques se sont encore accentuées dans la péninsule coréenne.

La République populaire démocratique de Corée a continué de bafouer les sanctions du Conseil de sécurité. Elle a poursuivi la mise au point d'armes nucléaires et la production de matières fissiles nucléaires, bien que son dernier essai nucléaire connu remonte à 2017. Le réacteur à eau légère semblait opérationnel au site de Yongbyon et les activités au site d'essais nucléaires de Punggye-ri se sont poursuivies. Elle a tiré au moins sept missiles balistiques : un missile balistique intercontinental à trois étages, peut-être un missile balistique à portée intermédiaire et cinq missiles balistiques à courte portée. Après deux essais manqués, elle a réussi à placer un satellite d'observation militaire en orbite, à l'aide de la technologie des missiles balistiques. Elle a ajouté à son arsenal de missiles un « sous-marin nucléaire tactique d'attaque » (un sous-marin diesel modernisé). Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les transferts immatériels de technologies, effectués peut-être en violation des sanctions.

La République populaire démocratique de Corée a poursuivi les violations des sanctions maritimes. Le Groupe d'experts a obtenu des informations selon lesquelles elle continuait d'importer des produits pétroliers raffinés, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Le présent rapport comprend une synthèse des moyens par lesquels elle et ses facilitateurs continuent de contourner les sanctions dans la zone maritime, à l'aide d'un ensemble de méthodes de brouillage.

Le commerce a continué de se redresser. Le volume global de commerce enregistré pour 2023 a dépassé le total de 2022, s'accompagnant de la réapparition d'une grande diversité de biens de consommation étrangers, dont certains pouvant être qualifiés d'articles de luxe.

Le Groupe d'experts enquête sur des rapports communiqués par des États Membres au sujet de la fourniture par la République populaire démocratique de Corée d'armes classiques et de munitions, en contravention des sanctions.

Le Groupe d'experts enquête sur 58 cyberattaques que la République populaire démocratique de Corée est suspectée d'avoir commises de 2017 à 2023 contre des sociétés de cryptomonnaies, dont le montant se chiffrerait à quelque 3 milliards de dollars et qui l'aideraient à financer la mise au point d'armes de destruction massive. Le grand volume de cyberattaques menées par des groupes de cyberpirates de la République populaire démocratique de Corée subordonnés au Bureau général de reconnaissance se serait poursuivi. Les tendances comprennent des attaques visant des sociétés de défense et des chaînes d'approvisionnement et le fait de partager de plus en plus d'infrastructures et d'outils.

Le Groupe d'experts a enquêté sur des rapports selon lesquels bon nombre de nationaux de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger percevraient des revenus en violation des sanctions, notamment dans les secteurs de l'informatique, de la restauration et de la construction.

La République populaire démocratique de Corée a encore accédé au système financier international et participé à des opérations financières illicites en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Le Groupe d'experts a enquêté sur des cas d'institutions financières et de représentants du pays qui opéreraient à l'étranger, de coentreprises et d'entités de coopération, ainsi que sur le trafic d'espèces sauvages.

Le Groupe d'experts a noté qu'il ne faisait guère de doute que les sanctions des Nations Unies et leur application aient influé involontairement sur la situation humanitaire et certains aspects des opérations d'aide, bien que leur rôle relatif soit impossible à dissocier de nombreux autres facteurs. La plupart des observateurs ont continué d'estimer que la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée s'était encore dégradée. Les acteurs humanitaires ont fait état d'un certain nombre d'obstacles à l'acheminement de l'aide à l'intérieur du pays.

Le Groupe d'experts note que la teneur du présent rapport prend en considération les contributions des États Membres et d'autres sources et apprécierait tout appui supplémentaire à cet égard.

Table des matières*

	<i>Page</i>
I. Introduction	7
II. Activités liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques	7
III. Sanctions sectorielles et maritimes	20
IV. Embargos, personnes et entités frappées par des sanctions et travailleurs à l'étranger	35
V. Financement.	58
VI. Effets humanitaires non recherchés des sanctions	71
VII. Rapports nationaux de mise en œuvre	76
VIII. Recommandations	76
Liste des annexes.	77
Annexes**	83

* Les appellations employées dans le présent rapport, y compris les noms géographiques, et la présentation des informations qui y figurent, notamment les citations, les cartes et la bibliographie, n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au nom et statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou à leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, et n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation.

** Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de la résolution 2680 (2023), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de remettre au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) un rapport final contenant ses conclusions et recommandations. Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 29 juillet 2023 au 26 janvier 2024¹.

II. Activités liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques

Programme nucléaire

2. La République populaire démocratique de Corée a poursuivi les activités relatives à la mise au point d'armes nucléaires et à la production de matières fissiles nucléaires en violation des résolutions du Conseil de sécurité, bien qu'aucun essai nucléaire n'ait été relevé depuis septembre 2017.

Mise au point d'armes nucléaires tactiques : missiles de croisière

3. Dans le prolongement d'une tendance établie à la suite du Huitième Congrès du Parti du travail de Corée en janvier 2021, la République populaire démocratique de Corée a procédé à de multiples essais de vecteurs nucléaires à l'aide de technologies de missiles balistiques pendant la période considérée (voir par. 20 et 21).

4. La République populaire démocratique de Corée aurait tiré le 2 septembre deux missiles de croisière dans le cadre d'une « manœuvre de tir et d'une simulation d'attaque nucléaire tactique »². La mise au point de missiles de croisière depuis 2021 et la présentation de la prétendue arme nucléaire tactique Hwasan-31 en mars 2023 montrent bien les tentatives du pays d'élaborer un programme d'armes nucléaires tactiques³. Un État Membre a déclaré que « les problèmes techniques sur le plan des matériaux et de la fabrication d'un réacteur à double flux [destiné à un missile de croisière] indiquaient fort probablement une aide de l'extérieur »⁴.

Site de Yongbyon

Réacteur à eau légère

5. Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré le 22 novembre : « Depuis la mi-octobre 2023, un fort écoulement d'eau provenant du système de refroidissement d'un réacteur à eau légère a été observé. Ces observations sont conformes à une mise en service du [réacteur à eau légère] ». Il a ajouté le 21 décembre : « des observations récentes montrent que l'eau rejetée est chaude, ce qui indique que le réacteur a atteint la criticité nucléaire » (voir annexe 1).

6. Le Groupe d'experts a corroboré cette observation. Un rejet d'eau important près du fleuve Kuryong est devenu visible au début du mois d'octobre et un rejet d'eau constant a été observé depuis la mi-octobre. Le Groupe d'experts a constaté au moins deux points de déversement (nord et sud). Le récent rejet d'eau stable a été relevé au point sud, tandis que des traces d'effluents dans le fleuve Kuryong ont

¹ Toutes les parties expurgées du rapport ont été rayées en noir dans les encadrés ou floutées pour empêcher l'identification physique des personnes.

² *Rodong Shinmun*, 3 septembre 2023.

³ S/2023/656, par. 3 et 4 et annexe 1.

⁴ S/2022/132, par. 26 et 28 et annexe 28-5.

souvent été observées au point nord depuis le mois de juillet 2022⁵. Un État Membre a estimé que les rejets d'eau constants indiqueraient un fonctionnement régulier du réacteur.

7. Le Directeur général de l'AIEA a également déclaré que le réacteur à eau légère, « comme tout autre réacteur nucléaire, pouvait produire du plutonium dans son combustible irradié ». Un État Membre a estimé que les premières activités du réacteur à eau légère étaient à même d'être irrégulières et le deuxième État Membre a estimé que la République populaire démocratique de Corée « n'avait ni le savoir-faire ni les matériaux pour valider son réacteur et devait peut-être gérer des défaillances techniques ». Compte tenu de l'éventuelle capacité du réacteur de produire des matières fissiles nucléaires et du tritium supplémentaires qui pourraient servir à des armes nucléaires avancées, le Groupe d'experts demeure vigilant quant aux activités pertinentes et à la situation opérationnelle du réacteur.

8. Plusieurs activités de construction se sont poursuivies autour du réacteur à eau légère et la construction intensive de bâtiments dans le secteur situé à l'extrême sud de la zone du réacteur continue depuis le début de l'année 2023. La finalité de ces bâtiments n'a toutefois pas été établie (voir annexe 2).

Figure I
Écoulement d'eau du réacteur à eau légère



Source : Planet Labs, 17 décembre 2023.

Centrale nucléaire expérimentale de Yongbyon (5 MWe)

9. Le Groupe d'experts a continué d'observer un rejet d'eau de refroidissement du réacteur, à l'exception d'interruptions intermittentes entre la mi-septembre et la mi-octobre, ce qui indique que le réacteur était à l'arrêt pendant cette période⁶. Plusieurs activités de véhicules ont également été observées à proximité du réacteur. Un éventuel dégagement de vapeur de la salle des turbines située à côté du bâtiment du réacteur a été constaté en décembre et en janvier (voir annexe 3).

⁵ Un rejet d'eau intermittent du point nord avait été signalé par le Groupe d'experts (S/2023/171, par. 8 et annexe 3 et S/2023/656, par. 6 et annexe 3).

⁶ L'arrêt était probablement lié à l'entretien du réacteur.

Laboratoire radiochimique

10. Le Groupe d'experts a observé des panaches de fumée provenant de la cheminée de la centrale thermique à la fin du mois de juillet. Du fait des émissions intermittentes, elle serait liée au traitement des déchets ou à des activités de maintenance. Il a observé des travaux d'excavation à petite échelle et probablement des caisses à côté du stockage nucléaire présumé (à la fin du mois de juin), ainsi que des travaux d'excavation et de construction de routes entre le bâtiment et l'installation de retraitement voisine (octobre-novembre). Les images satellites n'ont pas montré de changements importants sur un autre site suspecté de stockage de déchets nucléaires qui avait été creusé en mars, situé au nord-est du laboratoire (voir annexe 4)⁷.

Usine de fabrication de barres de combustible nucléaire de Yongbyon

11. L'AIEA a signalé le 22 novembre que d'après certaines indications, des activités se déroulaient à l'usine d'enrichissement par centrifugation et dans son annexe⁸. Le Groupe d'experts a également relevé, à certaines occasions, d'éventuelles indications près des bâtiments. Il n'a pas observé de fumée dans le bâtiment de production de dioxyde d'uranium pendant la période considérée, ce qui indique que la transformation de concentré d'uranium en dioxyde d'uranium n'était pas en cours dans ce bâtiment⁹. Un État Membre a estimé que les matériaux nécessaires avaient été stockés et que la rénovation n'aurait pas influé sur le programme d'enrichissement de l'uranium (voir annexe 5).

Mine d'uranium et usine de concentration de Pyongsan

12. Un État Membre a estimé que la République populaire démocratique de Corée obtenait suffisamment de minerai d'uranium pour appuyer son programme d'armement nucléaire, mais devrait augmenter sa capacité d'extraction d'uranium pour étayer un programme d'énergie nucléaire. L'imagerie satellitaire montre une extension continue des entassements de résidus dans l'une des mines d'uranium et des déchets solides dans le bassin de réception des résidus, ce qui indique que l'usine est opérationnelle. Des activités régulières de transport par wagons ont été observées à l'usine (voir annexe 6).

Zone d'essais de Punggye-ri

13. Des images satellites prises entre juillet et décembre ont révélé des activités mineures sur le site. Des traces de véhicules ont été observées autour de la zone administrative et du centre de commandement en décembre et janvier (voir annexe 7).

Autres sites

14. Le Groupe d'experts a continué de surveiller les activités dans les parages de Kangson et du secteur de Yongdokong (voir annexe 8).

Missiles balistiques

15. La République populaire démocratique de Corée a continué de bafouer les résolutions du Conseil de sécurité, a procédé à des tirs de missiles balistiques (voir annexe 9) et de lanceurs de satellite, a commandité un prétendu sous-marin lance-

⁷ Également connu sous le nom « d'ancien site des déchets » ; voir également S/2023/656, par. 8 et annexe 5-1.

⁸ Voir www.iaea.org/newscenter/statements/iaea-director-generals-introductory-statement-to-the-board-of-governors-22-november-2023.

⁹ S/2023/656, annexe 6-2.

missile balistique et s'est vantée de ces activités (voir annexe 10) et de la normalisation de la fabrication de missiles balistiques.

16. Sur la base de ces observations et des renseignements fournis par bon nombre d'États Membres, le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée a fait progresser son programme de missiles balistiques dans les domaines suivants :

- a) la performance, c'est-à-dire la fiabilité, la manœuvrabilité et la précision, tout en maintenant la portée ;
- b) les lancements à froid, c'est-à-dire l'expulsion d'un missile d'un tube, tout en protégeant sa ou ses tuyères (voir annexes 11 et 12) ;
- c) les explosions aériennes (éventuellement), c'est-à-dire au-dessus du sol à une altitude calculée ;
- d) la production de transporteur éracteur-lanceur ;
- e) la surviabilité, soutenue par diverses plateformes, la dispersion géographique et la mobilité ;
- f) l'état de préparation, compte tenu des références faites par la République populaire démocratique de Corée à des « exercices » et au stockage de missiles.

17. La République populaire démocratique de Corée a présenté un arsenal de plus en plus crédible de missiles balistiques à courte portée¹⁰. Son missile balistique à propergol solide à courte portée s'est caractérisé par un vol aérodynamique à basse altitude et par des manœuvres en vol¹¹, tout en s'engageant dans une production en série.

18. Ces faits nouveaux sont intervenus après une exposition d'armes et un défilé militaire à Pyongyang (voir annexe 10). Ils suivent un « plan quinquennal en vue du développement de la science et du système d'armements », énoncé par Kim Jong Un en janvier 2021 au Huitième Congrès du Parti du travail de Corée¹².

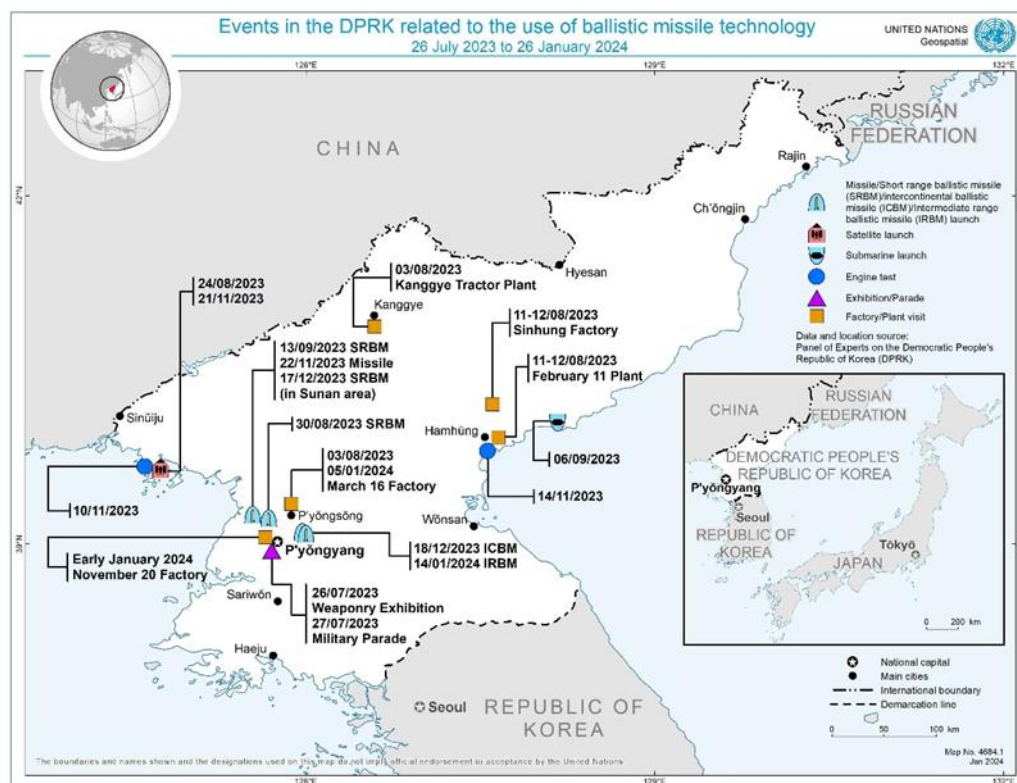
19. Outre les missiles balistiques intercontinentaux, la République populaire démocratique de Corée a déclaré que le missile balistique à courte portée qu'elle avait tiré, ainsi que le nouveau « sous-marin d'attaque tactique nucléaire » pourraient servir de vecteurs d'ogives nucléaires, ce qui contraindrait l'adversaire à faire une distinction entre un missile balistique tactique classique et un missile muni d'une tête nucléaire, au risque de les confondre. Deux missiles balistiques à courte portée Hwasong-11Na (Hwasong-11B, KN-24) ont été tirés le 30 août lors d'un exercice apparent de frappe nucléaire tactique, mettant cette question en relief (voir annexe 13). Cette évolution laisse entendre que le pays compte sur l'ambiguïté entourant les ogives, afin d'accroître sa capacité de dissuasion.

¹⁰ Le Groupe d'experts utilise les termes suivants : missiles balistiques à courte portée, missiles balistiques à moyenne portée/missiles balistiques à portée intermédiaire, missiles balistiques intercontinentaux et missiles balistiques lancés par sous-marin. D'autres désignations connues de systèmes de missiles suivent la désignation principale entre parenthèses, comme « Hwasong-11Ga (Hwasong-11A, KN-23) ».

¹¹ Le missile balistique intercontinental Hwasong-18 a également suivi une trajectoire irrégulière qui a pu fausser les premiers calculs de sa destination le 12 juillet, lorsqu'il a suivi une trajectoire à portée maximale avant de reprendre une trajectoire plongeante.

¹² S/2021/211, par. 17.

Figure II
**Récents événements intervenus en République populaire démocratique de Corée
 liés à l'emploi de la technologie des missiles balistiques**



Source : le Groupe d'experts.

Tirs de missiles et essais techniques

20. La République populaire démocratique de Corée a procédé le 18 décembre à un troisième tir de missile balistique intercontinental Hwasong-18 à trois étages, en 2023, suivant une trajectoire plongeante pour empêcher les étages de tomber dans les eaux d'États voisins. Cela a démontré une vitesse de combustion soutenue et une portée potentielle. Un État Membre a signalé que le missile avait atteint son apogée à 6 000 kilomètres avant d'atterrir à 1 000 kilomètres du point de lancement en mer à l'est de la péninsule coréenne. Le Groupe d'experts a repéré l'emplacement du lancement (voir annexes 11 et 12). Le choix de ce site peut s'expliquer par le fait que le transporteur érecteur-lanceur ne peut se déplacer que sur des infrastructures routières déjà éprouvées, éventuellement renforcées, dans une zone jugée apte à recevoir des véhicules de soutien. Le tir, mené sous l'autorité du Bureau général des missiles¹³, a été la démonstration d'une mobilité relative¹⁴ du Hwasong-18 (les missiles balistiques intercontinentaux à propergol sont confinés à l'aéroport international de Sunan), compte tenu d'un terrain plat, son infrastructure de chargement en combustible et de stockage, sa fiabilité et sa maîtrise de la séparation des étages. Certains experts extérieurs ont estimé que le missile mesurait jusqu'à 23,5 mètres de long et pesait de 54 à 61 tonnes, et laissé entendre que sa mise au point apparemment rapide était due à la reproduction de certaines caractéristiques et

¹³ S/2023/656, par. 16 et annexe 1.

¹⁴ Ibid., par. 14.

technologies de missiles étrangers, notamment en ce qui concerne les lancements à froid¹⁵.

Figure III

Tir le 18 décembre 2023 du missile balistique intercontinental Hwasong-18



Source : Agence centrale de presse coréenne.

Figure IV

Lieux des tirs du missile balistique intercontinental Hwasong-18, à 20 kilomètres au nord-est de Pyongyang

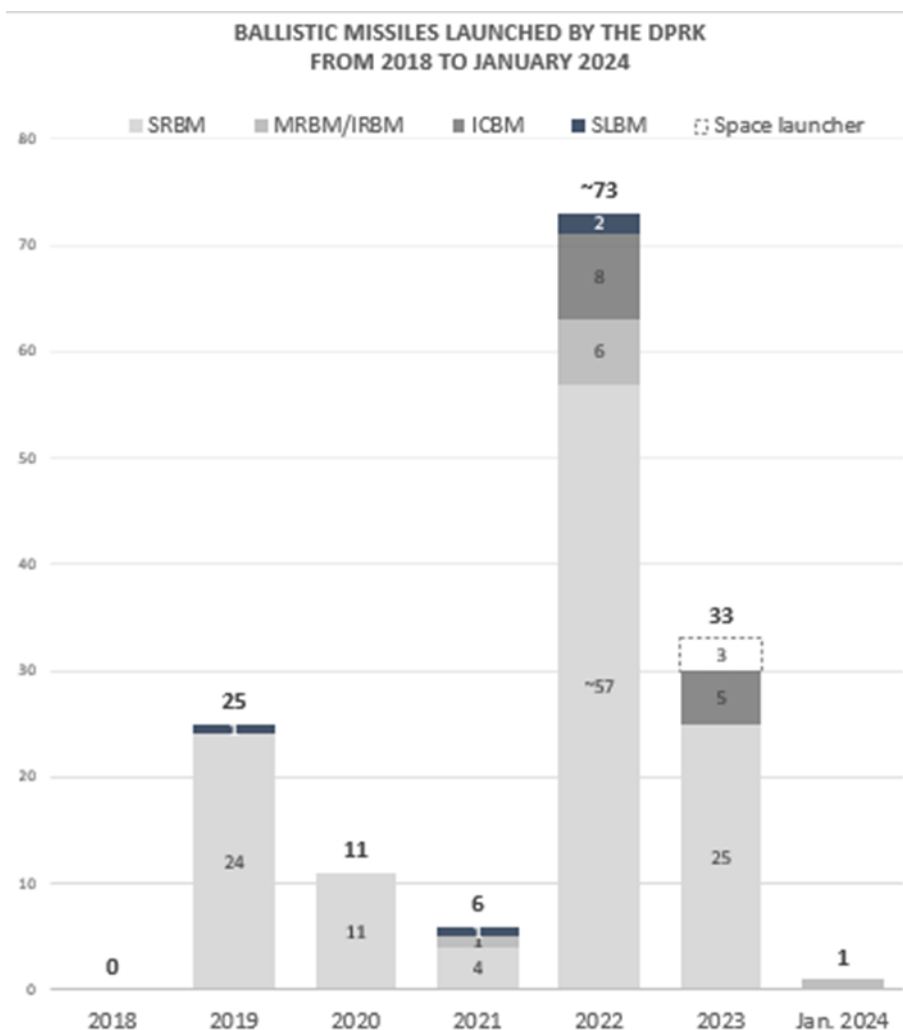


Source : Maxar, annoté par le Groupe d'experts.

21. La République populaire démocratique de Corée a tiré des missiles balistiques à courte portée le 30 août, le 13 septembre et le 17 décembre et un possible missile balistique à portée intermédiaire à propergol solide le 14 janvier (voir annexe 23).

¹⁵ Voir annexe 12 et [Error! Hyperlink reference not valid. www.nonproliferation.eu/hcoc/wp-content/uploads/2023/01/NORTH-KOREAN-SHORT-RANGE-SYSTEMS.pdf](https://www.nonproliferation.eu/hcoc/wp-content/uploads/2023/01/NORTH-KOREAN-SHORT-RANGE-SYSTEMS.pdf).

Figure V
Missiles balistiques tirés par la République populaire démocratique de Corée



Abréviations : ICBM : missile balistique intercontinental ; IRBM : missile balistique à portée intermédiaire ; MRBM : missile balistique à moyenne portée ; SLBM : missile balistique lancé par sous-marin ; SRBM : missile balistique à courte portée.

Source : le Groupe d'experts.

Satellite d'observation militaire

22. Après deux essais de tir manqués le 31 mai et le 24 août 2023 (voir annexe 14), l'Administration nationale des technologies aérospatiales (qui a succédé à l'Administration nationale du développement aérospatial) est parvenue le 21 novembre à mettre un satellite d'observation militaire en orbite sous-synchrone (voir annexe 15). Avant l'essai de tir du 24 août, la République populaire démocratique de Corée avait prévenu la garde côtière japonaise, le coordonnateur de zone NAVAREA, du lieu où elle prévoyait la chute du lanceur Chollima-1, mais n'avait pas prévenu l'Organisation maritime internationale (OMI)¹⁶, l'Organisation de l'aviation civile internationale ou l'Union internationale des télécommunications.

¹⁶ Elle avait notifié au préalable l'OMI du premier tir d'essai qui s'était déroulé le 30 mai (S/2023/656, par. 21).

23. Le Groupe d'experts a enquêté et attend les conclusions des enquêtes menées par le Gouvernement de la République de Corée sur les débris retrouvés à la suite de la première tentative de tir manquée.

24. Selon les dernières données publiques¹⁷, le satellite Malligyong-1 se trouvait le 26 janvier sur une orbite stable de 512 kilomètres x 488 kilomètres. Au 26 janvier, la République populaire démocratique de Corée n'avait pas enregistré le satellite auprès du Bureau des affaires spatiales. Kim Jong Un a annoncé des plans de lancement de trois satellites supplémentaires en 2024 (voir annexe 15).

25. Le programme spatial du pays s'appuie sur son programme de missiles balistiques, comme indiqué dans les rapports antérieurs du Groupe d'experts¹⁸ et démontré dans ce cas par l'utilisation d'une propulsion analogique : le premier étage du lanceur spatial Chollima-1, le 21 novembre, a été propulsé par ce qu'on a estimé être un moteur à double compartiment à combustible liquide, comparable au RD-250¹⁹ (un moteur de type « Paektusan » dans la classification de la République populaire démocratique de Corée), dans un ensemble regroupant deux moteurs et quatre tuyères, comparable au premier étage d'un missile balistique intercontinental Hwasong-17. La présence notable au tir d'essai de deux personnalités clefs du programme balistique de la République populaire démocratique de Corée, Kim Jong Sik (KPe.066), Vice-Directeur du Département de l'industrie des munitions (KPe.028)²⁰, et Chang Chang Ha (KPe.037), chef du Bureau général des missiles, indique également un échange marqué entre les programmes (voir par. 30). Inversement, la République populaire démocratique de Corée a indiqué que le Malligyong-1 appuierait sa capacité revendiquée²¹ de missile balistique intercontinental.

Figure VI

Tir d'essai le 21 novembre 2023 du Chollima-1 : gros plan sur les quatre tuyères d'éjection du moteur à combustible liquide



Source : Télévision centrale coréenne et Agence centrale de presse coréenne.

¹⁷ Voir www.space-track.org.

¹⁸ Voir par exemple S/2013/337.

¹⁹ Voir annexe 16 et S/2021/211, par.17 et S/2018/171, par.13 et 14.

²⁰ Le Groupe d'experts avait indiqué que le Département de l'industrie des munitions avait participé au projet Unha-3 (voir S/2013/337, par. 37).

²¹ Il faudrait une trajectoire « à énergie minimale », avec des conditions de rentrée dans l'atmosphère, pour s'en assurer.

Figure VII
Affiche officielle du Malligyong-1 survolant les missiles balistiques intercontinentaux Hwasong-17 et Hwasong-18



Source : Agence centrale de presse coréenne (traduction officieuse : « un œil qui voit au loin, une forte poigne permettant de terrasser n'importe qui »).

Commande de sous-marins lance-missile balistiques

26. Le 6 septembre, la République populaire démocratique de Corée a commandé au chantier naval de Sinpo (encore appelé Pongdae), un sous-marin dont la conception avait été revue, le *841 Hero Kim Kun Ok* (ou *841*), dérivé d'un sous-marin de classe Roméo auquel une section centrale avait été rajoutée pour loger 10 missiles à lancement vertical. Il s'agit du deuxième sous-marin national qui est conçu pour tirer des missiles balistiques, après le *8.24 Yongung*, aperçu pour la première fois en 2014²². Kim Jong Un a assisté à l'événement et qualifié le *841* de « sous-marin nucléaire tactique », évoquant son complément de missiles, plutôt que sa propulsion au diesel standard (voir annexe 17).

27. Les capacités de navigation du *841* n'ont pas encore été éprouvées par des essais en mer et son aptitude à effectuer un tir de missile balistique ou à y résister, sous l'eau ou en surface, reste hypothétique.

28. Kim Jong Un a annoncé que la République populaire démocratique de Corée comptait moderniser de la même manière l'ensemble de sa flotte de sous-marins de classe Roméo, en les transformant en autant de plateformes mobiles de tirs de missiles, comme les transporteurs-ércteurs-lanceurs, ce qui compliquait encore le repérage des points de lancement de missiles balistiques. Le *841* et les propos de vantardise sur les améliorations de la flotte²³ et un programme de sous-marins « nucléaires » à long terme semblent destinés à améliorer la perception des capacités nationales.

Autres faits liés à la technologie des missiles balistiques

29. Kim Jong Un a visité les usines de production de missiles balistiques en août et en janvier. Il a demandé une augmentation de la production de transporteurs-ércteurs-lanceurs et de missiles (annexes 18 à 21). Les capacités de production nationales sur le plan des transporteurs-ércteurs-lanceurs s'étaient manifestement améliorées (voir annexe 18). Un grand nombre d'enveloppes de missiles balistiques à courte portée de la série Hwasong-11 était visible.

²² S/2012/150, par. 40.

²³ Seuls deux chantiers navals pourraient s'acquitter de cette tâche. Un État Membre estime qu'il faudrait 30 ans pour la mener à bien.

Activités des principaux responsables

30. Le Groupe d'experts a noté la présence de Ri Pyong Chul (KPi.076), de Kim Jong Sik (KPi.066) et de Chang Chang Ha (KPi.037) en Fédération de Russie du 13 au 17 septembre au sein de la délégation de Kim Jong Un (voir annexe 23). Cho Chun Ryong (KPi.038) en aurait également fait partie. Le Groupe d'experts a demandé des précisions à la Fédération de Russie sur ce cas de non-respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et attend sa réponse.

Tableau 1

Présence, à des activités publiques, de responsables participant au programme de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée

	Ri Pyong Chul KPi.076	Pak Jong Chon	Cho Chun Ryong KPi.038	Kim Jong Sik KPi.066	Chang Chang Ha KPi.037
<i>Weaponry Exhibition</i> 26 July 2023	●				
<i>Military parade main stand</i> 27 July 2023	●				
Tour of weapons factories 3 to 12 August 2023		●	●	●	
Tour of naval facilities 3 September 2023			●		
<i>Hero Kim Jung Il</i> submarine launch 6 September 2023	●	●			
Official visit to the Russian Federation 13 to 16 September 2023	●	●	●	●	●
Chollima-1 SLV launch 21 November 2023				●	●
Visits to the NATA General Control Center 22/24 November 2023				●	
ICBM launch (Hwasong-18) 19 December 2023				●	●
Inspection of TEL factories 5 to 10 January 2024			●	●	●

Abbreviations : ICBM : missile balistique intercontinental ; NATA : Administration nationale des technologies aérospatiales ; SLV : lanceur de satellites ; TEL : transporteur érecteur-lanceur.

Source : dépêches de l'Agence centrale de presse coréenne, de l'Agence France-Presse et de Russia 24, analysées par le Groupe d'experts.

Note : Pak Jong Chon, ancien chef d'état-major de l'Armée populaire coréenne, a été élu en décembre Vice-Président de la Commission militaire centrale du Parti des travailleurs, une fonction qu'il exerçait par le passé.

Achats

31. Le Groupe d'experts a obtenu des informations de deux États Membres selon lesquelles le ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, Choe

Chol Min²⁴, qui serait un représentant de la Deuxième Académie des sciences naturelles (KPe.018), tout comme son épouse, Choe Un Jong²⁵, auraient participé à l'achat de matériels utilisés dans la production de missiles balistiques pour le compte de la République populaire démocratique de Corée. M. Choe aurait, entre autres activités en 2023, participé à des tentatives d'acheter des unités de mesure inertielle. Les activités de son épouse comprendraient la coordination, avec des associés de la Deuxième Académie des sciences naturelles, d'au moins une commande de roulements à billes à double usage²⁶. Les enquêtes se poursuivent.

32. Le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée a augmenté son autosuffisance sur le plan de la fabrication de matériel et de composants destinés à la production de missiles balistiques. Des spécialistes extérieurs notent en particulier qu'elle peut produire par fluotournage des enveloppes en grands nombres et qu'elle pourrait avoir atteint un stade de fabrication de pièces métalliques complexes pour missiles, y compris des turbines pour des turbopompes. Elle est capable de produire des cellules de missiles et des transporteurs-érecteurs-lanceurs (voir annexes 18 à 21) au moyen de machines de fluotournage (voir annexe 19), voire des moyens de soudage à l'arc en atmosphère inerte avec électrode en tungstène de grande qualité, comme l'a relevé un État Membre.

33. Le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée n'est probablement pas à même de produire des fibres de carbone de haute qualité²⁷. Des fibres de carbone commun de qualité inférieure pourraient cependant satisfaire la plupart des exigences de la République populaire démocratique de Corée concernant son arsenal actuel de missiles balistiques. Un État Membre a déclaré que la République populaire démocratique de Corée continuait en toute probabilité d'importer des aciers spécialisés et de l'aluminium.

34. Un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'en 2022, des agents de la République populaire démocratique de Corée avaient cherché à acheter de la poudre d'aluminium et des alliages métalliques destinés au programme national de missiles balistiques et qu'en 2023, la Deuxième Académie des sciences naturelles avait cherché à importer plusieurs tonnes d'AlMg6, un alliage d'aluminium et de magnésium, ainsi que des feuilles d'acier inoxydable.

35. Compte tenu des tirs réussis de missiles balistiques intercontinentaux Hwasong-18 et de la mise en activité de missiles balistiques à courte portée plus récents, la République populaire démocratique de Corée aura besoin de matériaux de propergol solide en grandes quantités ainsi que d'un savoir-faire concernant notamment le malaxage, la coulée et le durcissement du propergol solide. L'on ne sait si, comment et où précisément elle fabriquerait de grandes quantités de poudre d'aluminium et de perchlorate d'aluminium de haute qualité, bien que l'on sache qu'elle a mené des activités connexes dans le vaste complexe industriel de Hamhung²⁸. Elle continuera en toute probabilité d'être tributaire d'achats faits à l'étranger en vue de l'acquisition de polybutadiène à terminaison hydroxyle comme liant.

²⁴ Choe, Chol Min (최철민), date de naissance : 3 avril 1978, numéro de passeport 108410050 (date d'expiration : 19 octobre 2023).

²⁵ Choe, Un Jong, également connue sous le nom de Ch'oe, U'n-cho'ng, date de naissance : 10 mai 1978, numéros de passeport 108410051 et 654110020 (date d'expiration : 21 janvier 2019).

²⁶ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1539> et www.state.gov/designationof-two-dprk-individuals-supporting-the-dprks-unlawful-weapons-of-mass-destruction-and-missileprograms.

²⁷ Ce matériel peut être utilisé dans les carters de moteur et les cellules. Le marché pour ce matériau est concentré parmi des fabricants connus et son prix a fortement augmenté ces derniers temps, ce qui en complique l'achat.

²⁸ S/2019/691, annexe 32.

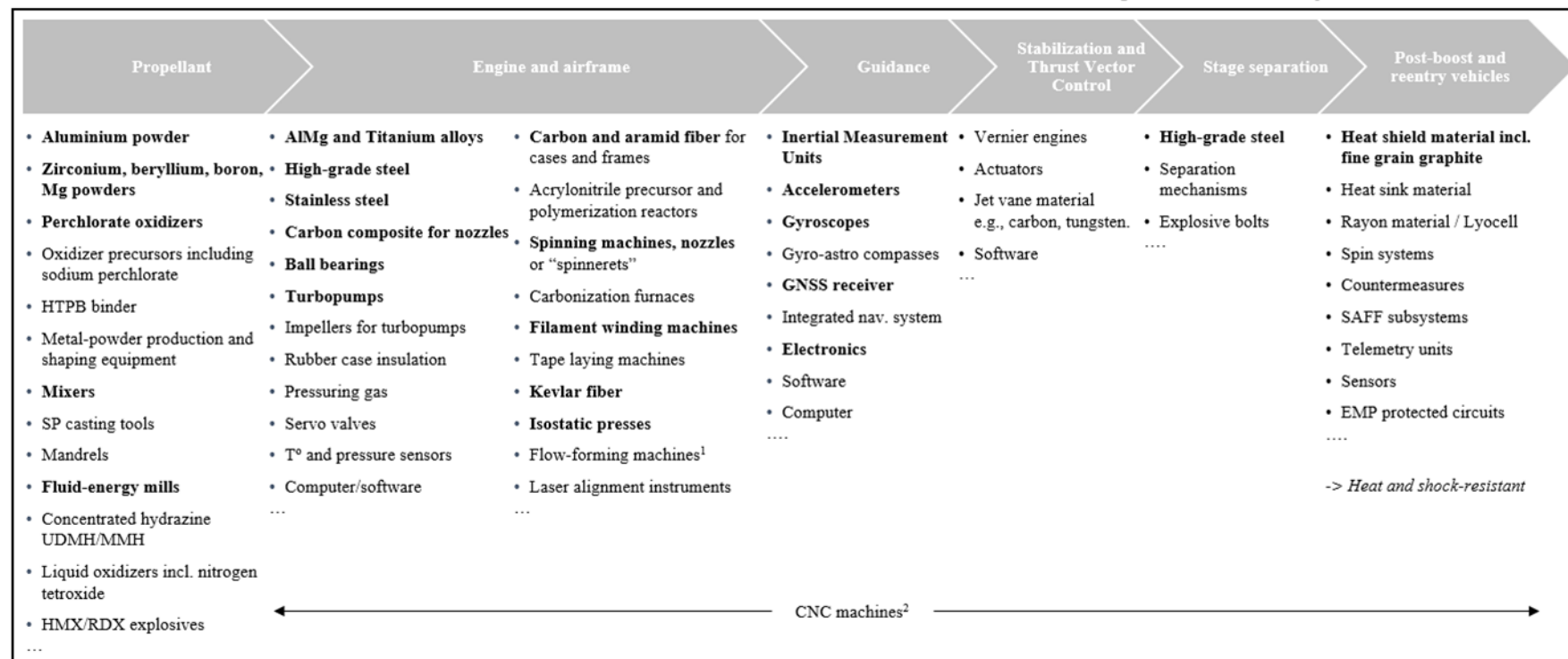
36. La République populaire démocratique de Corée pourrait de plus en plus consacrer son attention à la précision de ses missiles balistiques, en particulier de son arsenal à plus courte portée qui, en association avec l'objectif de produire des missiles balistiques à courte portée en grands nombres, créera le besoin d'acquérir à l'étranger des gyroscopes, des accéléromètres, des unités de mesure inertielle complètes et de l'électronique de haute qualité.

37. Le Groupe d'experts a élaboré un schéma d'articles essentiels dont la République populaire démocratique de Corée a besoin pour son programme de missiles balistiques, fabriqués localement ou importés (voir figure VIII).

Figure VIII

Synthèse des éléments essentiels dont la République populaire démocratique de Corée a besoin pour son programme de missiles balistiques

In bold: identified target of DPRK international procurement between 2018 and 2023.



Abréviations : CNC : commande numérique par ordinateur ; EMP : impulsion électromagnétique ; GNSS : Système mondial de navigation par satellite ;

HMX : cyclotétraméthylènetéranitramine (ou octogène) ; HTPB : PolyButadiène HydroxyTéléchélique ; MMH : monométhylhydrazine ; RDX = hexogène ; SAFF : Sécurité, armement, allumage et mise à feu » ; SP : propergol solide ; UDMH : diméthylhydrazine dissymétrique.

1. Le James Martin Center for Nonproliferation Studies estime que la République populaire démocratique de Corée utilise des procédés de fluotournage pour fabriquer les cellules métalliques de la gamme de missiles balistiques à courte portée Hwasong-11/KN23 et la « fusée super large de 600 mm »/KN25.
2. On peut voir des machines-outils à commande numérique par ordinateur en toile de fond, pendant les visites de Kim Jong Un, notamment à l'usine de tracteurs Kanggye et à l'usine de fabrication de machines de Thaesong, laquelle dispose d'une commande numérique à cinq essieux qui, d'après le Centre, a été fabriquée à l'étranger.

Notes : voir également [S/2014/253](#). La République populaire démocratique de Corée est réputée rechercher des connaissances formelles et tacites associées à l'utilisation de ces articles et machines.

Source : le Groupe d'experts ; [S/2014/253](#) ; consultations avec des groupes de réflexion et des États Membres ; avis émis en 2020 par les États-Unis d'Amérique concernant des achats liés aux missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée. Les exemples d'achats susmentionnés dans la figure sont cités dans le rapport [S/2019/691](#), par. 80 et annexe 32 ; [S/2020/151](#), annexe 66 ; [S/2020/840](#), annexe 6 ; [S/2021/777](#), par. 21 ; [S/2022/132](#), par. 26, 29 et 30.

Recommandations

38. Le Groupe d'experts recommande d'actualiser la désignation de l'Administration nationale du développement aérospatial (KPe.029) et d'inscrire son nouveau nom : Administration nationale des technologies aérospatiales.

39. Le Groupe d'experts recommande l'inscription sur la liste, conformément au paragraphe 27 de la résolution 2094 (2013) du Conseil de sécurité et au paragraphe 43 de la résolution 2270 (2016), du Bureau général des missiles de la République populaire démocratique de Corée.

40. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres poursuivent leurs enquêtes sur les activités de Choe Chol Min et de Choe Un Jong et, s'il y a lieu, appliquent les dispositions des paragraphes 13 et 14 de la résolution 2270 (2016).

41. Le Groupe d'experts encourage les États Membres à redoubler d'efforts pour empêcher la fourniture d'articles interdits à la République populaire démocratique de Corée et à tenir compte des informations citées dans la figure VIII au moment de la surveillance d'opérations pouvant relever de la disposition générale du paragraphe 27 de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité.

Transfert immatériel de technologie et activités des universités de la République populaire démocratique de Corée

42. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les transferts immatériels de technologie dans des domaines d'activités visés au paragraphe 11 de la résolution 2321 (2016).

43. Kim Jong Un s'est rendu à l'Université fédérale d'Extrême-Orient à Vladivostok (Fédération de Russie) en septembre (voir annexe 24). La Fédération de Russie a répondu, comme suite aux demandes de renseignement du Groupe d'experts, qu'il n'existait pas d'échanges universitaires entre l'Université et les institutions de la République populaire démocratique de Corée et que les seuls étudiants étaient des enfants de fonctionnaires consulaires, qui faisaient des études littéraires (voir annexe 25).

44. Les médias de la République populaire démocratique de Corée ont annoncé que l'Université de génie mécanique de Pyongyang et l'Université interaméricaine de la ville de Mexico avaient signé un accord d'amitié et de coopération en septembre (voir annexe 26). Interrogée par le Groupe d'experts, l'Université a répondu qu'elle avait annulé l'accord en décembre (voir annexe 27).

45. Comme suite à l'affaire du chercheur de la République populaire démocratique de Corée qui était employé dans un institut de recherche en Suède depuis 2020²⁹, les autorités du pays chargées des migrations ont notifié le Groupe d'experts que le chercheur avait quitté la Suède (voir annexe 28).

III. Sanctions sectorielles et maritimes

Fourniture de produits pétroliers raffinés³⁰

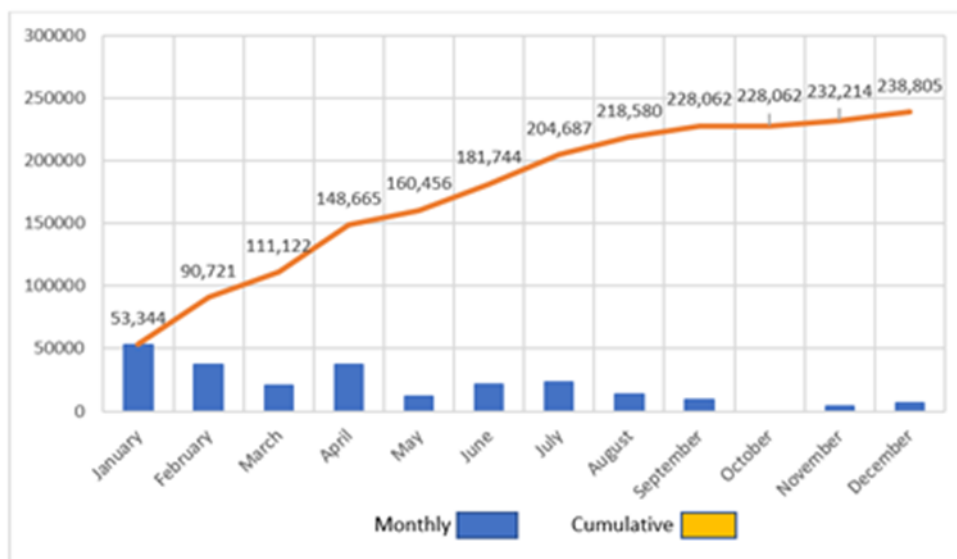
46. À la fin du mois de décembre, deux États Membres avaient officiellement fait part au Comité de quelque 48 % du volume maximum annuel autorisé en 2023 de 500 000 barils de produits pétroliers raffinés (voir figure IX).

²⁹ S/2023/656, par. 26 et annexe 26.

³⁰ Les informations figurant dans la présente section et les annexes correspondantes, notamment celles relatives aux navires, comme le pavillon ou le propriétaire, sont d'actualité à compter de

Figure IX

Livraisons de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée signalées officiellement au Comité de janvier à décembre (nombre de barils)



Source : le Groupe d'experts et www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/supply-sale-or-transfer-of-all-refined-petroleum.

47. Le 21 novembre, 55 États Membres ont écrit au Comité pour demander que des mesures soient prises, à la suite du dépassement du plafond imposé aux livraisons de pétrole à la République populaire démocratique de Corée. Selon le rapport, des navires-citernes battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée avaient effectué 87 livraisons de produits pétroliers raffinés dans les ports de Nampo (la majorité), de Hungnam, de Chongjin et de Songnim du 1^{er} janvier au 15 septembre 2023. Les États Membres ont estimé que si les navires en question étaient pleinement chargés (90 % de leur tonnage de port en lourd), ils auraient livré 1 523 381 barils de produits pétroliers raffinés au 15 septembre. S'ils transportaient 60 % de leur port en lourd, ils auraient livré 1 015 588 barils de produits pétroliers raffinés au 15 septembre (voir annexe 29). Deux membres du Comité n'étaient pas d'accord avec la proposition visant à demander au Comité de prendre des mesures, invoquant l'absence de preuves solides concernant les conclusions du rapport (voir annexe 30).

48. Conformément à la lettre, le Groupe d'experts a examiné l'analyse des États Membres (voir annexe 31). Il a noté également qu'il était actuellement dans l'incapacité d'établir une distinction entre les livraisons licites de produits pétroliers raffinés signalés au Comité et les livraisons illicites. Quelque 87 des livraisons consignées dans la lettre pourraient avoir été signalées au Comité.

Activités maritimes illicites

49. La République populaire démocratique de Corée et ses facilitateurs ont continué d'utiliser un ensemble de méthodes de brouillage visant à contourner les sanctions. L'utilisation de bateaux cabotiers, ne portant pas de numéro OMI d'identification du

novembre ou de la date à laquelle elles ont été communiquées au Groupe d'experts. Elles ne tiennent pas forcément compte des mises à jour au Système mondial intégré de renseignements maritimes de l'OMI ou à d'autres bases de données maritimes, qui pourraient comprendre des saisies de données faites rétroactivement.

navire en vue du transfert de cargaisons de pétrole entre navires-citernes a considérablement accentué la difficulté de tracer et d'établir la chaîne de transferts pétroliers de navire à navire.

50. Les navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée continuent de faire passer en contrebande des produits pétroliers raffinés (voir annexe 29). Il a été consigné dans des bases de données maritimes que certains d'entre eux s'étaient rendus plus au sud que les années précédentes. Le Groupe d'experts a par exemple établi que le navire-citerne *Chon Ma San* (numéro OMI : 8660313) de la République populaire démocratique de Corée, naviguant sous le nom de *Chong Du San*, avait pratiquement transité chaque mois en direction du sud par la mer de Chine orientale de mars à octobre, ce qui est hautement inhabituel pour des navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée, avant d'interrompre toute transmission de son système d'identification automatique dans le détroit de Taiwan (voir annexe 32). Compte tenu du fait que le Groupe d'experts avait confirmé précédemment des activités de transfert par le *Chon Ma San* de navire à navire, il est fort probable que le navire s'apprêtait à charger des cargaisons illicites. Le *Chon Ma San* aurait livré des cargaisons de pétrole au port de Nampo à quatre occasions en 2023 (voir annexe 29).

51. Selon un État Membre, d'avril à septembre, les navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée transitant par le sud, principalement par le détroit de Taiwan (tableau 2, indiqué en jaune) le faisaient de plus en plus fréquemment, quatre à cinq fois par mois au lieu de zéro à cinq transits par mois comme lors des six mois précédents. Le Groupe d'experts estime que cela pourrait indiquer un changement dans la structure des échanges des navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée voyageant plus loin pour recevoir des cargaisons de pétrole, compte tenu de la diminution du nombre d'anciens navires de livraison directe battant pavillon étranger³¹ de flottes plus importantes, qui avaient été signalés pour la première fois par le Groupe d'experts en 2020³² : l'*Unica* (numéro OMI : 8514306) et le *New Konk* (numéro OMI : 9036387), les deux navires de livraison directe battant pavillon étranger qui avaient continué d'appuyer les trajets d'achat illicites de la République populaire démocratique de Corée ont été signalés par un État Membre comme étant inopérants aux deuxième et troisième trimestres de 2023, probablement en raison de problèmes de moteur.

Tableau 2

Navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée transitant au sud du 32^e parallèle, du 1^{er} avril au 15 septembre

DPRK tankers south of 32N					
April	May	June	July	August	September
CHON MA SAN	CHIL BO SAN	CHIL BO SAN	CHOL BONG SAN 1	WO SHUN	RON PHUNG
UN HUNG 8	HAI JUN (ASABONG)	CHON MA SAN	NAM DAE BONG	SIN PHYONG 2	AN SAN 1
WO SHUN	SONG WON	CHOL BONG SAN 1	UN HUNG 8 (YUN HONG 8)	CHOL BONG SAN 1	CHIL BO SAN
CHOL BONG SAN 1	CHON MA SAN		WO SHUN	SAM MA	UN HUNG 8 (YUN HONG 8)
CHIL BO SAN	SIN PHYONG 11			RON PHUNG	
HAI JUN (ASABONG)				SIN PYONG 5	

Source : un État Membre.

52. Tant l'*Unica* que le *New Konk* ont continué de se déplacer au moyen d'identifiants falsifiés, comme indiqué précédemment. D'autres navires de la

³¹ Ce terme sert à décrire les navires-citernes n'appartenant pas à la République populaire démocratique de Corée qui livraient des produits pétroliers raffinés dans les ports du pays avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

³² S/2020/151, par. 10 à 27.

République populaire démocratique de Corée ont manipulé des identifiants ou utilisé d'anciens identifiants, comme décrit à l'annexe 33.

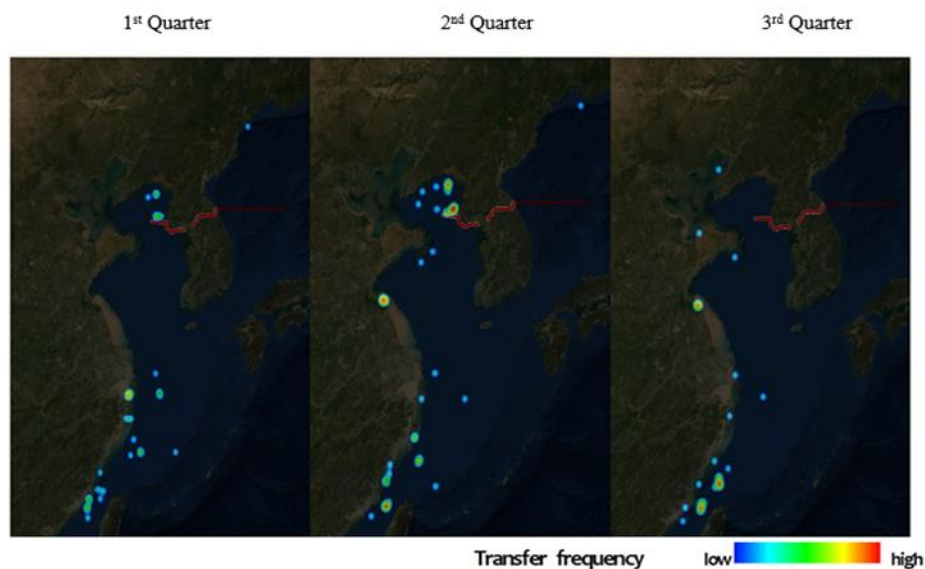
53. Outre l'importation illicite de produits pétroliers raffinés, la République populaire démocratique de Corée a encore importé d'autres articles illicites. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les exportations maritimes de charbon originaire de la République populaire démocratique de Corée (S/2023/656, par. 72 à 74) et d'autres produits. Le pays a enrichi sa flotte par l'achat de nouveaux navires étrangers, dont la vente (en tant que navires nouveaux ou usagés) lui est interdite.

Les eaux touchées

54. Les zones de transferts illicites de navire à navire en 2023 sont restées constantes dans l'ensemble, comme en 2022 (voir figures X et XI), avec une concentration d'activités au deuxième trimestre de 2023 dans la zone de la baie de Corée. La plupart des transferts de navire à navire se sont poursuivis dans les eaux territoriales. Les transferts de navire à navire en 2023 ont été moins concentrés dans la zone du barrage de la mer de l'Ouest et plus concentrés dans le sud.

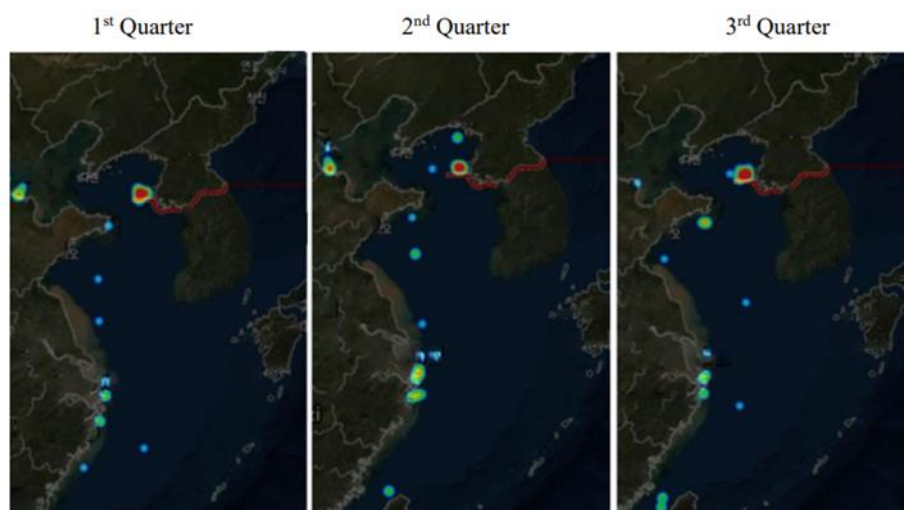
Figure X

Transferts illicites de navire à navire de la République populaire démocratique de Corée en 2023



Source : un État Membre.

Figure XI
Zones de transferts illicites de navire à navire de la République populaire démocratique de Corée en 2022



Source : un État Membre.

Méthodes de contournement des sanctions maritimes

55. Au fil des ans, le Groupe d'experts a observé l'évolution de bon nombre de moyens utilisés par la République populaire démocratique de Corée et ses facilitateurs pour contourner les sanctions.

56. La vigilance et la surveillance, pour ce qui est de ces indicateurs, associées à une approche fondée sur le risque, contribueraient au respect des règles et à la lutte contre le contournement des sanctions. Les principales méthodes de contournement observées par le Groupe d'experts tirées de ses enquêtes au fil du temps sont décrites ci-après.

Manipulation de l'identifiant et du système d'identification automatique

57. Le Groupe d'experts a continué d'observer des navires suspects transmettant des identifiants falsifiés ou incohérents au moyen du système d'identification automatique et signalant de fausses destinations. Les navires suspects faisant le commerce de marchandises interdites ou soumises à des restrictions et présentant des failles dans la transmission du système d'identification automatique continuent de sillonner les eaux où se déroulent généralement des activités illicites de navire à navire ou de circuler autour de ces eaux. Ces indicateurs peuvent justifier des enquêtes plus approfondies de la part des parties concernées des secteurs public et privé sur les navires dont elles arborent le pavillon, qu'elles affrètent, exploitent, assurent ou financent.

58. Rares sont les navires ne relevant pas de la République populaire démocratique de Corée qui semblent émettre des signaux du système d'identification automatique dans ses eaux, d'après les plateformes de bases de données maritimes commerciales. Des navires suspects ont été observés comme cessant d'émettre au moyen du système d'identification automatique lorsqu'ils se rendaient en direction du pays et se remettant à transmettre une fois qu'ils réintégraient les eaux d'un pays autre que la République populaire démocratique de Corée. Pour brouiller le lien avec la République populaire démocratique de Corée, des acteurs complices falsifient

également la documentation pour dissimuler l'origine ou la destination de la cargaison.

Falsification de l'emplacement

59. Des acteurs complices ont manipulé la position de leurs navires à l'aide d'une diversité de techniques de manipulation de plus en plus avancées. L'usurpation observée par le Groupe d'experts consistait à utiliser l'identité d'un autre navire pour transmettre de fausses données sur la position afin de donner l'illusion de se trouver dans un autre lieu. Plus récemment, des navires suspects ont recouru à une forme plus complexe de géomanipulation en transmettant intentionnellement de faux signaux du Système mondial de localisation, poussant un navire à fournir des informations erronées sur l'heure et la position, semblant ainsi se trouver ailleurs.

Autres mesures visant à éviter la détection

60. Des navires suspects effectuent des transferts de navire à navire en mer dans l'obscurité (à l'aube ou au crépuscule) pour éviter d'être facilement détectés. Il a été établi également qu'ils effectuent des transferts de navire à navire pendant des périodes plus courtes, cessent d'émettre des signaux au moyen du système d'identification automatique pendant les transferts, se servent de mots-codes ou bloquent les signaux transmis au moyen du système d'identification automatique afin de masquer leur activité.

Blanchiment de l'identité des navires

61. Au-delà de la manipulation de l'identité numérique d'un navire, le Groupe d'experts a étayé plusieurs cas de blanchiment complexe de l'identité des navires qui comprennent essentiellement une technique de troc d'identité par laquelle un navire « propre », qui n'a jamais mené d'activités tombant sous le coup de sanctions, cède son identité numérique à un navire « sale » afin d'aider ce dernier à continuer d'échapper aux sanctions. Pour ce faire, le navire « propre » subit des modifications physiques et se fait passer pour un navire nouvellement construit afin d'obtenir un numéro OMI différent sous un faux prétexte, naviguant ainsi comme un autre navire. Il laisse son profil du système d'identification automatique d'origine vacant dans les bases de données maritimes pour que des navires « sales » puissent se substituer à lui.

62. Cette technique élaborée a servi à libérer des identités blanchies destinées aux navires de livraison directe battant pavillon étranger qui ne pouvaient plus naviguer au moyen des identifiants qui leur avaient été attribués. Comme ces profils du système d'identification automatique libérés ne sont plus attachés au navire physique, plus d'un navire peut utiliser le même profil numérique du système d'identification automatique, ce qui complique encore l'identification du navire.

Déguisement du navire

63. Sans recourir à des camouflages complexes qui prennent du temps, beaucoup de navires suspects et de navires de la République populaire démocratique de Corée changent leur apparence physique, repeignent le nom du navire ou le numéro OMI à l'aide d'identifiants différents ou modifient encore la combinaison de couleurs du navire afin de changer d'allure.

Reconfiguration des cargaisons des navires

64. L'on sait que la République populaire démocratique de Corée travestit le type de navire en reconfigurant une partie de ses navires de charge illégalement en vue du transport de produits pétroliers. Ces transferts entre un navire de charge et un navire-

citerne seraient répertoriés à tort comme des opérations de soutage au lieu de transport de cargaisons de pétrole (voir annexe 34).

Attribution de pavillons

65. Les navires battant pavillon étranger qui mènent des activités passibles de sanctions ont été enregistrés comme utilisant un faux pavillon (voir par. 67) ou comme arborant physiquement un drapeau sans y avoir été dûment autorisés. Dans d'autres cas, ces navires ont continué d'utiliser le pavillon d'un pays après avoir été radiés du registre des navires. Les navires suspects recourent également à des changements successifs et rapides de pavillon ou à l'exploitation du statut d'enregistrement provisoire du pavillon pour mener des activités illicites.

66. L'on suspecte des navires au pavillon indéterminé, qui se livrent à du commerce illicite, d'être passés sous le contrôle de la République populaire démocratique de Corée. Dans plusieurs cas, ces navires battent le pavillon de ce pays mais le statut du pavillon n'est actualisé que bien plus tard.

Immatriculation et registre frauduleux des navires

67. Des entités prétendent être autorisées par l'autorité maritime d'un pays ont délivré des certificats d'immatriculation frauduleux à des navires. Dans d'autres cas, des navires ont battu le pavillon d'un État où il n'existait pas de registre international.

Documentation falsifiée

68. Pour brouiller le lien avec la République populaire démocratique de Corée, des acteurs complices falsifient des documents de transport pour dissimuler l'identité du navire ou encore l'origine ou la destination de sa cargaison. La falsification des documents recouvre l'utilisation de documents entièrement ou partiellement falsifiés ou encore de documents d'expédition anciens.

Transbordement en plusieurs étapes des produits pétroliers raffinés

69. Pour compliquer les enquêtes sur les chaînes d'approvisionnement en produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée, les cargaisons de pétrole sont transbordées en phases multiples, à l'aide de différents navires. Pour accroître la difficulté de retracer la propriété successive, des navires ne portant pas de numéro OMI sont également utilisés à un certain point dans ces transferts.

Propriétaires, exploitants et gestionnaires

70. Des acteurs complices continuent de leurrer et d'exploiter les compagnies maritimes, les services d'immatriculation des sociétés, les entités et les individus dans bon nombre de juridictions afin de faciliter les activités illicites de la République populaire démocratique de Corée.

71. L'utilisation de sociétés écrans et de sociétés fictives³³, la multiplication des niveaux de gestion dans les sociétés et l'utilisation de multiples intermédiaires se poursuivent.

72. Les acteurs complices ne soumettent habituellement pas à l'OMI des informations actualisées sur le propriétaire et la gestion. Ils se démarquent également par la complexité des structures de propriété et de gestion, l'utilisation de sociétés

³³ Voir www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/reports/FATF-Egmont-Concealment-beneficial-ownership.pdf (p. 58 à 60) et <https://home.treasury.gov/system/files/136/2022-National-Money-Laundering-Risk-Assessment.pdf>.

écrans et de sociétés fictives et le recours à de multiples intermédiaires éloignés du propriétaire réel.

73. Le recours à des prestataires de services de secrétariat d'entreprise ou d'agents enregistrés comme points de contact est courant. Dans les dossiers d'immatriculation, on voit à répétition des différents courriels répertoriés qui semblent jetables (impossibles à contacter) ou inscrits dans l'adresse électronique personnelle d'un employé.

74. En retraçant l'historique de la propriété et de la gestion des navires suspects, on constate que des navires présentent des relations commerciales, des corrélations ou des adresses communes de secrétaires d'entreprise entre leurs propriétaires et gestionnaires historiques et actuels. Dans plusieurs cas, d'anciens gestionnaires ont des liens avec des réseaux de transport maritime ayant trait à la République populaire démocratique de Corée.

75. Dans un certain nombre de cas, des sociétés gérant des navires en géraient d'autres qui présentaient des profils de risque similaires. Les propriétaires enregistrés des navires peuvent être constitués en société dans diverses juridictions, mais ont généralement des adresses d'exploitation en Asie.

76. Le changement de propriétaire des navires se produit habituellement avant la conduite d'activités sanctionnées.

Acquisition de navires

77. La République populaire démocratique de Corée a continué d'acheter des navires, principalement de charge. Avec ses facilitateurs, elle a mis à profit la pratique commerciale d'achat et de vente de navires, qui comprend le recours à des intermédiaires, à des négociants et à de nouvelles reventes pour brouiller sa présence. Le Groupe d'experts souligne l'importance de l'information fournie par les juridictions sous lesquelles ces navires ont battu leur pavillon en dernier ou dans lesquelles des propriétaires de navires ont résidé, avant le transfert de propriété à la République populaire démocratique de Corée.

Statistiques du commerce et questions douanières

Analyse des statistiques du commerce de la République populaire démocratique de Corée

78. Selon les données disponibles^{34, 35}, le volume global des échanges enregistrés par la République populaire démocratique de Corée a dépassé en 2023 le total de 2022, tandis que le volume des échanges pour les trois premiers trimestres de l'année a atteint environ 51 % du volume total des échanges pour 2019 (figure XII). Le volume des échanges pour le troisième trimestre de 2023 représentait 76 % du volume des échanges pour la même période en 2019, et 186 % de celui de 2022.

³⁴ Les statistiques commerciales globales pour la République populaire démocratique de Corée disponibles au 1^{er} janvier 2024 couvrent la période allant jusqu'à septembre 2023. Elles continueront de changer au fur et à mesure que des États Membres signaleront leurs échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée sur les plateformes de statistiques du commerce concernées, tel l'outil Trade Map du Centre du commerce international.

³⁵ Le Groupe d'experts note les cas de codes de pays erronés dans les statistiques du commerce publiées (voir par. 83).

Figure XII
**Statistiques du commerce, République populaire démocratique de Corée,
 2019-2023**

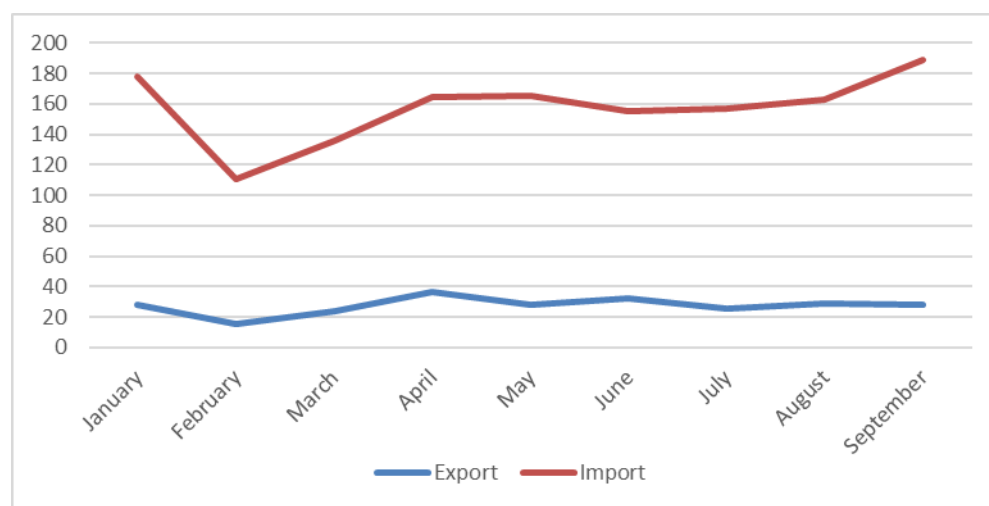
(En millions de dollars des États-Unis)



Source : Trade Map du Centre du commerce international, consulté le 1^{er} janvier 2024.

Figure XIII
**Statistiques du commerce de la République populaire démocratique de Corée,
 janvier à septembre (par mois)**

(en millions de dollars des États-Unis)



Source : Trade Map du Centre du commerce international, consulté le 1^{er} janvier 2024.

79. Environ 98 % des échanges commerciaux de la République populaire démocratique de Corée ont été effectués avec la Chine durant les neuf premiers mois

de 2023³⁶. Les échanges avec la Fédération de Russie auraient augmenté à l'automne 2023³⁷ pour atteindre 28 millions de dollars^{38, 39, 40}.

80. Les statistiques ne recouvrent pas les biens importés et exportés illicitement par la République populaire démocratique de Corée, comme les produits pétroliers raffinés, le charbon et d'autres articles (voir par. 47 et 48).

Surveillance des interdictions sectorielles

81. Le Groupe d'experts a continué de surveiller les exportations et les importations interdites effectuées par la République populaire démocratique de Corée⁴¹ et les codes du Système harmonisé (SH) utilisés à cette fin sont cités à l'annexe 38. Les informations figurant dans le présent rapport couvrent la période d'avril à septembre.

82. D'après les données commerciales nationales du Centre du commerce international, certains biens échangés semblent appartenir à des catégories visées par les sanctions. Le Groupe d'experts a demandé des précisions aux 18 États Membres concernés sur leurs opérations avec la République populaire démocratique de Corée, notamment des détails sur tout rejet de demande de dédouanement, les inspections de cargaison ou la saisie de marchandises (voir annexe 36). Cinq de ces États Membres ont répondu⁴². Pour l'enquête du Groupe d'experts sur les importations suspectées de camions et de tracteurs, voir annexe 37.

83. La plupart des États Membres ayant répondu ont indiqué qu'il n'existait pas de données enregistrées d'activités avec la République populaire démocratique de Corée et que les statistiques du commerce étaient principalement à attribuer à l'utilisation erronée des codes de pays au moment de la procédure de déclaration douanière (voir annexe 39). Un État Membre a déclaré que les articles en question faisaient l'objet de dérogations pour raisons humanitaires (voir annexe 40, OC.359).

Recommandations

84. **Le Groupe d'experts rappelle ses recommandations antérieures, à savoir que :**

a) des mesures appropriées soient prises par l'Organisation internationale de normalisation et par les États Membres, y compris des activités de sensibilisation à l'intention des autorités douanières respectives, pour empêcher l'utilisation erronée des codes de pays ;

b) les États Membres rationalisent leurs listes de contrôle des importations et des exportations, en s'appuyant sur la liste informelle du Groupe d'experts des produits interdits (voir annexe 38) ;

³⁶ Aux trois premiers trimestres de 2023, le volume total des échanges de la République populaire démocratique de Corée se chiffrait à 1,66 milliard de dollars et celui avec la Chine à 1,63 milliard de dollars (voir www.nknews.org/2024/01/north-korean-trade-with-china-doubles-in-2023-to-highest-since-pandemic).

³⁷ La Fédération de Russie a cessé de publier ses données officielles du commerce en avril 2022, et le Groupe d'experts lui a demandé des renseignements.

³⁸ Voir www.nknews.org/2023/11/russian-delegation-departs-pyongyang-after-meeting-north-korean-prime-minister.

³⁹ Voir <https://beyondparallel.csis.org/dramatic-increase-in-dprk-russia-border-rail-traffic-after-kim-putin-summit>.

⁴⁰ S/2023/171, par. 123, et S/2023/656, par. 96.

⁴¹ Concernant les réponses des États Membres pour la précédente période considérée (voir annexe 35).

⁴² Selon les statistiques disponibles, 30 États Membres ont signalé des échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée, dont 18 ont eu des échanges d'articles à code SH soumis à des restrictions.

c) les autorités douanières des États Membres utilisent la liste susmentionnée pour informer les agents commerciaux se trouvant dans leurs juridictions à des fins de diligence raisonnable, en particulier lorsqu'ils ont affaire à de tels produits à proximité de juridictions soumises à sanctions ;

d) le Comité envisage une action de sensibilisation concernant les États Membres qui ont besoin d'assistance pour comprendre et appliquer l'interdiction intersectorielle.

Application de l'interdiction relative aux articles de luxe

85. L'augmentation du commerce avec l'étranger en 2023 (voir par. 78 et 79) a facilité la réapparition en République populaire démocratique de Corée d'une diversité de plus en plus grande de produits étrangers, dont certains peuvent être qualifiés de produits de luxe (figure XIV).

86. Les statistiques du commerce des partenaires du pays concernant les trois premiers trimestres de 2023⁴³ (voir par. 78) reflètent des volumes croissants de produits de consommation importés avec les codes SH 42, 52, 57, 61, 64, 90, 91 et 92. Ces catégories pourraient comprendre notamment des articles pouvant être qualifiés d'articles de luxe⁴⁴. Les zones d'entrepôts régionaux sont suspectées d'être l'une des voies de ces importations⁴⁵. Un groupe de réflexion a estimé que les importations par la République populaire démocratique de Corée d'articles de luxe s'étaient chiffrées à 40,64 millions de dollars au premier semestre de 2023⁴⁶.

Figure XIV

Un comptoir « d'articles de luxe » dans la boutique Golden Plaza de Pyongyang à l'été 2023



Source : le Groupe d'experts.

⁴³ Trade Map du Centre du commerce international.

⁴⁴ Voir www.nknews.org/pro et annexe 91.

⁴⁵ Voir par exemple www.nknews.org/pro.

⁴⁶ Voir http://world.kbs.co.kr/service/contents_view.htm?lang=e&menu_cate=northkorea&id=&board_seq=447742&page=1&board_code=.

87. Le Groupe d'experts a surveillé de nouveaux moteurs de véhicules étrangers qui sont apparus en République populaire démocratique de Corée en nombres considérables (figure XV). Un utilitaire sport Mercedes-Benz Maybach GLS 600 apparemment neuf et une berline Maybach S650 ont été utilisés en public par Kim Jong Un et de hauts responsables en novembre et décembre, et une autre Maybach a été aperçue pour la première fois à la même époque⁴⁷. Un utilitaire Lexus LX (commercialisé en 2022) et deux camionnettes Ford Transit (fabriquées après 2021) ont été vus en novembre⁴⁸. De nouveaux véhicules de luxe, notamment de marques Mercedes Benz et Lexus, ont été photographiés à Pyongyang en décembre⁴⁹ (voir annexe 41). Le Groupe d'experts a demandé des informations aux acteurs concernés.

88. Toyota a répondu que le véhicule vu dans les images semblait être un Lexus LX600 ou un Lexus LX500d (voir figure XV.D), fabriqué après décembre 2021 au Japon (voir annexe 43).

Figure XV

Images de véhicules semblant nouveaux, novembre et décembre

A.



⁴⁷ Voir www.nknews.org/2023/11/kim-jong-un-appears-to-import-luxury-maybach-lexus-suvs-despite-sanctions.

⁴⁸ Voir www.nknews.org/2023/12/kim-jong-un-appears-with-new-ford-vans-in-rare-endorsement-of-american-brand.

⁴⁹ Voir www.nknews.org/2023/12/kim-jong-un-appears-to-reward-top-officials-with-luxury-mercedes-cars.

B.



C.



D.



E.



F.



G.



Source : Télévision centrale coréenne, Agence centrale de presse coréenne, NK News et <https://m.posts.careerengine.us/p/658d2cc9311dd31682755e0f>. Annotation à partir des sources d'information originales.

89. Le Groupe d'experts a enquêté sur un rapport de décembre⁵⁰ concernant des tentatives présumées de faire passer en contrebande une voiture Lexus (valant 10 millions de yens japonais) en République populaire démocratique de Corée par un pays tiers. Le concessionnaire a affirmé qu'un autre pays tiers était la destination finale. Dans sa réponse à la demande de renseignements du Groupe d'experts, le Japon a indiqué que « il était difficile de fournir des renseignements sur cette affaire car cela risquait d'entraver une enquête future de la Police » (voir annexe 42).

90. Le Groupe d'experts a enquêté sur des rapports parus dans les médias comprenant des photographies de responsables de haut rang de la République populaire démocratique de Corée arborant des articles de luxe⁵¹, comme un sac à main Dior (voir figure XVI). Christian Dior Couture a répondu qu'il pourrait s'agir d'un « sac "Lady Dior Large" cuir de veau cannage ultramatte noir » qui avait été vendu pour la première fois en février 2019 (voir annexe 44) et a noté qu'il ne pouvait pas en confirmer l'authenticité. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur des réseaux possibles d'approvisionnement illégal en article de luxe à la République populaire démocratique de Corée.

Figure XVI

Un membre de la délégation de la République populaire démocratique de Corée photographiée en septembre avec un sac à main qui serait de marque Dior



Source : Agence centrale de presse coréenne, www.thepost.co.nz/a/world-news/350078343/kims-bag-ladies-privileged-set (annotation à partir de la source d'information originale)

Recommandations

91. Le Groupe d'experts, prenant en considération l'augmentation récente des transbordements d'articles de luxe à la République populaire démocratique de Corée par des pays tiers, recommande que les États Membres exhortent les entités participant à l'exportation d'articles de luxe et de marque à redoubler de vigilance lorsqu'elles organisent des expéditions vers la région et par les zones d'entrepôt.

⁵⁰ Voir www.asahi.com/articles/ASRD74HPKRD7OXIE001.html, consulté le 2 février 2024.

⁵¹ Voir www.koreaherald.com/view.php?ud=20230917000117 et www.nknews.org/2023/09/north-koreas-foreign-minister-totes-10k-ostrich-leather-gucci-bag-in-russia.

92. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres encouragent les exportateurs d'articles de luxe à inclure une disposition contractuelle interdisant la réexportation des marchandises à la République populaire démocratique de Corée.

93. Le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres envisagent d'actualiser leurs listes de contrôle des exportations et d'indiquer quels sont les produits de luxe interdits d'une manière qui soit compatible avec les objectifs des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2094 (2013), 2270 (2016) et 2321 (2016) du Conseil de sécurité, en évitant d'en élargir inutilement le champ d'application afin de ne pas restreindre l'accès de la population civile à des articles autorisés et d'éviter toute conséquence humanitaire négative.

IV. Embargos, personnes et entités frappées par des sanctions et travailleurs à l'étranger

Embargos

Global Communications (Glocom)

94. Le Groupe d'experts enquête sur Glocom depuis 2017⁵². Un État Membre a réaffirmé que Glocom persiste à vendre du matériel de télécommunications militaires fabriqué par la République populaire démocratique de Corée et a inscrit sur sa liste plusieurs ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui lui sont associés⁵³. Au 26 janvier, le site Web commercial de Glocom (<https://glocom-corp.com>) était encore opérationnel. D'après des articles parus dans les médias⁵⁴, Privacy Protect Business Development qui est établi aux États-Unis avait précédemment enregistré le domaine⁵⁵. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse.

Cas présumés impliquant des armes et du matériel connexe de la République populaire démocratique de Corée

Cas 1

95. Le Groupe d'experts continue d'examiner le cas d'Ashot Mkrtichev, de nationalité slovaque⁵⁶. À la suite des demandes d'information du Groupe d'experts, les autorités slovaques ont répondu « ne pas disposer d'informations supplémentaires de nature à les aider à étayer les affirmations...après l'inscription [de Mkrtichev] sur la liste relative aux sanctions du [Bureau du contrôle des avoirs étrangers], le compte bancaire avait été annulé ... avait un solde nul et était bloqué » (voir annexe 45).

96. Le Groupe d'experts note un communiqué de presse diffusé par un État Membre selon lequel Mkrtichev⁵⁷ détiendrait des postes clefs dans au moins trois entités, dont Versor S.R.O. établi en Slovaquie, lié à un réseau de contournement des sanctions, qui appuierait les marchés d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Fédération de Russie. Le Groupe d'experts attend encore des réponses de bon nombre d'États Membres. Les enquêtes se poursuivent.

⁵² S/2017/150, par. 77, 79 et 85.

⁵³ Voir www.mofa.go.kr/www/brd/m_4080/view.do?seq=374121&page=1.

⁵⁴ Voir www.nknews.org/pro/north-korea-linked-firm-offering-expanded-range-of-radio-hardware-online.

⁵⁵ S/2022/132, par. 137.

⁵⁶ S/2023/656, par. 91 et 92.

⁵⁷ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1697>.

Cas 2

97. Le Groupe d'experts n'a reçu aucune information nouvelle concernant des rapports antérieurs d'États Membres ou parus dans les médias sur des soupçons de transferts d'armes par la République populaire démocratique de Corée par voie ferroviaire à la Fédération de Russie⁵⁸.

Cas 3

98. Les forces ukrainiennes auraient utilisé des lance-roquettes multiples en provenance de la République populaire démocratique de Corée contre les forces russes à la fin du mois de juin et en juillet⁵⁹. Des membres du personnel militaire ukrainien ont affirmé que les roquettes avaient été « saisies » sur le navire d'un pays « ami », avant d'être livrées à l'Ukraine, tandis qu'un responsable du Ministère ukrainien de la défense a déclaré par la suite que les roquettes avaient été prises aux forces russes (voir annexe 46). Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de l'Ukraine à sa demande de renseignements.

Cas 4

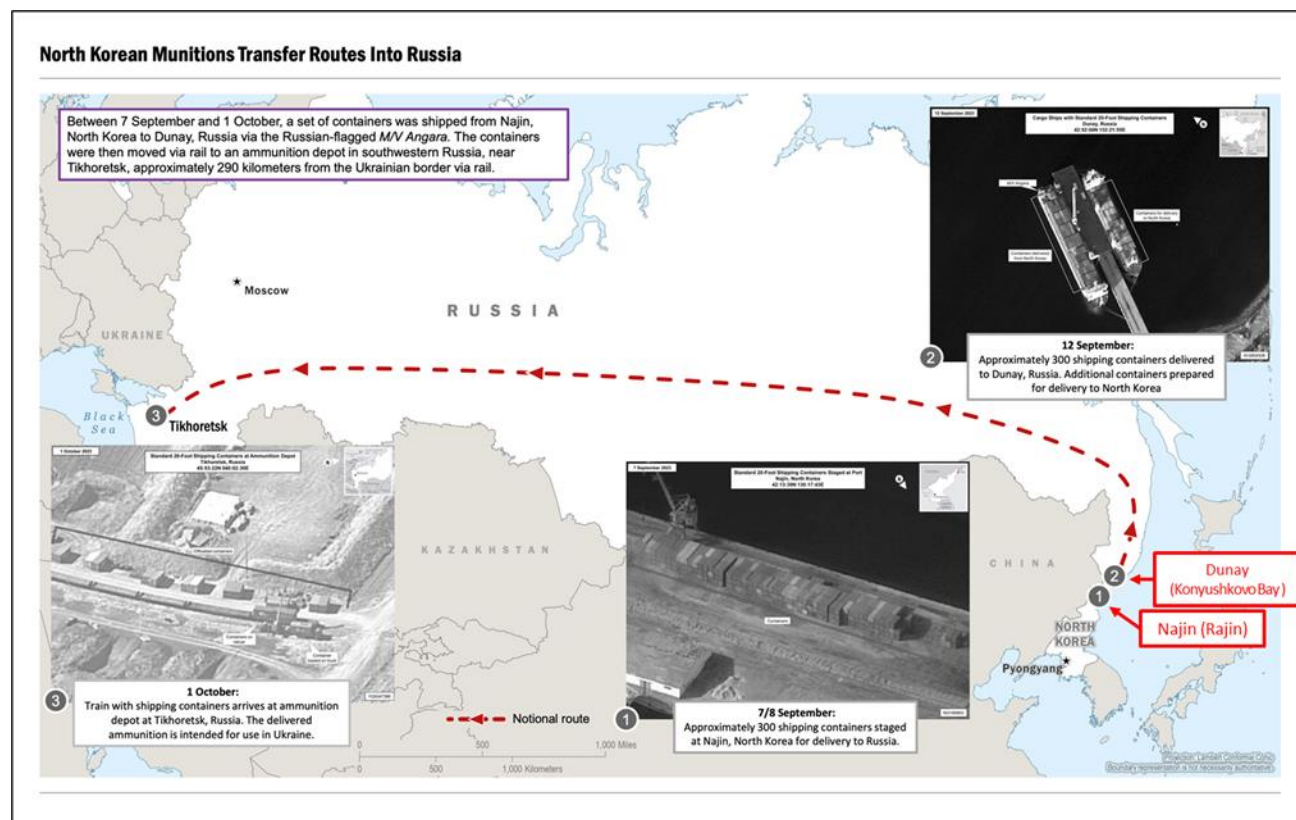
99. Le 6 octobre, un État Membre a fourni au Groupe d'experts des images satellites de deux navires battant pavillon russe, l'*Angara* (numéro OMI : 9179842) et le *Maria* (anciennement connu sous le nom de *Lev Yashin*) (numéro OMI : 8517839), transportant des conteneurs du port de Rajin en République populaire démocratique de Corée⁶⁰ à Dounaï, un port dans l'Extrême-Orient russe, du 7 septembre au 1^{er} octobre 2023 (voir annexe 47). Si ces images ne révèlent pas ce qui se trouvait à l'intérieur des conteneurs, un État Membre a rapporté que ceux-ci avaient été transportés par voie ferroviaire vers un dépôt de munitions présumé depuis le sud-ouest de la Fédération de Russie près de Tikhoretsk, à quelque 290 kilomètres de la frontière ukrainienne (voir figure XVII).

⁵⁸ Pour ce qui est de l'accusation par un haut responsable d'un État Membre en 2022 selon laquelle la République populaire démocratique de Corée aurait exporté des munitions à la Fédération de Russie par voie ferroviaire, des réfutations de cette dernière et des conclusions préliminaires de l'enquête du Groupe d'experts, voir [S/2023/171](#), par. 122 et [S/2023/656](#), par. 96.

⁵⁹ Voir www.ft.com/content/96e1f526-ae3d-4cff-bc37-8f9dd7d5975f.

⁶⁰ Port de « Rajin » ou « Najin ».

Figure XVII



Source : un État Membre, annoté par le Groupe d'experts.

100. Le 13 octobre, un haut responsable dans un État Membre a déclaré : « D'après nos informations, ces dernières semaines la [République populaire démocratique de Corée] a fourni à la Russie plus de 1 000 conteneurs de matériel et de munitions militaires »⁶¹.

101. Le 9 janvier, un deuxième État Membre a fourni des cartes et des images supplémentaires, illustrant le transfert constant de matériels entre la République populaire démocratique de Corée et la Fédération de Russie de septembre à décembre (voir annexe 48). L'État Membre a noté que bien que le contenu des conteneurs ne soit pas connu, les messages postés dans les médias sociaux par le personnel militaire russe indiquaient la présence de munitions de la République populaire démocratique de Corée en Ukraine⁶².

102. Un représentant du Ministère russe des affaires étrangères a réfuté le 11 novembre les accusations portées par les États-Unis concernant l'importation d'armes de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 49).

⁶¹ Voir <https://thehill.com/homenews/administration/4254660-white-house-north-korea-provided-russia-military-equipment-munitions>.

⁶² Bon nombre d'autres États Membres, de groupes de réflexion et de sources dans les médias ont également fourni des renseignements à ce sujet. Voir par exemple <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/report-orient-express-north-koreas-clandestine-supply-route-russia>, www.nknews.org/pro/major-russian-container-port-tied-to-alleged-north-korea-weapons-trade-imagery et <https://beyondparallel.csis.org/activity-at-najin-points-to-continued-dprk-russia-arms-transfers>.

103. Selon les informations disponibles, au moins quatre navires battant pavillon russe (l'*Angara*, le *Maria*, le *Lady R* et le *Maia-1*) ont été observés sur des images satellites transportant des conteneurs entre la Fédération de Russie et la République populaire démocratique de Corée de la fin du mois d'août au mois de décembre (tableau 3). Au moins un autre navire a pu être impliqué.

Tableau 3
Synthèse des caractéristiques des navires

Nom du navire	Numéro OMI	Type	Longueur et largeur	Signal transmis par le système d'identification automatique
L' <i>Angara</i>	9179842	Transroulage	126,85 m x 20 m	Aucun depuis le 10 août (au large de Korsakov)
Le <i>Maria</i> (anciennement le <i>Lev Yashin</i>)	8517839	Marchandises diverses	113 m x 18,9 m	Aucun depuis le 13 septembre (au large de Vladivostok)
Le <i>Lady R</i>	9161003	Transroulage	121,66 m x 18,7 m	Aucun du 2 octobre (au large de Vostochny) au 8 novembre (au large de Vladivostok)
Le <i>Maia 1</i>	9358010	Marchandises diverses	138 m x 21 m	Aucun depuis le 24 octobre (au large de Vostochny)

Source : Windward.

104. Le Groupe d'experts attend des réponses aux demandes de renseignements qu'il a formulées.

105. Les résultats des enquêtes du Groupe d'experts portent principalement sur les activités liées à l'*Angara* du 1^{er} août au 30 novembre, d'après les images satellites commerciales. Pour des informations sur les déplacements de l'*Angara*, voir annexe 50.

106. Selon les bases de données maritimes, l'actuel propriétaire enregistré de l'*Angara* est M Leasing LLC (numéro d'identification fiscale : 9701173086). L'*Angara* est actuellement géré et exploité par Marine Trans Shipping LLC (numéro d'identification fiscale : 3025037914) (voir annexe 51)⁶³.

107. Selon les bases de données maritimes commerciales, l'*Angara* est arrivé au port de Korsakov vers le 5 août 2023, et son système d'identification automatique a cessé de transmettre sa position le 10 août. Il n'avait pas repris ses transmissions au 26 janvier 2024 (voir annexe 51).

Escales de l'Angara au port de Dounaï (baie de Koniouchkov)

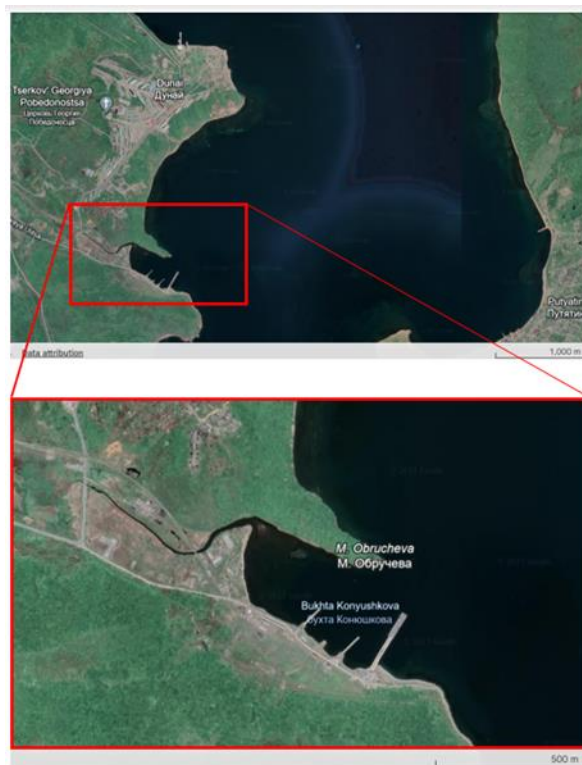
108. Selon les informations figurant à l'annexe 47, une série d'allers-retours entre Dounaï et le port de Rajin (République populaire démocratique de Corée) a débuté le 21 août : l'*Angara* a quitté Dounaï, transportant quelque 250 conteneurs maritimes de 6 mètres de long et les a livrés à Rajin le 25 août. Il est ensuite retourné à vide à Dounaï le 28 août. Le port indiqué à l'annexe 50 est la baie de Koniouchkov au sud de Dounaï (figure XVIII), qui était utilisé par la marine russe (voir annexe 52).

⁶³ L'*Angara*, M Leasing LLC et Marine Trans Shipping LLC ont été inscrits sur la liste d'un État Membre. Un deuxième État Membre a également inscrit sur sa liste M Leasing LLC (voir annexe 51). D'après certaines sources, l'*Angara* aurait transporté des armes précédemment (voir annexe 51).

D'après l'annexe 50, l'*Angara* a effectué d'autres visites dans la baie de Koniouchkov et à Rajin.

Figure XVIII

Emplacement de Dounaï et de la baie de Koniouchkov

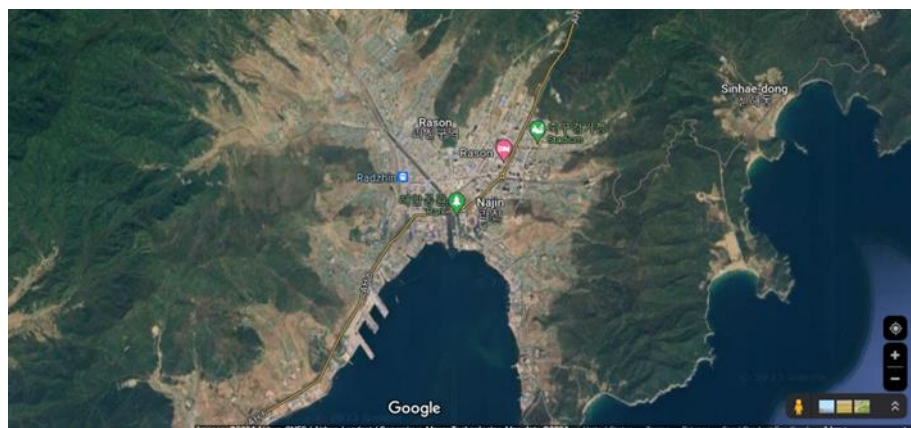


Source : Google Earth, consulté le 6 janvier 2024.

Escales de l'*Angara* au port de Rajin

109. Le port dispose de trois jetées (voir figure XIX) : celle du nord (jetée 1) est utilisée par les navires déchargeant des conteneurs ; celle du milieu (jetée 2) sert au chargement des conteneurs et celle du sud (jetée 3) aux expéditions de charbon en provenance de la Fédération de Russie. Une ligne de chemin de fer relie le port à Tumangang, à la frontière russe, à 54 kilomètres au nord.

Figure XIX
Port de Rajin



Source : Google Maps, consulté le 6 janvier 2024.

110. Le port de Rajin et la ligne de voie ferrée menant à Tumangang ont été modernisés dans le cadre du projet de liaison portuaire et ferroviaire Rajin-Khassan (2008-2013) entrepris par la Fédération de Russie et la République populaire démocratique de Corée en vue de l'exportation de charbon⁶⁴. Au paragraphe 16 de la résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a prévu une dérogation concernant les exportations vers des pays tiers de charbon d'origine russe transitant par le projet de liaison portuaire et ferroviaire.

111. Selon les informations fournies par un État Membre (voir annexe 47), l'*Angara* a chargé le 11 septembre 300 conteneurs à Rajin. Selon les images disponibles, on le voit dans la baie de Koniouchkov le 12 septembre, charger des conteneurs d'expédition qui sont ensuite largement déchargés le 14 septembre (voir annexe 51). Malgré une interruption dans la couverture entre ces deux dates, le Groupe d'experts estime que l'*Angara* est presque certainement resté sur place, d'après les calculs de la vitesse du navire (voir annexe 51), tout en ne pouvant pas exclure la possibilité que du 12 au 14 septembre, l'*Angara* ait pu décharger sa cargaison dans un port russe ou ailleurs, à proximité.

112. L'*Angara* a effectué plusieurs visites à Rajin pendant la période considérée. Outre celles consignées par les États Membres aux annexes 47 et 48, une séquence d'images semble montrer l'*Angara* chargeant des conteneurs dans la baie de Koniouchkov le 28 septembre et les déchargeant au quai 1 du port de Rajin le 2 octobre (voir annexe 53).

113. Sur une autre séquence, on voit l'*Angara* décharger des conteneurs à la jetée 1 du port de Rajin les 21 et 22 octobre, charger des conteneurs à la jetée 2 le 23 octobre, puis décharger et charger des conteneurs dans la baie de Koniouchkov les 27, 28 et 29 octobre (voir annexe 53).

114. Outre l'*Angara*, le *Maria* (voir tableau 3 et annexes 47 et 48) a également transporté des conteneurs d'expédition de 6 mètres de long entre le port de Rajin et la baie de Koniouchkov pendant la période considérée. Le *Maria* a par exemple chargé des conteneurs à la jetée 2 du port de Rajin et les a déchargés dans la baie de Koniouchkov du 10 au 16 octobre (voir annexe 54).

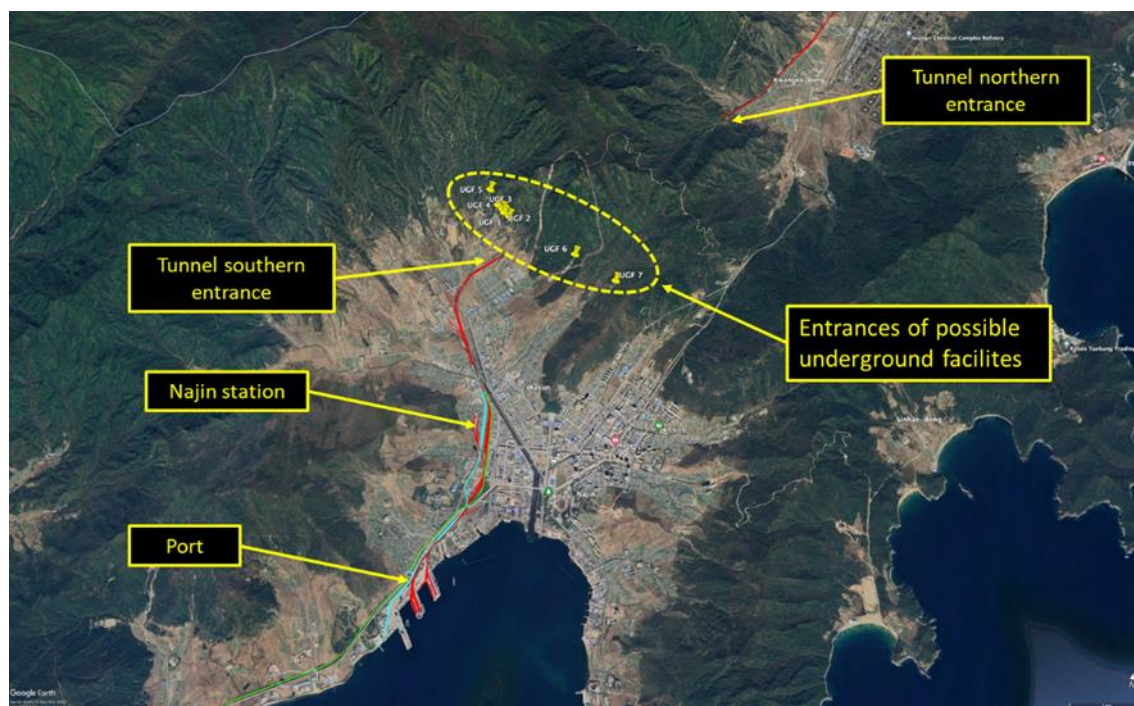
⁶⁴ Voir www.railwaygazette.com/infrastructure/north-korea-rail-link-completed/38707.article.

115. Le Groupe d'experts note que bien que les conteneurs d'expédition ne soient généralement pas transportés au moyen du réseau ferroviaire de la République populaire démocratique de Corée, il a été signalé dans les médias que « des trains de marchandises distinctifs transportant des conteneurs d'expédition de différentes couleurs sont apparus dans au moins cinq lieux qui n'étaient pas celui du port de Rason... depuis septembre »⁶⁵.

116. Le Groupe d'experts a mené une analyse des itinéraires possibles concernant le transport des conteneurs à destination et en provenance du port de Rajin. Une analyse limitée des images disponibles montre, par rapport à la période précédente, un trafic supplémentaire de wagons livrant des conteneurs, dont le haut apparaît généralement en couleurs sur les images, entre le port et la gare de Rajin au nord (voir figure XX), ayant débuté en septembre.

Figure XX

Voies ferrées à proximité du port et de la gare de Rajin



Source : Google Earth, consulté le 6 janvier 2024, annoté par le Groupe d'experts.

Note : On voit en rouge la voie ferrée partant du port en direction du nord, traversant un tunnel, vers Tumangang, et en vert la ligne reliant la gare à des destinations plus au sud. Il convient de noter l'emplacement d'entrées d'éventuelles installations souterraines dans la zone générale du tunnel.

117. À quelque 2,5 kilomètres au nord de la gare de Rajin, la voie ferrée entre dans un tunnel situé sous une montagne (sommet : 520 m) et sort à environ 3,8 kilomètres sur le versant nord de la montagne. L'imagerie satellite de cette montagne montre de multiples entrées en forme de L sur le côté sud vers probablement des sites souterrains (voir figure XXI et annexe 55). L'existence de sites souterrains probables en forme

⁶⁵ Voir www.nknews.org/pro/north-korean-trains-in-alleged-russia-arms-deal-pass-through-key-weapons-hub.

de L pourrait indiquer une zone d'importance stratégique pour la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts continue d'enquêter.

118. Le Groupe d'experts attend la réponse de la Fédération de Russie à la suite de ses demandes de renseignements.

119. Le Groupe d'experts a établi, après avoir examiné l'imagerie satellite à des dates précises, que l'*Angara* avait chargé et déchargé des conteneurs d'expédition de 6 mètres de long dans la baie de Koniouchkov et dans le port de Rajin. Le *Maria* a chargé à Rajin des conteneurs qui ont été déchargés dans la baie de Koniouchkov. Ces observations constituent une preuve claire de transfert de marchandises et de matériels entre la République populaire démocratique de Corée et la Fédération de Russie.

120. Les conteneurs ont été transportés en direction et en provenance d'un port utilisé par la marine russe. Le Groupe d'experts ne peut pas actuellement confirmer le contenu des conteneurs. Les enquêtes se poursuivent.

Cas 5

121. Selon un État Membre, le ressortissant russe Pavel Pavlovich Shevelin⁶⁶ a négocié à Damas en 2022 avec des responsables de la République populaire démocratique de Corée dont Rim Yong Hyok, décrit comme un représentant de la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID, KPe.001)⁶⁷ pour faciliter les transferts d'armes de la République populaire démocratique de Corée à la Fédération de Russie, et ce réseau était encore actif au mois d'octobre 2023. Un autre ressortissant russe, Valeriy Yevgenyevich Chekalov⁶⁸, aurait également participé à cette activité. L'on sait que Shevelin et Chekalov étaient affiliés au Groupe Wagner⁶⁹. La Fédération de Russie a demandé au Groupe d'experts de fournir des informations plus détaillées, faisant valoir qu'elles « étaient requises pour mener une enquête minutieuse, préciser toutes les circonstances, identifier les suspects et organiser un procès, au cas où des motifs suffisants étaient établis ». La République arabe syrienne n'a pas encore répondu aux demandes de renseignement du Groupe d'experts. L'enquête se poursuit.

Cas 6

122. D'après des rapports de l'État et des articles de presse, des membres du Hamas auraient utilisé des armes en provenance de la République populaire démocratique de Corée⁷⁰ (voir annexe 56), laquelle a qualifié ces affirmations « d'allégations infondées et de fausses rumeurs »⁷¹. À la suite des demandes de renseignement du Groupe d'experts, Israël a répondu que les systèmes d'armes comprenaient des fusées F-7 de la République populaire démocratique de Corée et que le Hamas disposait de dizaines de systèmes Phoenix fournis par ce pays. Il a communiqué les spécifications techniques des systèmes d'armes antichars de la République populaire démocratique de Corée détenus par le Hamas (voir annexe 57). Le Groupe d'experts a également écrit à l'État de Palestine.

⁶⁶ Date de naissance : 10 octobre 1989, numéro de passeport : 8617230995.

⁶⁷ S/2019/171, par. 92.

⁶⁸ Date de naissance : 10 janvier 1976 ; il a été signalé que la personne était décédée.

⁶⁹ Voir www.state.gov/imposing-additional-sanctions-on-those-supporting-russias-war-against-ukraine.

⁷⁰ Voir www.nknews.org/2023/10/apparent-north-korean-weapons-used-by-hamas-but-dprk-denies.

⁷¹ Voir [http://kcna.kp/en/article/q/aa4df265dc7ce03ee512204d1071fd47.kcmsf](https://kcna.kp/en/article/q/aa4df265dc7ce03ee512204d1071fd47.kcmsf).

Cas 7

123. Les médias russes ont rapporté que pendant sa visite officielle en Fédération de Russie le 17 septembre, Kim Jong Un a reçu des cadeaux du Gouverneur du territoire du Primorié, Oleg Kozhemyako, à savoir un gilet pare-balles pour des opérations d'assaut, cinq drones kamikazes, un drone aérien de reconnaissance de type Geranium-25 avec fonction de décollage vertical et des systèmes de contrôle de drones. Kim Jong Un et le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ont également échangé des fusils⁷² comme cadeaux et Kim a reçu une épée du Ministre russe de la défense, Sergei Shoigu⁷³. Le Groupe d'experts attend la réponse de la Fédération de Russie à sa demande de renseignements.

Cas 8

124. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur une société du Myanmar, la Royal Shune Lei Co. Ltd⁷⁴. Selon un État Membre, une délégation de la République populaire démocratique de Corée de la KOMID s'est rendue au Myanmar en octobre 2022 pour appuyer des négociations portant sur des kits de guidage de bombes aériennes d'une valeur de plusieurs millions de dollars avec la Royal Shune Lei, une entité s'occupant d'achats pour le compte de l'armée. Le Groupe d'experts attend la réponse du Myanmar à sa demande de renseignements.

Cas 9

125. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la coopération militaire suspectée entre le Mali et la République populaire démocratique de Corée⁷⁵. Le diplomate An Se Ho, posté à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Guinée⁷⁶, aurait négocié un projet de construction d'une usine de munitions au Mali en collaboration avec un représentant de la KOMID, qui a visité le Mali à plusieurs occasions à la fin de l'année 2023 pour s'entretenir du projet. Le Groupe d'experts attend des réponses du Mali et de la Guinée à ses demandes de renseignement.

Cas 10

126. Le Groupe d'experts note les articles de presse selon lesquels la République populaire démocratique de Corée a fourni des munitions, des obus et des roquettes à la Fédération de Russie⁷⁷ (voir annexe 58). Il attend de la Fédération de Russie des réponses à ses demandes de renseignement.

Cas 11

127. Le Groupe d'experts a noté un reportage de la Public Broadcasting Company au sujet de débris de missile, suspecté d'appartenir à la République populaire démocratique de Corée, qui ont été trouvés dans la ville de Kharkiv le 2 janvier 2024⁷⁸.

⁷² Voir <https://tass.com/politics/1674937>.

⁷³ Voir <https://ria.ru/20230919/mech-1897211414.html>.

⁷⁴ Voir S/2023/171, par. 124.

⁷⁵ S/2023/656, par. 97.

⁷⁶ En coréen : 안세호, date de naissance : 15 juin 1976, numéro de passeport : 572110043 (PD).

⁷⁷ Voir <https://euromaidanpress.com/2023/11/12/north-korea-supplies-russia-with-full-range-of-artillery-ammo-including-gun-and-mortar-shells-rockets>.

⁷⁸ Voir <https://suspilne.media/655506-shoza-na-raketi-z-paradiv-u-pivnicnij-korei-cim-raketa-akou-vdarili-po-harkovu-2-sicna-vidriznaetsa-vid-iskanderu>.

128. Le Groupe d'experts enquête sur des informations fournies par des experts extérieurs sur les débris⁷⁹. L'Ukraine lui a adressé un rapport, à la suite de sa demande du renseignement, qu'il examine actuellement.

Bureau général de reconnaissance (RGB, KPe.031)⁸⁰

129. Le Groupe d'experts a continué de surveiller les cyberattaques attribuées à des auteurs de cybermenaces de la République populaire démocratique de Corée subordonnés au Bureau général de reconnaissance et d'enquêter sur elles⁸¹, dont Kimsuky, le groupe Lazarus, Andariel et BlueNoroff⁸². Ces acteurs de cybermenaces avaient pour principales tâches d'obtenir des informations utiles pour la République populaire démocratique de Corée et de dégager des revenus illicites (voir par. 180 à 190) pour son compte. Les méthodes d'attaque comprennent encore l'hameçonnage ciblé, l'exploitation des failles, l'ingénierie sociale et les attaques par point d'eau. Le Groupe d'experts a répertorié en 2023 plusieurs tendances sur le plan des cyberactivités malveillantes en République populaire démocratique de Corée, outre le fait de prendre pour cible le secteur des cryptomonnaies (voir par. 188 et 189). On trouvera un récapitulatif d'informations pertinentes sur la cybersécurité à l'annexe 59.

Attaques visant la base industrielle de défense

130. Le groupe Lazarus a continué d'attaquer des sociétés du secteur de la défense dans le monde (voir figure XX1). Par leurs intrusions, les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée accèdent à la propriété intellectuelle ou à d'autres renseignements tels que des conceptions et des plans pouvant servir à faire progresser les programmes d'armes de destruction massive et les programmes balistiques du pays et même d'être vendus pour engendrer des revenus supplémentaires destinés aux programmes d'armement du pays.

⁷⁹ Voir l'étude menée sur le terrain du Conflict Armament Research à l'adresse suivante : <https://storymaps.arcgis.com/stories/3a4e9d713f59426d9d1ea3881abecbf3>.

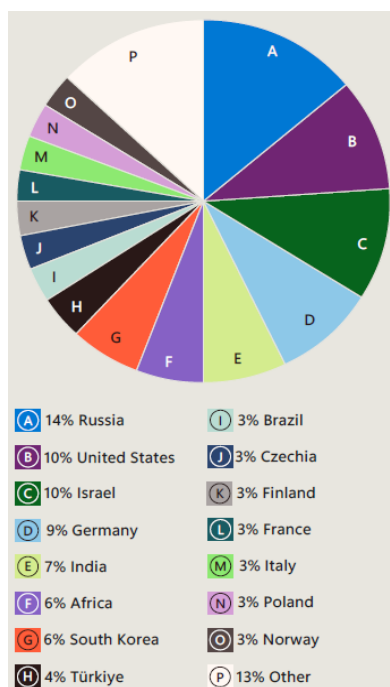
⁸⁰ Dans la présente section, le Groupe d'experts adopte une approche thématique pour expliquer les principales tendances en matière de cyberactivités malveillantes en République populaire démocratique de Corée, ce qui constitue un changement par rapport aux rapports antérieurs dans lesquels les cas signalés étaient cités en fonction des auteurs de cybermenaces. On trouvera une liste de cas aux annexes 59, 94 et 95.

⁸¹ Selon un État Membre, 90 % des cyberactivités malveillantes de la République populaire démocratique de Corée peuvent être attribuées au Bureau général de reconnaissance. En décembre 2023, un État Membre a imposé des sanctions au Directeur du Bureau général, Ri Chang Ho et en 2023, le Groupe d'experts a recommandé que Ri soit inscrit sur la Liste (S/2023/171, par. 136 et 170). Voir également www.mofa.go.kr/www/brd/m_4080/view.do?seq=374538&page=1.

⁸² Les noms cités dans la présente section concernant des auteurs de cybermenaces et leurs campagnes sont largement employées dans le secteur de la cybersécurité.

Figure XXI

Sociétés de défense prises pour cibles par la République populaire démocratique de Corée (novembre 2022- janvier 2023)



Source : www.microsoft.com/en-us/security/security-insider/microsoft-digital-defense-report-2023.

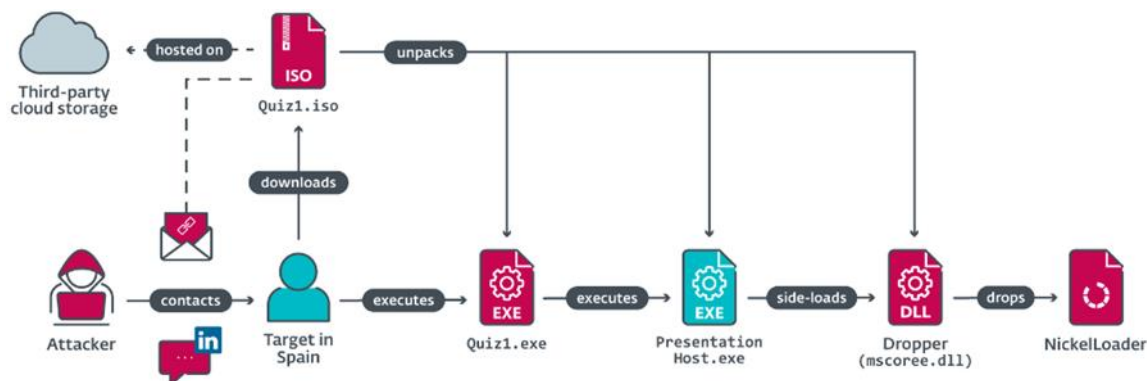
131. Le groupe Lazarus a compromis une société aérospatiale espagnole⁸³, obtenant d'abord l'accès au réseau en 2022 par la voie d'une campagne d'hameçonnage ciblé au cours de laquelle des acteurs de la République populaire démocratique de Corée se faisant passer pour des recruteurs sur LinkedIn ont persuadé la cible d'exécuter un logiciel malveillant, en guise de test, dans le cadre d'une procédure d'embauche frauduleuse (voir figure XXII). Le groupe Lazarus aurait attaqué des sociétés aérospatiales au Royaume des Pays-Bas en octobre 2021 et une société de défense en Pologne en février 2023 en usant des mêmes méthodes⁸⁴.

⁸³ Voir www.welivesecurity.com/en/eset-research/lazarus-luring-employees-trojanized-coding-challenges-case-spanish-aerospace-company et www.sentinelone.com/labs/comrades-in-arms-north-korea-compromises-sanctioned-russian-missile-engineering-company.

⁸⁴ Voir www.virusbulletin.com/uploads/pdf/conference/vb2023/papers/Lazarus-campaigns-and-backdoors-in-2022-2023.pdf et S/2021/211, par. 126 et note de bas de page 107.

Figure XXII

Intrusion signalée de la République populaire démocratique de Corée dans une société aérospatiale espagnole



Source : www.welivesecurity.com/en/eset-research/lazarus-luring-employees-trojanized-coding-challenges-case-spanish-aerospace-company.

132. Dans un rapport daté d'octobre 2023⁸⁵, une campagne du groupe Lazarus a été répertoriée au cours de laquelle des ingénieurs nucléaires et le secteur de la défense ont été pris pour cible, notamment des fabricants de systèmes radars, de drones aériens, de véhicules militaires, de navires et des sociétés maritimes et d'armements. Le groupe Lazarus aurait accédé aux systèmes en amenant des demandeurs d'emploi dans les médias sociaux, dont Telegram et WhatsApp, à cliquer sur des applications malveillantes, en vue d'entretiens d'emploi factices.

133. Des cyberpirates de la République populaire démocratique de Corée auraient installé une portée dérobée et subtilisé des données, notamment des plans de composants de satellite, à la société russe Sputnix OOO en 2022⁸⁶. Aux demandes de renseignement du Groupe d'experts, la Fédération de Russie a répondu : « Il faut davantage d'informations pour pouvoir examiner dûment les cyberattaques présumées menées par des cyberpirates malveillants basés en République populaire démocratique de Corée ». Les groupes de cyberacteurs ScarCruft de la République populaire démocratique de Corée et le groupe Lazarus ont compromis le serveur de courriel et le réseau interne de NPO Mashinostroyeniya^{87, 88} au cours d'intrusions distinctes, probablement entre la fin de l'année 2021 et le mois de mai 2022. La Fédération de Russie a répondu : « Aucune preuve n'a été trouvée au sujet de cyberattaques sur les infrastructures internes [d'informatique] de l'organisation russe, NPO Mashinostroyeniya, par des cyberacteurs liés au Bureau général de reconnaissance [RGB (KPe.031)] de la République populaire démocratique de Corée, visé par les sanctions [de l'ONU], le groupe Lazarus, ScarCruft ou Kimsuky ».

134. Les auteurs de cybermenaces de la République populaire démocratique de Corée ont visé maintes fois des constructeurs de navire en République de Corée, en août et en septembre, pour dérober des informations pouvant servir à renforcer la puissance militaire navale de la République populaire démocratique de Corée⁸⁹. Ils auraient cherché à accéder aux systèmes des entreprises en se faisant passer pour des prestataires de services de maintenance informatique ou en recourant à

⁸⁵ Voir <https://securelist.com/apt-trends-report-q3-2023/110752>.

⁸⁶ Voir http://english.chosun.com/site/data/html_dir/2023/09/07/2023090701108.html.

⁸⁷ Voir www.sentinelone.com/labs/comrades-in-arms-north-korea-compromises-sanctioned-russian-missile-engineering-company.

⁸⁸ НПО МАШИНОСТРОЕНИЕ.

⁸⁹ Voir annexe 61 et <https://en.yna.co.kr/view/AEN20231121006800315?section=national/national>.

l'hameçonnage ciblé (voir annexe 61). Andariel a attaqué bon nombre de sociétés de télécommunications, d'instituts de recherche, d'universités, de secteurs de l'informatique, de secteurs de défense et de sociétés financières en République de Corée et volé 1,2 téraoctets d'information, notamment des données sensibles sur les systèmes d'armes laser sol-air⁹⁰ (voir par. 187 et annexe 62).

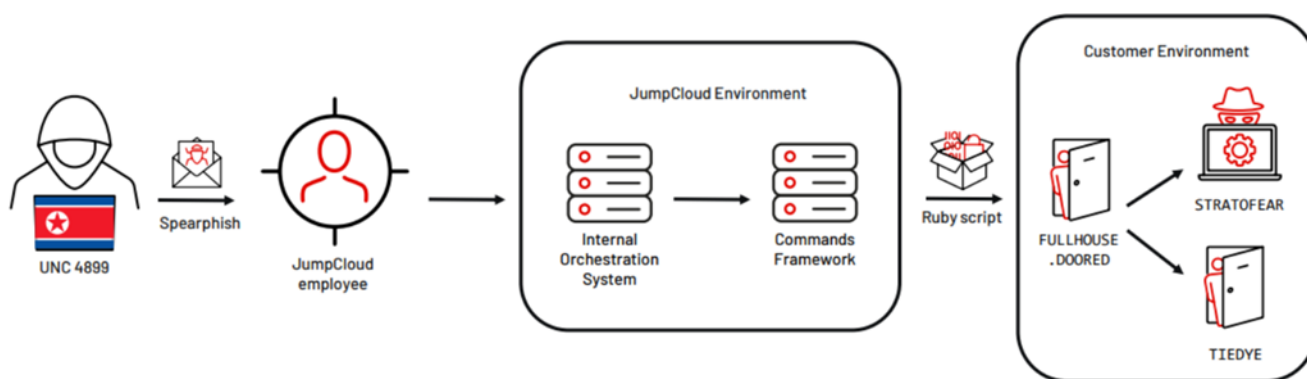
Attaques par la chaîne d'approvisionnement

135. En 2023, de nombreuses firmes de cybersécurité ont signalé que des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée menaient des attaques par la chaîne d'approvisionnement, visant des entreprises comme les fournisseurs de logiciels, afin d'accéder au moyen d'une seule intrusion à des réseaux multiples dans des secteurs présentant un intérêt⁹¹. Ils se sont servis de multiples vecteurs d'attaque, notamment l'hameçonnage ciblé, « l'empoisonnement » du dépôt de code public sources ouvertes et la manipulation de profils sur des plateformes précises⁹². Deux États Membres ont publié un avis consultatif conjoint sur la cybersécurité, intitulé « Des cyberacteurs liés à l'État en République populaire démocratique de Corée mènent des attaques par la chaîne d'approvisionnement »⁹³.

136. En juillet, le prestataire de logiciels comme services JumpCloud a été compromis par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée associés à des vols de cryptomonnaies⁹⁴, probablement par la voie d'une campagne d'hameçonnage ciblé complexe (figure XXIII)⁹⁵, à en croire une société de chaîne de blocs. Cet acte aurait entraîné au moins deux vols majeurs de cryptomonnaies par la République populaire démocratique de Corée se chiffrant en tout à 147,5 millions de dollars (voir annexe 95).

Figure XXIII

Diagramme de l'attaque menée par JumpCloud



Source : www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-supply-chain.

⁹⁰ Voir www.recordedfuture.com/north-korea-aligned-tag-71-spoofs-financial-institutions, www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/12/103_364423.html, www.yna.co.kr/view/AKR20231204049700004, <https://boannews.com/media/view.asp?idx=124405> et https://english.chosun.com/site/data/html_dir/2023/12/05/2023120501179.html.

⁹¹ S/2023/656, par. 113 sur la compromission de la chaîne d'approvisionnement 3CX au mois de mars 2023.

⁹² Voir <https://medium.com/checkmarx-security/how-north-korea-is-compromising-supply-chains-df1532b29a49>.

⁹³ Pour l'avis consultatif conjoint sur la cybersécurité de la République de Corée et du Royaume-Uni (23 novembre 2023), voir annexe 60.

⁹⁴ UNC4899, qui présenterait des points communs avec le groupe Lazarus et Kimsuky.

⁹⁵ Voir www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-supply-chain.

137. Le groupe Lazarus et Andariel ont exploité une vulnérabilité d'exécution de code à distance (CVE-2023-42793) touchant le serveur de JetBrains TeamCity, une application servant au développement de logiciels^{96, 97}. Deux groupes de la République populaire démocratique de Corée auraient exploité la même faille, tout en utilisant des groupes d'outils et de techniques différents à la suite d'une exploitation fructueuse.

138. Le groupe Lazarus a mené une attaque par la chaîne d'approvisionnement au moyen d'une variante malveillante d'une application développée par CyberLink Corp. au cours de laquelle il a introduit un code malveillant dans une installation d'application légitime, hébergée sur une infrastructure CyberLink légitime, et utilisé un certificat de signature légitime émis par CyberLink, infectant plus de 100 appareils dans bon nombre de juridictions⁹⁸.

139. Pour ce qui est des dépôts de codes, une société de cybersécurité a révélé une campagne par la chaîne d'approvisionnement menée au moyen du postage de dizaines de paquets Python malveillants dans un dépôt de logiciels Python source ouverte, qui a servi de point de distribution de logiciels malveillants⁹⁹. Les paquets auraient simulé des outils Python populaires sources ouvertes, au moyen d'un typosquattage¹⁰⁰, ou prétendu offrir de nouveaux outils dotés des fonctionnalités souhaitées, s'accompagnant de composants malveillants subreptices. Dans bon nombre de rapports de 2023¹⁰¹, il est noté de même que le groupe Lazarus avait probablement publié de multiples paquets malveillants sur un dépôt, destinés au langage de programmation JavaScript, le gestionnaire de paquets npm (voir annexes 59, 94 et 95). Dans un autre rapport¹⁰², une campagne a été démasquée, au cours de laquelle des acteurs de la République populaire démocratique de Corée se sont fait passer pour des employeurs, afin d'amener des développeurs de logiciels, dont plusieurs liés au secteur des cryptomonnaies, à installer un logiciel malveillant hébergé sur un dépôt GitHub par la voie d'un procédé d'entretien d'embauche (voir figure XXIV et par. 132).

⁹⁶ Voir www.sonarsource.com/blog/teamcity-vulnerability.

⁹⁷ Voir www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/10/18/multiple-north-korean-threat-actors-exploiting-the-teamcity-cve-2023-42793-vulnerability.

⁹⁸ Voir www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/11/22/diamond-sleet-supply-chain-compromise-distributes-a-modified-cyberlink-installer.

⁹⁹ Voir www.reversinglabs.com/blog/vmconnect-supply-chain-campaign-continues et www.reversinglabs.com/blog/vmconnect-malicious-pypi-packages-imitate-popular-open-source-modules.

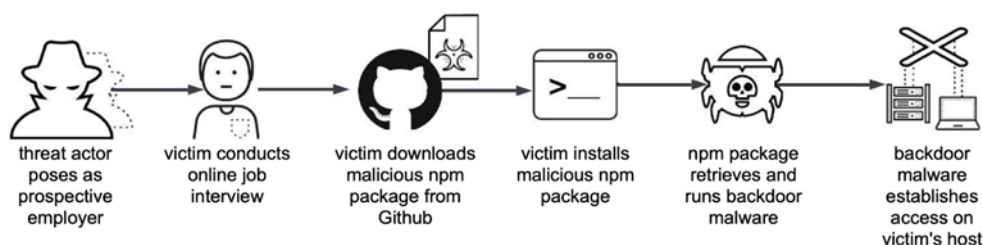
¹⁰⁰ En donnant aux paquets malveillants des noms, des descriptions et des fonctions rappelant fort ceux de paquets sources ouvertes légitimes et populaires, les assaillants comptent que des développeurs installeront le paquet malveillant par inadvertance.

¹⁰¹ Voir <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters>, <https://mp.weixin.qq.com/s/f5YE12w3x3wad5EO0EB53Q>, <https://blog.phylum.io/junes-sophisticated-npm-attack-attributed-to-north-korea/>, <https://blog.phylum.io/crypto-themed-npm-packages-found-delivering-stealthy-malware/>, <https://blog.phylum.io/update-to-novembers-crypto-themed-npm-attack/> et <https://github.blog/2023-07-18-security-alert-social-engineering-campaign-targets-technology-industry-employees/#domains>.

¹⁰² Voir <https://medium.com/checkmarx-security/how-north-korea-is-compromising-supply-chains-df1532b29a49>.

Figure XXIV

Attaques par la chaîne d'approvisionnement menées par la République populaire démocratique de Corée pour viser des développeurs de logiciels



Source : <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters>.

Infrastructure et outils partagés

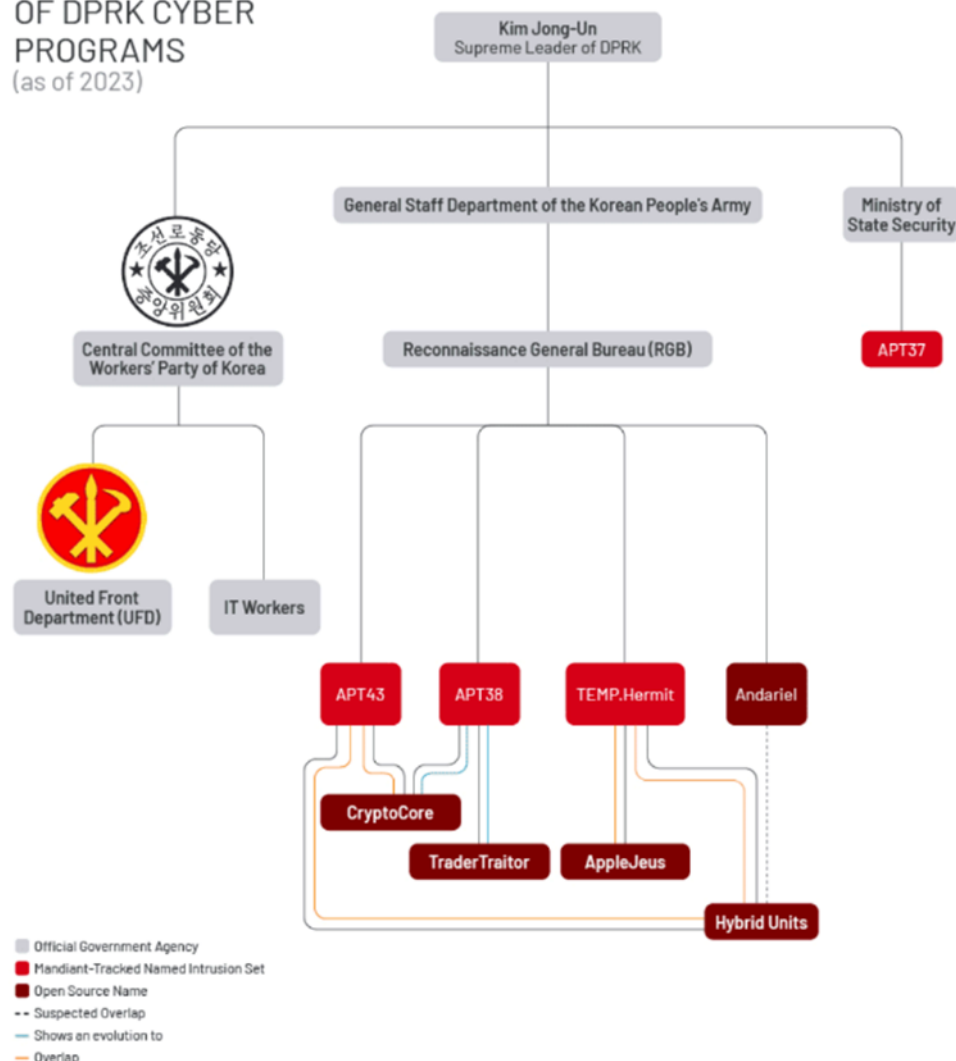
140. Une firme de cybersécurité a signalé¹⁰³ un chevauchement croissant entre des groupes d'auteurs de cybermenaces subordonnés au Bureau général de reconnaissance, qui collaborent et partagent plus souvent des infrastructures pour mener des opérations conjointes (voir figure XXV). L'entreprise note que « du fait de cette approche souple dans l'exécution des tâches, les défenseurs ont du mal à suivre, à attribuer et à contrecarrer les activités malveillantes, mais que cet adversaire qui fait désormais preuve de collaboration peut aussi se mouvoir furtivement avec une plus grande rapidité et adaptabilité ».

¹⁰³ Voir www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-cyber-structure-alignment-2023.

Figure XXV

Estimation de la structure des cyberprogrammes de la République populaire démocratique de Corée

ASSESSED STRUCTURE OF DPRK CYBER PROGRAMS (as of 2023)



Source : www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-cyber-structure-alignment-2023.

141. Une société de cybersécurité a constaté que les infrastructures utilisées dans une attaque menée par ScarCruft contre l'entreprise de missiles russe NPO Mashinostroyeniya (voir par. 133) avaient également servi à d'autres cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée, dont Kimsuky¹⁰⁴. Des acteurs d'Andariel auraient recouru en 2023 à certaines infrastructures en vue de l'exfiltration de recherche et de développement pharmaceutique et de mise au point d'armes : cette même infrastructure avait été utilisée par Kimsuky en 2020 en vue d'espionnage nucléaire et médical lié à la maladie à coronavirus (COVID-19)¹⁰⁵.

¹⁰⁴ Voir www.sentinelone.com/labs/comrades-in-arms-north-korea-compromises-sanctioned-russian-missile-engineering-company.

¹⁰⁵ Voir www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-cyber-structure-alignment-2023.

Méthodes et infrastructures de développement de logiciels malveillants

142. Les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée se servent aussi d'outils et logiciels de développement sources ouvertes malveillants, notamment de chevaux de Troie d'accès à distance, par des moyens inhabituels tels QtFramework, PowerBasic et DLang :

a) Le groupe Lazarus a employé au moins trois nouvelles familles de logiciels malveillants se servant du langage D, notamment de deux chevaux de Troie d'accès à distance, dont l'un utilisait des robots et des chaînes Telegram aux fins du commandement et du contrôle¹⁰⁶. Il aurait recouru à ces familles de logiciels malveillants pour attaquer des entreprises mondiales dans les secteurs de la fabrication, de l'agriculture et de la sécurité physique. L'emploi de Telegram permettrait d'échapper à la détection par l'emploi de services légitimes comme voie de communication du commandement et du contrôle ;

b) Le groupe Lazarus utilise de plus en plus d'outils et de structures logicielles sources ouvertes dans la phase d'accès initial de ses attaques, alors qu'il s'appuyait auparavant sur des implants conçus sur mesure¹⁰⁷. Ce changement permet aux assaillants d'éviter d'être profilés ou de déclencher des signaux d'alarme rapides¹⁰⁸.

Prendre pour cible des pays voisins

143. Des sociétés de cybersécurité et des États Membres ont noté que des acteurs de la République populaire démocratique de Corée visaient des institutions gouvernementales, des sociétés et des particuliers en Chine et en Fédération de Russie (voir également par. 133 et 141). Par exemple :

a) au premier semestre de 2023, le groupe Lazarus était au septième rang des attaques contre la Chine, visant en particulier les secteurs étatique et financier, et contrôlait 6 % des adresses de protocole Internet chinoises et 9 % des serveurs de commandement et de contrôle chinois¹⁰⁹. Kimsuky était au neuvième rang des attaques contre la Chine, se concentrant sur le secteur public, les médias, l'enseignement et les finances, et contrôlait 3 % des adresses de protocole Internet chinoises et 4 % des serveurs chinois de commandement et de contrôle ;

b) Le groupe Lazarus est « très actif en Fédération de Russie » et a « encore accès à bon nombre de systèmes russes »¹¹⁰.

Applications mobiles

144. Kimsuky continue de créer des applications malveillantes, liées aux téléphones mobiles Android, qui se font passer pour légitimes, notamment un service populaire de commerce électronique pour Android, un module de sécurité Google Authenticator, un programme antivirus et une application de système de paiement, l'objectif étant de dérober des informations aux appareils infectés¹¹¹. Les fausses applications auraient la même icône, les mêmes caractéristiques et la même taille que les applications légitimes. Les applications malveillantes ont probablement été distribuées par hameçonnage ciblé ou hameçonnage par texto (voir annexe 59.1 pour plus d'informations).

¹⁰⁶ Voir https://blog.talosintelligence.com/lazarus_new_rats_dlang_and_telegram.

¹⁰⁷ Voir <https://blog.talosintelligence.com/lazarus-collectionrat>.

¹⁰⁸ Voir <https://therecord.media/lazarus-new-malware-manageengine-open-source>.

¹⁰⁹ Voir <https://ti.qianxin.com/uploads/2023/07/20/fcd50f2540db9ca6fb91b192c0fe2a4c.pdf>.

¹¹⁰ Voir <https://rt-solar.ru/events/news/3851>.

¹¹¹ Voir www.nis.go.kr:4016/resources/synap/skin/doc.html?fn=NIS_FILE_1698304158145 et <https://medium.com/s2wblog/fastviewer-variant-merged-with-fastspy-and-disguised-as-a-legitimate-mobile-application-f3004588f95c>.

Intelligence artificielle

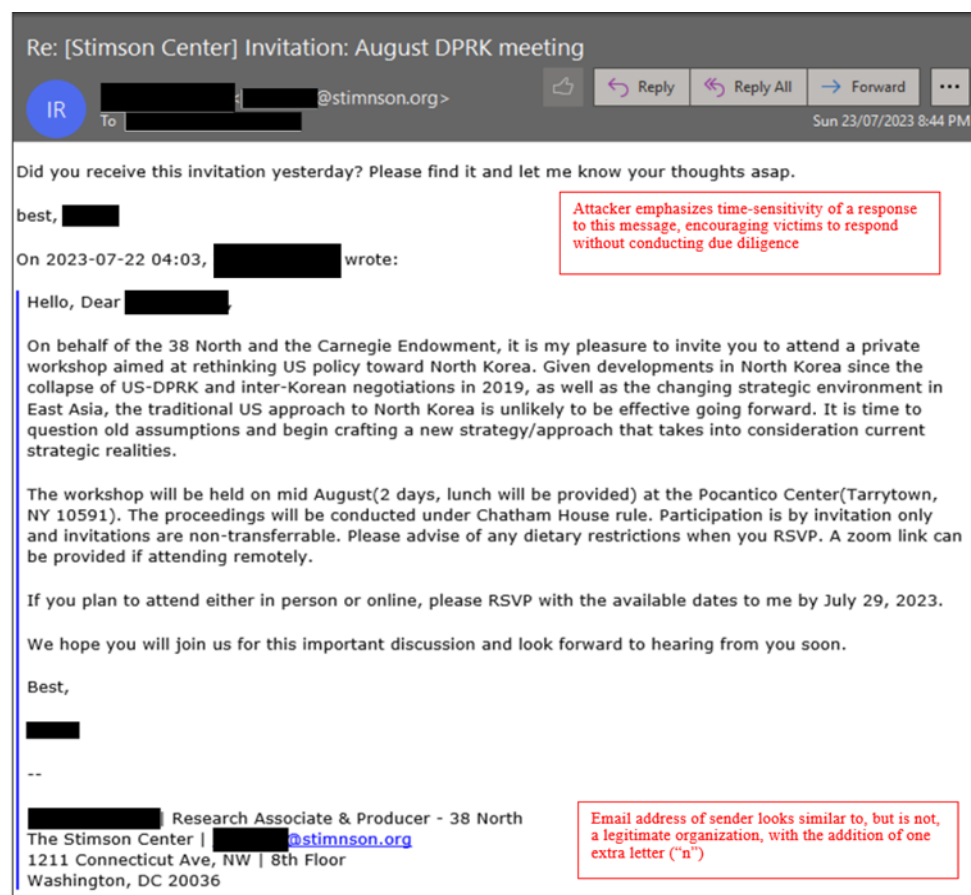
145. Selon une cybersociété, Kimsuky a manifesté de l'intérêt pour le recours à l'intelligence artificielle générative, notamment à de grands modèles de langage, éventuellement pour coder ou rédiger des courriels d'hameçonnage. Kimsuky a été observé en train d'utiliser ChatGPT. Un État Membre a signalé¹¹² que des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée avaient été aperçus en train d'utiliser des modèles d'intelligence artificielle pour aider à accélérer la création de logiciels malveillants et à trouver des systèmes à exploiter.

Prendre pour cible un membre du Groupe d'experts

146. Des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée, probablement Kimsuky, portent probablement la responsabilité d'avoir visé les adresses de courrier électronique privées d'un membre du Groupe d'experts au moyen d'attaques d'hameçonnage ciblé persistantes (voir figure XXVI)^{113, 114}. Le Groupe d'experts est d'avis que de telles attaques contre lui et le Comité constituent un contournement des sanctions¹¹⁵.

Figure XXVI

Sélection de messages d'hameçonnage ciblé reçus par un membre du Groupe d'experts

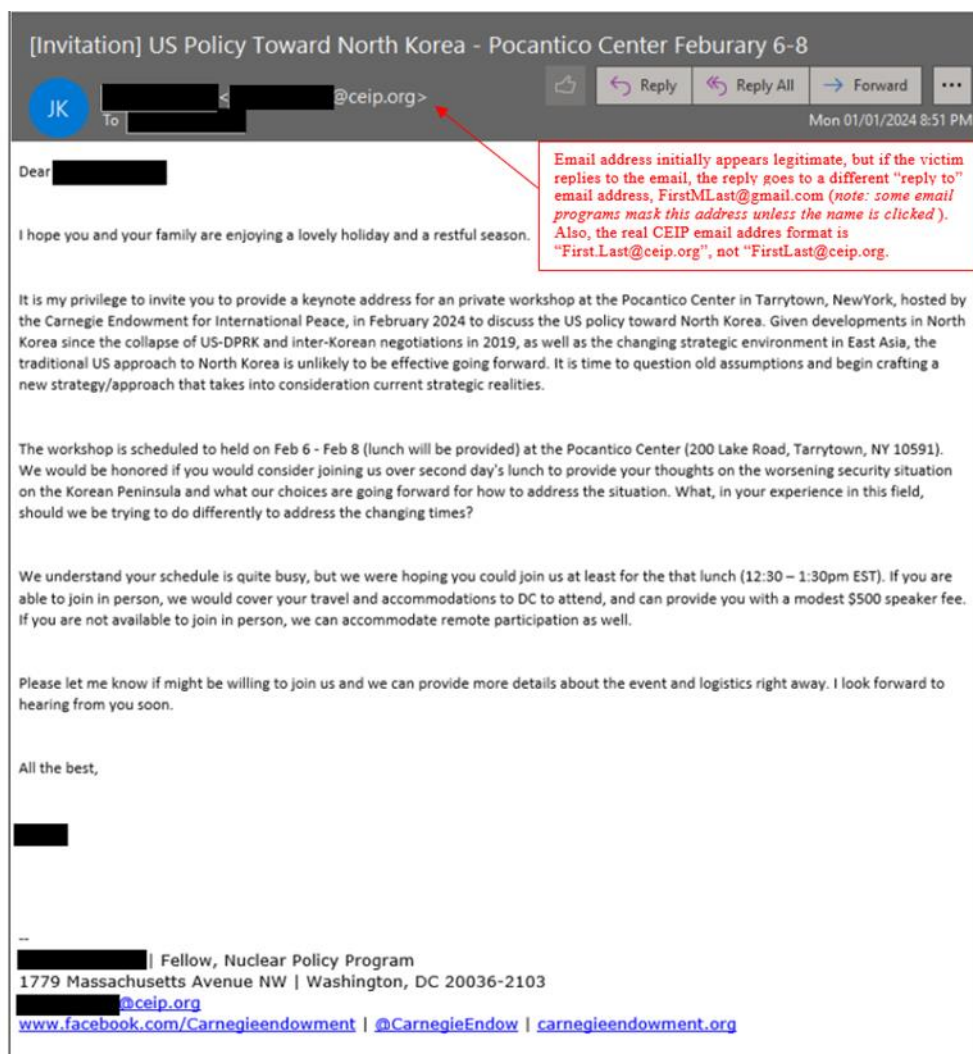


¹¹² Voir <https://en.yna.co.kr/view/AEN20231019000600315?input=tw>.

¹¹³ Voir également S/2020/151, par. 117 et 118, et S/2018/171, par. 5.

¹¹⁴ Voir <https://en.yna.co.kr/view/AEN20231121006800315?section=national/national>. Voir également S/2023/656, annexe 63.

¹¹⁵ S/2020/151, par. 117.



Source : le Groupe d'experts.

Mansudae Art Studio (KPe.050)¹¹⁶

147. Le Groupe d'experts enquête sur deux musées dans un pays tiers qui ont organisé des expositions d'artistes de la République populaire démocratique de Corée en septembre et en octobre, dont au moins deux artistes ayant été précédemment associés à Mansudae Art Studio.

Travailleurs à l'étranger

148. Le Groupe d'experts poursuit ses enquêtes sur les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui perçoivent des revenus à l'étranger (travailleurs à l'étranger), en contravention du paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité.

149. Selon un État Membre, plus de 100 000 travailleurs de la République populaire démocratique de Corée travaillent encore à l'étranger, percevant des revenus pour le compte de la République populaire démocratique de Corée, établis dans une quarantaine de pays et travaillant dans des domaines aussi variés que la couture, la

¹¹⁶ Connu également sous le nom de Mansudae Overseas Project Group of Companies.

construction, la médecine, l'informatique et la restauration. Un second État Membre a estimé que les travailleurs de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger autres que les informaticiens gagnaient des revenus annuels se chiffrant à quelque 500 millions de dollars. Selon le premier État Membre, ces travailleurs sont envoyés au départ avec des visas d'étudiant ou de touriste ; certains recourent à des fausses nationalités et à de fausses cartes d'identité. La grande majorité d'entre eux travailleraient dans deux pays. L'État Membre a déclaré qu'une fois que la frontière rouvrira, la République populaire démocratique de Corée enverra un grand nombre de travailleurs supplémentaires à l'étranger et a déjà signé des contrats pour l'envoi de 400 000 travailleurs à l'étranger.

150. Compte tenu de la réouverture partielle en 2023 de la frontière de la République populaire démocratique de Corée, le Groupe d'experts a écrit à un certain nombre d'États Membres au sujet des mesures prises pour rapatrier les travailleurs de ce pays ainsi que de questions connexes, comme l'inspection de toutes les cargaisons. Un État Membre a indiqué avoir rapatrié, en février 2023, six travailleurs de la République populaire démocratique de Corée qui se dissimulaient dans la cale à poisson d'un navire de pêche ; ils ne figuraient pas sur les documents pertinents. On trouvera la réponse de la Fédération de Russie à l'annexe 74. Les enquêtes se poursuivent.

Informaticiens

151. Selon des États Membres, des groupes de réflexion et des firmes de cybersécurité, des informaticiens de la République populaire démocratique de Corée continuent de travailler à l'étranger, engendrant des revenus considérables pour leur pays¹¹⁷. Deux États Membres ont publié un complément d'information sur les signaux d'alerte concernant l'activité éventuelle des informaticiens et les mesures de diligence raisonnable que les entreprises peuvent prendre (voir annexe 63). En parallèle, un État Membre a saisi 17 domaines¹¹⁸ utilisés par des informaticiens pour « frauder ... des entreprises, contourner les sanctions et financer le programme d'armes du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée ». Les informaticiens ont « reversé les revenus à la République populaire démocratique de Corée par la voie de services de paiement en ligne et de comptes bancaires dans des pays tiers¹¹⁹. Selon un État Membre, les auteurs de cybermenaces de la République populaire démocratique de Corée engrangent également des revenus à l'aide de leurs activités informatiques.

152. Un État Membre a signalé que des informaticiens à l'étranger gagnaient de 15 000 à 60 000 dollars par mois. Un ancien travailleur¹²⁰ a indiqué que tous les informaticiens étaient tenus de gagner au moins 100 000 dollars par mois, chacun d'entre eux détenant souvent plusieurs postes à temps plein à plus long terme¹²¹ qu'ils complétaient par des emplois en indépendants. Les informaticiens ne sont autorisés à garder qu'un petit pourcentage de leurs revenus, selon d'anciens collègues¹²². Le reste

¹¹⁷ Selon un ancien informaticien de la République populaire démocratique de Corée, ces travailleurs se font passer pour des étudiants afin d'obtenir des visas.

¹¹⁸ Les informaticiens de la République populaire démocratique de Corée ont conçu les domaines de telle façon qu'ils apparaissent comme ceux de sociétés de services informatiques légitimes, basées aux États-Unis.

¹¹⁹ Voir www.justice.gov/opa/pr/justice-department-announces-court-authorized-action-disrupt-illicit-revenue-generation.

¹²⁰ Voir www.reuters.com/technology/north-koreans-use-fake-names-scripts-land-remote-it-work-cash-2023-11-21.

¹²¹ De six mois à plusieurs années.

¹²² Selon un ancien informaticien de la République populaire démocratique de Corée qui travaillait jusqu'il y a récemment, le salaire est une commission en pourcentage des revenus : les plus bas salaires conservent 10 % et les plus hauts salaires jusqu'à 30 %.

est prélevé par la société qui les a envoyés à l'étranger et, dans de nombreux cas, sert à l'achat d'articles pour le compte de la République populaire démocratique de Corée. Un ancien informaticien a estimé que 3 000 informaticiens se trouvaient à l'étranger et 1 000 en République populaire démocratique de Corée¹²³. Selon un second État Membre, ce dernier groupe se trouve principalement à Rason, à Pyongyang et à Sinuiju, mais compte sur des homologues à l'étranger pour ouvrir des comptes, obtenir des infrastructures et blanchir des revenus. Sur la base de ces renseignements, les informaticiens génèrent un montant estimé de 250 à 600 millions de dollars par an pour le compte de la République populaire démocratique de Corée.

153. Le Groupe d'experts a réuni des informations sur les tactiques, techniques et procédures récentes des informaticiens (voir annexe 64).

Personnes travaillant dans la restauration

154. Selon un État Membre, la République populaire démocratique de Corée continue d'exploiter des restaurants dans au moins cinq pays, qui produisent des recettes annuelles d'un montant de 700 millions de dollars pour son compte, recrutent des travailleurs de ce pays, blanchissent des revenus pour son compte et sont souvent gérés par des agents du Bureau général de reconnaissance (KPe.028).

Pays n° 1

155. Le Groupe d'experts a reçu des informations de sources multiples sur plusieurs dizaines de restaurants qui auraient employé des travailleurs de la République populaire démocratique de Corée en Chine en 2023 (voir annexes 65 et 66, 69)¹²⁴. Des images dans les médias sociaux indiquent que ces restaurants prennent des mesures pour dissimuler leurs liens avec la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts ayant demandé des précisions, la Chine a répondu qu'elle « appliquait toujours avec sérieux les dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité concernant les travailleurs de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger. Les permis de travail des travailleurs de ce pays se trouvant en Chine étaient tous venus à échéance avant le délai énoncé dans la résolution pertinente du Conseil » (voir annexe 40, OC.385). Le Groupe d'experts estime qu'un autre État Membre recourt également à de telles mesures.

Pays n° 2

156. Selon des informations communiquées par des États Membres ou obtenues par le Groupe d'experts, des nationaux de la République populaire démocratique de Corée continuent de travailler dans quatre restaurants en République démocratique populaire lao (voir tableau 4). On voit sur les photographies que deux restaurants (voir tableau 4, n°s 1 et 4) utilisent le logo du restaurant Sindat BBQ ; les deux ont changé récemment de nom. Le restaurant Paektu Hanna (voir tableau 4, n° 2) semble aussi avoir changé son logo¹²⁵. La République démocratique populaire lao a informé en mars 2023 le Groupe d'experts que le restaurant Paektu Hanna « avait été acquis et était exploité à 100 % par un citoyen laotien, conformément aux lois et règlements en vigueur en [République démocratique populaire lao] »¹²⁶. Le restaurant Tokyo Sushi & Teppanyaki (voir tableau 4, n° 3), anciennement connu sous le nom de Kumkangsan, opérait ailleurs à Vientiane.

¹²³ Voir www.reuters.com/technology/north-koreans-use-fake-names-scripts-land-remote-it-work-cash-2023-11-21.

¹²⁴ Sur la base d'informations fournies par un État Membre sur l'enquête du Groupe d'experts, ces restaurants servent principalement de la cuisine coréenne, mais aussi d'autres plats asiatiques.

¹²⁵ Voir S/2022/132, par. 174 et annexe 82.

¹²⁶ Voir S/2023/656, par. 124.

Tableau 4

Restaurants laotiens où des nationaux de la République populaire démocratique de Corée continueraient de travailler

No.	Location	Restaurant names (Former names)	Address and Coordinates	Information about DPRK workers (As of mid-2023)
1	Vientiane	Sindat BBQ Restaurant (That Luang Pyongyang Restaurant)	XJFJ+9X5, Nongbone Road, Vientiane (17°57'58.3"N 102°37'41.5"E)	At least three DPRK nationals working.
2	Vientiane	Paektu Hanna Restaurant (Paektu Hanna Restaurant of the same name)	Vientiane, Lao PDR (17°57'58.3"N 102°37'41.5"E)	At least six DPRK nationals working. One said that she was from Pyongyang.
3	Vientiane	Tokyo Sushi & Teppanyaki (Kumkangsan Restaurant, Pyongyang Friendship Restaurant)	Landmark Mekong Riverside Hotel WJV8+FRR, Thatkhao Village, Sisattanak District, Vientiane (17°56'38.0"N 102°37'01.8"E)	At least three DPRK nationals working.
4	Vang Vieng	Sindat BBQ Restaurant (Sindat BBQ 2) (Vang Vieng Pyongyang Restaurant)	Vang Vieng (18°55'08.5"N 102°26'55.6"E)	At least two DPRK national working.

Source : le Groupe d'experts et un État Membre.

157. Selon un autre État Membre, Kim Song Ho, un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée a participé de 2019 à 2021 à la gestion des restaurants Kumkangsan¹²⁷, Big Sister Won à Vientiane et Koryo à Luang Prabang (voir par. 176). Le Groupe d'experts attend une réponse de la République démocratique populaire lao à ses demandes récentes de renseignement. Les enquêtes se poursuivent.

Pays n° 3

158. Le Groupe d'experts a examiné un ensemble non exhaustif de dossiers judiciaires de la Fédération de Russie du 1^{er} janvier 2021 au 15 octobre 2023, répertoriant quelque 250 affaires¹²⁸ dans lesquelles au moins 20 employeurs russes auraient recruté illégalement des travailleurs de la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 75 et 75.1). Selon les dossiers, dans au moins quatre affaires, des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ont obtenu des permis de travail après le 22 décembre 2019¹²⁹. Certaines affaires avaient trait au décès de travailleurs de la République populaire démocratique de Corée sur des chantiers de construction. Dans la plupart des cas, l'employeur s'est vu infliger une amende de 125 000 roubles (1 400 dollars) ou le travailleur de la République populaire démocratique de Corée a dû verser une amende de 2 000

¹²⁷ 금강산식당.

¹²⁸ Les affaires comprennent des accusations portées sur la base des textes législatifs russes suivants : le Code des infractions administratives, le Code civil, le Code pénal et la loi fédérale sur le statut juridique des citoyens étrangers.

¹²⁹ Le 22 décembre 2019 était l'échéance imposée aux États Membres en vue du rapatriement de ressortissants de la République populaire démocratique de Corée percevant des revenus sur des territoires relevant de leur juridiction, conformément à résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité ; les États Membres devaient s'abstenir de fournir aux nationaux de la République populaire démocratique de Corée des permis de travail valables dans leur juridiction et associés à l'admission sur leur territoire après le 11 septembre 2017, conformément à la résolution 2375 (2017).

roubles (23 dollars), pour avoir enfreint la loi. Une société a répondu qu'elle n'employait pas de citoyens de la République populaire démocratique de Corée et que la procédure judiciaire avait été annulée¹³⁰. Le Groupe d'experts attend des réponses aux demandes de renseignement adressées à la Fédération de Russie et à d'autres sociétés (voir annexe 79).

159. Selon un État Membre, des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ont travaillé dans quatre restaurants en Fédération de Russie (voir annexe 70). Les registres d'entreprise russes indiquent que des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée sont des propriétaires ou des cadres dans certains de ces restaurants, ce qui laisse supposer qu'il s'agit de coentreprises ou d'entités de coopération interdites (voir par. 171 et annexe 79). La Fédération de Russie a répondu qu'un restaurant avait été liquidé, deux sociétés appartenaient à un citoyen russe et un café avait été établi par un citoyen russe. « Depuis décembre 2019 à ce jour, toutes les entités susmentionnées n'avaient pas signé d'accords sur le plan du travail avec des citoyens de la République populaire démocratique de Corée, n'avaient pas demandé de permis de travail pour des citoyens nord-coréens et n'avaient pas rempli de formulaires en vue d'une coentreprise. Rien n'indique que des Nord-Coréens aient tiré des bénéfices à la suite des activités de ces entités » (voir annexe 71).

160. Concernant l'enquête du Groupe d'experts sur des cas suspectés de recrutement de travailleurs originaires de la République populaire démocratique de Corée par quelque 120 coentreprises éventuelles entre le pays et la Fédération de Russie et des sociétés de la République populaire démocratique de Corée immatriculées en Fédération de Russie, voir par. 171.

Travailleurs dans le bâtiment

161. Selon un rapport de presse¹³¹ et des renseignements obtenus par le Groupe d'experts, au moins 58 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillaient à compter de 2022 dans une société en bâtiment de Khabarovsk basée en République populaire démocratique de Corée, « The First Construction Company (제 1 건설회사) ». La Fédération de Russie a répondu que la société n'était pas immatriculée dans le pays et que « rien n'indiquait l'émission par cette organisation de contrats avec des entrepreneurs russes en vue de la fourniture de travailleurs migrants de la République populaire démocratique de Corée ou l'ouverture de comptes dans des banques russes. Aucun permis de travail n'avait été accordé à des citoyens de la République populaire démocratique de Corée en vue de travaux pour le compte de la société » (voir annexe 73).

Recommandations

162. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres continuent de faire preuve de vigilance pour ce qui est de vérifier la gestion et la propriété de sociétés employant des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et les efforts visant à masquer ces activités.

163. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres mettent en place des contrôles appropriés sur le plan de l'immigration, en particulier pour veiller à ce que les étudiants et les touristes de la République populaire démocratique

¹³⁰ Voir annexe 75. Dans au moins un cas, il semble que les travaux aient été annulés pour des raisons de procédure.

¹³¹ Voir www.rfa.org/korean/in_focus/food_international_org/workershealth-09202023163056.html et annexe 72.

de Corée ne perçoivent pas de revenus et ne dépassent pas la durée autorisée de leur séjour, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

164. Le Groupe d'experts recommande que la République populaire démocratique de Corée continue d'ouvrir ses frontières et que les États Membres veillent à appliquer les résolutions pertinentes concernant les ressortissants de ce pays qui perçoivent des revenus.

V. Financement

165. Le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée continue d'accéder au système financier international et de participer à des opérations financières illicites, en violation des résolutions du Conseil de sécurité.

Représentants bancaires à l'étranger de la République populaire démocratique de Corée

166. Le Groupe d'experts a enquêté sur des renseignements fournis par plusieurs États Membres concernant 30 représentants d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée qui travailleraient dans trois pays, dont Jo Chol Song (KPi.058), Ri Chun Song (KPi.075) et Kim Mun Chol (KPi.060)¹³². Ils représenteraient 17 banques de la République populaire démocratique de Corée, dont la Foreign Trade Bank (FTB) (KPe.047), la Korea United Development Bank (KPe.033), la Koryo Credit Development Bank (également connue sous le nom de Daesong Credit Development Bank, KPe.049), la Korea Daesong Bank (KPe.035) et la Korea Kwangson Banking Corporation (KPe.025) ; certaines personnes représentent plusieurs banques de la République populaire démocratique de Corée. Un pays a nié la présence de ces représentants de banques (voir annexes 76 et 77).

167. Le Groupe d'experts a enquêté sur des renseignements fournis par plusieurs États Membres concernant So Myong, un représentant de la Foreign Trade Bank¹³³ établi à Vladivostok. Lui et le ressortissant russe Choi Chon Gon¹³⁴ seraient copropriétaires d'Epsilon Limited Trade Development, une coentreprise de la Fédération de Russie et de la République populaire démocratique de Corée (voir par. 171 et annexes 76, 78 et 79). Selon un État Membre, Epsilon Limited pourrait servir de société écran à la Foreign Trade Bank¹³⁵. D'après les bases de données commerciales, la société était en liquidation au 10 novembre 2023. M. So aurait facilité des opérations financières pour le compte de banques et d'entités chargées de commerce d'armes de la République populaire démocratique de Corée visées par des sanctions, dont la Deuxième Académie des sciences naturelles (KPe.018). Un État Membre a inscrit M. So sur sa liste en juin¹³⁶ et un second État sur sa liste en novembre¹³⁷. La Fédération de Russie a renvoyé au Groupe d'experts la lettre qu'il lui avait adressée, disant que les renseignements se fondaient sur des sanctions unilatérales qui dépassaient le cadre des décisions pertinentes du Conseil de sécurité (voir annexe 80).

¹³² Voir S/2018/171, par. 162 et annexe 43.

¹³³ Également connu sous le nom de Semyon Semyonovich ; date de naissance : 2 mars 1978 ; numéro de passeport : 927320285 ; numéro d'identification fiscale personnelle russe : 254342019464.

¹³⁴ Numéro d'identification fiscale personnelle russe 650114643613 ; S/2021/211, par. 152 et annexe 89 et S/2023/656, par. 137.

¹³⁵ La Fédération de Russie a informé le Groupe d'experts en 2019 que la Foreign Trade Bank avait cessé ses opérations dans le pays en 2016.

¹³⁶ Voir www.mofa.go.kr/www/brd/m_4080/view.do?seq=373848&page=1.

¹³⁷ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1938>.

Accès au système financier international

168. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur Chinyong Information Technology Cooperation Company (Chinyong IT)¹³⁸, une entreprise de la République populaire démocratique de Corée qui, selon un État Membre, est subordonnée au Ministère des Forces armées populaires (KPe.054)¹³⁹. Selon le même État Membre, Chinyong IT a effectué des opérations se chiffrant à plus de 50 millions de dollars de 2017 à 2022 et possède des dizaines de comptes bancaires en Chine et en Fédération de Russie pour blanchir les revenus illicites acquis par des informaticiens de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 81). Les comptes seraient au nom de supplétifs n'appartenant pas à la République populaire démocratique de Corée que les informaticiens de ce pays rémunéreraient aux fins d'utiliser ces comptes. Selon le même État Membre, la société chinoise Shenyang GoldenPack Technic Development Co., Ltd. (Shenyang GoldenPack) a également blanchi de l'argent pour le compte de Chinyong IT, menant des opérations se chiffrant à plus de 28 millions de dollars de 2020 à 2022 pour le compte d'équipes d'informaticiens de Chinyong IT de la République populaire démocratique de Corée établis en Fédération de Russie et en République démocratique populaire lao, utilisant des comptes bancaires chinois (voir annexe 82). Le Groupe d'experts a identifié d'autres sociétés liées à Shenyang GoldenPack qui pourraient être liées à cette activité (voir annexe 83). La Chine a répondu que « Sur la base des informations fournies par le Groupe d'experts, elle ne disposait d'aucune preuve indiquant que les comptes bancaires pertinents aient violé les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la République populaire démocratique de Corée ». La Fédération de Russie a répondu qu'elle n'avait pas retrouvé la plupart des comptes ou des preuves liant les comptes à Chinyong IT (voir annexe 84). La République démocratique populaire lao et Shenyang GoldenPack n'ont pas encore répondu.

169. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur le Département 53 (ou Bureau 53) de la République populaire démocratique de Corée qui, selon un État Membre, est subordonné au Ministère de la défense nationale (KPe.054). Le Département 53 aurait utilisé des comptes bancaires en Chine pour faire en sorte que les revenus soient de nouveau sous le contrôle de son siège, y compris les fonds obtenus dans le cadre de travaux avec les forces armées d'un pays tiers (voir annexe 85). La Chine a répondu qu'elle avait « mené des enquêtes approfondies sur la base des informations fournies par le Groupe d'experts et ne disposait d'aucune preuve indiquant que les comptes bancaires pertinents aient violé les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la République populaire démocratique de Corée » (voir annexe 40, OC.167).

Coentreprises, entités de coopération et activités commerciales illicites

Coentreprises et entités de coopération

170. Le Groupe d'experts a enquêté sur les informations fournies par un État Membre selon lesquelles Green Pine Associated Corporation (KPe.010) aurait cherché en 2020 à constituer une entreprise informatique conjointe avec la société chinoise Yantai Jinmin Industry and Trade Company (voir annexe 86), et le ressortissant chinois Zhang Jiashan¹⁴⁰ aidait Green Pine à accéder à des services bancaires en 2022. La Chine a répondu que « rien ne prouvait que Yantai Jinmin Industry and Trade Company, ou encore Li Zhenyu et Zhang Jiashan, aient participé à des activités en

¹³⁸ Également connu sous le nom Jinyong Information Technology Cooperation Company. Voir S/2023/656, par. 119 à 121 et annexes 69 et 70.

¹³⁹ Également connu sous le nom de Ministère de la défense nationale et de Ministère de la défense.

¹⁴⁰ Numéro d'identification 210602196209032030.

Chine en violation des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la République populaire démocratique de Corée » (voir annexe 40, OC.169).

171. Le Groupe d'experts a enquêté sur les registres de 81 sociétés russes qui pourraient être des coentreprises de la République populaire démocratique de Corée et de la Fédération de Russie ou des entités de coopération, toutes détenues ou gérées en totalité ou en partie par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que sur 42 entités de la République populaire démocratique de Corée immatriculées en Fédération de Russie. Il enquête pour voir si ces sociétés emploient des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui perçoivent des revenus. Selon les registres, ces sociétés étaient pleinement actives en 2023. Trois semblent être enregistrées dans des locaux diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée et deux semblent avoir remporté des appels d'offres dans le cadre de contrats de fournitures pour le compte d'organismes de l'État russe. Selon un État Membre, 24 de ces sociétés emploient en tout plus de 5 900 travailleurs de la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 79 et 87). Le Groupe d'experts est conscient de la position legaliste de la Fédération de Russie (S/2019/171, annexe 74) selon laquelle « les sociétés ayant un seul fondateur qui est un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée sont enregistrées strictement comme des sociétés russes à responsabilité limitée, ce qui en fait des personnes morales russes ». La Fédération de Russie considère qu'elles ne sont pas visées par les dispositions du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017). En janvier 2024, elle a répondu : « Il a été établi que 82 entités légales n'étaient pas en activité ». « Selon la législation civile russe, les sociétés à responsabilité limitée ne sont pas des coentreprises ou des organisations de coopération » et ne sont donc pas visées par les résolutions du Conseil (pour les réponses des sociétés, voir annexes 79 et 87). L'un de ces individus a répondu qu'il était un ressortissant de la République de Corée et non pas de la République populaire démocratique de Corée.

La Korean National Insurance Company (KPe.048)

172. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la Korean National Insurance Company et ses sociétés écrans ou filiales Rainbow Intermediaries, Samhae Insurance Corporation et Polestar Insurance Company¹⁴¹. Les représentants de la Korean National Insurance Company opérait à l'étranger, notamment en Fédération de Russie, au Nigéria et au Pakistan, souvent sous couvert diplomatique dans les ambassades de la République populaire démocratique de Corée (voir tableau 5 et annexe 88). La Fédération de Russie et le Pakistan ont répondu qu'ils ne disposaient pas d'éléments portant à croire que ces personnes étaient des représentants de la Korean National Insurance Company. Le Nigéria n'a pas répondu.

¹⁴¹ Voir S/2023/665, par. 136.

Tableau 5
Information sur des représentants et un associé suspectés de la Korean National Insurance Company

Name	Suspected Position	Location
Choe Myong Chol	KNIC Representative	Pakistan
Jon Hyon Chol	KNIC Representative	Pakistan
Kim Yong Jin	KNIC Representative	Nigeria
Sin Jun Chol	KNIC Representative	Russian Federation
Mun Mi Hwa	PIC Associate	Likely Nigeria

Abréviations : KNIC : Korean National Insurance Company et PIC : Polestar Insurance Company.

Source : des États Membres et le Groupe d'experts.

173. Selon un État Membre, les montants perçus dans le cadre des activités de réassurance de ces sociétés, telles que des contrats de réassurance et des règlements de sinistres, sont détournés vers les programmes de production en masse d'armes de la République populaire démocratique de Corée. Selon deux États Membres, un certain nombre de sociétés et d'individus se sont associés à la Korean National Insurance Company ou l'ont sciemment aidée à exploiter des possibilités commerciales, à tenter de collecter de l'argent et à faciliter des virements de fonds, notamment au moyen de transactions liées à des cryptomonnaies, sous le contrôle du siège de la société ou pour son compte (voir tableau 6 et annexe 89). La Korean National Insurance Company et ses sociétés écrans et ses filiales auraient utilisé bon nombre de ces entreprises comme intermédiaires pour recevoir ou envoyer des paiements en leur nom, explicitement aux fins de contourner les sanctions de l'ONU.

Tableau 6
Informations rapportées sur les facilitateurs de la Korean National Insurance Company

Company	Reported information on engagement with KNIC
Fountain Court Partners (Nigeria)	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022
Premium Broking House (Lebanon)	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022
Integ Partners (Nigeria)	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022
BK & Associates (Côte d'Ivoire)	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022
Millbank Insurance Brokers, Ltd. (Nigeria)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022
QuickLink Insurance Brokers Ltd. (Nigeria)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022
Universal Insurance Plc (Nigeria)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022
Sechuwariis Development Foundation (Nigeria)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022
Somitel Ventures Enterprise (Nigeria)	Facilitates KNIC's activities in Africa, including through cryptocurrency transactions on KNIC's behalf, as of 2023
New Elements Holdings Co. Ltd (China)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022
Li Xianzhu (Chinese national)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022, utilizing Industrial and Commercial Bank of China (Asia) Ltd account number 718823353750
Fairicc Survey & Loss Adjusting Co., Ltd. (China)	Established a relationship with Samhae Insurance Company in 2019
Kaztec Engineering (Nigeria)	Contracted with Samhae Insurance Company for vessel insurance between 2019 and 2020

Abréviation : KNIC : Korean National Insurance Company.

Source : des États Membres, des articles de presse¹⁴² et le Groupe d'experts¹⁴³.

174. La Chine a répondu que « rien n'indiquait que New Elements Holdings Co. Ltd ait participé à des activités enfreignant les résolutions du Conseil de sécurité. Les informations étant incomplètes, la situation de Li Xianzhu ne peut pas être confirmée » (voir annexe 40, OC.181). BK & Associates a répondu qu'il représentait la Korean National Insurance Company au tribunal concernant le recouvrement d'une créance d'un montant de 570 000 euros, avait obtenu une décision en faveur de la

¹⁴² Voir www.nknews.org/pro/nigerian-firm-wades-into-murky-legal-waters-with-north-korean-insurance-policy.

¹⁴³ Au sujet de la Fairicc Survey & Loss Adjusting Co., Ltd, voir annexe 90.

Korean National Insurance Company en mars 2019 et avait cherché à faire appliquer la décision et à percevoir un pourcentage de la créance, qui avait été versé à la Korean National Insurance Company. Le Groupe d'experts attend des réponses des autres sociétés citées dans le tableau 6 ainsi que de dizaines d'autres sociétés avec lesquelles la Korean National Insurance Company et ses sociétés écrans et filiales auraient établi ou cherché à établir des liens. La plupart n'ont pas répondu¹⁴⁴. Les enquêtes se poursuivent.

Nam Chol Ung

175. Le Groupe d'experts enquête sur des informations fournies par un État Membre concernant Nam Chol Ung¹⁴⁵ (남철웅, voir figure XXVII) qui serait un représentant du Bureau général de reconnaissance (KPe.031) ayant participé à bon nombre d'activités à l'étranger en contravention des résolutions du Conseil de sécurité depuis au moins 2013, telles que la propriété ou la gestion de sociétés, d'hôtels, de restaurants et d'une salle de sport en République démocratique populaire lao et en Thaïlande et le fait d'accéder au système financier international au moyen de comptes bancaires ouverts au nom de ces entités. M. Nam serait établi à Dalian (Chine) depuis la fin de l'année 2022. En 2023, il aurait falsifié des contrats commerciaux pour importer des articles en République populaire démocratique de Corée, via Dalian, notamment une cargaison d'huile lubrifiante pour Sobaeksu United Corporation [qui serait une filiale du Département de l'industrie des munitions (KPe.028)]¹⁴⁶ (voir annexe 91). La Chine a répondu « qu'elle ne disposait d'aucune information sur la participation de Nam Chol Ung à des activités en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité » (voir annexe 40, OC.357). La République démocratique populaire lao, la Thaïlande et la plupart des sociétés n'ont pas encore répondu. Les enquêtes se poursuivent.

Figure XXVII
Nam Chol Ung



Source : un État Membre

¹⁴⁴ Une société a transmis des informations sur une réclamation faite dans le cadre d'une réassurance facultative contre les sinistres, présentée par la Korean National Insurance Company en 2015 concernant une usine pharmaceutique de la République populaire démocratique de Corée, y compris la possibilité que la société ait fourni des informations inexactes sur l'usine, lorsqu'elle a fait la publicité du contrat de réassurance.

¹⁴⁵ Date de naissance : 23 février 1969 ; République populaire démocratique de Corée, numéro de passeport : 108320231 (date d'expiration : août 2023). La République démocratique populaire lao avait informé auparavant le Groupe d'experts que Nam avait quitté le pays en septembre 2019 et avait été associé à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en République démocratique populaire lao.

¹⁴⁶ Voir S/2020/840, annexe 46, S/2020/151, par. 126 et annexe 30, S/2019/691, annexe 13, S/2017/150, par. 158 et 159 et annexe 14.

Kim Song Ho

176. Le Groupe d'experts enquête sur Kim Song Ho¹⁴⁷ (김성호), un responsable de la République populaire démocratique de Corée qui, selon plusieurs États Membres, aurait participé depuis au moins 2019 à des activités à l'étranger qui contreviennent aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment en exploitant des restaurants (voir par. 157) et en échangeant des produits de base avec des entreprises laotiennes et chinoises (voir annexe 92). M. Kim aurait été établi en République démocratique populaire lao de 2019 à 2021. Le Groupe d'experts attend des réponses de la société chinoise et de la République démocratique populaire lao. Les enquêtes se poursuivent.

Choe Song Ryong

177. Le Groupe d'experts enquête sur Choe Song Ryong¹⁴⁸ (최성룡, également connu sous le nom de Cui Chenglong), un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée qui serait établi à Beijing. Selon un État Membre, Choe Song Ryong est lié à Ri Chol Nam¹⁴⁹, à Kim Chol Sok¹⁵⁰ et au Bureau général de reconnaissance (KPe.031) et aurait participé à des activités proscrites telles que l'exécution d'opérations conjointes, l'emploi de ressortissants de la République populaire démocratique de Corée dans des restaurants en Chine et des échanges commerciaux qui pourraient être interdits¹⁵¹ impliquant les sociétés chinoises Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd et Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co Ltd (voir annexe 93). La Chine a répondu : « Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd a été révoquée par le département de supervision du marché chinois au début du mois de janvier 2018. Rien n'indique que Choe Song Ryong ou Cui Chenglong aient été des actionnaires ou de hauts cadres dans des sociétés immatriculées à Beijing » (voir annexe 40, OC.358).

Autres activités financières interdites

178. Le Groupe d'experts enquête sur des rapports selon lesquels la République populaire démocratique de Corée a continué de participer à un trafic d'espèces sauvages destiné à produire des recettes illicites. Yun Kil, un diplomate à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Afrique du Sud¹⁵², aurait cherché en 2022 à faire passer subrepticement des cornes de rhinocéros d'une valeur de 65 millions de dollars. L'Afrique du Sud n'a pas encore répondu. Selon un autre rapport¹⁵³, deux ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, dont Yi Kang Dae, qui serait un agent du renseignement, auraient financé des opérations ou y auraient participé à au moins deux occasions en novembre 2022 et en février 2023 afin de faire passer illicitement, avec la participation de citoyens malawiens, des cornes de rhinocéros et des défenses d'éléphants du Botswana au Mozambique, par l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, qui auraient été chargées ensuite à bord d'un navire pour être livrées à un pays tiers. L'Afrique du Sud et le Botswana

¹⁴⁷ Passeports de la République populaire démocratique de Corée portant les numéros 108132627 (expirant en mars 2023) et 927220146 (expirant en avril 2022).

¹⁴⁸ Date de naissance : 16 avril 1967 ; passeports de la République populaire démocratique de Corée, numéros 108230480 et 836135707.

¹⁴⁹ S/2023/171, par. 155 à 158 et annexes 26, 85 et 88.

¹⁵⁰ S/2022/132, par. 162 à 165 et S/2023/171, par. 147 et 148.

¹⁵¹ Dont l'importation éventuelle de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée et des terres rares.

¹⁵² Voir <https://pyongyangpapers.com/investigations/black-market-rhino-horn-help-boost-dprk-weapons-program>.

¹⁵³ Voir www.weekendpost.co.bw/38322/news/north-korea-diplomats-in-suspected-illegal-ivory-trade.

ont répondu ne pas disposer de dossiers ou de renseignements pertinents sur cette activité. Le Mozambique, le Zimbabwe et le Malawi n'ont pas encore répondu.

179. Le Groupe d'experts a enquêté sur des informations fournies par un État Membre selon lesquelles un haut cadre de la Chinson General Corporation¹⁵⁴ de la République populaire démocratique de Corée et un représentant de l'ambassade de ce pays au Nigéria se sont rendus au Niger en 2022 pour récupérer des centaines de milliers de dollars en espèces et rapporter les fonds au Nigéria, se servant probablement du statut de diplomate du second, pour éviter d'être fouillés pendant l'inspection des bagages, conformément aux obligations énoncées au paragraphe 18 de la résolution 2270 (2016) et au paragraphe 13 de la résolution 2321 (2016). Le Groupe d'experts note qu'il importe de prendre des mesures appropriées pour empêcher le transfert illégal d'espèces en vrac par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée. Le Niger et le Nigéria n'ont pas encore répondu aux demandes de renseignement du Groupe d'experts.

Obtention de revenus illicite au moyen de cyberactivités

180. Pendant la période considérée, les auteurs de cybermenaces de la République populaire démocratique de Corée ont continué de viser le secteur des actifs virtuels pour contourner les sanctions de l'ONU et engendrer des revenus. Selon un État Membre, les cyberactivités malveillantes de la République populaire démocratique de Corée produisent quelque 50 % de ses revenus en devises étrangères et servent à financer ses programmes d'armes¹⁵⁵. Un second État Membre a rapporté que 40 % des programmes d'armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée étaient financés par des cyberactivités illicites.

181. Sur la base de rapports émanant de la presse et de sociétés du secteur privé et de renseignements fournis par des États Membres, le Groupe d'experts enquête sur 17 vols de cryptomonnaies enregistrés en 2023 dont la République populaire démocratique de Corée pourrait porter la responsabilité, d'une valeur estimée à plus de 750 millions de dollars (voir annexe 94). Il enquête également sur 58 cyberattaques menées de 2017 à 2023, dont la République populaire démocratique de Corée est suspectée, visant des sociétés liées à des cryptomonnaies, dont le montant est estimé à quelque 3 milliards de dollars (voir annexe 95). Une cybersociété a qualifié ce pays de « cybervoleur le plus prolifique du monde »¹⁵⁶.

182. Les cyberacteurs malveillants de la République populaire démocratique de Corée ont employé les modes suivants pour dérober des fonds à des sociétés liées au secteur des cryptomonnaies (voir annexe 96) :

- Vecteurs d'attaque
 - o Leurres d'hameçonnage :
 - o Ingénierie sociale
 - o Faiblesse des codes et des protocoles et erreur humaine
 - o Partie tierce (chaînes d'approvisionnement)

¹⁵⁴ La société Chinson General Corporation de la République populaire démocratique de Corée serait liée à des travailleurs médicaux qui auraient perçu des revenus à l'étranger après le 22 décembre 2019 (voir <https://pyongyangpapers.com/investigations/dprk-hospitals-linked-to-malpractice-in-nigeria>).

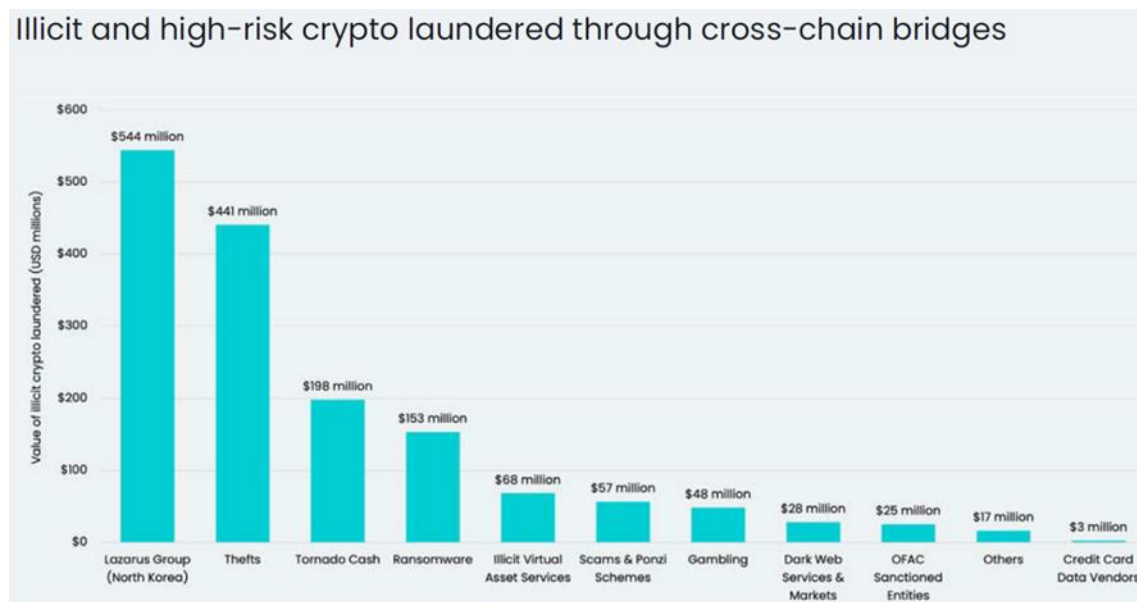
¹⁵⁵ Voir www.ibtimes.com/north-korea-earns-half-its-foreign-currency-income-hacks-cyberattacks-biden-official-3697701.

¹⁵⁶ Voir www.trmlabs.com/post/north-korean-hackers-stole-600-million-in-crypto-in-2023.

- Blanchiment de cryptomonnaies (organisation en couches) :
 - o Vol d'actifs multiples
 - o Centaines de milliers d'adresses intermédiaires
 - o Utilisation du réseau Bitcoin
 - o Troc d'actifs par des échanges centralisés ou décentralisés
 - o Recours croissant au saut de chaîne
 - o Pontage (figure XXVIII)
 - o Services d'échanges instantanés
 - o Mixeurs et protocoles de confidentialité
 - o Passage d'une chaîne à l'autre, y compris par des jetons peu communs
 - o Vitesse pour empêcher le gel de fonds
 - o Dépendance croissante à l'égard de services établis dans des pays voisins (Chine et Fédération de Russie)
- Retrait d'argent (intégration) :
 - o Affinité pour la chaîne de blocs TRON et les stablecoins, en particulier Tether (USDT)
 - o Forte dépendance à l'égard de blanchisseurs tiers et de courtiers de gré à gré (adresses à fort volume et à grande valeur)¹⁵⁷
 - o Achat d'identifiants et compromission des comptes
 - o Dépendance réduite à l'égard des échanges centralisés.

¹⁵⁷ Voir [S/2023/656](#), par. 142. Une société de chaînes de blocs a déclaré au Groupe d'experts en octobre 2023 que Wu Huihui et Cheng Hung Man, des négociateurs de gré à gré, convertissaient encore activement en monnaie fiduciaire une large partie des fonds en cryptomonnaies dérobés par la République populaire démocratique de Corée.

Figure XXVIII
Utilisation par le groupe Lazarus de ponts interchaînes en 2023



Abréviation : OFAC : Bureau du contrôle des avoirs étrangers.

Source : www.elliptic.co/resources/state-of-cross-chain-crime-2023.

183. Un service de cryptomonnaies a signalé la saisie d'un montant de quelque 5,8 millions de dollars en transferts de cryptomonnaies liés à la République populaire démocratique de Corée à la fin de l'année 2023. Les activités sur la plateforme liées à ce pays ont considérablement diminué par la suite. On trouvera à l'annexe 97 les portefeuilles, les courriels et les adresses de protocole Internet associés à la République populaire démocratique de Corée. Un deuxième service a signalé une « recrudescence » en 2023 des cyberactivités impliquant des acteurs affiliés à la République populaire démocratique de Corée et a bloqué plus de 1 600 adresses de cryptomonnaies associées. Une firme de cybersécurité a déclaré au Groupe d'experts que lorsque des services et des protocoles prenaient des mesures comme le gel des fonds, les acteurs de la République populaire démocratique de Corée se tournaient rapidement vers un autre service.

ScarCruff (APT 37)

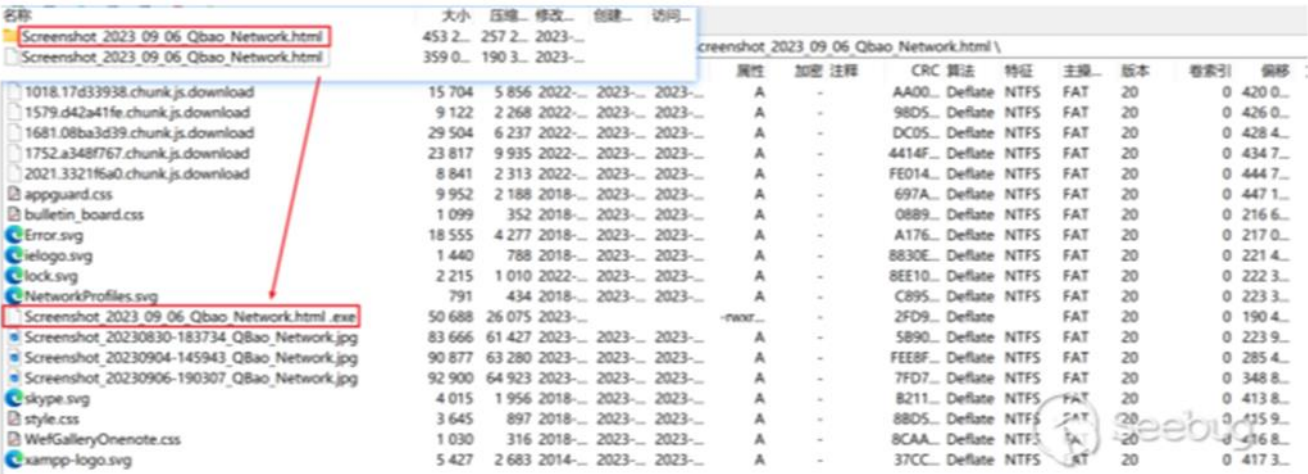
184. ScarCruff¹⁵⁸ a exploité une faille du logiciel WinRAR (CVE-2023-38831) pour lancer sa toute première attaque contre le secteur des cryptomonnaies¹⁵⁹. Il se serait servi d'une charge utile malveillante déguisée en capture d'écran d'un portefeuille de cryptomonnaies pour transmettre une charge utile (figure XXIX). Une fois que les fichiers autodécompressables malveillants sont extraits et exécutés, le logiciel malveillant permet aux auteurs de la menace de retirer de l'argent des comptes des victimes¹⁶⁰.

¹⁵⁸ Subordonné traditionnellement au Ministère de la sécurité de l'État de la République populaire démocratique de Corée.

¹⁵⁹ Voir <https://paper.seebug.org/3033>.

¹⁶⁰ Voir www.group-ib.com/blog/cve-2023-38831-winrar-zero-day.

Figure XXIX
Capture d'écran d'un fichier malveillant de ScarCruft



名称	大小	压缩	修改	创建	访问
Screenshot_2023_09_06_Qbao_Network.html	453 2...	257 2...	2023...		
Screenshot_2023_09_06_Qbao_Network.html	359 0...	190 3...	2023...		

属性	加密	注释	CRC 算法	特征	主键	版本	卷索引	偏移
1018.17d33938.chunk.js.download	A	-	AA00...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 420 0...
1579.d42a41fe.chunk.js.download	A	-	9805...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 426 0...
1681.08ba3d39.chunk.js.download	A	-	DC05...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 428 4...
1752.a348f767.chunk.js.download	A	-	4414F...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 434 7...
2021.3321f6a0.chunk.js.download	A	-	FE014...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 444 7...
appguard.css	A	-	697A...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 447 1...
bulletin_board.css	A	-	0889...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 216 6...
Error.svg	A	-	A176...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 217 0...
ielogo.svg	A	-	8830E...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 221 4...
lock.svg	A	-	8EE10...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 222 3...
NetworkProfiles.svg	A	-	C895...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 223 3...
Screenshot_2023_09_06_Qbao_Network.html.exe	-none...	-	2FD9...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 190 4...
Screenshot_20230830-183734_QBao_Network.jpg	A	-	5B90...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 223 9...
Screenshot_20230904-145943_QBao_Network.jpg	A	-	FEEBF...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 285 4...
Screenshot_20230906-190307_QBao_Network.jpg	A	-	7FD7...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 348 8...
skype.svg	A	-	B211...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 413 8...
style.css	A	-	8B05...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 135 9...
WebGalleryOnewote.css	A	-	8CAA...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 416 8...
xampp-logo.svg	A	-	37CC...	Deflate	NTFS	FAT	20	0 417 3...

Source : <https://paper.seebug.org/3033>.

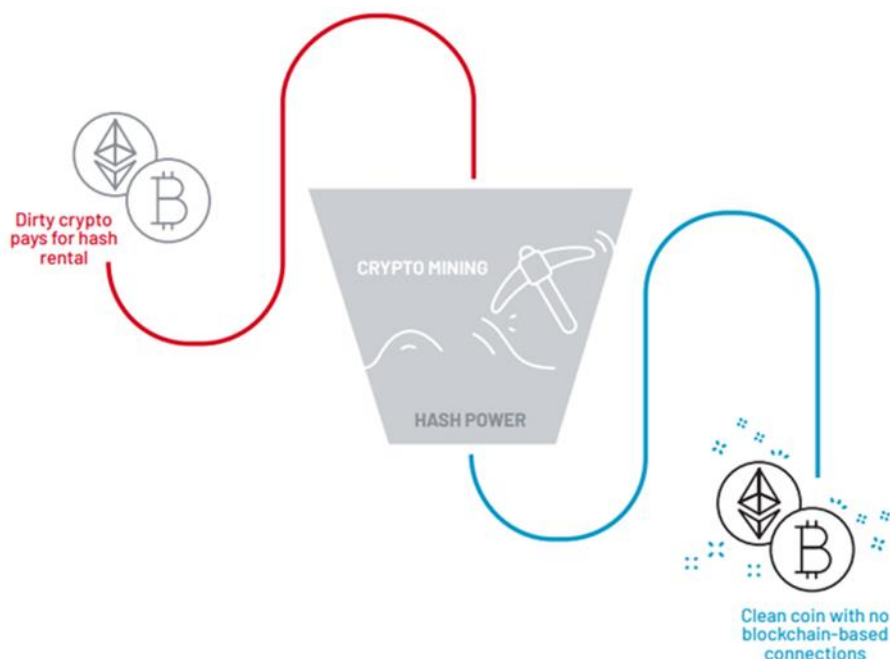
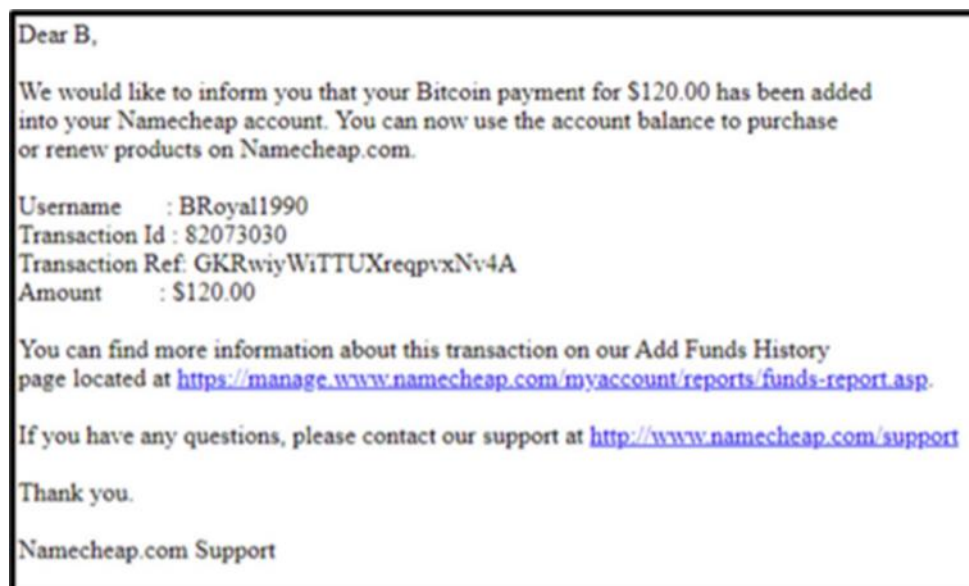
Kimsuky (APT 43)

185. Les acteurs de Kimsuky ont obtenu des cryptomonnaies au moyen du minage, de la prestation de services semi-légitimes et d'activités de cybercriminalité telles que des escroqueries, des vols, des fraudes, des campagnes de cryptominage pirate et d'extorsion pour brouiller leurs opérations et financer des activités d'espionnage, y compris l'achat de matériel, d'infrastructures opérationnelles et de services de location de services d'algorithme de hachage et de minage infonuagique, afin de blanchir les cryptomonnaies volées (voir figure XXX)¹⁶¹. Kimsuky aurait procédé au cryptominage pirate furtif « de centaines, voire de milliers » de victimes. Il a été observé en train de miner Monero (XMR), recevant probablement des paiements dans d'autres devises, telles que l'Ethereum (ETH).

186. Selon les services de répression d'un État Membre, des acteurs de Kimsuky ont volé en 2023 des courriels et autres informations à partir des comptes de 1 468 personnes, dont des dizaines de responsables du Gouvernement. Kimsuky aurait tenté de voler des actifs virtuels à 19 des victimes en se servant des identifiants des comptes volés et s'est livré au minage de cryptomonnaies sur des serveurs qui ont été contrôlés au moyen de cette campagne¹⁶². En novembre, deux autres États Membres ont inscrit Kimsuky sur leur liste (voir annexe 98)¹⁶³.

¹⁶¹ Error! Hyperlink reference not valid., www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-cyber-structure-alignment-2023 et www.chainalysis.com/blog/kimsuky-south-korea-sanctions-june-2023.
¹⁶² Voir <https://en.yna.co.kr/view/AEN20231121006800315?section=national/national> ; S/2023/656, annexe 63.
¹⁶³ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1938>, www.mofa.go.jp/mofaj/press/release/pressit_000001_00026.html.

Figure XXX

Opérations de cybercriminalité de Kimsuky ayant été signalées

Source : www.mandiant.com/resources/blog/apt43-north-korea-cybercrime-espionage.

Andariel

187. Andariel a infiltré les sites Web d'institutions financières et volé des bitcoins (BTC) d'une valeur de 360 000 dollars en lançant des attaques par rançongiciels contre trois entreprises (voir également par. 134)¹⁶⁴. Une partie de ces fonds aurait été

¹⁶⁴ Voir www.recordedfuture.com/north-korea-aligned-tag-71-spoofs-financial-institutions, www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/12/103_364423.html, www.yna.co.kr/view/AKR20231204049700004, <https://boannews.com/media/view.asp?idx=124405> et https://english.chosun.com/site/data/html_dir/2023/12/05/2023120501179.html.

emportée en République populaire démocratique de Corée au moyen d'une conversion en monnaie fiduciaire par l'intermédiaire d'échanges de cryptomonnaies de pays tiers et d'un facilitateur, transférée sur un compte bancaire dans un pays tiers et retirée dans une banque proche de la frontière entre la Chine et la République populaire démocratique de Corée. Andariel a recouru à des campagnes de rançongiciels pour financer d'autres activités malveillantes, en particulier des opérations de cyberespionnage, tout au long de l'année 2022¹⁶⁵.

Activités prenant pour cible les cryptomonnaies et le secteur financier

188. Le groupe Lazarus et BlueNoroff ont lancé des campagnes d'hameçonnage sur bon nombre de plateformes visant des agents dans le secteur des cryptomonnaies, notamment des ingénieurs dans le domaine des chaînes de blocs et autres développeurs, afin d'accéder aux réseaux de l'entreprise et de mener des attaques de suivi (voir figure XXXI et annexe 99). Des acteurs de la République populaire démocratique de Corée commettent plusieurs phases d'attaque complexes à l'aide de diverses techniques d'évasion défensive, établissent des contacts et hébergent des logiciels malveillants sur diverses plateformes¹⁶⁶.

Figure XXXI

Attaques signalées menées par la République populaire démocratique de Corée



Source : <https://twitter.com/KSeznec/status/1717542794942660771>.

189. Des acteurs de BlueNoroff ont usurpé l'identité d'institutions financières et de sociétés de capital-risque aux États-Unis, au Japon et au Viet Nam pour inciter d'éventuelles victimes à ouvrir des contenus malveillants ou à fournir leurs identifiants de connexion (voir annexe 100)¹⁶⁷.

Rançongiciels

190. Des acteurs du groupe Lazarus ont collaboré avec une société de la République de Corée pour distribuer des rançongiciels et ont réuni environ 2,6 millions de dollars en frais de recouvrement auprès de plus de 700 victimes. Une partie des recettes aurait été transférée vers un portefeuille de cryptomonnaies appartenant au groupe Lazarus¹⁶⁸.

¹⁶⁵ Voir www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-cyber-structure-alignment-2023.

¹⁶⁶ Voir <https://hub.elliptic.co/analysis/has-a-sanctioned-bitcoin-mixer-been-resurrected-to-aid-north-korea-s-lazarus-group>.

¹⁶⁷ **Error! Hyperlink reference not valid.**

¹⁶⁸ Voir www.spo.go.kr/site/spo/ex/board/View.do?cbIdx=1403&bcIdx=1043403, www.chosun.com/national/2023/10/27/AY6DLNSW4FFDHAKPHVFTPP2UNE et www.donga.com/news/Society/article/all/20231128/122390037/1.

Recommandations

191. Le Groupe d'experts recommande que le Comité envisage la désignation :

- a) de Nam Chol Ung ;
- b) du groupe Lazarus, d'Andariel, de BlueNoroff, de ScarCruft et de Kimsuky¹⁶⁹.

192. Le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres appliquent dans les meilleurs délais les directives du Groupe d'action financière sur les actifs virtuels et les prestataires de services liés aux actifs virtuels.

193. Le Groupe d'experts encourage les États Membres, les entreprises et les particuliers à consacrer une attention suffisante à une plus grande cyberhygiène, notamment à des pratiques de cybersécurité efficaces, énoncées à l'annexe 101, afin de contrer le contournement par la République populaire démocratique de Corée des résolutions du Conseil de sécurité au moyen de cyberactivités.

194. Le Groupe d'experts recommande que les entités du secteur privé examinent les renseignements communiqués par les États Membres et les firmes de cybersécurité concernant les adresses virtuelles liées à la République populaire démocratique de Corée et soient vigilantes pour déjouer les opérations directement liées à ces adresses ou dérivées de celles-ci.

195. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres envisagent d'établir des systèmes de signalement et de communication d'informations relatives aux cybermenaces émanant de la République populaire démocratique de Corée au secteur des cryptomonnaies et au secteur privé.

196. Le Groupe d'experts recommande que l'ensemble des plateformes et protocoles de cryptomonnaies, y compris les échanges décentralisés et centralisés, les ponts, les services d'échanges instantanés, les mixeurs et les protocoles de confidentialité mettent en place des programmes appropriés de lutte contre le blanchiment d'argent et de connaissance du client et établissent des procédures et mécanismes de surveillance et de détection renforcés afin de recenser d'éventuelles opérations de la République populaire démocratique de Corée, tels que des règles basées sur les modes de comportement des utilisateurs et des analyses de la configuration du système¹⁷⁰ pour être mieux à même d'empêcher des cyberacteurs illicites de la République populaire démocratique de Corée de détourner ces services (voir également annexe 101).

197. Le Groupe d'experts encourage les États Membres à procéder à des évaluations des risques liés aux actifs virtuels et à y intégrer les considérations liées au financement de la prolifération par la République populaire démocratique de Corée.

VI. Effets humanitaires non recherchés des sanctions

198. Le Conseil de sécurité a réaffirmé à maintes reprises que les sanctions de l'ONU étaient censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée et que la responsabilité première de la République populaire démocratique de Corée était de pourvoir

¹⁶⁹ Deux membres du Groupe d'experts estiment qu'il faudrait enquêter davantage en vue d'une recommandation relative à l'inscription de ces cyberacteurs sur la Liste.**Error! Hyperlink reference not valid.**

¹⁷⁰ En plus du filtrage « traditionnel » des opérations, fondé sur des listes relatives aux sanctions, tel que des adresses de portefeuilles identifiées publiquement.

pleinement aux besoins de subsistance de son peuple. Le Groupe d'experts a continué de surveiller les informations disponibles sur les effets des sanctions sur la situation humanitaire et sur l'aide humanitaire à la République populaire démocratique de Corée, conformément aux paragraphes 24 et 25 de la résolution 2397 (2017), de la résolution 2664 (2022) et aux autres résolutions pertinentes.

Situation humanitaire

199. Le Groupe d'experts continue de constater que les données fiables sur la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée sont insuffisantes et qu'il n'existe pas de méthode permettant de dissocier les conséquences des sanctions multilatérales d'autres facteurs.

200. Des entités des Nations Unies, des États Membres et des organisations non gouvernementales continuent d'estimer que la situation humanitaire se dégrade. Cela s'explique probablement par un ensemble de facteurs, dont des politiques socioéconomiques nationales qui donnent la priorité au programme d'armes de destruction massive et au programme de missiles balistiques, les conséquences de la pandémie de COVID-19 et la fermeture de la frontière qui en a résulté, les catastrophes naturelles, la faible priorité que le Gouvernement accorde à l'aide humanitaire ainsi que les effets non recherchés des sanctions.

201. Le second semestre de 2023 a connu plusieurs évolutions positives, notamment une réduction des prix des denrées alimentaires à des niveaux inégalés depuis 2019, grâce à une « récolte automnale respectable concernant un certain nombre de cultures »¹⁷¹, une « normalisation » partielle des importations de denrées alimentaires et de biens de consommation et l'augmentation d'une certaine aide humanitaire vitale. Ces améliorations n'ont cependant pas été uniformément réparties dans tout le pays et environ 11,3 millions de personnes avaient toujours besoin d'aide en 2023¹⁷².

202. Diverses sources¹⁷³ laissent entendre qu'en 2023, les autorités de la République populaire démocratique de Corée ont accordé une attention plus marquée aux moyens de subsistance de la population, à l'agriculture et à la production céréalière¹⁷⁴. Le pays a construit des logements, des usines de biens de consommation, des serres, des installations médicales et des objets récréatifs, y compris pour les enfants, a annoncé des réalisations dans le domaine de l'industrie légère et de la pêche et a sensiblement augmenté ses importations de riz, de produits agricoles et d'engrais. (voir annexe 104)¹⁷⁵. Il a également déclaré prioritaire l'amélioration du secteur des machines agricoles.

¹⁷¹ Un État Membre a estimé que la récolte était de 4,82 millions de tonnes, soit une hausse de 6 % par rapport à 2022 (voir www.rda.go.kr/board/board.do?mode=view&prgId=day_farmprmninfoEntry&dataNo=100000792230).

¹⁷² Voir www.fao.org/documents/card/fr/c/CC3017FR.

¹⁷³ Voir **Error! Hyperlink reference not valid.** <https://kcnawatch.org/newstream/1703628420-682804747/9th-Plenary-Meeting-of-8th-WPK-Central-Committee-Held>, <http://rodong.rep.kp/ko/index.php?MTJAMjAyMy0xMS0xMC1OMDMwQDE1QDJAQDBAMzA==> et <https://kcnawatch.org/newstream/1676538621-757268758/ground-breaking-ceremony-of-kangdong-greenhouse-farm-held-respected-comrade-kim-jong-un-attends-ceremony-and-shovels-first-spade-ful-of-earth/b>.

¹⁷⁴ Les « 12 objectifs du développement économique national » ont été déclarés comme « atteints », parmi lesquels une production céréalière déclarée prioritaire à compter du début de l'an 2023, à la neuvième réunion plénière du Huitième Comité central du Parti des travailleurs en décembre. Voir <https://kcnawatch.org/newstream/1687168989-888004479/Report-on-8th-Enlarged-Plenary-Meeting-of-8th-WPK-Central-Committee> et <https://kcnawatch.org/newstream/1704024510-989741431/Report-on-9th-Enlarged-Plenum-of-8th-WPK-Central-Committee>.

¹⁷⁵ Voir www.nknews.org/pro/north-korean-rice-imports-from-china-drop-amid-alleged-arms-trade-with-russia.

203. Malgré la difficulté d'être précis, sur la base de ses estimations antérieures¹⁷⁶ et des renseignements fournis par des États Membres, des acteurs humanitaires et des experts indépendants, le Groupe d'experts note que, même si l'influence relative des sanctions a diminué depuis le début de l'année 2020, il ne fait guère de doute que les sanctions de l'ONU et leur application ont influencé involontairement la situation humanitaire et certains aspects des opérations d'aide, en exacerbant les problèmes occasionnés par l'inefficacité et l'inefficience des politiques économiques du pays. Les conséquences pourraient être les suivantes :

a) le renforcement par les élites du contrôle économique, social et politique, la centralisation de la gestion économique, le ralentissement de la commercialisation et du secteur du marché au niveau local¹⁷⁷, dans le cadre de la réponse du pays, face aux sanctions ;

b) le fait de donner la priorité à l'achat d'articles et de technologies militaires plutôt qu'à l'importation de biens de consommation et de denrées alimentaires, en réaction à une baisse de 90 % des recettes d'exportation enregistrée après l'adoption par le Conseil de sécurité de résolutions en 2016 et en 2017 (voir annexes 102 et 104)¹⁷⁸, bien que le Groupe d'experts ne dispose pas des données financières nécessaires^{179, 180} ;

c) des pénuries persistantes, même si elles ont diminué en 2023, du fait de restrictions à l'importation de produits de base, de matériel agricole¹⁸¹ et de carburant, ce qui a accentué le faible niveau de l'agriculture¹⁸², dans le contexte des priorités du pays sur le plan des importations ;

d) des entraves à l'acquisition d'autres machines telles que du matériel lié à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et à l'irrigation, de pièces détachées et de matériaux connexes ;

e) l'effet possible des restrictions à l'importation de produits pétroliers raffinés sur le fonctionnement des centrales thermiques alimentées au charbon, contribuant éventuellement à des pénuries d'énergie, bien que certaines statistiques indiquent une production totale d'énergie stable (voir annexe 105). Les restrictions à l'importation ont pu avoir un effet supplémentaire sur des capacités de transport déjà extrêmement limitées ;

f) la diminution des sources de revenus pour les personnes employées dans les secteurs touchés par les sanctions et la persistance du chômage qui en résulte (voir annexe 106) ;

¹⁷⁶ S/2019/171, par. 176, S/2019/691, par. 83, S/2020/151, par. 209, S/2020/840, par. 156 à 158 et 160, S/2021/211, par. 168 à 171, S/2021/777, par. 174 à 178, S/2022/132, par. 187 à 190, S/2022/668, par. 163 à 166 et S/2023/171, par. 179 et 180.

¹⁷⁷ S/2019/171, par. 176, S/2019/691, par. 83 et S/2020/151, par. 209.

¹⁷⁸ Par exemple, les recettes tirées du principal produit d'exportation, le charbon, qui représentaient environ la moitié des recettes au milieu des années 2010, se sont taries. Voir annexe 103.

¹⁷⁹ Le Groupe d'experts note que la République populaire démocratique de Corée tire ses revenus de sources autres que les exportations, telles que la cyberactivité (voir par. 180 à 190).

¹⁸⁰ Les fermetures de la frontière de la République populaire démocratique de Corée liées à la COVID-19 ont réduit davantage les gains tirés de l'exportation.

¹⁸¹ En 2022, le secteur des munitions de la République populaire démocratique de Corée avait produit 5 500 machines agricoles ; en septembre 2023, le pays a annoncé que le secteur des munitions et le secteur de la construction de machines avaient produit plus de 10 000 machines agricoles. Un expert a relevé l'utilisation de composants importés dans ces machines (voir <https://kcnawatch.org/newstream/1664356199-252182552/kim-jong-un-sends-farm-machines-to-south-hwanghae-province>).

¹⁸² S/2019/171, annexes 86 et 87.

g) des perturbations des chaînes d'approvisionnement médicales résultant d'une baisse des recettes d'exportation et de l'interdiction des importations directes de métaux et de matériel, dans le contexte des priorités du pays^{183, 184} ;

h) la constatation du non-respect, dans certains cas, des sanctions par des acteurs participant à l'acheminement de biens de consommation et de biens humanitaires, même s'ils ne sont pas soumis à restriction, du fait des sanctions de l'ONU.

204. Avant la pandémie, l'ampleur de l'aide humanitaire représentait environ 2 dollars par habitant et par an. Après trois ans pratiquement de cessation de l'assistance, due à la fermeture de la frontière par la République populaire démocratique de Corée, l'aide de l'ONU (aide vitale à des groupes particulièrement à risque) a augmenté en 2023, représentant environ 0,50 dollar par habitant. La République populaire démocratique de Corée a cependant manifesté de la réticence à accepter l'assistance et, dans ce contexte, l'aide humanitaire ne peut pas atténuer complètement les effets non voulus des sanctions sur les personnes vulnérables.

Opérations des organisations humanitaires

205. Le Groupe d'experts s'est concerté avec des acteurs de l'aide humanitaire, des États Membres et des organismes des Nations Unies et a poursuivi la pratique consistant à adresser un questionnaire aux organisations humanitaires (voir annexe 107) dont on trouvera les réponses anonymisées à l'annexe 108.

206. Les organisations humanitaires ont indiqué que les obstacles à la fourniture de l'aide humanitaire recouvrent l'incapacité pour leur personnel d'entrer dans le pays et de surveiller la fourniture de l'aide, le manque de données pour ce qui est de recenser les besoins, l'effet ou l'exacerbation des sanctions, y compris l'effort supplémentaire requis pour mener à bien la procédure de dérogation, la diminution de l'intérêt des donateurs, l'augmentation des coûts d'achat et de transport, les restrictions aux types de projets, la réduction des risques et l'excès de bureaucratie, l'absence persistante de circuit bancaire et la complexité bureaucratique de la République populaire démocratique de Corée.

207. Certaines organisations ont déclaré au Groupe d'experts qu'au vu des restrictions frontalières en cours imposées par la République populaire démocratique de Corée, les sanctions de l'ONU n'avaient pas d'effet direct majeur sur la situation humanitaire ou la fourniture de l'aide. Deux organisations ont noté l'effet négatif cumulé de la fermeture des frontières et des sanctions sur la situation humanitaire et la fourniture de l'aide. Une organisation a noté que la réduction des risques et le respect excessif des règles à tous les niveaux des opérations d'aide constituaient un problème majeur. Selon un État Membre, la militarisation de plus en plus marquée de l'économie civile¹⁸⁵ compliquait davantage les activités d'aide humanitaire en République populaire démocratique de Corée.

¹⁸³ Par exemple, selon une organisation d'aide, la plupart des marchés publics liés à la santé comportent des composants métalliques et « au moins un fabricant de médicaments vitaux dans un pays européen a refusé des commandes de médicaments à la République populaire démocratique de Corée, citant les sanctions du Conseil de sécurité » (voir annexe 108).

¹⁸⁴ Les exportations de médicaments et de fournitures médicales ne sont pas interdites à la République populaire démocratique de Corée et des organisations humanitaires se sont efforcées d'acheminer les fournitures nécessaires vers le pays au moyen de la procédure de dérogation établie à des fins humanitaires.

¹⁸⁵ Par exemple voir www.thedrive.com/the-war-zone/north-korea-debuts-rocket-launchers-that-appear-as-civilian-trucks et <https://twitter.com/nknewsorg/status/1700375804902031582>.

208. La majorité des organisations qui ont répondu ne s'attendent pas à pouvoir reprendre les opérations dans un avenir proche.

209. La majorité des organisations qui ont répondu continuent de se déclarer satisfaites de l'amélioration de la procédure de dérogation¹⁸⁶. Un État Membre et plusieurs organisations ont toutefois continué de recommander une période de dérogation plus longue ou une prolongation automatique des dérogations, le règlement de la question du circuit bancaire et des dérogations permanentes pour certains produits à faible risque (une liste « blanche » ou « verte »).

210. Le Comité a accordé sept nouvelles dérogations et 20 prorogations de l'aide humanitaire pendant la période considérée.

Recommandations

211. **Le Groupe d'experts apprécie les séances d'information semestrielles tenues par les entités compétentes des Nations Unies sur les effets non recherchés des sanctions et recommande que le Comité poursuive cette pratique.**

212. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité continue de souligner l'urgence de rétablir un circuit bancaire durable en vue des opérations humanitaires en République populaire démocratique de Corée et recommande que le Comité examine cette question en priorité.**

213. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité s'entretienne avec les régulateurs concernés d'orientations pouvant atténuer le problème de la réduction des risques pour les banques et autres institutions lorsqu'il est question de sanctions relatives à la République populaire démocratique de Corée.**

214. **Le Groupe d'experts recommande que le Secrétariat continue d'envisager des moyens, avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, de transférer des fonds destinés à leurs programmes d'aide humanitaire en République populaire démocratique de Corée à la suite de l'effondrement du dispositif relatif au circuit bancaire.**

215. **Le Groupe d'experts recommande une nouvelle fois que :**

- **Dans le cadre de l'application de la résolution 2664 (2022) du Conseil de sécurité, le système des Nations Unies, y compris le Comité, prenne en compte les informations fournies par les acteurs humanitaires sur l'atténuation de l'effet négatif éventuel des sanctions de l'ONU sur la population civile et sur l'aide humanitaire à la République populaire démocratique de Corée ;**
- **Le Conseil de sécurité continue de se pencher sur les questions et les procédures qui sont à même d'atténuer les éventuels effets négatifs non recherchés des sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée dans le cadre des opérations d'aide humanitaire ;**
- **Le Comité et d'autres parties prenantes concernées envisagent l'idée d'obtenir des dérogations concernant des exportations choisies, faisant actuellement l'objet de sanctions, dont les bénéfices pourraient servir à financer des fournitures humanitaires ;**
- **Le Comité envisage des contacts plus actifs avec la société civile sur le plan de la fourniture d'une aide humanitaire à la République populaire**

¹⁸⁶ Comme décrit dans la notice n° 7 d'aide à l'application.

démocratique de Corée, pour aider à faire appliquer résolution [2664 \(2022\)](#) du Conseil ;

- Le Comité envisage d'un point de vue pratique d'accorder des dérogations reconductibles et permanentes aux acteurs fournissant une aide humanitaire et des produits de base pour raison humanitaire.

VII. Rapports nationaux de mise en œuvre

État de la situation concernant les rapports des États Membres sur l'application des résolutions pertinentes

216. Au 26 janvier 2024, 66 États Membres avaient présenté des rapports sur l'application du paragraphe 8 de la résolution [2397 \(2017\)](#), 81 sur celle du paragraphe 17 de la résolution [2397 \(2017\)](#), 95 sur celle de la résolution [2375 \(2017\)](#), 90 sur celle de la résolution [2371 \(2017\)](#), 107 sur celle de la résolution [2321 \(2016\)](#) et 115 sur celle de la résolution [2270 \(2016\)](#). Malgré l'augmentation du nombre de rapports présentés, le Groupe d'experts note que le nombre d'États Membres (127) qui n'ont pas établi de rapport sur la résolution [2397 \(2017\)](#) demeure important.

217. Le Groupe d'experts note que seuls 130 des 193 États Membres de l'ONU avaient présenté un rapport national de mise en œuvre au mois de décembre 2023. Cela signifie que près d'un tiers de tous les États Membres de l'ONU n'ont jamais présenté de rapport national de mise en œuvre au Conseil et qu'ils ne s'acquittent donc pas de leurs obligations au regard de ces résolutions.

218. Pour mieux comprendre la présentation par les États Membres des rapports nationaux de mise en œuvre et contribuer à les améliorer, le Groupe d'experts a adressé en décembre 2023 des lettres à 62 États Membres au sujet de cette obligation et proposé une aide (voir annexe 109). On trouvera à l'annexe 110 deux réponses aux demandes de renseignement formulées par le Groupe d'experts.

219. Le taux de réponse globale, à la suite des demandes de renseignement du Groupe d'experts adressées aux États Membres et aux entités et personnes concernées, demeure faible. Le Groupe d'experts tient à rappeler que le Conseil de sécurité a demandé à tous les États, aux organes concernés de l'ONU et aux autres parties intéressées de coopérer pleinement avec lui en fournissant les informations dont ils disposent.

VIII. Recommandations

220. On trouvera à l'annexe 112 une liste récapitulative de recommandations.

List of Annexes

Annex	Title	Page No.
1	IAEA Director General Statement on recent developments in the DPRK's nuclear programme (21 December 2023)	83
2	Activities at LWR (39° 47' 45" N 125° 45' 18" E)	84
3	Activities at 5MW(e) reactor (39° 47' 51" N 125° 45' 20" E)	91
4	Radiochemical Laboratory (39° 46' 50" N 125° 45' 08" E)	93
5	Activities at the Yongbyon Nuclear Fuel Rod Fabrication Plant (39°46'15"N 125°44'57"E)	98
6	Activities at Pyongsan Uranium Mine and Concentration Plant (Location of the possible yellowcake production building at 38° 19' 04" N 126° 25' 54" E)	100
7	Activities at Punggye-ri nuclear test site (41° 16' 41" N 129° 05' 15" E)	104
8	Activities at Kangson and Yongdoktong	107
9	Ballistic missiles launches by the DPRK from 29 July 2023 to 26 January 2024	108
10	Weapons systems shown at the 27 July 2023 military parade which use ballistic missile technology	109
11	The Hwasong-18 ICBM launch on 18 December 2023 at 8:24 KST	115
12	Excerpts of a January 2024 study of the Hwasong-18 ICBM by Fondation pour la Recherche Stratégique	117
13	Launches on 30 August 2023 of Hwasong-11Na SRBMs (Hwasong 11B / KN-24)	119
14	2 nd Malligyong-1 satellite launch on 24 August 2023 from the area of Sohae	120
15	3 rd Malligyong-1 satellite launch on 21 November 2023 from the area of Sohae	121
16	Developments at the new Sohae satellite launch pad from May to December 2023	124
17	Launching of the <i>841 Hero Kim Kun Ok</i> "tactical nuclear attack" submarine on 6 September 2023	125
18	Inspection of TEL production between 3 and 5 August 2023 at the March 16 Factory in Pyongsong and at the same possible location on 5 January 2024	129
19	Inspection "shells of super large-caliber multiple rocket launchers" production on 3 August 2023	131
20	Inspection of SRBM production at the February 11 Plant in Hamhung on 11 or 12 August 2023	132

Annex	Title	Page No.
21	Inspection of TEL production at the Sinhung Machine Factory on 11 or 12 August 2023	133
22	DPRK statements related to the use of ballistic missile technology from 29 Jul. 2023 to 26 Jan. 2024	134
23	Launch on 14 January 2024 of a possible IRBM with a maneuvering reentry vehicle	135
24	Website of the Far Eastern Federal University (FEFU)	136
25	Reply from the Russian Federation	137
26	Media Report about an agreement signed between Universities of DPRK and Mexico, 30 September 2023	138
27	Friendship agreement between Pyongyang University of Mechanical Engineering of DPRK and Interamericana University in Mexico	139
28	Reply from Swedish Migration Agency	147
29	Letter to the 1718 Committee from 55 Member States regarding the oil cap, their report and accompanying imagery	148
30	Positions of China and the Russian Federation on the letter from 55 Member States regarding the oil cap dated 21 November 2023	199
31	The Panel's review of the report submitted by 55 Member States	200
32	<i>Chon Ma San</i> (IMO: 8660313)	202
33	DPRK vessels spoofing their digital identity	205
34	DPRK tanker with a reconfigured cargo ship	206
35	Additional replies from Member States on trade statistics in the Panel's previous report (S/2023/656 , annex 52)	209
36	Comparison Table on DPRK Trade Statistics and summary of replies provided by Member States	224
37	Imported trucks and agricultural equipment in DPRK	226
38	List of HS Codes the Panel applies to monitor the sectoral ban	229
39	Replies from Member States to the Panel's enquiries	234
40	Letter from the Permanent Mission of China and China's replies	256
41	Media reports of luxury cars in Pyongyang	263
42	Letter from the Permanent Mission of Japan and Japan's reply	273

Annex	Title	Page No.
43	Toyota reply to the Panel's enquiry	275
44	Dior reply to the Panel's enquiry	277
45	Letter from the Permanent Mission of Slovakia and Slovakia's reply	279
46	Ukrainian forces allegedly utilized multiple-launch rocket systems (MLRS) manufactured in the DPRK	280
47	Member State information on alleged arms transfers from the DPRK(1)	282
48	Member State information on alleged arms transfer from the DPRK(2)	287
49	Screenshot of a page from the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation	292
50	Compilation of available information on <i>Angara's</i> movements August to December 2023 (non-exhaustive)	293
51	<i>Angara</i> - supplementary information	296
52	Konyushkovo Bay	304
53	<i>Angara's</i> movements at Konyushkovo Bay and Rajin Port	307
54	<i>Maria's</i> movements at Rajin Port and Konyushkovo Bay	315
55	Railway line running north from Rajin station	318
56	Media reports on alleged DPRK arms and ammunitions found in Gaza Strip	319
57	Israel's reply to the panel's enquiry	320
58	Media reports on the alleged DPRK arms supply to the Russian Federation	323
59	List of DPRK Cyberthreat actors' malicious activities monitored by the Panel in 2023, based on the information provided by cybersecurity companies, Member States, and media	325
60	ROK – UK Joint Cyber Security Advisory (23 November 2023)	340
61	National Intelligence Service of the Republic of Korea Press Release on DPRK cyberthreat actors' attacking shipbuilding companies in the Republic of Korea (August 2023)	353
62	Seoul Metropolitan Police Agency of the Republic of Korea Press Release on Andariel's cyberhacking campaign in December 2023	355
63	Member States' publication, "Additional Guidance on the Democratic People's Republic of Korea Information Technology Workers"	357

Annex	Title	Page No.
64	Summary of recent DPRK IT worker tactics, techniques and procedures	360
65	Table of restaurants in China which are suspected of employing DPRK nationals	369
66	Additional information on restaurants in China which are suspected of employing DPRK nationals	381
67	Laotian Corporate Registry Records	418
68	Additional source information on suspected DPRK restaurants	422
69	Media report about DPRK workers in China	427
70	Restaurants in Russia which are suspected of employing DPRK nationals	429
71	Reply from Russia Federation	436
72	Media report about Khabarovsk-based DPRK construction company “The First Construction Company (제 1 건설회사)”	437
73	Reply from the Russia Federation	438
74	Reply from the Russian Federation on repatriation of DPRK overseas workers in 2023	439
75	Russian court cases involving DPRK nationals earning income	440
76	List of individuals reported by Member States to be DPRK bank representatives	451
77	Member States replies on entry/exit data of reported DPRK overseas banking representatives	462
78	Registration information on Epsilon Trade Development Limited	463
79	Information from the Russian corporate registry on possible DPRK joint ventures/cooperative entities, potentially employing DPRK nationals earning income.	467
80	Russian Federation reply on So Nyong, Choi Chon Gon, and Epsilon Limited Trade Development	490
81	Member State information on bank accounts maintained by Chinyong IT company to launder illicit revenue acquiring by DPRK IT workers	491
82	Member State information on bank accounts used by Shenyang GoldenPack to launder money on behalf of Chinyong IT company’s overseas DPRK IT workers	493
83	Shenyang GoldenPack and related companies	495

Annex	Title	Page No.
84	Member States replies to the Panel Chinyong IT company related bank accounts and Shenyang GoldenPack	495
85	Member State information on bank accounts in China utilized to remit earnings back to the control of 53 Department headquarters	496
86	Information on Yantai Jinmin	498
87	Information from the Russian corporate registry on possible Russia-registered DPRK companies potentially employing DPRK nationals earning income	499
88	Individuals operating overseas reportedly related to KNIC and/or reported front/subordinate companies	507
89	Information on companies reportedly assisting and/or working with KNIC and/or its front/subordinate companies	508
90	Samhae Insurance company website	511
91	Information on business and trade activities conducted by Nam Chol Ung	514
92	Information on suspected business activities conducted by DPRK official Kim Song Ho	525
93	Information on suspected sanctions violation activities conducted by DPRK national Choe Song Ryong	531
94	Summary of DPRK cyberattacks on cryptocurrency-related companies in 2023	536
95	Suspected DPRK cyberattacks on cryptocurrency-related companies (2017-2023)	567
96	DPRK malicious cyber actors' pattern to steal funds from companies related to the cryptocurrency industry	565
97	Cryptocurrency wallet, email, and IP addresses associated with a late 2023 cryptocurrency services seizure of DPRK-linked cryptocurrencies	566
98	Kimsuky email addresses, websites, and virtual currency addresses	574
99	Select reports of DPRK cyber actors targeting the cryptocurrency industry	575
100	Reported BlueNoroff financial domain spoofing	578
101	Compilation of cybersecurity community's effective practices	580
102	DPRK export earnings (2012-2023)	582

Annex	Title	Page No.
103	DPRK coal export (2013-2023)	583
104	DPRK exports of major commodities to China and imports of food	584
105	Estimates of DPRK energy supply	585
106	Excerpts from 2023 Report on North Korean human rights	586
107	Questionnaire for humanitarian organizations that have worked in the DPRK	588
108	Responses from humanitarian organizations	589
109	National implementation reports	607
110	Member States' replies to the Panel's questionnaire	608
111	Updated assessment of responses to the Panel's DPRK sanctions implementation questionnaire of November 2022	612
112	Consolidated list of recommendations	618
75.1	Excerpts of court documentation: cases involving DPRK nationals earning income in the Russian Federation	Link
79.1	Registration documentation: information from the Russian corporate registry on possible DPRK joint ventures/ cooperative entities, potentially employing DPRK nationals earning income	Link

Annex 1: IAEA Director General statement on recent developments in the DPRK's nuclear programme (21 December 2023)

In my opening statement to the Board on 22 November, I reported that we had observed increased levels of activity at, and near, the Light Water Reactor (LWR) at Yongbyon, and also – since mid-October – a strong water outflow from its cooling system. These observations were consistent with the commissioning of the LWR.

More recent observations indicate that this water discharge is warm, which is also consistent with ongoing commissioning of the LWR, a process that takes some time for any new reactor. **However, the discharge of warm water is indicative the reactor has reached criticality.** It remains the case that without access to the facility the Agency cannot confirm its operational status.

The LWR, like any nuclear reactor, can produce plutonium in its irradiated fuel, which can be separated during reprocessing, so this is a cause for concern.

Concerning the safety of the LWR, we do not have sufficient information to make an assessment. Of course, safety should always be the paramount issue when starting a new reactor. Nuclear safety is a sovereign responsibility of the State and the IAEA supports the States in this area.

I repeat that the further development of the DPRK's nuclear programme, including the construction and operation of the LWR, is a violation of UN Security Council resolutions and is deeply regrettable.

I call upon the DPRK to comply fully with its obligations under Security Council resolutions, to cooperate promptly with the Agency in the full and effective implementation of its NPT Safeguards Agreement and to resolve all outstanding issues, especially those that have arisen during the absence of Agency inspectors from the country. The Agency is ready to engage on any of the above issues, including safety.

Source: IAEA, <https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/iaea-director-general-statement-on-recent-developments-in-the-dprks-nuclear-programme> (underlined and bolded by the Panel).

Annex 2: Activities at LWR (39° 47' 45" N 125° 45' 18" E)

*In the annexes of the nuclear section, annotations in red boxes are observations during the reporting period, while those with yellow characters in black boxes are previous observations.



Source: Maxar Technologies, 4 October 2023.

1) Water discharge



Source: Planet Labs., 25 November 2023, 17 December 2023.



Source: Planet Labs., 21 December 2023, Maxar Technologies, 14 January 2024.

2) The observation of past trenching works from LWR to water discharging points

Satellite imagery analysis showed efforts of trenching works which appeared to connect LWR to multiple discharging points since between 2012 and 2013.¹⁸⁷ Possible earlier efforts of water discharge were detected in 2013 near current discharging point. According to the IAEA, indications of tests of cooling water system were observed occasionally since 2019.¹⁸⁸ The Panel reported in 2017 that hot water was discharged through the drainage channel of LWR, suggesting a possible test of the cooling water system in 2017.¹⁸⁹ Additional trenching works and modification of the riverbank were conducted around the current discharging points since then.



Source: Google Earth Pro, 26 January 2024.

¹⁸⁷ See also <https://www.38north.org/2019/12/yongbyon120519/>, <https://fsi.stanford.edu/publication/north-korean-nuclear-facilities-after-agreed-framework>, and <https://isis-online.org/isis-reports/detail/north-koreas-elwr-finally-operational-after-a-long-delay/>.

¹⁸⁸ IAEA, GOV/2022/40-GC (66), para 46.

¹⁸⁹ S/2017/742, para 17.



Source: Maxar Technologies, 2 May 2023.

3) Construction activities near the reactor (39° 47' 45" N 125° 45' 21" E)



Source: Maxar Technologies, 21 July 2023, 8 August 2023, 3 November 2023, 10 December 2023.

4) Construction activities at far south area of LWR (39° 47' 33" N 125° 45' 13" E)



Source: Planet Labs, 26 February 2023, Maxar Technologies, 1 April 2023, 4 June 2023, 21 July 2023, Planet Labs, 24 November 2023.

Annex 3: Activities at 5MW(e) reactor (39° 47' 51" N 125° 45' 20" E)

*In the annexes of the nuclear section, annotations in red boxes are observations during the reporting period, while those with yellow characters in black boxes are previous observations.



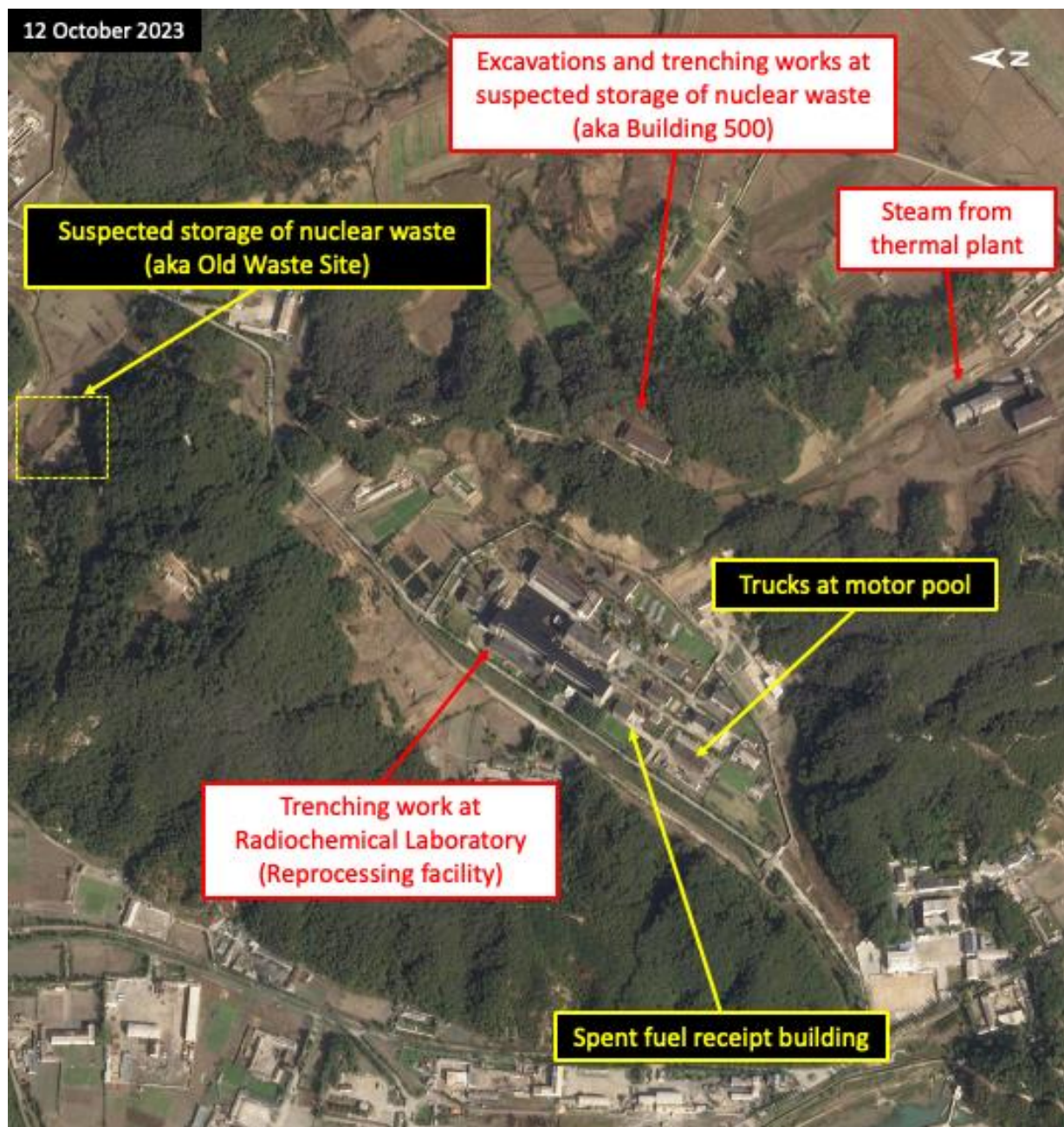
Source: Maxar Technologies, 23 September 2023, Planet Labs, 12 October 2023.



Source: Maxar Technologies, 7 November 2023, Planet Labs, 6 January 2024.

Annex 4: Radiochemical Laboratory (39° 46' 50" N 125° 45' 08" E)

*In the annexes of the nuclear section, annotations in red boxes are observations during the reporting period, while those with yellow characters in black boxes are previous observations.



Source: Planet Labs, 12 October 2023.

1) Smoke from thermal plant (39° 46' 34" N 125° 45' 26" E)



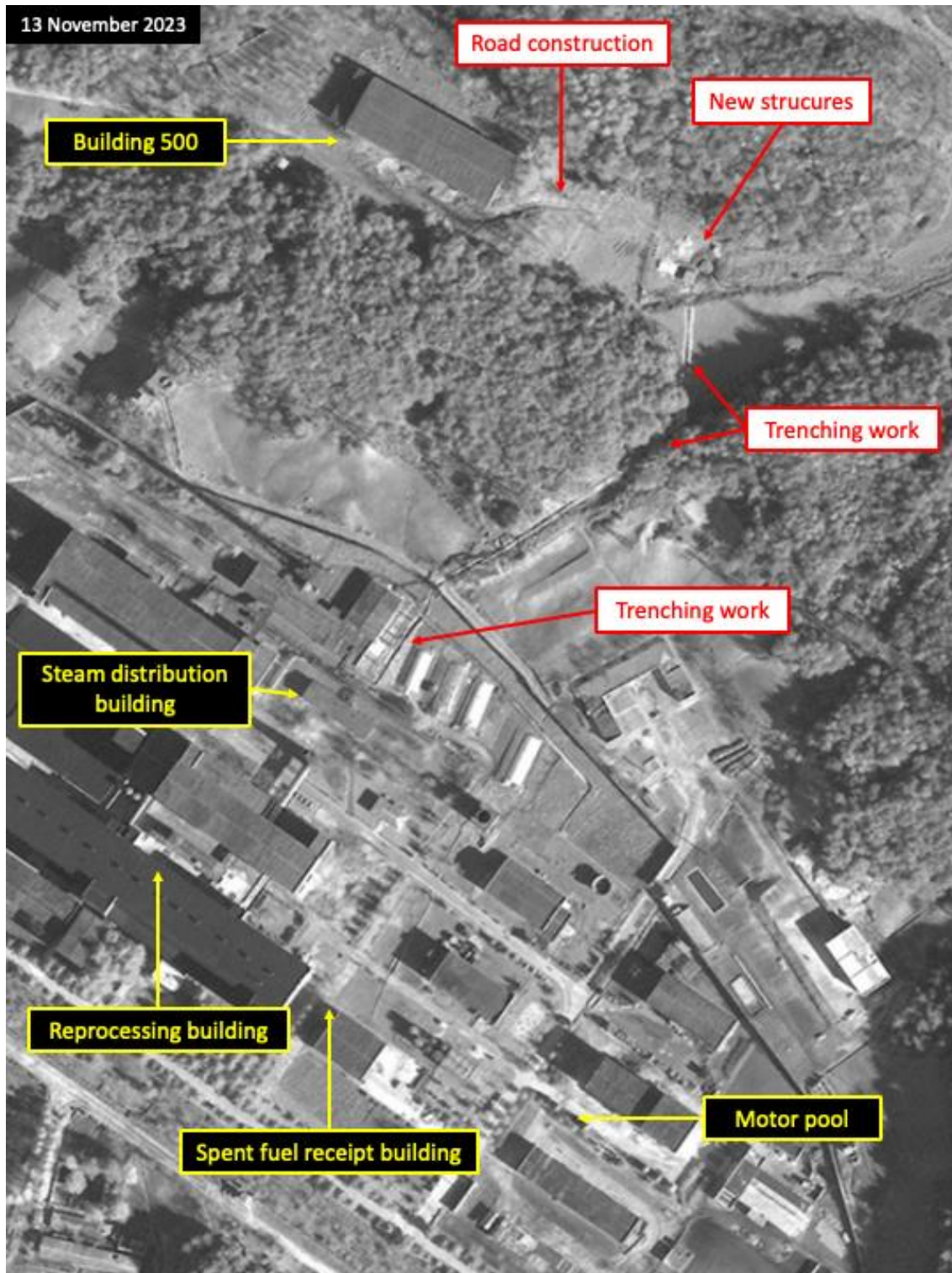
Source: Maxar Technologies, 21 July 2023, Planet Labs, 31 July 2023.

2) Activities at Building 500 (39° 46' 49" N 125° 45' 23" E)



Source: Maxar Technologies, 16 June 2023, 25 June 2023.

3) Trenching work between Building 500 and Reprocessing facility



Source: Maxar Technologies, 13 November 2023.



Source: Maxar Technologies, 24 October 2023, 30 October 2023, 7 November 2023, 13 November 2023.

Annex 5: Activities at the Yongbyon Nuclear Fuel Rod Fabrication Plant (39°46'15"N 125°44'57"E)

*In the annexes of the nuclear section, annotations in red boxes are observations during the reporting period, while those with yellow characters in black boxes are previous observations.



Source: Maxar Technologies, 4 October 2023.

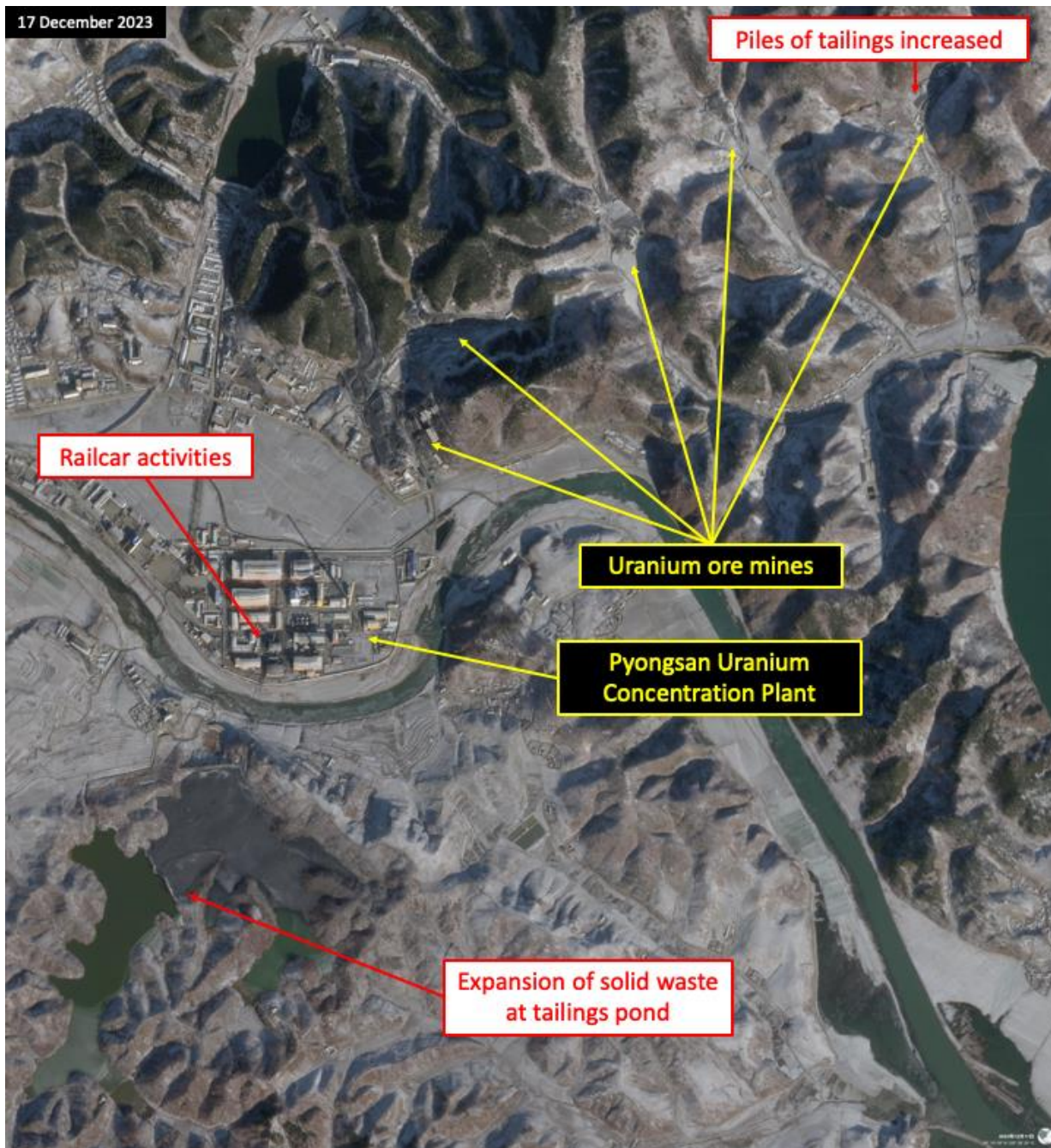
1) Activities at UF4 production process building (39° 46' 09" N 125° 44' 55" E)



Source: Planet Labs, 12 October 2023, Maxar Technologies, 24 October 2023.

Annex 6: Activities at Pyongsan Uranium Mine and Concentration Plant (Location of the possible yellowcake production building at 38° 19' 04" N 126° 25' 54" E)

*In the annexes of the nuclear section, annotations in red boxes are observations during the reporting period, while those with yellow characters in black boxes are previous observations.



Source: Planet Labs, 17 December 2023.

1) Expansion of the piles of tailings at the mines (38° 19' 57" N 126° 27' 21" E)



Source: Planet Labs, 16 June 2023, 17 December 2023.

2) Railcar activities at the Plant (38° 19' 02" N 126° 25' 54" E)



Source: Maxar Technologies, 30 July 2023, 2 October 2023, 17 December 2023.

3) Tailings pond of Pyongsan Uranium Concentration Plant (38° 18' 42" N 126° 25' 50" E)



Source: Planet Labs, 16 June 2023, 17 December 2023.

Annex 7: Activities at Punggye-ri nuclear test site (41° 16' 41" N 129° 05' 15" E)



Source: Maxar Technologies, 14 November 2023.

1) Activities near Tunnel 3 (41° 16' 35" N 129° 05' 16" E) and administrative area (41° 16' 41" N 129° 05' 15" E)

*In the annexes of the nuclear section, annotations in red boxes are observations during the reporting period, while those with yellow characters in black boxes are previous observations.



Source: Maxar Technologies, 7 March 2023.

2) Activities near Tunnel 4 (41° 16' 46" N 129° 05' 08" E)

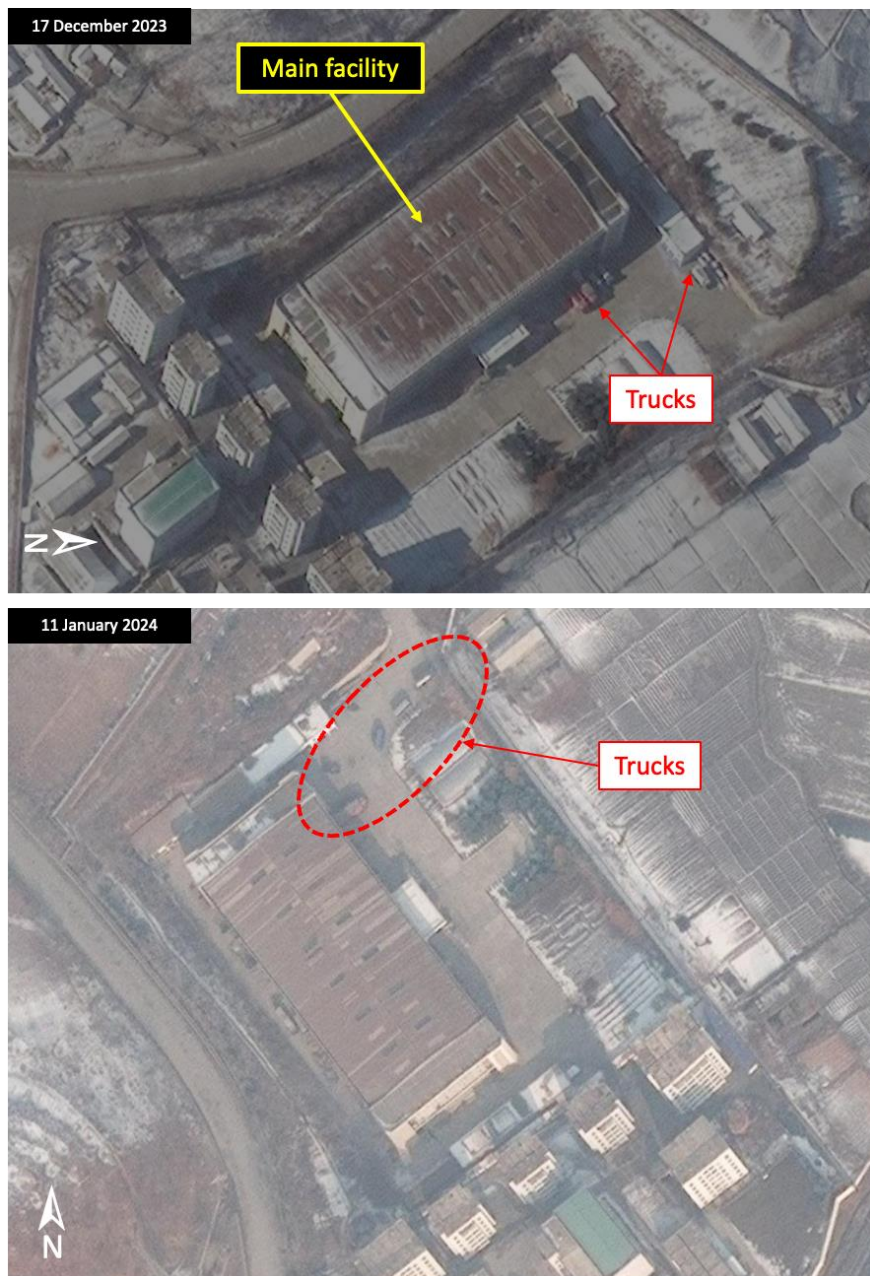


Source: Maxar Technologies, 15 October 2023.

Annex 8: Activities at Kangson and Yongdoktong

The Panel continues to monitor activities in the vicinity of Kangson, an alleged clandestine uranium enrichment facility and Yongdoktong area, which is believed to be involved in DPRK's nuclear weapons programme, including as a nuclear weapons storage facility. The Panel observed constant presence of vehicles at Kangson. Available satellite images showed no significant activities at suspected nuclear weapons storage facility.

Kangson (38° 57' 26" N 125° 36' 43" E)



Source: Maxar Technologies, 17 December 2023, 11 January 2024.

Annex 9: Ballistic missiles launches by the DPRK from 29 July 2023 to 26 January 2024

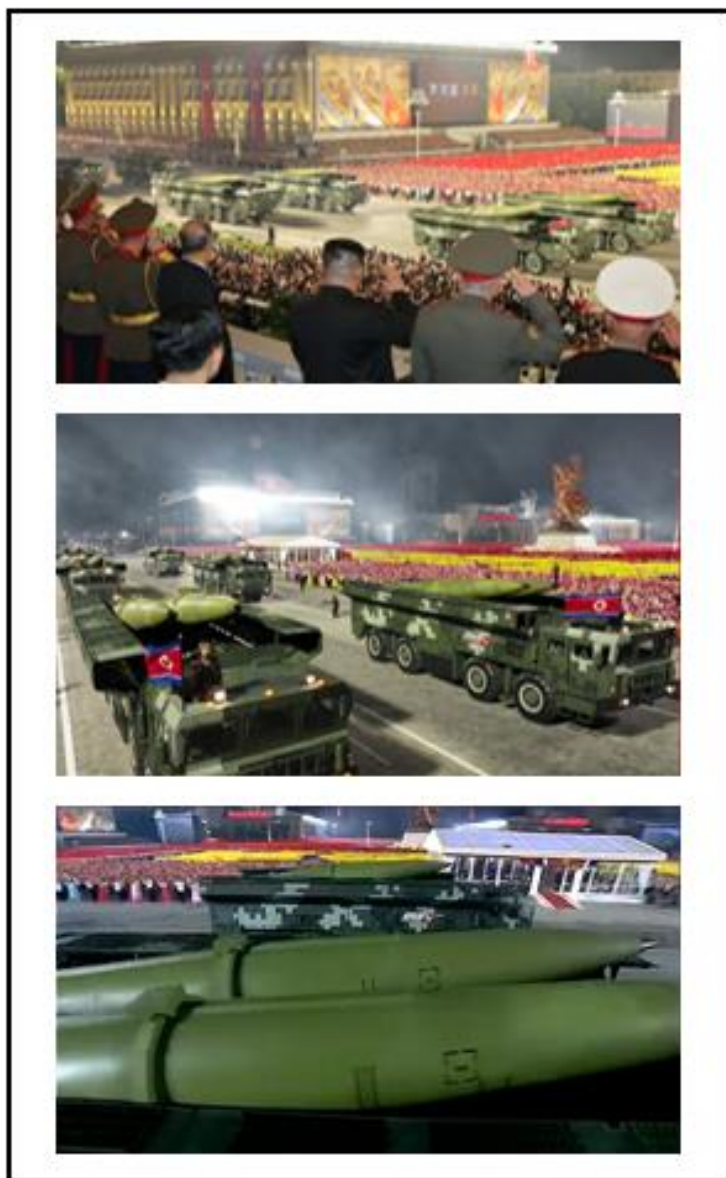
Official DPRK statements are in *italics*. / Mentions of solid propellant (SP) engines.

Launches in the year	Date and time (local)	Reported type	Number of missiles	Reported launch location and trajectory	Reported distance travelled (km)	Reported apogee (km)	Remarks	DPRK reports
14. SP	30 Aug. 2023 23:38 and 23:46	SRBM KN-24	2	From the Sunan International airport to Alsom island.	350 and 400 (JPN)	50 (JPN)	Appears to be a Hwasong 11Na (KN-24). Pictures show air bursts high above the target island.	<i>The missile unit fired two tactical ballistic missiles northeastward at Pyongyang International Airport and correctly carried out its nuclear strike mission through air bursts at a preset altitude of 400 meters. (KCNA, 31 August 2023)</i>
15. SP	13 Sept. 2023 11:43 to 11:53 (ROK) 11:41 and 11:51 (JPN)	SRBM KN-23 (probable)	2	From an area in and around Sunan into the sea east of the peninsula.	650 (ROK) 400 (JPN)	50 (JPN)	Possibly "irregular" trajectory (JPN). Kim Jong Un was in the Russian Federation at the time of the launches.	No statement.
16. SP	17 Dec. 2023 22:38 (ROK) and 22:37 (JPN)	SRBM	2	From around the Pyongyang area towards the sea east of the peninsula.	570 (ROK) Appx. 400 (JPN)	50 (JPN)		No statement.
17. SP	18 Dec. 2023 08:24	ICBM Hwasong-18	2	From nearby Pyongyang to the East, falling in the sea approximately 250 kilometers northwest of the Okushiri Islands in Hokkaido.	1 000 (JPN)	6 000 (JPN)	Kim Jong Un attended. The location of the launch is slightly different from the one used on 13 April and 12 July 2023.	<i>The drill was aimed to review the combat readiness of the DPRK's nuclear war deterrence and confirm its mobility, combat capability and reliability....General Jang Chang Ha, general director of the General Missile Bureau, issued a launch order to the Second Red Flag Company... The missile traveled up to a maximum altitude of 6 518.2 km and flew a distance of 1 002.3 km for 4 415s before accurately landing on the preset area in the open waters off the East Sea of Korea. (KCNA, 19 December 2023)</i>
1. SP	14 Jan. 2024 14:53	Possible IRBM		Toward the North-east, falling in the sea east of the Korean Peninsula.	50 (JPN)	1 000 (ROK) Over 500 (JPN)	Presumed to be an IRBM by the ROK JCS. The DPRK alleged it carried a maneuverable controlled warhead.	<i>The DPRK Missile Administration conducted a test-fire of an intermediate-range solid-fuel ballistic missile loaded with a hypersonic maneuverable controlled warhead. (KCNA, 14 January 2024).</i>

Source: Member States, the Panel, KCNA.

Annex 10: Weapons systems shown at the 27 July 2023 military parade which use ballistic missile technology

10.1. SRBM KN-23. Also shown in 2023 at the 8 February 2023 parade. First declared test on 4 May 2019.



SRBM Hwasong 11Ga (or standard "KN-23")

- Solid propellant.
- Maximum range: over 600 km.
Possible launches in 2022 and 2023 of Hwasong 11/Ga missiles show a range extending to 900 km.
- Unveiled at a 4 May 2019 test and presented at the military parade on 10 October 2020. Multiple launches in 2022 and 2023. On 19 March 2023, the missile fired (seemingly from a silo) was described as a "tactical ballistic missile tipped with a mock nuclear warhead".
- Four versions incl. a navalized one.
- 12 missiles shown.
- 4-axle wheeled TELs.
- See S/2023/656, para.17, 18, 20, 24, Annex 10, 13, 22
- S/2023/171, para.29, fig.5, tab.1, annexes 24 and 25,
- S/2022/668, fig.6, 12, 14, 15, 17, tab. 1, annexes 14, 18, 22, 23.
- S/2022/132, para.25, fig.10, tab.1, annex 21, fig.21-4
- S/2021/211, fig.1, annex 12
- S/2020/840, para.11, tab.1, annex 7
- S/2020/151, para.194, tab.3, annex 58

Source: KCTV.

10.2. SRBM KN-24. Also shown at the 8 February 2023 parade. First declared test on 10 August 2019 (then described as “a tactical guided weapon”).



**Probable SRBM Hwasong 11Na
(or “KN-24”)**

- Solid propellant.
- Maximum range: 370 to 400 km.
- Last identified launch on 30 August 2023. First tested on 10 August 2019.
- Unveiled at a 10 August 2019 test and presented at the military parades on 10 October 2020, 14 January 2021 and at the missile exhibition “Self-Defence 2021” on 11 October 2021.
- 12 missiles shown in canisters carried on 4-wheeled vehicles. The Hwasong 11/Na had been displayed in the past on tracked vehicles (e.g., on 25 April 2022).
- See S/2023/171 tab.1, annex 24, 25.
- S/2022/668 fig.13, tab.1, annex 14, 18, 22, 23
- S/2022/132 para.25, fig.10, tab.1, annex 21, fig.21-4.
- S/2021/211 fig.1, annex 12.
- S/2020/840 para.11, tab.1, annex 7.
- S/2020/151 para.194, tab.3, annex 59.

Source: KCTV.

10.3. Super-large multiple rocket launcher / SRBM KN-25. Also shown in 2023 at the parade on 8 February 2023 and the Pyongyang “Weaponry Exhibition” on 26 July 2023. First declared test on 24 August 2019.



Source: KCTV.

***Super-large
multiple rocket launcher 600 mm
(or “KN-25”)***

- Solid propellant.
- Guided, with a range of appx. 380 km. Described by DPRK authorities as “a tactical nuclear attack means”.
- Frequent launches in 2022 and 2023.
- Presented at the Pyongyang Weaponry Exhibition on 26 July 2023 by Kim Jong Un himself. First tested on 24 August 2019 test and presented at the military parade on 10 October 2020.
- 24 missiles were shown, carried on 4-axle wheeled TELs (each carrying four launch containers).
- See S/2023/656 para.17, 20, annex 10, 13.
- S/2023/171 para.28, annex 16, 24, 25.
- S/2022/668 fig.18, tab. 1, annex 22, 23.
- S/2022/132 para.25, fig.11, tab.1, annex 21, fig.21-4.
- S/2021/211 para.20, fig.3, 4, annex 12.
- S/2020/840 para.11, tab.1, annex 7.
- S/2020/151 para.194, Tab.3, annex 59.

10.4. IRBM Hwasong-12Na fitted with a purported hypersonic glide vehicle (HGV). Also displayed at the Pyongyang “Weaponry Exhibition” on 26 July 2023.



Picture from the Pyongyang Weaponry Exhibition on 26 July 2023



IRBM Hwasong-12Na

fitted with a purported
Hypersonic Glide Vehicle (HGV)

- One stage powered by a liquid propellant engine, derived from the Hwasong-12.
- No known test to date.
- Variant of the Hwasong 12 which was first tested in 2017. Designated “Hwasong 12Na” at the Pyongyang Weaponry Exhibition on 26 July 2023.
- An alleged HGV was tested by the DPRK in 2021 and 2022.
- Four missiles were shown., carried on 6-axle wheeled TELs
- See S/2023/171, para 20 and 21.
- S/2022/668, para.20, 21, fig.10, tab.1, annex 15, 23,
- S/2022/132, para. 19-20, 23, tab.1, annex 22.

Source: KCTV, X/Dr. Jeffrey Lewis, annotations by the Panel.

10.5. ICBM Hwasong-17. Also shown in 2023 at the parade on 8 February and the Pyongyang “Weaponry Exhibition” on 26 July. First shown at a military parade on 10 October 2020 and tested on 24 March 2022.



ICBM Hwasong-17

- Two stages powered by liquid propellant engines. The first stage is powered by a variant of the RD-250 twin-combustion chamber (or “Paektusan” line engine) in a combination of two engines and four nozzles.
- Potential intercontinental range of up to 15,000 km, according to a Member State’s simulation.
- Unveiled at the military parade on 10 October 2020. First possible test on 27 February 2022. Declared tested by the DPRK on 24 March 2022. Last launch on 16 March 2023.
- At least three missiles were shown in camouflage paint, carried on 11-axle wheeled TELs. Numbers include 321, 373, 379.
- Missile ㄸ 09151815 on TEL 379.
- See S/2023/656/para.15, 16, 17, fig.2, annex 10, 13.
- S/2023/171 para.26, tab.1, annex 16, 24, 25.
- S/2022/668 para.20, fig.8, tab.1, annex 13, 16, 17, 21, 23.
- S/2022/132 fig.4.
- S/2021/777 para.17.
- S/2021/211 para.17 Annex 10.

Source: KCTV.

10.6. ICBM Hwasong-18. Unveiled at the 8 February 2023 and first tested on 13 April 2023.



ICBM Hwasong-18

- Three stages powered by solid propellant motors.
- Potential intercontinental range (not established) of up to 10,000 km according to a Member State's simulation. Some experts give it a longer range.
- Unveiled at the 8 February 2023 parade. First tested on 13 April 2023, then on 12 July 2023 and 18 December 2023.
- A mock-up of a similar looking solid-fuel missile was first shown on an 8-axle wheeled TEL at a parade in Pyongyang on 15 April 2017 (see S/2017/742 para.9)
- At least three missiles were shown in camouflage paint.
- They were carried on 9-axle wheeled TEL. The numbers on the chassis include 571 and 574, 577. Numbers 571 and 574 already featured in the 8 February 2023 military parade.
- There were no visible markings on the missile bodies.
- See S/2023/656/para.12, 14, 15, 24, fig.1, annex 10, 11, 12, 13.

Source: KCTV.

Annex 11: The Hwasong-18 ICBM launch on 18 December 2023 at 8:24 KST
 39°07'37"N 125°57'51"E / An agricultural field 20 km north-east of Pyongyang

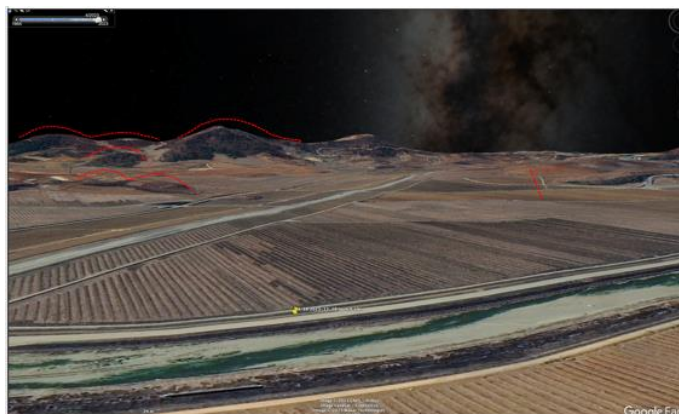
Figure 11.1: Identification of the location of the launch



Source: Maxar, annotated by the Panel.



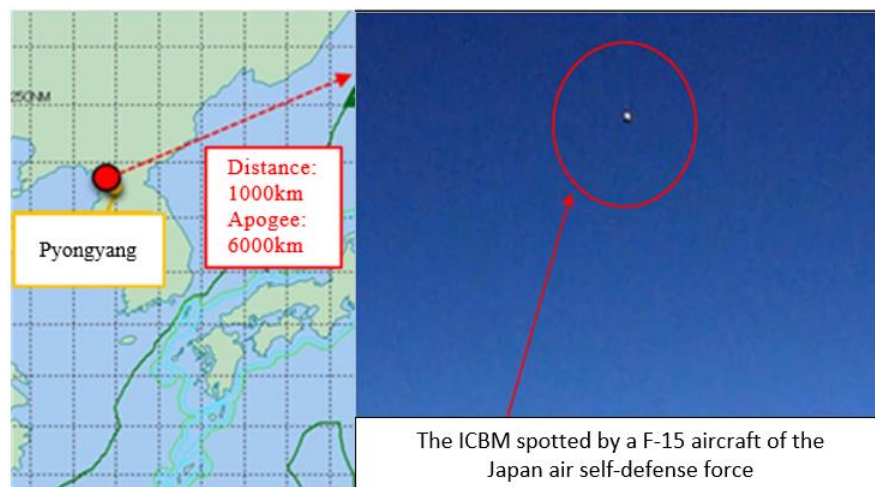
Source: KCNA, annotated by the Panel.



Source: Google Earth Pro, 26 January 2024, annotated by the Panel.

Figure 11.2: Launch marks at the tentative location

Source: Planet Labs, annotated by the Panel.

Figure 11.3: Trajectory of the missile

Source: Ministry of Defence, Japan, annotated by the Panel.

Annex 12: Excerpts of a January 2024 study of the Hwasong-18 ICBM by Fondation pour la Recherche Stratégique¹⁹⁰ (translations in English by the Panel)

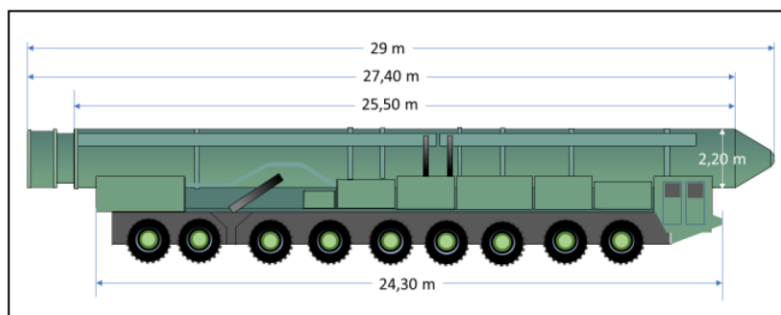
Cold-launch technology



1. Pyrotechnic triggering of the ejection of the in-canister holding devices.
2. Ejection of the parts of the in-canister holding devices.
3. Ejection of the nozzle protection shell of the first stage.
4. Cold launch from the tube (or “canister”) with gas generator and ignition of the first stage outside of the tube.

[...]

Dimensions

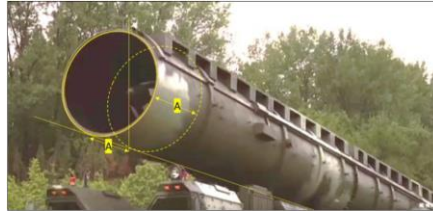


SCHEMATIC VIEW OF THE HS-18 TEL AND APPROXIMATE DIMENSIONING (CREDITS: C. MAIRE)

[Note: estimates based on the length of the TEL chassis and the width of the TEL cabin (3.35 m)].

[...]

¹⁹⁰ C.Maire, S.Delory, "Analyse de l'ICBM Hwasongpho-18 (HS-18)", *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 2024. <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/programme-coree-securite-diplomatique/publications/2024/012024.pdf>.



FOCUS ON THE POSITION OF THE MISSILE IN THE TUBE (CREDITS: KCNA)

“Taking these observations into account, the length of the section containing the missile is 25.50 meters and the total length of the tube, including the ejection system, is 29 meters. The length of the missile could be estimated at 23.50 meters.

[...]

If we assume that the tube is rather 2.10 meters, this means that the missile could have a diameter of slightly less than 2 meters, namely 1.90 meters. In this case, the sizing of the device would lead to a total length of 22.60 meters.”

Evolution of the cap removal mechanism



PYROTECHNIC EJECTION OF THE TUBE DOOR BEFORE LAUNCH (CREDITS: KCNA)

[Panel note: 12 July 2023 launch].



LOWERING OF THE DOOR BEFORE THE ERECTION OF THE TUBE (CREDITS: KCNA)

[Panel note: 18 December 2023 launch].

“The TEL used for the launch on December 18, 2023, uses a foldable door, without a pyrotechnic device.”

Annex 13: Launches on 30 August 2023 of Hwasong-11Na SRBMs (Hwasong 11B / KN-24)

Statements by the DPRK¹⁹¹

...the KPA staged a tactical nuclear strike drill simulating scorched earth strikes at major command centers and operational airfields of the “ROK” military gangsters at night on August 30.

The tactical nuclear-armed unit of the KPA in the western region of the country conducted the relevant military activities.

The missile unit fired two tactical ballistic missiles northeastward at Pyongyang International Airport and correctly carried out its nuclear strike mission through air bursts at a preset altitude of 400 metres above the target island.

Identification of the missiles launched as Hwasong-11B/Na



Probable location of the reported air burst: Alsom Island (40° 38' 48" N 129° 32' 58" E), 365 km from Sunan International airport



¹⁹¹<https://kcnawatch.org/newstream/1693472894-954639895/kpa-general-staff-releases-report/>.

Annex 14: 2nd Malligyong-1 satellite launch on 24 August 2023 from the area of Sohae

Statements by the DPRK

The National Aerospace Development Administration (NADA) of the DPRK conducted the second launch of reconnaissance satellite Malligyong-1 aboard the new-type carrier rocket Chollima-1 at the Sohae Satellite Launching Ground in Cholsan County of North Phyongan Province at dawn of August 24.... The flights of the first and second stages of the rocket were normal, but the launch failed due to an error in the emergency blasting system during the third-stage flight. The NADA expressed the stand that it would conduct the third reconnaissance satellite launch in October after thoroughly probing the reason and taking measures.

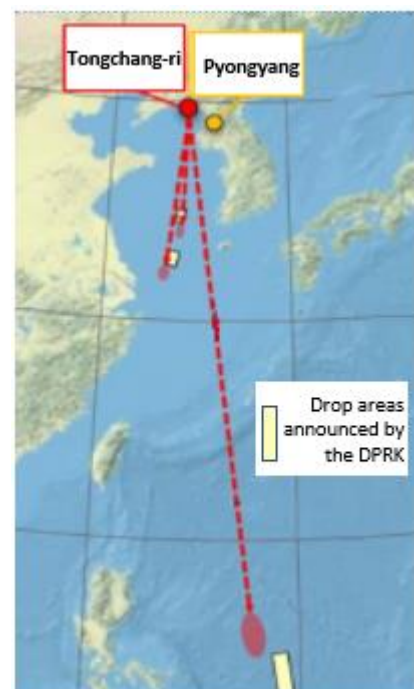
(KCNA, 24 August 2023).

Assessment

The DPRK gave prior notice of this launch to Japan's coast guard, NAVAREA coordinator for the area where the stages were to drop. The DPRK did not warn the IMO, which it had for the first launch of a Chollima-1 launcher on 31 May 2023, nor again the ICAO or the ITU. Contrary to 31 May 2023, the DPRK did not release any picture of the launch, which happened at night, and did it provide any other data pertaining to it.

The Ministry of Defence (MoD) of Japan confirmed the launch of an object using ballistic missile technology on 24 August 2023 at around 3:51 (KST) from Tongchang-ri (the village next to the DPRK's current satellite launching grounds). Japan reported that the rocket separated into three pieces which all fell outside the anticipated drop areas, issued in the navigational warning:

- one piece fell approximately 300 km west of the Korean Peninsula,
- another fell in approximately 350 km southwest of the Korean Peninsula,
- the last one was estimated to have passed over between Okinawa Island and Miyako Island at around 4:00, and to have fallen in the Pacific Ocean appx. 600 km east of the Philippines at around 4:05.



Source: Japan MoD.

The DPRK attributed the failure of the launch to an “*error in the emergency blasting system*”. This could refer to a self-destruct system which would normally activate when internal sensors report irregular data or the rocket veers off course. Fitting such a system on a rocket is warranted for safety reasons but could also be meant in this instance to prevent attempts at retrieval of debris, as was the case in June and July 2023, when the ROK navy salvaged parts of the Chollima-1 rocket and the Malligyong-1 satellite launched on 31 May.

If that is the cause of the failure, then it would mean the DPRK made progress after the first launch having this time been able to conduct second stage separation, and then most probably third stage separation, notable achievements though they were first reached through the Hwasong-14 (2017), Hwasong-15 (2017), Hwasong-17 (2022) and the three-stage Hwasong-18 (2023) ICBM launches. NADA (KPe.029) was renamed National Aerospace Technology Administration (NATA).

Annex 15: 3rd Malligyong-1 satellite launch on 21 November 2023 from the area of Sohae

Statements by the DPRK

The National Aerospace Technology Administration (NATA) ... successfully launched the new-type carrier rocket "Chollima-1" loaded with the reconnaissance satellite "Malligyong-1" at the Sohae Satellite Launching ... at 22:42:28 on November 21 (2023). The carrier rocket ... accurately put the reconnaissance satellite "Malligyong-1" on its orbit at 22:54:13.

NATA is to present a plan for continuing to secure the capability ... by additionally launching several reconnaissance satellites in a short span of time.

Kim Jong Un...oversaw the launch on the spot. He was accompanied by Kim Jong Sik, vice department director of the WPK Central Committee, and Jang Chang Ha, general director of the DPRK General Missile Bureau.

Noting that the DPRK has finally developed and possessed aerospace reconnaissance capability by its own efforts and technologies, Kim Jong Un said that it is a great event in developing the armed forces of the Republic and coping with a new military situation in the region.

Figure 15.1: The launch and its aftermath in DPRK media



Assessment

Launch

The MoD of Japan reported that on 21 November, at around 22:4 (KST), the DPRK conducted a launch using ballistic missile technology from the Tongchang-ri area.

The rocket separated into pieces:

- at around 22:50 (KST), the first one fell outside of the announced drop area (note: the drop area announced to the NAVAREA coordinator) over the East China Sea, approx. 350 km west of the Korean Peninsula.
- at around 22:55 (KST), the second one is estimated to have passed over between Okinawa Island and Miyako Island, and to have fallen in the announced drop area in the Pacific Ocean approx. 1,200 km southwest of Okinotori Island, outside Japan's EEZ, at around 22:57 (KST).

The DPRK had warned Japan's Coast Guard of the launch, but not the IMO, ICAO or ITU. The DPRK did not register the Malligyong-1 satellite with UNOOSA.

Aftermath

This launch came after failed ones on 31 May¹⁹² and 24 August 2023. On this third attempt on 21 November, the Chollima-1 launcher did release a satellite into orbit.

The DPRK had registered an earth observation satellite after the launch of the Kwangmyongsong-3 satellite from a Unha-3 rocket on 12 December 2012¹⁹³ and another one a few weeks after the launch of the Kwangmyongsong-4 on 7 February 2016¹⁹⁴.

The Minister of Defense of Japan, stated on 24 November that “[Japan] has collaborated with the United States and South Korea to progress in the analysis, and as a result, it has been confirmed that some object launched by North Korea is orbiting the Earth”. According to public data¹⁹⁵, the Malligyong-1 satellite (international designation 2023-179A) was as on 26 January 2024 in a stable 512 km x 488 km orbit at an inclination of 97.43 degrees to the Equator with an orbital period of 94.65 minutes.

DPRK media reported that Kim Jong Un twice visited the General Control Center of NATA in Pyongyang after the launch, on 22 and 25 November. The DPRK claimed then and since that the satellite transmitted pictures of various locations, among which:

- The island of Guam,
- The “Norfolk Naval Station”, “Newport News Dockyard” and an airfield in Virginia,
- The “San Diego Naval Base”,
- The “Kadena base” in Okinawa,
- The “Hickam air-force base” in Honolulu,
- Jinhae, Pusan (Busan), Ulsan, Pohang (Pohang), Taegu (Daegu) in the ROK, allegedly between 09:59:40 and 10:02:10 (KST),
- The aircraft carrier USS Carl Vinson, when calling in Pusan (Busan), allegedly at 10:01 (KST),
- The Suez Canal¹⁹⁶.



Source: Japan MoD.

¹⁹²S/2023/668/para 21.

¹⁹³S/2013/337/para 30.

¹⁹⁴Source UNOOSA and see S/2016/para 27, para 48, annex 5.

¹⁹⁵<https://www.space-track.org/>.

¹⁹⁶<https://kcnawatch.org/newstream/1700962715-973234535/respected-comrade-kim-jong-un-visits-nata-pyongyang-general-control-center-again-to-watch-aerospace-photos-of-enemys-major-target-region-taken-on-morning-of-november-25/>
<http://rodong.rep.kp/en/index.php?MTJAMjAyMy0xMS0yOC11MDA0QDE1QDFAQDBAMQ>

Given the stated military purpose of the satellite, this messaging can be deemed aggressive and directed. It shows an intent to bolster ballistic missile targeting and damage assessment capabilities on specific locations.

The Panel took notice of a press report indicating the camera on the first Malligyong-1 satellite, which fell into the sea on 31 May 2023, carried a Japanese-made commercial digital camera¹⁹⁷ no longer in production.

An outside expert¹⁹⁸ noted that the satellite's orbit allowed it to appear over the Korean Peninsula around 10:00 and 22:00 (KST) every five days and assessed the DPRK would need an operational network of five or so satellites to ensure regular day time coverage, notwithstanding weather conditions such as cloud coverage which would require more complex radar satellites to get imagery of the ground. Kim Jong Un announced at the Plenary meeting of the Central Committee of the Workers Party on 30 December 2023 that the DPRK plans to launch three more satellites in 2024.

Key takeaways

The bright and clear exhaust plume shows the first stage is powered by liquid-fuel engines, and the four visible nozzles (see figure below) indicate a possible combination of two two-chambered RD-250-like (or "Paektusan") engines. This combination was first tested on the Hwasong-17 ICBM. The DPRK is deemed able to manufacture by itself an engine similar to the RD-250, an engine designed in the 1960's by 'Energomash NPO' and manufactured until 1991 by the 'Yuzhmash' plant in Ukraine. This, given the number of engines used to date, and the fact it has machinery to produce critical parts, including the impeller for the turbopump¹⁹⁹.

Figure 15.2 Exhaust of the Chollima-1 space launch vehicle



Source: KCTV.

The 21 November 2023 launch showed good command of stage separation phases, which had not been completed during the first launch on 31 May 2023. It also shows NATA is confident in its payload release technology. The releasing of the Malligyong-1 satellite in space comes after those of the Kwangmyongsong-3 and Kwangmyongsong-4 satellites, respectively on 12 December 2012 and 7 February 2016. Lessons drawn from this repeated achievement could be applied to the DPRK's ICBM programme.

One of the posters released in December 2023 to celebrate the event shows the Malligyong-1 satellite over two ICBMs, a Hwasong-17 and a Hwasong-18 (see Figure 2) demonstrating, *inter alia*, that it is in support of the DPRK's ICBM capability. The prominent presence at the event of Kim Jong Sik (KPi.066), deputy director of the Munitions Industry Department (KPe.028)²⁰⁰, and of the recently appointed head of the Missile General Bureau Jang Chang Ha (KPi.037), designated for their involvement in the DPRK's ballistic missile program, is another indication of strong crossover with the country's space program.

¹⁹⁷ <https://www.donga.com/en/home/article/all/20231127/4580833/1>.

¹⁹⁸ <https://www.38north.org/2023/11/modest-beginnings-north-korea-launches-its-first-reconnaissance-satellite/>.

¹⁹⁹ Panel Consultations with the James Martin Center for Non-Proliferation Studies on 11 December 2023.

²⁰⁰ The Panel reported in the past on the involvement of the Munitions Industry Department (KPe.028) in the Unha-3 SLV project (S/2013/337/para 37).

Annex 16: Developments at the new Sohae satellite launch pad from May to December 2023

Preparations for the first launch in May 2023

Installation of a cover hall



Planet Labs Inc. 23 May 2023

Rail-mounted cover hall in place



Planet Labs Inc. 29 May 2023

Gathering of vehicles and equipment



Planet Labs Inc. 30 May 2023

First launch on 31 May 2023

Daytime launch (6:27 KST) on 31 May



KCNA

Debris displaced at sea from the launch exhaust



Planet Labs Inc. 31 May 2023 01:29 UTC

The cover hall kept forward after the launch.



Planet Labs Inc. 2 June 2023

Developments from June to December 2023

Equipment stored on the tarmac



Planet Labs Inc. 24 June 2023

Retraction of the cover hall revealing the support structure for the SLV (the "strongback")



Maxar 8 September 2023

Strongback as shown
on 21 November

Nighttime launch (22:42 KST) on 21 Nov.



Rodong Sinmun

Note: no pictures were released of the failed nighttime launch on 24 August 2023 and there isn't any available relevant satellite imagery of the event.

Annex 17: Launching of the 841 Hero Kim Kun Ok “tactical nuclear attack” submarine on 6 September 2023

Launching of the No. 841 Hero Kim Kun Ok submarine on 6 September 2023



Source: KCNA, 8 September 2023.

Excerpts of Kim Jong Un's speech on 6 Sept. 2023 at the "Pongdae shipyard"

The historic moment has come when the first tactical nuclear attack submarine we have built wets its name and body in the blue water of our sea Our intention to turn all the other existing medium-sized submarines into attack ones like this one, which can carry tactical nukes ..., in addition to our development-oriented, prospective plan for building nuclear submarines.

This submarine ...is capable of carrying a large number of means for delivering nukes of various powers and of launching a preemptive or retaliatory strike.

In the past we... focused on building many small and fast submarines, true to our Navy's mission which is restricted to defending our territorial waters. But the times have changed I confirm that the mission of absolute importance, which no other services will be able to accomplish, will be fulfilled only when we, in five or ten years, usher in an era when our Navy changes. In this regard, the most important thing is to go nuclear.

...We should give greater impetus to the building of nuclear-powered submarine

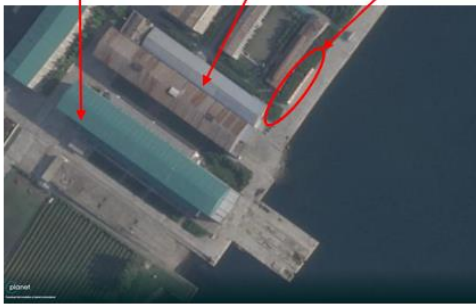
Source: KCNA, 8 September 2023.



KCNA, 8 September 2023.

The 841 is based on a submarine of appx 76 m in length. A section with 10 hatches for vertical missile tubes was added in the middle. It was seen being built in July 2019, during a visit of Kim Jong Un.

New construction hall Old construction hall Stands



Planet Labs, 6 September 2023 22:56 UTC.

The old north construction hall in the Sinpo south shipyard from where the 841 was launched on 6 September 2023.



Planet Labs, 6 September 2023.

Possibly the 841 moored on a pier in the Sinpo south shipyard after the ceremony.



Planet Labs, 6 September 2023.

The 841 with a subsensible missile test barge berthed alongside.



Airbus D&S Pleiades. See next page for a blow-up of this picture.

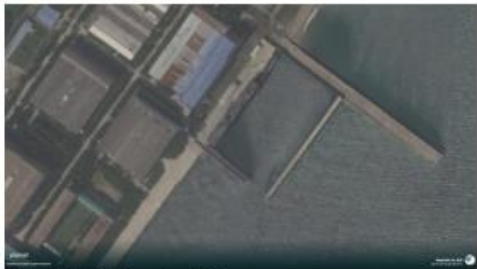
The 841 entering the Sinpo South secure basin on 8 Sept. 2023
The 841 is the only DPRK submarine well over 80 m long.

Probable 8.24 Yongung submarine (launched in 2014)



Planet Labs, 6 September 2023.

A submarine still moored in the basin on 19 September. Probably as seen later the Gorae-class 8.24 Yongung, launched in 2014.



Planet Labs, 24 September 2023.

The 841 is berthed in the west quay under a canopy. The 8.24 Yongung temporarily left the secure basin before 24 September.



Planet Labs, 5 October 2023.

The 8.24 Yongung having regained its position on the right.



Planet Labs, 2 January 2023.

The 8.24 Yongung was then moved to the pier on the left. The 841 and the 8.24 remained in the basin into January 2024.

Suspected Submarine 841 Seen at Sinpo Shipyard on
8 September 2023

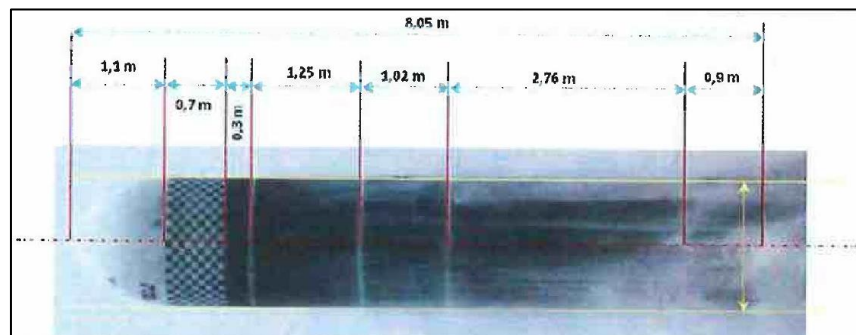
UN Panel of Experts
Established pursuant to Resolution 1874 (2009)



UNITED NATIONS
January 2024, Map No.4685

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

Figure 17.1 Pukguksong-3 SLBM dimensions as evaluated by a Member State



Note: before its test-launch on 1 October 2019, this SLBM fit in a transport launch tube of a diameter of around 1.8 meter.

Source: Member State from KCNA & Rodong Sinmun pictures.

Note: Member States estimate its maximum range to be between 1,700 km and appx. 2,000 km.

Annex 18: Inspection of TEL production between 3 and 5 August 2023 at the March 16 Factory in Pyongsong and at the same possible location on 5 January 2024

39°16'53"N 125°52'11"E

Official reports

1st visit between 3 and 5 August 2023

Kim Jong Un learned about the production of erector launchers for major strategic weapon....

He highly appreciated the fact that the factory has built a firm foundation for production and dynamically pushed ahead with the production of erector launchers by concentrating efforts on updating production processes and increasing production capacity in line with the intention of the Party which set the production of large-sized erector launchers as the most important work for bolstering up the national defence capability²⁰¹.



Source: KCNA, KCTV.

2nd visit on 5 January 2024

Referring to the importance of producing various TELs for tactical and strategic weapons in ceaselessly bolstering the nuclear war deterrent of the country and the operational demand of our army, he [Kim Jung Un] specified the immediate plan for production of varieties of TELs, long-term production plan and task of production capacity expansion.



Source: Rodong Sinmun.

²⁰¹ <http://kcna.co.jp/item/2023/202308/news06/20230806-01ee.html>.

Assessment

- An unprecedented number of vehicles can be seen in the pictures :
 - 11-axle TELs for the Hwasong-17 ICBM
 - 9-axle TELs for the Hwasong-18 ICBM
 - Hwasong-11A/Na (KN-23) SRBM TELs
 - Hwasong-11C/Ga (KN-23 larger version) SRBM TELs
 - Multiple launch rocket system (MLRS) TELs for the 600 mm system (KN-25)²⁰²
- The emphasis was on the improvement of manufacturing processes and production volume.
- The DPRK apparently has improved its domestic TEL manufacturing capability, including of large tires²⁰³.

Figure 18.1: Weapons systems of the TELs displayed on 3-5 August 2023



Source: KCNA, KCTV, annotations by the Panel.

Figure 18.2: Hwasong-18 ICBMs and TELs displayed on 5 January 2024



Source: Rodong Sinmun.

²⁰² See T. Goo, <https://twitter.com/GreatPoppo/status/1688158954663313409>.

²⁰³ They bore no foreign markings in these pictures and on some ICBM TELs in 2023 contrary to the past.

Annex 19: Inspection “shells of super large-caliber multiple rocket launchers” production on 3 August 2023

Possibly at the Kanggye General Tractor Plant, that Kim Jun Un had visited publicly in June 2019²⁰⁴.

39°16'53"N 125°52'11"E

Official reports

The location was described as a “factory producing the shells of super large-caliber multiple rocket launchers”. [It] “has improved the precision processing capability and realized automation by introducing new equipment and measuring devices on a large scale into the overall production process to create the serial production capability for the shells of ultra-precision large-caliber multiple rocket launchers.”

Kim Jung Un learned in detail about the modernization of technology and production processes the factory carried out recently”... he was very pleased to see that various measuring devices have been introduced to ensure scientific accuracy in the control of the quality of shells and shorten the time for heat treatment of the propulsion tube.



Flow-forming

Source: KCNA, KCTV, Rodong Sinmun, annotation by the Panel.

Assessment

- The *super-large-caliber multiple rocket launchers* are also known as the KN-25 SRBM system.
- DPRK missile plants seem to be flow-forming metal to manufacture rocket bodies.
- Computer Numerical Control (CNC) machine tools are used at this plant.

²⁰⁴ According to the James Martin Center for Non-Proliferation Studies.
See <https://twitter.com/ArmsControlWonk/status/1689044152598544384> and
<http://www.ryongnamsan.edu.kp/univ/en/revodaily/92cc227532d17e56e07902b254dfad10>

Annex 20: Inspection of SRBM production at the February 11 Plant in Hamhung on 11 or 12 August 2023

39°49'26"N 127°35'15"E

Official reports

A factory producing tactical missiles [which] perfected the scientific and technological issues arising in production, has improved “automation and modernization” and is “steadily expanding its production capacity.”

Kim Jung Un... was accompanied by Jo Chun Ryong and Kim Jong Sik.

He set forth an important goal to drastically boost the existing missile production capacity on the basis of the successes already achieved by the factory so as to mass-produce missile.

August 2023



Source: KCNA.

Assessment

- Many SRBM casings can be seen in pictures of the visit, seemingly of the Hwasong-11A/Ga-Da (KN-23) and Hwasong-11B/Na (KN-24) type missiles, driving the point they had entered mass production.
- The official reports stressed the use of CNC machine tool, automation, manufacturing processes.

Annex 21: Inspection of TEL production at the Sinhung Machine Factory²⁰⁵ on 11 or 12 August 2023
 39°39'4"N 125°21'32"E

Official reports

A “factory producing tactical missile transporter erector launchers”.



Source: KCNA, annotations by the Panel.

Assessment

- The DPRK manufactures medium-sized tracked and wheeled TELs in large numbers. It repeatedly highlights the mobility of its short-range ballistic missile arsenal and therefore its survivability.
- The Hwasong-11B was shown on a wheeled TEL rather than a tracked TEL at the 27 July 2023 military parade and then at a launch on 30 August 2023.

Annex 21.1: Inspection of TEL production for Hwasong-11Ra SRBMs between 5 and 10 January 2024

Official reports



Assessment

- A number of Hwasong 11Ra TELs can be seen in the pictures.
- The Hwasong 11Ra, also designated Hwasong 11D, is a smaller variant of the Hwasong 11Ga (KN-23). It was first seen when fired on 16 April 2022.

²⁰⁵ As identified by NK News. See <https://www.nknews.org/pro/arms-odyssey-inside-kim-jong-uns-second-tour-of-weapons-factories-this-month/>.

Annex 22: DPRK statements related to the use of ballistic missile technology from 29 Jul. 2023 to 26 Jan. 2024

Source: KCNA, Rodong Sinmun.

Regarding ballistic missile launches

The KPA staged a tactical nuclear strike drill simulating scorched earth strikes at major command centers and operational airfields of the “ROK” ... The missile unit fired two tactical ballistic missiles northeastward at Pyongyang International Airport and correctly carried out its nuclear strike mission through air bursts at a preset altitude of 400 meters above the target island. (30 August 2023 launches).

A drill of launching ICBM Hwasongpho-18 was staged as an important military action to clearly show the DPRK's nuclear strategic forces' overwhelming counteraction will and matchless strength to the enemies Kim Jong Un , general secretary of the Workers' Party of Korea and president of the State Affairs of the Democratic People's Republic of Korea, watched the launching drill of an ICBM unit on the spot.... The drill was aimed to review the combat readiness of the DPRK's nuclear war deterrence and confirm its mobility, combat capability and reliability (18 Dec. 2023 launch).

Regarding engine tests

The missile industry of the DPRK has developed new-type high-thrust solid-fuel engines for intermediate-range ballistic missile again, ..., and successfully conducted the first ground jet tests of the first-stage engine and the second-stage engine on November 11 and 14 respectively...[It is] an important task of the missile industry to improve ICBM Hwasongpho-18 and IRBM. The DPRK General Missile Bureau attached great significance to the development of the new-type IRBM. (11 and 14 November 2023 tests in Maggun-Po and Sohae)

Regarding the new “tactical nuclear attack” submarine 841- Hero Kim Kun Ok

The historic moment has come when the first tactical nuclear attack submarine we have built wets its name and body in the blue water of our sea. Our intention to turn all the other existing medium-sized submarines into attack ones like this one, which can carry tactical nukes..., in addition to our development-oriented, prospective plan for building nuclear submarines... This submarine ...is capable of carrying a large number of means for delivering nukes of various powers and of launching a preemptive or retaliatory strike. (6 September 2023 speech by Kim Jong Un)

Regarding the institution of a “Missile Industry Day” to commemorate the launch of a Hwasong-17 ICBM.

The institution of the missile industry day is a manifestation of the steadfast will of the Workers' Party of Korea, the government of the DPRK and all the Korean people to eternally record November 18, Juche 111 (2022) when the might of a world-class nuclear power and the strongest ICBM possessor was demonstrated to the whole world ... (5 Nov. 2023 session of the Permanent Commission of the Standing Committee of the Supreme People's Assembly)

Congratulations to the Missile General Bureau and the Hwasong-18 ICBM operators

[Kim Jong Un] said that the resolute military activity conducted by the company this time true to the Party's battle order was ... a clear explanation of the offensive counteraction mode and the evolution of the nuclear strategy and doctrine of the DPRK not to hesitate even a nuclear attack when the enemy provoke it with nukes. (20 December 2023 visit to the ...)



At the 9th plenary meeting of the 8th Central Committee of the Workers Party on 30 December 2023

The test-fires and launching drills of ICBM Hwasongpho-17 and Hwasongpho-18 were successfully conducted several times in the course of further accelerating the development of nuclear weapons. ... The DPRK conducted in an offensive way major military activities including launching drills of tactical ballistic missiles and cruise missiles... (In report by general secretary Kim Jong Un "On the review of the implementation of the Party and state policies in 2023").

According to KCNA, “the conclusion clarified the task for the field of space development to launch in addition three reconnaissance satellites in 2024”.

Annex 23: Launch on 14 January 2024 of a possible IRBM with a maneuvering reentry vehicle

Statements by the DPRK²⁰⁶

On the afternoon of January 14, the DPRK Missile Administration conducted a test-fire of an intermediate-range solid-fuel ballistic missile loaded with a hypersonic maneuverable controlled warhead.

The test-fire was aimed at verifying the gliding and maneuvering characteristics of intermediate-range hypersonic maneuverable controlled warhead and the reliability of newly developed multi-stage high-thrust solid-fuel engines.

It was successfully conducted.

The test-fire never affected the security of any neighboring country and had nothing to do with the regional situation.

The Missile Administration explained that the test is a part of the administration and its affiliated defence science institutes' regular activities for developing powerful weapon systems.



Source: KCNA.

Trajectory



Source: Ministry of Defense, Japan.

Note: the ROK JCS reported it appeared to be an IRBM that flew around 1,000 km.

²⁰⁶<http://kcna.kp/en/article/q/64e900f5bd0353837ca02d7babccce3ad6c73263e00a38ff0e08c8c90fdb5f0b71866e0c7bc6571e831ca2182de7032d0.kcmsf>

Annex 24: Website of the Far Eastern Federal University (FEFU)

FEFU has announced that Kim Jong Un has visited the university, and it explains that 43 students from DPRK are studying at the university, and that “FEFU has built long-term mutually beneficial relationships with three partner universities in North Korea: Kim Chaek University of Technology, Pyongyang University of Foreign Studies and Kim Il Sung University”.



FEFU Int. Admission Office:
+7 (423) 265 24 24
(ext. 2209)

FEFU 1899

**FAR EASTERN
FEDERAL
UNIVERSITY**

[About](#)
[Campus](#)
[Admission](#)
[Academics](#)
[Students' Life](#)
[Alumni](#)
[Research](#)
[Partnership](#)
[FEFU Offices](#)

English version / News / FEFU News

News in Press-centre

Sep 21, 2023 - FEFU News

President of the State Affairs Commission of the Democratic People's Republic of Korea Kim Jong Un, visited the campus of the Far Eastern Federal University as a part of his diplomatic visit to Russia. DPRK Leader met with FEFU President Boris Korobets, got to know the history of the creation of the leading university in the Far East, the main directions of its activities, as well as plans to expand the scientific and educational work on campus.

As Boris Korobets told Kim Jong Un, currently FEFU is one of the biggest universities in the country and a leader in education in the Far East. Around 20 thousand students from 85 regions of the country study at the university that offers 250 educational programs in technical, engineering, technological, humanitarian, natural science, medical, pedagogical, socio-economic, mathematical and IT fields. More than 100 departments, which include 12 schools and institutes, faculty of 1,800, and more than 160 laboratories of the university are open to both beginners and world-famous scientists.

“12 years ago, President Vladimir Putin identified two main objectives for the Far Eastern Federal University: social development and saturating the workforce of the Far Eastern Federal District economy, as well as developing the Far East and Primorsky Territory as a center of science and education in the Asia-Pacific direction. As a result, we have a very wide geography of admissions. Every year, more than 60% of our first-year enrollment is from outside the Primorsky Territory, and 35% come from the European part of Russia and foreign countries. We attract the best youth in the Far East and see our mission as providing the best personnel in the most dynamically developing region of our country,” emphasized Boris Korobets.

Far Eastern Federal University is one of the key centers of Korean Studies in Russia and it has been for more than 120 years. FEFU has built long-term mutually beneficial relationships with three partner universities in North Korea: Kim Chaek University of Technology, Pyongyang University of Foreign Studies and Kim Il Sung University. Today, 450 Russians study Korean language and culture at the university.

“It is of a great significance that in the conditions of sanctions pressure exerted on our country, and at a time when many dream of us being isolated, we have more than 3,500 international students from 89 countries studying here, including 43 students from the Democratic People's Republic of Korea. FEFU is a unique center for international students; we have created the best conditions for students' life and professional development: comfortable dormitories, a Pacific Ocean bay and our own beach, sports infrastructure, a modern medical center, numerous engineering centers and laboratories equipped with the latest technology. And there will only be more such opportunities - for example, we are now designing the MegaScience installation “Russian Photon Source”. This is a photon radiation accelerator that will allow one to “look deeper” into the matter and conduct research to develop effective drugs, new materials, and complex chemical and physical processes. We already have a huge number of applications from international research teams who want to work on this equipment here in the Far East,” noted FEFU President.

Boris Korobets emphasized that the educational process and scientific research are closely related to the needs of the largest Russian companies - leaders of economic sectors that largely shape the labor market in the Far East. FEFU actively interacts with industrial partners: for example, at the last Eastern Economic Forum a joint engineering center was opened with the RusHydro company.

“We want as many students as possible to start working in hydropower engineering – this is a promising area of development. We will be very glad if students from the DPRK can get involved in this process and develop new technological solutions that are effective for the development of our countries and preserving the environment of the planet,” added FEFU President Boris Korobets in a conversation with President of the State Affairs Commission of the DPRK Kim Jong Un.

Source: FEFU website.

Annex 25: Reply from the Russian Federation

Far Eastern Federal University (FEFU) does not violate the UN SC sanctions and does not facilitate any activities by the DPRK in the field of nuclear proliferation, ballistic missile or other programs related to weapons of mass destruction.

There are in fact no academic exchanges between FEFU and the DPRK. Students and professors of the Russian institution have not been to the DPRK for the last five years. Also, the DPRK scholars do not work in FEFU. There is no scientific cooperation between FEFU and North Korean institutes and organizations.

Since 2017 the overall number of the students from the DPRK in FEFU has not exceeded 20 people. A part of them has returned from Russia back home before the border's closure right after the start of the COVID pandemic. At present, there remain at the university children of the consular officers who study bachelor humanities programs such as linguistics, philology, international affairs, history and archeology. There is no scientific research made in collaboration with FEFU professors. Also, there are no North Korean masters degree holders or postgraduates in FEFU.

**Annex 26: Media Report about an agreement signed between Universities of DPRK and Mexico,
30 September 2023**

Agreement Signed between Universities of DPRK and Mexico

Pyongyang, September 30 (KCNA) -- An agreement on friendship and cooperation between Pyongyang University of Mechanical Engineering of the DPRK and Interamericana University of the United Mexican States was made in Mexico on Sept. 22.

Pang Sun Chol, rector of Pyongyang University of Mechanical Engineering, and Jose David Ortega, president of Interamericana University, signed the agreement. -0-

www.kcna.kp (Juche112.9.30.)

Source: KCNA, <http://www.kcna.kp/en/article/q/57633d9b44c6ddba14a2deebaeb564f6.kcmsf>.

Annex 27: Friendship agreement between Pyongyang University of Mechanical Engineering of DPRK and Interamericana University in Mexico

**CONVENIO DE COLABORACIÓN DE AMISTAD QUE CELEBRAN,
POR UNA PARTE, LA UNIVERSIDAD MAQUINARIA DE
PYONGYANG DE LA REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA
DE COREA Y, POR LA OTRA, LA UNIVERSIDAD
INTERAMERICANA A.C., EN ADELANTE “LA INTER”
DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS**

DECLARACIONES

La Universidad Maquinaria de Pyongyang de la República Popular Democrática de Corea y la Universidad Interamericana de Puebla de los Estados Unidos Mexicanos (en adelante se denominará AMBAS PARTES) acordaron celebrar el presente Convenio para establecer una COLABORACIÓN DE AMISTAD entre las dos Universidades y realizar la cooperación de forma mutua en el campo de la educación y la ciencia y técnica, reconociendo que:

“LA UNIVERSIDAD MAQUINARIA DE PYONGYANG”:

- I. Se ha fundado el Primero de Septiembre de 1959 y tiene la misión de la Universidad rectora que forma talentosos técnicos mecánicos de varias ramas de la economía nacional que poseen los conocimientos científico-técnicos de alto nivel y la capacidad mental.
- II. Es una Institución que imparte estudios de nivel superior de varias ramas como ingeniería de producción maquinaria, ingeniería de materia, tecnología de información, ingeniería mecánica, ingeniería de equipos de transporte, tecnología de automatización, etc., así como diplomados, seminarios y talleres.
- III. Que cuenta con domicilio oficial ubicado en el Barrio Munhung No.1, Distrito Taedongang, Pyongyang.

“LA INTER”:

- I. Que es una institución de Educación Superior que imparte estudios de nivel superior en sus tipos de licenciatura con reconocimiento de validez oficial de estudios otorgado por la Secretaría de Educación Pública del Estado de Puebla, y registro ante la Dirección General de Profesiones clave 21MSU8890E, así como diplomados, cursos, seminarios y talleres en diferentes áreas del conocimiento.
- II. Que cuenta con domicilio fiscal ubicado en Avenida del Castillo 5933 INT 7, Colonia Lomas de Angelópolis, Puebla, Puebla, México, con Registro Federal de Contribuyentes número UIN850703TQ4.
- III. Que en la misión de “LA INTER” está el ayudar en el proceso de

formación integral de cada uno de sus estudiantes, para que sean personas integra, excelentes profesionistas, con grandes capacidades de liderazgo y de sostener y dirigir su propia superación. Estar comprometido mediante la colaboración con otras instituciones nacionales y extranjeras para el desarrollo de programas académicos, científicos, tecnológicos, culturales y deportivos que permitan reforzar los valores de Excelencia Académica Mejoramiento Continuo, Servicio de la Comunidad y la Honestidad Profesional

- IV. Ser una Asociación Civil constituida conforme a las leyes mexicanas, según consta en la escritura pública no. 12107 del volumen No. 17 de fecha del 28 de junio de 1985 ante la fe del Lic. Víctor Manuel Cortéz Leyva, Notario Público número veintinueve de Puebla Capital, México.

El presente Convenio se realizará al tenor de las siguientes cláusulas;

CLÁUSULA I

AMBAS PARTES establecen la relación de amistad con el objetivo de afianzar la cooperación en el campo de la educación y la ciencia.

CLÁUSULA II

AMBAS PARTES proveen en sus respectivas bibliotecas las publicaciones, fotos, videos y otros libros de la contraparte y promueven ser utilizados.

CLÁUSULA III

AMBAS PARTES acuerdan emprender acciones para el desarrollo de los siguientes rubros:

1. Intercambio cultural entre estudiantes, docentes y administrativos de ambas instituciones.
2. Proyectos de investigación conjunta.
3. Participación en eventos, simposios, talleres, conversatorios y otros de similares características de naturaleza científico-técnica, académica y de extensión.
4. Publicaciones conjuntas e Intercambio de información académica y científica de interés.
5. Organización de conferencias, seminarios, clases espejo y otras actividades similares.
6. Otras formas de colaboración en áreas de interés para ambas instituciones.

CLÁUSULA IV

1. AMBAS PARTES REALIZARÁN EL INTERCAMBIO DE LAS

SIGUIENTES MANERAS:

- El intercambio que se realizará será manera CULTURAL debido a que los programas de estudio que se ofertan en ambas Universidades nos son compatibles.
- Los candidatos al intercambio deberán reunir los requisitos establecidos por la institución receptora quien será la encargada de tomar la determinación final sobre la admisión de cada estudiante, docente o administrativo. Para ello, la universidad de origen asignará un responsable que asegure y filtre dichos candidatos, previo al proceso de selección.
- La Universidad de origen deberá asegurar que el estudiante adquiera un seguro de gastos médicos mayores internacional que incluya cobertura por accidente, enfermedad (menor, mayor y SARS-CoV-2), repatriación de restos y que no solicite el concepto de deducible, coaseguro ni reembolso.
- AMBAS PARTES acuerdan no brindar beneficios económicos o especie a los estudiantes, docentes o administrativos de intercambio. De tal manera que los gastos de alojamiento, manutención, libros y otro material escolar, correrán a cargo de cada estudiante.
- AMBAS PARTES se comprometen en brindar a los estudiantes, docentes o administrativos de intercambio la asesoría cultural necesaria durante su estancia.

2. AMBAS PARTES ACUERDAN ELABORAR Y AUTORIZAR PROYECTOS DE INVESTIGACIÓN, PUBLICACIONES, PARTICIPACIÓN EN EVENTOS, CLASES ESPEJO, ETC. DE LAS SIGUIENTES MANERAS:

- Elaborar una planeación previa al inicio de cada uno de los proyectos, misma donde se proyectará la logística y acuerdos de trabajo, tales como: objetivos, designación de roles y responsabilidades de cada una de las instituciones y los miembros que participan, plazos de cumplimiento, fuentes, formas de financiamiento, intercambio, participación de especialistas u otros.
- Dentro de dicha planeación se estipulará los temas de propiedad intelectual que llegarán a derivar de la ejecución de cada uno de los proyectos.
- La planeación deberá ser autorizada documentalmente por cada uno de los representantes de las Universidades involucradas.

CLÁUSULA V

AMBAS PARTES se comprometen a respetar las propiedades intelectuales preexistentes a la firma de este convenio en cualquiera de sus modalidades, así como las propiedades intelectuales que surjan de la ejecución de los proyectos, programas de investigaciones conjuntas y otros ejecutados en el marco del presente acuerdo.

CLÁUSULA VI

El intercambio de estudiantes será administrado, gestionado y coordinado a través de los organismos técnicos correspondientes en ambas instituciones. En la “UNIVERSIDAD MAQUINARIA DE PYONGYANG” la unidad encargada será la Sección de Asuntos Exteriores y en “LA INTER”, la unidad encargada será la Dirección de Extensión Universitaria.

Estos encargados discutirán periódicamente la ejecución de dicho Convenio y supervisará y evaluará los temas realizados dentro del marco del presente Convenio.

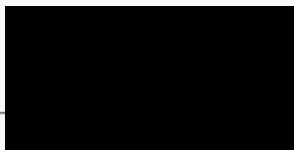
CLÁUSULA VII

El presente Convenio tendrá una duración de 5 años de vigencia y se prorrogará automáticamente por periodos similares a menos de que una de las Partes no presente por escrito de anular el presente Convenio con 6 meses de anticipación.

CLÁUSULA VIII

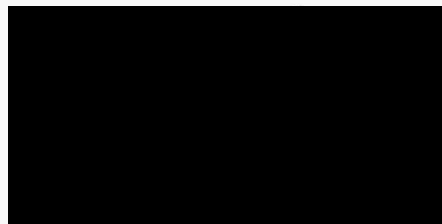
El presente Convenio entra en vigencia a partir de la fecha de suscripción.

Ambas Partes suscriben el presente Convenio al 22 del mes de septiembre del año 2023 en Pyongyang, Capital de la República Popular Democrática de Corea en dos ejemplares; en idioma coreano y en el español, de igual tenor.



Rector

**En representación de
la Universidad Maquinaria de
Pyongyang de la República
Popular Democrática de Corea**



Rector

**En representación de
la Universidad Interamericana
de Puebla de los Estado
Unidos Mexicanos**

Source: The Panel, annotated by the Panel.

Translated from Spanish

Agreement on friendly collaboration concluded by Pyongyang Mechanical University of the Democratic People's Republic of Korea, of the one part, and the Universidad Interamericana, A.C., hereinafter "Inter", of the United Mexican States, of the other part

Representations

Pyongyang Mechanical University of the Democratic People's Republic of Korea and the Universidad Interamericana de Puebla of the United Mexican States, hereinafter referred to as "the two parties", agree to enter into the present agreement to establish friendly collaboration between the two universities and to engage in mutual cooperation in the fields of education, science and technology, recognizing the information set out below.

"Pyongyang Mechanical University":

- I. Was founded on 1 September 1959 and, as a leading university, seeks to train talented mechanical technicians of various sectors of the national economy, who possess high-level scientific and technical knowledge and mental abilities.
- II. Is an institution that offers advanced studies in various fields such as machine production engineering, materials engineering, information technology, mechanical engineering, transportation equipment engineering and automation technology, as well as diploma courses, seminars and workshops.
- III. Has its official domicile at Munhŭng I-dong, Taedonggang District, Pyongyang.

"Inter":

- I. Is a higher-education institution that offers advanced studies leading to bachelor's degrees, which are officially recognized by the Secretariat of Public Education of the State of Puebla and are registered with the General Directorate of Professions (code 21MSU8890E), as well as diploma programmes, courses, seminars and workshops in different areas of knowledge.
- II. Has its fiscal domicile at Avenida del Castillo 5933 INT 7, Colonia Lomas de Angelópolis, Puebla, Puebla, México, with Federal Taxpayer Registration number UIN850703TQ4.
- III. Seeks to facilitate the comprehensive training of each of its students, to enable them to become integrated people and excellent professionals with strong capacities for leadership and for sustaining and directing their own growth. "Inter" is also committed to collaborating with other national and foreign institutions on the development of academic, scientific, technological, cultural and athletic programmes that reinforce the values of academic excellence, continuous improvement, community service and professional honesty.

- IV. Is a civil association under Mexican law, pursuant to Public Deed No. 12107 of volume No. 17 dated 28 June 1985, executed before Víctor Manuel Córtez Leyva, Notary Public No. 29 of the city of Puebla, México.

The present agreement shall be implemented in accordance with the covenants set out below.

Covenant I

The two parties shall establish friendly relations in order to strengthen cooperation in the field of education and science.

Covenant II

Each party shall provide in its libraries publications, photos, videos and other materials from the other party, and shall promote their use.

Covenant III

The two parties agree to take steps to develop the following initiatives:

1. Cultural exchange between students, teachers and administrative staff of both institutions
2. Joint research projects
3. Participation in events, symposiums, workshops, talks and other similar activities focused on scientific and technical, academic and outreach-related matters
4. Joint publications and exchange of academic and scientific information of interest
5. Organization of conferences, seminars, collaborative online courses and other similar activities
6. Other forms of collaboration in areas of interest to both institutions

Covenant IV

1. The two parties shall carry out exchanges in the manner described below.
 - The exchanges to be carried out shall be cultural in nature, as the programmes of study offered at the two universities are not compatible.
 - Candidates for exchange shall meet the requirements established by the receiving institution, which shall be responsible for making the final determination regarding the admission of each student, teacher and administrative staff member. For this purpose, the sending university shall designate a person to vet and screen such candidates before the selection process.

- The sending university shall ensure that the student obtains international insurance for major medical events, which shall include coverage for accidents, illnesses (minor, major and severe acute respiratory syndrome coronavirus 2 (SARS-CoV-2)) and the repatriation of remains, and shall not require a deductible, coinsurance or reimbursement.
 - The two parties agree not to provide financial or in-kind benefits to students, teachers and administrative staff involved in exchanges. The cost of accommodation, meals, books and other school supplies shall therefore be paid by each student.
 - The two parties agree to provide students, teachers and administrative staff involved in exchanges with the necessary cultural advice during their stay.
2. The two parties agree to develop and authorize research projects, publications, participation in events, collaborative online courses and other initiatives in the manner described below.
- Prepare a plan before the beginning of each project, covering logistics and work arrangements including objectives, designation of the roles and responsibilities of each of the participating institutions and members, deadlines, sources, funding methods, exchange, participation of specialists and others.
 - This plan shall stipulate the intellectual property-related issues that shall arise from the implementation of each project.
 - Each of the representatives of the universities involved shall draw up documents authorizing the plan.

Covenant V

Both parties agree to respect intellectual property existing before the signing of this agreement, whatever its form, as well as intellectual property arising from the implementation of projects, joint research programmes and other initiatives under the present agreement.

Covenant VI

Student exchanges shall be administered, managed and coordinated through the appropriate technical bodies at both institutions. At “Pyongyang Mechanical University”, the relevant unit shall be the Foreign Affairs Section, and at “Inter”, the relevant unit shall be the University Outreach Department.

These bodies shall periodically discuss the implementation of this agreement and shall supervise and evaluate the activities conducted under the agreement.

Covenant VII

The present agreement shall have a period of validity of five years and shall automatically be extended for similar periods unless one of the parties cancels it in writing six months in advance.

Covenant VIII

The present agreement shall enter into force on the date of signature.

The two parties hereby sign the present agreement on 22 September 2023 in Pyongyang, capital of the Democratic People's Republic of Korea, in two copies, in the Korean and Spanish languages, both texts being identical in meaning.

(Signed)

[Redacted Signature]

Rector

On behalf of Pyongyang Mechanical University of the Democratic People's Republic of Korea

(Signed)

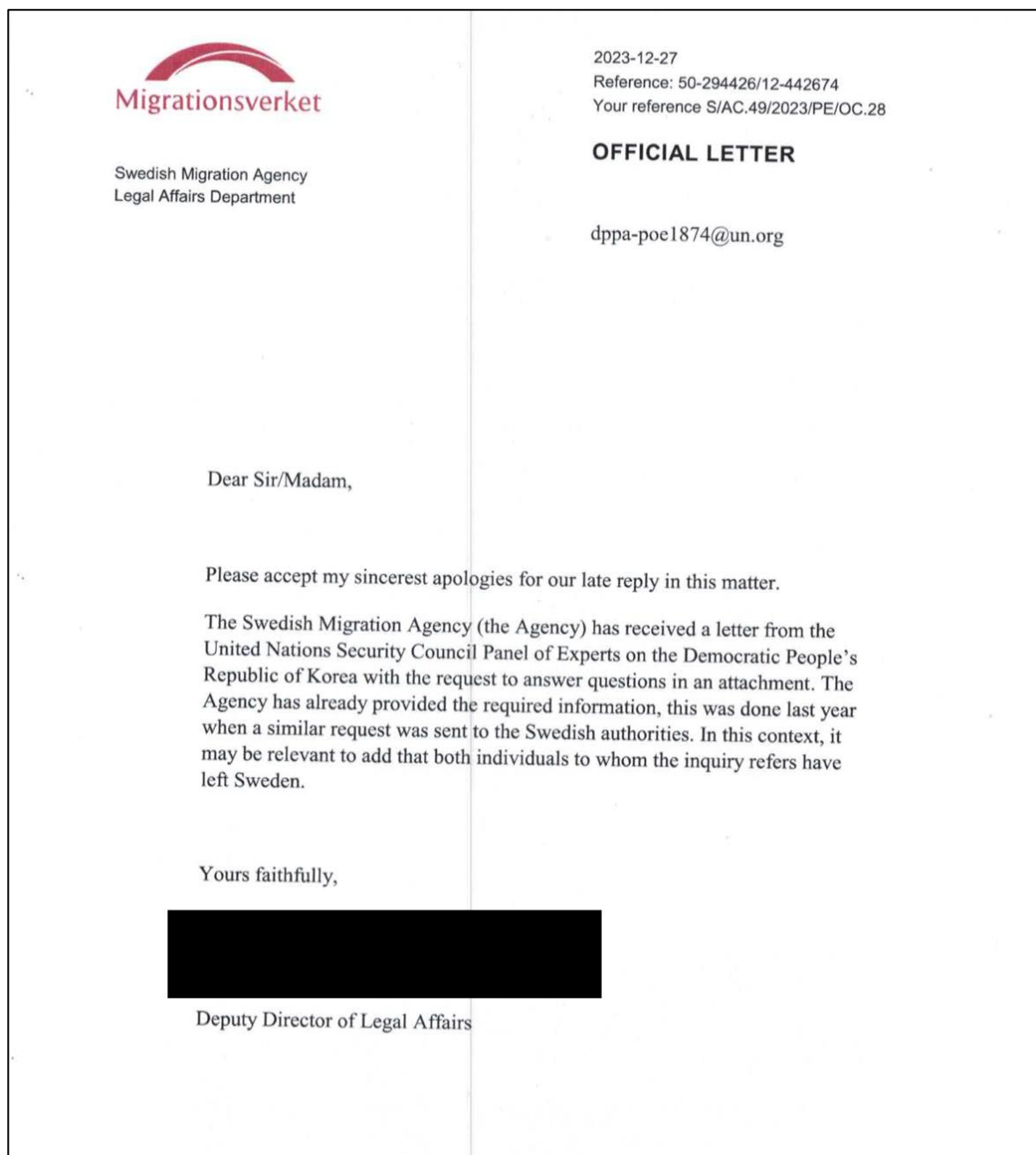
[Redacted Signature]

Rector

On behalf of the Universidad Interamericana de Puebla of the United Mexican States

Annex 28: Reply from Swedish Migration Agency

The Panel previously reported that two DPRK researchers from Pyongyang University of Science and Technology studying Ph.D. course at a Swedish university finished their life science research courses in 2019 and 2020. Of two the students, the Panel found that one student who had graduated from the course in 2020 was then employed by another research institute in Sweden²⁰⁷.



Source: Member State.

²⁰⁷ S/2022/668, para. 15 and annex 12.

Annex 29: Letter to the 1718 Committee from 55 Member States regarding the oil cap, their report and accompanying imagery

Excellency,

On behalf of the Permanent Missions of Albania, Australia, Austria, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, Chile, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Guatemala, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Latvia, Liberia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, the Marshall Islands, Micronesia, Moldova, Montenegro, Netherlands, New Zealand, Norway, Palau, Peru, Poland, Portugal, Qatar, the Republic of Korea, Romania, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Türkiye, Ukraine, and the United Kingdom, and the United States Mission to the United Nations, we have the honor to submit to the 1718 Committee a request for the Committee Secretary to take the actions described in operative paragraph 5 of Resolution 2397 because the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) in 2023 has exceeded the annual cap of 500,000 barrels.

Attached please find a report, sponsored by the above Member States, detailing observations of illicit DPRK-refined petroleum imports, which exceed the 500,000-barrel refined petroleum cap set in UNSCR 2397. In total, we have documented 87 unreported deliveries of refined petroleum products to DPRK ports between January 1 and September 15, 2023. When aggregated, these deliveries represent 1,523,381 barrels of illicit imports. We are providing satellite imagery as evidence for all of these cases.

- 2 -

Specifically, we request the following actions be taken:

- We request the 1718 Committee Secretary issue a public note verbale to all UN Member States that the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2023 has exceeded the cap set by the Security Council and inform Member States that they must immediately cease selling, supplying, or transferring refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year.
- We request the Chair to issue a Committee press release to inform the general public of this information.
- We further request this note verbale and press release include a call for all Member States to immediately exercise enhanced vigilance regarding the DPRK attempting to procure additional refined petroleum products and to prevent illicit ship-to-ship transfers of refined petroleum products to vessels owned, controlled, or acting on behalf of or working in cooperation with the DPRK.
- We further request the 1718 Committee Secretary update the website to include the illicit refined petroleum imports in our report and show the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2023 has exceeded the cap set by the Security Council using the conversion rate and other information in the report.

We request the Chair circulate our report to the 1718 Committee and our proposal for Committee action by November 21, 2023, under the regular five-day NOP process.

Accept, Excellency, the renewed assurances of our highest consideration.

[Signed]

[Permanent representatives of Albania, Australia, Austria, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, Chile, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Guatemala, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Latvia, Liberia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, the Marshall Islands, Micronesia, Moldova, Montenegro, Netherlands, New Zealand, Norway, Palau, Peru, Poland, Portugal, Qatar, the Republic of Korea, Romania, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Türkiye, Ukraine, the United Kingdom and the United States of America]

Report to the UN 1718 Committee: The DPRK's Breach of the UNSCR 2397 Refined Petroleum Cap

Albania, Australia, Austria, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, Chile, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Guatemala, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Latvia, Liberia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, the Marshall Islands, Micronesia, Moldova, Montenegro, Netherlands, New Zealand, Norway, Palau, Peru, Poland, Portugal, Qatar, the Republic of Korea, Romania, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Türkiye, Ukraine, the United Kingdom, and the United States remain gravely concerned regarding large-scale evasion of restrictions the UN Security Council has imposed on the Democratic People's Republic of Korea's (DPRK) import of refined petroleum products. UN Security Council resolution UNSCR 2397, operative paragraph (OP) 5, limits the DPRK to importing no more than 500,000 barrels of refined petroleum per year. Any Member State supplying, selling, or transferring refined petroleum products is required to submit reports to the UN 1718 Committee informing it of the transfer every 30 days in order to allow the Committee to maintain an accounting of the DPRK's imports.

Moreover, UNSCR 2375 OP 11 prohibits UN Member States from engaging in ship-to-ship (STS) transfers with any DPRK-flagged vessel of any goods or items that are being supplied, sold, or transferred to or from the DPRK. Nevertheless, DPRK-flagged vessels continue to conduct STS transfers on a regular basis as the DPRK's primary means of importing refined petroleum. The information in this report demonstrates that the DPRK has exceeded the UNSCR 2397 annual 500,000-barrel cap for 2023.

This submission further affirms previous submissions from 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022 (see S/AC.49/2018/NOTE.213, S/AC.49/2019/NOTE.134, S/AC.49/2020/COMM.254, S/AC.49/2021/NOTE.105, and S/AC.49/2022/NOTE.61) and Panel of Experts reporting (see maritime sections of S/2018/171, S/2019/171, S/2019/691, S/2020/151, S/2020/840, S/2021/211, S/2021/777, S/2022/132, S/2022/668 and S/2023/171) that exhaustively demonstrated and detailed the illicit practices employed by the DPRK to circumvent UNSCR-mandated restrictions on its ability to import refined petroleum products. As a result, this report will not seek to repeat in detail the specific information the DPRK's evasive practices outlined in previous formal submissions to the UN 1718 Committee. These practices continue unabated, but the DPRK utilizes an ever-evolving fleet of vessels under its flag or its direct control to perpetrate pervasive and ongoing sanctions evasion.

This report demonstrates that the DPRK continues to conduct UN-prohibited STS transfers and imports of refined petroleum that are not reported to the 1718 Committee as required, and again this year has exceeded the UNSCR 2397 OP 5 refined petroleum products cap of 500,000 barrels per annum. This report supplies images and import volume data for vessels that continue to make deliveries of refined petroleum into DPRK ports and in the DPRK's territorial sea, without these deliveries being reported to the UN 1718 Committee. STS transfers of any cargo are explicitly prohibited by UNSCR 2375, so the relevant Member States involved in supplying refined petroleum products to DPRK tankers fail to report these volumes to avoid self-incrimination. As a result, the UN 1718 Committee's official accounting of the DPRK's imports vastly underrepresents the volume of refined petroleum products that actually enter the DPRK.

The overarching purpose of UNSCR 2397's provision limiting the DPRK's ability to import refined petroleum products is to limit the DPRK's ability to develop weapons of mass destruction (WMD) and ballistic missiles, which are a threat to international peace and security and are prohibited by numerous UNSCRs. The restriction on the DPRK's refined petroleum products imports is critical to ensuring that the DPRK chooses to halt these prohibited programs and completely denuclearize. If the DPRK is able to continue evading international sanctions, it has little incentive to make such choices. As long as the DPRK continues to import refined petroleum products in excess of the UN-mandated cap with limited accountability at the UN, UNSCR 2397 OP 5 will remain ineffectual – which also undermines both the DPRK UNSCRs as well as the UN 1718 Committee.

These deliveries have significantly contributed to a substantial breach of the 500,000-barrel annual cap set by UNSCR 2397. We estimate that, this year alone, the DPRK has imported over 1,523,381 barrels via 87 confirmed tanker deliveries as of September 15, 2023. Again in 2023, refined petroleum transfers to the DPRK utilized DPRK-flagged vessels, a change from previous years when foreign-flagged delivery vessels directly unloaded petroleum at DPRK ports. Due to COVID-19 restrictions, oil was acquired by DPRK-flagged ships from foreign flagged vessels via STS, and those laden DPRK-flagged ships then underwent quarantine measures outside of the lock-gates near DPRK ports prior to delivering their petroleum cargoes.

As discussed in previous submissions on the DPRK's breach of the import cap in 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022, this report cannot provide an exact figure for each delivery of refined

petroleum products to the DPRK, as that information is not readily available to any UN Member State other than the DPRK. This report instead calculates how much petroleum was acquired by the DPRK based on each vessel's dead weight tonnage, with estimates for each ship at two different levels of cargo storage capacity – 90 percent and 60 percent of the vessels' dead weight tonnage. It is highly likely that DPRK tankers deployed in search of precious and limited refined petroleum and fuel via STS transfers or engaging in direct deliveries would arrive in DPRK ports with as much of their cargo capacities full (i.e., 90 percent calculation). The expenditure of scarce resources and fuel consumption by the tanker itself, the risks of tanker disruption or interdiction, and the DPRK's dependence on importing refined petroleum would not justify the tanker in question returning to port with less than 90 percent of its cargo storage capacity filled.

We are providing images that document 87 deliveries of refined petroleum products to DPRK ports, which, when aggregated, represent 1,523,381 barrels of illicit imports – constituting a clear breach of the cap imposed by UNSCR 2397 OP 5, based on the 90 percent metric. Even if each of these tankers delivered only 60 percent of their capacity in these 87 deliveries, which would be neither financially nor logistically sound, the estimated volume (1,015,588 barrels) would still represent a breach of the annual cap. Table 1 below documents each of these transfers and provides an associated volume. Table 2 below graphically depicts the DPRK's import of refined petroleum between January 1 and September 15, 2023.

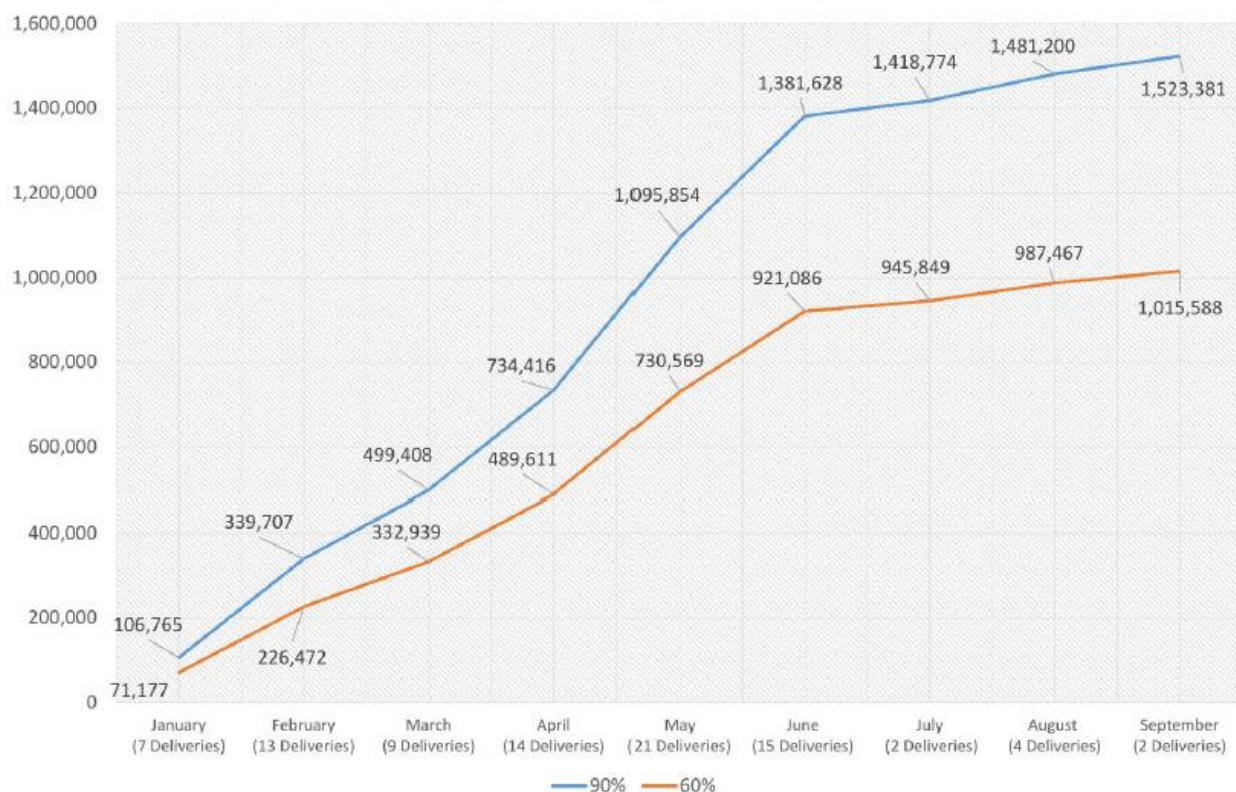
Please refer to pages one through five of the attached Annex.

Given the information provided herein, we request that the 1718 Committee immediately make an official determination that the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2023 has exceeded the 500,000-barrel annual cap and inform Member States that they must immediately cease selling, supplying, or transferring refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year. Similarly, the Panel of Experts is requested to review this report's analysis and underlying information in order to make a determination in its next report on the volume of refined petroleum product imports to the DPRK and the associated implications for the implementation of UNSCR 2397's refined petroleum product import cap.

See Appendix 1 for more information on vessels that have discharged refined petroleum in 2023.

Please refer to pages five through 126 of the attached Annex.

2023 DPRK Unreported Seaborne Petroleum Imports (BBLs) January 01 – September 15



	Port	Arrival Date	IMO	Vessel Name	Dead Weight Tonnage	Delivery Metric 60% Laden	Delivery Metric 90% Laden
1	Nampo	03-JAN-23	8916293	Sin Phyang 9	1,150.0	690.0	1,035.0
2	Nampo	08-JAN-23	8848276	Po Chon	3,538.0	2,122.8	3,184.2
3	Nampo	18-JAN-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
4	Nampo	18-JAN-23	8865121	Sin Pyong 5	3,295.0	1,977.0	2,965.5
5	Hungnam	19-JAN-23	8021579	Sin Phyang 14	949.0	569.4	854.1
6	Nampo	25-JAN-23	8660313	Chon Ma San	3,565.0	2,139.0	3,208.5
7	Nampo	27-JAN-23	8898740	Ji Song 6	1,250.0	750.0	1,125.0
8	Nampo	02-FEB-23	9129653	Paek Yang San 1	5,403.0	3,241.8	4,862.7
9	Nampo	05-FEB-23	7408873	Sam Jong 2	2,507.0	1,504.2	2,256.3
10	Nampo	05-FEB-23	8604917	Yu Jong 2	1,206.0	723.6	1,085.4
11	Nampo	08-FEB-23	8817007	Sin Phyang 2	2,105.0	1,263.0	1,894.5
12	Nampo	10-FEB-23	8610461	Kum Ryong 3	1,998.0	1,198.8	1,798.2
13	Nampo	14-FEB-23	8708684	Kum Jin Gang 2	1,988.0	1,192.8	1,789.2
14	Nampo	14-FEB-23	8791667	Chang Hae 1	4,983.0	2,989.8	4,484.7
15	Hungnam	14-FEB-23	8021579	Sin Phyang 14	949.0	569.4	854.1
16	Nampo	16-FEB-23	8711021	Chil Bo San	1,999.0	1,199.4	1,799.1
17	Nampo	19-FEB-23	7389704	Rye Song Gang 1	3,003.0	1,801.8	2,702.7
18	Nampo	21-FEB-23	9066978	Paek Ma	2,250.0	1,350.0	2,025.0
19	Chongjin	23-FEB-23	8916293	Sin Phyang 9	1,150.0	690.0	1,035.0
20	Nampo	26-FEB-23	7636638	Wol Bong San	4,969.0	2,981.4	4,472.1
21	Nampo	04-MAR-23	8865121	Sin Pyong 5	3,295.0	1,977.0	2,965.5
22	Chongjin	13-MAR-23	8021579	Sin Phyang 14	949.0	569.4	854.1
23	Nampo	19-MAR-23	7303803	An San 1	3,003.0	1,801.8	2,702.7

	Port	Arrival Date	IMO	Vessel Name	Dead Weight Tonnage	Delivery Metric 60% Laden	Delivery Metric 90% Laden
24	Nampo	19-MAR-23	N/A	Un Hung 8	2,733.3	1,640.0	2,460.0
25	Nampo	19-MAR-23	8817007	Sin Phygong 2	2,105.0	1,263.0	1,894.5
26	Nampo	29-MAR-23	7408873	Sam Jong 2	2,507.0	1,504.2	2,256.3
27	Nampo	29-MAR-23	8610461	Kum Ryong 3	1,998.0	1,198.8	1,798.2
28	Nampo	30-MAR-23	9132612	Nam Dae Bong	4,999.0	2,999.4	4,499.1
29	Nampo	30-MAR-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
30	Nampo	02-APR-23	8916293	Sin Phygong 9	1,150.0	690.0	1,035.0
31	Nampo	02-APR-23	8604917	Yu Jong 2	1,206.0	723.6	1,085.4
32	Nampo	02-APR-23	8106496	Sam Ma 2	1,731.0	1,038.6	1,557.9
33	Nampo	07-APR-23	8610461	Kum Ryong 3	1,998.0	1,198.8	1,798.2
34	Nampo	07-APR-23	8691702	Yu Son	3,398.0	2,038.8	3,058.2
35	Nampo	09-APR-23	8711021	Chil Bo San	1,999.0	1,199.4	1,799.1
36	Chongjin	11-APR-23	8865121	Sin Pyong 5	3,295.0	1,977.0	2,965.5
37	Nampo	16-APR-23	8660313	Chon Ma San	3,565.0	2,139.0	3,208.5
38	Nampo	18-APR-23	8405311	Sam Jong 1	1,665.0	999.0	1,498.5
39	Nampo	20-APR-23	8817007	Sin Phygong 2	2,105.0	1,263.0	1,894.5
40	Nampo	20-APR-23	8791667	Kum Jin Gang 3	4,983.0	2,989.8	4,484.7
41	Songnim	21-APR-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
42	Nampo	24-APR-23	9045962	Un Hung	3,685.0	2,211.0	3,316.5
43	Nampo	26-APR-23	8605026	Kwang Chon	1,966.0	1,179.6	1,769.4
44	Nampo	01-MAY-23	8708684	Kum Jin Gang 2	1,988.0	1,192.8	1,789.2
45	Nampo	01-MAY-23	8898740	Ji Song 6	1,250.0	750.0	1,125.0
46	Nampo	01-MAY-23	8691702	Yu Son	3,398.0	2,038.8	3,058.2
	Port	Arrival Date	IMO	Vessel Name	Dead Weight Tonnage	Delivery Metric 60% Laden	Delivery Metric 90% Laden
47	Songnim	01-MAY-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
48	Nampo	01-MAY-23	8604917	Yu Jong 2	1,206.0	723.6	1,085.4
49	Nampo	01-MAY-23	8610461	Kum Ryong 3	1,998.0	1,198.8	1,798.2
50	Nampo	01-MAY-23	8705539	Ryong Jon	2,889.0	1,733.4	2,600.1
51	Nampo	06-MAY-23	7408873	Sam Jong 2	2,507.0	1,504.2	2,256.3
52	Nampo	08-MAY-23	N/A	Un Hung 8	2,733.3	1,640.0	2,460.0
53	Nampo	08-MAY-23	7303803	An San 1	3,003.0	1,801.8	2,702.7
54	Nampo	11-MAY-23	8916293	Sin Phygong 9	1,150.0	690.0	1,035.0
55	Nampo	16-MAY-23	8865121	Sin Pyong 5	3,295.0	1,977.0	2,965.5
56	Nampo	16-MAY-23	7636638	Wol Bong San	4,969.0	2,981.4	4,472.1
57	Nampo	16-MAY-23	8610461	Kum Ryong 3	1,998.0	1,198.8	1,798.2
58	Nampo	19-MAY-23	8660313	Chon Ma San	3,565.0	2,139.0	3,208.5
59	Nampo	22-MAY-23	8708684	Kum Jin Gang 2	1,988.0	1,192.8	1,789.2
60	Songnim	23-MAY-23	8705539	Ryong Jon	2,889.0	1,733.4	2,600.1
61	Nampo	25-MAY-23	8405311	Sam Jong 1	1,665.0	999.0	1,498.5
62	Nampo	25-MAY-23	8312497	Song Won 2	4,999.0	2,999.4	4,499.1
63	Nampo	29-MAY-23	8708684	Kum Jin Gang 2	1,988.0	1,192.8	1,789.2
64	Nampo	29-MAY-23	8610461	Kum Ryong 3	1,998.0	1,198.8	1,798.2
65	Nampo	02-JUN-23	9054896	A Sa Bong	4,975.0	2,985.0	4,477.5
66	Nampo	02-JUN-23	8691702	Yu Son	3,398.0	2,038.8	3,058.2
67	Songnim	02-JUN-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
68	Nampo	03-JUN-23	8122347	Nam San 8	3150.0	1,890.0	2,835.0
69	Nampo	10-JUN-23	8708684	Kum Jin Gang 2	1,988.0	1,192.8	1,789.2

	Port	Arrival Date	IMO	Vessel Name	Dead Weight Tonnage	Delivery Metric 60% Laden	Delivery Metric 90% Laden
70	Nampo	15-JUN-23	8669589	A Bong 1	3,250.0	1,950.0	2,925.0
71	Nampo	16-JUN-23	8791667	Kum Jin Gang 3	4,484.7	2,690.8	4,036.2
72	Nampo	23-JUN-23	8916293	Sin Phygong 9	1,150.0	690.0	1,035.0
73	Nampo	23-JUN-23	N/A	Un Hung 8	2733.3	1,640.0	2,460.0
74	Nampo	23-JUN-23	8711021	Chil Bo San	1,999.0	1,199.4	1,799.1
75	Chongjin	23-JUN-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
76	Nampo	27-JUN-23	8660313	Chon Ma San	3,565.0	2,139.0	3,208.5
77	Nampo	28-JUN-23	7303803	An San 1	3,003.0	1,801.8	2,702.7
78	Hungnam	28-JUN-23	8865121	Sin Pyong 5	3,295.0	1,977.0	2,965.5
79	Nampo	28-JUN-23	8604917	Yu Jong 2	1,206.0	723.6	1,085.4
80	Nampo	19-JUL-23	8691702	Yu Son	3,398.0	2,038.8	3,058.2
81	Chongjin	27-JUL-23	8817007	Sin Phygong 2	2,105.0	1,263.0	1,894.5
82	Nampo	09-AUG-23	8916293	Sin Phygong 9	1,150.0	690.0	1,035.0
83	Nampo	09-AUG-23	N/A	Un Hung 8	2,733.3	1,640.0	2,460.0
84	Hungnam	31-AUG-23	8865121	Sin Phygong 5	3,295.0	1,977.0	2,965.5
85	Songnim	31-AUG-23	8720436	Kum Un San	2,070.0	1,242.0	1,863.0
86	Nampo	08-SEP-23	8898740	Ji Song 6	1,250.0	750.0	1,125.0
87	Nampo	14-SEP-23	8312497	Song Won 2	4,999.0	2,999.4	4,499.1







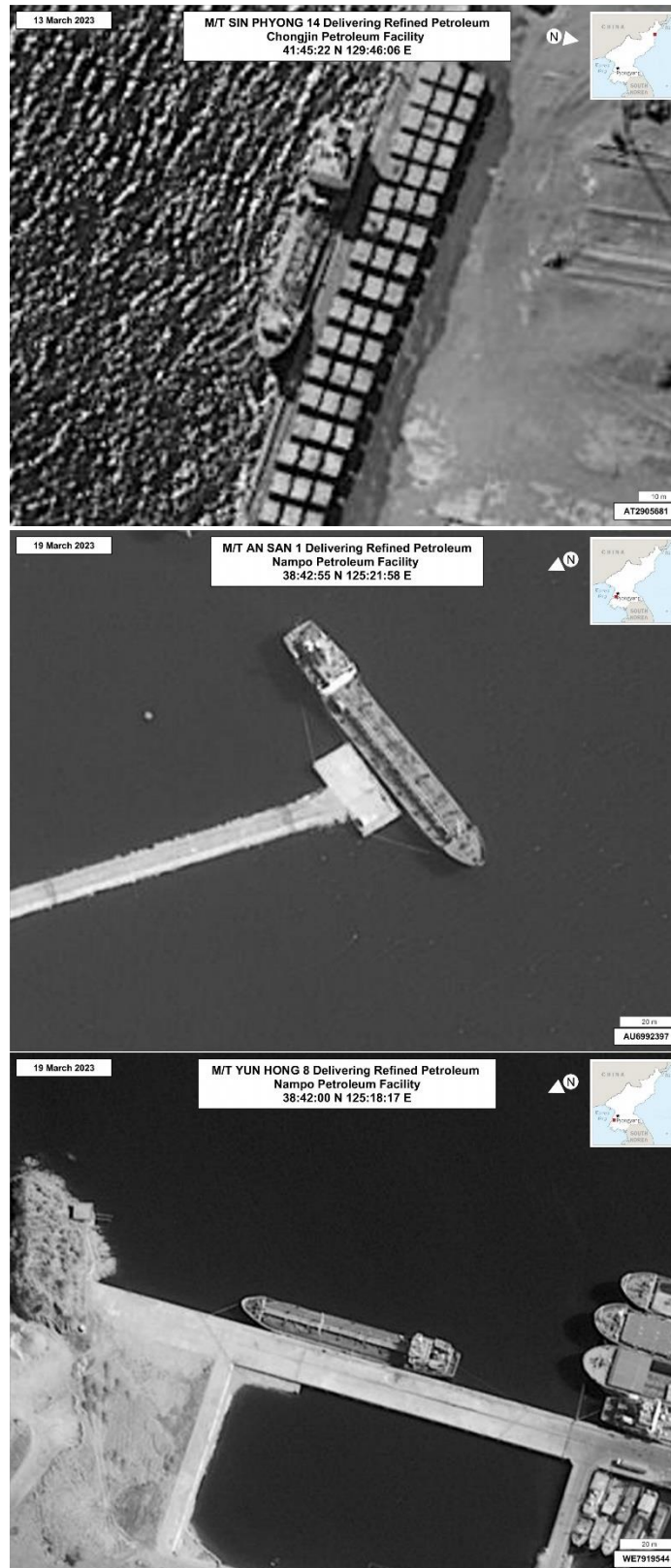


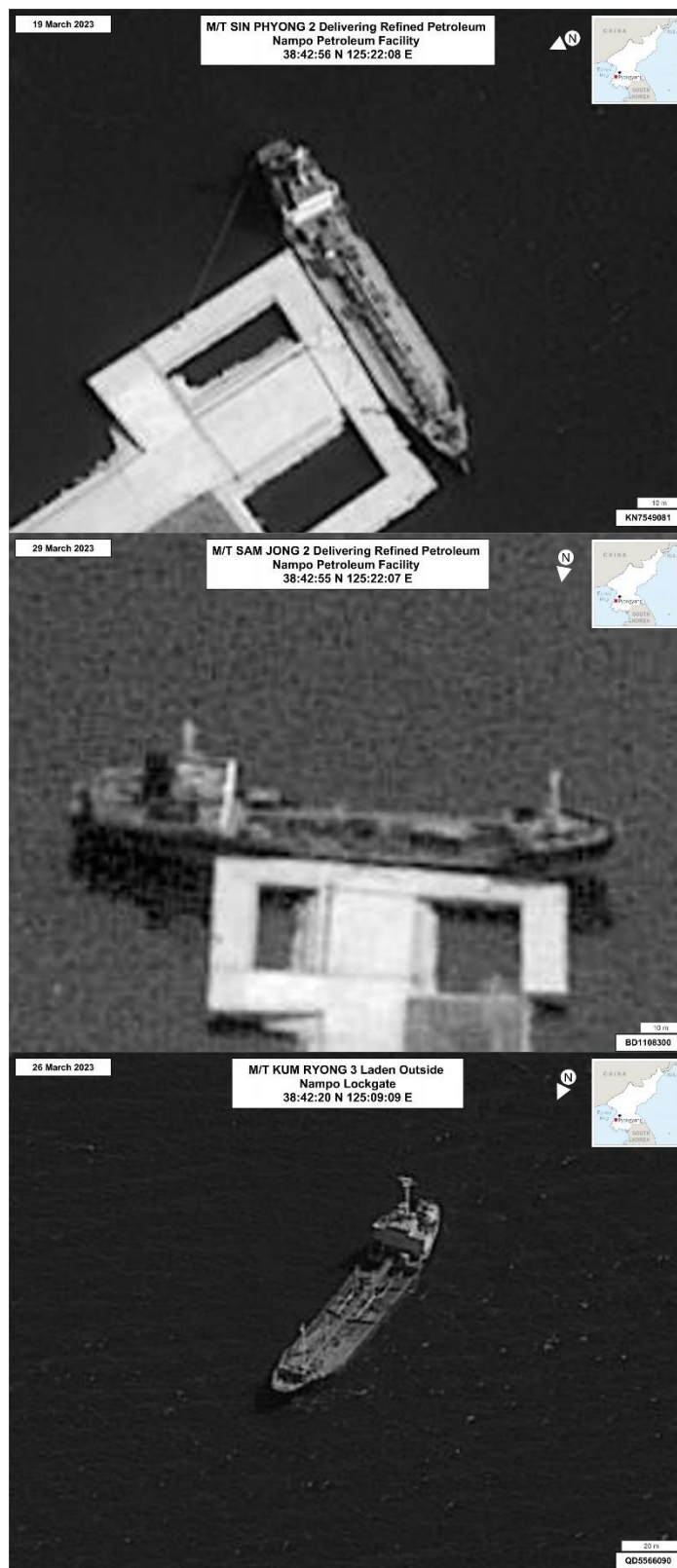




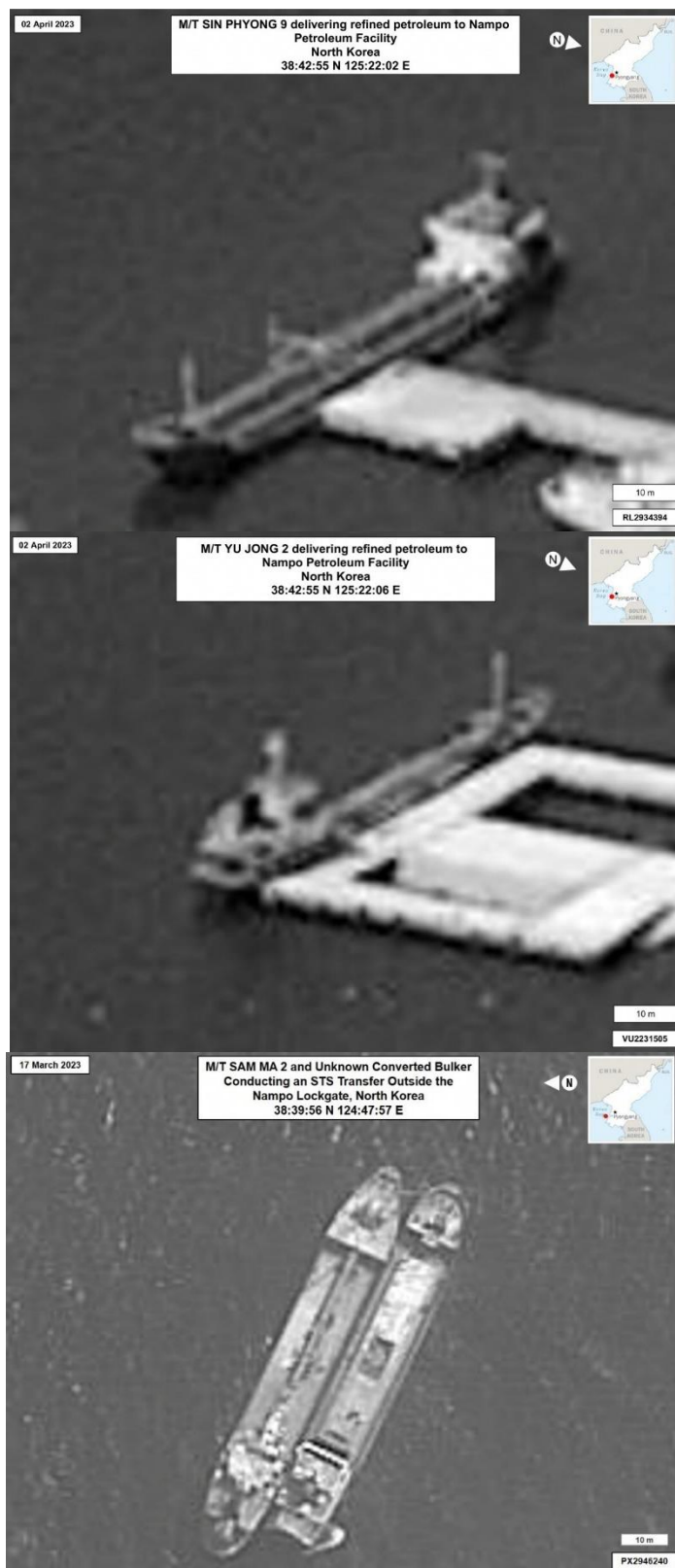


















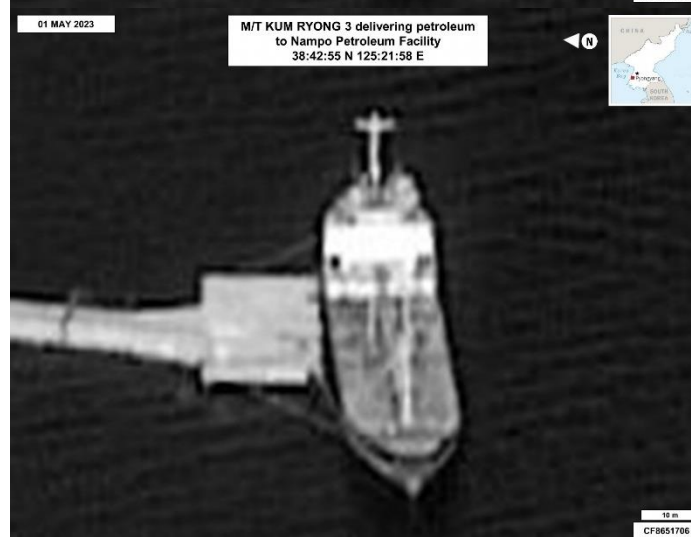










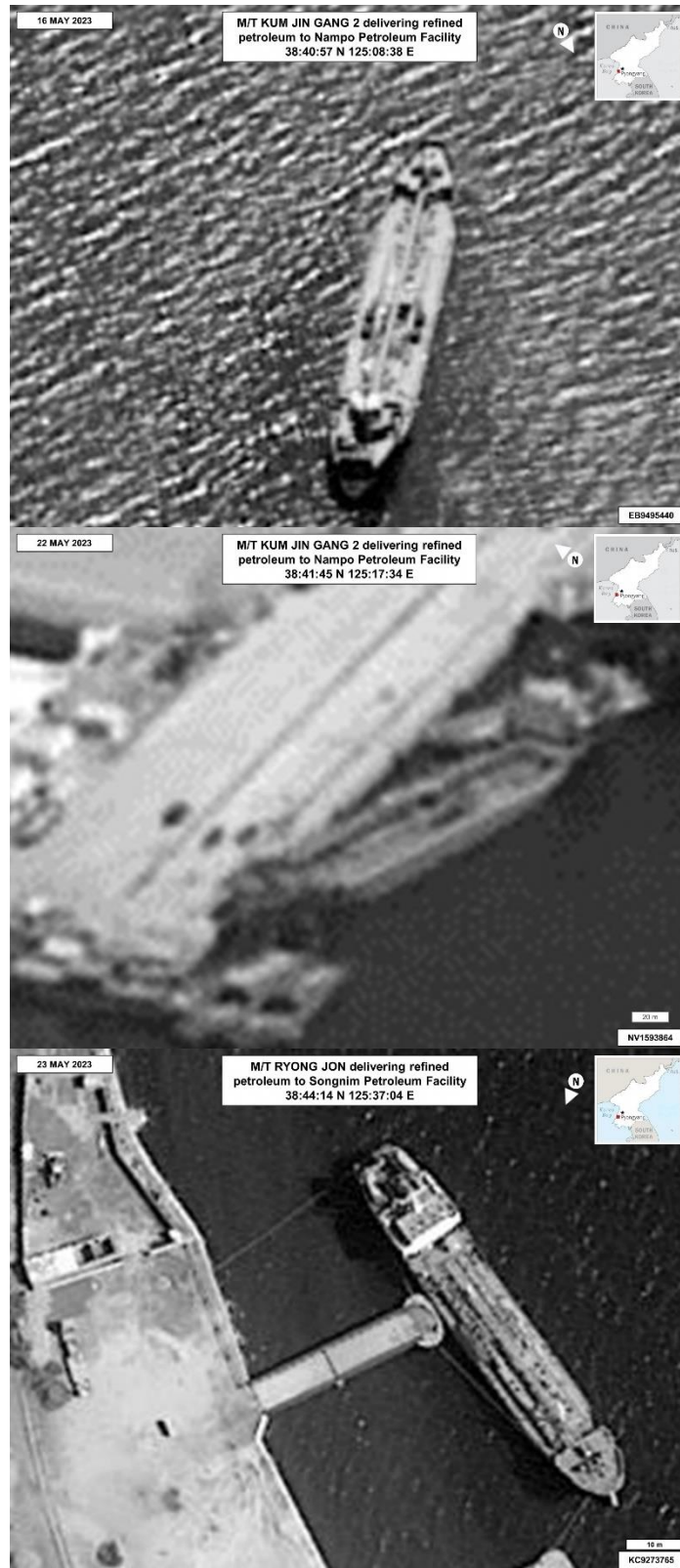






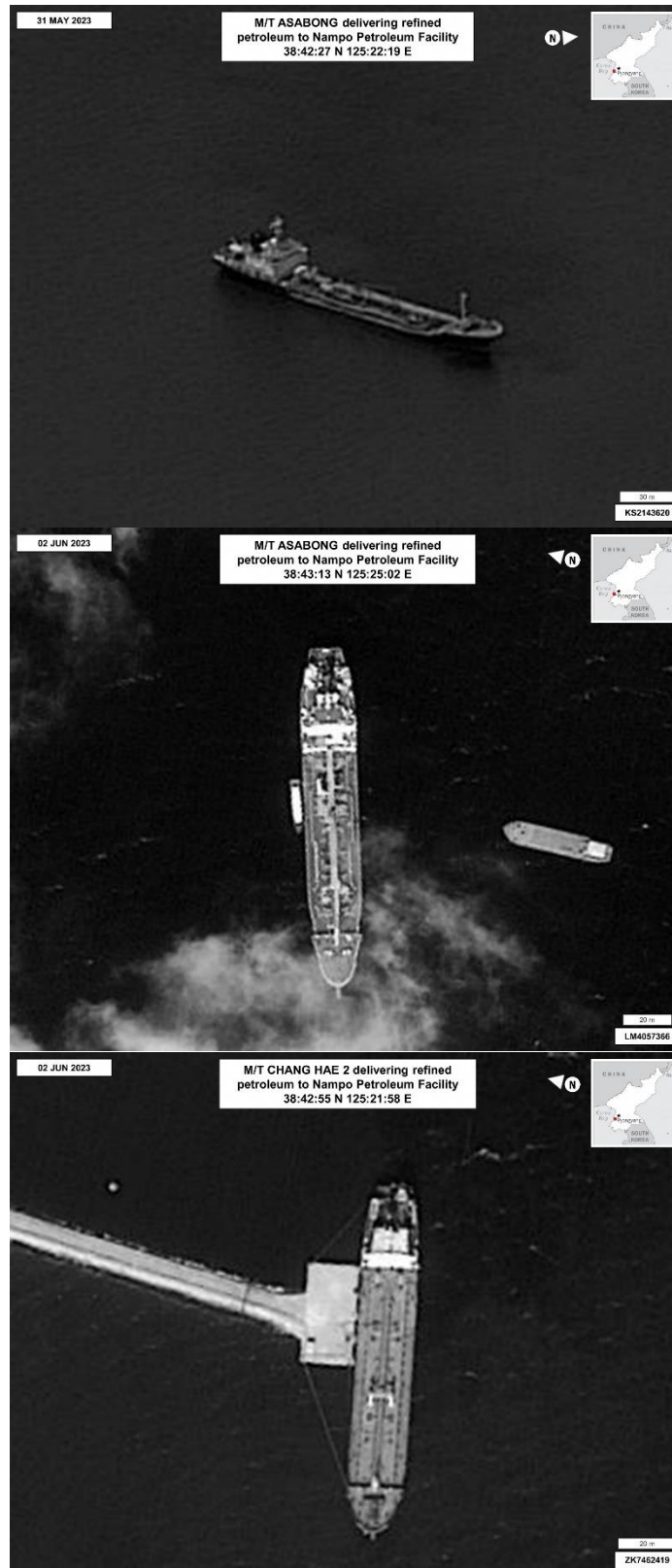






















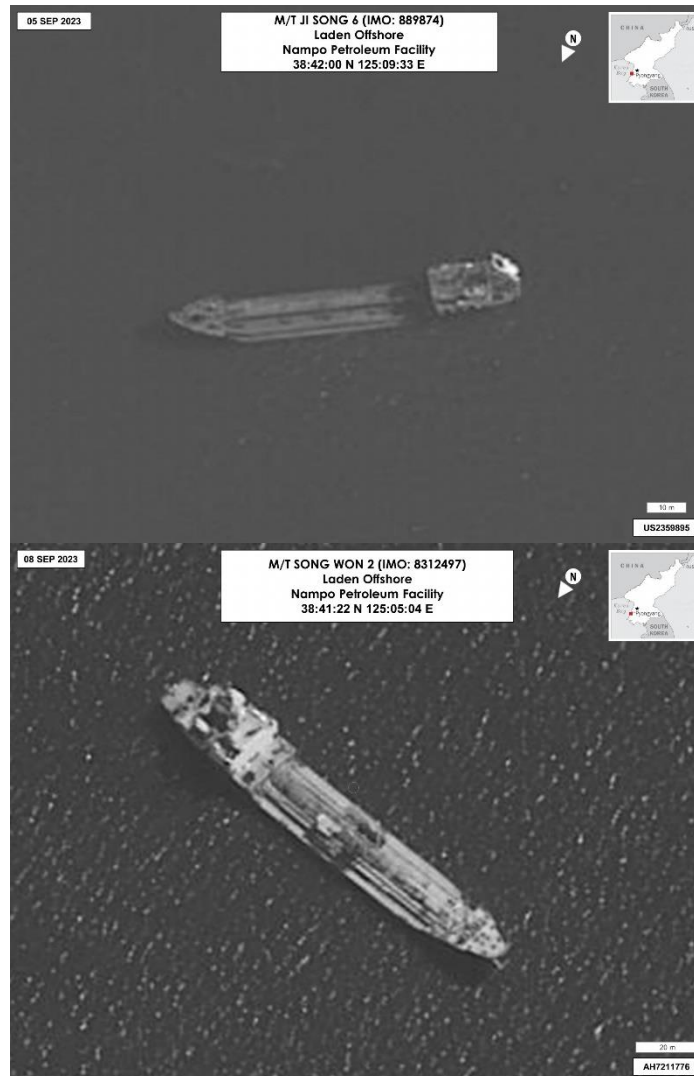














Source: Member State.

Annex 30: Positions of China and the Russian Federation on the letter from 55 Member States regarding the oil cap dated 21 November 2023**Communication dated 28 November 2023 from the delegation of China to the Committee**

Dear colleagues,

China takes note of the joint letter from some member states dated 20th November.

Over the years, we have witnessed several similar joint letters which contained same observations supported by unclear satellite photos from individual countries. For the content of the letter in consideration is quite the same and based on same methodology, China is still in the same position that the Committee should take actions on the basis of solid evidence and sufficient facts instead of crude estimation based on assumptive conditions. It is neither scientific nor prudent for the report to draw such a conclusion that the annual limit of refined petroleum has been exceeded.

Thus, China would like to put this proposal on hold.

Communication dated 29 November 2023 from the delegation of the Russian Federation to the Committee

Dear colleagues,

Regarding the joint letter dated 20th November on the oil cap, Russia takes note of the proposed actions by the Chair. Given the lack of the official first-hand information on the issue we oppose using controversial sources, such as unclear satellite photos, as a basis for action of the Committee.

Therefore we would like to put the proposed draft note verbale and draft press release on hold.

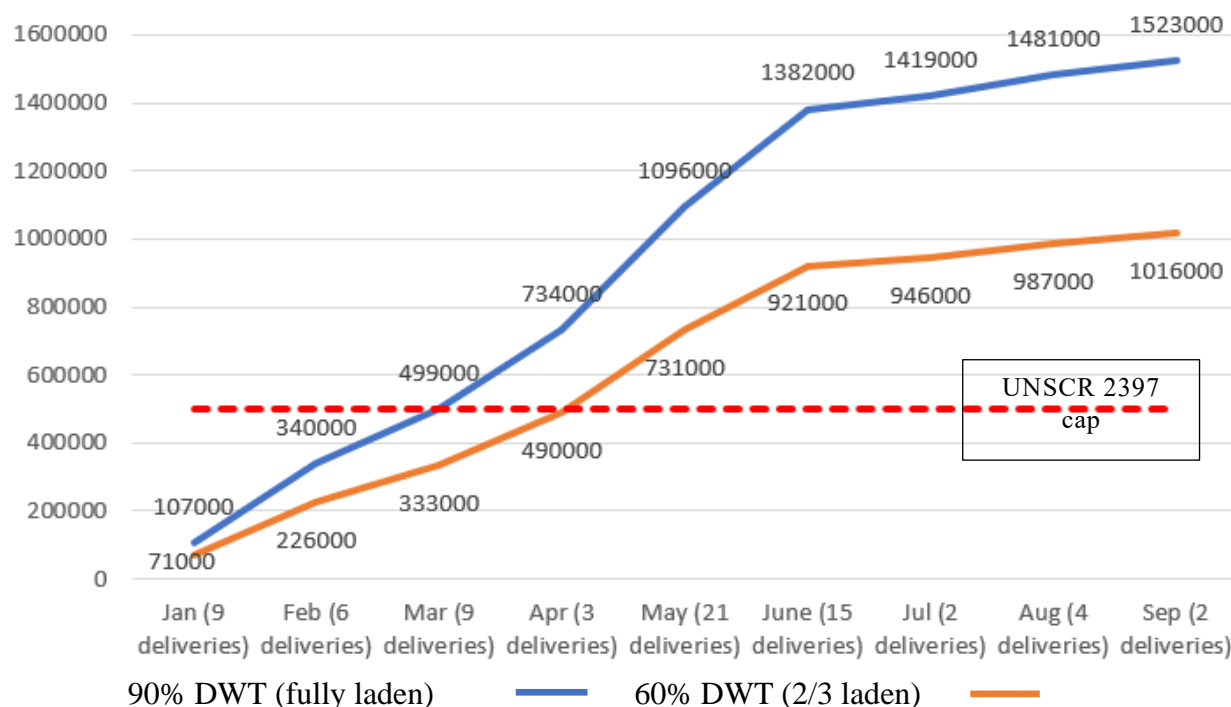
Annex 31: The Panel's review of the report submitted by 55 Member States²⁰⁸

1. In their report, the 55 Member States wrote “*the Panel of Experts is requested to review this report's analysis and underlying information in order to make a determination in its next report on the volume of refined petroleum product imports to the DPRK and the associated implications for the implementation of UNSCR 2397's refined petroleum product import cap.*”

2. The Panel has no independent data sources to corroborate the estimates made in the Member States' letter. DPRK tankers rarely employ AIS transmissions and are thus extremely difficult to track on maritime monitoring systems, and only DPRK could confirm the exact quantity and types of refined petroleum products delivered by each tanker.

3. Deadweight tonnage (DWT) is the total of the weights of a vessel's cargo, fuel, fresh water, ballast water, provisions, and crew. According to industry standards, a vessel's estimated maximum cargo capacity is approximately 90% of its DWT (as stated on the website of the International Maritime Organization), although a vessel which was deliberately stripped back and sailing dangerously might carry more than 90% of its DWT. [One expert agrees with this review only up to this point.]

Table 1: Reported deliveries (in barrels, rounded down to nearest 10,000 barrels) of refined oil products, Nampo, Hungnam, Chonjin and Songnim, January- September 2023



Source: 55 Member States, the Panel.

²⁰⁸ One expert agrees only with paras. 1-3.

4. The Member States' estimates, although based on observed deliveries in only the first nine months of the year, indicate that the oil cap was breached in February (based on cargo capacity of 90% of DWT) or April (60% of DWT). There could have been more unobserved deliveries of refined petroleum to Nampo and the other ports in this period (at night, or under cloud cover), but not fewer.²⁰⁹

5. Finally, because the Panel is currently unable to distinguish between licit deliveries of refined oil products reported to the 1718 Committee and illicit deliveries, the amounts of oil products in Figure VIII of the main text might either be a part of the estimated deliveries in table 1 above or they should be added to the estimates.

²⁰⁹ One expert disagrees with the inclusion of paragraph 4.

Annex 32: *Chon Ma San* (IMO: 8660313)

Photograph of the UN-designated DPRK-flagged tanker *Chon Ma San* taken in 2020



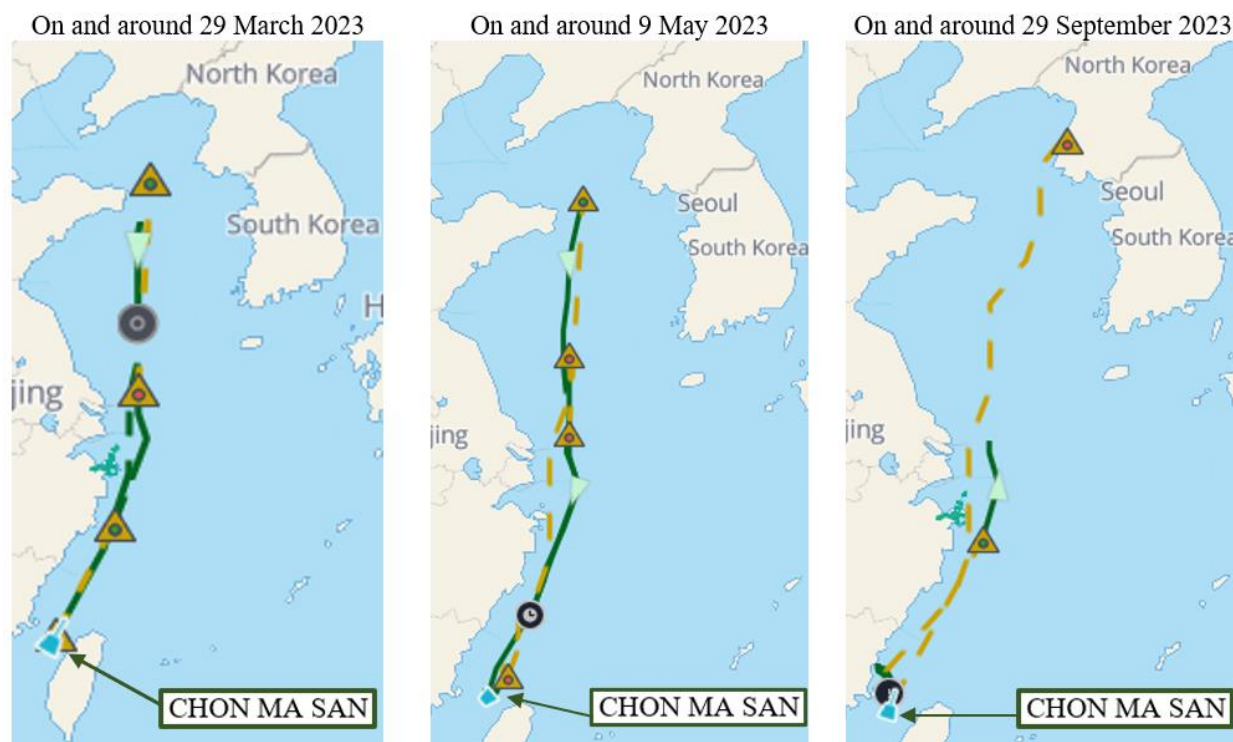
Source: Member State.

In 2023, the DPRK-flagged *Chon Ma San* transited south into the East China Sea on a near- monthly basis, of which on three occasions (March, May and September) she transited in the Taiwan Strait in an area where multi-stage oil cargo transfers destined for the DPRK have been known to occur (see figure 1).

Satellite imagery provided by 55 Member States (annex 29) showed *Chon Ma San* offloading refined petroleum at Nampo port on four occasions ²¹⁰, putting the relevant dates of 16 April and 19 May 2023 at Nampo within a two-week timeframe following the tanker's AIS transmissions on and around 29 March and 9 May 2023 identified in figure 1 below. This timeframe of off-load in the DPRK is consistent with past Panel investigations tracking ship-to-ship transfers, where DPRK tankers would typically stay out for longer periods of time to maximize its oil cargo loads before returning home. Previous imageries provided by a Member State of DPRK tankers at Nampo port have typically shown DPRK tankers as heavily laden. Prior to 2023, *Chon Ma San* was last recorded transmitting AIS signal on the same commercial maritime database in May 2020.

²¹⁰ *Chon Ma San* was imaged at Nampo port on: 23 January, 16 April, 19 May and 27 June 2023.

Figure 1: *Chon Ma San* transiting into a sea area in the Taiwan Strait, March, May and September 2023



Source: Windward, annotated by the Panel.

Chon Ma San has repeatedly delivered refined petroleum to the DPRK over the years²¹¹ despite being designated on 30 March 2018.²¹² In 2021, the Panel reported²¹³ another ship-to-ship transfer on 8 August the same year, between *Chon Ma San* and *Diamond 8* (IMO: 9132612) in another known transfer sea area in the DPRK's economic exclusive zone (figure 2). *Diamond 8*, another FDDV that was widely reported by the Panel, came under the DPRK's fleet as of August 2021 sailing as *Nam Dae Bong*.²¹⁴

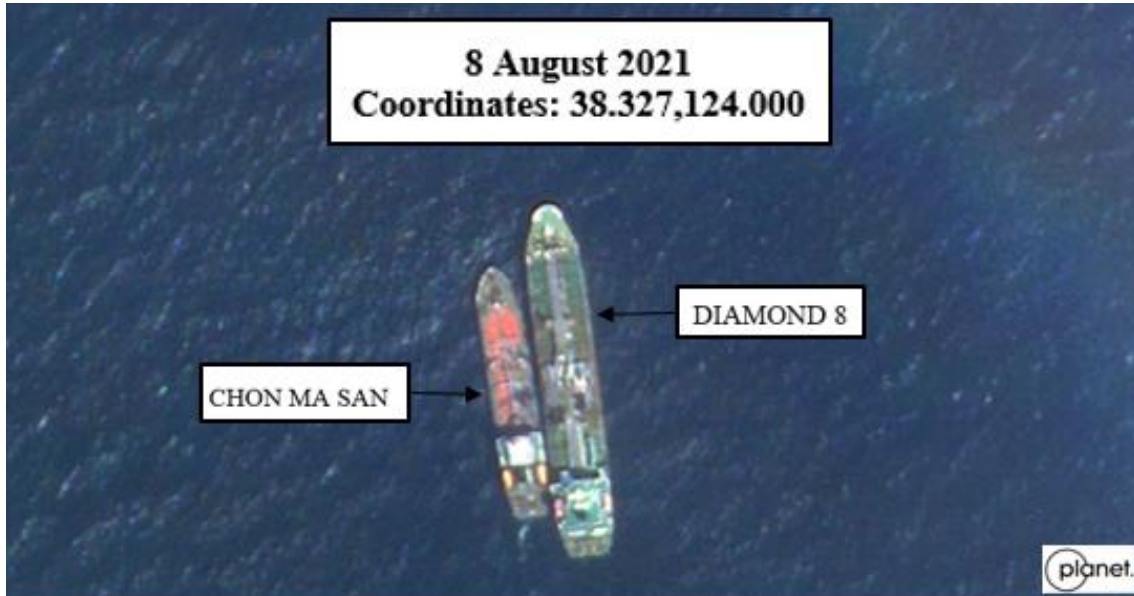
²¹¹ See S/2019/961, annex 1, table 1; S/2021/151, annex 1; S/2020/840, annex 15, table 1; S/2021/211, annex 21; S/2022/132, annex 31, table 1; S/2022/668, annex 24; S/2023/171, annex 27, table 1; and S/2023/656, annex 26.

²¹² <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/materials/1718-Designated-Vessels-List>. *Chon Ma San* was designated for conducting ship-to-ship transfer with *Jin Hye* (IMO: 8518572) in December 2017. *Jin Hye* was de-flagged as of April 2018, based on IMO records.

²¹³ S/2022/132 paras 40.

²¹⁴ This information was retroactively updated on the IMO GISIS' website several years after the vessel had come under the DPRK's fleet.

Figure 2: *Chon Ma San* and *Diamond 8* (currently *Nam Dae Bong*), DPRK EEZ, 8 August 2021



Source: Planet Labs, annotated by the Panel.

Annex 33: DPRK vessels spoofing their digital identity

The tabled list of DPRK vessels as reported by the Enforcement Coordination Cell (ECC)²¹⁵ partner nations. The Panel has independently tracked many of the spoofed names on a commercial maritime database platform.²¹⁶ Several have continued to spoof ship names and MMSIs they were previously registered sailing on.

Table 1: DPRK vessels spoofing their identity, 1 April to 15 September 2023

VESSEL DETAILS		Observed Spoofing Measure on AIS		
NAME	IMO	Name	IMO	MMSI
EVER GLORY	9102813	EVER FENG	9102813	-
		925	-	-
		CHONG SU DONG	866031300	445082000
		F. LONLINE	-	-
		LITON	-	-
		SONGMYENG2	8817007	445725000
SINPYONG 11	9154189	RYON PUNG	9154189	445810000
SIN PHYONG 2	8817007	MIN HAE	8817007	445725000
		TIAN YOU	-	-
SIN PYONG 5	8865121	RYON PUNG	9154189	445810000
		SINPHYONG5	8865121	445121000
NAM DAE BONG	9132612	SHUN LI	9298064	671291100
SIN PHYONG 14	8021579	MADUCAN	-	-
CHANG HAE 2	8691702	YU SON	445604000	-
CHON MA SAN	8660313	CHONG SU DONG	8660313000	445082000
CHIL BO SAN	8711021	LITON	-	45710600
		SINHUNG	8711021	445723000
RON PHUNG	9154189	XIA MEN	-	445810000
SAM JONG 1	8405311	445308000	-	445308000
KUM RYONG 3	8610461	RYONG BONG 1	8610461	445591000
CHOL BONG SAN 1	9125308	DAEHO SUNRISE	9125308	445290000
		MU BONG 1	-	-

Source: Member State.

²¹⁵ See <https://www.state.gov/pacific-security-maritime-exchange/>

²¹⁶ Windward.

Annex 34: DPRK tanker with a reconfigured cargo ship

In this imagery (figure 1), the DPRK Tanker *Sam Ma 2* (IMO: 8106496) was observed berthed alongside a cargo ship that was re-configured to take on oil cargo. The Member State that provided the satellite imagery indicated that both vessels conducted ship-to-ship transfer. Further, the absence of venting structures, firefighting appliance and interconnected cargo piping for the said transfer meant the reconfiguration was not compliant with international regulations. The Panel separately notes that the location of the ship-to-ship transfer within the DPRK's territorial waters indicate that the cargo ship could be a DPRK ship, consistent with information reported by the Panel in 2022.²¹⁷ A similar looking reconfigured cargo ship was photographed earlier in 2020²¹⁸ (figure 2).

Figure 1: DPRK tanker conducting ship-to-ship transfer with a reconfigured cargo ship, West Sea Barrage, 17 March 2023



Source: Member State.

²¹⁷ S/2022/668, paras. 31-34 and recommendation 87.

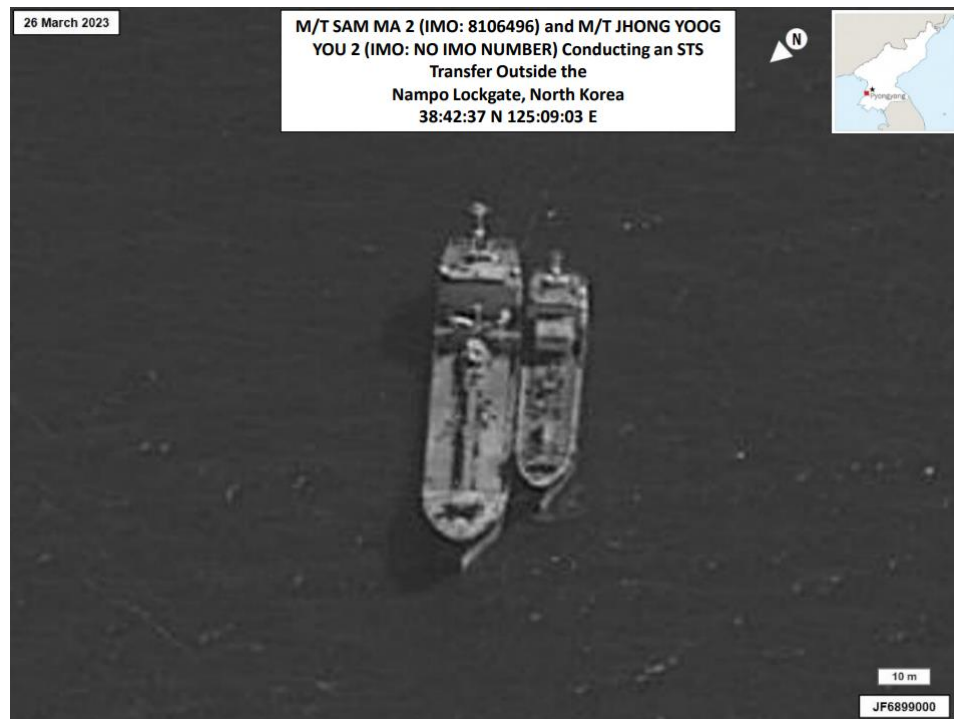
²¹⁸ S/2023/171, annex 30.

Figure 2: Another example of a re-configured cargo ship with closeups showing likely concealed fuel tanks, East China Sea, October 2020*



*Redactions by the Panel.

In the instance of *Sam Ma*, the Member State observed the vessel in turn transferred some refined petroleum cargo to a smaller tanker without IMO number later the same month of March 2023. The small vessel in turn was assessed to have discharged her cargo to other DPRK-flagged vessels anchored within the West Sea Barrage, likely to keep their generators running (figure 3). *Sam Ma 2* delivered its remaining oil cargo at Nampo in early April (figure 4).

Figure 3: *Sam Ma 2* with non-IMO vessel *Jhong Yoog You 2*, Nampo, 26 March 2023

Source: Member State.

Figure 4: *Sam Ma 2* pier side delivering refined petroleum, Nampo, 2 April 2023

Source: Member State.

Annex 35: Additional replies from Member States on trade statistics in the Panel's previous report
([S/2023/656](#), annex 52)

Letter from the Permanent Mission of Colombia and Colombia's reply



No. 23-658-E

New York, 9 August 2023

Mrs. [REDACTED]

Acting Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to
Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations

Mrs. [REDACTED]

I address you in reply to your letter S/AC.49/2023/PE/OC.112 dated 15 June 2023, requesting detailed information concerning trade data from Colombia, following regulations established by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

Please find the detailed information attached to this letter, provided by Colombia's National Entities regulating trade and taxes.

The Permanent Mission of Colombia will be attentive to provide any further information should the Panel of Experts needs it.
Sincerely,

LEONOR ZALABATA TORRES
Ambassador, Permanent Representative



DIRECCIÓN DE ASUNTOS POLÍTICOS MULTILATERALES

Viceministerio de Asuntos Multilaterales

RESPUESTA REQUERIMIENTO DEL PANEL DE EXPERTOS ESTABLECIDO EN VIRTUD DE LA RESOLUCIÓN 1874 (2009) DEL CONSEJO DE SEGURIDAD DE LAS NACIONES UNIDAS

12 de julio de 2023

**Requerimiento realizado a Colombia mediante comunicación
S/AC.49/2023/PE/OC.112 del 15 de junio de 2023**

La siguiente información se remite, en virtud a lo respondido por la Dirección de Impuestos y Aduanas Nacionales de Colombia (DIAN)

EXPORTACIONES DE LA REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA (RPDC) A COLOMBIA (IMPORTACIONES)

1. Confirmar si los siguientes datos son exactos. De ser inexactos presentar copias digitales de documentos originales o una explicación sobre la causa de la inexactitud.

Tabla 1. Maquinaria (Código SA 84)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Octubre de 2022	1.000
Noviembre de 2022	2.000
Enero de 2023	1.000

Frente a las operaciones mencionadas en la Tabla 1, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Octubre de 2022: Declaración de importación No. 032022001424645-0 con valor en aduana de USD 808,77; en la cual, si bien aparece la RPDC como país de origen de la mercancía (Disco separador transmisión), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a los Estados Unidos. *Esto quiere decir que, el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Estados Unidos.*
- b. Noviembre de 2022: Declaraciones de importación números 412022000017644-8, 412022000017649-4, 412022000017650-2 y 412022000017659-8 con valor FOB de USD 95,90, USD 29,00, USD 47,54 y USD 6,46, respectivamente.

Se debe tener en cuenta que si bien en estas declaraciones de importación, la RPDC aparece como país de origen de la mercancía (culata de motor, filtro de aceite para vehículo, filtro de aire, filtro de gas, embrague), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Panamá. *En todos los casos el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Panamá.*

Así mismo, se encontró la declaración No. 032022001650505-6 con valor FOB de USD 1.681,73; en la cual, si bien aparece la RPDC como país de origen de la mercancía (Módulo MCU marca Hyundai), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y



el país de procedencia corresponde a los Estados Unidos. *El exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Estados Unidos. El importador tiene calidad Operador Económico Autorizado (OEA).*

Las declaraciones de importación antes mencionadas tienen un valor FOB total de USD 1.860,63.

- c. Enero de 2023: Declaración de importación de 032023000086977-7 con valor en aduana de USD 758,89; en la cual, si bien aparece la RPDC como país de origen de la mercancía (Memoria RAM/repuesto sistema de tomografía computarizada), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a los *Estados Unidos*.

Tabla 2. Textiles (código SA 61)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Noviembre de 2022	4.000
Diciembre de 2022	1.000

Respecto a las operaciones mencionadas en la Tabla 2, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Noviembre de 2022: Declaraciones de importación números 902022000180606-2 y 902022000200831-0 con valor FOB de USD 30,42 y USD 4.050,48; en las cuales, si bien aparece LA RPDC como país de origen de la mercancía (Medias marca polo Ralph Lauren), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Panamá. *En ambos casos el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Panamá.*

Las declaraciones de importación antes mencionadas tienen un valor FOB total de USD 4.080,90

- b. Diciembre de 2022: Declaraciones de importación números 902022000205266-1, 902022000211452-1 y 902022000211454-4 con valor FOB de USD 520,20, USD 658,20 y USD 162, 84; en las cuales, si bien aparece la RPDC como país de origen de la mercancía (Medias marca polo Ralph Lauren), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Panamá. *En todos los casos el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Panamá.*

Las declaraciones de importación antes mencionadas tienen un valor FOB total de USD 1.341,24.

Aunque se encontraron operaciones que corresponden a los valores aproximados señalados por el International Trade Centre (ICT) Trade Map en las Tablas 1 y 2, es importante anotar que las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas solo indican el capítulo del Sistema Armonizado (SA) o hacen una mención general de la mercancía, por lo que de la descripción que aparece en las declaraciones de importación no se podría inferir que las mismas serán utilizadas en armamento nuclear o misiles.

Los capítulos 61 y 84 del SA comprenden una amplia gama de artículos, y en consecuencia, no todos los bienes de dichos capítulos podrían estar incluidos dentro de las prohibiciones de las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas.



De otra parte, es de resaltar que, aunque las mercancías tenían como país de origen a la RPDC, en ningún caso este fue el país exportador, de compra o de procedencia.

Igualmente, existe la posibilidad de haberse cometido un error de digitación en la casilla No. 66 del código país de origen en las declaraciones de importación, es decir, que en realidad el origen es la República de Corea (190) y no la RPDC (187). La información encontrada se remitirá para las acciones de correspondencia en el control posterior.

2. Si los cargamentos de la RPDC a Colombia que contenían los artículos relevantes fueron inspeccionados de conformidad con el párrafo 18 de la resolución 2270 (2016), y de ser así, la razón por la cual no fueron incautados y dispuestos de conformidad con el párrafo 20 de la resolución 2397 (2017).

Es importante tener en cuenta que el ingreso de las mercancías al país está sometido a tres etapas de control aduanero: i) previo; ii) simultáneo y; iii) posterior.

El control previo se surte en el momento en que la mercancía (carga) llega a los aeropuertos, puertos o cruces de frontera, etapa en la cual los transportadores internacionales informan a la Dirección de Impuestos y Aduanas Nacionales (DIAN), a

través de los Sistemas Informáticos Electrónicos, los datos relacionados en los documentos de transporte, entre ellos, el país de embarque, pues no conoce el país de origen o de negociación de la mercancía. Aunque sistema de la DIAN contiene la información entregada por los transportadores, esta entidad no puede detectar si una mercancía tiene como origen la RPDC.

El control simultáneo tiene lugar cuando una vez surtida la etapa del control previo, los usuarios presentan las declaraciones de importación y solicitan el levante de las mercancías a través de los sistemas informáticos de la DIAN.

Al respecto, y acatando el Convenio de Facilitación al Comercio (AFC) de la Organización Mundial de Comercio (OMC), la DIAN cuenta con un sistema de selectividad y perfilamiento de riesgo, y en tal sentido las declaraciones pueden ser seleccionadas para inspección física, inspección documental u obtener levante automático. En este último caso no se hace inspección alguna.

Igualmente, en virtud de las mismas normas de facilitación, hay importadores que después de haber cumplido una serie de requisitos son reconocidos por la DIAN y otras entidades de control como *Operadores Económicos Autorizados (OEA)*, cuyas operaciones de comercio exterior no representan riesgo. Estos importadores tienen beneficios, entre ellos, la obtención del levante automático de las mercancías, sin que ello impida que puedan ser sometidas a acciones de control.

Por último, el control posterior corresponde a las facultades de fiscalización que ejerce la autoridad aduanera sobre las mercancías que han obtenido el levante, en virtud del cual es posible incautarlas o aplicar sanciones conforme a la normatividad aduanera vigente.

Como se indicó en el punto anterior, las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas solo se refieren al capítulo del Sistema Armonizado o hacen una mención general de la mercancía, y de la descripción que aparece en las declaraciones de importación, por lo que no se podría inferir si dichas mercancías serán utilizadas en armamento nuclear o misiles, así como



tampoco en armamento químico y biológico. *Acorde con lo anterior, las mercancías no fueron incautadas y/o eliminadas.*

Adicionalmente, conforme a la legislación interna se debe adelantar un proceso de definición de situación jurídica de las mercancías que respete al debido proceso.

3. Cualquier otra información relevante y/o acción tomada por las autoridades colombianas con respecto a las exportaciones de la RPDC a Colombia (importaciones).

Las operaciones de referencia tienen a *Estados Unidos y Panamá* como países de exportación, de compra o de procedencia. En tal sentido se entiende que, aunque la mercancía haya sido fabricada en la RPDC, la transacción no se adelantó con este país.

Con respecto a las medidas adoptadas, uno de los principios en que se fundamenta el Decreto 1165 de 2019, por el cual se dictan disposiciones relativas al Régimen de Aduanas de Colombia es, precisamente, el de seguridad y facilitación en la cadena logística de las operaciones de comercio exterior. Esto quiere decir que el control se cumplirá bajo un sistema de gestión de riesgo que permita neutralizar el contrabando, el lavado de activos, fortalecer la seguridad en las fronteras, así como prevenir el riesgo ambiental y la proliferación de armas de destrucción masiva.

En esa línea, las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas son socializadas con las Direcciones Seccionales de la DIAN para su observancia y cumplimiento, sin desconocer los instrumentos internacionales que en materia de agilización de las operaciones de comercio exterior nos corresponde aplicar, tal como es el AFC de la OMC.

Así mismo, desde esa entidad se han expedido comunicaciones a las Direcciones Seccionales, mediante las cuales se imparten lineamientos relativos al reconocimiento de carga y de otra parte, se han realizado solicitudes de selectividad aduanera en los que se dan instrucciones para efectos de aplicación de controles.

Finalmente, es importante mencionar que en la actualidad la DIAN adelanta un proceso de modernización tecnológica que incluye el fortalecimiento del sistema de gestión de riesgos, lo que seguramente redundará en un control más efectivo.

IMPORTACIONES DE LA RPDC DESDE COLOMBIA (EXPORTACIONES)

Tabla 3. Hierro y acero (SA 72)

Fecha	Valor Aproximado (USD)
Diciembre de 2022	1.590.000

1. Confirmar si los datos son exactos. De ser inexactos presentar copias digitales de documentos originales o una explicación sobre la causa de la inexactitud.

Revisadas las bases estadísticas de exportaciones del mes de diciembre de 2022 <https://www.dian.gov.co/dian/cifras/Paginas/Bases-Estadisticas-de-Comercio-ExteriorImportaciones-y-Exportaciones.aspx>, se encontró una exportación desde Colombia, consistente en mercancía de la partida arancelaria 7202600000 (ferroníquel) por valor FOB de USD 1.589.688,33 que en la casilla del país de destino aparece la RPDC (187).



Sin embargo, luego de verificar la razón social y domicilio del destinatario se observa que la mercancía va dirigida para la empresa “M/S POSCO con dirección 6261 DONGHAEAN - RO NAM - GU POHANG- SI GYEONGSANGEUK- DO THE REPUBLIC OF KOREA” ubicada en la República de Corea, según información disponible en <https://www.posco.co.kr/homepage/docs/eng6/jsp/company/posco/s91a1000012c.jsp> y en <https://es.wikipedia.org/wiki/POSCO>.

Conforme a ello, se trata de un error en el diligenciamiento de la declaración de exportación en la casilla de país de destino, *por lo que el tema también será remitido al área competente del control posterior.*

2. Si los cargamentos de Colombia a la RPDC que contenían los artículos relevantes fueron inspeccionados de conformidad con el párrafo 18 de la resolución 2270 (2016), y de ser así, la razón por la cual no fueron incautados y dispuestos de conformidad con el párrafo 20 de la resolución 2397 (2017).

No se puede contestar esta pregunta, por cuanto la operación de exportación tiene como destino real una empresa ubicada en la República de Corea.

3. Cualquier otra información relevante y/o acción realizada por las autoridades colombianas con respecto a las importaciones de la RPDC desde Colombia (Exportaciones).

No se puede contestar esta pregunta, por cuanto la operación de exportación tiene como destino real una empresa ubicada en la República de Corea.

CONTROL ADUANERO

1. Rechazo o incautación.

En relación con cualquier caso de rechazo del despacho de aduana o incautación de mercancías que involucren a la RPDC como país de destino/consignación/origen, fabricación o tránsito, se adjunta un cuadro con la información suministrada por la DIAN correspondiente a “*los registros de las aprehensiones realizadas cuyo posible país de procedencia es la RPDC, para los años 2022 y 2023 con corte al 18 de junio de 2023, los reportes incluyen (en orden de aparición), las siguientes columnas: País de procedencia, Clasificación Arancelaria, Descripción de la mercancía aprehendida, Unidad de medida, Cantidad de mercancía aprehendida, Número de aprehensiones y valor de las aprehensiones realizadas*”.

2. Información que pudiera considerarse pertinente para el trabajo según lo dispuesto por el Consejo de Seguridad a este respecto.

Con miras a una implementación que permita cumplir estrictamente con las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, para Colombia, especialmente para la DIAN, sería valioso conocer las mejores prácticas internacionales que se aplican en los diferentes países encaminadas al cumplimiento de lo dispuesto en las resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas relativas a la RPDC y su articulación con las normas de facilitación de comercio, dada la dificultad para detectar que una mercancía tiene como origen la RPDC. Por ejemplo, cuando ha sido comprada en un país diferente y adicionalmente es embarcada en otro (procedencia) que no corresponde ni al de compra ni al de origen.

Colombia *(Translated from Spanish)*

Ministry of Foreign Affairs of Colombia

Office of the Director of Multilateral Political Affairs

Office of the Deputy Minister of Multilateral Affairs

Reply to the request of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009)

12 July 2023

Request sent to Colombia through communication S/AC.49/2023/PE/OC.112 of 15 June 2023

The following information is based on the reply of the Directorate of National Taxes and Customs of Colombia.

Exports from the Democratic People's Republic of Korea to Colombia (imports)

1. Confirmation as to whether the following data are accurate. If they are inaccurate, please submit digital copies of original documents or an explanation of the cause of the inaccuracy:

Table 1. Machinery (HS code 84)

Date	Approximate value (United States dollars)
October 2022	1,000
November 2022	2,000
January 2023	1,000

Regarding the transactions in table 1, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. October 2022: import declaration No. 032022001424645-0, with a customs value of \$808.77. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (transmission separator discs), the United States of America is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. This means that the exporter or overseas supplier is located in the United States.

- b. November 2022: import declarations No. 412022000017644-8, No. 412022000017649-4, No. 412022000017650-2 and No. 412022000017659-8, with free-on-board values of \$95.90, \$29.00, \$47.54 and \$6.46, respectively.

Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (cylinder heads, vehicle oil filters, air filters, gas filters and clutches), Panama is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. In all cases, the exporter or overseas supplier is located in Panama.

Declaration No. 032022001650505-6 was also found, with a free-on-board value of \$1,681.73. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (Hyundai machine control units), the United States is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. The exporter or overseas supplier is located in the United States. The importer is an authorized economic operator.

Those import declarations have a total free-on-board value of \$1,860.63.

- c. January 2023: import declaration No. 032023000086977-7, with a customs value of \$758.89. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (random access memory (RAM)/replacement computerized tomography system), the United States is the country of export, the country of purchase and the country of provenance.

Table 2. Textiles (HS code 61)

Date	Approximate value (United States dollars)
November 2022	4,000
December 2022	1,000

Regarding the transactions in table 2, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. November 2022: import declarations No. 902022000180606-2 and No. 902022000200831-0, with free-on-board values of \$30.42 and \$4,050.48. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (Ralph Lauren Polo brand socks), Panama is the country

of export, the country of purchase and the country of provenance. In both cases, the exporter or overseas supplier is located in Panama.

Those import declarations have a total free-on-board value of \$4,080.90.

- b. December 2022: import declarations No. 902022000205266-1, No. 902022000211452-1 and No. 902022000211454-4, with free-on-board values of \$520.20, \$658.20 and \$162.84. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (Ralph Lauren Polo brand socks), Panama is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. In all cases, the exporter or overseas supplier is located in Panama.

Those import declarations have a total free-on-board value of \$1,341.24.

Although transactions were found that correspond to the approximate values indicated in the International Trade Centre Trade Map in tables 1 and 2, the Security Council resolutions contain only the Harmonized System chapter or a general reference to the goods. As a result, from the description that appears in the import declarations, it cannot be inferred that they will be used in nuclear weapons or missiles.

Harmonized System chapters 61 and 84 comprise a wide range of items. Consequently, not all the goods in those chapters could be subject to the prohibitions in the Security Council resolutions.

Furthermore, although the Democratic People's Republic of Korea was the country of origin of the goods, in no case was it the country of export, the country of purchase or the country of provenance.

It is also possible that a typographical error was made when the code for the country of origin was entered in field 66 of the import declarations and that the country of origin is in fact the Republic of Korea (190) rather than the Democratic People's Republic of Korea (187). The information found will be forwarded for appropriate action during the post-clearance inspection.

2. Whether the cargoes from the Democratic People's Republic of Korea to Colombia containing the relevant items were inspected pursuant to paragraph 18 of resolution 2270 (2016), and if so, the reason why they were not seized and disposed of pursuant to paragraph 20 of resolution 2397 (2017)

The entry of goods into the country is subject to three stages of customs inspection: (i) pre-clearance; (ii) in-clearance; and (iii) post-clearance.

Pre-clearance inspections are conducted when goods (cargo) arrive at airports, ports or border crossings, at which point international shippers inform the Directorate of National Taxes and Customs, through the electronic information services, of the data related to the shipping documents, including the country of shipment, since they do not know the country of origin or brokerage of the goods. Although the Directorate's system contains the information provided by the shippers, the Directorate cannot detect whether goods originate from the Democratic People's Republic of Korea.

In-clearance inspections are carried out when users submit import declarations and request the release of goods through the Directorate's computer systems after completion of pre-clearance inspections.

In that regard, in line with the World Trade Organization Agreement on Trade Facilitation, the Directorate has a system of risk selectivity and profiling in which declarations can be selected for physical inspection, documentary inspection or automatic release. In the case of automatic release, no inspection is made.

Under the same facilitation rules, there are importers that, having fulfilled a series of requirements, are recognized by the Directorate and other monitoring bodies as authorized economic operators, whose foreign trade transactions pose no risk. Those importers enjoy benefits, such as the automatic release of goods, though they can still be subject to inspections.

Lastly, post-clearance inspections are carried out pursuant to the customs authority's powers of oversight over goods that have been released and can therefore be seized or subject to penalties in accordance with the customs rules in force.

As stated above, the Security Council resolutions contain only the Harmonized System chapter or a general reference to the goods, and it cannot be inferred from the descriptions set out in the import declarations that the goods will be used in nuclear weapons or missiles, or in chemical or biological weapons. In view of the foregoing, the goods were not seized or disposed of.

In addition, under Colombian law, a procedure consistent with due process needs to be initiated in order to determine the legal status of the goods.

3. Any other relevant information and/or action taken by the Colombian authorities with respect to exports from the Democratic People's Republic of Korea to Colombia (imports)

In the above-mentioned transactions, the United States and Panama are the countries of export, purchase and provenance. Although the goods were manufactured in the Democratic People's Republic of Korea, therefore, the transactions were not carried out with that country

With regard to the action taken, one of the principles underlying Decree No. 1165 of 2019, regulating the customs regime of Colombia, is precisely the security and facilitation of the logistical chain for foreign trade operations. In other words, inspections shall be conducted pursuant to a risk-management system that will prevent smuggling and asset laundering, strengthen border security, mitigate environmental risk and prevent the proliferation of weapons of mass destruction.

In that regard, the Security Council resolutions are disseminated to the Directorate's local offices to ensure that they are observed and complied with, without prejudice to international instruments that must be applied to facilitate foreign trade operations, such as the World Trade Organization Agreement on Trade Facilitation.

The Directorate has also sent its local offices communications containing guidelines on cargo inspections and has issued requests for selective customs checks.

Lastly, the Directorate is currently upgrading its technology. This includes strengthening the risk management system, which will no doubt result in more effective inspections.

Imports to the Democratic People's Republic of Korea from Colombia (exports)

Table 3. Iron and steel (HS 72)

Date	Approximate value (United States dollars)
December 2022	1,590,000

1. Confirmation as to whether the data are accurate. If they are inaccurate, please submit digital copies of original documents or an explanation of the cause of the inaccuracy.

During the review of the statistical databases for exports from December 2022 (<https://www.dian.gov.co/dian/cifras/Paginas/Bases-Estadisticas-de-Comercio-Exterior-Importaciones-y-Exportaciones.aspx>), an export from Colombia was found, consisting of goods under tariff heading 7202600000 (ferronickel) with a free-on-board value of \$1,589,688.33. The field for the country of destination contains the Democratic People's Republic of Korea (code 187).

Upon verification of the registered name and address of the receiver, however, it was observed that the goods were addressed to the company Posco at 6261 Donghaean-ro, Nam-gu, Pohang-si, Gyeongsangbuk-do, Republic of Korea. That location is confirmed by the information available at <https://www.posco.co.kr/homepage/docs/eng6/jsp/company/posco/s91a1000012c.js>²¹⁹ and <https://en.wikipedia.org/wiki/POSCO>.

An error would therefore seem to have been made when the field of the export declaration containing the country of destination was completed. The matter will also be forwarded for appropriate action during the post-clearance inspection.

2. Whether the cargoes from Colombia to the Democratic People's Republic of Korea containing the relevant items were inspected pursuant to paragraph 18 of resolution 2270 (2016), and if so, the reason why they were not seized and disposed of pursuant to paragraph 20 of resolution 2397 (2017).

This question cannot be answered because the actual destination of the export operation was a company located in the Republic of Korea.

3. Any other relevant information and/or action taken by the Colombian authorities with respect to imports to the Democratic People's Republic of Korea from Colombia (exports).

This question cannot be answered because the actual destination of the export operation was a company located in the Republic of Korea.

Customs control

1. Rejection or seizure

Regarding any cases of rejection of customs clearance or seizure of goods involving the Democratic People's Republic of Korea as a country of destination/consignment/origin, manufacture or transit, a table is attached with information provided by the Directorate on records of seizures of goods whose country of origin could be the Democratic People's Republic of Korea, from 1 January 2022 to 18 June 2023, including (in order of appearance) the following columns: country of provenance, tariff

²¹⁹ Translator's note: the hyperlink provided in the original does not work. For the Posco webpage containing information about the location, see <https://www.posco.co.kr/homepage/docs/eng7/jsp/common/posco/s91a1000010c.jsp>.

classification, description of goods seized, unit of measure, quantity of goods seized, number of seizures and value of goods seized.

2. Information that could be considered relevant to the Panel's work as mandated by the Security Council in this regard

To ensure that implementation fully complies with the Security Council resolutions, it would be useful for Colombia, in particular the Directorate, to be aware of the best international practices applied in different countries to implement Security Council resolutions related to the Democratic People's Republic of Korea and the ways in which those resolutions relate to the rules on trade facilitation, given the difficulty of detecting that goods originate in the Democratic People's Republic of Korea, for example, when goods have been purchased in a different country and are also shipped from another country (of provenance) that is neither the country of purchase nor that of origin.

Letter from the Permanent Mission of the Republic of Seychelles and Seychelles' reply



THE PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SEYCHELLES
TO THE UNITED NATIONS
685 THIRD AVENUE, SUITE 1107, 11TH FLOOR NEW YORK, NY 10017
TEL: 212.972.1785 FAX: 212.972.1786
EMAIL: seychellesmission@sycun.org

Note No: SMUN/173/2023

New York, 22 August 2023

Dear [REDACTED]

I have the honor to write to you in your capacity as Acting Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and make reference to your letter dated 15 June 2023, Reference No.: S/AC.49/2023/PE/OC.119, regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017), in particular incidents of non-compliance.

In endeavoring to assist the Panel in its investigation, I further have the honor to inform you that, after an extensive enquiry into the matter by the Seychelles Revenue Commission, it was found that the data published was, in fact, inaccurate. During the period in question between October 2022 and March 2023, there were three (3) imports originating from the **Republic of Korea (ROK)**:

a. BOE C27979 dated 23/11/2022 - Airport Cargo (SCAC)

Exporter:

D-I Industrial CO. Ltd

13, Namgang-R0 1367BEON-GIL, JINJU-SI, Gyeongnam-Do, Korea, 52781

Tel: +82 55 760 5520

Fax: +82 55 755 5529

The country code of the ROK is (+82). The product is made in ROK.

Port of loading: Incheon Airport, Republic of Korea

b. BOE C21539 dated 13/12/2022 - Seaport (SCPO)

Exporter:

SAMSUNG Electronic Co. Ltd

129, Samsung-RO, Yeongtong-Gu, Suwon 16677 Gyeonggi-Do, Republic of Korea

c. BOE 1674 dated 25/01/2023 - Seaport (SCPO)

Seller:

Dong Ah Fishing Industries Co., Ltd.

1100-9 Janglim-Dong, SAHA-GU,

Busan, Republic of Korea

Country of Origin: Republic of Korea (ROK) - South Korea

Country of Export: Busan, Korea

In all three cases, the Bills of Entry (BOE) presented for the clearance of those goods identified the country of export and the country of origin in boxes 15 and 16 respectively, as being the Democratic People's Republic of Korea. These were erroneous entries on the part of the declarants, as can be seen from the attached copies of the original documents.

The Seychelles Revenue Commission (SRC) could not find an entry within its system dated October 2022 under HS Code 72 that is highlighted in your letter.

In concluding, I wish to convey that the review conducted by the SRC found that there is a gap in Seychelles' national legislative framework to domesticate UNSC sanction measures and that the country is embarking on a wider consultative process to address this gap.

The Seychelles Permanent Mission to the United Nations, remains at your disposal for any further clarification on this matter.

Please accept the assurances of my highest consideration.



H.E. Mr. Ian Madeleine
Ambassador
Permanent Representative

Acting Coordinator of the Panel of Experts

established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009)

United Nations

New York

Annex 36: Comparison Table on DPRK Trade Statistics and replies provided by Member States

** Note: DPRK Trade Statistics and Member State's reply cover the six-month period of April 2023-September 2023/ Highlighted are restricted commodities.

As of 1 January 2024 / *Unit: Thousand US\$

No.	Member State (MS)	Trade Volume w/ DPRK		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
1	Armenia	0	117		29 (HS Code 12) 1 (HS Code 61) 6 (HS Code 84) 8 (HS Code 85)	Customs declarations system does not contain any information related to such import from DPRK.
2	Aruba (territory of the Netherlands)	0	7,965		258 (HS Code 84) 5 (HS Code 85)	
3	Austria	0	734			(Not Restricted)
4	Barbados	0	752		390 (HS Code 72) 4 (HS Code 73) 301 (HS Code 84) 55 (HS Code 85)	
5	Belgium, Kingdom of	34	9		7 (HS Code 84)	
6	Belize	0	30		30 (HS Code 84)	
7	Brazil, Federative Republic of	0	5		4 (HS Code 58)	
8	Canada	4	0	1 (HS Code 85)		Confirmed errors due to miscoded country variables in the customs data.
9	China, People's Republic of	992,366	142,764	16 (HS Code 72) 50 (HS Code 73) 48 (HS Code 82) 1 (HS Code 83) 812 (HS Code 84) 295 (HS Code 85) 3 (HS Code 87)	14265 (HS Code 72) 114 (HS Code 73) 3585 (HS Code 50) 4 (HS Code 58)	Goods are items not prohibited by the relevant UNSC resolutions or for the use of international organizations in their project offices in the DPRK which did not violate UNSC resolutions.
10	Colombia	0	180		14 (HS Code 56) 3 (HS Code 61) 1 (HS Code 73) 136 (HS Code 84) 8 (HS Code 85)	Errors with country code as none of the cases were DPRK. Some items could not be subject to UNSC resolutions.

No.	Member State (MS)	Trade Volume w/ DPRK		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
11	Costa Rica	0	206		179 (HS Code 84)	
12	Cyprus	3	0			(Not Restricted)
13	Denmark, Kingdom of	112	0			(Not Restricted)
14	Ecuador	2	0			(Not Restricted)
15	Gambia	0	11			(Not Restricted)
16	Greece	181	17			(Not Restricted)
17	Guyana	0	38		1 (HS Code 84) 36 (HS Code 85)	
18	Hungary	1	0	1 (HS Code 84)		
19	India	73	314	9 (HS Code 85) 2 (HS Code 87)	7 (HS Code 56) 191 (HS Code 72) 21 (HS Code 73) 58 (HS Code 74) 8 (HS Code 84) 16 (HS Code 85)	
20	Indonesia, Republic of	138	90	138 (HS Code 84)	7 (HS Code 62) 6 (HS Code 74) 6 (HS Code 84)	
21	Italy	0	30			(Not Restricted)
22	Madagascar, Republic of	0	21			(Not Restricted)
23	Mongolia	128	247			(Not Restricted)
24	Netherlands, Kingdom of the	159	35		1 (HS Code 73) 1 (HS Code 85)	
25	Poland, Republic of	198	4			(Not Restricted)
26	Romania	0	3			(Not Restricted)
27	Slovenia	0	2			(Not Restricted)
28	South Africa, Republic of	4	10		1 (HS Code 63)	
29	Spain, Kingdom of	0	24		1 (HS Code 84) 22 (HS Code 85)	
30	Thailand, Kingdom of	0	20		19 (HS Code 85)	
31	Ukraine	0	8		3 (HS Code 54)	Country of origin was mistakenly indicated as DPRK instead of ROK

Source: ITC Trade Map, accessed on 1 January 2024, annotated by the Panel.

Annex 37: Imported Trucks and Agricultural equipment in DPRK

The Panel investigated the open source information²²⁰ about possible violation of restrictions imposed by Security Council resolutions relating to transfer to DPRK of all industrial machinery (HS codes 84 and 85) and transportation vehicles (HS codes 86 through 89, which appeared on a number of images taken in DPRK in 2023.

In April 2023 DPRK authorities presented vehicles, to “districts administering major streets of Pyongyang” (Figure 1). NK News identified them as Chinese-made vehicles: QY16K crane truck, Duolika D6 large white and green street sweeper, MN-F2000 small single-seat street sweeper vehicles, Dragon 5 brown flatbed industrial trucks with mounted cranes.

Figure 1



Source: Rodong Shinmun.

On another occasion, authorities had presented the Ryonpho Greenhouse Farm²²¹ with vehicles and equipment, which, according to the same NK News analysts, included: Chinese-made industrial truck, flatbed trucks, container, walking tractors (figure. 2).

²²⁰ <http://rodong.rep.kp/en/index.php?MTJAMjAyMy0wNC0xNS11MDA3QDE1QDFAQDBANQ==>

²²¹ <http://kcna.kp/en/article/q/f8cf900be172eb0560855b50433301e3.kcmsf>

Figure. 2



Source: NK News.



Source: NK News, comparing images from KCTV (April 6, 2023) (right) and a Jiulin manufactured tractor (left)²²²

²²² See <https://www.nknews.org/pro/north-koreas-display-of-new-chinese-trucks-points-to-production-issues-at-home/>; and 2023 <http://kcna.kp/en/article/q/f8cf900be172eb0560855b50433301e3.kcmsf>

China's reply to the Panel's enquiry (OC. 231, see Annex 40 for a compiled reply)

To the Panel's request concerning this case China replied: "By November 2017, the UN Security Council had not yet listed vehicles as prohibited goods for export to the DPRK. Records were found on exports of passenger cars and trucks to the DPRK during this period, and these were normal exports. Since the adoption of the UN Security Council Resolution 2397, all vehicles exported from China to the DPRK have been for the use of international organizations in their project offices in the DPRK, and they do not involve any violations of UN Security Council resolutions".

Annex 38: List of HS Codes the Panel applies to monitor the sectoral ban

Below is the list of HS codes assigned for each category of goods under sectoral ban by relevant UN Security Council resolutions. This list supersedes S/2018/171, annex 4, as amended by S/2018/171/Corr.1. This list does not include items banned by previous resolutions such as arms embargo, dual-use items and luxury goods. See <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/prohibited-items> for the complete list of prohibited goods.

a. Items prohibited from being exported to the DPRK

Item	HS Codes	Description	Resolutions
Condensates and natural gas liquids	2709	Oils; petroleum oils and oils obtained from bituminous minerals	Para. 13 of 2375 (2017)
	2711	Petroleum gases and other gaseous hydrocarbons	
Industrial machinery	84	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof	Para. 7 of 2397 (2017)
	85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers; television image and sound recorders and reproducers, parts and accessories of such articles	
Transportation vehicles ²²³	86	Railway, tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electro-mechanical) traffic signaling equipment of all kinds	Para. 7 of 2397 (2017)
	87	Vehicles; other than railway or tramway rolling stock, and parts and accessories thereof	
	88	Aircraft, spacecraft and parts thereof ²²⁴	
	89	Ships, boats and floating structures	
Iron, steel and other metals	72-83		Para. 7 of 2397 (2017)
	72	Iron and steel	
	73	Articles of iron or steel	
	74	Copper and articles thereof	
	75	Nickel and articles thereof	
	76	Aluminum and articles thereof	

²²³ Pursuant to paragraph 30 of resolution 2321 (2016) and paragraph 14 of resolution 2397 (2017), States shall prevent the direct or indirect supply, sale or transfer to the DPRK, through their territories or by their nationals, or using their flag vessels or aircraft, and whether or not originating in their territories, of new helicopters, new and used vessels, except as approved in advance by the Committee on a case-by-case basis.

²²⁴ Shall not apply with respect to the provision of spare parts needed to maintain the safe operation of DPRK commercial civilian passenger aircraft (currently consisting of the following aircraft models and types: An-24R/RV, An-148-100B, Il-18D, Il-62M, Tu-134B-3, Tu-154B, Tu-204-100B, and Tu-204-300).

	78	Lead and articles thereof
	79	Zinc and articles thereof
	80	Tin and articles thereof
	81	Other base metals; cermets; articles thereof
	82	Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal; parts thereof of base metal
	83	Miscellaneous articles of base metal

b. Items prohibited from being imported from the DPRK

Item	HS Codes	Description	Resolutions
Coal	2701	Coal; briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal	Para. 8 of 2371 (2017)
Iron Ore	2601	Iron ores and concentrates, including roasted iron pyrites	
Iron	72	Iron and steel (7201-7229)	
Iron and Steel products	73	Articles of Iron and steel (7301-7326)	
Gold	261690	Gold ores and concentrates	Para. 30 of 2270 (2016)
	7108	Gold (incl. put plated), unwrought, semi-manufactured forms or powder	
	710811	Gold powder, unwrought	
	710812	Gold in other unwrought forms	
	710813	Gold in other semi-manufactured forms	
	710820	Monetary gold	
Titanium	2614	Titanium ores and concentrates	
Vanadium	2615	Vanadium ores and concentrates	
Rare Earth Minerals	2612	Uranium or thorium ores and concentrates [261210 and 261220]	
	2617	Ores and concentrates, [Nesoi code 261790 - Other Ores and Concentrates]	
	2805	Alkali metals etc., rare-earth metals etc., mercury	
	2844	Radioactive chemical elements and isotopes etc.	
Copper	74	Copper and articles thereof (7401-7419)	Para. 28 of 2321 (2016)
	2603	Copper ores and concentrates	
Zinc	79	Zinc and articles thereof (7901-7907)	
	2608	Zinc ores and concentrates	
Nickel	75	Nickel and articles thereof (7501-7508)	

	2604	Nickel ores and concentrates	
Silver	2616100	Silver ores and concentrates	
	7106, 7107	Silver unwrought or semi manufactured forms, or in powdered forms; base metals clad with silver, not further worked than semi-manufactured	
	7114	Articles of goldsmiths or silversmiths' wares or parts thereof, of silver, whether or not plated or clad with other precious metal	
Seafood (including fish, crustaceans, mollusks, and other aquatic invertebrates in all forms)	3	Fish and crustaceans, mollusks and other aquatic invertebrates (0301-0308)	Para. 9 of 2371 (2017)
	1603	Extracts and juices of meat, fish or crustaceans, mollusks or other aquatic invertebrates)	
	1604	Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs	
	1605	Crustaceans, mollusks and other aquatic invertebrates, prepared or preserved	
Lead	78	Lead and articles thereof (7801-7806)	Para. 10 of 2371 (2017)
Lead ore	2607	Lead ores and concentrates	
Textiles (including but not limited to fabrics and partially or fully completed apparel products)	50-63		Para. 16 of 2375 (2017)
	50	Silk, including yarns and woven fabrics thereof	
	51	Wool, fine or coarse animal hair, including yarns and woven fabrics thereof; horsehair yarn and woven fabric	
	52	Cotton, including yarns and woven fabrics thereof	
	53	Vegetable textile fibres nesoi; yarns and woven fabrics of vegetable textile fibres nesoi and paper	
	54	Manmade filaments, including yarns and woven fabrics thereof	
	55	Manmade staple fibres, including yarns and woven fabrics thereof	
	56	Wadding, felt and nonwovens; special yarns; twine, cordage, ropes and cables and articles thereof	
	57	Carpets and other textile floor covering	

	58	Fabrics; special woven fabrics, tufted textile fabrics, lace, tapestries, trimmings, embroidery	
	59	Textile fabrics; impregnated, coated, covered or laminated; textile articles of a kind suitable for industrial use;	
	60	Knitted or crocheted fabrics	
	61	Apparel and clothing accessories; knitted or crocheted;	
	62	Apparel and clothing accessories; <i>not</i> knitted or crocheted;	
	63	Textiles, made up articles; sets; worn clothing and worn textile articles; rags	
Agricultural products	07	Vegetables and certain roots and tubers; edible	Para. 6 of resolution 2397 (2017)
	08	Fruit and nuts, edible; peel of citrus fruit or melons	
	12	Oil seeds and oleaginous fruits; miscellaneous grains, seeds and fruit, industrial or medicinal plants; straw and fodder	
Machinery	84	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof	Para. 6 of resolution 2397 (2017)
Electrical equipment	85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers; television image and sound recorders and reproducers, parts and accessories of such articles	
Earth and stone including magnesite and magnesia	25	Salt; sulphur; earths, stone; plastering materials, lime and cement	
Wood	44	Wood and articles of wood; wood charcoal	
Vessels	89	Ships, boats and floating structures	

c. For paragraphs 4 and 5 of resolution 2397 (2017), the Panel uses the following HS codes. The Panel notes that annual caps are placed for the two items below.

- HS 2709: crude oil [cap: 4 million barrels or 525,000 tons]
- HS 2710, HS 2712 and HS 2713: refined petroleum products [cap: 500,000 barrels]

Source: The Panel.

Annex 39: Replies from Member States to the Panel's enquiries

Letter from the Permanent Mission of Armenia and Armenia's reply



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF
ARMENIA TO THE UNITED NATIONS
119 East 36th Street, New York, New York 10016
Tel: 212-686-9079 Email: armenia@missionun.org

UN/3101/002/2024

The Permanent Mission of the Republic of Armenia to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), and, with reference to the letter S/AC.49/2023/PE/OC.472 dated 8 December 2023, has the honour to inform that, according to the response provided by the State Revenue Committee of the Republic of Armenia, customs declarations in Armenia are submitted to the Customs authorities of the Republic of Armenia in an electronic form. The customs declarations are subsequently registered in the system "National Single Window for Foreign Trade of the Republic of Armenia". The system does not contain any information related to the import from DPRK of items under HS Code 12, HS Code 61, HS Code 84 and HS Code 85 for the period between April 2023 and September 2023.

In case that additional data is provided regarding the transfer of above mentioned items to the Republic of Armenia, the State Revenue Committee of Armenia will conduct further investigation. The Permanent Mission of Armenia stands ready to provide any additional clarification, as needed.

The Permanent Mission of the Republic of Armenia to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

New York, 5 January 2024



The Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
New York

Letter from the Permanent Mission of Canada and Canada's reply

Permanent Mission of Canada
to the United Nations



Mission permanente du Canada
auprès de l'Organisation des Nations Unies

January 17, 2024

[REDACTED]
Acting Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations Headquarters
New York, NY 10017

Dear [REDACTED]

Thank you for your letter of December 8, 2023, reference S/AC.49/2023/PE/OC.478, with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by the referenced Security Council resolutions, in particular incidents of non-compliance.

The Panel has written specifically "with regard to the DPRK's trade with Canada in items that are covered by the relevant sectoral sanctions provisions in resolutions 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017)", based on the Panel's analysis of available trade data. Your letter also noted that the Panel seeks Canada's assistance in providing supplementary information concerning specific trade data reported by Canada that lists the DPRK as the partner country.

The Government of Canada has determined that the instances in which the DPRK is reported as the partner country are either confirmed errors or highly likely to be errors. The errors are most likely cases of miscoded country variables in the customs data.

Please note that we will be making changes within our national systems to replace miscoded references to the DPRK with the correct partner country in all these transactions. Moving forward, we will work to modify our processes to detect potential reporting errors, to reduce occurrences of trade being incorrectly attributed to the DPRK in published data.

With respect to the Panel's request for information regarding any cases of rejection of customs clearance or seizure of goods involving the DPRK as a country of destination / consignment / origin / manufacture or transit, the Government of Canada affirms that there have been no import seizures of goods from the DPRK as the country of purchase / origin.

Canada

Please be assured that the Government of Canada takes our obligations as a UN Member State with the utmost seriousness. To that end, Canada continues to stand ready to support the important work of the Panel. Please do not hesitate to contact us if you require any further clarifications.

Sincerely yours,




d'Affaires a.i.

Ambassador and Deputy Permanent
Representative

China's reply (see also annex 40, OC.359)

From April to September 2023, China did not import iron alloys, iron and steel products, textiles, or other goods from the DPRK prohibited by relevant UN resolutions. The goods imported from the DPRK under HS code 50 were mulberry silk and waste silk. Mulberry silk and waste silk are raw materials and do not fall under the category of textiles prohibited from export by the UN resolutions, as China has repeatedly stated to the Panel. During this period, all metal products, industrial machinery, electronic equipment, and vehicles exported from China to the DPRK were purely for the use of international organizations in their project offices in the DPRK, and did not involve any violations of UN sanctions resolutions. We urge the Panel to demonstrate its professionalism, accurately determine the scope of the resolutions and not to include any information unrelated to the resolutions in its final report.

Letter from the Permanent Mission of Colombia and Colombia's reply



Permanent Mission of Colombia to the United Nations

S-DUSONU-24-000004

New York, January 3rd, 2024

Ms. Acting Coordinator,

I have the honour to write to you regarding your note S/AC.49/2023/PE/OC.479 dated December 8, 2023, in which you request information with regard to the Democratic People's Republic of Korea's (DPRK) trade with Colombia in items that are covered by the relevant sectoral sanctions according to resolutions 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

In that regard, please find attached the official response by the Ministry of Foreign Affairs of Colombia - Direction for Multilateral Political Affairs – to your request (1 PDF file); a copy of all the relevant import declarations (16 PDF files); and the report on the seizure of goods from the DPRK (1 excel file).

Please accept, Ms. Acting Coordinator, the assurance of my highest and most distinguished consideration.

LEONOR ZALABATA TORRES
Ambassador, Permanent Representative

To

Ms. [REDACTED]

Acting Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
New York

140 EAST 57TH STREET · NEW YORK, N.Y. 10022 · TEL.: (212) 355-7776 · FAX: (212) 371-2813



DIRECCIÓN DE ASUNTOS POLÍTICOS MULTILATERALES
Viceministerio de Asuntos Multilaterales

Respuesta requerimiento del Panel de Expertos establecido en virtud de la Resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas

Enero 2 de 2024

Requerimiento realizado a Colombia mediante comunicación S/AC.49/2023/PE/OC.479 del 8 de diciembre de 2023.

La siguiente respuesta se remite, en virtud de la información suministrada por la Dirección de Impuestos y Aduanas Nacionales (DIAN).

EXPORTACIONES DE LA REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA (RPDC) A COLOMBIA (IMPORTACIONES)

1. Confirmar si los datos enumerados son exactos. De ser inexactos, presentar copias digitales de los documentos originales o una explicación sobre la causa de la inexactitud:

Tabla 1. Textiles (Código SA 56)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Mayo 2023	14.000

Respecto a las operaciones mencionadas en la tabla 1, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Mayo de 2023: Declaraciones de importación números *482023000257885-1* y *482023000274837-8* con valor en aduana de USD 7.161,27 y USD 7.158.79 respectivamente, se debe tener en cuenta que si bien en estas declaraciones de importación Corea del Norte aparece como país de origen de la mercancía (rollo revelador DR44K), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Estados Unidos. En los dos casos, el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Estados Unidos.

Las declaraciones de importación antes mencionadas tienen un valor en aduana total de USD 14.320,06.

Tabla 2. Textiles (Código SA 61)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Mayo 2023	3.000

Respecto a las operaciones mencionadas en la tabla 2, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Mayo de 2023: Declaraciones de importación números *902023000080813-2* y *902023000080814-1* con valor en aduana de USD 1.872,29 y USD 678,43

Versión: 001

DP-FO- 258
FV: 08/11/2021



respectivamente, en las cuales, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (Medias marca polo Ralph Lauren), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Panamá. En ambos casos el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Panamá.

Las declaraciones de importación antes mencionadas tienen un valor en aduana total de USD 2.550,72.

Tabla 3. Productos de Hierro y Acero (Código SA 73)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Mayo 2023	1.000

Respecto a las operaciones mencionadas en la tabla 3, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Mayo de 2023: Declaración de importación número 192023000031757-7 con valor en aduana de USD 538,88, en la cual, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (Cap screw – Tornillo marca Komatsu), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Estados Unidos. El exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Estados Unidos. El importador tiene calidad Operador Económico Autorizado – OEA.

Tabla 4. Maquinaria (Código SA 84)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Abril de 2023	10.000
Mayo de 2023	16.000
Junio de 2023	110.000

Respecto a las operaciones mencionadas en la tabla 4, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Abril de 2023: Declaración de importación número 902023000051992-9 con valor en aduana de USD 4.559,27. Cabe anotar que si bien en la casilla del País exportador aparece Corea del Norte, tras verificar la razón social y domicilio del exportador, se identificó que la mercancía (Botonera de control para polipasto de 2 pulsadores, marca Swiko) proviene de la empresa "Gtol Corporation" con dirección "W503, SK-VI Center, 11, Dangsang-Ro 41-Gil, Yeongdeungpo, Seoul, Korea, 150-806" ubicada en Corea del Sur, según información disponible en http://gtoic.com/home_02.asp. Conforme a ello, presumiblemente se trata de un error en el diligenciamiento de la declaración de importación en la casilla (No. 48) del código País Exportador en la declaración de importación, es decir que en realidad el país exportador es Corea del Sur (190) y no Corea del Norte (187), por lo cual la información encontrada será remitida para las acciones que correspondan en el control posterior.



Adicional, se encontró la declaración de importación número *032023000569470-9* con valor en aduana de USD 4.991,43 en la cual, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (TrialSlate Bluebird ST102 W4LAL, marca Bluebird – 6 Unds), se observa que tanto el país de compra y el país de procedencia corresponde a Reino Unido. El exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Reino Unido. El importador tiene calidad Operador Económico Autorizado – OEA.

Las declaraciones de importación mencionadas anteriormente tienen un valor en aduana total de USD 9550,70.

- b. Mayo de 2023: Declaraciones de importación números *872023000056017-3* y *482023000281797-0* con valor en aduana de USD 952,36 y USD 14.937,98 respectivamente, en las cuales, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (Disco duro SSD, Liner de motor), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Estados Unidos. En ambos casos el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Estados Unidos.

Las declaraciones de importación antes mencionadas tienen un valor en aduana total de USD 15.890,34.

- c. Junio de 2023: Declaración de importación número *482023000322528-3* con valor en aduana de USD \$70.182,93 en la cual, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (mercancía nueva de uso exclusivo en la industria petrolera), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Estados Unidos. El exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Estados Unidos. El importador tiene calidad Operador Económico Autorizado-OEA.

Así mismo se encontró la declaración de importación número *482023000343695* con valor en aduana de USD 26.789,42 en la cual, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (excavadora), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra es China. El exportador o proveedor en el exterior está ubicado en China.

Adicional, se encontraron las declaraciones de importación números *032023000844845-6*, *032023000836628-0* y *032023000836528-2* con valor en aduana de USD 9.309,83, USD 2.262,03 y USD 1.560,97 respectivamente, se debe tener en cuenta que si bien en estas declaraciones de importación Corea del Norte aparece como país de origen de la mercancía (bomba de aceite, bomba de combustible, tubo de plástico del motor – camión), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Brasil. El exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Brasil. El importador tiene calidad Operador Económico Autorizado-OEA.

Las declaraciones de importación mencionadas anteriormente tienen un valor en aduana total de USD 110.105,18.



Tabla 5. Equipo eléctrico (Código SA 84)

Fecha	Valor aproximado (USD)
Abril de 2023	8.000

Respecto a las operaciones mencionadas en la tabla 5, se informa que revisado el sistema informático aduanero se encontró lo siguiente:

- a. Abril de 2023: Declaración de importación número 902023000051993-6 con valor en aduana de USD 2.128,64. Se resalta que, si bien en la casilla del País Exportador aparece Corea del Norte, tras verificar la razón social y domicilio del exportador, se identifica que la mercancía (Control remoto a distancia, marca KG Auto) proviene de la empresa “Gtol Corporation” con dirección “W503, SK-VI Center, 11, Dangsang-Ro 41-Gil, Yeongdeungpo, Seoul, Korea, 150-806” ubicada en Corea del Sur, según información disponible en http://gtoic.com/home_02.asp. Conforme a ello, al parecer se trata de un error en el diligenciamiento de la declaración de importación en la casilla (No. 48) del código País Exportador en la declaración de importación, es decir que en realidad el país exportador es Corea del Sur (190) y no Corea del Norte (187), por lo cual la información encontrada se remitirá para las acciones que correspondan en el control posterior.

Así mismo, se encontró la declaración de importación número 032023000569444-7 con valor en aduana de USD 6.321,60 en las cual, si bien aparece Corea del Norte como país de origen de la mercancía (Ediary Samsung A217M US. Android 10, Dual Sim), se observa que tanto el país exportador, como el país de compra y el país de procedencia corresponde a Reino Unido. En ambos casos el exportador o proveedor en el exterior está ubicado en Reino Unido. El importador tiene calidad Operador Económico Autorizado-OEA. Las declaraciones de importación anteriormente mencionadas tienen un valor en aduana total de USD 8.450,24.

Así las cosas y aunque se encontraron operaciones que corresponden con los valores aproximados señalados por el International Trade Centre (ICT) Trade Map en las tablas 1, 2, 3, 4 y 5, es importante anotar que las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas solo indican el capítulo del Sistema Armonizado o hacen una mención general de la mercancía, y de la descripción que aparece en las declaraciones de importación no se podría inferir que las mismas serán utilizadas en el desarrollo de armamento nuclear o misiles.

Los capítulos 56, 61, 73, 84 y 85 del SA comprenden una amplia gama de artículos/productos, en consecuencia, no todos los bienes de dichos capítulos podrían estar incluidos dentro de las prohibiciones de las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas.

De otra parte, es de resaltar que, aunque las mercancías tenían como país de origen a la RPDC, en ninguno de los casos correspondió al país exportador, de compra o de procedencia. Igualmente, existe la posibilidad de que se hayan cometido errores en la digitación de la casilla No. 48 de la Declaración de Importación en relación con el código de origen, es decir que algunas importaciones realizadas desde la República de Corea hayan sido erróneamente registradas como provenientes de la RPDC.

Versión: 001

DP-FO- 258
FV: 08/11/2021



2. Si los cargamentos de la RPDC a Colombia que contenían los artículos pertinentes fueron inspeccionados de conformidad con el párrafo 18 de la resolución 2270 (2016), y de ser así, el motivo por el cual no fueron incautados y dispuestos de conformidad con el párrafo 20 de la resolución 2397 (2017).

Al respecto, es importante anotar que el ingreso al país de estas, al igual que de todas las mercancías, está condicionado por tres etapas de control aduanero, a saber: previo, simultáneo y posterior.

El control previo se surte en el momento en que la mercancía (carga) llega a los aeropuertos, puertos o cruces de frontera, etapa en la cual los transportadores internacionales informan a la DIAN (a través de los Sistemas Informáticos Electrónicos) los datos relacionados en los documentos de transporte, entre ellos, el país de embarque, pues no conocen el país de origen o de negociación de la mercancía. Ahora bien, el sistema de la DIAN contiene la información entregada por los transportadores, pero la Entidad no puede detectar si una mercancía tiene como origen la RPDC.

El control simultáneo tiene lugar cuando surtida la etapa del control previo, los usuarios presentan las declaraciones de importación y solicitan el levante de las mercancías a través de los sistemas informáticos de la DIAN; sobre esto, es de tener en cuenta que acatando el Convenio de Facilitación al Comercio (AFC) de la Organización Mundial de Comercio (OMC), la Entidad cuenta con un sistema de selectividad y perfilamiento de riesgo, y en tal sentido las declaraciones pueden ser seleccionadas para inspección física, inspección documental u obtener levante automático, en este último caso no se hace inspección alguna.

También, en virtud de las mismas normas de facilitación, hay importadores que después de haber cumplido una serie de requisitos son reconocidos por la DIAN y otras Entidades de control como Operadores Económicos Autorizados (OEA), cuyas operaciones de comercio exterior no representan riesgo, por lo que tienen beneficios, entre ellos, la obtención del levante automático de las mercancías, sin que ello impida que puedan ser sometidas a acciones de control. Ahora, el control posterior corresponde a las facultades de fiscalización que ejerce la autoridad aduanera sobre mercancías que han obtenido levante, en virtud del cual es posible incautarlas o aplicar sanciones conforme a la normatividad aduanera vigente.

Igualmente, como se ha indicado las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas solo refieren el capítulo del Sistema Armonizado o hacen una mención general de la mercancía, y de la descripción que aparece en las declaraciones de importación no se podría inferir que las mercancías serán utilizadas en el desarrollo de armamento nuclear o misiles, así como tampoco en armamento químico o biológico.

De acuerdo con lo anterior, las mercancías no fueron incautadas/eliminadas. Adicionalmente, conforme a la legislación interna se debe adelantar un proceso de definición de situación jurídica de las mercancías que respete el debido proceso, cuestión que no fue requerido para el caso de las mercancías que son objeto de consulta.

Versión: 001

DP-FO- 258
FV: 08/11/2021



3. Cualquier otra información relevante y/o acción tomada por las autoridades colombianas con respecto a las exportaciones de la RPDC a Colombia (importaciones).

Es preciso destacar que las operaciones de comercio exterior que fueron objeto de revisión tienen a Estados Unidos, Panamá, Reino Unido, China y Brasil, como países de exportación, de compra o de procedencia, y en tal sentido se entiende que, aunque la mercancía haya sido fabricada en la RPDC la transacción comercial no se adelantó con este último país. Sin embargo, Colombia aplica una serie de medidas para mantener su sistema de regulación alineado con los propósitos de desarme y no proliferación de armas de destrucción masiva.

Con respecto a las medidas adoptadas, como se ha mencionado en otras ocasiones, vale decir que uno de los principios en que se fundamenta el Decreto 1165 de 2019, por el cual se dictan disposiciones relativas al Régimen de Aduanas es, precisamente, el de seguridad y facilitación en la cadena logística de las operaciones de comercio exterior; esto significa que el control se cumplirá bajo un sistema de gestión de riesgo que permita neutralizar el contrabando, el lavado de activos, fortalecer la seguridad en las fronteras, así como prevenir el riesgo ambiental y la proliferación de armas.

En esa línea, las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas son socializadas con las Direcciones Seccionales para su observancia, sin desconocer instrumentos internacionales que en materia de agilización de las operaciones de comercio exterior nos corresponde aplicar, tal como es el Acuerdo de Facilitación de Comercio de la Organización Mundial de Comercio.

Así mismo, Colombia, a través de su autoridad de aduanas ha expedido lineamientos a las Direcciones Seccionales de control aduanero relativos al reconocimiento de carga y se han realizado solicitudes de selectividad aduanera en los que se dan instrucciones para efectos de aplicación de controles. Finalmente, es importante mencionar que en la actualidad el país adelanta un proceso de modernización tecnológica de la DIAN que incluye el fortalecimiento del sistema de gestión de riesgos, lo que seguramente redundará en un control más efectivo.

CONTROL ADUANERO.

1. Rechazo o incautación

En relación con cualquier caso de rechazo del despacho de aduana o incautación de mercancías que involucren a la RPDC como país de destino/consignación/origen, fabricación o tránsito, se adjunta cuadro con la información suministrada por la Subdirección de Fiscalización Aduanera correspondiente a *"los registros de las aprehensiones realizadas cuyo posible país de procedencia es Corea del Norte, para el año 2023 a corte del 17 de diciembre, los reportes incluyen (en orden de aparición), las siguientes columnas: País de procedencia, Clasificación Arancelaria, Descripción de la mercancía aprehendida, Unidad de medida, Cantidad de mercancía aprehendida y valor de las aprehensiones realizadas"*

Versión: 001

DP-FO- 258
FV: 08/11/2021



2. Información que pudiera considerarse pertinente para el trabajo según lo dispuesto por el Consejo de Seguridad a este respecto

Con miras a una implementación que permita cumplir estrictamente con las Resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, sería muy valioso contar con una compilación detallada de las medidas restrictivas al comercio exterior con la RPDC, así como una descripción completa de las mercancías involucradas, toda vez que el solo capítulo del Arancel – Sistema Armonizado (SA) – o un nombre genérico, no es suficiente para identificarlas, lo que impide saber con exactitud cuáles son los productos sobre los que recae la prohibición y por consiguiente se dificulta el control.

Así mismo, es importante conocer las mejores prácticas internacionales que se aplican en los diferentes países encaminadas al cumplimiento de lo dispuesto en las citadas resoluciones y su articulación con las normas de facilitación de comercio, dado que es muy complicado detectar que una mercancía tiene como origen la RPDC, por ejemplo, cuando ha sido comprada en un país diferente y adicionalmente es embarcada en otro (procedencia) que no corresponde ni al de compra ni al de origen.

Versión: 001

DP-FO- 258
FV: 08/11/2021

(Translated from Spanish)

Ministry of Foreign Affairs of Colombia

Office of the Director of Multilateral Political Affairs

Office of the Deputy Minister of Multilateral Affairs

Reply to the request of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009)

2 January 2024

Request sent to Colombia through communication S/AC.49/2023/PE/OC.479 of 8 December 2023.

The following reply is based on the information provided by the Directorate of National Taxes and Customs.

Exports from the Democratic People's Republic of Korea to Colombia (imports)

1. Confirmation as to whether the listed data are accurate. If they are inaccurate, please submit the digital copies of original documents that can explain the cause of inaccuracy:

Table 1. Textiles (HS code 56)

Date	Approximate value (United States dollars)
May 2023	14,000

Regarding the transactions in table 1, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. May 2023: import declarations No. 482023000257885-1 and No. 482023000274837-8, with customs values of \$7,161.27 and \$7,158.79, respectively. Although in these import declarations the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (DR44K developer roll), the United States of America is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. In both cases, the exporter or overseas supplier abroad is located in the United States.

Those import declarations have a total customs value of \$14,320.06.

Table 2. Textiles (HS code 61)

Date	Approximate value (United States dollars)
May 2023	3,000

Regarding the transactions in table 2, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. May 2023: import declarations No. 902023000080813-2 and No. 902023000080814-1, with customs values of \$1,872.29 and \$678.43, respectively. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (Ralph Lauren Polo brand socks), Panama is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. In both cases the exporter or overseas supplier is located in Panama.

Those import declarations have a total customs value of \$2,550.72.

Table 3. Iron and steel products (HS code 73)

Date	Approximate value (United States dollars)
May 2023	1,000

Regarding the transactions in table 3, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. May 2023: import declaration No. 192023000031757-7, with a customs value of \$538.88. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (cap screw, Komatsu brand), the United States is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. The exporter or overseas supplier is located in the United States. The importer is an authorized economic operator.

Table 4. Machinery (HS code 84)

Date	Approximate value (United States dollars)
April 2023	10,000

May 2023	16,000
June 2023	110,000

Regarding the transactions in table 4, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. April 2023: import declaration No. 902023000051992-9, with a customs value of \$4,559.27. Although the Democratic People's Republic of Korea appears in the country of export box, after checking the exporter's company name and address it was determined that the goods (two-button hoist control, Swiko brand) came from the company Gtol Corporation, whose address is W503, SK-V1 Centre, 11, Dangsang-Ro 41-Gil, Yeongdeungpo, Seoul, Korea, 150-806, located in the Republic of Korea, according to information available at http://gtoic.com/home_02.asp. Therefore, an error was presumably made in the code of country of export (box 48) in the import declaration when it was completed; in fact, the country of export is the Republic of Korea (190) and not the Democratic People's Republic of Korea (187). The information found will be forwarded for appropriate action during the post-clearance inspection.

In addition, import declaration No. 032023000569470-9 was found, with a customs value of \$4,991.43. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (TrialSlate Bluebird ST102-W4LAL, Bluebird brand, six units), the United Kingdom is both the country of purchase and the country of provenance. The exporter or overseas supplier is located in the United Kingdom. The importer is an authorized economic operator.

Those import declarations have a total customs value of \$9,550.70.

- b. May 2023: import declarations No. 872023000056017-3 and No. 482023000281797-0, with customs values of \$952.36 and \$14,937.98, respectively. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (SSD hard disk, motor liner), the United States is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. In both cases, the exporter or overseas supplier is located in the United States.

Those import declarations have a total customs value of \$15,890.34.

- c. June 2023: import declaration No. 482023000322528-3, with a customs value of \$70,182.93. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (new goods for exclusive use in the oil industry), the United States is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. The exporter or overseas supplier is located in the United States. The importer is an authorized economic operator.

In addition, import declaration No. 482023000343695 was found, with a customs value of \$26,789.42. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (excavator), China is both the country of export and the country of purchase. The exporter or overseas supplier is located in China.

In addition, import declarations No. 032023000844845-6, No. 032023000836628-0 and No. 032023000836528-2 were found, with customs values of \$9,309.83, \$2,262.03 and \$1,560.97, respectively. Although in these import declarations the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (oil pump, fuel pump and plastic pipe for a truck engine), Brazil is the country of export, the country of purchase and country of provenance. The exporter or overseas supplier is located in Brazil. The importer is an authorized economic operator.

Those import declarations have a total customs value of \$110,105.18.

Table 5. Electrical equipment (HS code 84)

Date	Approximate value (United States dollars)
April 2023	8,000

Regarding the transactions in table 5, the customs computer system was consulted and the following information was found:

- a. April 2023: import declaration No. 902023000051993-6, with a customs value of \$2,128.64. Although the Democratic People's Republic of Korea appears in the country of export box, after checking the exporter's company name and address it was determined that the goods (wireless remote control, KG Auto brand) came from the company Gtol Corporation, whose address is W503, SK-V1 Centre, 11, Dangsang-Ro 41-Gil, Yeongdeungpo, Seoul, Korea, 150-806, located in the Republic of Korea, according to information available at http://gtoic.com/home_02.asp. Therefore, it seems that an error was made

in the code of country of export (box 48) in the import declaration when it was completed; in fact, the country of export is the Republic of Korea (190) and not the Democratic People's Republic of Korea (187). The information found will be forwarded for appropriate action during the post-clearance inspection.

In addition, import declaration No. 032023000569444-7 was found, with a customs value of \$6,321.60. Although the Democratic People's Republic of Korea appears as the country of origin of the goods (E-diary Samsung A217M US Android 10, Dual SIM), the United Kingdom is the country of export, the country of purchase and the country of provenance. In both cases, the exporter or overseas supplier is located in the United Kingdom. The importer is an authorized economic operator. Those import declarations have a total customs value of \$8,450.24.

Although transactions were found that correspond to the approximate values indicated by the International Trade Centre Trade Map in tables 1, 2, 3, 4 and 5, it should be noted that the United Nations Security Council resolutions give only the Harmonized System chapter or a general reference to the goods, and from the description that appears in the import declarations it could not be inferred that they will be used in the development of nuclear weapons or missiles.

Harmonized System chapters 56, 61, 73, 84 and 85 comprise a wide range of items/products. Consequently, not all the goods in those chapters could be subject to the prohibitions in the United Nations Security Council resolutions.

Furthermore, it should be noted that, although the country of origin of the goods was the Democratic People's Republic of Korea, in none of the cases was it the country of export, the country of purchase or the country of provenance. Furthermore, errors might have been made when the origin code was entered in box 48 of the import declaration, meaning that some imports from the Republic of Korea could have been erroneously recorded as coming from the Democratic People's Republic of Korea.

2. Whether the cargoes from the Democratic People's Republic of Korea to Colombia containing the relevant items were inspected pursuant to paragraph 18 of resolution 2270 (2016), and if so, the reason why they were not seized and disposed of pursuant to paragraph 20 of resolution 2397 (2017).

It should be noted that the entry into the country of these goods, and indeed all goods, is subject to three stages of customs inspections: pre-clearance, in-clearance and post-clearance.

Pre-clearance inspections are conducted when goods (cargo) arrive at airports, ports or border crossings, at which point international shippers inform the Directorate of National Taxes and Customs (through the electronic information services) of the data related to the shipping documents, including the country of shipment, since they do not know the country of origin or brokerage of the goods. Because the Directorate's system contains the information provided by the shippers, the Directorate cannot detect whether goods originate from the Democratic People's Republic of Korea.

In-clearance inspections take place when users submit import declarations and request the release of goods through the Directorate's computer systems after completion of pre-clearance inspections. In this regard, it should be noted that in line with the World Trade Organization Agreement on Trade Facilitation, the Directorate has a system of risk selectivity and profiling in which declarations can be selected for physical inspection, documentary inspection or automatic release, for which no inspection is made.

Likewise, under the same facilitation rules, there are importers who, after having fulfilled a series of requirements, have been recognized by the Directorate and other monitoring bodies as authorized economic operators, whose foreign trade transactions do not pose any risk and who therefore have benefits, such as obtaining the automatic release of goods, though they can still be subject to inspections. In addition, post-clearance inspections refer to the powers of inspection exercised by the customs authority over goods that have been released and that, therefore, can be seized or subject to penalties in accordance with the customs rules in force.

Also, as mentioned above, the Security Council resolutions give only the Harmonized System chapter or a general reference to the goods, and it cannot be inferred from the descriptions set out in the import declarations that the goods will be used in the development of nuclear weapons or missiles or chemical or biological weapons.

In view of the foregoing, the goods were not seized or disposed of. Moreover, under Colombian law, a procedure consistent with due process needs to be initiated in order to determine the legal status of the goods, which was not required in the case of the goods in question.

3. Any other relevant information and/or action taken by the Colombian authorities with respect to exports from the Democratic People's Republic of Korea to Colombia.

It should be noted that the foreign trade operations that were subject to review have the United States, Panama, the United Kingdom, China and Brazil as countries of export, purchase or provenance, and in that

regard it is understood that, although the goods were manufactured in the Democratic People's Republic of Korea, the commercial transaction was not carried out with that country. However, Colombia applies a series of measures to keep its regulations in line with the goals of disarmament and non-proliferation of weapons of mass destruction.

In connection with the action taken, as has been mentioned previously, it should be noted that one of the principles underlying Decree No. 1165 of 2019, regulating the customs regime of Colombia, is precisely to ensure the security and facilitation of the logistical chain for foreign trade operations; in other words, inspections shall be conducted pursuant to a risk-management system that will prevent smuggling and asset laundering, strengthen border security, mitigate environmental risk and prevent the proliferation of weapons of mass destruction.

In that regard, the United Nations Security Council resolutions are disseminated to the local offices to ensure compliance, without prejudice to international instruments on the facilitation of foreign trade operations that Colombia is obliged to apply, such as the World Trade Organization Trade Facilitation Agreement.

Likewise, through its customs authority, Colombia has issued guidelines to local customs offices regarding cargo inspections, and requests for selective customs checks have been issued. Lastly, it is important to mention that the Directorate is currently upgrading its technology. This includes strengthening the risk management system, which will no doubt result in more effective inspections.

Customs inspections

1. Rejection or seizure

Regarding any cases of rejection of customs clearance or seizure of goods involving the Democratic People's Republic of Korea as a country of destination/consignment/origin, manufacture or transit, a table is attached with information provided by the Subdirectorate of Customs Enforcement on records of seizures made whose country of origin could be the Democratic People's Republic of Korea, for the year 2023 as at 17 December, including (in order of appearance) the following columns: country of provenance, tariff classification, description of goods seized, unit of measure, quantity of goods seized and value of goods seized.

2. Information that could be considered relevant to the Panel's work as mandated by the Security Council in this regard

To ensure that implementation fully complies with the Security Council resolutions, it would be very useful to have a detailed list of the measures that restrict foreign trade with the Democratic People's Republic of Korea and a full description of the goods concerned, because the Harmonized System chapter or a generic name alone do not provide adequate identification, making it difficult to know precisely which goods are prohibited and therefore difficult to control them.

Furthermore, it is important to be aware of international best practices that different countries apply to comply with the aforementioned resolutions and how they relate to trade facilitation rules, because identifying the Democratic People's Republic of Korea as the country of origin of the goods is very complicated, for example when goods have been purchased in a different country and are also shipped from another country (of provenance) that is neither the country of purchase nor that of origin.

Letter from the Permanent Mission of Ukraine and Ukraine's reply



**Постійне представництво
України при Організації
Об'єднаних Націй**

**Permanent Mission of Ukraine
to the United Nations**

**Mission Permanente d'Ukraine
aupres des Nations Unies**

220 East 51st Street,
New York, NY 10022
(212) 759 70 03; (212) 355 94 55 (fax),
uno_us@mfa.gov.ua

№ 4132/28-194/015-12407

The Permanent Mission of Ukraine to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) and with reference to the Panel's letter of 12 December 2023, Ref. S/AC.49/2023/PE/OC.489, has the honour to submit a response attached herewith.

The Permanent Mission of Ukraine to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

Attached: as stated, 1 page.



New York, 25 January 2024

**Panel of Experts established pursuant
to United Nations Security Council
resolution 1874 (2009)**

New York

ukraineun.org

Information
in response to the letter of the Panel of Experts established
pursuant to UN Security Council resolution 1874 (2009),
dated 12 December 2023, Ref. S/AC.49/2023/PE/OC.489

According to the State Customs Service of Ukraine, on September 5, 2023, a customs declaration was submitted to the regional division of the State Customs Service of Ukraine for customs clearance of goods, including goods worth \$3106.19, which, according to the Ukrainian classification of foreign economic goods, fall under the category of synthetic fabrics.

At the same time, in the declaration, the country of origin was mistakenly indicated as the DPRK instead of the Republic of Korea.

Based on the corresponding letter from the sender of the goods, corrections were made to the customs declaration, namely, the code of the country of origin of the goods was changed to the one corresponding to the correct country.

Annex 40: Letter from the Permanent Mission of China and China's replies



中华人民共和国常驻联合国代表团

PERMANENT MISSION OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA TO THE UNITED NATIONS

New York, 22 January 2024

Respected Acting Coordinator and Experts,

I am writing in response to your previous letters regarding the requests to investigate alleged violations of Security Council Resolutions on the DPRK.

China attaches great importance to and has always been fully and strictly implementing the Resolutions, and consistently and constructively supporting the work the Panel. In this regard, relevant Chinese authorities have conducted thorough investigations on the issues raised by the Panel, and responses on the investigations are enclosed herewith. These investigations are by no means easy to conduct, and a lot of efforts have been made by various competent Chinese authorities to verify the information provided by the Panel. China hopes these feedback could be reflected in the Panel's annual report in the faithful and comprehensive manner.

Panel of Experts

Established Pursuant to Resolution 1874

New York

Address: 350 East 35th Street, New York, NY 10016

Tel: (212) 655-6100

Web: www.china-un.org

I would like to take this opportunity to emphasize that China has made great efforts in implementing the Resolutions on the DPRK and sustained great losses. I count on the Panel to base its work on facts and request the Panel to carry out its assessments and analysis in line with its mandate as specified in the related Resolutions, and refrain from including unverified information in its report.

I look forward to continuing working with you to contribute to the implementation of the Security Council Resolutions and the Political solution to the Peninsula issue.

Warm regards,



Zhang Jun

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative
of the People's Republic of China to the United Nations

China's feedback to the 1874 Panel of Experts

1. Alleged cases related to trade between the DPRK and China

(1) OC.231

By November 2017, the UN Security Council had not yet listed vehicles as prohibited goods for export to the DPRK. Records were found on exports of passenger cars and trucks to the DPRK during this period, and these were normal exports. Since the adoption of the UN Security Council Resolution 2397, all vehicles exported from China to the DPRK have been for the use of international organizations in their project offices in the DPRK, and they do not involve any violations of UN Security Council resolutions.

(2) OC.359

From April to September 2023, China did not import iron alloys, iron and steel products, textiles, or other goods from the DPRK prohibited by relevant UN resolutions. The goods imported from the DPRK under HS code 50 were mulberry silk and waste silk. Mulberry silk and waste silk are raw materials and do not fall under the category of textiles prohibited from export by the UN resolutions, as China has repeatedly stated to the Panel. During this period, all metal products, industrial machinery, electronic

equipment, and vehicles exported from China to the DPRK were purely for the use of international organizations in their project offices in the DPRK, and did not involve any violations of UN sanctions resolutions. We urge the Panel to demonstrate its professionalism, accurately determine the scope of the resolutions and not to include any information unrelated to the resolutions in its final report.

2. Alleged cases related to DPRK financial activities

(1) OC.169

According to the information provided by the Panel, China conducted thorough investigations and found no evidence that the Yantai Jinmin Industry and Trade Company mentioned in the letter, as well as Li Zhenyu and Zhang Jiashan, were engaged in any activities in China that violated UN Security Council resolutions related to the DPRK.

(2) OC.167

China conducted thorough investigations based on the information provided by the Panel and found no evidence that the relevant banking accounts violated UN Security Council resolutions related to the DPRK. The authenticity and accuracy of the information provided by the Panel could not be confirmed.

(3) OC.168

Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all

representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK.

(4) OC.173

Based on thorough investigations conducted on the information provided by the Panel and found no evidence that the relevant banking accounts violated UN Security Council resolutions related to the DPRK.

(5) OC.181

Based on the information provided by the Panel, China has conducted thorough investigations and found no evidence that New Elements Holdings Co.Ltd, as mentioned in the letter, was involved in activities that violated the UN Security Council resolutions. Due to incomplete information, the situation of Li Xianzhu could not be verified.

3. Alleged cases related to DPRK labor

(1) OC.385

China has always been seriously implementing the relevant provisions of the UN Security Council resolutions regarding

DPRK overseas workers. The working permits for DPRK workers in China have all been expired before the deadline stipulated in the relevant Security Council resolution.

(2) OC.386

China has been earnestly implementing the relevant provisions of the UN Security Council resolutions regarding DPRK overseas workers. The working permits for DPRK workers in China have all expired before the deadline stipulated in the relevant Security Council resolution.

4. Alleged cases of DPRK personnel conducting activities in violations of UN Security Council resolutions

(1) OC.192

Based on our investigations, Liaoning Zhongwo Petrochemical Co., Ltd was deregistered in January 2022. China has thoroughly questioned the former head of the company and found no evidence of the company's involvement in activities that violated the UN Security Council resolutions. China does not have information on the situation of Chong Hyok and Chong Sang-Hun.

(2) OC.341

Based on the information provided by the Panel and according to our thorough investigations, no information of O Yong Ho's involvement in activities in violation of relevant Security Council resolutions in China has been found.

(3) OC.356

Due to the limited information provided by the Panel, it is very difficult for China to conduct investigations. Nevertheless, We are now coordinating with relevant authorities to conduct serious investigations, and no evidence of violations of relevant Council resolutions has been found. It is hoped that the Panel will respect our efforts and refrain from including unverified information in the final report of 2023.

(4) OC.358

Based on our preliminary investigations, Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd was revoked by the Chinese market supervision department as early as in January 2018. There is no record of Choe Song Ryong or Cui Cheng Long serving as shareholders or senior executives in the registered companies in Beijing.

(5) OC.357

Based on investigations, no information about Nam Chol Ung's involvement in activities in violation of relevant Security Council resolutions in China has been found. Regarding the individuals and companies mentioned in the letter, more time is needed for further investigations. We request the Panel to respect our efforts and refrain from including unverified information in the report.

Annex 41: Media reports of luxury cars in Pyongyang

朝鲜八届九中全会：高官自驾豪车到会场

发表 2023年12 月28日

作者 / 林海东

12月上旬**全国母亲大会**的时候，朝媒发布的图像显示，金正恩换了新车——迈巴赫S650，同时有人从图像中发现，金正恩护卫车队的那几辆雷克萨斯似乎也都换了新。12月20日，金正恩携女儿接见导弹总局第二红旗连的时候，朝媒图像显示，他和“心爱的女儿”乘坐的是另一辆新款的迈巴赫S_级轿车。



母亲大会合影现场。迈巴赫S650



母亲大会合影现场。金正恩座车及其护





接见第二红旗连。又一辆新车

金正恩及其护卫队换新车，之所以会成为外界关注的一个点，是因为它违反了安理会涉朝决议—2094 号决议禁止朝鲜进口高级轿车等奢侈品，2397 号决议则禁止朝鲜进口运输工具。当然，换新车违反安理会决议这事儿，金正恩也不是第一次做，因为朝鲜是不承认这些决议的，认为其“非法”。所以，你禁你的，我换我的。2019年的时候，有美国主流大媒体对金正恩当时乘坐的豪车来源做过追踪调查，结论是“经四个月辗转五个国家秘密运进朝鲜”。这回金正恩换的新车，大致应该路数照旧，只不过现在可能比2019年那时更加方便。

不仅金正恩换了新车，朝鲜核心领导层的几位高官也都换了新车。KCTV关于八届九中全会第一天的新闻报道中，甚至特意剪辑了高官们乘车甚至自驾抵达会场时的相关镜头，且在10分25秒的总片长中占据了大约20秒左右的时长。



与会人员列队集体进入会场，此处就是朝媒经常提到的“党中央本部大楼院子”，图左建筑为主楼，图右为会场。



一辆豪华奔驰车驶入会场，正列队进入会场的人员驻足等待。



警卫人员打开后车门，朝鲜“五常”之一金德训下车。车牌为黑底花体白字，牌号为“7·27023”。



金德训在众人驻足注视下走向会场。



一辆奔驰S_级轿车驶入院子。



警卫人员打开车门，朝鲜“五常”之一赵甬元从驾驶座探身下车。这是罕见的一幕，截至目前，除了金正恩外出视察曾亲自驾车之外，高官自驾前往会场的情形极为少见。



赵甬元的车牌也是黑底花体白字，牌号为“7·278242”。停车位置紧挨着金德训的“023”号车。



另一位自驾前往会场的是朝鲜“五常”之一崔龙海。座驾也是奔驰S_级，车牌也是黑底花体白字，牌号为“7·27020”。停车位置紧挨着赵甬元的“8242”号车。虽然KCTV没有给出崔龙海自驾的镜头，但却展示了他连续两次按钥匙锁车的动作。



接下来是金才龙和朴泰成两位大老。不知道他俩是自驾还是像金德训一样由司机开车。



从目前的局内位置看，金才龙在先、朴泰成在后。由此推断，紧挨着崔龙海“020”号车停放的蓝底白字牌照、车号“7·278244”这辆奔驰属于金才龙，而正在倒车入位的那辆黑底花体白字牌照（车号模糊未辨）的奔驰属于朴泰成。

上述场景，在朝鲜的新闻图像里是极为罕见的。高层官员换新车不算事儿，但自驾到会场却相当新鲜。外界有评论说，这些新车都是违反安理会决议、非法进口的，朝鲜这么做是为了炫耀自己不惧制裁、不理睬制裁。我看倒也未必尽然，因为这些场景首先是出现在KCTV的新闻图像中，第一受众是朝鲜观众，即便外界看到，知情

和影响范围也是极小的。那么，从对朝鲜国内受众传播的角度看，领导自驾大约有些“亲民”的意思隐含其中，至于领导是换新车还是吃丹东草莓，说句实话，朝鲜人民还真的不会太在意，因为等级地位使然。

Source: <https://posts.careerengine.us/p/658d2cc9311dd31682755e0f?from=latest-posts-panel&type=title>

Unofficial partial translation

The Ninth Plenary Session of the 8th Central Committee of North Korea: Senior officials drove luxury cars to the venue

Published December 28, 2023

Author / Lin Haidong

At the National Mothers' Conference in early December, images released by the North Korean media showed that Kim Jong-un had changed to a new car, the Maybach S650. At the same time, some people found from the images that the Lexus that Kim Jong-un guarded the convoy also seemed to have been replaced. New. On December 20th, when Kim Jong-un brought his daughter to meet with the Second Red Flag Company of the General Missile Administration, North Korean media images showed that he and his "beloved daughter" were riding in another new Maybach S_-class sedan.

The reason why Kim Jong-un and his guards have replaced their new cars has become a point of concern to the outside world is because it violates the Security Council resolution on North Korea—Resolution 2094 prohibits North Korea from importing luxury goods such as luxury cars, and Resolution 2397 prohibits North Korea from importing means of transportation. Of course, it is not the first time that Kim Jong-un has violated Security Council resolutions by changing to a new car, because North Korea does not recognize these resolutions and considers them “illegal.” So, you change yours, I change mine. In 2019, major mainstream American media conducted a tracking survey on the source of the luxury car Kim Jong-un was riding in at the time, and the conclusion was that “it was secretly transported into North Korea after four months of moving to five countries.” The new car that Kim Jong-un changed this time should roughly be the same as usual, but it may be more convenient now than it was in 2019.

Not only did Kim Jong-un change to a new car, but several senior officials of the North Korean core leadership also changed to a new car. In KCTV's news report on the first day of the Eighth and Ninth Plenum of the Eighth Central Committee, relevant footage of senior officials arriving at the venue by

car or even by car was even specially edited, and it occupied about 20 seconds of the total length of 10 minutes and 25 seconds. About 20 seconds.

The guards opened the rear car door... . The license plate is white with a flower body on a black background,

The brand name is "7·27023".

The guards opened the car. This is a rare scene. So far, except for Kim Jong-un who went out to inspect and drove in person, it is extremely rare for senior officials to drive to the venue by themselves.

...license plate is also white with a flower body on a black background, and the number plate is "7·278242".

The car is also a Mercedes-Benz S_-class, and the license plate is also in white on a black background, with the brand name "7·27020". The parking location is next to "8242" car. Although KCTV did not give a shot of... driving by himself, it showed him pressing the key to lock the car twice in a row.

The above scenes are extremely rare in North Korean news images. It's not a big deal for high-level officials to change to a new car, but it's quite fresh to drive to the venue by yourself. There are comments from the outside world that these new cars were illegally imported in violation of Security Council resolutions. North Korea did this to show that it is not afraid of sanctions and ignores them. I don't think it's all true, because these scenes first appeared in KCTV's news images, and the first audience was the North Korean audience. Even if the outside world saw it, they knew it.

And the scope of influence is also very small. So, from the perspective of communication to the domestic audience in North Korea, the leader's self-driving car has some "people-friendly" meanings implied. As for whether the leader changes to a new car or eats Dandong strawberries, to be honest, the North Korean people really don't care too much, because of the hierarchical status.

Annex 42: Letter from the Permanent Mission of Japan and Japan's reply

PERMANENT MISSION OF JAPAN
TO THE UNITED NATIONS
NEW YORK

12 January 2024

Dear [REDACTED]

The Government of Japan highly values the work of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council Resolution (UNSCR) 1874 (hereinafter "the Panel") as well as that of the Security Council Committee established pursuant to UNSCR 1718 (hereinafter "the 1718 Committee"), and reaffirms its commitment to cooperate with the Panel to ensure the full and strict implementation of all relevant UNSCRs against North Korea.

Upon instructions from the capital, I have the honour to share Japan's response, as attached, to the letter dated 20 December 2023 (Reference: S/AC.49/2023/PE/OC.617) with respect to media publications concerning an attempted export of Lexus cars to North Korea.

The Government of Japan reaffirms its commitment to continue working closely with the Panel and the 1718 Committee. Should the Panel have any inquiries, please contact the Permanent Mission of Japan to the United Nations.

Please accept the assurance of my highest esteem.



Kazuyuki YAMAZAKI
Ambassador Extraordinary & Plenipotentiary
Permanent Representative of Japan to the United Nations

[REDACTED]
Acting Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

[Attachment]

The information in the media articles attached to your letter concerning an attempted export of Lexus cars to North Korea have not been officially publicized by the Police, and it is difficult for the Government of Japan to provide any information regarding this case because provision of such information could hinder the future investigation by the Police.

Annex 43: Toyota reply to the Panel's enquiry



The United Nations Security Council Panel of Experts
 The United Nations Headquarters
 Siege
 New York, NY 10017
 dppa-poc1874@un.org

12 January 2024

Re: Response to 12 December 2023 Letter from UN Panel of Experts on North Korea
Reference: S/AC.49/2023/PE/OC.509

Dear [REDACTED]

Thank you for the letter from the UN Security Council Panel of Experts established pursuant to Resolution 1874 (2009) (the "Panel") to Toyota Motor Corporation ("Toyota"). Toyota is responding through this letter to the questions raised by the Panel regarding the image from November 2023 published in a news media report in the Democratic People's Republic of Korea ("DPRK").

Toyota is fully committed to respecting the laws and regulations of each country or region where we operate, including all applicable economic sanctions and export control laws. Toyota complies with applicable UN resolutions in relation to the DPRK and does not export, supply, sale or transfer motor vehicles directly or indirectly to the DPRK. Toyota also does not manufacture motor vehicles in or conduct other business activities in the DPRK.

The vehicle shown in the image provided by the Panel appears to be a Lexus LX600 or a Lexus LX500d. Toyota is not able to determine the particular model without viewing the name badge on the backdoor or other unique characteristics. These models were first manufactured in December 2021 and remain in production at this time. These models are manufactured only by Toyota Auto Body Co., Ltd. at its plant in Yoshiwara, Japan, which is wholly-owned by Toyota Motor Corporation. The total production number of these

models since December 2021 is more than 49,000 units. While the Lexus LX has been sold globally, the largest markets by volume are the United States, Saudi Arabia and Qatar. In these and other markets, Toyota generally sells its vehicles through distributors and dealers rather than directly to end-users but no Toyota distributors or dealers are authorized to sell vehicles to North Korea. Toyota is not able to confirm based on the photographs the specific market in which Toyota originally sold this particular Lexus LX. However, as noted above, it was not sold by Toyota in North Korea or for use in North Korea.

In consideration of the important work of the Panel, Toyota would like to continue to cooperate with the Panel consistent with the legal obligations of Toyota and its business partners. Toyota is willing to conduct further research in support of the Panel's inquiry if the Panel is able to provide more specific information regarding the vehicle at issue. For instance, if the Panel is able to provide the vehicle identification number (VIN), we would work to provide you with more detailed information such as model year, production date, model code and final destination for the Toyota delivery.

As noted above, Toyota is committed to complying fully with the laws and regulations of each country or region where we operate and we require our dealers and distributors to do the same. We comply fully with applicable UN resolutions in relation to the DPRK and Toyota has a strict policy of not exporting motor vehicles or related parts or components directly or indirectly to the DPRK.

We hope that the above information is helpful to your inquiry.

Sincerely yours,



Secretariat, Export and Trade Security Controls Committee
Toyota Motor Corporation

Annex 44: Dior reply to the Panel's enquiry

DIOR

United Nations
United Nations Security Council

To the attention of:

Ms. [REDACTED]

Acting Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to UN Security Council
Resolution 1874 (2009)
dppa-poe1874@un.org

Paris, November 16, 2023

Your Ref: S/AC.49/2023/PE/OC.252

Dear [REDACTED]

Thank you for your letter dated October 16, 2023.

Christian Dior Couture highly values the Panel's work and is very much willing to contribute to its efforts, as compliance with the United Nations Security Council resolutions is of utmost importance for our Maison. We have mobilized various internal contributors to work on your questions. Unfortunately, despite our effort, we are not able to determine how the handbag shown in Fig. 1 of your letter may have been obtained by a DPRK delegation member.

Please find below our answers with regards to the four questions raised in your letter:

1. Please confirm if the item in the image is a genuine Dior product?

It is difficult, on the basis of these photos only (no close-up on the handbag and therefore not showing details), to confirm undoubtedly the authenticity of this handbag. However, it strongly appears like one of our handbag models (see next question).

2. Please confirm the make and model of the handbag in question, whether these are limited production items, and any other information insofar as it could assist the Panel in narrowing down certain specific markets where such items may have been purchased?

Based on the photos provided, this bag could be the « SAC LADY DIOR LARGE Cuir de veau Cannage ultramatte noir », bearing the M0566SLOI_M989 reference number. This model of bag was first sold in February 2019. It is part of our permanent collection, and it is commercialized worldwide (with most sales in Europe and in the US).

3. Can you share any ideas on supply channels of the item to the DPRK or suspected supply route to the DPRK?

Christian Dior Couture complies with prohibitions on the provision, sale, or transfer of luxury goods to the DPRK and has no knowledge of the supply networks which may be circumventing these prohibitions. Our boutiques and e-commerce websites do not sell outside their domestic market and we have a policy to fight against parallel markets. In this respect, we sometimes cease sales with certain customers for whom we have reason to suspect, in view of the volume and/or type of purchases, that they may be reselling our products. We also carry out verifications on our customers with regards to the sanctions measures put in place by the United Nations and other international organizations and countries (including the EU, UK, USA) against specific individuals. However, we cannot fully control the subsequent resale of our products.

4. The Panel would also welcome any other information that you might consider relevant to the Panel work as mandated by the Security Council in this regard.

We are at the Panel's disposal to carry out any helpful verification on our customer database in the event that one or several individual(s) is(are) identified by the Panel as likely to supply the DPRK with our products. In such case, we could potentially blacklist this(these) individual(s) based on the elements gathered by the Panel.

*
* *

We hope that the above information will be of nature to assist the Panel and we of course remain at your disposal for any other question you may have.

Yours sincerely,



SVP General Counsel
mchampeny@christiandior.com

Annex 45: Letter from the Permanent Mission of Slovakia and Slovakia's reply

*Stála misia Slovenskej republiky
pri Organizácii Spojených národov
New York*



*Permanent Mission of the Slovak Republic
to the United Nations
New York*

115674/2023

The Permanent Mission of the Slovak Republic to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to the Security Council Resolution 1874 (2009) and has the honour to refer to the latter Note Verbale regarding the investigation claims of a Slovakian national, Mr. Ashot Mkrtychev, for having allegedly attempted to, directly or indirectly, import, export, or reexport to, into, or from the DPRK any arms or related material.

Ministry of Foreign and European Affairs of the Slovak Republic approached the Ministry of Finance of the Slovak Republic as the national coordinator of the enforcement of international sanctions and the manager of the Central Coordination Group for the enforcement of international sanctions in the Slovak Republic.

Department of Finance contacted the relevant state authorities in this matter. Based on the answers received and in accordance with the information requested by the panel of experts, we state that the named person is the holder of Slovak passport no. BD3843329 (valid until April 8, 2029). We also state that the ammunition could not be transported by a naval ship registered in the Slovak Maritime Register, as currently no naval ship is registered in this register. According to the available information, after his inclusion on the OFAC sanctions list, the bank account of the named person in particular bank was cancelled (at the time of the information from the bank, the account had a zero balance and it was blocked for any transactions). No payments made from or to the DPRK, or payments connected to the mentioned case linked to this person, have been notified to the relevant authorities by the banks.

According to the available information, the person named has not been staying in the territory of the Slovak Republic for a long time and should currently be alternately located in the territory of the Russian Federation and the People's Republic of China. The internal authorities of the Slovak Republic do not have any additional information that would allow them to further clarify the claims according to which the named person should have cooperated with representatives of the DPRK in obtaining weapons and ammunition for the Russian Federation in exchange for materials for the DPRK.

In the event that additional facts relevant to the mentioned case are discovered, the authorities of the Slovak Republic are ready to cooperate with a panel of experts.

The Permanent Mission of the Slovak Republic to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to the Security Council Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration. *PC*

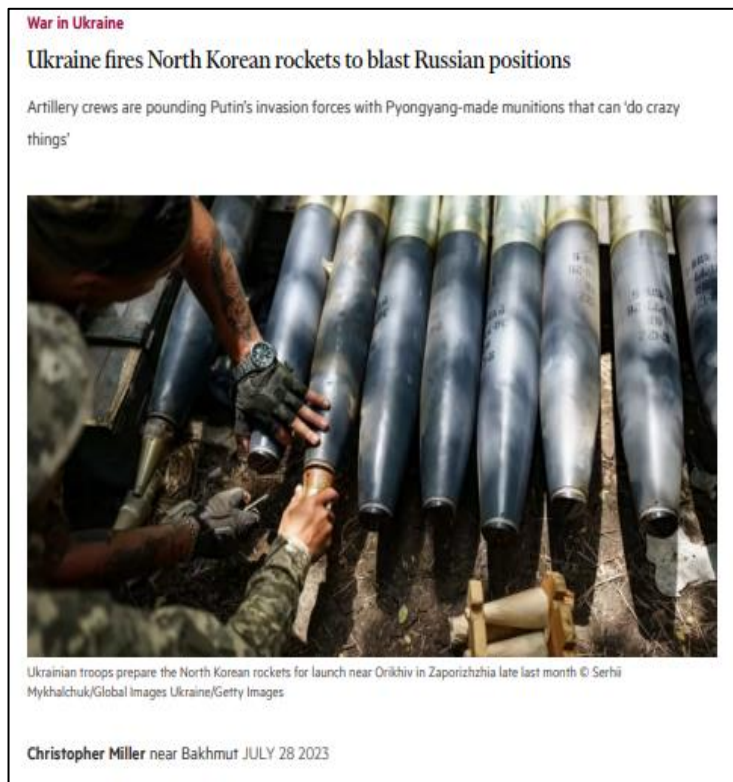
New York, 27 July 2023



Panel of Experts established pursuant
to the Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations
New York

801 Second Avenue, 12th floor, New York, N.Y. 10017 Phone: (212) 286-8880, Fax: (212) 286-8419

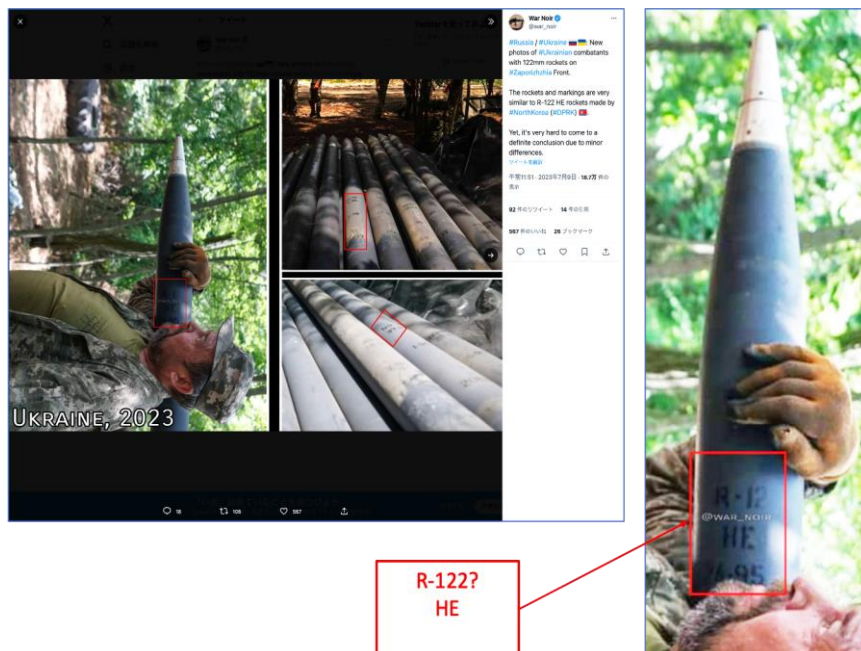
Annex 46: Ukrainian forces allegedly utilized multiple-launch rocket systems (MLRS) manufactured in the DPRK





Soviet-era Grad multiple-launch rocket systems fire on Russian positions in Donetsk. North Korean munitions have been used in such attacks near Bakhmut in the eastern region © Sofia Gatilova/Reuters

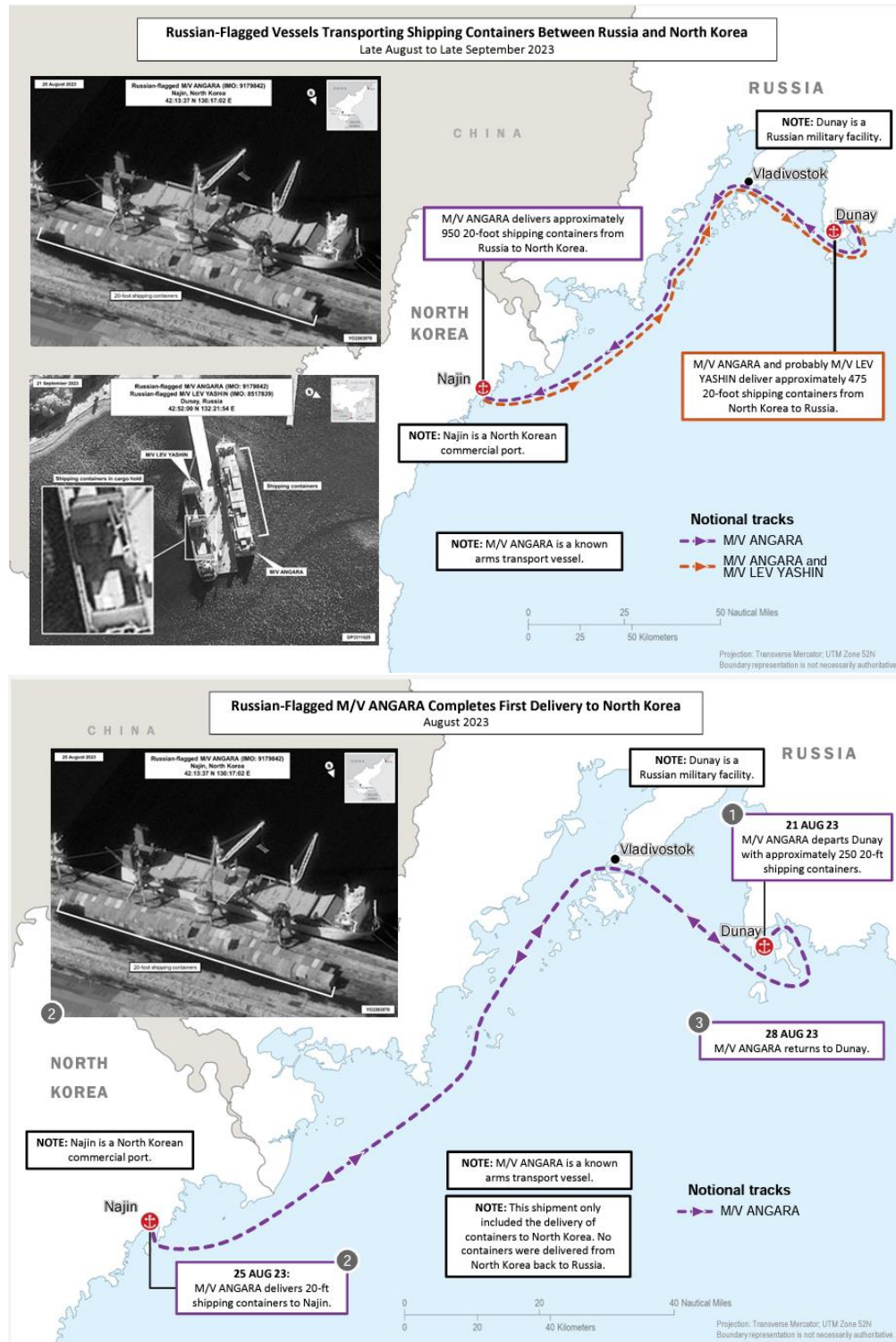
Source : Financial Times, 28 July 2023, accessed at <https://www.ft.com/content/96e1f526-ae3d-4cff-bc37-8f9dd7d5975f>. Boxed translation by the Panel.

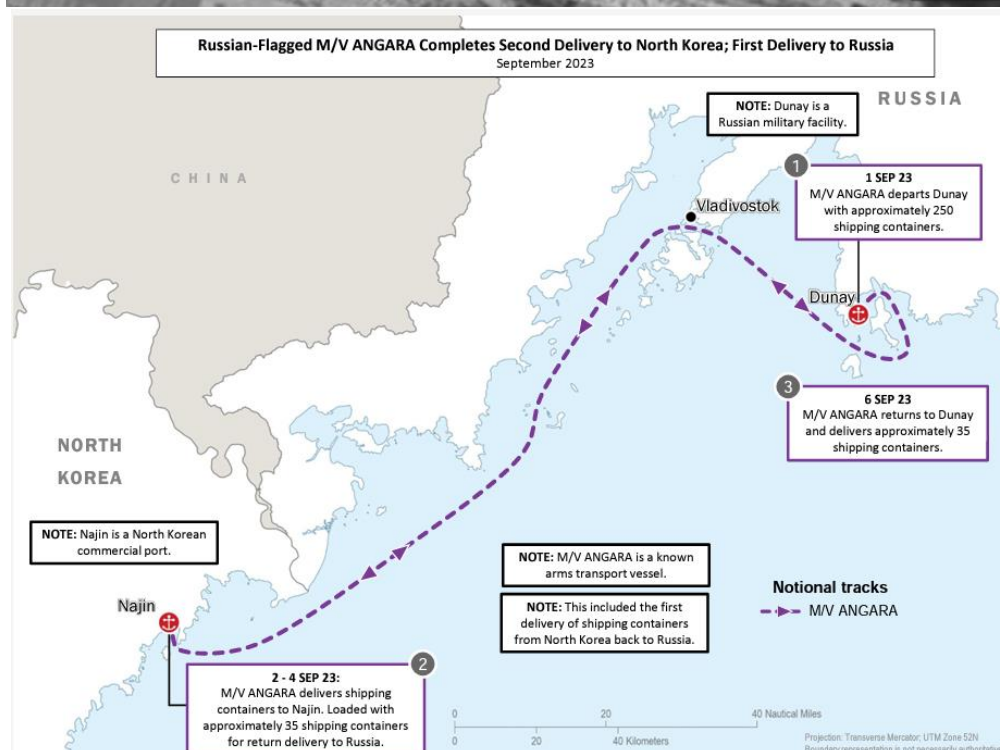
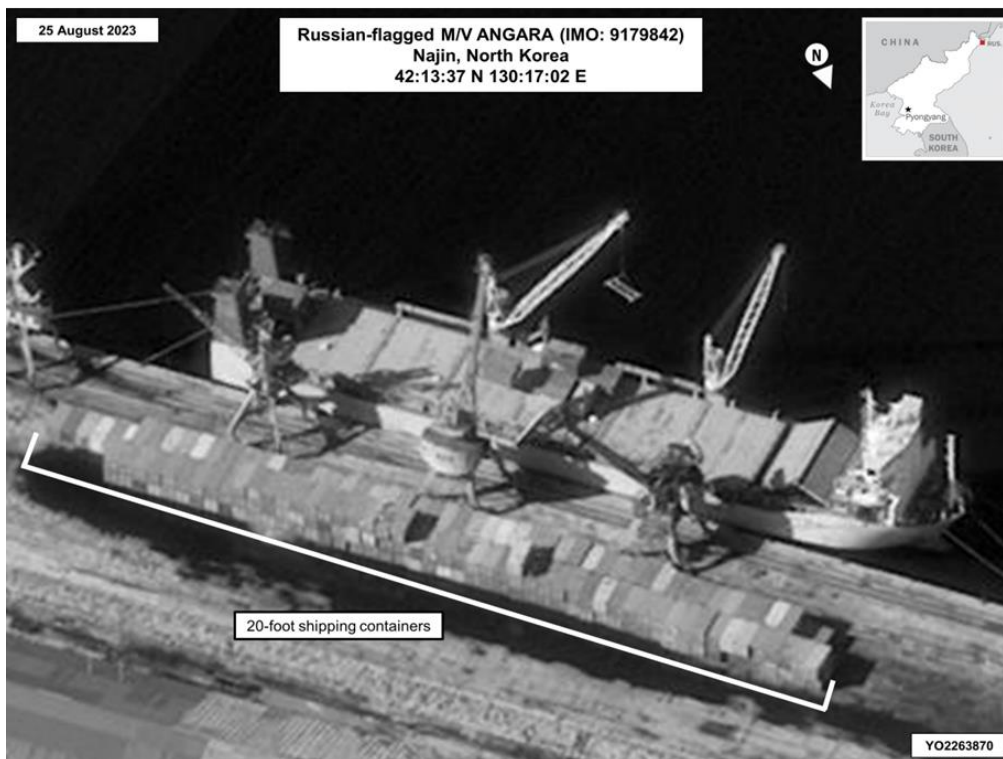


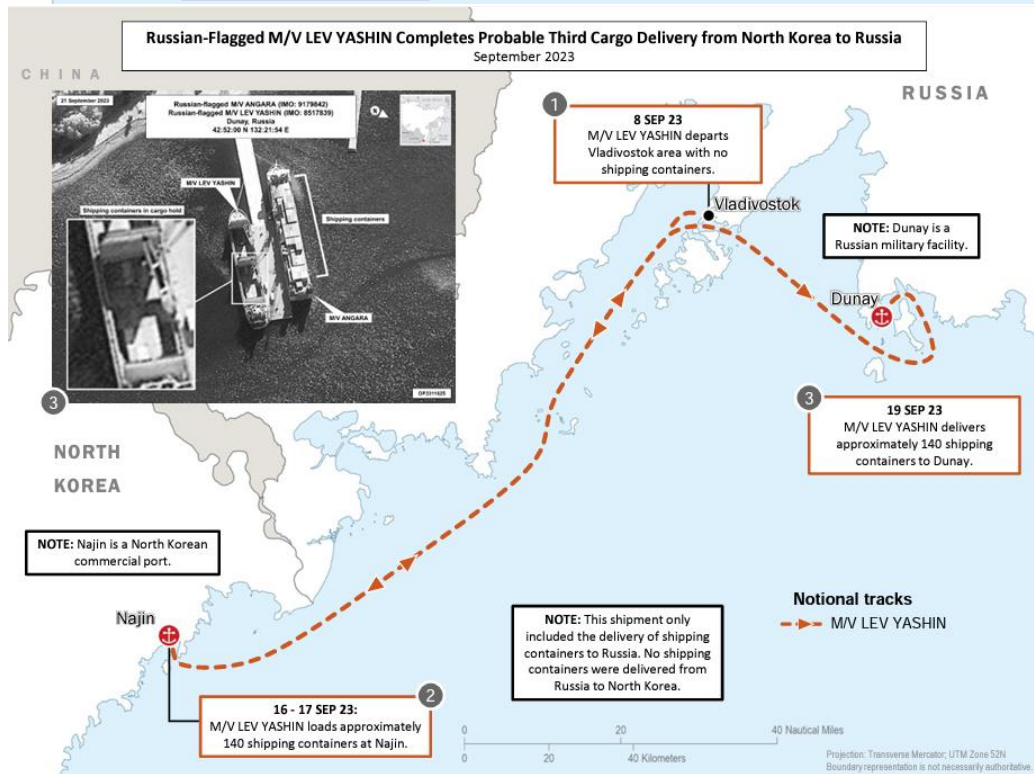
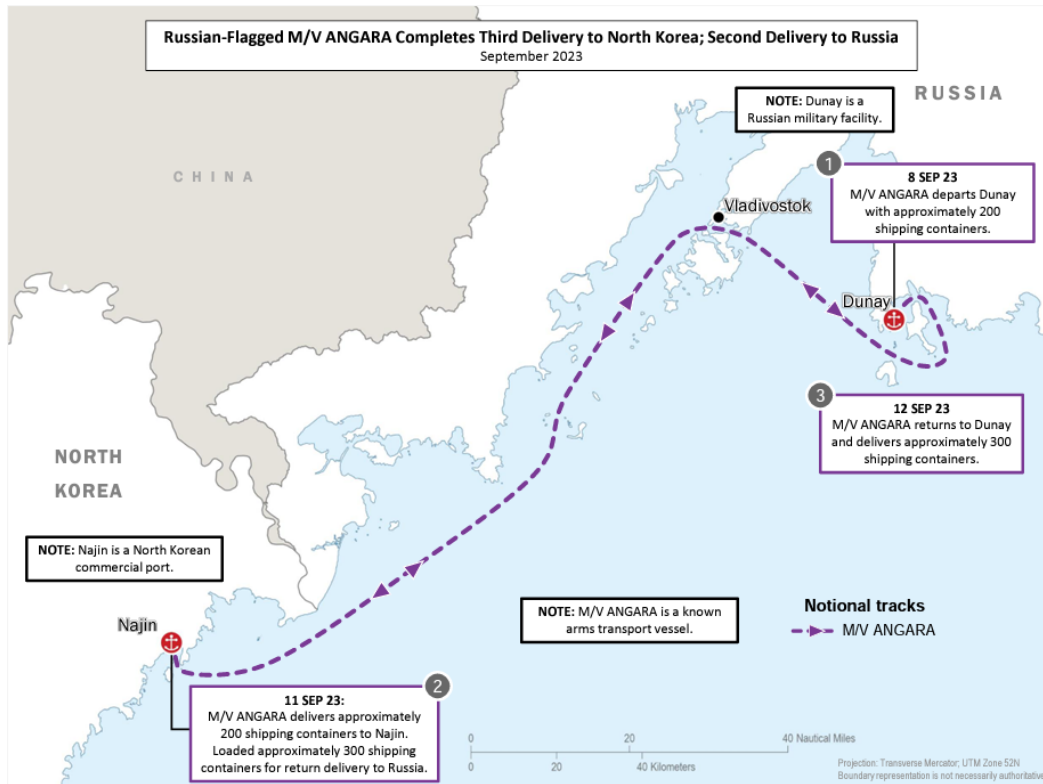
Source: X, posted on 9 July 2023, https://twitter.com/war_noir/status/1678069338266382337.

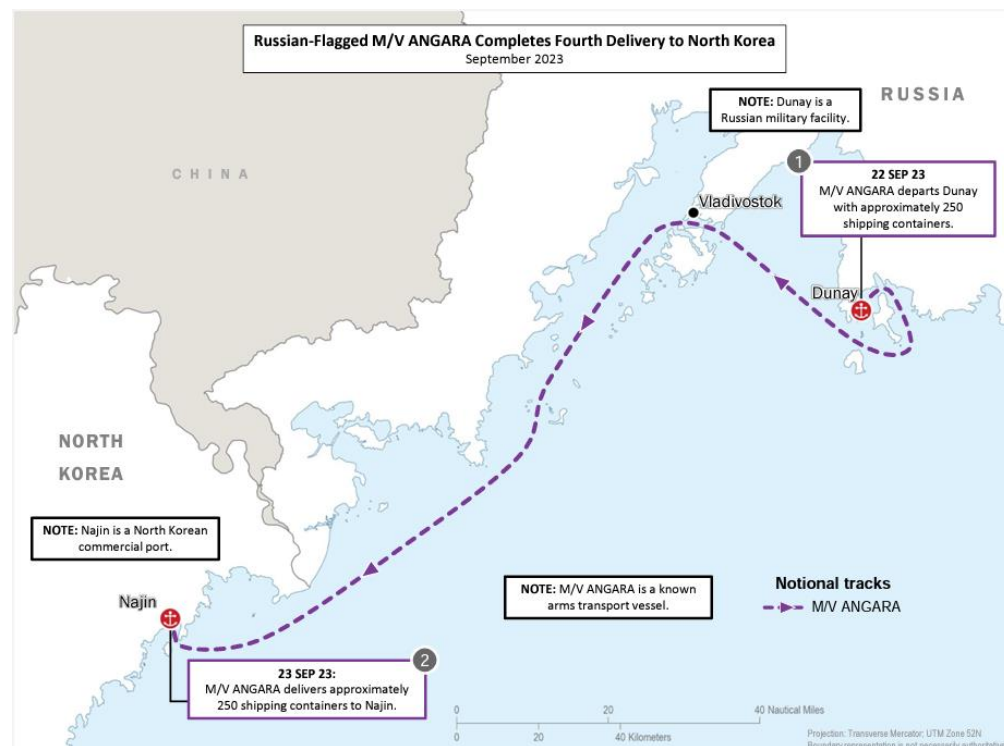
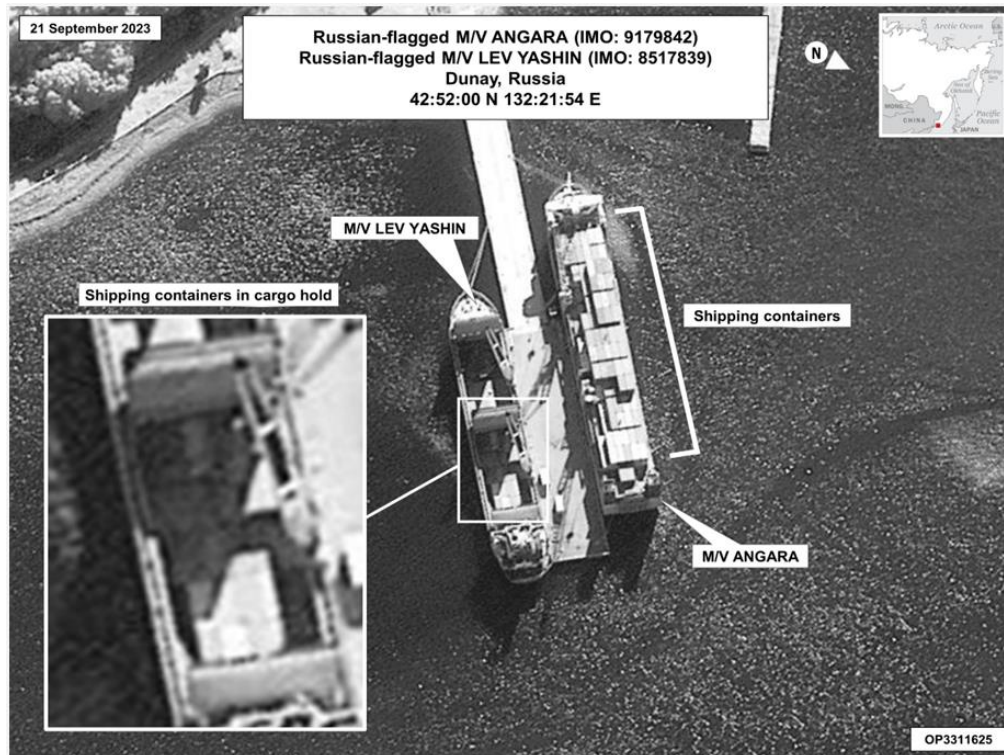
Annex 47: Member State information on alleged arms transfers from the DPRK (1)

Movements of *Angara* and *Maria* (fka *Lev Yashin*) between Rajin Port and Dunay late August 2023 – late September 2023









Source: Member States.

Deliveries Between Russia and North Korea

Late August to Late September 2023

Delivery	First Russia-to-North Korea	Second Russia-to-North Korea	First North Korea-to-Russia	Third Russia-to-North Korea	Second North Korea-to-Russia	Third North Korea-to-Russia	Fourth Russia-to-North Korea
Vessel	ANGARA	ANGARA	ANGARA	ANGARA	ANGARA	LEV YASHIN	ANGARA
Quantity of 20-ft shipping containers	~250	~250	~35	~200	~300	~140	~250
Origin	Dunay (Russia)	Dunay (Russia)	Najin (North Korea)	Dunay (Russia)	Najin (North Korea)	Najin (North Korea)	Dunay (Russia)
Destination	Najin (North Korea)	Najin (North Korea)	Dunay (Russia)	Najin (North Korea)	Dunay (Russia)	Dunay (Russia)	Najin (North Korea)
Dates	21 - 25 August	1 - 2 September	2 - 6 September	8 - 11 September	11 - 12 September	16 - 19 September	22 - 23 September

Source: Member State.

Annex 48: Member State information on alleged arms transfers from the DPRK (2)

Images of the *Angara* and *Maria (fka Lev Yashin)* at Rajin Port and Konyushkovo Bay, and of *Maia-1* at Rajin Port, Konyushkovo Bay and Vostochny Port, September 2023 – December 2023

National Centre for Geospatial Intelligence

UK OFFICIAL – FOR PUBLIC RELEASE



Russia/DPRK: Transfer of Materials Between the Democratic People's Republic of Korea and Russia

(OFFICIAL) This report provides an overview of the transport of materials between the Russian Federation and the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

Defence
Intelligence
UK OFFICIAL – FOR PUBLIC RELEASE

1 of 9 | PROD: 05G-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023
UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023

Najin / Rajin Port, DPRK
Geo: 421343N/130170E

9 Dec 23



© 2023 Planet Labs Inc.

Tamgang Railway Station, DPRK
Geo: 422503N/130371E

29 Oct 23



© 2023 Planet Labs Inc.



Source: Commercial Satellite Imagery, Europa
Measurements and geographic coordinates are approximate and should not be used for navigation or targeting purposes.
Defence Intelligence products do not necessarily represent the view of the UK Government on sovereignty, political status or other matters.
UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023

2 of 8 | PROD: OSG-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023



Defence Intelligence

UK OFFICIAL – FOR PUBLIC RELEASE

Najin / Rajin Port, DPRK
Geo: 421343N/130170E

9 Dec 23



© 2023 Planet Labs Inc.

Tamgang Railway Station, DPRK
Geo: 422503N/130371E

29 Oct 23



© 2023 Planet Labs Inc.



Source: Commercial Satellite Imagery, Europa
Measurements and geographic coordinates are approximate and should not be used for navigation or targeting purposes.
Defence Intelligence products do not necessarily represent the view of the UK Government on sovereignty, political status or other matters.
UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023

3 of 8 | PROD: OSG-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023



Defence Intelligence

UK OFFICIAL – FOR PUBLIC RELEASE

288/621

24-02094

National Centre for Geospatial Intelligence

UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

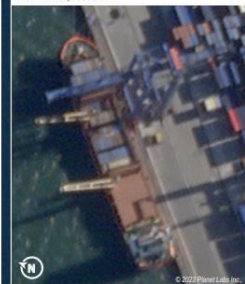
Russia/DPRK: Transfer of Materials Between the Democratic People's Republic of Korea and Russia **MV MAIA 1 (IMO 9358010) – Offloading Shipping Containers at Najin Port Facility, DPRK**



GEO: 421343N/1301714E

20 Nov 23

1. MV MAIA 1 (IMO 9358010) Vostochny Port, Russia 12 Nov 23
GEO: 424415N/1330510E

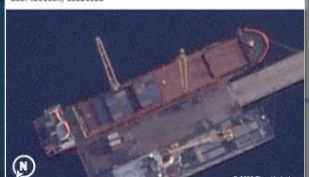


MV MAIA 1 (IMO 9358010)



(O) MV MAIA 1 (IMO 9358010) was identified on imagery docked at Vostochny Port, Russia on 12 Nov 23 [Image 1]. It was then identified preparing to load shipping containers at Najin Port, DPRK on 20 Nov 23 [Main Image] and unloading shipping containers at Bukhta Konyushkova (Dunay) Port, Russia on 5 Dec 23 [Image 2 and 3].

2. MV MAIA 1 (IMO 9358010) Bukhta Konyushkova (Dunay) Port, Russia 5 Dec 23
GEO: 425158N/1322152E



3. MV MAIA 1 (IMO 9358010) Bukhta Konyushkova (Dunay) Port, Russia 11 Dec 23
GEO: 425158N/1322152E



UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

This product is not to be used as a source for derivative classification. Measurements and geographic coordinates are approximate and should not be used for navigation or targeting purposes. Defence Intelligence products do not necessarily represent the view of the UK Government on boundaries, political status or other claims. UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023

4 of 9 | PROD: OSG-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023

National Centre for Geospatial Intelligence

UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

Russia/DPRK: Transfer of Materials Between the Democratic People's Republic of Korea and Russia **MV ANGARA (IMO 9179842) – Docking at Najin Port Facility, DPRK**



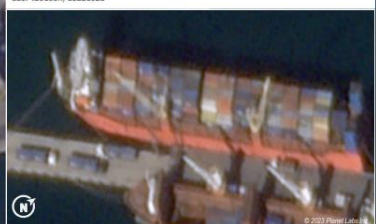
GEO: 421343N/1301714E

3 Sep 23



(O) MV ANGARA (IMO 9179842) was identified on imagery docking at Najin Port, DPRK on 3 Sep 23 [Main Image] and laden with shipping containers at Bukhta Konyushkova (Dunay) Port, Russia on 21 Sep 23 [Image 1].

1. MV ANGARA (IMO 9179842) Bukhta Konyushkova (Dunay) Port, Russia 21 Sep 23
GEO: 425158N/1322152E



MV ANGARA (IMO 9179842)



UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

This product is not to be used as a source for derivative classification. Measurements and geographic coordinates are approximate and should not be used for navigation or targeting purposes. Defence Intelligence products do not necessarily represent the view of the UK Government on boundaries, political status or other claims. UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023

5 of 9 | PROD: OSG-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023

National Centre for Geospatial Intelligence

UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

Russia/DPRK: Transfer of Materials Between the Democratic People's Republic of Korea and Russia

MV MARIA (Formerly Known as MV LEV YASHIN) (IMO 8517839) Loading Shipping Containers at Najin Port Facility, DPRK

Geo: 421343N/1301714E 12 Oct 23

1. MV MARIA (Formerly LEV YASHIN) (IMO 8517839) Bukhta Koryushkova (Dunay) Port, Russia 21 Sep 23
Geo: 425158N/1322152E

2. MV MARIA (Formerly LEV YASHIN) (IMO 8517839) Bukhta Koryushkova (Dunay) Port, Russia
Geo: 425158N/1322152E 22 Sep 23

(O) MV MARIA (IMO 8517839) was identified on imagery unloading cargo at Bukhta Koryushkova (Dunay) Port, Russia between 21-22 Sep 23 [Image 1 and 2]. The vessel was also identified loading shipping containers at Najin Port Facility, DPRK on 12 Oct 23 [Main Image].

Defence Intelligence
UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

Source: Commercial Satellite Imagery
Measurements and geographic coordinates are approximate and should not be used for navigation or targeting purposes.
Defence Intelligence products do not necessarily represent the view of the UK Government on boundaries, political status or other matters.
UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023
6 of 9 | PROD: OSO-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023

National Centre for Geospatial Intelligence

UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

Russia/DPRK: Transfer of Materials Between the Democratic People's Republic of Korea and Russia

DPRK Rail Transfer Node, Tomangang Railway Station, DPRK

Geo: 425501N/1303715E 5 Oct 23

Import/Export RTP

Internal RTP

(O) Tomangang Railway Station is located adjacent to the international border of DPRK and Russia and services the only rail link between the two countries. Media sources have reported that Russia could be exporting oil based products and cereals to the DPRK in exchange for munitions.⁶ Both oil based products and cereals have been identified at Tomangang Railway Station. Analysis of imagery dated between 30 Oct and 4 Nov 23 identified the renewal of cross-border rail activity between Khasan (Russia) and Tomangang (DPRK) after a two year hiatus, highly likely due to COVID-19.

Defence Intelligence
UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE

Source: Commercial Satellite Imagery, OpenStreetMap
Measurements and geographic coordinates are approximate and should not be used for navigation or targeting purposes.
Defence Intelligence products do not necessarily represent the view of the UK Government on boundaries, political status or other matters.
UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023
7 of 8 | PROD: OSO-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023

UK OFFICIAL - FOR PUBLIC RELEASE



References:

1. [Beyond Parallel as if on \(Online\)](#) [[https://josephsburdick.com/as-if-on-parallel-as-if-on/](#)], Ongoing Arms Transfer Activity at Nain Port by Joseph S Burdick Jr., Victor Cha and Jennifer Jun, Published: 17 July 2023. Accessed 10 December 2023.
2. [Euromaidan.com \(Online\)](#) [[https://euromaidan.com/2023/11/09/korea-arms-transfer-to-russia-estimated-com/](#)], 9 November 2023. Accessed 10 December 2023.
3. [Maritime Traffic \(Online\)](#) [[https://www.maritimetraffic.com/](#)], Korea Arms Transfer to Russia estimated over 500,000 maritime rounds in two months, OSINT group by Yuzi Zhao, Accessed: 9 September 2023. Accessed: 10 December 2023.
4. [Marine Traffic \(Online\)](#) [[www.marinetraffic.com](#)], Accessed 7 December 2023.
5. [Telegram.com](#) [[https://t.me/ruchmeleon/ChOvniDezKosmos](#)], Telegram, 12 Nov 23, Russian aid in Ukraine discussed in Korean weapons in video. RFA Korea, Chosinjo, 17 November 2023. Accessed: 10 December 2023.
6. [Financial Times.com \(Online\)](#) [[https://www.ft.com/content/72635054-74ba-46be-453b-7888a5c2](#)], North Korea leads Russia to bolster weapons trade by Christian Davies and Song Junga, Published: 12 December 2023. Accessed: 10 December 2023.

Images:

20200901_054003_uscd01_u0013_visual	20221113_052949_uscd_u0005_visual
20200901_009199_uscd_u0011_usual_1.f	20221113_013202_uscd_u0001_usual
20200902_051602_uscd1162_u0017_visual	20221113_013428_uscd_u0001_usual
20201012_011268_uscd_u0016_usual.1f	20221201_010457_uscd1063_u0009_visual
20201012_011268_uscd_u0016_usual.1f	20221201_010457_uscd1063_u0009_visual
20201110_054001_uscd_u0001_usual	20221212_013900_uscd162_u0101_visual
IMG_PNEC12021000210008_PMS_OTR_PWOJ_0104589_1_1.f_1_IGSNR1RICH1.f	20221214_050735_uscd_u0005_usual
20201113_050508_uscd_u0001_usual	20221218_053826_uscd_u0001_usual
20201113_050508_uscd_u0001_usual	20221218_011004_uscd1342_u0013_visual
20201113_052601_uscd_u0001_usual	20221219_051849_uscd_u0001_usual
20201113_052601_uscd_u0002_usual	20221230_051232_uscd02_u0010_usual
20201113_052601_uscd_u0002_usual	20221230_055600_uscd019_u0019_usual
20201113_052601_uscd_u0003_usual	20221209_010614_uscd1342_u0013_visual
20201113_052601_uscd_u0003_usual	20221211_011913_uscd162_u0005_usual.1f
20201113_052735_uscd_u0001_usual	

Release Conditions:

The entirety of this product is classified as UK OFFICIAL FOR PUBLIC RELEASE. This product can be used by UK and other (subject to classification and caveats) intelligence organisations to enhance reporting provided it is handled correctly. Text may be quoted or paraphrased as long as the classification and any handling codes or dissemination control markings are respected and the content is faithfully reproduced. Graphics can be embedded into third party reporting only if the graphic is unaltered and the banner and classification are visible and legible. This product is not to be shared with stakeholders outside intelligence without the express consent of Strategic Command.

Liability:

Defence Intelligence furnished data is supplied in the format and condition provided and is licensed for the purpose specified in the release conditions. Defence Intelligence accepts no liability for any error or omission in the data, or for any loss, damage, claims, proceedings or costs arising from the recipient's use of, or reliance on, the data or from any modification or alteration of the data or its format, to the full extent permitted by law. Defence Intelligence accepts no liability for, or arising from, any elements of Defence Intelligence furnished data provided by third parties.

THIS DOCUMENT IS THE PROPERTY OF HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT, and is loaned to you for your personal use only as an aide to your duties. It is to be kept in your safe custody and returned to the Service Unit or Police Station for its safe return to the MINISTRY OF DEFENCE, DEFENCE INTELLIGENCE, LONDON SW1, with particulars of how and where found. THE UNAUTHORISED RETENTION OF THIS DOCUMENT, OR ITS DESTRUCTION, IS AN OFFENCE UNDER THE OFFICIAL SECRETS ACT 1911-1989. (When released to persons outside Government Service, this document is issued on a personal basis and the recipient to whom it is entrusted in confidence, within the provisions of the Official Secrets Act 1911-1989, is personally responsible for its safe custody and for seeing that its contents are disclosed only to authorised persons).



UK Ministry of Defence © Crown Copyright 2023

9 of 9 | PROD: OSG-071-23 | 14 DEC 2023 | ICOD: 11 DEC 2023

Source: Member State.

Annex 49: Screenshot of a page from the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation (https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/1914400/)



Министерство иностранных дел
Российской Федерации

11.11.2023 11:57

№ 2282-11-11-2023

Ответ официального представителя МИД России М.В.Захаровой на вопрос СМИ в связи с обвинениями США и их союзников в адрес России в «военно-техническом сотрудничестве» с КНДР

Вопрос: В последнее время в адрес России и КНДР все чаще звучат обвинения в осуществлении запрещенных резолюциями Совета Безопасности ООН взаимных поставок вооружений и военных технологий. Один из последних примеров – заявление стран «Группы семи» по итогам встречи в Токио. На эту тему также неоднократно высказывался госсекретарь США Э.Блинкен, в том числе в ходе недавнего визита в Сеул. Как бы Вы могли это прокомментировать?

Ответ: Обвинения, предъявляемые «коллективным Западом» в «незаконном» военно-техническом сотрудничестве России с КНДР – голословны и бездоказательны, в излюбленном стиле «highly likely». К тому же никто не наделял Вашингтон и Токио следственными полномочиями.

Россия ответственно выполняет свои международные обязательства, включая резолюции Совета Безопасности. И это не мешает нам развивать традиционные отношения дружбы и сотрудничества с соседями, в том числе КНДР, имеющие давние исторические корни.

Что касается критиков нашей страны из числа так называемых поборников международного права, то им следует посоветовать почаще смотреть в зеркало, прежде чем учить других. Ведь именно США и их сателлиты нарушают общепринятые нормы международного права и резолюции Совета Безопасности, накачивают преступный киевский режим оружием и тем самым способствуют продолжению кровопролития.

Unofficial translation:

11.11.2023 11:57

№ 2282-11-11-2023

Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova's answer to a media question regarding US and its allies' accusations of "military-technical cooperation" with the DPRK

Question: Recently, Russia and North Korea have been increasingly accused of carrying out mutual deliveries of weapons and military technology, which are prohibited by UN Security Council resolutions. One of the latest examples is the statement of the G7 countries following the meeting in Tokyo. US Secretary of State Antony Blinken has also repeatedly spoken on this topic, including during his recent visit to Seoul. How would you comment on this?

Maria Zakharova: The accusations made by the "collective West" of "illegal" military-technical cooperation between Russia and the DPRK are unfounded and unsubstantiated, in the favourite style of "highly likely." In addition, no one gave Washington and Tokyo investigative powers.

Russia is responsibly fulfilling its international obligations, including Security Council resolutions. And this does not prevent us from developing traditional relations of friendship and cooperation with our neighbours, including the DPRK, which have long-standing historical roots.

As for the so-called critics of international law, our country, they should be advised to look in the mirror more often before lecturing others. After all, it is the United States and its satellites that violate the generally accepted norms of international law and Security Council resolutions, pump the criminal Kiev regime with weapons and thereby contribute to the continuation of bloodshed.

Annex 50: Compilation of available information on *Angara*'s movements August to December 2023 (non-exhaustive)

Date	Summary of reported activity	Source and date of information
18 August	At Dunay (Dunai) Port	NKNews 23 October
18 August	Departs Dunay	RUSI, 16 October
21 August	Departs Dunay with 250 shipping containers	Member State report
25 August	Shipping containers delivered to Rajin (Najin)	Member State report
26 August	Arrives Rajin	RUSI 16 October
28 August	Returns empty to Dunay	Member State report
1 September	Departs Dunay with 250 shipping containers	Member State report
1 September	Departs Dunay	RUSI 16 October
2-4 September	Shipping containers delivered to Rajin; loads approx. 35 shipping containers	Member States' reports
3 September	Loads and unloads cargoes at Rajin	RUSI 16 October
3 September	At Rajin Pier 2, loads containers	NKNews 16 October; 23 October
6 September	Approx 35 shipping containers delivered to Dunay	Member State report
8 September	Departs Dunay with approx. 200 shipping containers	Member State report
	Disappeared for a few days (?)	NKNews 23 October
11 September	Approx 200 shipping containers delivered to Rajin; loads approx. 300 shipping containers	Member State report
12 September	Approx 300 shipping containers delivered to Dunay	Member State report
20 September	Vessel appeared to stay at Dunay through this date	NKNews 16 October
21 September	Loaded cargo at Dunay (alongside <i>Maria</i>)	Member State report; RUSI 16 October
21 September	Departs Dunay	RUSI 16 October
22 September	Departs Dunay with approx. 250 shipping containers	Member State report
23 September	Approx 250 containers delivered to Rajin	Member State report
23 September	Anchored in waters off coast of Vladivostok	NKNews 23 October
23 September	Photos near Vladivostok: Carrying containers with logos of commercial companies.	NKNews 19 October; Marinetrffic.com
24 September	Arrives Rajin	RUSI 16 October
24 September	Unloading and possibly later loading containers	NKNews 23 October
2 October	"Ship matching <i>Angara</i> 's profile" at Rajin Port Pier 1	NKNews 16 October
2 October	Unloading cargo at Rajin Port	RUSI 16 October
2 October	Possibly later loading containers	NKNews 23 October

Rajin restarted container trade for first time in 5 years		NKNews 14 October
6-11 October	Vostochny Port loading and possibly earlier unloading containers	NKNews 23 October
14 October	Anchored in waters off coast of Vladivostok	NKNews 23 October
14 October	Photos near Vladivostok: Carrying containers with logos of commercial companies.	NKNews 19 October; Marinetraffic.com
	At Vostochny Port (date uncertain)	NKNews 25 October
22-23 October	Rajin Port unloading and later loading containers	NKNews 23 October
23 October	Picks up containers at Rajin Port Pier 2	NKNews 31 October; CSIS, 8 December
27 October	Appears at Dunay alongside Russian naval warship	NKNews 31 October
29 October	Still at Dunay without significant change in cargo	NKNews 31 October
28 November	At Rajin Port	Member State report
First days of December	At Nakhodka commercial container port	NKNews 13 December
9 December	Unloading containers at Rajin	NKNews 13 December; Bloomberg 26 December

References cited

NKNews 14 October, “North Korea sent mass shipment of weapons, ammo to Russia: US”, Anton Sokolin

NKNews 16 October, “Secure Russian naval base processed alleged North Korean arms shipments: Imagery”, Anton Sokolin, Colin Zwirko

Royal United Services Institute (RUSI), 16 October, “The Orient Express: North Korea’s Clandestine Supply Route to Russia”, James Byrne, Joseph Byrne and Gary Somerville

NKNews 19 October, “Russian ship in South Africa arms row appears to aid North Korea weapons trade”, Anton Sokolin, Colin Zwirko

NKNews 20 October, “How Russia used lookalike ships to conceal suspected North Korea arms trade”, Anton Sokolin

NKNews 23 October, “Major Russian container port tied to alleged North Korea weapons trade: Imagery”, Anton Sokolin, Colin Zwirko

NKNews 25 October, “North Korean trains in alleged Russia arms deal pass through key weapons hub”, Colin Zwirko

NKNews 31 October, “New ship joins alleged North Korea-Russia weapons trade operation: Imagery”, Colin Zwirko

NKNews 13 December, US sanctions Russian ship to ‘disrupt’ weapons trade with North Korea”, Colin Zwirko

Centre for Strategic and International Studies (CSIS), 8 December, “Activity at Najin Points to Continued DPRK-Russia Arms Transfers”, Joseph S. Bermudez Jr., Victor Cha and Jennifer Jun
Bloomberg, 26 December, “Ghost Ships at Reawakened North Korea Port Put Ukraine in Peril”,
Jon Herskovitz

Source: Compilation by the Panel.

Annex 51: *Angara* - Supplementary information

The Panel is investigating entities currently connected to *Angara* and the other vessels named in Table 3 of the main text.

According to maritime databases, M Leasing LLC (TIN: 9701173086, established in 2021) is the current registered owner of *Angara*. The Panel tried to contact M Leasing LLC using their published email address and telephone numbers but was unsuccessful. Investigations continue.

Marine Trans Shipping LLC (TIN: 3025037914) currently manages and operates *Angara*. [mailto:](#)The Panel wrote to Marine Trans Shipping LLC on 14 December but has not had a reply.

In addition to the four vessels whose details are listed in Table 3, reports refer also to the possible involvement of a fifth vessel *Vyacheslav Anisimov* (IMO: 9004463). According to commercial maritime databases *Vyacheslav Anisimov* visited Dunay sometime between about 6 and 15 September 2023.²²⁵ According to a Member State, *Vyacheslav Anisimov* entered Dunai between 9 and 15 September and offloaded containers to *Angara*. The Russian Federation has not replied to the Panel's enquiry about this vessel.

The Panel wrote to the Russian Maritime Shipping Register on 15 December 2023 requesting information and documentation for the four vessels whose details are in Table 3, and the *Vyacheslav Anisimov*. The Russian Maritime Shipping Register replied that the request had been “duly forwarded to the appropriate Governmental bodies of the Russian Federation”.

²²⁵ See also: <https://www.nknews.org/pro/how-russia-used-lookalike-ships-to-conceal-suspected-north-korea-arms-trade/>



A photograph of *Angara* off Vladivostok dated 22 September 2023²²⁶ shows it was carrying shipping containers. Some of these had logos apparently of a number of different companies. In response to the Panel's enquiry of one of these companies, PJSC Transcontainer, the Permanent Mission of the Russian Federation sent the following response dated 25 January 2024:

"I would like to refer to the request by the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), namely S/AC.49/2023/PE/OC.563 dated 14 December 2023.

In this regard, I wish to inform you of the following. PJSC Transcontainer has not previously had and does not currently have any contractual relations with Marine Trans Shipping LLC or M Leasing LLC. The organization has not leased containers to any lessees for the purpose of loading them onto vessel ANGARA. Transportation to DPRK is not included in the geographic scope of the activities of PJSC Transcontainer. The company has never carried out and does not carry out transportation from and to DPRK.

²²⁶ MarineTraffic.com

When concluding its lease agreements, PJSC Transcontainer shows due diligence and receives assurances from the lessees that the property of PJSC Transcontainer will not be used in violations of the international obligations of the Russian Federation, including compliance with the sanctions regimes of the UN Security Council. The clients of the company undertake not to use the containers provided for temporary possession and use for the delivery, transportation, transfer, as well as transportation of goods, products and items to countries with trade restrictions in force under the UN Security Council resolutions, as well as for the benefit of persons on the sanctions list of the UN Security Council.

The photograph attached to the Panel's request of the vessel ANGARA shows that some of the containers have a trademark similar to that of PJSC Transcontainer. Belonging of containers is indicated by a unique BIC code. The images presented in the request do not allow to identify the BIC codes on the containers and establish their belonging.

Please let me know if you'd like to receive any additional clarifications or discuss any follow-up matters.”

Annex 51.1: *Angara*'s speed

Angara's service speed is 15 kn according to commercial maritime databases although in the days before *Angara* arrived at Korsakov it appears to have travelled rather more slowly, mainly between 8 and 10 kn.²²⁷

Estimates based on Google Earth images suggest that the direct round-trip distance between Najin and Konyushkovo Bay is approximately 440 km. The route maps in Annex 47 would suggest, however, that vessels making this journey hug the coast, perhaps in order to stay within DPRK or Russian territorial waters and thus minimizing the risk of surveillance. In this case, the round-trip distance is approximately 540 km. Approximate round-trip travel-times under these different scenarios are as follows:

Rajin to Konyushkovo Bay – approximate distance by sea	<i>Angara</i> sailing speed	Approximate round-trip voyage time (no account taken of port entry/exit times or loading/ unloading times)	Approximate round-trip voyage time (assuming the port call in the middle lasted 0.5 days)⁹
Direct route 220 km	15 kn	16 hours	28 hours
	10 kn	24 hours	36 hours
Hugging the coast 270 km	15 kn	19 ½ hours	31 ½ hours
	10 kn	29 hours	41 hours

²²⁷ Source: Windward.

Annex 51.2: Member States' Designation of *Angara*

The U.S. Treasury's Office of Foreign Assets Controls designated the *Angara*, M Leasing LLC and Marine Trans Shipping LLC on 8 May under Section 1(a) of Executive Order (E.O.) 14024 of April 15, 2021 ("Blocking Property With Respect To Specified Harmful Foreign Activities of the Government of the Russian Federation"):

- ANGARA Roll-on Roll-off 8,811GRT Russia flag; Vessel Registration Identification IMO 9179842 (vessel) [RUSSIA EO14024] (Linked To: M LEASING LLC);
- M LEASING LLC, Baumanskaya Ul., D.7, Str. 1, Of. 301, Moscow 105005, Russia; Tax ID No. 9701173086 (Russia); Identification Number IMO 6246853 [RUSSIA-EO14024];
- MARINE TRANS SHIPPING LLC, Office 2, Ulitsa Naberezhnaya Reki Tsareva 1, Astrakhan 414024, Russia; Tax ID No. 3025037914 (Russia); Identification Number IMO 6183435 [RUSSIA-EO14024].

The Office of Financial Sanctions Implementation of HM Treasury designated M LEASING on 19 May 2023 under The Russia (Sanctions) (EU Exit) Regulations 2019:

Name (non-Latin script): М ЛИЗИНГ a.k.a: M LIZING Address: Of. 301, Str. 1, D.7, Baumanskaya Ul., Moscow, Russia, 105005. Other Information: (UK Sanctions List Ref): RUS1850. Financial sanctions imposed in addition to an asset freeze: Trust services. Date trust services sanctions imposed: 18/05/2023. (UK Statement of Reasons): M LEASING is an involved person within the meaning of the Russia (Sanctions) (EU Exit) Regulations 2019 because 1) M LEASING is an entity carrying on business in a sector of strategic significance to the Government of Russia, namely, the transport sector; and 2) M LEASING is involved in providing financial services, or making available funds, economic resources, goods or technology, that could contribute to destabilising Ukraine or undermining or threatening the territorial integrity, sovereignty or independence of Ukraine. (Email address): svetlana-osik@mail.ru (Type of entity): Limited Liability Company (LLC) (Business Reg No): 9701173086 Listed on: 19/05/2023 UK Sanctions List Date Designated: 18/05/2023 Last Updated: 19/05/2023 Group ID: 15911.

Annex 51.3: Angara's history

1. Commercial maritime databases indicate that *Angara* earlier visited Konyushkovo Bay, in June, 2023.
2. A private sector organization posted the following tweet on 16 October 2023 (The Dossier Centre: <https://t.me/dossiercenter/300>)

Центр «Досье»

КНДР поставляет в Россию боеприпасы, убедился
Центр «Досье»

Российские корабли «Мария» и «Ангара» в течение последних двух месяцев забирали грузы в северокорейском порту Раджин и доставляли их на засекреченную военную базу на Дальнем Востоке, пишет The Washington Post. Издание опирается на спутниковые снимки, исследованные RUSI. Фотографии не позволяют определить, что именно перевозили суда, но аналитики предполагают, что речь идет о поставках боеприпасов.

Как минимум в одном случае это были ракеты, выяснил Центр «Досье». В корабельных документах «Ангара», с которыми ознакомился «Досье», говорится, что в трюме сухогруза перевозились 50,69 тонн ракет с разрывным зарядом. В материалах ни разу не упоминается, что суда посещали КНДР. При этом нередко в качестве пункта назначения указан залив Стрелок, на берегу которого и располагается российская военная база.

Unofficial translation by the Panel

BEGINS

Dossier Centre

North Korea supplies ammunition to Russia, the Dossier Center is convinced

Over the past two months, the Russian ships Maria and Angara have been picking up cargo at the North Korean port of Rajin and delivering it to a secret military base in the Far East, The Washington Post writes. The publication is based on satellite images studied by RUSI. The photographs do not make it possible to determine what exactly the ships were transporting, but analysts suggest that we are talking about the supply of ammunition.

In at least one case, these were missiles, the Dossier Center found out. The Angara ship's documents, which the Dossier reviewed, state that 50.69 tons of missiles with an explosive charge were transported in the cargo hold. The materials never mention that the ships visited the DPRK. At the same time, Strelok Bay is often indicated as a destination, on the shores of which a Russian military base is located.

ENDS

3. The Panel has been shown alleged documentary material which it cannot independently verify. This reportedly shows inter alia that *Angara* carried in its hold 50.6887 tons of dangerous cargo described as UN Class 1 explosive material, UN No 180 Explosive Rockets when at or close to Korsakov Port in the Sakhalin Peninsula between about 6-10 August:²

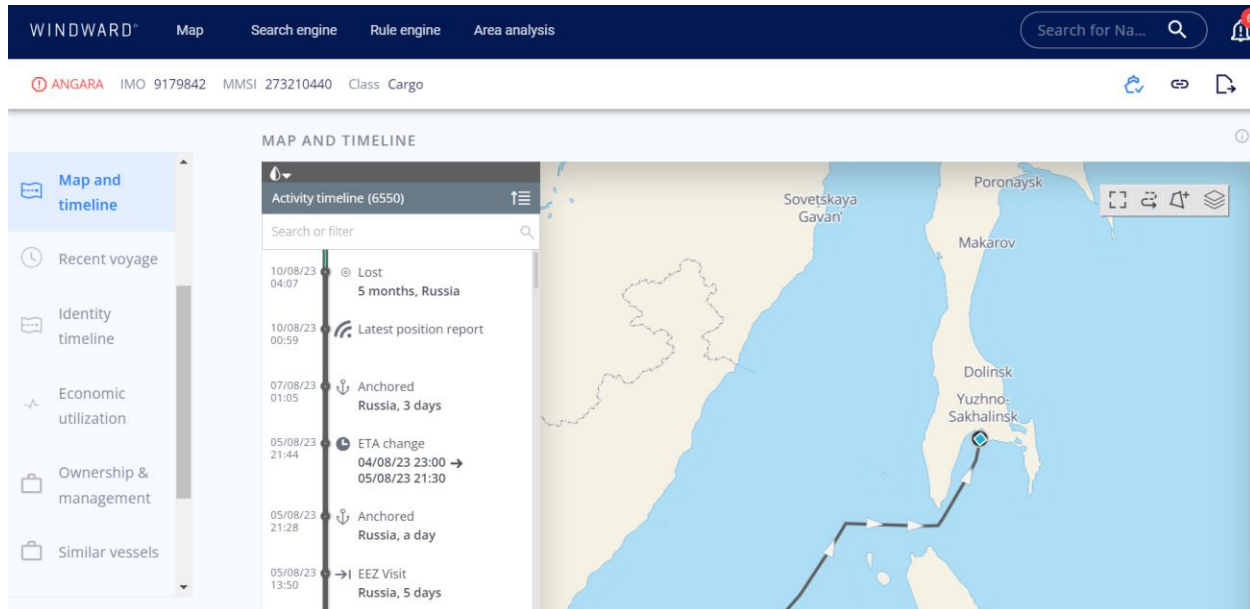
Параметры перемещения судна		
Порт: Корсаков Перемещение: Отход (Выход с текущего пункта в море. Прекращение редактирования) Операция: Отход		
Местоположение Граница порта: Участок № 1 Причал: Не указан Якорная стоянка/Участок: Точка якорной стоянки №22 Комиссия государственных контрольных органов: Да Место проведения: Рукот/Южный район причал №1 Дата и время проведения (местн.): 10.08.2023 19:00		
Следующий пункт До: Страна: RUSSIAN FEDERATION МОРЕ Порт: Nakhodka		
Параметры маршрута Дата и время движения (местн.), начало: 10.08.2023 20:00 Лоцман: Не нужен Примечание: Осадка максимальная (макс. из осадки кормой и осадки носом): 5,2 Надводный габарит: 35,06		
Грузы На борту - ИТОГО [т]: 58.886 из них опасных [т]: 50.69 TEUs: 0 1. Тип груза: Прочие генеральные грузы Кол-во [т]: 50.68871 Опасный груз: Да Расположение груза: трюм Класс ООН: Класс 1 - Взрывчатые вещества ООН: 180 - РАКЕТЫ с разрывными зарядами Класс и подкласс ООН: 1 Группа упаковок: Перевозится в таре: Да Масса брутто [т]: 50.6887 Перевозится навалом: Нет Перевозится наливом: Нет 2. Тип груза: Прочие генеральные грузы Кол-во [т]: 8.19676		
Внес Никитин Петр Данилович Должность: Исполнил: Никитин Петр Данилович Должность: Государственный инспектор сектора оформления приходов и отходов судов Дата и время внесения: 10.08.2023 11:23 Дата и время исполнения: 10.08.2023 20:40		

4. The documentary material suggests this cargo was offloaded at a destination in Strelok Bay sometime between 15 and 21 August.
5. This suggestion is supported by satellite imagery which shows *Angara* at Konyushkovo Bay (which is situated in Strelok Bay) on 18 August 2023, moored alongside a pier across from a warship:



Source: Planet Labs, 18 August 2023.

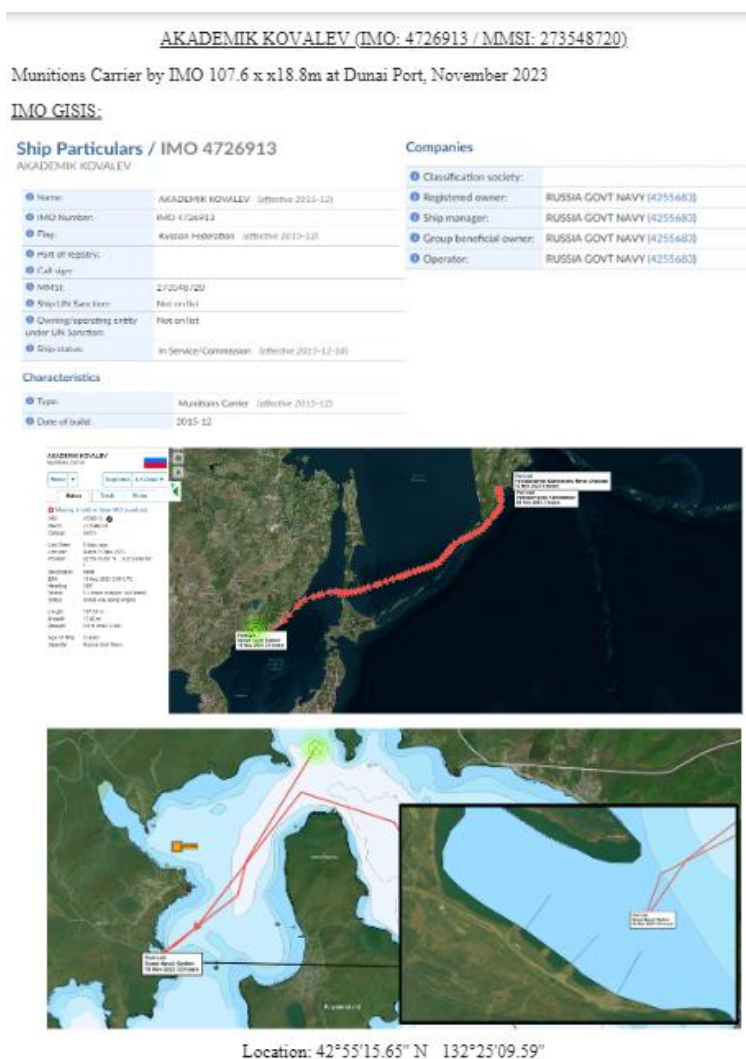
Annex 51.4: Route taken by *Angara* until 10 August, when AIS transmissions ceased to be detected



Source: Windward, accessed on 4 January 2024.

Annex 52: Konyushkovo Bay

Konyushkovo Bay, located south of Dunay, was used as a submarine base in former USSR times²²⁸ and subsequently was used as an unloading point of spent nuclear fuel from decommissioned submarines for transport to Ministry of Defense temporary storage facilities at Sysoev Bay, close to Dunay.²²⁹ Konyushkovo Bay is still in use by Russian Navy vessels. The Panel examined available imagery of vessels in the Bay prior to August 2023 and found that it was only infrequently used by merchant vessels. Maritime databases provide examples of two military vessels in the bay in November 2023, as does a Google image dated 2020 of another military vessel:



²²⁸ See for example, CIA report dated 9 May 1965: <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP78T05929A000900020013-6.pdf>

²²⁹ See for example “Environmental safety and monitoring measures in the dangerous radioactive facilities in the Far East, as well as possible responses to accidents which may happen in the facilities”, Acad, Ashot Sarkisov, Advisor to Director of IBRAE (http://www.tecsec.org/en/wp-content/uploads/2015/03/tokyoseminar05_e.pdf) presented at the G8 Seminar on the Global Partnership August 2005 (http://www.tecsec.org/en/wp-content/uploads/2015/03/tokyoseminar02_e.pdf).

SPK 57150 (IMO: 4768741 / MMSI: 273212850)

Crane Vessel 52m x 22.8m by IMO at Dunai Port, November 2023

Ship Particulars / IMO 4768741
SPK 57150

Name:	SPK 57150 (effective 2020-03)
IMO Number:	IMO 4768741
Flag:	Russian Federation (effective 2020-03)
Port of registry:	
Call sign:	
MMSI:	273212850
Ship UN Sanctions:	Not on list
Ownership/operating entity under UN Sanctions:	Not on list
Ship status:	In Service/Commission (effective 2020-03-03)

Characteristics

Type:	Crane Vessel
Date of build:	2020-01

Companies

Classification society:	
Registered owner:	RUSSIA GOVT NAVY (4255683)
Ship manager:	RUSSIA GOVT NAVY (4255683)
Group beneficial owner:	RUSSIA GOVT NAVY (4255683)
Operator:	RUSSIA GOVT NAVY (4255683)

SPK 57150
Crane Vessel

Watch | Ship Radar | AIS Data

Stops | Track | Route

Missing: Invalid or false IEC broadcast

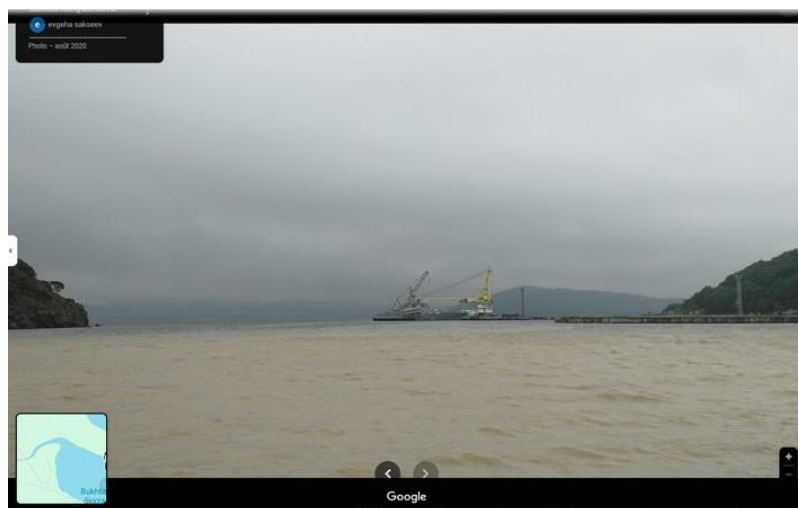
IMO: 4768741
MMSI: 273212850
Call sign: SPK57

Last seen: 2 hrs ago
Last seen: Dunai 27 Nov 2023
Position: 47°05'00"N, 12°22'54.83"E

Destination: Unknown
ETA: 10 Apr 2025 12:00 UTC
Heading: 302°
Speed: 0.9 knots (service 6.0 knots)
Status: Under way sailing

Length: 52.20 m
Width: 22.80 m
Draught: 2.3 m (max 1.4 m)
Age of ship: 3 years
Operator: Russia Govt Navy

Source: International Maritime Organization database, accessed 27 November 2023.



Military ship and support vessel with crane in Konyushkovo Bay

Source: Google image, August 2020, accessed 7 November 2023.



Angara and warship

Warships are occasionally seen on satellite imagery of Konyushkovo Bay moored opposite *Angara* (as here) or *Maria*.

Source: Planet Labs, 18 August 2023.



Entrance to Konyushkovo Bay, looking south – the sign on the right indicates “Restricted Area – Entry Forbidden”. The white cabin situated in the centre of the picture, just behind the red-and-white barriers across the road, is at the main entrance to the facility. It can be seen on current satellite imagery.

Source: Google Earth, July 2013.

Annex 53: *Angara*'s Movements at Konyushkovo Bay and Rajin Port

Annex 53.1: *Angara* unloading and loading containers at Konyushkovo Bay (see also image in figure XVI in the main text).

Two vessels filled with shipping containers are moored alongside the main pier: *Angara* is on the left. The majority of the containers on the vessel are blue in colour. The containers on the other vessel are multi-coloured.

Note the white cabin at the top left of the image marking the position of the main gate of the facility. A stack of mainly blue containers has been built just inside the entrance. Vehicles at main gate are probably flat-bed trucks used to move the containers.

According to the Member State information Annex 45, *Angara* delivered approximately 300 shipping containers on 12 September. These presumably are the shipping containers that can be observed on board *Angara* in the image below.

Figure 1.



Source: Planet Labs, 12 September 2023.

Angara at Konyushkovo Bay, 14 September 2023

The containers from the two vessels appear to have been unloaded. Additional blue containers (presumably from *Angara*) have been added to the stack seen on 12 September. Close-by a new stack of multi-coloured containers has been built, presumably originating from the vessel on the right of the pier.

The Panel is unable to establish independently the exact location of the approximately 300 containers delivered by *Angara* on 12 September.

Figure 2.

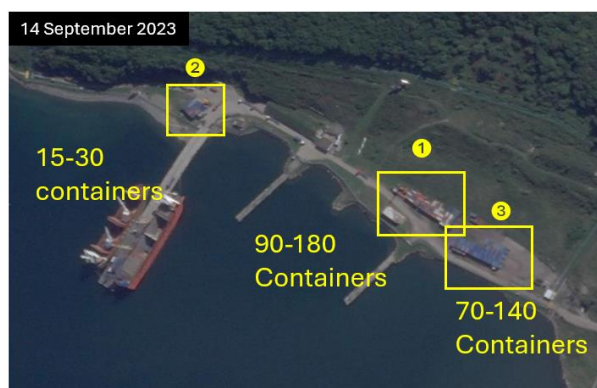


Source: Planet Labs, 14 September 2023.

Numbers of containers

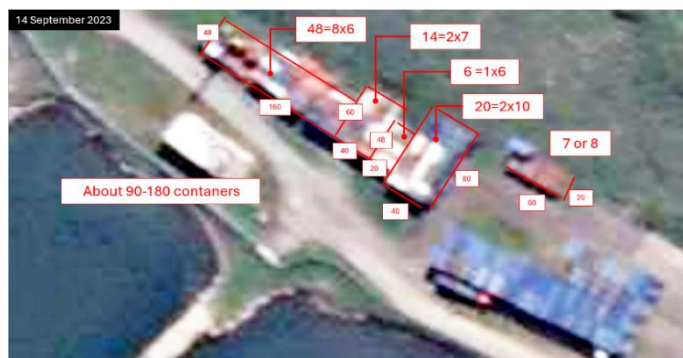
14 September: Approximate number of containers onshore Konyushkovo Bay: 105-210, in three piles (Note that unloading from *Angara* was not completed: some containers remain in the hold):

Figure 3. Three piles of containers:



Source: Planet Labs, annotated by the Panel.

Figure 4. Pile 1 (90-180 containers):



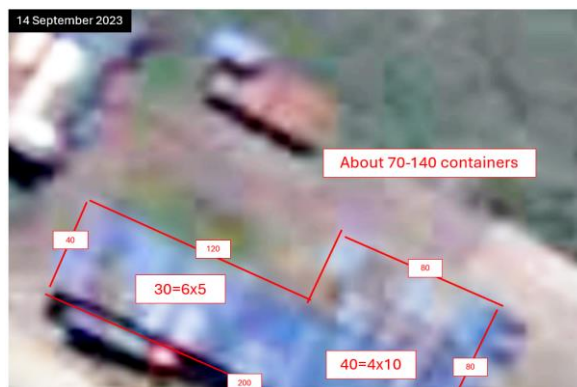
Source: Planet Labs, annotated by the Panel..

Figure 5. Pile 2 (15-30 containers):



Source: Planet Labs, annotated by the Panel.

Figure 6. Pile 3 (70-140 containers):



Source: Planet Labs, annotated by the Panel.

Figure 7. Pile 3 increased in size with additional containers (approximately 20) added between 12 September and 14 September:



Source: Planet Labs, annotated by the Panel.

Note that the Panel has not been able to track the movement of containers in and out of the main gate of the facility by vehicle.

15 September 2023

Figure 8. *Angara* has been loaded with blue containers and the pile of blue containers seen onshore on 14 September has been reduced in size.



Source: Planet Labs, 15 September 2023.

Annex 53.2

Figure 1. *Angara* at Konyushkovo Bay 28 September



Source: Planet Labs

Note stack of containers close to main gate, and vehicular activity along the pier.

Figure 2. *Angara* at Konyushkovo Bay 30 September



Source: Planet Labs

Note stack of containers close to main gate has disappeared. Note the red-orange moveable cover (figure 2) has changed its configuration and appears to cover more of the hold(filled with containers) in comparison with 28 September.

Figure 3. *Angara* at Pier 1, Rajin Port, 2 October

The configuration of the red-orange moveable cover has changed again (partially pulled-back, perhaps in connection with container unloading, and a mix of blue and other-coloured containers can be seen in two places below).



Source: Planet Labs.

Annex 53.3

Figure 1. Rajin Port, Pier 1 is used for unloading vessels: *Angara* unloading containers there.

Angara at Pier 1 21 October 2023



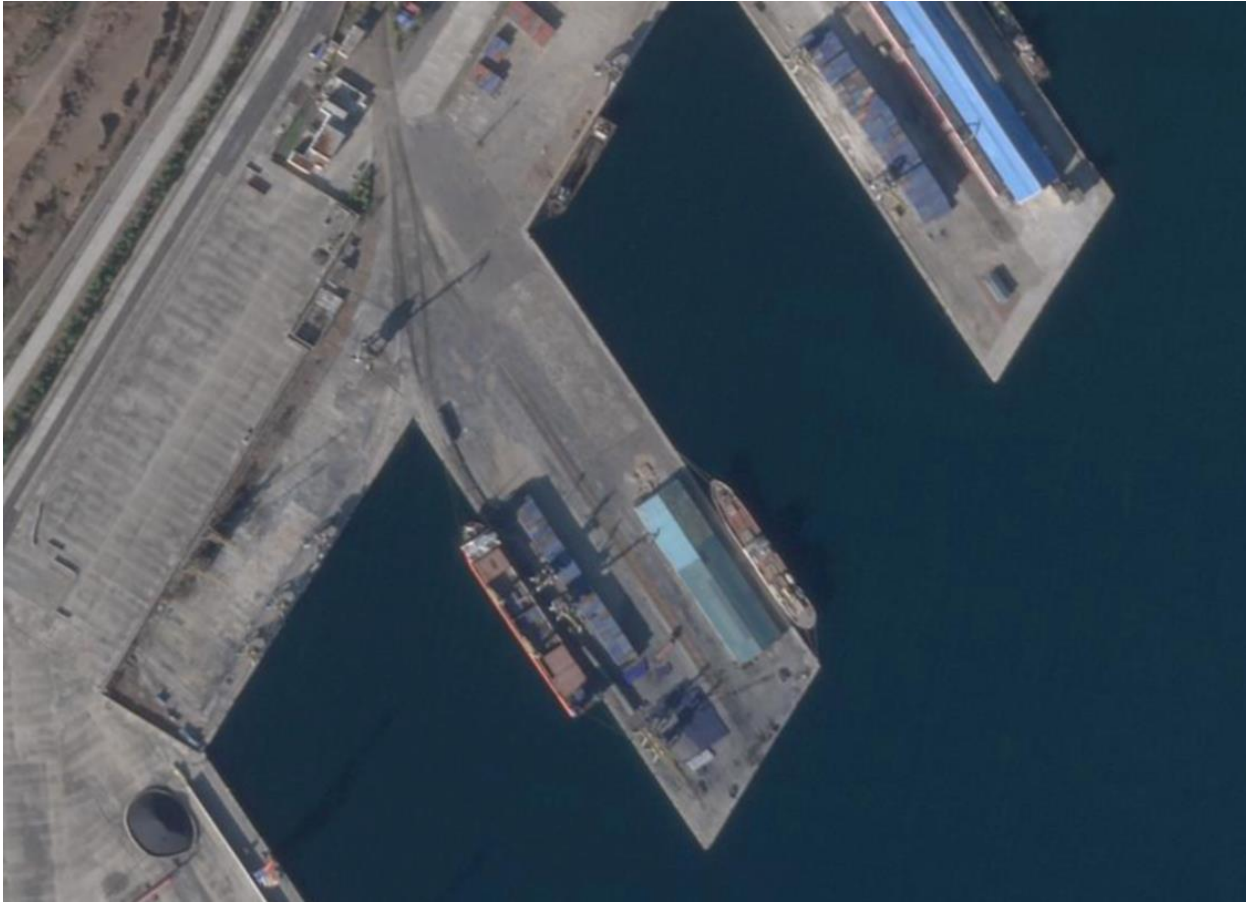
Angara at Pier 1 22 October 2023



Source: Planet Labs.

Note increased size on 22 October of the seaward end (to-the-right) of the stack of containers on the pier, in comparison to the day before.

Figure 2. *Angara* at Pier 2, Rajin Port, 23 October



Source: Planet Labs.

The red/orange moveable cover over *Angara*'s hold has been pulled back and blue and other-coloured containers can be seen in the hold.

Annex 54: *Maria*'s movements at Rajin Port and Konyushkovo Bay

Figure 1.

Rajin Port, Pier 2

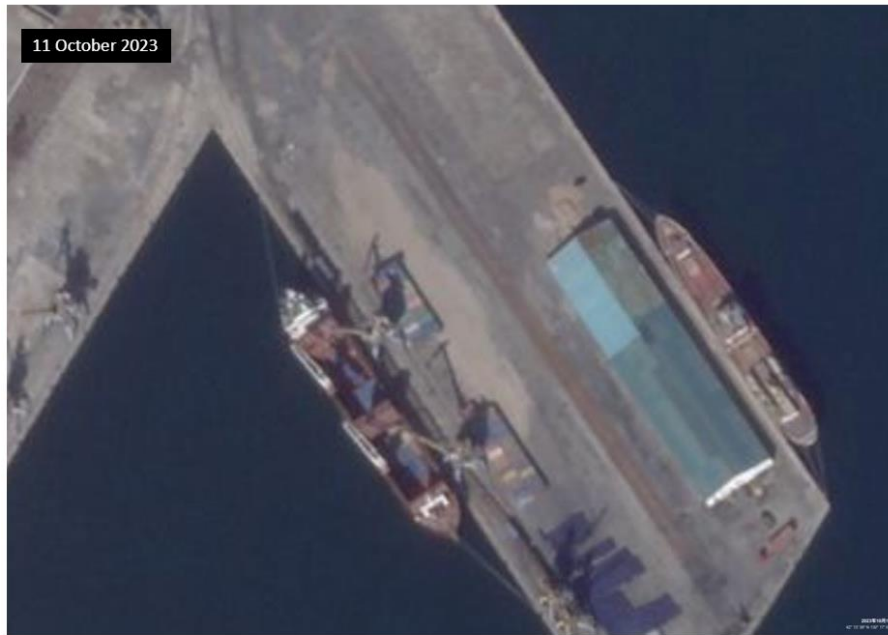
9 – 11 October: Containers are lined up and loaded onto the *Maria*. The changes to the alignment of the different-coloured containers demonstrates that loading is taking place on 11 October.



Source: Planet Labs.

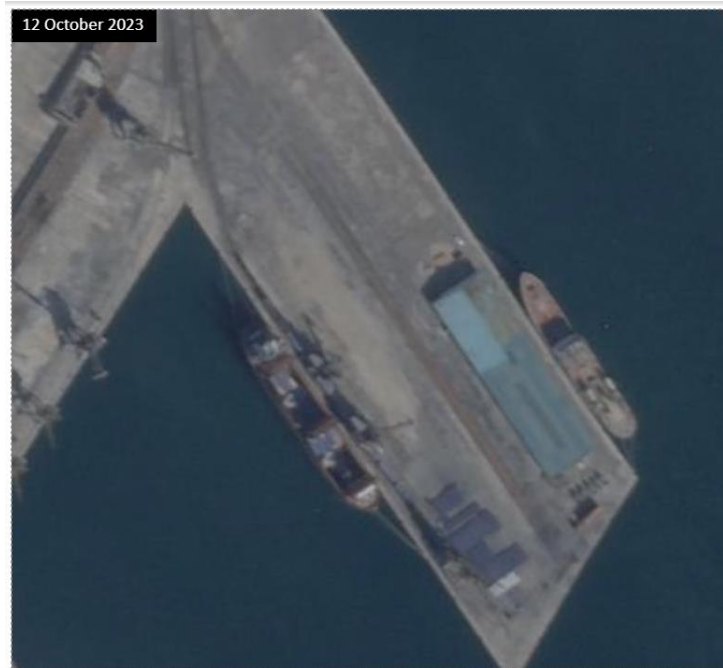
Figure 2.

11 October: Containers are loaded onto *Maria*



Source: Planet Labs.

12 October: All containers have been loaded onto *Maria*: None left on the pier.



Source: Planet Labs.

Figure 3.

Konyushkovo Bay, 14 October

Maria laden with containers moored alongside pier. There were no containers onshore prior to its arrival.



16 October: *Maria*'s cargo hull almost empty and containers stacked near main gate of facility



Annex 55: Railway line running north from Rajin station (see figure XIX in the main text)

The Panel noted in the body of this report that about 2.5km north of Rajin Station the railway line running north from Rajin Port enters a tunnel under a mountain (summit about 520m) and exits about 3.8km on the north side of the mountain. Satellite imagery of this mountain shows multiple entrances on the south side to probable underground sites. Available images indicate that the construction of these discrete entrances started before 2008.

While access to some of the entrances appear to be controlled by gates, there appear to be no stronger security measures, such as perimeter fences, around these entrances. The Panel notes, however, that there are L-shaped paths bordered by high reinforced walls in front of some of them, perhaps to conceal them, to constrain the flow of people or vehicles to the entrance to enable controls, and possibly to guard against an assault.

Annex 56: Media reports on the alleged DPRK arms and ammunitions found in Gaza Strip



Annotated image shows the likely DPRK-made F-7 rocket-propelled grenade launcher | Image: IDF Spokesperson, edited by Joost Olliemans



Annotated image shows the likely DPRK-made F-7 rocket-propelled grenade launcher | Image: Yoaz Vitun, YNet, edited by Joost Olliemans

Source: NK News, 13 October 2023,
accessed at <https://www.nknews.org/2023/10/apparent-north-korean-weapons-used-by-hamas-but-dprk-denies/>

Annex 57: Israel's reply to the Panel's enquiry

SENSITIVE/ FOR OFFICIAL USE ONLY

04 December 2023

Hamas has various AT systems, including North Korean weapon systems

1. Most of the existing AT weapon systems in the GS are indigenously produced "Al Yassin" PG-7 rockets; these rockets' are similar in appearance to the PG-7VR rockets. On October 7th 2023, during Hamas's infiltration into Israel, the operatives carried a large number of rockets of this type, differing in the main warhead type: PG-7VR with a double HEAT warhead (TANDEM); PG-7VR with a precursor warhead and a main thermobaric warhead. In addition, among the weapon systems were North Korean F-7 rockets (AP).
2. Furthermore, regarding ATGM systems, Hamas has a very limited amount of long range AT missiles, which are mostly used for operations viewed as high-quality. Apart from the KORNET system, which is the main threat to IDF in the AT systems realm, Hamas has dozens of missiles of the North Korean PHOENIX system.
3. The Annex shows the technical specifications of the North Korean AT weapon systems held by Hamas.

For your information.



SENSITIVE/ FOR OFFICIAL USE ONLY

F-7	
Diameter (mm)	85
Launcher marking	RPG-7 or TYPE-68/TYPE-68-1
Fuse type	Inertial
Rocket type	HE-FRAG (AP)
Rocket weight (kg)	3
HE types	TNT
Firing configuration	Direct / high-trajectory
Effective range (m)	200
Maximum range (m)	500
Warhead effectiveness radius (m)	10



Fig. 1: F-7

SENSITIVE/ FOR OFFICIAL USE ONLY

PHOENIX	
Guidance system	2 nd Generation laser beam riding
Maximum effective range (m)	3,000
Average flight velocity (m/s)	214
Penetration capability (mm)	600
Warhead type	HEAT
Missile weight (kg)	13
Launcher weight (kg)	22



Fig. 2: PHOENIX used by Hamas

SENSITIVE/ FOR OFFICIAL USE ONLY

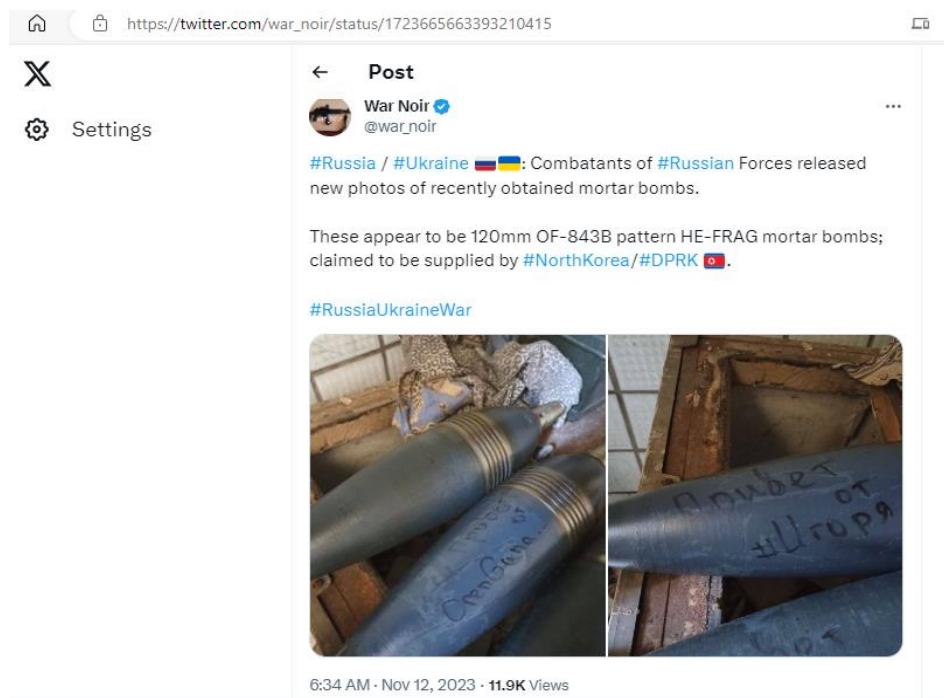
Annex 58: Media reports on the alleged DPRK arms supply to the Russian Federation



Russian soldier saying “North-Korean friends” supplies 122mm rockets, having better precision and firing range than Russia’s. Screenshot from a Twitter [video](#).

Source:

<https://euromaidanpress.com/2023/11/12/north-korea-supplies-russia-with-full-range-of-artillery-ammo-including-gun-and-mortar-shells-rockets/>



Source:

twitter.com/war_noir/status/1718270637079195908

← Post



War Noir
@war_noir

...

[#Russia](#) / [#Ukraine](#) 🇷🇺🇺🇦: Fighters of [#Russian](#) Forces released new photos of rare artillery ammunition used by the unit:

152mm HE-FRAG projectiles with NDT-3 charges.
These were made by [#NorthKorea](#) ([#DPRK](#)) 🇰🇵 in 2007 and supplied to the Russia recently.

[#UkraineRussiaWar](#)



10:16 AM · Oct 28, 2023 · 20.6K Views

Source: https://twitter.com/war_noir/status/1723665663393210415

Annex 59: List of DPRK Cyberthreat actors' malicious activities monitored by the Panel in 2023, based on the information provided by cybersecurity companies, Member States, and media

DPRK cyber actor	Report Name	Case Summary	Publication Month
Kimsuky	Malware Disguised as a Manuscript Solicitation Letter (Targeting Security-Related Workers)	Kimsuky distributed document-type malware targeting security experts, which uses an external object within a Word document to execute an additional malicious macro (template Injection method).	January
TA444 (Overlaps with BlueNoroff)	ta444-apt-startup-aimed-at-your-funds	A TA444 Command and Control (C2) domain sent phishing emails to targets in the U.S. and Canada including education, government, healthcare, and finance verticals. The lure emails enticed users to click a 'SendGrid URL' which redirected victims to a credential harvesting page. This was reportedly a deviation from previous TA444 operations which typically involved the direct deployment of malware.	January
Lazarus Group	疑似 APT-C-26 (Lazarus) 组织通过加密货币钱包推广信息进行攻击活动分析	Lazarus Group conducted an attack delivering malicious ISO files with the theme of cryptocurrency wallet promotion (Somora)	January
Kimsuky	Malware Disguised as Normal Documents (Kimsuky)	Same tactics used as in Malware Disguised as a Manuscript Solicitation Letter (Targeting Security-Related Workers) ; in this case, the threat actor used an image that prompts users to execute the macro.	February
Lazarus Group	Anti-Forensic Techniques Used By Lazarus Group	The Lazarus Group carried out anti-forensics to conceal their malicious activities. They transmitted a configuration file with C2 information and a PE file that communicates with the C2 server in encrypted forms to evade detection by security products. The encrypted files operate after being decrypted onto the memory by the loader file. They then receive additional files from the C2 and perform malicious actions.	February
Lazarus Group	no-pineapple-dprk-targeting-of-medical-research-and-technology-sector	The Lazarus Group targeted a manufacturer of technology used in energy, research, defense, and healthcare verticals, and the chemical engineering department of a research university between May and November 2022. The actors attacked an unnamed company that was	February

		exploited through CVE-2022-27925 and CVE-2022-37042, two bugs affecting the digital collaboration platform 'Zimbra'. The attackers used the bugs to gain access to the 'Zimbra' mail server, exfiltrating the contents of mailboxes, moved laterally to another vulnerable device on the same network and used malware to eventually steal 100GB of data.	
ScarCruft	APT43: North Korean Group Uses Cybercrime to Fund Espionage Operations	ScarCruft has been observed using tools previously associated with other subordinate adversarial syndicates within RGB, such as the Lazarus Group. Attack chains mounted by ScarCruft involve spear-phishing emails containing tailored lures to entice victims. These messages are sent using spoofed and fraudulent personas that masquerade as key individuals within the target's area of expertise to gain their trust. ScarCruft also takes advantage of contact lists stolen from compromised individuals to identify more targets and steal cryptocurrency to fund its attack infrastructure. The stolen digital assets are then laundered using hash rental and cloud mining services to obscure the forensic trail and convert them into clean cryptocurrency.	March
Kimsuky	CHM Malware Disguised as North Korea-related Questionnaire (Kimsuky)	Kimsuky distributed a CHM file as an email attachment, purporting to be an interview request about the DPRK. Once the recipient accepts the interview request, a password-protected compressed file is sent as an attachment.	March
Kimsuky	OneNote Malware Disguised as Compensation Form (Kimsuky)	Kimsuky distributed OneNote malware disguised as a form related to compensation. Once a user clicks on the script, the malicious VBS file is created and executed under the filename personal.vbs in a temporary directory to steal user information.	March
Kimsuky	Kimsuky Group Distributes Malware Disguised as Profile Template (GitHub)	Kimsuky distributed a malicious Word file disguised as a profile template from emails impersonating a well-known professor. A malicious VBA macro is contained within the Word file; upon being activated, it connects to a C2 server via PowerShell before downloading and executing an additional script that uses the GitHub API to transmit user information to a specified repository.	March

Kimsuky	Kimsuky Group Uses ADS to Conceal Malware	Kimsuky used Alternate Data Stream (ADS) to hide their malware, an Infostealer that collects data by starting the VBScript included inside an HTML file.	March
Lazarus Group	CrowdStrike Prevents 3CXDesktopApp Intrusion Campaign	The Lazarus Group compromised 3CX's desktop applications for Windows and MacOS and bundled them with malware, which led customers of 3CX to inadvertently download malicious versions of the software and allowed the attackers to run arbitrary code on all machines where the software was installed.	March
Kimsuky	apt43-north-korea-cybercrime-espionage	Kimsuky carried out spear-phishing attacks containing tailored lures to entice victim, using spoofed and fraudulent personas that masquerade as key individuals within the target's areas of expertise to gain their trust. Kimsuky also took advantage of contact lists stolen from compromised individuals to identify more targets and steal cryptocurrency to fund its attack infrastructure. The stolen digital assets are then laundered using hash rental and cloud mining services to obscure the forensic trail and convert them into clean cryptocurrency.	March
BlueNoroff	bluenoroff-apt-targets-macos-rustbucket-malware/	BlueNoroff targeted macOS with 'RustBucket' malware to gather system information and to allow the attackers to perform various actions on the infected machines.	April
Lazarus Group	Linux malware strengthens links between Lazarus and the 3CX supply-chain attack	The Lazarus Group created a Linux payload with a bank-themed PDF lure.	April
Lazarus Group	Following the Lazarus group by tracking DeathNote campaign Securelist	In an October 2019 - March 2022 campaign, dubbed 'DeathNote', the Lazarus Group used social engineering lures mimicking cryptocurrency businesses and defense contractors to trick victims into interacting with macro-laced Word attachments and PDF files. When the victims opened the file, the macro installed an obfuscated VBScript that extracted payloads in the form of harmful UltraVNC with backdoor capabilities that evade detection and establish a connection to a separate C2 server.	April

Kimsuky	Kimsuky Group's Phishing Attacks Targeting North Korea-Related Personnel	Kimsuky created a webmail website that looks identical to certain national policy research institutes in the Republic of Korea to target DPRK-related business managers. When the user attempts to log into the webmail website, Kimsuky was able to harvest their account credentials.	May
Kimsuky	Kimsuky Group Using Meterpreter to Attack Web Servers	Kimsuky attacked a Windows IIS web server of a Republic of Korea construction company and executed a Powershell command that downloaded a malicious backdoor “img.dat” file, also known as Metasploit Meterpreter.	May
Lazarus Group	Lazarus Group Targeting Windows IIS Web Servers	The Lazarus Group attacked Windows IIS web servers through w3sp.exe. They placed a malicious DLL (msvcr100.dll) in the same folder as a normal application (Wordconv.exe) via the Windows IIS web server process, w3wp.exe. They then execute the normal application to initiate the execution of the malicious DLL.	May
Kimsuky	kimsuky-ongoing-campaign-using-tailored-reconnaissance-toolkit/	Kimsuky deployed a variant of the ‘RandomQuery’ malware via phishing emails to DPRK-focused information services, human rights activists, and DPRK defector support organizations. The Microsoft Compiled HTML Help (CHM) file attached to the phishing emails downloaded ‘RandomQuery’ from the Kimsuky-controlled C2 server to the victim’s system to collect system data.	May
Kimsuky	kimsuky-evolves-reconnaissance-capabilities-in-new-global-campaign/	Kimsuky waged a phishing campaign inviting exchanges on current geopolitical issues, to lure targets globally and deployed a new reconnaissance tool, ‘ReconShark,’ which collects sensitive data and bypasses security mechanisms. The ‘ReconShark’ malware was activated when the target opened a downloaded document and enabled macros. ‘ReconShark’ stole data from infected systems, such as endpoint detection and response (EDR) mechanisms and sent the stolen data to a C2 server via Windows Management Instrumentation (WMI).	May
DPRK cyber actors (suspected Kimsuky)	https://www.police.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=d6c2795c-3930-44ab-970d-d2d7a14f9571.hwp&rs=/viewer/202305	The National Police Agency (NPA) of the Republic of Korea announced the results of its investigations into a breach of a network of Seoul National University Hospital by DPRK cyberthreat actors. The incidents occurred between May and June 2021 and resulted in data exposure for 831,000 individuals, most of whom	May

	(see S/2023/656 Annex 65)	were patients. The NPA attributed the attack to DPRK cyber actors based on the information, including the intrusion techniques, the IP addresses that have been independently linked to DPRK threat actors, the website registration details, and the use of specific vocabulary only used in the DPRK.	
BlueNoroff	North Korea-Aligned TAG-71 Spoofs Financial Institutions in Asia and US	BlueNoroff spoofed several financial institutions and venture capital firms in Japan, Vietnam, and the United States in late 2022 and early 2023. Previous reporting also found similar activity, with DPRK cyberthreat actors spoofing domains belonging to financial firms located in a number of countries, as well as popular cloud services used by a large number of enterprises.	May
Lazarus Group	APT-C-26 (Lazarus) 组织使用伪造 VNC 软件的攻击活动分析	Lazarus Group was identified using fake ComcastVNC malware to launch attacks, followed by BlindingCan malware to steal user information.	June
Kimsuky	Kimsuky Strikes Again New Social Engineering Campaign Aims to Steal Credentials and Gather Strategic Intelligence - SentinelOne	Kimsuky conducted a social engineering campaign targeting experts in DPRK issues to steal Google and subscription credentials of a reputable news and analysis service focusing on the DPRK, as well as deliver reconnaissance malware. Kimsuky also engaged in extensive email correspondence and used spoofed URLs, websites imitating legitimate web platforms and Office documents weaponized with the ReconShark malware. The activity indicates Kimsuky's growing dedication to social engineering and highlights the group's increasing interest in gathering strategic intelligence.	June
BlueNoroff	https://www.recordedfuture.com/north-korea-aligned-tag-71-spoofs-financial-institutions	BlueNoroff carried out malicious cyber threat activity spoofing several financial institutions and venture capital firms in Japan, Vietnam, and the U.S. in late 2022 and early 2023.	June
Lazarus/ Kimsuky	https://www.qianxin.com/threat/reportdetail?report_id=295 https://www.qianxin.com/threat/reportdetail?report_id=292	In the first half of 2023, the Lazarus Group was ranked 7 th in attacks targeting China (focused on government and finance) and controlled 6% of Chinese IP addresses and 9% of Chinese C2 servers. Kimsuky controlled 3% of Chinese IP addresses and 4% of Chinese C2 servers and was ranked 9 th in attacks targeting China (focused on government, media, education, and finance).	July
ScarCruft	Detecting Ongoing STARK#MULE Attack Campaign Targeting Victims Using US Military Document Lures - Securonix	ScarCruft lured victims using U.S. military-related documents to run malware staged from legitimate compromised Republic of Korea websites. The goal seems to have been to spark the recipient's curiosity enough to have them	July

		open the attached documents and inadvertently execute the contained malware.	
BlueNoroff	https://github.blog/2023-07-18-security-alert-social-engineering-campaign-targets-technology-industry-employees/#indicators	A recent DPRK social engineering campaign perpetrated by BlueNoroff targets the personal accounts of employees of technology firms, using a combination of repository invitations and malicious npm package dependencies. Many of these targeted accounts are connected to the blockchain, cryptocurrency, or online gambling sectors.	July
DPRK cyberthreat actor	https://www.mandiant.com/resources/blog/north-korea-supply-chain	The DPRK actors compromised a software service provider, JumpCloud, likely through a sophisticated spearphishing campaign.	July
Kimsuky	https://asec.ahnlab.com/ko/55646/	Malicious cyber actors believed to be Kimsuky are distributing malware disguised as cryptocurrency coin exchange and investment-related content. The malicious code is distributed in the form of executable files and word documents.	July
Kimsuky	Cyber attack confirmed to have been carried out by North Korea's 'Kimsuky' targeting ROK-US joint military exercises	The Gyeonggi Police Agency in the Republic of Korea, in coordination with the U.S., uncovered malicious cyberattacks by Kimsuky targeting the ROK-U.S. combined military exercise battle simulation center. Kimsuky carried out continuous spearphishing attacks on a ROK battle simulation company engaged in virtual war games and installed malicious code on the company's system in January 2023 by hijacking the email account of an administrative employee of the company. Then the actors sent malicious emails disguised as certificates of tax withheld to the employees dispatched to the ROK-U.S. combined military battle simulation center.	August
Lazarus Group	Lazarus Group exploits ManageEngine vulnerability to deploy QuiteRAT	Lazarus Group has been targeting internet backbone infrastructure and healthcare entities in Europe and the United States. The actors exploited a ManageEngine ServiceDesk vulnerability (CVE-2022-47966) five days after PoCs for the exploit were publicly disclosed to deliver and deploy a newer malware threat "QuiteRAT."	August

Lazarus	comrades-in-arms-north-korea-compromises-sanctioned-russian-missile-engineering-company/	The Lazarus Group compromised internal IT infrastructure of NPO Mashinostroyenia, a Russian defense sector company, likely between late 2021 and May 2022. A DLL file, an OpenCarrot Windows OS backdoor used by the Lazarus Group, was identified on multiple internal NPO Mash networks.	August
Lazarus Group	https://www.reversinglabs.com/blog/vmconnect-supply-chain-campaign-continues https://www.reversinglabs.com/blog/vmconnect-malicious-pypi-packages-imitate-popular-open-source-modules	A Lazarus Group supply chain campaign effected by posting dozens of malicious Python packages to an open-source Python software repository, which served as a distribution point for the malware. The packages reportedly mimicked popular open-source Python tools.	August
DPRK cyber actors	Active North Korean campaign targeting security researchers	In January 2021, a DPRK cyber actor campaign was publicly disclosed, in which they used 0-day exploits to target security researchers working on vulnerability research and development. Over the past two and a half years, the campaign has continued. Recently, DPRK cyber actors were found to likely be responsible for a new, similar campaign, with at least one actively exploited 0-day being used to target security researchers in the past several weeks. DPRK threat actors used social media sites like X (formerly Twitter) to build rapport with their targets. After initial contact via X, they moved to an encrypted messaging app such as Signal, WhatsApp or Wire. Once a relationship was developed with a targeted researcher, the threat actors sent a malicious file that contained at least one 0-day in a popular software package. Upon successful exploitation, the shellcode conducts a series of anti-virtual machine checks and then sends the collected information, along with a screenshot, back to an attacker-controlled command and control domain. The shellcode used in this exploit is constructed in a similar manner to shellcode observed in previous North Korean exploits.	September
ScarCruft	threat_intelligence_report_konniapt.pdf	In one campaign, ScarCruft sent spearphishing emails with an attached compressed file that hid a LNK file inside, targeting DPRK human rights groups and people active in the unification field in the Republic of Korea. In another campaign, ScarCruft hid a LNK file inside a compressed	September

		file, named 'securitymail.zip' and purporting to be a HTML web page file, which when opened prompted users to enter their passwords into a website purporting to be a bank secure login screen with the URL of "securitymail.html."	
DPRK cyber threat actors	http://english.chosun.com/site/data/html_dir/2023/09/07/2023090701108.html	DPRK hackers installed a backdoor and stole data, such as blueprints of super-mini satellite components, from Russian satellite company Sputnix OOO between January and March 2023.	September
ScarCruft	https://paper.seebug.org/3033/	ScarCruft was identified using the WinRAR vulnerability (CVE-2023-38831) to attack the cryptocurrency industry, a significant shift in the group's traditional targeting. ScarCruft used a malicious payload disguised as a wallet screenshot.	September
Lazarus Group	lazarus-luring-employees-trojanized-coding-challenges-case-spanish-aerospace-company/ Lazarus-campaigns-and-backdoors-in-2022-2023.pdf	In one campaign, the Lazarus Group attacked a Spanish aerospace company, deploying several tools. Including a publicly undocumented backdoor, and obtained initial access to the company's network in 2022 through a spearphishing campaign as a fake recruiter via LinkedIn. Similarly, the Lazarus Group attacked aerospace companies in the Netherlands in October 2021 and a defense company in Poland in February 2023 via its "Operation Dream Job" campaign.	September/ October
Lazarus/ Andariel	https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/10/18/multiple-north-korean-threat-actors-exploiting-the-teamcity-cve-2023-42793-vulnerability/ https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/11/22/diamond-sleet-supply-chain-compromise-distributes-a-modified-cyberlink-installer/	The Lazarus Group and Andariel exploited a remote-code execution vulnerability (CVE-2023-42793) affecting the JetBrains TeamCity server, an application used for software development.	September/ October
All DPRK malicious cyber groups	north-korea-cyber-structure-alignment-2023	DPRK's offensive cyber program continues to evolve, showing that the DPRK government is determined to continue using cyber intrusions to conduct both espionage and financial crime to project power and to finance both their cyber and kinetic capabilities. DPRK threat activity continues to adapt and change to build tailored	October

		malware for different platforms, including Linux and macOS.	
Lazarus/ Andariel/ BlueNoroff	security-insider/microsoft-digital-defense-report-2023?rtc=1	DPRK cyber threat actors pursue cyber operations to collect intelligence on the policy plans of their adversaries, gather intelligence about other countries' military capabilities to improve their own, and steal cryptocurrency to fund the state.	October
Lazarus Group	Lazarus Group's Operation Dream Magic - ASEC BLOG (ahnlab.com) 국정원 “北 보안인증 소프트웨어 ‘매직라인’ 취약점 악용 해킹” 재경고 동아일보 (donga.com)	The Lazarus Group exploited vulnerable Republic of Korea websites with C2 to facilitate their attacks and implemented IP filtering for selective targeting, using the MagicLine program vulnerability. The National Intelligence Service of the Republic of Korea confirmed in November 2023 that the Lazarus Group attacked approximately 50 public institutions, media, defense companies, and IT companies in the Republic of Korea in June 2023.	October/ November
Kimsuky	https://medium.com/s2wblog/fastviewer-variant-merged-with-fastspy-and-disguised-as-a-legitimate-mobile-application-f3004588f95c	Kimsuky has created a FastViewer variant that induces a victim to install the app onto their mobile device by disguising the malware as a legitimate Android application (APK file), such as Google Authenticator, an anti-virus program, or a payment service application. The FastViewer malware receives commands directly from the server without downloading additional malware, and the main purpose of this FastViewer variant is to steal information from infected devices. It appears that Kimsuky has developed this malware since at least July 2023 to target Republic of Korea victims. The report further notes that the disguised applications are expected to be distributed via spearphishing emails or smishing to trick targets into running them.(Annex 59.1)	October
Lazarus	https://www.hauri.co.kr/security/security.html	The Lazarus Group created malware by modifying open source software (such as PuTTY, KiTTY, TightVNC, Sumatra PDF Reader, muPDF/Subliminal Recording) and have also pretended to be recruiters on LinkedIn in order to target victims with malware. The actors likely intend at least some of this malware to target the cryptocurrency.	October
DPRK cyberthreat actor	국정원 “北, 김정은 군함 건조 지시에 국내 조선사 해킹 시도” (chosun.com)	DPRK cyberthreat actors conducted multiple hacking attempts on shipbuilders in the Republic of Korea in August and September 2023 to steal information that could be used to strengthen the DPRK's naval military power.	October

DPRK cyberthreat actors	N. Korea tries to use artificial intelligence to write malicious software: U.S. official Yonhap News Agency (yna.co.kr)	According to a Member State, DPRK cyber actors have been observed trying to use AI models to help accelerate writing malicious software and finding systems to exploit.	October
Lazarus Group	https://www.elastic.co/security-labs/elastic-catches-dprk-passing-out-kandykorn	A novel DPRK intrusion has been identified on a macOS system that targets blockchain engineers of a crypto exchange platform, lures them with a Python application to gain initial access, and deploys multiple complex stages of the attack, each with deliberate defensive evasion techniques.	October
Lazarus Group	APT trends report Q3 2023 Securelist	The Lazarus Group targeted nuclear engineers and the defense industry, including manufacturers of radar system, unmanned aerial vehicles, military vehicles, ships, weaponry and maritime companies. The Lazarus Group obtained system access by manipulating job seekers on social media and messaging services, including Telegram and WhatsApp, into opening malicious apps for fake job interviews, using backdoored VNC apps and malware such as LPEClient and COPPERHEDGE.	October
Lazarus Group	A Cascade of Compromise: Kaspersky Exposes Lazarus' New Campaign Exploiting Legitimate Software Kaspersky	The Lazarus Group carried out a persistent campaign to compromise a software vendor with the likely objective of stealing valuable source code or tampering with the software supply chain, along with targeting of other software makers and attacks on victims targeted through a supply chain attack of security software. The actors deployed SIGNBT and LPEClient.	October
Lazarus/Andariel	https://twitter.com/MsftSecIntel/status/1722316019920728437	Lazarus/Andariel exploited CVE-2023-42793, a remote code execution vulnerability affecting multiple versions of the JetBrains TeamCity server and utilized different sets of tools and techniques.	November
DPRK cyber actors	보도자료 : HOME > 알림/소식 > 알림 > 보도자료 (police.go.kr)	The National Police Agency of the Republic of Korea found that DPRK cyber actors stole login information from 1,468 individuals between March and October 2023, including 57 incumbent or retired government officials in diplomacy, military, and national security. The DPRK actors attempted to steal virtual assets from 19 of the victims utilizing pilfered account credentials and engaged in cryptocurrency mining on 147 proxy servers they seized.	November
BlueNoroff	Microsoft: BlueNoroff hackers plan new crypto-theft attacks	BlueNoroff created new websites masquerading as skills assessment portals and targeted users on LinkedIn, enticing them with deceptive lures	November

		related to a skills assessment which allowed BlueNoroff to harvest victims' information.	
Lazarus	Diamond Sleet supply chain compromise distributes a modified CyberLink installer Microsoft Security Blog	Lazarus modified a legitimate CyberLink application installer, hosted on legitimate CyberLink infrastructure and signed using a legitimate CyberLink certificate, to include malicious code. The malicious activity has impacted over 100 devices in multiple jurisdictions, including a number of countries in East Asia and North America.	November
ScarCruft	konni-campaign-distributed-via-malicious-document	ScarCruft deployed a Russian-language Word document equipped with a malicious macro, which when opened initiated VBA script that displays an article in Russian on the war in Ukraine. This campaign aims to extract information and execute commands on compromised devices.	November
BlueNoroff	bluenoroff-strikes-again-with-new-macos-malware/	A new later-stage malware variant from BlueNoroff was discovered. BlueNoroff reached out to a target claiming to be interested in partnering with or offering something beneficial under the guise of an investor or head hunter.	November
Lazarus Group	https://rt-solar.ru/events/news/3851/	The Lazarus Group was very active in the Russian Federation, attacking Russian government authorities. As of early November 2023, Lazarus Group hackers "still have access to a number of Russian systems."	November
Kimsuky	[Kimsuky] Operation Covert Stalker - ASEC BLOG (ahnlab.com)	Kimsuky distributed malware to the DPRK and foreign policy experts in the Republic of Korea over the previous 17 months. Kimsuky sent fake emails containing malicious links to these experts and hacks vulnerable websites to install remote management programs such as RDP Wrapper, Quasar RAT, Ammy RAT, AnyDesk, and/or Team Viewer in order to steal email accounts and/or information from the experts.	November
DPRK cyber actors	https://asec.ahnlab.com/ko/58818/	DPRK cyber actors distributed malware (*.lnk) to experts on foreign policy and unification in the Republic of Korea via fake secure mail (HTML).	November
Andariel	https://asec.ahnlab.com/en/59073/	Andariel distributed malware using a specific asset management program, which installed TigerRAT, NukeSped variants, BlackRAT, and Lilith RAT.	November
Andariel	https://asec.ahnlab.com/ko/59130/	Andariel exploited Apache ActiveMQ remote code execution vulnerability (CVE-2023-46604).	November

	https://asec.ahnlab.com/en/59318/		
Kimsuky	수입 신고서를 위장하여 국내 연구 기관을 노리는 Kimsuky	Kimsuky attacked research institutes in the Republic of Korea, distributing malicious JSE files disguised as realistic-looking import declarations, which installed a backdoor that the Kimsuky actors could later use to steal information.	November
DPRK cyberthreat actors, including Lazarus	https://medium.com/check-marx-security/how-north-korea-is-compromising-supply-chains-df1532b29a49	DPRK cyber actors posed as employers to lure software developers, many linked to the cryptocurrency industry, into installing malware hosted on a GitHub repository through a job interview process.	November
Kimsuky	HWP 문서 내부에 악성 OLE 삽입 공격 FlowerPower APT 캠페인 Github C2 사용	Kimsuky distributed malware disguised as an interview invitation, where the actors attached malicious OLE (Object Linking and Embedding) in a hwp file with the FlowerPower tool.	November
DPRK cyber actors	https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters	DPRK cyber actors pose as employers, utilizing advertisements on job search platforms and potentially email, social media, or chat platforms, to lure software developers into installing malware (hosted on Github) through the interview process, providing the DPRK actors opportunity to steal intellectual property, funds, and/or other information. The investigation also identified two new malware families, BeaverTail and InvisibleFerret.	November
Lazarus Group	https://www.koreaherald.com/view.php?ud=20231201000614	The Lazarus Group hacked into the computer network of the Republic of Korea judiciary and stole electronic information, including trial records and lawsuit documents, amounting to up to hundreds of gigabytes.	December
Lazarus Group	疑似 Lazarus (APT-Q-1) 涉及 npm 包供应链的攻击样本分析	A batch of Lazarus Group downloader samples was recently discovered, which are loaded through multiple layers of nested PE files and ultimately download a payload from a C2 server and execute it. Of note, one of the C2 server IP addresses was used by the Lazarus Group in a software supply chain attack, in which the malware was delivered disguised as an encryption-related npm package. Several of the C2 addresses identified appear to be linked to the cryptocurrency industry.	December
Kimsuky	Kimsuky Group Uses AutoIt to Create Malware (RftRAT, Amadey)	Kimsuky continues to deploy LNK-type malware, installing remote control malware to control the infected system after gaining initial access. Malware used by the Kimsuky group not only include custom-made such as AppleSeed and PebbleDash, but also open-source or commercial malware such as XRat,	December

		HVNC, Amadey, and Metasploit Meterpreter. After gaining control, Kimsuky ultimately uses RDP or installs Google's Chrome Remote Desktop to exfiltrate information from the infected system. Amadey and RftRAT were constantly used throughout 2023 alongside XRat. However, recent types showed that they were created with AutoIt. Infostealers were additionally installed by the Kimsuky group using remote control malware. While remote control-type malware used by Kimsuky has continuously changed, the malware installed through these have not changed much in the attacks in 2023.	
BlueNoroff	bluenoroff-methods-bypass-motw/108383/	New BlueNoroff malware was identified inside a ZIP archive that contained a PDF file named "Crypto-assets and their risks for financial stability."	December
Kimsuky	https://asec.ahnlab.com/en/60054/	Kimsuky continues to carry out spearphishing attacks in which the actors distribute malware (AppleSeed, developed with the Go language) disguised as JavaScript. Kimsuky also conducts C2communication via ChromeDP.	December
Lazarus Group	https://mp.weixin.qq.com/s/f5YE12w3x3wad5E00EB53Q https://blog.phylum.io/crypt-to-themed-npm-packages-found-delivering-stealthy-malware/	Lazarus Group published multiple malicious packages on a repository for the JavaScript programming language, npm package manager.	December
Kimsuky	북한 시장 물가 분석 문서 등으로 위장된 공격 사례 (genians.co.kr)	Kimsuky continues to attack via malware (OLE) disguised as HWP and HWPX files, which are widely used in the Republic of Korea. Kimsuky also utilized LNK, DOCX, and XLSX files in an attempt to increase the effectiveness of its attacks.	December
Andariel	https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/12/103_364423.html	Andariel attacked multiple telecommunications companies, research institutions, universities, IT and defense industry and financial companies in the Republic of Korea and stole 1.2TB of information, including sensitive data on surface-to-air laser weapon system.	December

Lazarus	Operation Blacksmith: Lazarus targets organizations worldwide using novel Telegram-based malware written in DLang	The Lazarus Group has employed at least three new DLang-based malware families, including two RATs, one of which uses Telegram bots and channels for C2. The Lazarus Group used these malware families in 2023 to attack global enterprises, such as manufacturing, agricultural and physical security companies, continuing to target infrastructure through n-day exploits such as Log4j on publicly facing VMWare Horizon servers.	December
---------	---	---	----------

Source: Cybersecurity companies' reports, Member States, and media reports

*The Panel would like to note that this is not an exhaustive list of cases, but rather cases of interest.

Annex 59.1: Additional information on Kimsuky

According to a cybersecurity company, the IP address of the Kimsuky server hosting this malware is 144.76.109.61 and the IP address of another, related server hosting the Kimsuky-controlled domain civilarys[.]store is 27.255.81.77. Kimsuky-related email accounts associated with this campaign include luckgpu[@]gmail.com and abdulsamee7561[@]gmail.com. The malicious applications were likely distributed via spearphishing or smishing.

Source : A cyber security company

Annex 60: ROK – UK Joint Cyber Security Advisory (23 November 2023)

DPRK state-linked cyber actors conduct software
supply chain attacks

**Overview**

The National Intelligence Service (NIS) of the Republic of Korea (ROK) and the National Cyber Security Centre (NCSC) of the United Kingdom (UK) have identified Democratic People's Republic of Korea (DPRK) state-linked cyber actors targeting software supply chain products, widely used by government organisations, financial institutions and defence industry companies globally.

The NIS and the NCSC are releasing this joint Cybersecurity Advisory (CSA) to help prevent compromise and raise public awareness. It includes DPRK state-linked cyber actors' tactics, techniques and procedures (TTPs) used in their global supply chain attacks, as well as preventative measures to help avoid such attacks.

Further Details

In recent years, supply chain attacks from DPRK state-linked cyber actors have steadily increased in volume and have become more sophisticated. The malicious actors utilise tactics including zero-day attacks and multiple exploits to attack software supply chain products, used by a number of international organisations.



JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

The NIS and the NCSC consider these supply chain attacks to align and considerably assist with the fulfilment of wider DPRK state priorities. This includes revenue generation and espionage, with the theft of advanced technologies across a range of sectors, including but not limited to defence.

Supply chain attacks are a highly effective means of compromising numerous well-protected, high-profile targets. Several elements of the supply chain have proved susceptible to compromise, including software vendors, managed service providers and cloud providers. From here, an actor can indiscriminately target a number of organisations and users, and their attacks can be expanded or shifted to a ransomware attack to demand money or cause a system disruption.

It can be hard to detect these attacks as the actors are using legitimate software and hardware.

With the level of the threat likely to increase, organisations should establish and put in place relevant security measures to safely manage the security of the products and to build resilience to attacks.



Technical Details

For software supply chain attacks, DPRK state-linked cyber actors have used zero-day exploits and newly published vulnerabilities and tools, as well as exploited multiple vulnerabilities in series, to precisely attack a specific target.

Below are recent supply chain attacks conducted by DPRK-based actors, detailing their attack flow and modi operandi.

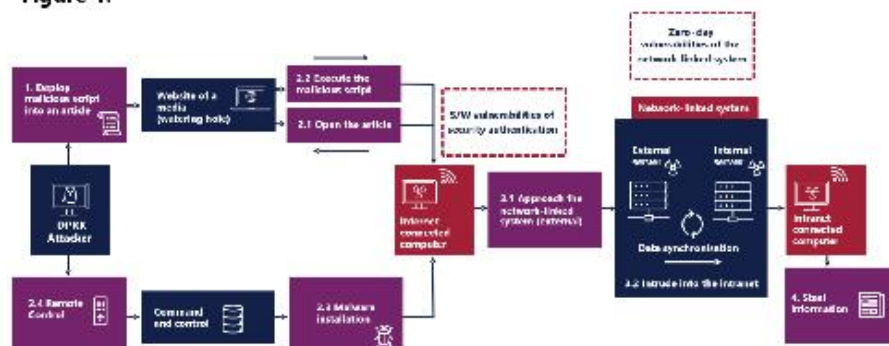
JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

Attacks on various supply chain products, using zero-day vulnerabilities:

In March 2023, cyber actors used the software vulnerabilities of security authentication and network-linked systems in series to gain unauthorised access to the intranet of a target organisation. It used a software vulnerability of the MagicLine4NX security authentication program for the initial intrusion into an internet-connected computer of the target, and exploited a zero-day vulnerability of the network-linked system to move laterally and gain unauthorised access to information.

The attack flow below shows the procedure of serial complex attacks on two supply chain products:

Figure 1.



Attack Flow:

1. The cyber actors compromised the website of a media outlet, deployed malicious scripts into an article and created a watering hole. The malicious scripts were implemented to work when certain IP ranges were connected.
2. When victims opened the infected article from an internet-connected computer,

A horizontal banner with a dark blue background. On the left, the text "JOINT CYBER SECURITY ADVISORY" is displayed in white and yellow. The right side of the banner features a glowing blue network or data visualization.

JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

which was installed with the vulnerable security authentication software, the vulnerable software executed the malicious code. The victim computer then connected to the command and control (C2), and the attackers used the C2 to achieve remote control over the infected computer.

3. The actors were able to access an internet-side server from an internet-connected PC without permission through a network-linked system vulnerability, and exploit the data synchronisation function of the network-linked system to spread malicious code to the business side server. The actors then compromised the business PC with malicious code to steal information.
4. Malicious code installed on the business PC had two C2 servers, the first of which was the business side server of the network-linked system, which acts as a gateway in the middle, while the second C2 is located on the external internet. This malicious code was able to exfiltrate initial beacon data and download and execute encrypted payloads. The malicious code then attempted to move from the internal server of the network-linked solution to the external server to send the initial beacon to the C2 server, but was blocked by the security policy of the solution. If it hadn't been blocked, large amounts of information stored in the internal network could have been leaked.

See the IoC section for C2 server, MD5 hashes, encryption algorithms, and file certificates. Further detailed information on the security authentication software attack can be found on the [English](#) and [Korean](#) language blogs by Ahnlab.

A blue banner with a digital, network-like background. The text "JOINT CYBER SECURITY ADVISORY" is displayed in white and yellow capital letters on the left side.

JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

Summary and Preventative Measures

The cyber actors initially employed a watering-hole attack to secure target groups, and conducted additional attacks on specific targets. The compromise of one supply chain led to the infection of another supply chain, which was a targeted attack against a specific target. The malicious actors used highly sophisticated modus operandi by exploiting an undisclosed vulnerability of the network-linked system and a legitimate function for intrusion into the intranet.

System owners should check whether a vulnerable version of software is on the list of installed programs, and update the software to the latest version.

MagicLine4NX 1.0.0.1 ~ 1.0.0.26 were vulnerable.

Organisations should make sure they control access to the administrator page of the network-linked system, and identify any unauthorised services or communications.

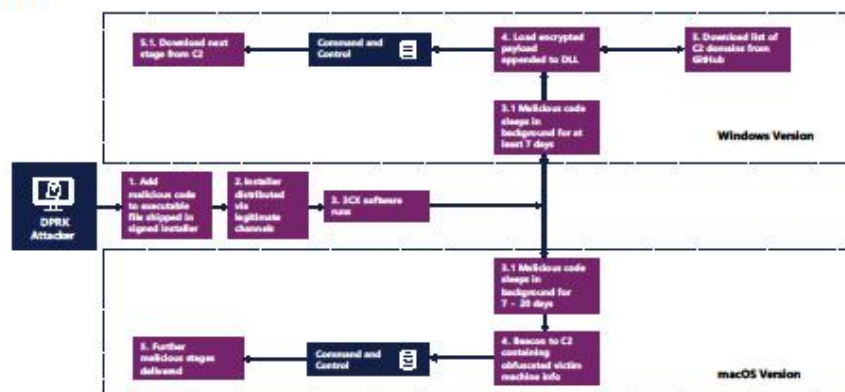
Further detailed information about how to check the vulnerable version can be found on the [ROK NCSC website](#).

The compromise of 3CX

In March 2023, it was widely reported by both [SentinelOne](#) and [Sophos](#) that the Desktop App software distributed by 3CX had been compromised and contained malware affecting both macOS and Windows operating systems. This constituted a significant global supply chain attack. The security incident was later confirmed by [3CX](#).



Figure 2.

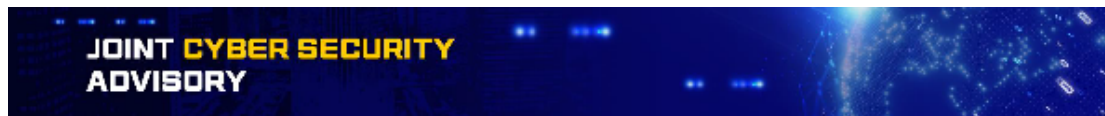


In June 2023 the UK NCSC published a [malware analysis report](#) on the macOS malware used in the 3CX supply chain attack, named Smooth Operator

Attack Flow Windows version

1. The cyber actors added malicious code to an executable file that shipped within a signed installer for 3CX software.
2. The application was distributed to customers via legitimate channels. It is now known that the cyber actors had compromised the 3CX network and therefore were in a position to compromise the build process of the 3CX software.
3. When the 3CX software was run, the malicious code would sleep in the background for at least 7 days and the 3CX software would continue to run as normal.
4. After the sleep period, the malicious code loaded an encrypted payload which is





appended to a DLL also packaged within the 3CX software.

5. This payload is responsible for downloading a list of actor-controlled C2 domains from a GitHub repository, then reaching out to one of them to download the next stage.

The only observed onward stage was a browser stealer, which would extract and exfiltrate basic victim system data, victim 3CX account information and browser history from the Brave, Chrome, Edge and Firefox browsers.

Further detailed information on the Windows attack can be found in the industry from [ESET](#) and [Sophos](#).

Attack Flow macOS version

1. The cyber actors added malicious code to an executable file that shipped within the signed and notarised 3CX application.
2. The application was distributed to customers via legitimate channels. It is now known that the cyber actors had compromised the 3CX network and were therefore in a position to compromise the build process of the 3CX software.
3. When the 3CX software was run, the malicious code slept in the background for between 7 and 20 days, while the 3CX software continued to run as normal.
4. After the sleep period, the malicious code beacons to an actor-controlled C2 server using a customised obfuscation method. The beacon contained basic victim machine information.



A blue banner with a digital, network-like background. The text "JOINT CYBER SECURITY ADVISORY" is displayed in white and yellow capital letters on the left side.

JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

5. The C2 server can deliver further malicious stages to be run by the victim machine, but the only observed additional stage collects 3CX account information from a configuration file on the victim machine and exfiltrates this to an actor-controlled C2 server.

Further detail about the macOS attack can be found in the [NCSC malware analysis report](#)

Summary and Preventative Measures

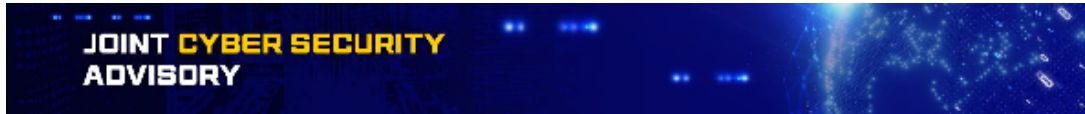
In April 2023 the NCSC published advice on its website regarding the [3CX Desktop App security issue](#).

The negative impact was limited because the malicious update was quickly detected by endpoint detection and response solutions.

This advisory encourages organisations to follow the advice published by the vendor to uninstall the software if you are running an affected version.

Mitigation

As supply chain attacks can happen at any scale and any point, a wide range of measures should be established. The NIS and the NCSC recommend implementing the mitigations below, relating to the supply chain life cycle, as well as management and technical security measures, to deter supply chain threats.



Management Security Measures

- Raise your organisation's awareness of supply chain cyber security, and promote understanding of the issue.
- Provide training on cyber security on a regular basis to help members of your organisation spot malicious tactics and attacks, and report them.
- Identify threats to your organisation's supply chain. Determine threat priorities, and assess impacts when malicious cyber activity occurs, in order to eliminate the blind spot.
- Check the access point to critical data and identify members and supply entities who have the authority to access to minimise access privileges.

Technical Security Measures

- Make sure you install security updates to maintain the most recent version of software, operating systems and anti-virus, to mitigate threats from known vulnerabilities.
- Adopt two-factor authentication for the administration and operation login policies, to prevent unauthorised logins from unauthorised users. The UK NCSC articles [Multi-factor authentication for online services](#) and [Device Security Guidance](#) provide relevant advice.
- Monitor network infrastructure so that traffic from supply chain software applications is trusted but any anomalous traffic can be detected.
- Refer to the following articles in order to mitigate security threats posed to the





JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

supply chain.

1. [Understand of Supply Chain Attack](#) by the ROK NCSC
2. [Assess Supply Chain Cyber Security](#) by the UK NCSC
3. [Principles of Supply Chain Security](#) by the UK NCSC
4. [Securing the Software Supply Chain: Recommended Practices for Software Bill of Materials Consumption](#) by the US CISA and NSA
5. [Cyber Supply Chain Risk Management \(C-SCRM\)](#) by the US NIST
6. [The Minimum Elements for a Software Bill of Materials \(SBOM\)](#) by the US NTIA

Reporting Incidents

If you suspect your organisation has been compromised:

Organisations in the ROK should contact the National Intelligence Service (NIS)
(<https://www.nis.go.kr>; Contact number 111)

Organisations in the UK should contact the National Cyber Security Centre (NCSC) via
- Report a Cyber Incident (<https://report.ncsc.gov.uk>)

JOINT CYBER SECURITY ADVISORY



Indicators of Compromise (IoC)

Attacks on various supply chain products, using zero-day vulnerabilities

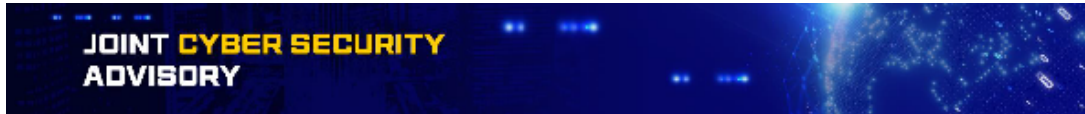
Section	IoC	Note
C2	[C2 URL]/search/sch-result3.asp	HTTPS communicaiton
Decryption key	0x0c2a351837454a2661026f162530361a394e1d143334	ChaCha20 Key1
	0x0102350423062f085c000e02	ChaCha20 Key2
MD5 hashes	316c088874a5dfb8b8c1c4b259329257	Downloader (SamsungDeviceControl.exe)
	33ca34605e8077047e30e764f5182df0	Downloader (SamsungDevicePanel.exe)
Rogue certificate	Samsung SDS Co., Ltd.	Entity
	0139981ad983bf73e9514d2d4237929e	Serial no.
	2022.12.13 ~ 2023.07.20	Start date to expiration date

The compromise of 3CX, macOS version

Section	IoC	Note
C2	https://msstorageazure[.]com/analysis	
	https://officestoragebox[.]com/api/biosync	
	https://visualstudiofactory[.]com/groupcore	
	https://azuredeploystore[.]com/cloud/images	
	https://msstorageboxes[.]com/xbox	
	https://officeaddons[.]com/quality	
	https://sourcelabs[.]com/status	
	https://zacharryblogs[.]com/xmlquery	
	https://pbxcloudeservices[.]com/network	

JOINT CYBER SECURITY ADVISORY

	https://pbxphonenetwork[.]com/phone	
	https://akamaitechcloudservices[.]com/v2/fileapi	
	https://azureonlinestorage[.]com/google/storage	
	https://msedgepackageinfo[.]com/ms-webview	
	https://glcloudservice[.]com/v1/status	
	https://pbxsources[.]com/queue	
	https://sbmsa[.]wiki/blog/_insert	Exfiltration URL
	msstorageazure[.]com	
	officestoragebox[.]com	
	visualstudiofactory[.]com	
	azuredeploystore[.]com	
	msstorageboxes[.]com	
	officeaddons[.]com	
	sourcelabs[.]com	
	zacharryblogs[.]com	
	pbxcloudservices[.]com	
	pbxphonenetwork[.]com	
	akamaitechcloudservices[.]com	
	azureonlinestorage[.]com	
	msedgepackageinfo[.]com	
	glcloudservice[.]com	
	pbxsources[.]com	
	sbmsa[.]wiki	Exfiltration domain
Malicious Code (MD5)	d5101c3b86d973a848ab7ed79cd11e5a	3CX DMG
	660ea9b8205fbd2da59fef26ae5115c	3CX dylib, libffmpeg.dylib
	5faf36ca90f6406a78124f538a03387a	Smooth Operator second-stage payload, UpdateAgent



Malicious Code (SHA1)	3dc840d32ce86cebf657b17cef62814646ba8e98	3CX DMG
	769383fc65d1386dd141c960c9970114547da0c2	3CX dylib, libffmpeg.dylib
	9e9a5f8d86356796162cee881c843cde9eaedfb3	Smooth Operator second-stage payload, UpdateAgent
Malicious Code (SHA-256)	e6bbc33815b9f20b0cf832d7401dd893fbc467c800728b5891336706da0dbcec	3CX DMG
	a64fa9f1c76457ecc58402142a8728ce34ccba378c17318b3340083eeb7acc67	3CX dylib, libffmpeg.dylib
	6c121f2b2efa6592c2c22b29218157ec9e63f385e7a1d7425857d603ddef8c59	Smooth Operator second-stage payload, UpdateAgent
Etc.	.main_storage	Victim ID and sleep time file
	UpdateAgent	Second-stage payload



Source: National Intelligence Service website, [보도자료 상세 | 소식 · 정보 | NIS 국가정보원](#)

Annex 61: National Intelligence Service of the Republic of Korea Press Release on DPRK Cyberthreat Actors' Attacking Shipbuilding Companies in the Republic of Korea (August 2023)



국가정보원
NATIONAL INTELLIGENCE SERVICE

보도자료

Tel 02-3412-3412
2023. 10. 4

국정원, '북한의 조선업체 대상 해킹 확산' 주의 당부

- 북한, 해군 무력 강화 및 선박공업 발전을 중요 노선으로 제시
- 北 해킹조직의 국내 주요 조선社 대상 '수차례 해킹 시도 정황' 포착
- 업계 대상 '해킹 확산세 경고'·'불분명 이메일 열람 금지' 등 보안 강화 당부

국가정보원은 최근 북한이 해군 군사력 강화를 위해 우리 조선업체를 대상으로 집중적으로 해킹 공격을 벌이고 있다며, 관련 업계에 주의 당부에 나섰다.

국정원은 지난 8~9월간 北 해킹조직이 유수의 조선업체들을 상대로 공격을 시도한 사례를 여러 건 포착했다고 밝혔다.

北 해킹조직이 주로 사용한 해킹 수법은 △IT유지보수업체 PC를 접거, 우회 침투하거나 △내부직원 대상 피싱메일을 유포한 후 악성코드를 설치하는 것이었다.

국정원은 北 해킹조직들이 우리 조선업체를 집중 공격하는 것은 김정은의 중대형 군함 건조 지시 때문으로 판단하고, 앞으로도 北의 공격 주체는 지속될 것으로 내다보면서 주요 조선업체 및 선박 부품 제조업체 등 관련 기업 관계자들의 철저한 보안관리를 당부했다.

국정원은 현재 해당업체에 관련 사실을 통보하고 보안대책을 지원중에 있으며, 예상 공격 타깃인 주요 조선업체에도 자체 보안점검을 요청했다.

홈페이지 www.nis.go.kr

페이스북 www.facebook.com/National.Intelligence.Service

0

DPRK cyber actors conducted multiple hacking attempts on shipbuilding companies in the Republic of Korea in August and September 2023. The attackers sought access to the companies' systems by compromising IT maintenance suppliers and/or through spearphishing.

The NIS assessed that Kim Jong Un's order to build medium-to-large military ships was behind such an intensive campaign, warning that the cyberattacks could continue.

세부적으로 ①업무망·인터넷망 분리 ②유지보수업체·고객사간 원격 접속용 프로그램 문제점 점검 ③불분명한 이메일·웹사이트 열람 금지 등을 제시하고, 국가 사이버안보센터(NCSC) 홈페이지에 게재된 예방법을 참고할 것을 덧붙였다.

| 예방법 참고자료




- 1** 「아무도 모르게 침입하는 악성코드」(카드뉴스)
 NCSC : https://www.ncsc.go.kr:4018/main/cop/bbs/selectBoardArticle.do?bbsId=Threat_main&nttId=65&pageIndex=1
- 2** 「일상 속 해킹메일 판별하고 대응하자」(카드뉴스)
 NCSC : https://www.ncsc.go.kr:4018/main/cop/bbs/selectBoardArticle.do?bbsId=Threat_main&nttId=59478&pageIndex=1
 NIS FACEBOOK : https://www.facebook.com/photo?fbid=656836796475931&set=pb.100064488505398.-2207520000&locale=ko_KR
- 3** 「취약한 원격접속 프로그램 사용조심!」(카드뉴스)
 NCSC : https://www.ncsc.go.kr:4018/main/cop/bbs/selectBoardArticle.do?bbsId=Threat_main&nttId=23009&pageIndex=1
 NIS FACEBOOK : https://www.facebook.com/photo.php?fbid=605589898267288&set=pb.100064488505398.-2207520000&type=3&locale=ko_KR

Source: https://www.nis.go.kr/CM/1_4/view.do?seq=250

Annex 62²³⁰: Seoul Metropolitan Police Agency of the Republic of Korea Press Release on Andariel's cyberhacking campaign in December 2023

국문

北 해킹조직'안다리엘'평양형 해킹공격으로 방산기술 탈취, 북한으로 컨설팅어 수익금 송금

- 대공무기 등 방산기술 관련 250여 개 파일 해킹당했으나, 피해조차 인지하지 못해 -
- FBI와 공조해, 해커의 교묘한 추적피해를 뚫고 北 해킹조직 안다리엘 소행임을 규명 -
- 컨설팅어를 불모로 한 범죄수익금 추적결과, 자금세탁 후 북한으로 유입 정황 포착 -

□ 서울경찰청 안보수사지원과(장단안보수사계는,

- 美 FBI와 공조해, 북한 해킹조직 '안다리엘'이 국내 법선업체 등을 해킹해 대공무기 등 중요 기술자료를 탈취하고, 컨설팅어 대가로 받은 비트코인을 외국인 여성 A씨의 계좌를 통해 자금세탁 후, 북한으로 송금한 정황까지 포착해 이에 대한 전방위적 수사를 진행하고 있다.
- 경찰은 '안다리엘'이 거점으로 사용한 국내 서버 및 가상자산거래소 압수수색, 자금이 흘러간 외국인 여성 A씨 주거지 압수수색 및 휴대폰-노트북 디지털 포렌식 등 수십여 회 강제수사를 통해 더욱 치밀해진 北 해킹조직의 범죄수법을 밝혀내기 위해 다각적인 수사를 해왔다.
- 또한 국내-외 컨설팅어 피해업체 세 곳에 대해서는 컴퓨터 시스템 복구 대가로 4억 7천여만 원 상당의 비트코인을 강취했는데, 그 중 일부는 해외 가상자산 거래소를 거쳐 자금세탁 후, 북에 보내진 것으로 추정해 자금세탁에 관여한 것으로 의심되는 외국인 여성 A씨에 대해 수사를 확대해 나가고 있다.

□ 사건의 특징 및 시사점

1. 해킹 IP주소는 '조선민주주의인민공화국 평양 류경동'

- 北 해킹조직 안다리엘을 추적 중이던 美 FBI와 공조해, 해커가 사용한 구글 맵 계정 정보를 수사한 결과, 신원이 명확하지 않은 가입자에게도 서버를 임대해 주는 국내 서버임대업체를 이용해, 수사기관의 추적을 피하고자 이를 경유한 서버로 삼아 해킹의 거점으로 활용하고 '22. 12월부터 '23. 3월까지 평양 류경동에서 총 83회 접속한 사실을 밝혀냈다.

* <류경동> 북한 최고층 건물인 류경호텔과 류경청주영체육관 등이 위치한 평양 시내 명소로 꼽히는 지역으로 국제통신국과 평양정보센터 등이 자리하고 있음

2. 기업이 출몰 세는 데도, 보안사각에 노출된 피해업체는 해킹사실조차 인지하지 못해

- 해킹 경유지로 사용된 국내 임대서버와 구글 등 국내-외 이메일(서버 사용자 계정을 압수수색하고, 서버 가입자 정보를 근거로 40여 회에 걸친 통신수사 결과, 방산업체, 연구소, 제약업체 등을 해킹해 OO대공무기 등 중요 기술자료 뿐만 아니라, 임대서버 사용자 계정명 하이다. 비밀번호 등도 탈취한 것을 확인했다.

- 경찰은 중요한 기술과 자료가 담긴 것으로 추정되는 총 1.2TB 분량의 파일이 탈취된 피해사실을 밝혀내어, 해당 업체들에게 통보했으나 피해조차 인지하지 못한 곳이 있었으며, 일부는 기업 신뢰도 하락을 우려해 경찰에 피해 신고를 하지 않은 경우도 있었다.

SMPA, in coordination with FBI, found that Andariel used loosely-monitored leased servers in the Republic of Korea and accessed multiple websites of ROK companies and institutions 83 times from Pyongyang's Ryugyong-dong district from December 2022 to March 2023.

According to the investigations on the leased servers and email accounts, as well as telecommunications, the cyber actors attacked the defense industry, research institutions, and pharmaceutical companies to steal sensitive information, including anti-air weapons information and personal account information.

²³⁰ One member of the Panel is of the view that the information in this annex should be further corroborated.

3. 랜섬웨어** 몸값으로 받은 비트코인 행적수색금의 자금세탁 경로 규명

또한, 안다리엘이 유보한 역성 랜섬웨어의 몸값으로 피해업체가 지불한 비트코인의 자금 흐름에 대해서도 덧붙, 하이낸스 등 국내·외 거래소 거래내역을 입수해 분석한 결과, 강원도 비트코인 중 일부가 외국인 여성 A씨***의 계좌를 거쳐 중국 요녕성에 소재한 중국 K은행으로 약 63만 위안(1억 천만 원 상당)이 송금됐고, 이 돈이 북·중 접경지역에 위치한 K은행 자점에 서 출금된 것으로 보여 경찰은 해당 자금이 북한으로 흘러 들어간 것으로 추정하고 있다.

A씨에 A씨를 피의자로 입건하고 금융계좌, 휴대전화, 주거지 등에 대해 동시다발적으로 입수수색을 진행해 5만여 건의 파일을 압수, 안다리엘의 자금세탁에 관여했는지 여부에 대해 심층 조사 중에 있다.

** <랜섬웨어> 컴퓨터 시스템을 잠금시킨 후, 이를 언잠금으로 해 '잠금권한을 다시 얻고 싶으면 암호를 해독 등 몸값을 내놔'고 협박하는 것

*** <A씨 진술> 과거 홍콩 소재 원전업체 직원으로 근무시, 편의상 본인계좌를 거래해 제공해준 것일 뿐이라며 연루 여부 등 혐의를 부인하고 있음




□ 피해 예방 조치 및 향후 계획





- 서울경찰청 정보수사지원과는 이번 사건에서 확인된 해외 공격·피해지, 관련자에 대해 FBI 등 관계기관과 적극적으로 공조수사를 진행하는 한편, 추가 피해 사례 및 유사 사건 발생 시에도 계속 수사할 계획이다.
- 이와 병행해, 피해업체를 대상으로 보안 취약점 점검 및 최신 버전의 보안 소프트웨어 업데이트, 개인정보를 포함한 중요 자산 자료 암호화 등 추가 피해 예방을 위한 보안 조치를 강조하는 한편, 국내 서버 임대업체 등을 대상으로 △사용하지 않는 포트 접속 폐쇄 △비밀번호 패턴 변경 등을 보안 권고사항을 설명했다.
- 아울러, 현재 선원이 명확하지 않은 기업자에게도 서버 임대 가능해 당대 서버들이 범죄에 활용되고 있는 만큼, 관련 서버 임대업체들에 대해서도 지속적인 수사를 진행할 예정이다.

SMPA analysed the flow of Bitcoin which the compromised companies paid to Andariel after the ransomware attacks. Some of the Bitcoin had been sent to a bank account of a foreign national, from which CNY 630,000 (USD 88,700) was deposited and finally withdrawn at a bank in Liaoning Province, China. SMPA assumes that the withdrawn cash was brought back to the DPRK.

Source: [Seoul Metropolitan Police Agency, 서울경찰청 \(smpa.go.kr\)](https://www.smpa.go.kr)

Annex 63: Member States' publication, "Additional Guidance on the Democratic People's Republic of Korea Information Technology Workers"

Ministry of
Foreign Affairs

Alert Number: I-101823-PSA

October 18, 2023

**Additional Guidance on the Democratic People's Republic of Korea
Information Technology Workers**

The United States (U.S.) and the Republic of Korea (ROK) are updating previous warnings and guidance to the international community, the private sector, and the public to better understand and guard against the inadvertent recruitment, hiring, and facilitation of Democratic People's Republic of Korea (DPRK, a.k.a. North Korea) information technology (IT) workers. In 2022, the U.S. and ROK Government issued public advisories to provide detailed information on how DPRK IT workers operate, and identified red flag indicators and due diligence measures to help companies avoid hiring DPRK freelance developers and to help freelance and digital payment platforms identify DPRK IT workers abusing their services.

This update identifies new tradecraft used by DPRK IT workers since the release of the 2022 advisories, including new indicators of potential DPRK IT worker activity and additional due diligence measures the international community, private sector, and public can take to prevent the hiring of DPRK IT workers. The hiring or supporting of DPRK IT workers continues to pose many risks, ranging from theft of intellectual property, data, and funds, to reputational harm and legal consequences, including sanctions under U.S., ROK, and United Nations (UN) authorities.

Additional Red Flag Indicators of Potential DPRK IT Worker Activity:

- Unwillingness or inability to appear on camera, conduct video interviews or video meetings; inconsistencies when they do appear on camera, such as time, location, or appearance.
- Undue concern about requirements of a drug test or in person meetings and having the inability to do so.
- Indications of cheating on coding tests or when answering employment questionnaires and interview questions. These can include excessive pausing, stalling, and eye scanning movements indicating reading, and giving incorrect yet plausible-sounding answers.
- Social media and other online profiles that do not match the hired individual's provided resume, multiple online profiles for the same identity with different pictures, or online profiles with no picture.
- Home address for provision of laptops or other company materials is a freight forwarding address or rapidly changes upon hiring.
- Education on resume is listed as universities in China, Japan, Singapore, Malaysia, or other Asian countries with employment almost exclusively in the United States, the Republic of Korea, and Canada.
- Repeated requests for prepayment; anger or aggression when the request is denied.
- Threats to release proprietary source codes if additional payments are not made.
- Account issues at various providers, change of accounts, and requests to use other freelancer companies or different payment methods
- Language preferences are in Korean but the individual claims to be from a non-Korean speaking country or region.

Additional Due Diligence Measures Clients Seeking Freelance Workers Can Consider to Prevent Inadvertent or Unwitting Hiring of DPRK IT Workers:

- If using third party staffing firms or outsourcing companies, request documentation of their background check processes. If this cannot be readily provided by a company, assume it did not conduct the background check and conduct your own.
- If using a staffing company or third-party software developers for IT work, conduct due diligence checks on the individuals the company provides to you for work. Even if you conduct a background on a company, you may not fully understand their background check process.
- Do not accept background check documentation provided by untrusted or unknown authorities. Provide them a release form that allows you to conduct the background check on their behalf instead of having a background check completed by their local authorities.
- Request voided checks or certified documentation from their financial institution with their account information.
- Verify check numbers and routing numbers match an actual bank and do not belong to a money service business. Money service businesses use receiving depository financial institutions (RDFIs), which provide checking and routing information mirroring that of actual banking information.

- Keep records, including recordings of video interviews, of all interactions with potential employees.
- Prevent remote desktop protocol from being used on all company devices and prohibit using remote desktop applications for work.
- Lock down all administrative permissions and install insider threat monitoring software on company devices.
- Require signature delivery for company devices and ensure devices are not mailed to addresses other than designated work locations.
- Require notarized proofs of identity.
- During video verification, require individuals to physically hold driver's licenses, passports, or identification documents up to camera. Consider having them show their location by having the camera directed outside.
- Regularly geo-locate company laptops to verify they match the logins of employees' addresses.
- Require freelancers to shut off commercial VPNs when accessing company networks.
- Use Zero Trust and Need-to-Know policies. Avoid granting access to proprietary information, if possible.
- Use only reputable online freelance platforms that offer robust measures to verify identities and qualifications of freelance workers.
- Avoid recruiting freelance workers directly through online IT competitions and apply reinforced measures to verify their identities.

REPORTING

The FBI urges victims of DPRK IT Workers, or those who suspect they may have been victimized, to report the suspicious activity to the FBI Internet Crime Complaint Center (IC3) at [ic3.gov](https://www.ic3.gov).

The ROK government requests suspicious activity be reported to the National Intelligence Service (www.nis.go.kr, 111) and the National Police Agency (ecrm.police.go.kr, 112).

REFERENCE

The original advisory, titled "Guidance on the Democratic People's Republic of Korea Information Technology Workers," can be found [here](#).

The original advisory issued by the ROK government can be found in English [here](#) and in Korean [here](#).

For additional information from the Cyber Threat Intelligence Integration Center in the Office of the Director of National Intelligence, please also see "North Korean Tactics, Techniques, and Procedures for Revenue Generation," found [here](#).

Source: <https://www.ic3.gov/Media/Y2023/PSA231018> and https://www.mofa.go.kr/www/brd/m_4080/view.do?seq=374218&page=1

Annex 64: Summary of recent DPRK IT worker tactics, techniques, and procedures²³¹

A Member State reported DPRK IT workers are changing tactics,²³² and now offer to provide free services to build trust, seek long-term contracts, target small companies with fewer hiring requirements, reach out offering their skills to cryptocurrency industry companies and/or community chat rooms via social media instead of using freelance platforms, and increasingly seek lucrative web3, blockchain, smart contracts, and cryptocurrency projects. During their work, IT workers reportedly find vulnerabilities to exploit and/or build vulnerabilities into platforms and smart contracts to steal funds, and are suspected of conducting several smaller cryptocurrency heists this year (see Annexes 89-90). IT workers also reportedly monitor vulnerability reports released on platforms such as Github and/or participate in white hat competitions online to identify cryptocurrency-related vulnerabilities,²³³ and then steal funds before vulnerabilities can be patched.

According to one former DPRK IT worker, the workers use local facilitators to consolidate their earnings into bank accounts in the facilitators' names, after which the money is used to purchase items requested by the regime, such as refined petroleum and computers, and sent to the DPRK. Prior to the COVID-19 pandemic, some IT teams reportedly transferred their cash earnings to the DPRK via diplomatic pouch.

In November²³⁴ and December²³⁵ 2023, cybersecurity companies released detailed reports on DPRK IT workers seeking unauthorized employment with organizations around the world to generate revenue and engage in espionage. To do so, DPRK IT workers maintain resumes with fake identities, impersonating individuals of various jurisdictions, targeting a wide range of companies and freelance job marketplaces (see figure 1). DPRK IT workers develop multiple personas, each with accounts for email, employment websites, messaging platforms, and software development platforms. Certain aspects of online profiles can be up-to-date and have a lengthy activity history, appearing legitimate (see figure 2), although personas may lack social media accounts and details may be inconsistent across platforms (see figure 3). The IT workers have also reportedly "sought to purchase or borrow accounts with a high reputation in account seller marketplaces."²³⁶ A freelance job platform provided the Panel with a list of email addresses associated with DPRK IT workers (see figure 4).

A freelance platform that has been used by DPRK IT workers to obtain jobs reported that DPRK IT workers are aided in establishing accounts by a number of illicit services available on the internet, including websites that generate photo-realistic identity documents, skills certifications, utility bills, and bank statements, some of which are rendered from computer-aided design (CAD) models; platform account resale services; and proxy email and SMS platforms (see figures 5 and 6). DPRK IT workers have reportedly used generative artificial intelligence (AI) to generate profile images²³⁷ and descriptions. According to a Member State, DPRK IT workers are also using ChatGPT to develop answers to coding and other questions during job interviews, potentially among other uses (see para. 145). In 2024, the freelance platform expects to see additional uses of AI, such as real-time high-definition generative AI video avatars, face-swapping applications and full body animation.

²³¹ Most DPRK IT workers are subordinate to the Munitions Industry Department (KPe.028). See S/2023/656 paras 133-135, S/2023/171 paras 123 and 132, S/2022/668 para 121, S/2021/211 summary and para 124, S/2020/840 paras 106-111 and 113 and Annex 47, S/2020/131 paras 120-127 and S/2019/691 paras 41-42.

²³² Partly in response to technology companies adopting stricter hiring practices such as requiring a video call or in-person interview for jobs as well as reducing the number of fully-telework positions.

²³³ DPRK IT workers also reportedly participate in these competitions to increase the number of their followers, allowing them to win lucrative freelance contracts.

²³⁴ <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters/>. According to Reuters, a DPRK IT worker who recently defected examined the documents and confirmed their authenticity, noting "we would create 20 to 50 fake profiles a year until we were hired." (<https://www.reuters.com/technology/north-koreans-use-fake-names-scripts-land-remote-it-work-cash-2023-11-21/>).


²³⁵ <https://www.nisos.com/research/dprk-it-worker-scam/>.

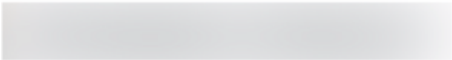
²³⁶ <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters/>.

²³⁷ Unlike using a stock photo or stealing photos of a real person from their social media or other accounts (both of which are methods that have been employed by DPRK IT workers), AI-generated photos would not be findable through an image search – and therefore could appear completely legitimate to a company conducting know-your-customer/customer-due-diligence checks.

The freelance platform further that assessed that the overwhelming majority of ‘skilled’ freelance crypto programmer profiles on the internet are fake, and likely are in actuality DPRK IT workers, given that highly skilled freelance programmers with computer security and crypto experience are extremely rare. The company also suspects that smaller, crypto-specific job marketplaces that have appeared over the past several years may have been established by the DPRK actors directly to solicit crypto-related projects directly from clients without the trouble of trying to establish accounts on the major freelance platforms – or at the very least are “completely overrun” with DPRK IT worker ‘mule’ accounts.

Figure 1: DPRK IT worker falsified resumes and freelance job platform message





BLOCKCHAIN & PYTHON & CHATBOT ENGINEER

Profile

Passionate Full Stack & Blockchain Developer offering 8+ years of relevant experience in Blockchain, ML and Robotic.

I have experience developing DeFi, DEX, DApp, Trading Bot, Token, autonomous systems and artificial intelligence. I am fluent in Solidity, Web3.js, Python and JavaScript ,and have worked on a variety of projects as a consultant, helping clients achieve their goals. I am also keen on several JavaScript and Python web frameworks like Vue, React, Django and Flask

I am a life-long learner and is looking forward to working on exciting and challenging projects. I am continuously trying to improve, learn more and gain new experiences.

With a strong attention to detail and accuracy and the important ability to function well in a team setting.

Looking for a Blockchain Developer job within a forward-moving company.

Details

Phone: +140

Email: @gmail.com

Telegram: @s

Discord: N 7

<https://www.linkedin.com/in/d>

7777

<https://github.com/Kin>

Skills

Fast Learner


Hard worker

Computer Skills

Team Player

Excellent Communication Skills

Leadership and Teamwork



Passionate and skilled Embedded Linux Developer with High Video Streaming Tech offering 8 years of relevant experience and a proven track record of success in achieving extraordinary result. Experienced with all stages of the development cycle of any embedded video related products.

Over 8 years of IT experience in Analysis, design, and Development of various embedded software development.

Capable of excelling as part of a team or individually in a fast-paced environment. Deeply knowledgeable in video codec, media format, streaming protocol, real time system, various protocol and standard, Android Open Source Project, and IoT.

Richard Lee

Skill Highlights

- C/C++, Java, Rust, Go, Python, Shell script
- H.264, H.265, VP8, VP9
- MP4, 3GPP, MKV, AVI
- HLS, MPEG-DASH, RTSP, RTP
- TCP/UDP, HTTP, FTP, SNMP
- PCIe/Ethernet/ModBus/CAN/USB /SPI/I2C/I2S/RS232/UART
- Linux Kernel/Driver/RootFS
- Intel/ARM/MIPS/DSP Architecture
- React & Redux, Node.js, REST API
- Typescript/Javascript/React
- Electronic&Analog Circuit
- DevOps, CI/CD

Languages

English – C1

Education

Bachelor of Computer Science
Nanyang Technological University of Singapore
(2009 – 2013)

Experience

Video Engineer on Embedded Android Platform, 12/2019 – 05/2022
Jumio, USA


- Developed MPEG-DASH player using dash.js
- Designed Driver, HAL, Android System Service for use in DVB-T2 player development.
- Developed RTP streaming server with low latency on Embedded Linux of TI DM8169 platform
- Analyzed & Debugged PCR accuracy in MPEG-TS stream
- Developed demodulator and tuner driver to receive DVB-T2
- Developed transcoding module which converts from any codec to H.264 codec using Hardware Accelerator

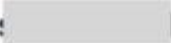

Embedded Firmware Developer, 08/2017 – 09/2018
Airbyte, USA

- Developed real time AD convert module in STM32F407
- Tested and deployed scalable and highly available OLED interface products.
- Developed motor control system using Python on raspberry-pi board
- Documented software development methodologies in technical manuals to be used by IT personnel in future projects.
- Developed DVB-T2 receive module in DVB-T2 dongle for android.

Embedded Software Developer, 04/2014 – 07/2016
BTHRUST, Singapore

- Participated in IOT (Internet of Things) development, specializing in Smart home security systems.
- Performed high-level coding in various programming languages.
- Developed WebSocket Module in Linux OS of DM8169 processor for Camera Encoder
- Designed Redundancy System for Live Streaming Encoder.
- Developed PCIe driver in Linux system for Stream Multiplexer




ander:   **\$140 USD en 7 días**

0.0

★★★★★

(0 comentarios)

0.0 \$ 

Dear Client.

I have checked your job description and I am really interested in your project

As a senior developer I have 5+ years of experience of Python development

As you can see my profile, I have finished very difficult type of app a few days ago and other developers can't solve this app but I have done

I have already published 10+ apps like you want so I am sure that I can finish your job perfectly.

If you want to hire a reliable developer, please contact me.

I am waiting for your contact.

I'll do my best for you.

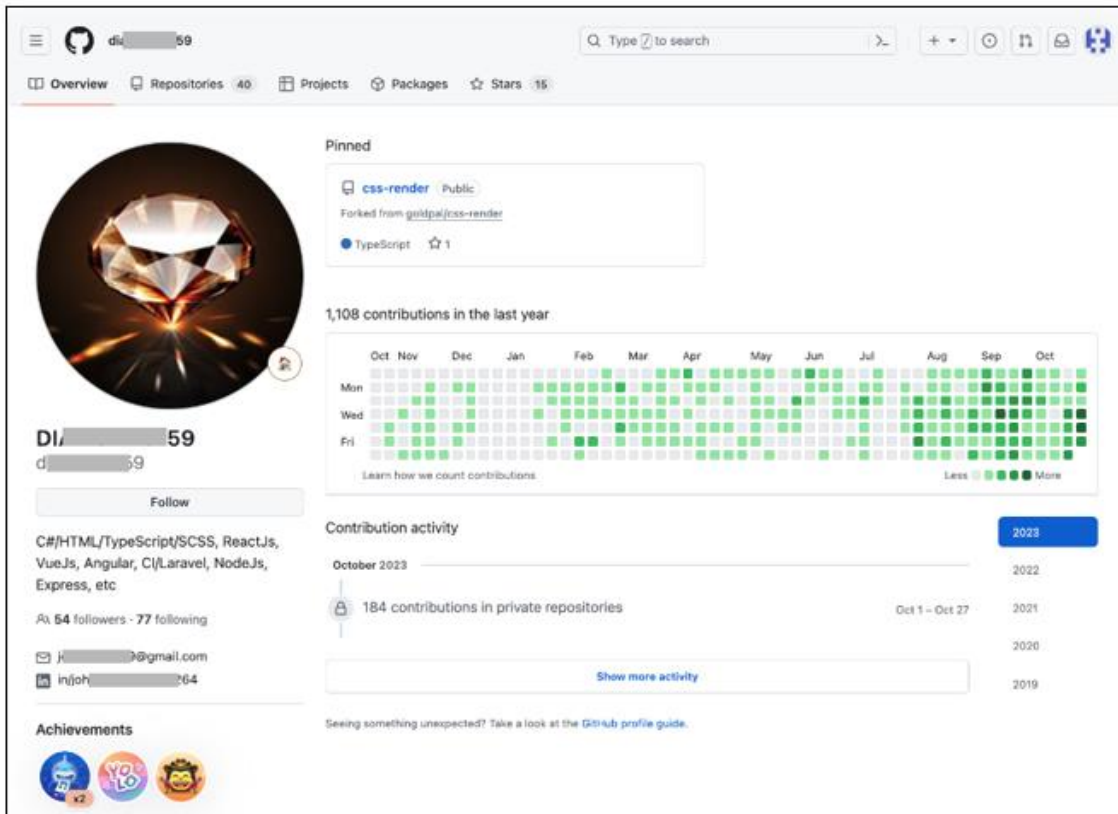
Thank you.

Best Regards.

[Menos](#)

Source: <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters/>
and <https://twitter.com/pearswick/status/1726940740079739370?s=20>

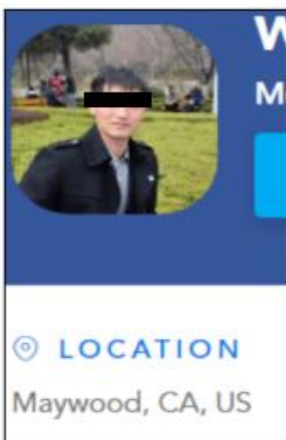
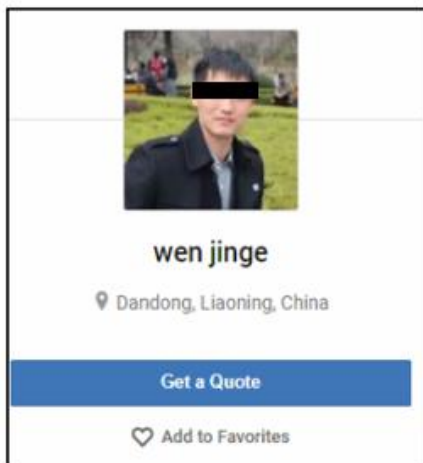
Figure 2: DPRK IT worker source code repository profile



Source: <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters/>

Figure 3: Example of DPRK IT workers' multiple personas





Source: <https://www.risos.com/research/drik-it-worker-scam/>

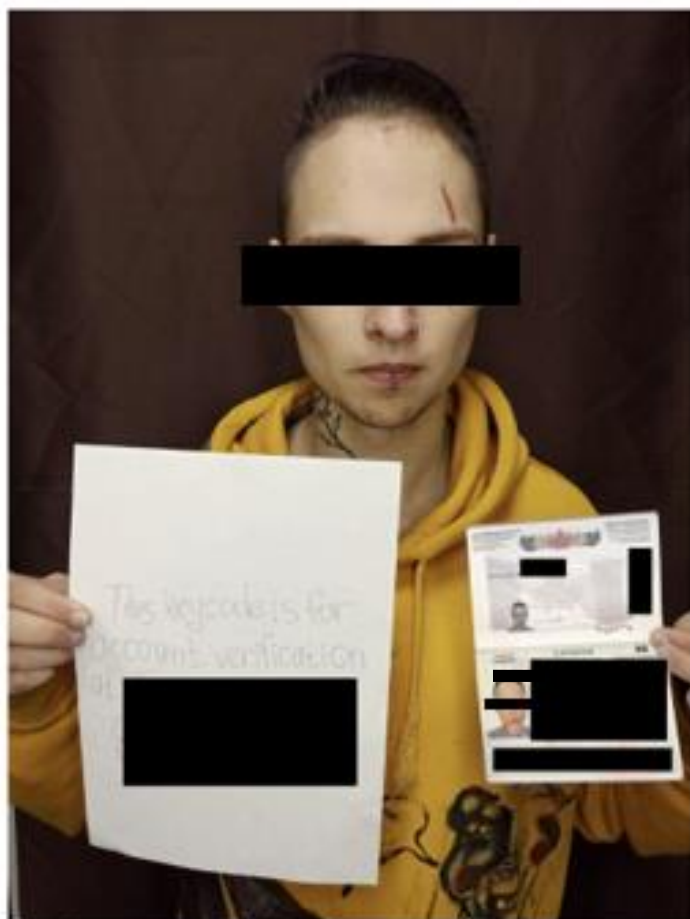
Figure 4: Email addresses reportedly associated with DPRK IT workers (redacted addresses are mostly gmail, Hotmail)

clark194637285@.com
fashioncstar@.com
hallecharlotte0113@.com
jsh.tiger919@.com
green.0819@.com
puma20001027@.com
luck-man0601@.com
svetlanaye85@.com
clark0613@.com
minorru.k.cg@.com
ruri528002@.com
fantastic.nero1113@.com
haranoda0714@.com
anacondadev0120@.com
topdev84210@.com
james0804180@.win
wenjie.yin970@.com
alkaasatrian79@.com
andrey0817@.com
alosya0602@.com
alexvidal.lancer@.com
webprodev003@.com
wencheng.yin533@.com
wenjie.yin89@.com
wencheng.yin@.co.jp
jinhe920129@.com
nozawa_dev0817@.com
btsm0714@.com
fullstack.sunshine@.com
ec.export5113@.com
littlemermaid0309@.com
f.ullstacksunshine@.com

Note: email addresses include the Gmail, Hotmail, Dispomail, Outlook and Syri services.

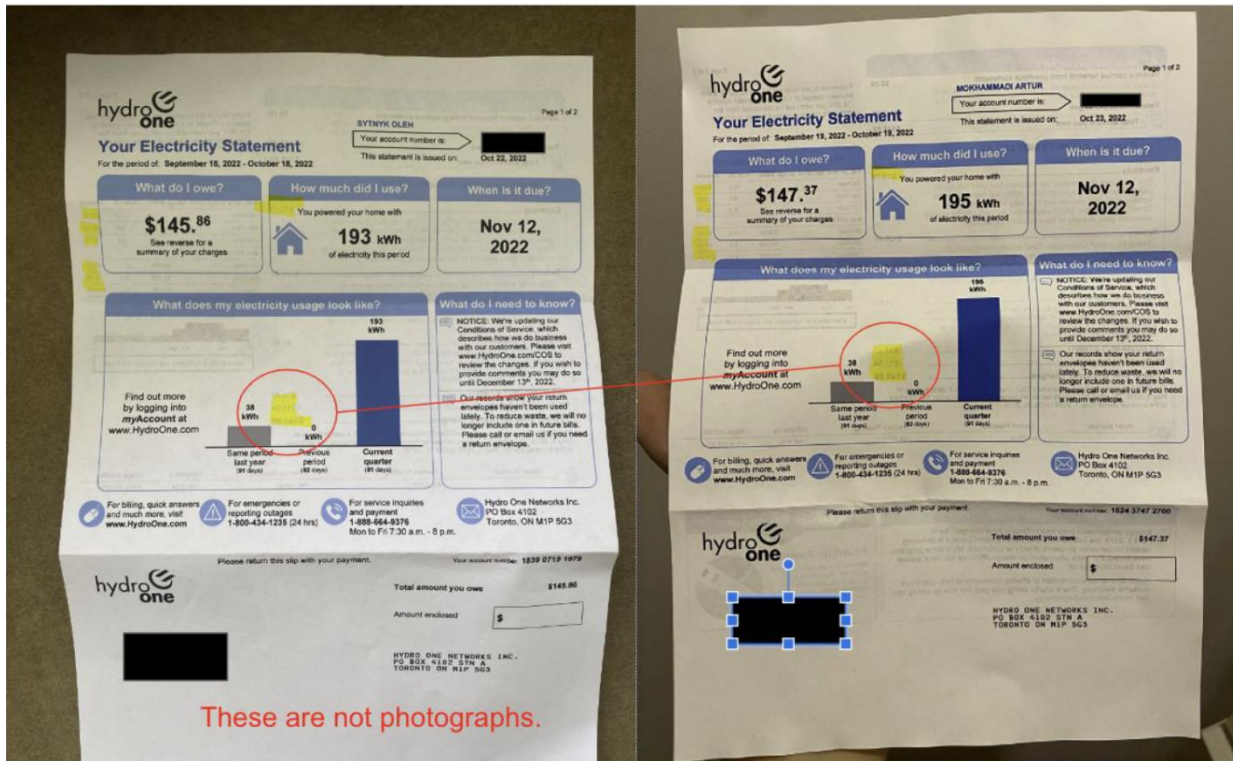
Source: Information provided to the Panel.

Figure 5: Falsified KYC/CDD photo



Source: Information provided to the Panel

Figure 6: CAD-rendered falsified utility bills



Source: Information provided to the Panel.

Annex 65²³⁸ : Table of restaurants in China which are suspected of employing DPRK workers

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
1	Beijing	평양은반관	朝鮮平壤銀畔烤肉	朝阳区神路街 39 号		<p>1) The Panel received information that this restaurant had North Korean staff, still operating as of October 2023.</p> <p>2) Reviews, April 2023</p>	April 2023
2	Beijing	옥류관	玉流馆	朝阳区望京湖光中街 8 号		<p>1) The Panel received information that this restaurant had North Korean staff, confirmed in October 2023 they are operating</p> <p>2) Reviews, June 2023</p>	June 2023
3	Beijing	대동강회관 (대동강식당)	大同江朝鮮料理	朝阳区元大都城垣遗址公园 6 号地 01 号	<p>北京大东江畔餐饮管理有限公司 Beijing Dadongjiangpan Catering Management Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 911101055923335533 Incorporated 2012-03-26 Legal representative: 李锋浩 (Li Fenghao)</p> <p>Shareholder: 617 贸易会社 (617 Trading Company, probably DPRK company)</p>	Reviews, January 2022	January 2022

²³⁸ One member of the Panel is of the view that the information in this annex should be further corroborated and disagrees with the allegation of these restaurants employing DPRK workers.

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
4	Beijing	금강산	金剛山黑牛自助烤肉	西大望路 15 號外企大廈 C 座 3F		Reviews, October 2021	January 2020
5	Beijing	평양능라도	萬珍樓大飯店	北京房山区 万珍楼大飯店 (良响鎮西潞南大街 12 号)			<i>None identified</i>
6	Beijing	류경해당화 (평양해당화)	柳京海棠花 (平壤海棠花)	朝阳区日坛东路甲一号			June 2023
7	Beijing	평양민들레식당	平壤民达来餐厅	朝阳区霄云路 21 号-平壤民达来		According to a Member State, this restaurant employs about 15 DPRK laborers.	June 2023
8	Shanghai	평양고려관	平壤高丽馆	上海市浦東新区松林路 357 号(通茂大酒店 1 楼)		According to a Member State, this restaurant employs about 80 DPRK laborers.	July 2023
9	Shanghai	모란봉 음악식당	牡丹峰音乐餐吧	上海市闵行区紫藤路 225 号二楼		According to a Member State, this restaurant employs about 10 DPRK laborers.	July 2023
10	Shanghai	탕렌드 (118 점/창칭 점/바오산점)	湯連得温泉館	(118 店)伯士路 57 号 (長清店)上海市長清路 1200 弄森宏購物廣場 1 樓		According to a Member State, this restaurant employs about 90 DPRK laborers.	<i>None identified</i>

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
11	Shanghai	단골집 조개구이	贝臻屋海鲜碳烤&烤活鳗	(紫藤路店) 上海市闵行区紫藤路 168 弄 9 号		According to a Member State, this restaurant employs about 10 DPRK laborers.	<i>None identified</i>
12	Shanghai	상인생활수세 계	上引+	上海市静安区中华新路 396 号		According to a Member State, this restaurant employs about 50 DPRK laborers.	August 2023
13	Shanghai	상인생활수세 계	上引生活水世界	(徐汇江潮水汇店) 上海市龙瑞路 28 号			<i>None identified</i>
14	Shanghai	양광록주생 태주점 뷔페식당	阳光绿洲生态酒店	上海松江区通波路 50 号建 设花园			<i>None identified</i>
15	Wuxi	강뚝꼬치구 이전문점	河坝烧烤串城	(新区金轮星光名座总店) 江苏省前卫路 3 号金轮星 光名座生活广场 A 区 2 楼		Reviews, September 2020	October 2022
16	Dalian	홍빈루은별식 당	鴻賓樓	大連 开发区 9 号	大连鸿宾楼酒店有限公司 Da Lian Hong Bin Lou Jiu Dian You Xian Gong Si China Uniform Social Credit Code - 91210213MACB1URLXB Registered 2001-05-25 Legal representative: 高舒 (Gao Shu)	Reviews, April 2018	March 2019

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
17	Dalian	류경식당	柳京飯店 1 部	大連市 經濟技術開發區 濱海旅遊路 49 号		Reviews, November 2022	November 2022
18	Shenyang	달맞이식당	月见草大酒店	哈尔滨路 21 号	沈阳月见草餐饮有限公司 Shenyang Evening Primrose Catering Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210100MA0TQPLFXB Incorporated 2016-12-26 Legal representative: 崔成元 (Choi Seong Won)		July 2022
19	Shenyang	평양관	平壤館	西塔街 106 号		1) The Panel received information that this restaurant had North Korean waitress as of October 2023. 2) Reviews, July 2023	July 2023
20	Shenyang	능라도 (1 부)	平壤綾罗岛餐厅	安图街号西塔兰桂坊 1 层			November 2017
21	Shenyang	평양동묘향산식당	平壤東妙香山餐厅	图们路 24-1 号 8 门			None identified
22	Shenyang	금평양관	金平壤饭店	兴工北街 43 号 2 门			None identified

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
23	Shenyang	모란관	牡丹馆	西塔街 93 号	沈阳牡丹馆餐饮有限公司 Shenyang Peony Pavilion Catering Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210100720932244N Registered 2001-06-18 Legal representative: 尹钟玉 (Yin Zhongyu) Shareholder: 朝鲜 813 贸易会社 (813 TRADING CORP.)	The Panel received information that this restaurant was operating and waitress are from DPRK as of October 2023.	August 2022
24	Shenyang	회령관 (남호춘색)	南湖春色	中兴街 38-1 号	沈阳南湖春色海鲜食府有限公司 Shenyang Nanhu Chunse Seafood Restaurant Co., Ltd. China Registration Number - 210102000061066 Registered 2010-06-01 Legal representative: 王殿军 (Wang Dianjun)		March 2019
25	Shenyang	몽금포식당	梦金浦	安图街 3 号			March 2029
26	Shenyang	아리랑화랑	阿里郎画廊珈琲	珥春路 10 号 19 间号		Reviews, November 2022	November 2022
27	Shenyang	복의식당	福义肥牛	黄河南大街 65 号	沈阳市皇姑区福义肥牛火锅城 Fuyi Fatiu Hot Pot City, Fuyi District, Huanggu District, Shenyang City China Uniform Social Credit Code - 91210105MA0P4X8G3Q Registered 2016-07-06 Legal representative: 王艳萍 (Wang Yanping)	Reviews, April 2017	July 2021

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
28	Shenyang	신안동어항	新安渔东港	新隆街 18 号			October 2022
29	Shenyang	*	瑞成东万饭店	经济技术开发区沈新路 75 号			None identified
30	Shenyang	*	博雅轩食府	陵东街 109-4 号 1 门		Reviews, October 2021	None identified
31	Shenyang	*	春祥辽菜楼	白龙江街 60-3 号			August 2022
32	Shenyang	해물요리	鲜码头	金沙江街 16 号 1-7			August 2022
33	Shenyang	*	京品北京味道	黄河南大街 93 号 10 门			February 2023
34	Shenyang	*	芭黎参园	长白二街 182 号			None identified
35	Dandong	능라도	绫罗岛	滨江中路 128-2 号	丹东绫罗岛餐饮服务有限公司 Dan Dong Ling Luo Dao Can Yin Fu Wu You Xian Gong Si China Uniform Social Credit Code - 91210600072152214F Registered 2013-06-27	Reviews, August 2017	March 2018
36	Dandong	대보산	大宝山	锦江街凤仙花酒店		Reviews, October 2019	March 2018

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
37	Dandong	류경식당	柳京酒店	滨江中路佳地广场 1-2 楼 辽宁省丹东市振兴区滨江中路 64 号佳地广场 A 座 1~2 楼(近中联酒店)	<p>辽宁鸿宝实业发展有限公司柳京酒店 Liaoning Hongbao Industry Development Co Ltd Liuqing Restaurant (Liaoning Hongbao Industrial Development Co., Ltd. Liuqing Hotel) China Uniform Social Credit Code - 91210600689659226P Registered 2009-06-01 Legal representative: 曲强 (Qu Qiang) liujingjiudian1234@163.com</p> <p>The management of the restaurant was related to KOREA NATIONAL INSURANCE CORPORATION (KPe.048).</p>	The Panel received information that this restaurant had North Korean staff and is a China-DPRK joint venture as of mid-September 2023.	March 2018
38	Dandong	평양고려식당	丹东高丽饭店	滨江中路开发区 A 区 4 号楼 101 室	<p>丹东市沿江高丽餐饮服务有限公司 Dandong Yanjiang Gaoli Catering Service Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210600696167529X Registered 2009-11-05 Legal representative: 贾洪生 (Jia Hongsheng) 1960958113@qq.com</p>	Reviews, October 2021	March 2018

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
39	Dandong	단동고려식당	平壤高丽饭店	七街八纬白山小区单元 1-2 号	丹东高句丽餐饮服务有限公司 Dandong Koguryo Catering Service Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210603781605378A Registered 2005-10-27 Legal representative: 朴大勇 (Park Dayong)		November 2023
40	Dandong	고려향	高丽香	振兴区沿江开发区 D 区 35 号楼 7 幢 104 号		Reviews, September 2018	October 2019
41	Dandong	송도원	平壤松涛园酒店	振兴开发区 B 区 15 号楼 108 室(丹东市振兴区锦江街 b 区 15 号楼 108 室)	丹东松涛园餐饮服务有限公司 Dandong Songtaoyuan Catering Service Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210600734206032C Registered 2002-05-28 Legal representative: 裴金千 (Pei Jinqian) Joint Venture with Korea Victory Trading Co., Ltd. (朝鲜胜战贸易会社)	Reviews, April 2021	September 2023

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
42	Dandong	칠보산	七宝山饭店七宝山饭店	振兴区三经街 11-5 号	丹东七宝山餐饮管理有限公司 Dan Dong Qi Bao Shan Can Yin Guan Li You Xian Gong Si China Uniform Social Credit Code - 91210603MA0QF8PY13 Registered 2016-08-11 Shareholder: 于凤珍 (Yu Fengzhen)		<i>None identified</i>
43	Dandong	해맞이	一兰	滨江中路 159 号 4 单元 107 室	丹东嘉苑小厨餐饮服务有限公司 Dandong Jiayuan Small Kitchen Catering Service Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210600MA0P5RJ017 Incorporated 2016-11-08 Director: 姜晓龙 (Jiang Xiaolong)		<i>None identified</i>
44	Dandong	아리랑식당	阿里郎海鲜酒店	沿江路改造小区 2 号楼 102 号		Reviews, October 2017	March 2018
45	Dandong	신안동각	新安东阁海鲜酒楼	锦江街 98 号	丹东新安东阁餐饮有限公司 Dandong Xin'an Dongge Catering Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91210600683744454H Registered 2009-03-12 Director: 单玉花 (Dan Yuhua)		<i>None identified</i>
46	Dandong	안동수산식당	安东水产海鲜餐厅	沿江开发区滨江中路新太阳岛洗欲 1 层			March 2018

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
47	Dandong	호양해산	豪阳海鲜酒楼	大东区佳地花园 631 图 58 号	东港市豪阳酒店 Dong Gang Shi Hao Yang Jiu Dian China Registration Number - 210681600466325 Incorporated 2012-03-26 Legal representative: 董惠凤 (Dong Huifeng)		None identified
48	Yanji	매화개장집	梅花狗肉馆	光明街 47-1 号			October 2018
49	Yanji	우의식당	友谊饭店	鑫田大厦 1 楼			October 2018
50	Yanji	연향꼬치집	延香考串	局子街 2549 号 (菊花公寓一楼门市)		Reviews, September 2019	August 2023
51	Yanji	류경식당	延吉柳京饭店	延吉市新兴小学斜对面	延吉柳京饭店有限公司 Yanji Liujiang Hotel Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 91222401605274143K Registered 1994-06-02 Legal representative: 权阳成 (Quan Yangcheng)	Reviews, August 2020	October 2018
52	Yanji	한성식당	韩城宾馆	局子街 726-4-1 号 4001	延吉市韩城餐饮有限公司韩城饭店 Yanji City Hancheng Catering Co., Ltd. Hancheng Hotel China Uniform Social Credit Code - 91222401MA15832083 Registered 2018-05-09 Legal representative: 韩杰 (Han Jie) hch2506611@163.com		October 2018
53	Yanji	해란강돌솥밥	海兰江石锅饭	参花街水上市场 164-6 号		Reviews, July 2023	November 2021
54	Changchun	한장	韩庄朝鲜料理(旗舰店)	吉林大路 1211 号 1-3 号		Reviews, October 2018	June 2020

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
55	Changchun	한장	韩庄朝鲜料理(高新店)	高新区安联国际大厦 A 座		Reviews, February 2023	July 2022
56	Changchun	한장	韩庄朝鲜料理(净月店)	南关区新城大街与天富路交汇处巴蜀映巷底商门市房		Reviews, January 2022	April 2019
57	Changchun	한장	韩庄朝鲜料理(文化广场店)	西民主大街 1115 号			March 2019
58	Changchun	진홍조선관	真红朝鲜馆	佳园路超达创业园 14 栋 108-109 室		Reviews, January 2019	January 2019
59	Changchun	남양촌	南阳村演艺餐厅	经开区新城大街耶鲁印象一楼			None identified
60	Changchun	인풍각 1호점	仁风阁(西朝阳路店)	西朝阳路 221 号	长春市仁风阁餐饮有限公司 Changchun Renfengge Catering Co., Ltd. China Uniform Social Credit Code - 912201017561597402 Registered 2004-03-12 Director: 党铁仁 (Dang Tieren) 985035100@qq.com	Reviews, March 2023	March 2019
61	Changchun	인풍각 2호점	仁风阁(卫星广场店)	人民大街 8668 号	Jonit venture with DPRK company (朝鲜慈江道仁风会社)	Reviews, April 2023	June 2020

No.	Location	Name (Korean)	Name (Local)	Address	Corporate registry information	Additional information	Date of available social media image(s)
62	Jian	묘향산식당	妙香山	集安市锦江路 99 号长城花园	集安市妙香山进出口贸易有限公司 Ji'an City Miaoxiangshan Import&Export Co.,Ltd. China Uniform Social Credit Code - 912205825846024267 Registered 2011-10-26 Legal representative: 邹德强 (Zou Deqiang)	Reviews, July 2018	June 2018
63	Tumen	아리랑식당	阿里郎饭店	友谊街 1307 号			None identified
64	Hunchun	훈춘묘향식당	妙香山鲜肉烤肉串城	河南街道森林山大路水岸明珠 16 号 301 室			May 2020
65	Hunchun	평양두만강 불고기	豆满江烧烤	琿春市金都苑 2 号楼		Reviews, February 2022	None identified

Note: “*” indicates that the Panel was unable to identify a Korean name

Source: Member State, media and the Panel.

Annex 66²³⁹: Additional information on restaurants in China which are suspected of employing DPRK workers (note: numbering is consistent with the table in Annex 65)

This Annex includes social media images of some of the 65 restaurants employing DPRK workers. The Panel is not able to independently corroborate whether these restaurants hired DPRK nationals, however, some images and social media reviews suggested employment of DPRK nationals. The Panel's analysis of corporate registry records showed that four restaurant management companies received investments from DPRK companies up to at least 2017.

■ 2. 玉流馆 (옥류관)



Source: Naver, annotated by the Panel.

²³⁹ One member of the Panel is of the view that the information in this Annex should be further corroborated and disagrees with the allegation of these restaurants employing DPRK workers.

3. 大同江朝鮮料理 (대동강회관 (대동강식당))



咱也不认识 走吧

姑娘你是朝鲜人吗

嗯 是朝鲜人

"Lady, are you a North Korean?"

"Yes, I am a North Korean"

Photos and reviews were uploaded on 4 January 2022

According to this video, the date of visit to the restaurant was 7 December 2021 .

This customer asked a waitress "Lady, are you a North Korean", and the waitress replied "Yes, I am North Korean".

Source: YouTube, annotated by the Panel.

■ 4. 金剛山黑牛自助烤肉 (금강산)



Source: Trip.com, annotated by the Panel.

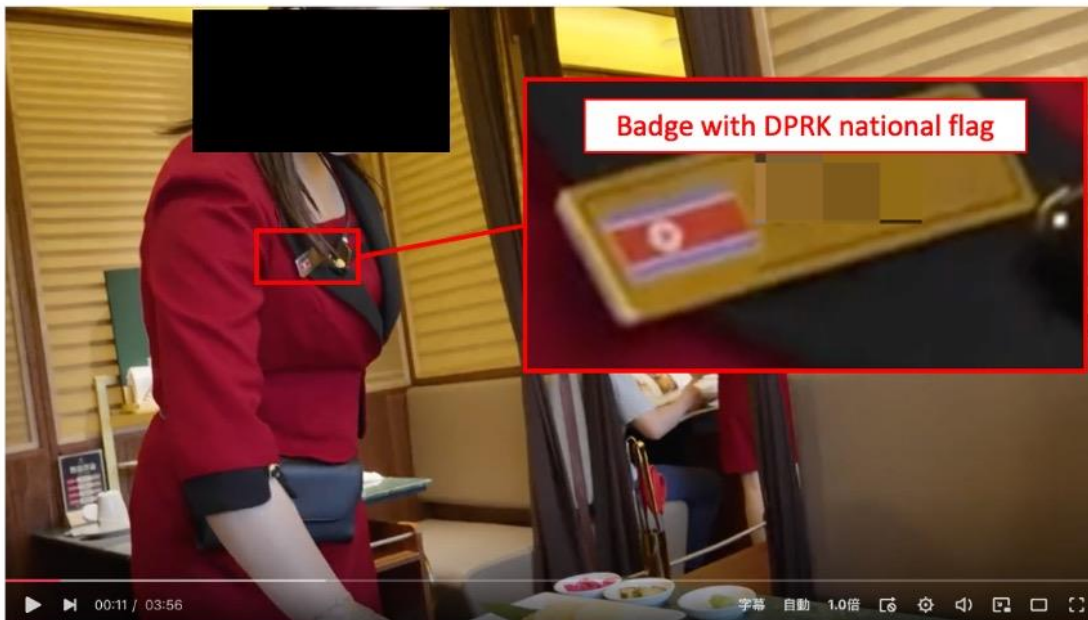
- 6. 柳京海棠花 (平壤海棠花) (류경해당화, 평양해당화)
- South Korean media reported that the restaurant was operating as of late-June 2023.²⁴⁰
- According to the report, this restaurant recently removed the restaurant's name in Korean language '류경해당화 (Ryugyeong Haedanghwa)' from its sign (below right). The photo (below left) was taken right after the restaurant opened has both Korean and Chinese language sign.



Source: 연합뉴스 (Yohnap News Agency), 22 June 2023, annotated by the Panel.

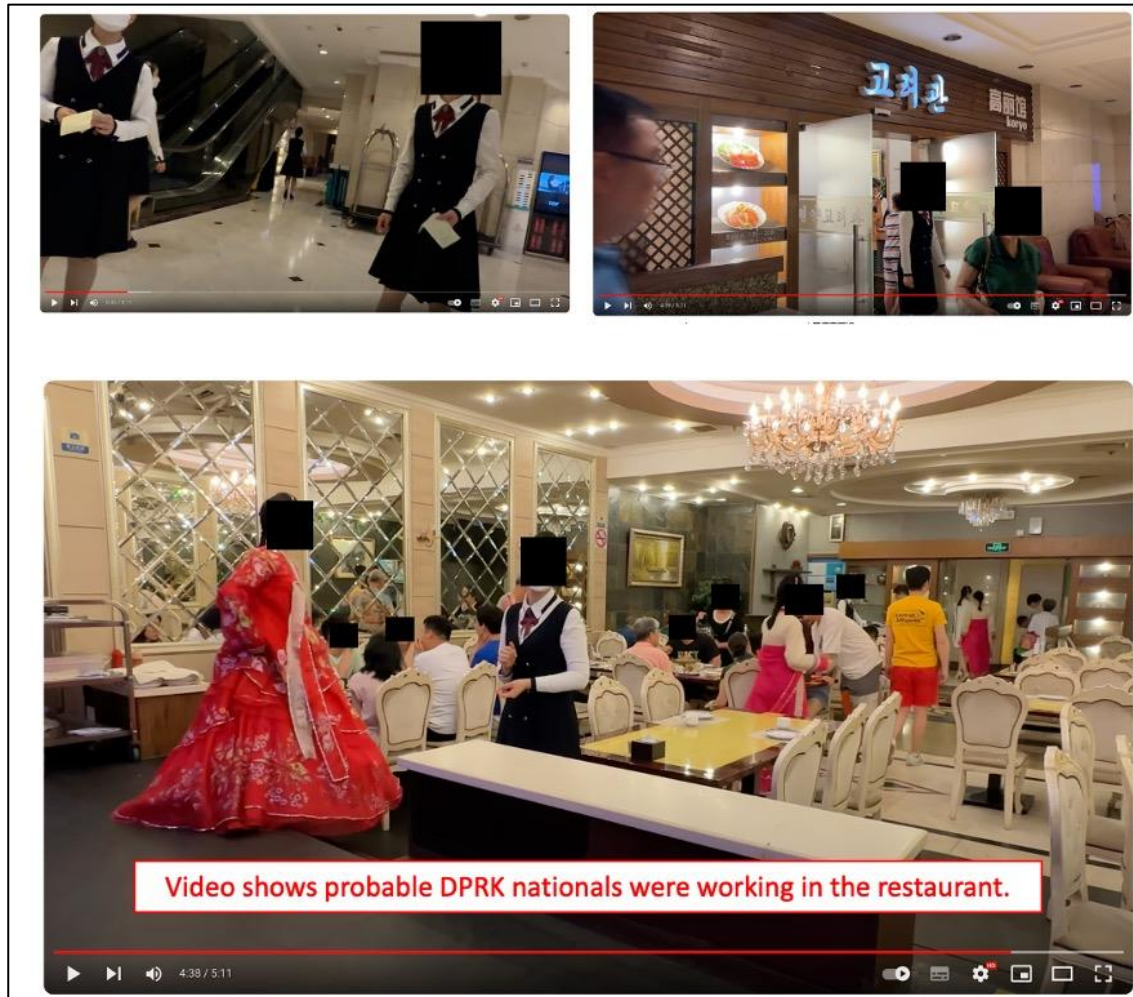
²⁴⁰ See <https://jp.yna.co.kr/view/AJP20230622001500882>.

■ 7. 平壤民达来餐厅 (평양민들레식당)



Source: 西瓜视频, video was uploaded on 19 June 2023; annotated by the Panel.

■ 8. 平壤高丽馆 (평양고려관)



Source: YouTube, video was uploaded on 30 July 2023; annotated by the Panel.

■ 9. 牡兰峰音乐餐吧 (모란봉 음악식당)



Source: 携程旅行, video was uploaded on 19 July 2023; annotated by the Panel.

■ 15. 河坝烧烤串城(新区金轮星光名座总店) (강뚝꼬치구이전문점)



Source: Baidu, uploaded October 2022, annotated by the Panel.



Source: 微博, reviews were uploaded on 7 September 2020; annotated by the Panel.

■ 17. 柳京飯店 1 部 (류경식당)



Source: Baidu, uploaded 25 November 2022.

好评
2022-11-25

我感觉他家是神秘的一家饭店。刚的感觉一直没什么。那又在滨海路上开了这么多年。有朋友相约。一起来探店。白天的时候他家总是大门紧闭。晚上来还是挺热闹的。一楼大厅很宽敞。还有很大的LED屏幕。感觉在这看球赛还不错。进了包间气氛就来了。墙边放着多张能换行的朝鲜金正点歌设备。旁边包间已经开始唱上了。这还不到六点半呢。说唱已经开始唱了。好在没过多久隔壁就唱累了。声音一点一点小下来了。终于可以好好吃饭了。他家墙上贴的是朝鲜海报。大连风味。民族特色。果然有特点。包间里一直有个朝鲜服务员跟着忙活。热情。又不至于殷勤。虽然操着一口很不流利的普通话。你说什么他都明白。服务很到位。菜品还不错。中等偏上水平。小海鲜做得中规中矩。特别值得一提的是这个清蒸鲈鱼。鱼非常新鲜。真正吃出了鱼肉的鲜美。旁边这个平白小肉和干锅鸭头也不错。整体上没有踩雷的菜品。饭饱喝两嗓子。说句实话我们桌前别的吃饭的客人了。哈哈。朝鲜族美女唱歌好听。但是不允许拍照。大家注意了。光是吃个饭。看看海就已经很不错了。旁边这个唱歌环节有加分。整体氛围真的很好。鼓励一下。五星好评。推荐。适合朋友小





来源百度地图

Reviews were uploaded on 25 November 2022

"There has always been a North Korean waiter bustling around in the private room, being enthusiastic but not overly attentive, although speaking Mandarin very poorly."

Source: Baidu, uploaded 25 November 2022; annotated by the Panel.

■ 18. 月见草大酒店 (달맞이식당)



Source: Baidu, top photo was uploaded in May 2020 and bottom photo was uploaded in July 2022; annotated by the Panel.



国家企业信用信息公示系统

National Enterprise Credit Information Publicity System

企业信用信息

经营异常名录

严重违法失信名单

营业执照

统一社会信用代码: 91210100MA0TQPLFXB

注册号:

法定代表人: 刘涛

登记机关: 沈阳市和平区市场监督管理局

成立日期: 2016年12月26日

存续 (在营、开业、在册)

发送报告

信息分享

信息打印

基础信息

行政许可信息

行政处罚信息

列入经营异常名录信息

列入严重违法失信名单 (黑名单) 信息

公告信息

■ 营业执照信息

统一社会信用代码: 91210100MA0TQPLFXB

企业名称: 沈阳月见草餐饮有限公司

注册号:

法定代表人: 刘涛

类型: 有限责任公司(自然人独资)

成立日期: 2016年12月26日

注册资本: 100.000000万人民币

核准日期: 2019年10月10日

登记机关: 沈阳市和平区市场监督管理局

登记状态: 存续 (在营、开业、在册)

住所: 辽宁省沈阳市和平区哈尔滨路21号

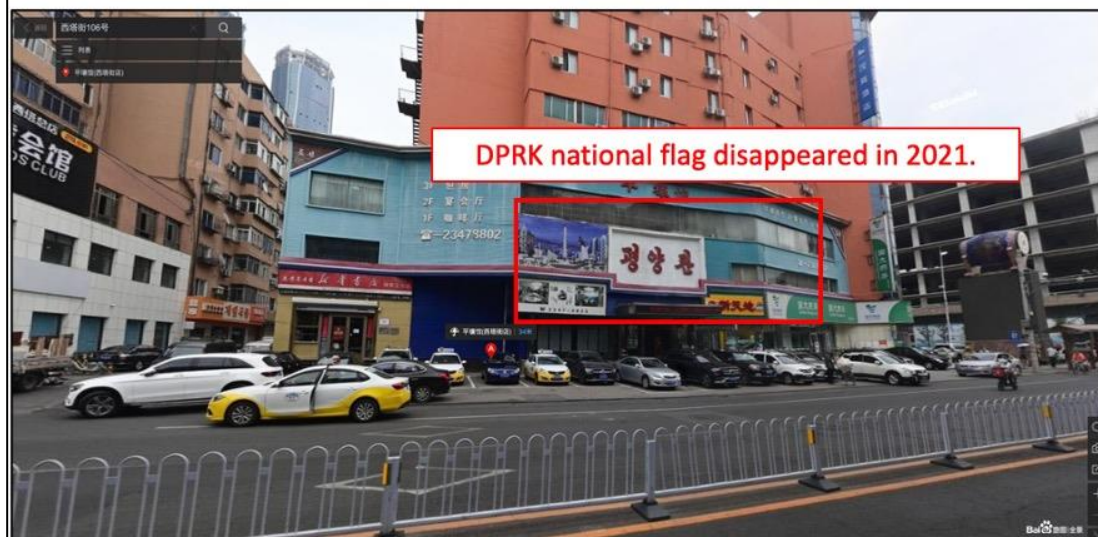
经营范围: 餐饮服务, 演出服务, KTV娱乐服务, 食品销售。(依法须经批准的项目, 经相关部门批准后方可开展经营活动。)

提示: 根据《市场主体登记管理条例》及其实施细则, 按照《市场监管总局办公厅关于调整营业执照照面事项的通知》要求, 国家企业信用信息公示系统将营业执照照面公示内容作相应调整, 详见https://gkml.samr.gov.cn/nsjg/djzci/t202209/t20220901_349745.html

Chinese corporate registry shows that the company is active, and its service is Catering services, performance services, KTV (Karaoke) entertainment services, and food sales.

Source: National Enterprise Credit Information Publicity System, annotated by the Panel.

■ 19. 平壤館 (평양관)



Source: Baidu, top photo was uploaded in October 2017 and bottom photo was uploaded in July 2021; annotated by the Panel.

- Information provided to the Panel that the restaurant was operating in October 2023 and waitresses are from DPRK.
- There have been several reviews and photos since 2017 (last review was uploaded in 2023) that DPRK nationals have been working and DPRK-origin alcoholic drinks have been served in the restaurant.

全部 (5) 很好 (3) 好 (2) 一般 (0) 差 (0) 很差 (0)


 超大的一个朝鲜餐厅，据说都是朝鲜国家队的，味道还行，价格很高。
 2023-07-08


 朝鲜姑娘唱歌跳舞，素质很高！菜品也很有特色！
 2019-12-02


 环境：4 服务：4
 这个饭店坐落在沈阳市和平区西塔街与市府大路交汇处，这是一家经营朝鲜族风味的特色美食店，这里的饭菜口味不错，服务也很好，值得品尝。



 2019-10-10


 环境：5 服务：5
 服务员能歌善舞！都是专业级别！


 2019-08-07

Review uploaded on 8 July 2023

"A very large North Korean restaurant, reportedly state-owned from North Korea. The taste is okay, but the prices are very high."

Review uploaded on 2 December 2019

"North Korean girls can sing and dance well, with high quality! The dishes also have unique features!"





 口味：5 环境：5 服务：5 人均消费：180元
 在导游的推荐下，来到了这家朝鲜人开的餐厅。到的稍迟了点，留下来就餐的团友是，正在表演的朝鲜歌舞，加上不大的餐厅很是洁净。服务员身着鲜艳的朝鲜民族，在不多的餐桌间往来，就像是花蝴蝶在花丛中飞舞。所以，稍微决定，无论贵贱，无论口味，无论等等……体验一回朝鲜的餐食。接下来，就是对价格、服务、口味均感满意。餐厅的服务员都是朝鲜女孩子，说话轻声细语，并给我以为是本地人谈伴的，说的十分标准的普通话。多聊几句就会发觉发音明显就有朝鲜特色了。服务的十分规范细致。很快历经十五天的闯关东行程就要结束了，可以很负责任的评价这一餐是此行最惬意、最满意的一餐饭了！所以，点评以赞！




































 2017-07-30

Review uploaded on 30 July 2017

"...The restaurant's waitstaff are all North Korean girls..."



平壤馆
朝鲜料理 中华美食
订座电话：024-23178888 地址：沈阳市和平区西塔街100号



DPRK-origin beer

Source: 携程旅行; annotated by the Panel.

■ 23. 牡丹馆 (모란관)

- Information provided to the Panel that the restaurant was operating in October 2023 and waitresses are from DPRK.
- There have been several reviews and photos since 2014 (the last review was uploaded in 2019) that DPRK nationals have been working in the restaurant.



Source: Baidu, photo was uploaded in August 2022.

牡丹馆 是北朝鲜餐厅。位于沈阳和平区西塔街93号庆会楼斜对面(近敦化路)。西塔主街上，开了好多年了，价位不低，白天人不多，据说晚上有歌舞。冷面不错，分300g, 200g等按克数卖的，味道还不错哦

2019-07-31

有用 (0)

Review uploaded on 31 July 2019.
"Morangwan is a North Korean restaurant."

朝鲜餐馆，比较有特色。菜的味道还可以

2019-05-15

详情 举报 有用 (0)

Review uploaded on 15 May 2019.
"North Korean restaurant, quite distinctive."

Source: 携程旅行, annotated by the Panel.

- According to the Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal (外商投资综合管理公众端), DPRK company 朝鲜 813 贸易会社 (813 TRADING CORP.) has invested in the restaurant.

中华人民共和国商务部
业务系统统一平台

外商投资综合管理 公众端

沈阳牡丹馆餐饮有限公司

一、外商投资企业基本信息

企业名称	沈阳牡丹馆餐饮有限公司	经营范围	中式、韩式餐饮、酒零售。(以下空白)
统一社会信用代码/组织机构代码	91210100720932244N		
成立日期	2001年5月30日		
投资行业	正餐服务		
经营范围	中式、韩式餐饮、酒零售。(以下空白)		
注册资本	10万美元		
法定代表人	崔银瑞		

Business scope: Chinese and Korean -style catering and wine retail

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别(地区)	出资金额
朝鲜813贸易会社	朝鲜	5万美元
辽宁升宜实业有限公司	中国	11万美元

三、外商投资企业年报信息

序号	报送年度	详情
1	2017年度报告	查看
2	2016年度报告	查看
3	2015年度报告	查看
4	2014年度报告	查看
5	2013年度报告	查看
6	2012年度报告	查看

四、变更信息

序号	变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期
暂无变更信息数据				

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别(地区)	出资金额
朝鲜813贸易会社	朝鲜	5万美元
辽宁升宜实业有限公司	中国	11万美元

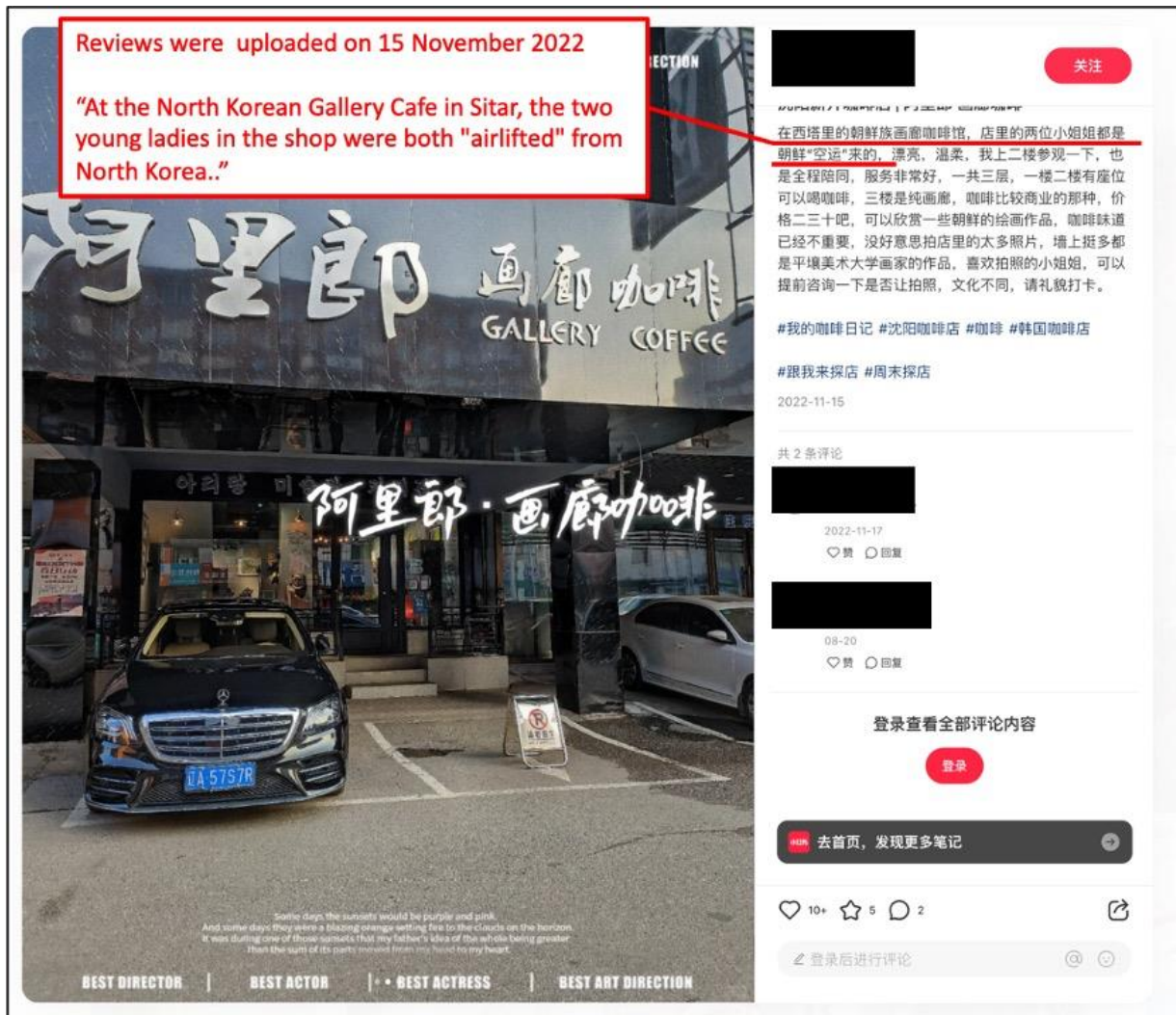
Investor Name
813 Trading Corp

Country (region)
DPRK

Amount of contribution
50,000 USD

Source: Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal, annotated by the Panel.

■ 26. 阿里郎画廊咖啡 (아리랑화랑)



Source: 小红书, annotated by the Panel.

■ 37. 柳京酒店 (류경식당)

- Information obtained by the Panel showed that the restaurant had staff from DPRK as of mid-September 2023 and this restaurant is a China-DPRK joint venture.
- According to the Chinese corporate registry, the management company of this restaurant is linked to 朝鲜民族保险总会社 (Korea National Insurance Corporation, KPe.048).
- The registry also indicates that the restaurant has been inviting chefs from the DPRK and displays paintings of Mansudae Art Studio (aka Mansudae Overseas Project Group of Companies, KPe.050), which may be a violation of paragraph 3 of resolution 2371 (2017).



Source: Baidu, photo was uploaded in March 2018, annotated by the Panel.

Information about the possible link between 柳京酒店 and Korea National Insurance Corporation (KPe.048)

- According to Chinese corporate registry data, **Ma Xiaohong (马晓红)** was a senior manager (a category comprising directors, supervisors, managers, etc.) of the company **Liaoning Hongbao Industrial Development Co., Ltd. Liujing Hotel (辽宁鸿宝实业发展有限公司柳京酒店, China Uniform Social Credit Code 91210600689659226P)**. Liaoning Hongbao Industrial Development Co., Ltd. Liujing Hotel manages the restaurant 柳京酒店.

This individual is likely the same Ma Xiaohong, who was designated by OFAC in 2016 for acting for or on behalf of Korea Kwangson Banking Corporation (KPe.025).

The screenshot shows the corporate profile of 辽宁鸿宝实业发展有限公司柳京酒店 (Liaoning Hongbao Industrial Development Co., Ltd. Liujing Hotel) on the Qichacha.com website. Red boxes and arrows highlight specific details:

- Contact Information:** 企业邮箱: liujingjiudian1***@163.com and liujingjiudian1234@163.com.
- Business Basic Information:** A table listing company details such as legal representative (曲强), registration number, and address (丹阳市滨江中路64号佳地广场).
- Change History:** Two entries for "高级管理人员备案(董事、监事、经理等)" (Senior Management Personnel Filing) are shown. The first entry (2020-12-17) shows a change from 孙薇 to 马晓红. The second entry (2020-05-26) shows a change to 马晓红.

法定代表人:	曲强	纳税人识别号:	
名称:	辽宁鸿宝实业发展有限公司柳京酒店	机构代码:	
注册号:		注册资本:	
统一社会信用代码:		登记机关:	丹东边境经济合作区市场监督管理局
经营状态:	存续	成立日期:	
企业类型:	其他有限责任公司分公司	经营期限:	2009-06-01 至 永续经营
所属地区:	辽宁 丹阳市	核准日期:	2020-12-17
企业地址:	丹阳市滨江中路64号佳地广场		
经营范围:	主食、面食、热菜、凉菜、预包装食品、会议服务;文化用品、日用百货、纺织品、服装鞋帽(依法须经批准的项目,经相关部门批准后方可开展经营活动。)		

1 2020-12-17	变更项目: 高级管理人员备案(董事、监事、经理等)	变更前: 孙薇
2 2020-05-26	变更项目: 高级管理人员备案(董事、监事、经理等)	变更前: 马晓红

Source: 企查查, annotated by the Panel.

- Chinese corporate registry data shows that Ma Xiaohong is also a legal representative of **Liaoning Hongbao Industry Development Co Ltd** (辽宁鸿宝实业发展有限公司, China Uniform Social Credit Code 91210600686640300D), as of November 2023. Both **Liaoning Hongbao Industry Development Co Ltd** and the abovementioned **Liaoning Hongbao Industrial Development Co., Ltd. Liujing Hotel** share the same address (丹东市滨江路 64 号佳地广场) and email address (liujingjiudian1234@163.com).
- Chinese registry documentation shows that Korea National Insurance Corporation (KPe.048) is one shareholder of Liaoning Hongbao Industry Development Co Ltd . This is probably the same company as **Dandong Hongxiang Industrial Development Co Ltd** (丹东鸿祥实业发展有限公司, China Uniform Social Credit Code 91210600716432730M), which was also designated by OFAC along with Ma Xiaohong in 2016.

Figure 1

国家企业信用信息公示系统
National Enterprise Credit Information Publicity System

企业信用信息 | 经营异常名录 | 严重违法失信名单

请输入企业名称、统一社会信用代码或注册号

Company name: Liaoning Hongdae Industrial Development Co., Ltd. Liujing Hotel

辽宁鸿宝实业发展有限公司柳京酒店 存续 (在营、开业、在册)

统一社会信用代码: 91210600689659226P
注册号:
负责人: 曲强
登记机关: 丹东市市场监督管理局合作区分局
成立日期: 2009年06月01日

发送报告
信息分享
信息打印

基础信息 | 行政许可信息 | 行政处罚信息 | 列入经营异常名录信息 | 列入严重违法失信名单 (黑名单) 信息 | 公告信息

营业执照信息

统一社会信用代码: 91210600689659226P
注册号:
类型: 其他有限责任公司分公司
企业名称: 辽宁鸿宝实业发展有限公司柳京酒店
负责人: 曲强
成立日期: 2009年06月01日
核准日期: 2020年12月17日
登记状态: 存续 (在营、开业、在册)

经营场所: 丹东市滨江中路64号佳地广场

经营范围: 主食、面食、热菜、凉菜、预包装食品、会议服务; 文化用品、日用百货、纺织品、服装鞋帽。(依法须经批准的项目, 经相关部门批准后方可开展经营活动。)

提示: 根据《市场主体登记管理条例》及其实施细则, 按照《市场监管总局办公厅关于调整营业执照照面事项的通知》要求, 国家企业信用信息公示系统将营业执照公示内容作相应调整, 详见https://gkml.samr.gov.cn/nsjg/djzqj/202209/t20220901_349745.html

Address: 丹东市滨江路64号佳地广场
(Jiadi Plaza, No. 64, Binjiang Road, Zhenxing District, Dandong City,)

国家企业信用信息公示系统
National Enterprise Credit Information Publicity System

企业信用信息 | 经营异常名录 | 严重违法失信名单

请输入企业名称、统一社会信用代码或注册号

Company name: Liaoning Hongbao Industry Development Co Ltd

辽宁鸿宝实业发展有限公司 存续 (在营、开业、在册)

统一社会信用代码: 91210600686640300D
注册号:
法定代表人: 马晓红
登记机关: 丹东市市场监督管理局合作区分局
成立日期: 2009年05月15日

发送报告
信息分享
信息打印

基础信息 | 行政许可信息 | 行政处罚信息 | 列入经营异常名录信息

营业执照信息

统一社会信用代码: 91210600686640300D
注册号:
类型: 其他有限责任公司
企业名称: 辽宁鸿宝实业发展有限公司
法定代表人: 马晓红
成立日期: 2009年05月15日
核准日期: 2019年03月21日
登记状态: 存续 (在营、开业、在册)

住所: 辽宁省丹东市滨江路64号佳地广场

经营范围: 批发纺织品、文化用品、日用百货、五金工具、电工器材、家用电器、建筑材料、金属材料、染料、农副产品、机械设备、电子仪器、服装鞋帽、水产品 (以上商品进口不涉及国营贸易、进出口配额许可证、出口配额招标、出口许可证等专项管理的商品); 餐饮、会议服务 (仅限分公司经营)。(依法须经批准的项目, 经相关部门批准后方可开展经营活动。)

提示: 根据《市场主体登记管理条例》及其实施细则, 按照《市场监管总局办公厅关于调整营业执照照面事项的通知》要求, 国家企业信用信息公示系统将营业执照公示内容作相应调整, 详见https://gkml.samr.gov.cn/nsjg/djzqj/202209/t20220901_349745.html

Legal representative: Ma Xiaohong

Address: 辽宁省丹东市滨江路64号佳地广场
(Jiadi Plaza, No. 64, Binjiang Road, Zhenxing District, Dandong City, Liaoning Province)

Source: Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal, annotated by the Panel.

Figure 2



中华人民共和国商务部

业务系统统一平台

外商投资综合管理

公众端

辽宁鸿宝实业发展有限公司

一、外商投资企业基本信息

企业名称	辽宁鸿宝实业发展有限公司
统一社会信用代码/组织机构代码	91210600686640300D
成立日期	2009年5月5日
投资行业	纺织品、针织品及原料批发
经营范围	批发纺织品、文化用品、日用杂品、五金工具、鞋帽、酒、饮料，经营餐饮、会议服务（以上商品进出口）
注册资本	1200万元人民币
法定代表人	马晓红

法定代表人

马晓红

Legal representative: Ma Xiaohong

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别（地区）	出资金额
丹东鸿祥实业发展有限公司	中国	612万元人民币
朝鲜民族保险总会社	朝鲜	586万元人民币

三、外商投资企业年报信息

序号	报送年度	详情
1	2017年度报告	查看
2	2016年度报告	查看

四、变更信息

序号	变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期
暂无变更信息数据				

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别（地区）
丹东鸿祥实业发展有限公司	中国
朝鲜民族保险总会社	朝鲜

Investor name

Dandong Hongxiang Industrial Development Co Ltd

Country (region)

China

Investor name

Korea National Insurance Corporation

Country (region)

DPRK

Source: Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal, annotated by the Panel.

- The registry also shows that the restaurant has been inviting chefs from the DPRK and displays of paintings of Mansudae Art Studio (aka Mansudae Overseas Project Group of Companies, KPe.050).

Figure 3

“...Liu Jing Hotel is a dining and hospitality establishment that integrates the essence of North Korean and American food cultures...The culinary team consists of elite chefs from both China and North Korea, specializing in traditional North Korean cuisine...”

“...Liu Jing Hotel has a collection of approximately 69 paintings and embroidery works by North Korean artists. Additionally, it displays about 38 porcelain pieces from the Mansudae Art Studio in North Korea. We allow guests at Liu Jing Hotel to fully appreciate North Korean art, experiencing the astonishing creative talents and perfect artistic expressions of North Korean artists up close...”

公司简介

提交公司简介

柳京酒店坐落于中国最大的边境城市—丹东。鸭绿江畔、毗邻朝鲜。

柳京酒店是集中朝美食文化精粹于一体的餐饮酒店，目前有包房22间（其中朝鲜炕间6个），大厅散台18个，可容纳500人同时就餐。料理团队由中朝双方精英料理师组合而成，以传统的朝鲜料理为主也配有各种中餐美食。让每一个来到柳京的客人 都流连忘返。

柳京酒店名称的由来：“柳京”是平壤的旧称，意为柳树茂盛的首都。柳树增添着平壤美丽的风景。朝鲜首都平壤具有五千年悠久民族史，是朝鲜民族的发祥地、朝鲜民族文化的中心。平壤大同江流域因清澈的河流、广阔肥沃的平原、丰富的物产、温暖的气候，自古是富饶美丽的好地方。平壤作为世界五大文化之一的大同江文化的中心地，更为著称。在这肥沃的土地上，柳树繁茂成林，竟成了首都的代名词。当时的人们把平壤优美的自然风景、悠久的文化和平壤人的多情善感，歌颂为春风吹岸，细雨沉尘，垂柳摇曳。

我们用“柳京”这个美丽的名字来命名酒店，就是希望来到这里就餐的客人能感受到来自朝鲜、来自平壤的美丽风情。

为了充分展示朝鲜美丽的风景和丰富的艺术文化，柳京酒店共藏有朝鲜艺术家绘画、刺绣作品约69幅，同时还陈列了来自朝鲜万寿台艺术创作社的青瓷器约38件，我们可以让来到柳京酒店的客人，充分地欣赏朝鲜艺术品，近距离的感受朝鲜艺术家惊人的创造天赋和完美的艺术表现手法。


中朝两国人民一衣带水，几十年的往来，奠定了我们今天中朝友谊的良好局面，作为中朝合资的柳京酒店，我们致力于发展两国友谊，向世界推荐善良而美丽的朝鲜。柳京酒店大到整体装修，小到食物承装器皿，每一个细节我们都想呈现朝鲜的传统气息。柳京酒店的外观装修是仿照朝鲜首都平壤建筑-白墙青瓦，内部装修大量运用手工木作、手工铜活，上等大理石地面遍布酒店的每一个角落。整体装修色调以木原色为主，充分展现朝鲜民族质朴、纯粹的本色。酒店大堂陈列的装饰品其中之一是朝鲜友人赠送的镶嵌贝壳宝葫芦木器大漆座，这个艺术品是朝鲜艺术家心血之作中的典范。大餐厅内外摆放的都是朝鲜专门运送过来的金达莱花仿真盆栽。我们力求让客人一走进餐厅就能体会到来自朝鲜的和暖春风与诗情画意。

餐具方面我们大量使用铜器作为客人就餐时的餐具，铜碗、铜碟、铜筷、铜勺、铜筷架、铜酒杯、铜茶杯等等，每一件铜餐具背后都闪烁着朝鲜传统特色的光芒。使用铜餐具就餐是古高丽时期贵族才能享受的待遇，金灿灿的器皿盛装着精致的朝鲜美食，让人顿时垂涎欲滴，仿佛置身于真正的朝鲜餐厅一样。

柳京酒店愿作连接中朝友谊的一条纽带，致力于餐饮业，大力推广中朝饮食文化，我们相信这两种饮食文化的交融，尤其是中朝传统饮食文化的交融，一定会迸发出更加灿烂的火花。

Source: 企查查, annotated by the Panel.

38. 丹东高丽饭店(평양고려식당)



Source: Baidu, photo was uploaded in March 2018, annotated by the Panel.

辽宁丹东市振兴区滨江东路50号a区101室

(0415)3142818

营业时间

就餐时间: 10:30-14:30, 16:30-22:00

评论 (13条评论)

4.3 ★★★★★

2021-10-03

点了牛肉包菜 做的很嫩 非常好, 高丽参炖鸡 味道美极了, 海鲜饼是特色一定要点, 还点了一份打糕; 两盘冷面 (一份鸡肉, 一份海鲜); 两盘泡菜 (酸白菜, 辣白菜), 这些菜 都没油 可以放心吃, 不会胖! 价格一共416块 感觉不错! 服务员小妹都是朝鲜来的, 年轻漂亮 服务周到! 人多可以去包厢 那里可以唱歌的

Reviews uploaded on 3 October 2021

"...The waitresses are all from North Korea, young and beautiful, providing attentive service."

来自百度地图

Source: Baidu, annotated by the Panel.



■ 41.平壤松涛酒店 (송도원)



Source: Baidu, photo was uploaded in March 2018, annotated by the Panel.



Reviews uploaded on 3 April 2021

"...The waitstaff should be from North Korea..."



Source: Baidu, annotate by the Panel.



According to Dandong City Culture, Tourism, and Radio & Television Bureau (丹东市文化旅游和广播电视局) the restaurant appears to be renovated.



Source: Dandong City Culture, Tourism, and Radio & Television Bureau, uploaded on 21 September 2023, annotated by the Panel.

- According to Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal (外商投资综合管理公众端), DPRK company Korea Victory Trading Co., Ltd (朝鲜胜战贸易会社) is an investor in the restaurant.



中华人民共和国商务部
业务系统统一平台

外商投资综合管理 公众端

丹东松涛园餐饮服务有限公司

一、外商投资企业基本信息

企业名称	丹东松涛园餐饮服务有限公司
统一社会信用代码/组织机构代码	91210600734206032C
成立日期	2001年12月11日
投资行业	正餐服务
经营范围	餐饮。
注册资本	11万美元
法定代表人	尹熙善

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别（地区）	出资金额
朝鲜胜战贸易会社	朝鲜	5万美元
丹东俊泽投资有限公司	中国	6万美元

三、外商投资企业年报信息

序号	报送年度	详情
1	2017年度报告	查看
2	2016年度报告	查看
3	2015年度报告	查看
4	2014年度报告	查看
5	2013年度报告	查看
6	2012年度报告	查看

四、变更信息

序号	变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期
暂无变更信息数据				

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别（地区）	出资金额
朝鲜胜战贸易会社	朝鲜	5万美元
丹东俊泽投资有限公司	中国	6万美元

Investor name

Korea Victory Trading Co., Ltd.

Country (region)

DPRK

Amount of contribution

50,000 USD

Source: Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal, annotated by the Panel.

■ 51. 延吉柳京饭店 (류경식당)



Source: Baidu, Photo was uploaded in October 2018.

2020-08-18

酒店位置非常好，在市中心。但是设施真的太陈旧了，洗浴的喷头出水量小，找前台，没有专门的维修人员，服务员给调试了一下，勉强能洗。房间没有一次性拖鞋，只有陈旧的还是男式的塑胶拖鞋。服务员都是朝鲜国人，汉语不是十分流畅，沟通起来有点费劲，服务体验太一般了。

来自携程网

Reviews uploaded on 18 August 2020

"...All the staff are North Korean, and their Chinese is not very fluent, making communication a bit difficult..."

Source: Baidu, annotated by the Panel.

■ 53. 海兰江石锅饭 (해란강돌솥밥)



Source: 携程旅行, photo was uploaded on 29 November 2021, annotated by the Panel.

7月6日 23:17

延吉探店 | 40年老店, 店员都是朝鲜美女姐姐

【无广美食测评】海兰江石锅饭-延吉

水上市场逛完就能直接找到的老店, 早上六点多就可以吃早饭了, 锅包肉很好吃但是只有中午才做; 米肠好吃, 包饭的肉有一点柴, 土豆饺子有点硬乎, 主要是本着朝鲜小姐姐去看一看;

地址: 参花街水上市场164-6号

#石锅饭 #美食也可以多巴胺

Reviews uploaded on 6 July 2023

"Store visit in Yanji, 40-year-old store, the shop assistants are all North Korean beautiful ladies..."

Source: 大众点评, annotated by the Panel.

■ 55. 韩庄朝鲜料理(高新店) (한장)



Source: Baidu, photo was uploaded in July 2022.


 ★★★★★ 2023-02-18
 韩庄是长春比较有名的朝鲜料理店，装修很有特色，服务也很好，还有漂亮的朝鲜小姐姐。明太鱼和金针肥牛口味很正宗，酱汤很浓郁，套餐很实惠，量也很大。
 来自百度地图

Reviews uploaded on 18 February 2023

“Han Zhuang is a relatively famous North Korean cuisine restaurant in Changchun. It has distinctive decorations, excellent service, and beautiful North Korean girls. ...”

Source: Baidu, annotated by the Panel.

■ 56. 韩庄朝鲜料理(净月店) (한장)



Source: Baidu, photo was uploaded in April 2019.

韩庄《韩庄》朝鲜料理

口味 (4.5) 环境 (4.5) 服务 (4.0)

据说服务员都是朝鲜，服务员也都是高材生，实习地。

特别热情，没想到也就一般[笑哭][笑哭]

[薄荷]环境：
环境也特别朝鲜风，墙上满满的玉米 鱿鱼干、、地面摆放着大大小小酒坛缸得[惊叹][惊叹]
「有机菜包肉」这道菜不错，好吃好吃[「u-」]「糯米五花肉来些酱汁美味，烤的肉也特别好，
「手撕香肉」吃不来了，同事喜欢[叹气]
「辣白菜炒饭」绝味，超辣口味，吃得不腻~真得推荐，价格也可以。

全部7图片

22-01-05 更新于01-05 22:12 韩庄朝鲜料理

Reviews uploaded on 5 January 2022

“It is said that the waiters are all North Koreans and the waiters are also top students, the internship place...”

韩庄朝鲜料理

口味 (5.0) 环境 (5.0) 服务 (5.0)

真的是很正宗的一家朝鲜料理店，里面的服务员据说都是朝鲜受过教育的姑娘，小韩出来这边打工，道量正宗，价格最低的，配料最足的一次，还有新鲜西瓜、鸭蹄蛋在菜面，最近在湖南吃的对比，另【部队火锅】也超正超好吃，朋友点了狗肉说很赞，作为养狗人士我是不敢动筷子。

喜欢的菜：酱汤 冷面 辣汤明太鱼 延边黄牛肉条 辣炒五花肉

全部7图片

21-09-29 韩庄朝鲜料理

Reviews uploaded on 29 September 2021

“The waitresses inside are said to be educated North Korean girls who come here to work. Their service is super nice...”

Source: Baidu, annotated by the Panel.

■ 58. 真红朝鲜馆 (진홍조선관)



Source: Baidu, photo was uploaded in March 2019.



Photo uploaded on 23 January 2019

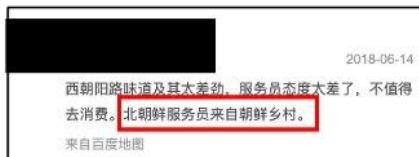
The photo shows a probable performance of DPRK nationals in the restaurant.

Source: Baidu (top), 携程旅行 (bottom), annotated by the Panel.

■ 60. 仁风阁(西朝阳路店) (인풍각 1호점)



Source: Baidu, photo was uploaded in March 2019.

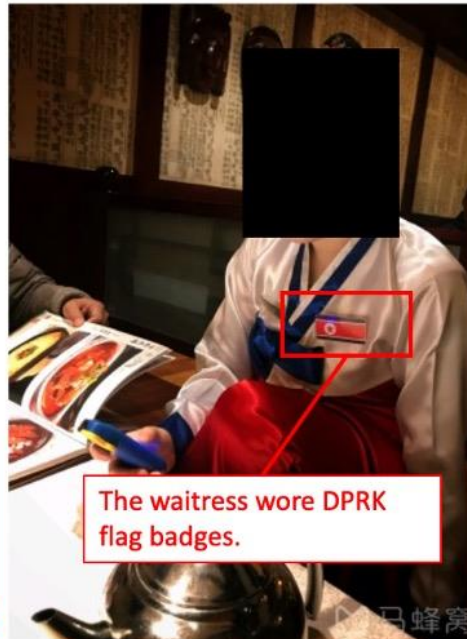


Reviews uploaded on 8 March 2023

"...there will be a singing and dancing performance by Korean girls in the evening"

Reviews uploaded on 8 March 2023


"...The North Korean servers come from rural areas in Korea."



Source: 马蜂窝, uploaded on 17 February 2019, annotated by the Panel.

Source: Baidu, annotated by the Panel.

- According to Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal , DPRK company CO.TRADING INPUNG.D.P.R.K (朝鲜仁风会社) is an investor in the restaurant.



中华人民共和国商务部
业务系统统一平台

外商投资综合管理 公众端

长春市仁风餐饮有限公司

一、外商投资企业基本信息

企业名称	长春市仁风餐饮有限公司
统一社会信用代码/组织机构代码	912201017561597402
成立日期	2004年3月9日
投资行业	正餐服务
经营范围	餐饮服务、会议服务、餐饮管理。
注册资本	100万元人民币
法定代表人	党铁仁

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别(地区)	出资金额
四平市高勾厨餐饮有限公司	中国	75万元人民币
朝鲜仁风会社	朝鲜	25万元人民币

三、外商投资企业年报信息

序号	报送年度	详情
1	2017年度报告	查看
2	2016年度报告	查看
3	2015年度报告	查看
4	2014年度报告	查看
5	2013年度报告	查看
6	2012年度报告	查看

四、变更信息

序号	变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期
暂无变更信息数据				

二、外商投资企业投资者基本信息

投资者名称	国别(地区)	出资金额
四平市高勾厨餐饮有限公司	中国	75万元人民币
<u>朝鲜仁风会社</u>	<u>朝鲜</u>	25万元人民币

Investor name

CO.TRADING INPUNG.D.P.R.K

Country (region)

DPRK

Amount of contribution

250,000 yuan

Source: Comprehensive Foreign Investment Management Public Portal, annotated by the Panel.

■ 61. 仁风阁(卫星广场店) (인풍각 2호점)



Source: Baidu, photo was uploaded in April 2019 (left) and June 2020 (right), annotated by the panel.



Source: Baidu.



Source: Baidu (top), 携程旅行 (bottom), annotated by the Panel.

■ 62. 妙香山 (묘향산식당)



Source: Baidu, photo was uploaded on 30 June 2018.

2018-07-22

真的真的真的太太太好吃了...是我吃过的最好吃的韩餐
不枉我跑了几千公里~喜欢集安 喜欢妙香山 真的妙
啊♥ 红烧明太鱼非常新鲜 很入味 石锅拌饭的酱汁不甜
不辣也不咸 刚刚好 米和鱿鱼味道很像 好好吃哦 大
酱汤可以加汤 一碗吃到饱 冷面劲道 但因为我不太爱吃
冷面只尝了一口 煎豆腐真好吃 我不爱吃豆腐都吃了两
块 牛肉不推荐 骨头超硬 而且咬不动 但是炖的
我还是给了五星~ 服务员和老板都是朝鲜人 超级美
丽的 还有歌舞表演可以看 强烈推荐 想住在集安了 回
北京吃不到这么好吃的朝鲜餐了[大哭][大哭]

美食美图

Reviews uploaded on 22 July 2018

"...The waitstaff and the boss were all Korean and super good-looking. They also had song and dance performances, highly recommended..."

Source: Baidu, annotated by the Panel.



国家企业信用信息公示系统

National Enterprise Credit Information Publicity System

企业信用信息 | 经营异常名录 | 严重违法失信名单

请输入企业名称、统一社会信用代码或注册号



营业执照

统一社会信用代码: 912205825846024267

注册号:

法定代表人: 邹德强

登记机关: 集安市市场监督管理局

成立日期: 2011年10月26日

存续 (在营、开业、在册)

发送报告

信息分享

信息打印

基础信息 | 行政许可信息 | 行政处罚信息 | 列入经营异常名录信息 | 列入严重违法失信名单 (黑名单) 信息 | 公告信息

■ 营业执照信息

统一社会信用代码: 912205825846024267

注册号:

类型: 有限责任公司(自然人投资或控股)

注册资本: 500.000000万

登记机关: 集安市市场监督管理局

住所: 集安市锦江西区妙香山酒店一楼

经营范围: 一般项目: 货物进出口; 木材加工; 木材销售; 服装制造; 美发饰品生产; 电子元器件制造; 电子元器件批发; 建筑装饰材料销售; 五金产品零售; 水泥制品销售; 建筑防水卷材产品销售; 建筑用石加工; 人力资源服务 (不含职业中介活动、劳务派遣服务); 劳务服务 (不含劳务派遣)。 (除依法须经批准的项目外, 凭营业执照依法自主开展经营活动)

企业名称: 集安市妙香山进出口贸易有限公司

法定代表人: 邹德强

成立日期: 2011年10月26日

核准日期: 2023年02月03日

登记状态: 存续 (在营、开业、在册)

提示: 根据《市场主体登记管理条例》及其实施细则, 按照《市场监管总局办公厅关于调整营业执照照面事项的通知》要求, 国家企业信用信息公示系统将营业执照照面公示内容作相应调整, 详见https://gkml.samr.gov.cn/nsjg/djzcj/202209/t20220901_349745.html

请登录后查看更多信息

Chinese corporate registry shows that the company is active, and its service is General Projects: Import and export of goods; Timber processing; Timber sales; Clothing manufacturing; Hair accessories production; Electronic components manufacturing; Wholesale of electronic components; Sales of building decoration materials; Retail of hardware products; Sales of cement products; Sales of building waterproofing membrane products; Processing of construction stones; Human resources services (excluding employment agency activities and labor dispatch services); Labor services (excluding labor dispatch).

Source: National Enterprise Credit Information Publicity System, annotated by the Panel.

■ 65. 豆满江烧烤 (평양두만강불고기)

The image shows a screenshot of a Baidu review for a restaurant named 豆满江烧烤 (평양두만강불고기). The review is dated 2022-02-05 and is marked as a 'first review' (首评). The reviewer's profile is partially visible, showing a blue circular icon and a blacked-out name. The review text is in Chinese and mentions that the service staff are all Korean girls who speak Chinese with a unique accent. The review also mentions that the fruit is free but the supply is not sufficient, and that the BBQ taste is acceptable. The source is cited as Baidu Maps. Two red boxes with arrows point to specific parts of the review: one box highlights the sentence '服务人员都是朝鲜女孩子，汉语很有特色，但是聊天需要注意一些细节。' and the other box highlights the sentence '水果免费，但是供应不够充足。'.

首评
2022-02-05

★★★★★

服务人员都是朝鲜女孩子，汉语很有特色，但是聊天需要注意一些细节。水果免费，但是供应不够充足。烤肉味道还可以。

来自百度地图

Reviews uploaded on 5 February 2022

"The service staff are all Korean girls, speaking Chinese with a unique accent...."

Source: Baidu, annotated by the Panel.

Annex 67: Laotian Corporate Registry Records

Based on Laotian corporate registry documents, Sindat BBQ Korean Restaurant Sole Co., Ltd, Sindat BBQ Korean Restaurant 2, and Paektu Hanna Restaurant Sole Co., Ltd were registered by the same individual, Ms. Bountheung Vongpanya (Ms ບຸນເຖິງ ວົງບັນຍາ). The Panel notes that the registered addresses of the recently-incorporated 1) Sindat BBQ Korean Restaurant Sole Co., Ltd and the closed 2) Korea Pyngyang Restaurant Sole Co., Ltd appear to be the same, indicating that Korea Pyngyang Restaurant Sole Co., Ltd may have simply had its name and ownership information changed and continues to operate to the benefit of DPRK nationals.

1) Sindat BBQ Korean Restaurant Sole Co., Ltd (Vientiane)

Enterprise Registration Details

Enterprise Number	0100025212
Lao Enterprise and Name	ສິນດາບາບຸກຣາ ສິນດາບາບຸກຣາ ຈຳກັດ
English Enterprise Name	Sindat BBQ Korean Restaurant Sole Co., Ltd
Registered By	Ms ບຸນເຖິງ ວົງບັນຍາ Ms. Bountheung Vongpanya
Registration Date	22-09-2022
Status	Active
Province	Vientiane Capital
District	Xaysetha
Village	Nongbon
Tax Information Number	051678849000
Tax Registration Date	03/05/2022
Tax Status	Active
VAT Status	Registered


The map shows the approximate location of Nongbon Village

Notes:
Copies of these records of this enterprise can be bought or viewed at the MoIC central office in Vientiane Capital.
This information is accurate as of 23-09-2023


Search Again

Source: Laos National Enterprise Database, <http://www.ned.moic.gov.la/index.php/en/explore-data-en/search>, annotated by the Panel.

2) Korea Pyngyang Restaurant Sole Co., Ltd (Vientiane)



ຖານຂໍ້ມູນວິສາຫະກິດແຫ່ງຊາດ
National Enterprise Database



ກະຊວງອຸດສາຫະກຳ ແລະ ການຄ້າ
ກົມໜະບຽນ ແລະ ຄຸ້ມຄອງວິສາຫະກິດ
MINISTRY OF INDUSTRY AND COMMERCE
ENTERPRISE REGISTRATION AND MANAGEMENT DEPARTMENT


[Home](#)
[Registration](#)
[Explore Data](#)
[Downloads](#)
[Contact Us](#)

Enterprise Registration Details

Enterprise Number	0100011311
Lao Enterprise and Name	ຮ້ານ ອາຫານ ເກີນເປິງຍາງຢາງ ຈຳກັດຜູ້ດຽວ
English Enterprise Name	KOREA PYNGYANG RESTAURANT SOLE CO.,LTD
Registered By	Mr PAK YUN IL
Registration Date	15-12-2016
Status	Cancelled 16-06-2020
Province	Vientiane Capital
District	Xaysetha
Village	Nongbon

Tax information not available for this enterprise

The location of registered address.



The map shows the approximate location of Nongbon Village

Notes:


Copies of these records of this enterprise can be bought or viewed at the MoIC central office in Vientiane Capital.

This information is accurate as of 23-09-2023


[Search Again](#)

Source: Laos National Enterprise Database, <http://www.ned.moic.gov.la/index.php/en/explore-data-en/search>, annotated by the Panel.

3) Sindat BBQ Korean Restaurant 2 (Vang Vieng)



ຖານຂໍ້ມູນວິສາຫະກິດແຫ່ງຊາດ
National Enterprise Database



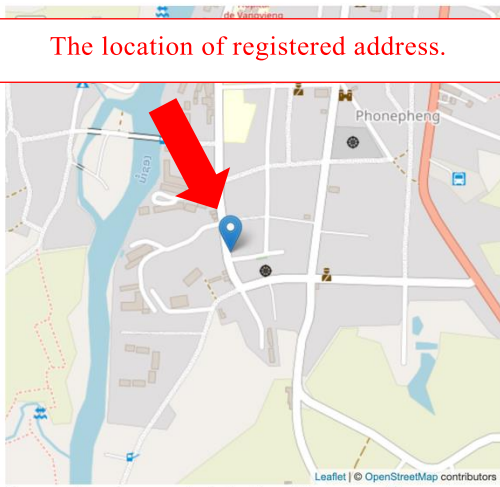
ກະຊວງອຸດສາຫະກິດ ແລະ ການຄ້າ
ກົມທຳນຽມ ແລະ ຄຸ້ມຄອງວິສາຫະກິດ
MINISTRY OF INDUSTRY AND COMMERCE
ENTERPRISE REGISTRATION AND MANAGEMENT DEPARTMENT

[Home](#)
[Registration](#)
[Explore Data](#)
[Downloads](#)
[Contact Us](#)

Enterprise Registration Details

Enterprise Number	100500001530
Lao Enterprise and Name	ຮ້ານອາຫານ ຊີນດາດເກົາຫຼີວິທີຄິວ 2
English Enterprise Name	Sindat BBQ Korean Restaurant 2
Registered By	Ms ບຸນເຖິງ ວົງປັນຍາ Ms. Bountheung Vongpanya
Registration Date	12-10-2022
Status	Active
Province	Vientiane
District	Vangvieng
Village	Muangxong
Tax information not available for this enterprise	

The location of registered address.



The map shows the approximate location of Muangxong Village

Notes:


Copies of these records of this enterprise can be bought at the MoIC in Vangvieng district office of Vientiane province.

This information is accurate as of 19-11-2018


Search Again

Source: Laos National Enterprise Database, <http://www.ned.moic.gov.la/index.php/en/explore-data-en/search>, annotated by the Panel.

4) Paektu Hanna Restaurant Sole Co., Ltd (Vientiane)



ຖານຂໍ້ມູນວິສາຫະກິດແຫ່ງຊາດ
National Enterprise Database

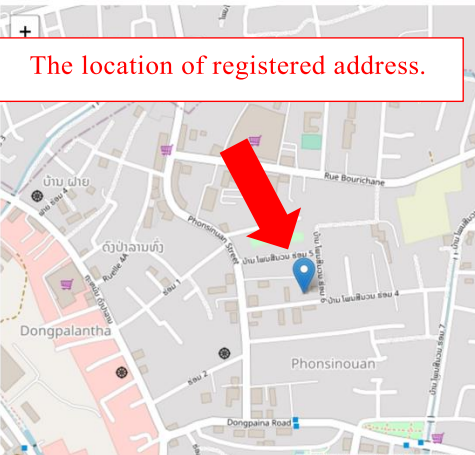


ກະຊວງອຸດສາຫະກຳ ແລະ ການຄ້າ
ກົມໜີ້ສູນ ແລະ ຄຸ້ມຄອງວິສາຫະກິດ
MINISTRY OF INDUSTRY AND COMMERCE
ENTERPRISE REGISTRATION AND MANAGEMENT DEPARTMENT

[Home](#)
[Registration](#)
[Explore Data](#)
[Downloads](#)
[Contact Us](#)

Enterprise Registration Details

Enterprise Number	0100023582
Lao Enterprise and Name	ຮ້ານອາຫານ ແປັກຕູຫຼາກນະ ຈຳກັດຜູ້ດຽວ
English Enterprise Name	PAEKTU HANNA RESTAURANT SOLE CO.,LTD
Registered By	Ms ບຸນເຖິງ ວົງພິນຍາ Ms. Buntheung Vogpanya
Registration Date	13-01-2020
Status	Active
Province	Vientiane Capital
District	Sisattanak
Village	Phonsinouan
Tax Information Number	642804661000
Tax Registration Date	10/02/2021
Tax Status	Active
VAT Status	Not registered



The location of registered address.

The map shows the approximate location of Phonsinouan Village

Notes:

Copies of these records of this enterprise can be bought or viewed at the MoIC central office in Vientiane Capital.

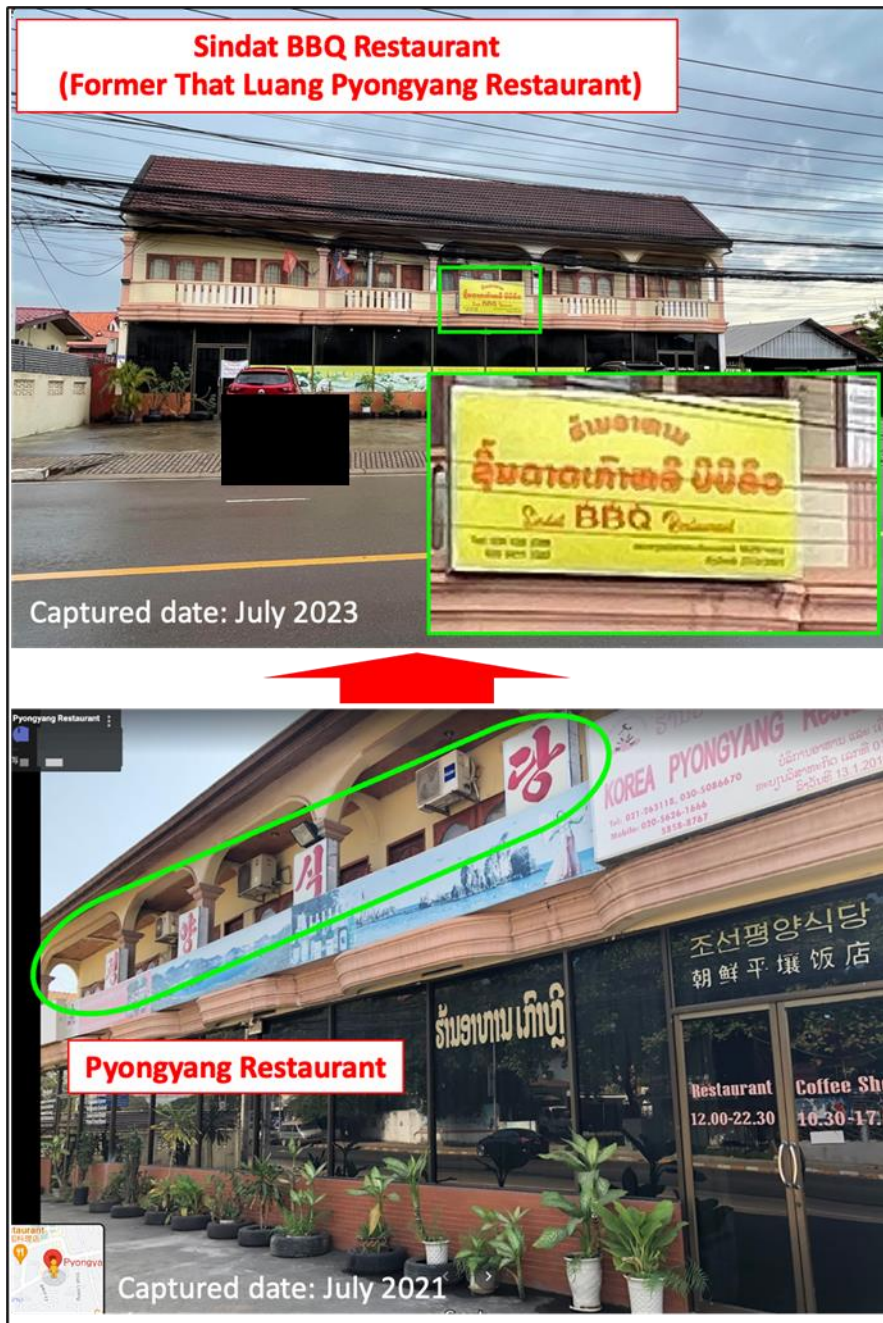
This information is accurate as of 22-09-2023

Search Again

Source: Laos National Enterprise Database, <http://www.ned.moic.gov.la/index.php/en/explore-data-en/search>, annotated by the Panel.

Annex 68: Additional source information on suspected DPRK Restaurants

1) Sindat BBQ Restaurant (formerly the That Luang Pyongyang Restaurant)



Source: The Panel (top), Google (bottom); annotated by the Panel.



Source: The Panel; image captured July 2023.

2) Paektu Hanna Restaurant



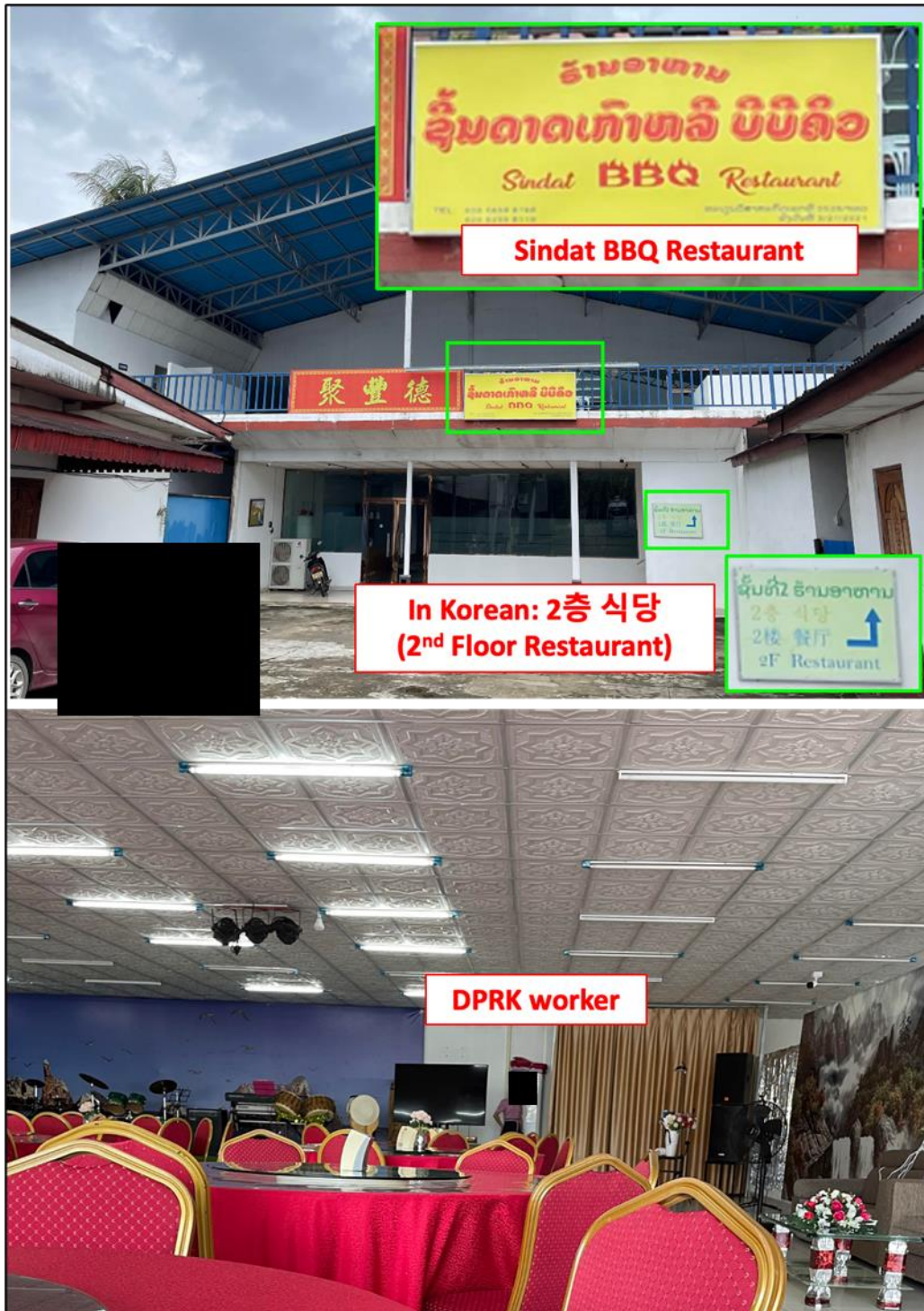
Source: The Panel; images captured July 2023.

3) Tokyo Sushi & Teppanyaki



Source: The Panel; images captured July 2023.

4) Sindat BBQ Restaurant 2 (formerly Vang Vieng Pyongyang Restaurant)



Source: The Panel; images captured August 2023.

Annex 69²⁴¹ : Media report about DPRK workers in China

China's North Korean eateries refuse South Korean diners

Beijing (AFP) – South Koreans hoping to taste authentic North Korean cuisine abroad may be out of luck, with Pyongyang-run restaurants across northern China saying they will refuse to serve their capitalist compatriots.

Issued on: 06/10/2023 - 09:41 Modified: 06/10/2023 - 10:44

Dotted throughout China and Southeast Asia, North Korean-run restaurants dish up culinary staples like cold noodles and kimchi pancakes to customers typically more interested in the novelty factor than the cuisine.

Staffed by waitresses hand-picked from the country's elite for loyalty -- and who often perform musical numbers for customers -- they are a major source of funds for Pyongyang.

And for South Koreans they have long offered a quirky opportunity to break bread with their longtime foe while abroad -- and enjoy some schmaltzy song and dance on the side.

But half a dozen branches in China, from restaurants in the capital Beijing to cities in the borderland, told AFP they would not serve South Koreans.

"This rule came into effect this year," said one Chinese staff member at Ryugyong restaurant in Dandong -- a stone's throw from the diplomatically isolated nation.

"We have to comply," said the staff member, who did not give their name.

"There is a regulation from the North Korean embassy: None of the North Korean restaurants in Dandong are permitted to serve South Koreans."

'Very hostile'

The rules meanwhile appear to be applied inconsistently: eateries surveyed by AFP in Shanghai, Changchun and Hanoi in neighbouring Vietnam said they had no issue with South Koreans dining there.

But others were downright hostile at the mention of South Korean guests.

"We hate them!" said one North Korean worker in Shenyang -- a hub in northeast China where North and South Koreans frequently rub shoulders.

"If you bring a South Korean friend, we will not accept them... and won't serve them."

North Korea's embassy in Beijing did not respond to a request for comment.

One former South Korean government official said he was asked to leave a North Korean restaurant in Dandong after staff heard him speaking their shared language with a friend.

²⁴¹ One member of the Panel is of the view that the information in this Annex should be further corroborated and disagrees with the allegation of these restaurants employing DPRK workers.



"The tone was very hostile," said the man, who asked not to be named.

North Korean restaurants are dotted throughout China and Southeast Asia © Nhac NGUYEN / AFP

"I felt very frustrated, awkward. I felt sorry for them."

Before visiting Dandong, he said he had heard that North Korea's leader Kim Jong Un had instructed restaurants to stop serving South Koreans.

These bans have happened before, he said -- usually when inter-Korean relations fall to a low ebb.

"But knowing it and experiencing it is different," he said.

"Being rejected to your face... that's really bad."

'Enemy state'

After a brief easing of tensions in the late 2010s helped by three summits between North Korean leader Kim Jong Un and South Korea's then-president Moon Jae-in, relations between Seoul and Pyongyang have nosedived.

In a speech last month, South Korean President Yoon Suk Yeol warned Pyongyang that "its regime will be brought to an end" if it ever used nuclear weapons.

Pyongyang meanwhile has repeatedly derided the "puppet" government in Seoul as it this year has conducted a record number of missile tests.

"The North's ban on South Korean visitors is in line with its aggressive posture when dealing with the South," Hong Min, at the Korea Institute for National Unification, told AFP.

"It's demonstrative of its view that South Korea is an enemy state rather than one it can cooperate with."

South Korea's unification ministry -- which manages relations with the North -- declined to comment.

"We can assume it is linked to the Yoon government and general deterioration of relations during his administration," said Chris Green, a Korea expert at the Netherlands' Leiden University.

Those tensions now mean that South Koreans looking to experience the cuisine of a neighbour cut off for over 70 years may have to look elsewhere.

"We can't do that," a woman who answered the phone at Beijing's Okryu restaurant said when asked if South Koreans could dine there.

The waitresses "will know they are South Korean as soon as they look at them".

Source: <https://www.france24.com/en/live-news/20231006-china-s-north-korean-eateries-refuse-south-korean-diners>.

Annex 70: Restaurants in Russia which are suspected of employing DPRK nationals

According to Member State information and the Panel's investigations, DPRK nationals have been working in at least four restaurants in Russia: one in Moscow; two in Vladivostok; and one in Yuzhno-Sakhalinsk. The Russian Federation replied that "no violations of the sanctions regime in accordance with the relevant resolutions of the UN Security Council has been identified" (annex 71).

1) Moscow

Social media images suggest that restaurant "Koryo (Корё)" appeared to be open and active as of April 2023. Russian corporate registry showed that the restaurant was managed by ООО "КОРЁ" and that at least three probable DPRK nationals have been involved as director and shareholders since its incorporation in 2009. The registry data indicate that the company was closed in September 2021. Social media indicate that there were most likely DPRK waitresses serving in the restaurant in 2023. According to the Member State's information, 13 DPRK nationals have worked for the restaurant.

The Panel notes a change in the restaurant's entrance sign between 2018 and 2022. Photos taken in May 2018 showed the name of the restaurant in both Russian and Korean, "Пхеньянский Ресторан Корё (Pyongyang Restaurant Koryo)" and "평양고려 (Pyongyang Koryo)" respectively. These signs were removed at some point after May 2018 and only the Russian name "Ресторан Корё (Restaurant Koryo)" has been displayed since then.

Figure 1: Russian Registry Information for ООО "КОРЁ"

- Company: ООО "КОРЁ", ОГРН 1097746617638
 - Probable DPRK national КИМ ЕН ЧЕР (Kim Yong Chol), ГРН 2127746369980
 - Probable DPRK national КИМ Е СОН (Kim Ye Sung), ИНН 772590828585
 - Probable DPRK national РЁН ЧЖОН ГИР (Ryeong Jeong Gil)
 - Russian national РАДЖАБОВ ШУХРАТ ГУЛЯМОВИЧ (Radzhabov Shuhrat Guljamovich), ИНН 771996516419

Figure 2: Comparison of entrance of Restaurant Koryo in 2018 (left) and 2022 (right)



Figure 3: Comparison of inside of Restaurant Koryo in 2018 (left) and 2023 (right)

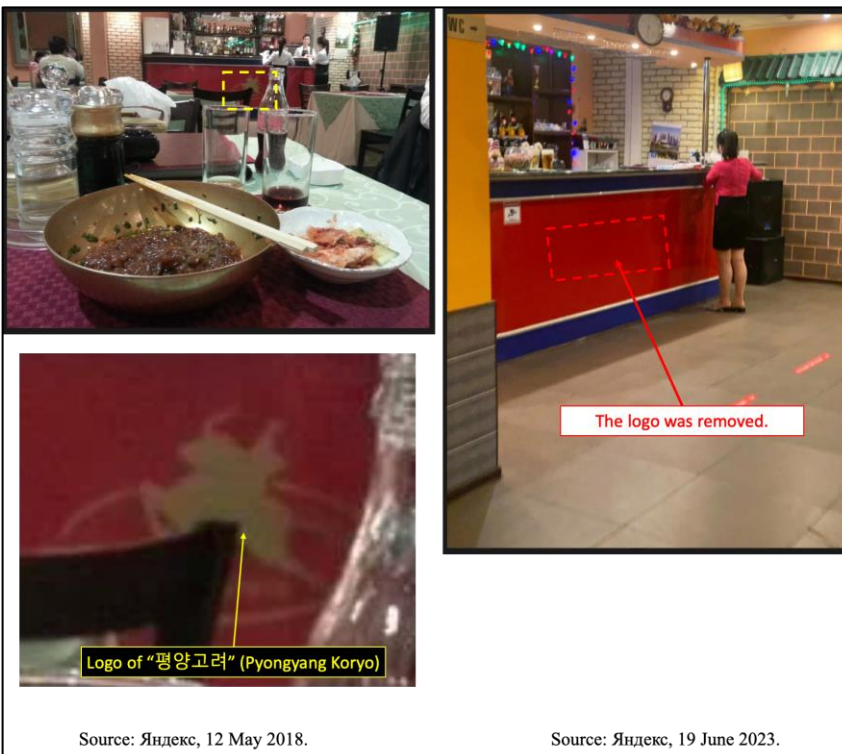


Figure 4: Image of inside the restaurant (taken from social media)



Source: YouTube, uploaded in April 2023 (annotated by the Panel).

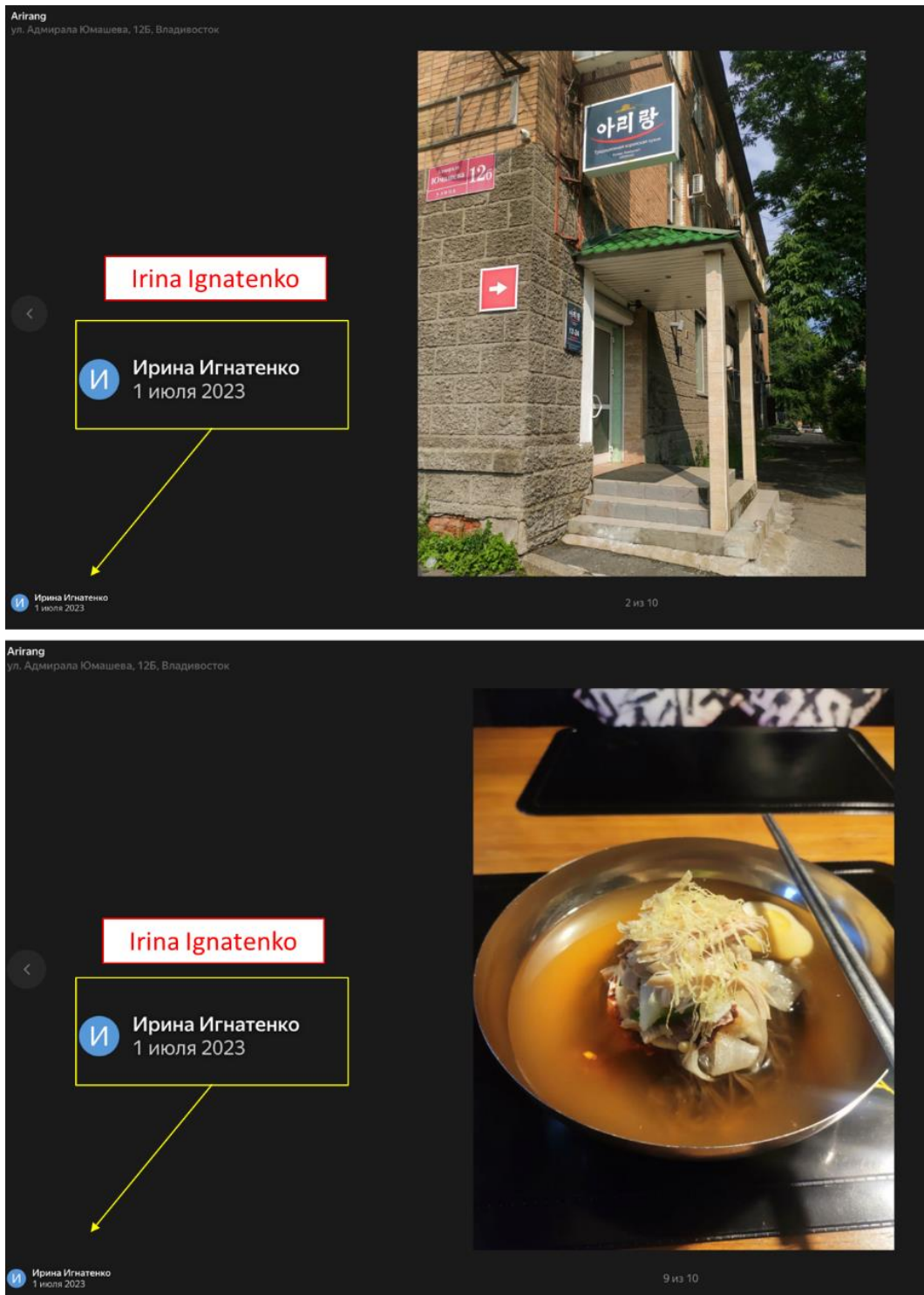
2) Vladivostok

1. **“Arirang (아리랑)”**: Social media images suggest that Korean restaurant “Arirang (아리랑)” was open and active as of July 2023. Russian corporate registry data shows that the restaurant was managed by ООО “АРИРАНГ”, with a Russian director, a DPRK shareholder, and an incorporation date of 31 October 2022.

Figure 1: Russian Registry Information about ООО “АРИРАНГ” and DPRK national and Russian national

- Company: ООО “АРИРАНГ”, ГРН 1222500027100
 - ШИН ХЕ ОК (Shin Hye Ok)
 - ИГНАТЕНКО ИРИНА НИКОЛАЕВНА (Ignatenko Irina Nikolaevna), Russian, ИНН 253802000907

Figure 2: Photos of restaurant “Arirang (АРИРАНГ)” (see also annex 79)



Source: Yandex, uploaded on 1 July 2023 (annotated by the Panel).

Figure 3: Russian corporate registry of ООО “АРИРАНГ” (excerpt)

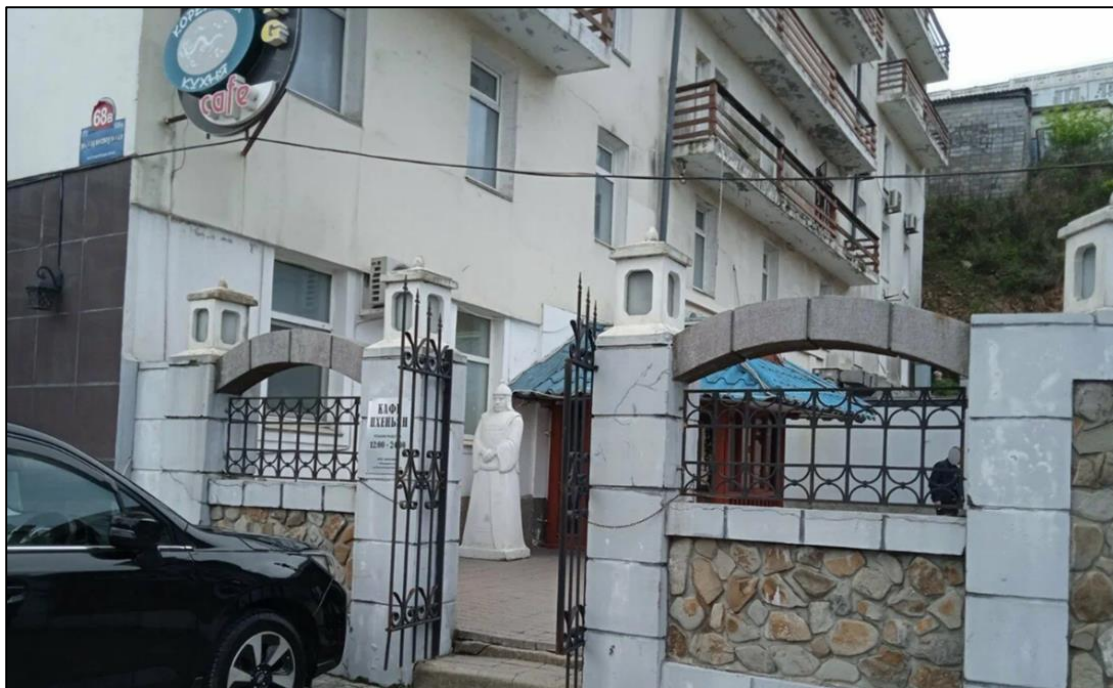
№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя	
1	2	3	
Наименование			
1	Полное наименование на русском языке Full Name	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "АРИРАНГ"	Limited Liability Company "Arirang"
2	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1222500027100 31.10.2022	State Registration Number and date of the registration number for Unified State Register of Legal Entities 31 October 2022
3	Сокращенное наименование на русском языке	ООО "АРИРАНГ"	
4	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1222500027100 31.10.2022	
Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица			
Information of official representative			
18	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2222501012920 01.12.2022	
19	Фамилия Имя Отчество	ИГНАТЕНКО ИРИНА НИКОЛАЕВНА	IGNATENKO IRINA NIKOLAEVNA
20	ИНН	253802000907	
21	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2222501012920 01.12.2022	
22	Должность	ДИРЕКТОР	Director
23	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2222501012920 01.12.2022	
24	Пол	женский	
25	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2222501012920 01.12.2022	
26	Гражданство	гражданин Российской Федерации	
Сведения об участниках / учредителях юридического лица			
Information of shareholders			
30	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1222500027100 31.10.2022	
31	Фамилия Имя	ШИН ХЕ ОК	SHIN HYE OK
32	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1222500027100 31.10.2022	
33	Пол	женский	
34	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1222500027100 31.10.2022	
35	Гражданство Nationality	иностраннй гражданин Корейская Народно-Демократическая Республика	Foreign national Democratic People's Republic of Korea

Source: Russian corporate registry Unified State Register of Legal Entities (Единого государственного реестра юридических лиц).

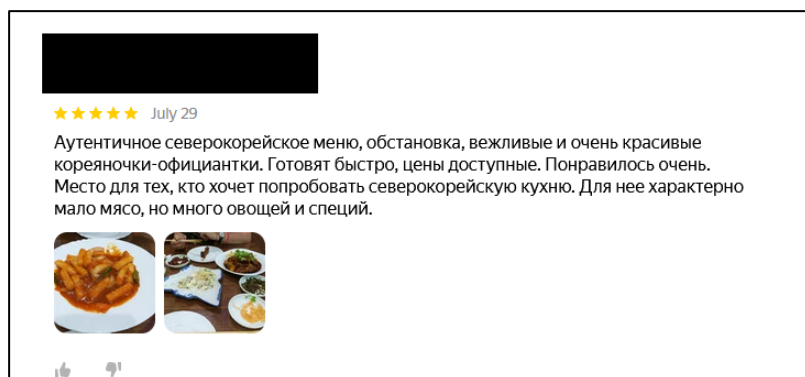
“Cafe Pyongyang (Кафе Пхеньян)”: Social media images suggest that Korean restaurant “Cafe Pyongyang (Кафе Пхеньян)” appeared to be open and active as of July 2023. Russian corporate registry information showed that the restaurant is managed by ООО “МАКСИМ”, directed by a Russian national and a probable DPRK national. Another DPRK national is a former shareholder; this individual is currently the director of another Vladivostok-based company involved in computer software development. Photos and reviews of the restaurant were uploaded to Russian search websites as of July and August 2023, respectively, further confirming that the restaurant is active. According to a Member State, 12 DPRK national have worked for Café Pyongyang.

- **Figure 1: Russian Registry Information about ООО “МАКСИМ” Company: ООО “МАКСИМ”, ГРН 1032502269601**
 - **КИМ СОНГ КУМ (Kim Song Kum)**
 - **ЗУ ЕН ЧЕЛ (Chu Yong Chol), ИНН 254001922108**
 - Russian national КОСУШКИНА МАРИНА СТЕПАНОВНА (Kosushkina Marina Stepanovna), ИНН 253811784655

Figure 2: Photos of Korean restaurant “Cafe Pyongyang (Кафе Пхеньян)” (top) and recent reviews on Russian social media (bottom)



Source: Яндекс, 18 May 2023.



Source: Яндекс.

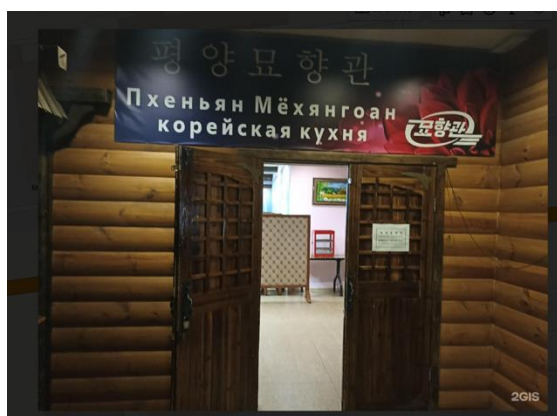
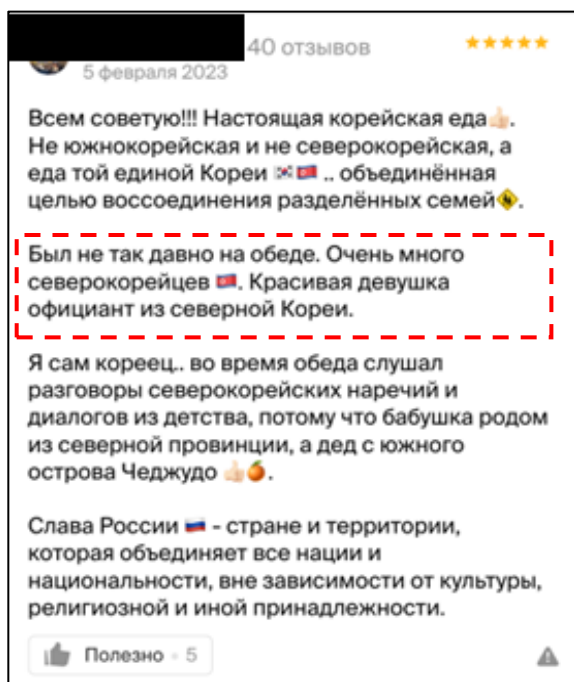
(Translation)

...An authentic North Korean menu, ambiance, polite and very beautiful Korean waitress...

3) Yuzhno-Sakhalinsk

Social media images suggest that Korean restaurant “Pyongyang Myohyangoan (평양묘향, Пхеньян Мёхянгоан)” was open and active as of August 2023. Reviews of the restaurant were uploaded on a Russian search website in February 2023, stating that DPRK nationals were serving as waitresses in the restaurant.

Figure 1: Photos of Korean restaurant “Pyongyang Myohyangoan” (top) and recent reviews on Russian social media (bottom).



(Translation)

I was recently at lunch. Many North Koreans were there. A beautiful waitress from North Korea.

Source: 2GIS.

Annex 71: Reply from the Russian Federation

The restaurant "Koryo" was liquidated in September 2021. There is no information about its affiliation with any North Korean companies or nationals.

"Maxim" LLC was established in 2003. From 2003 to 2018 the general director of this legal entity was a DPRK citizen Chu Yong Chol (Чу Ён Чхоль). Since 2018 up to now, this position has been held by a Russian citizen. There is no information about the cases of employment of North Koreans in this organization.

"SKR-Trading" LLC was founded in 2003 by Chu Yong Chol, who served as its general director. Currently, this legal entity is in the process of liquidation and does not conduct any financial and economic activities.

The head of "Arirang" LLC, established in October 2022, is a Russian citizen.

The North Korean cuisine cafe "Pyongyang Mehyanggoan", was established in February 2019 by a Russian individual entrepreneur. This entity, under the agreement with one of the Russian institutes, conducts pastry cooking classes in accordance with the educational program for North Korean students.

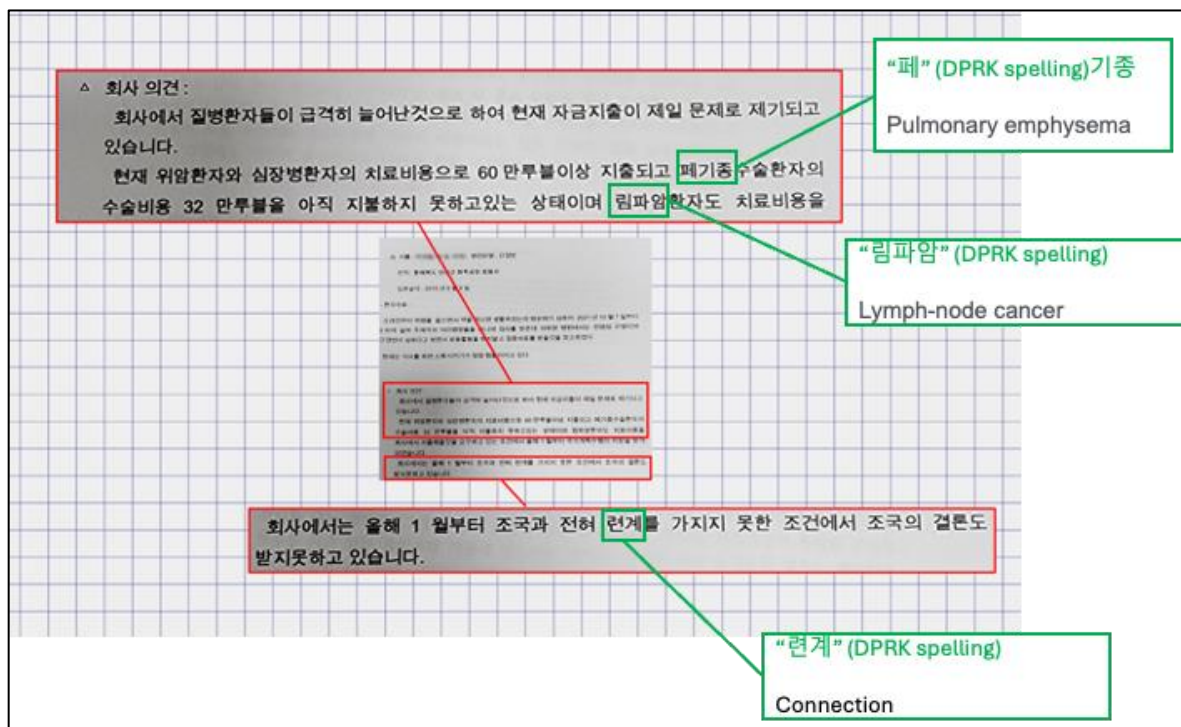
Since December 2019 up to the present time all of the above-mentioned entities have not entered into labor agreements with DPRK citizens, have not applied for work permits for North Korean citizens and have not applied for forms of joint venture. There is no information on profit-making by North Koreans from the activities of these entities. Overall no violations of the sanctions regime in accordance with the relevant resolutions of the UN Security Council has been identified.

Source: Member State.

Annex 72: Media report about Khabarovsk-based DPRK construction company “The First Construction Company (제 1 건설회사)”

According to a media report²⁴² and information obtained by the Panel, at least 58 DPRK nationals were working at a Khabarovsk-based DPRK construction company “The First Construction Company (제 1 건설회사)” as of 2022. The expert consulted by the media organization confirmed that specific words in the company’s internal documentation were written in DPRK vernacular. The document explains that the number of patients has surged and treatment fees also increased accordingly which became a major problem. The company implied that their financial situation could affect implementation of [DPRK] national plan. It tried to reach out to Pyongyang on this matter, however has not received any answer. As can be seen in the response from Russian Federation (see below), Air Koryo operated seven flights from Vladivostok to Pyongyang, transporting 630 DPRK citizens with various diseases in 2023, and when crossing the state border, they carried hand luggage with personal belongings (see annex 74).

Examples of DPRK vernacular



Source: RFA, annotated by the Panel.

²⁴² See https://www.rfa.org/korean/in_focus/food_international_org/workershealth-09202023163056.html.

Annex 73: Reply from Russian Federation

In this regard, we would like to inform the Panel that the company entitled “The First Construction Company” is not registered in the Unified State Register of Legal Entities of the Russian Federation. There is no data on the issuance by this organization of contracts with Russian contractors for the provision of migrant workers from the DPRK, nor on the opening of accounts in Russian banks. No work permits were issued to DPRK citizens for labor activities for a company entitled "The First Construction Company". No notification on the conclusion of relevant labor or civil law contracts related to provision of services have been received. In 2021-2023, no applications were submitted by employers or contractors on the need to hire foreign workers from the DPRK to fill vacant or newly created jobs. No quota for the North Korean labor force was allocated to Khabarovsk Krai enterprises. There are North Korean citizens with expired study visas in Khabarovsk Krai who have been unable to return to their home country since the termination of transportation channels with the DPRK. Those DPRK nationals are not engaged in labor in the region. In 2023, North Korea's Air Koryo operated seven flights from Vladivostok to Pyongyang to transport 630 DPRK citizens with various diseases. When crossing the state border, they carried hand luggage with personal belongings.

Source: Member State.

Annex 74: Reply from the Russian Federation on repatriation of DPRK overseas workers in 2023

The Panel has enquired to the Russian Federation about the repatriation of DPRK nationals, given the partial re-opening of the DPRK border in 2023. The Russia Federation replied that “In 2023, North Korea's Air Koryo operated seven flights from Vladivostok to Pyongyang to transport 630 DPRK citizens with various diseases. When crossing the state border, they carried hand luggage with personal belongings”.

440/621 **Annex 75: Russian court cases involving DPRK nationals earning income²⁴³**

S/2024/215

Note: Case defendants were charged under a number of Russian legal codes, including:

- *Code of the Russian Federation on Administrative Offenses, articles*
 - *15.25 ("Breach of the Currency Legislation of the Russian Federation and Acts of Currency Regulation Bodies"),*
 - *18.8 ("Violation by an Alien or a Stateless Person of the Rules for Entry into the Russian Federation or of the Regime for Staying (Living) in the Russian Federation"),*
 - *18.10 ("Unlawful Exercise by a Foreign Citizen or Stateless Person of Labour Activities in the Russian Federation "),*
 - *18.11 ("Violating Immigration Rules"),*
 - *18.15 ("Unlawful Engagement of a Foreign Citizen or Stateless Person in Labour Activities in the Russian Federation"),*
 - *20.25 ("Nonpayment of the Administrative Fine or Willful Departure from the Place of Serving the Administrative Arrest")*
- *Civil Code of the Russian Federation, article*
 - *1102 ("The Obligation to Return Unjust Enrichment")*
- *Criminal Code of the Russian Federation, articles*
 - *216 ("Violation of Safety Rules in Mining, Building, and Other Activities")*
 - *109 ("Infliction of Death by Negligence")*
- *Federal Law on the Legal Status of Foreign Citizens, article*
 - *13 ("Terms for Foreign Citizens' Participation in Labour Relations")*

See [Annex 75.1](#) for excerpts of the associated court case documentation.

²⁴³ One member of the Panel is of the view that this case should be further corroborated.

Chapter 1 Name	Company information	Identified court cases, 2021-2023	Court Case Outcome(s)
Anfilada OOO (OOO “Анфилада”)	Address: 690011, Primorski kr., g. Vladivostok, ul. Borisenko, d. 70 kv. 26, Russian Federation OGRN: 1092537001138	<ul style="list-style-type: none"> • 5-10/2023 (5-1005/2022), employment of DPRK national Shin Chul Sun • 5-9/2023 (5-1004/2022), employment of DPRK national Kim Suk Il 	In both cases: administrative proceedings terminated due to lack of an administrative offense
Baryshnikova, Evgeniya Andreevna (individual entrepreneur)	Address: Irkutskaya oblast, Irkutsk, Oktyabrski, Russian Federation OGRNIP: 309385011800150	<ul style="list-style-type: none"> • 5-43/2023, employment of DPRK national Han Yong Ho (DOB 1964) • 5-44/2023, employment of DPRK national Hwang Hu Nam (DOB 1965) • 5-45/2023, employment of a DPRK national • 5-46/2023, employment of a DPRK national • 5-47/2023, employment of DPRK national Kim Ok Chol (DOB 1979) • 5-48/2023, employment of a DPRK national with passport number 390430598 	In all cases: E.A. Baryshnikova found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles.
Ciana, OOO (OOO “Циана”)	Address: 121609, g. Moskva, ul. Osennyaya, d. 17 k. 1 pom. 1 kom. 146, Russian Federation OGRN: 1157746826907	<ul style="list-style-type: none"> • 5-1590/2021, employment of DPRK national Kim I.Ch. • 5-1596/2021, employment of DPRK national Song I.Z. 	In both cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine, in one case in the amount of 200,000 roubles and in the other case, an undisclosed amount of roubles.

SZ 'DKK-DV', OOO (OOO C3 "ДКК-ДВ")	Address: 692760, Primorski krai, g.o. Artemovski, g Artem, ul Frunze, d. 43, ofis 1, Russian Federation OGRN: 1192536031863	<ul style="list-style-type: none"> • 5-10/2023 (5-1005/2022), employment of DPRK national Shin Chul-sun • 5-9/2023 (5-1004/2022), employment of DPRK national Kim Suk-il • 5-1550/2021, employment of DPRK national Ri Yong-chol • 5-1523/2021, employment of DPRK national Kim Yoon-chul • 5-1515/2021, employment of DPRK national Ri Yoon-chol • 5-1529/2021, employment of DPRK national Ri Sung-nam • 5-1531/2021, employment of DPRK national Ma Seong • 5-1520/2021, employment of DPRK national Pak Myong-il • 5-1527/2021, employment of DPRK national Pak Song-kook • 5-1525/2021, employment of DPRK national Ri Syung-haek • 5-1518/2021, employment of DPRK national Hwang Yoon-shik • 5-1522/2021, employment of DPRK national Choe Yong Ho • 5-1517/2021, employment of DPRK national Chae Kwang-hak • 5-1534/2021, employment of DPRK national Yun Kwang-sen • 5-1533/2021, employment of unnamed DPRK national "Un" • 5-1524/2021, employment of unnamed DPRK national "Jin" • 5-1530/2021, employment of unnamed DPRK national "Chol" • 5-1528/2021, employment of unnamed DPRK national "Chen" • 5-1521/2021, employment of unnamed DPRK national "Ho" • 5-1519/2021, employment of unnamed DPRK national "Chen" • 5-1526/2021, employment of unnamed DPRK national "Ren" • 5-1551/2021, for employing DPRK nationals, Martyanov Alexander Valerievich (INN 251107281473) 	<p>In 19 cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles.</p> <p>In one case (5-1551/2021): company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 25,000 roubles.</p> <p>In two cases (5-9/2023 and 5-10/2023): administrative proceedings terminated due to lack of an administrative offense</p>
--	---	--	---

<p>JSC Dzerzhinsk Garment Factory "RUS" (aka AO DSHF "RUS", АО ДШФ "РУСБ")</p>	<p>Address 1: 129626, g. Moskva, prospekt Mira, d. 102 str. 27 kom. 4A, Russian Federation Address 2: 606002, Nizhegorodskaya obl., g. Dzerzhinsk, ul. Krasnoarmeiskaya, d. 21, Russian Federation OGRN: 1025201741586</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 7-755/2021, employment of DPRK national Kim Hye Jong • 7-734/2021, employment of DPRK national Kim Un Jong • 7-730/2021, employment of DPRK national Kim Ji Hye • 7-729/2021, employment of DPRK national Yang Un Hyang • 7-728/2021, employment of DPRK national Choe Un Gum • 7-727/2021, employment of DPRK national Ji Hyang Gum • 7-725/2021, employment of DPRK national Hong Sung Jin • 7-724/2021, employment of DPRK national Kwon Un Ha • 7-700/2021, employment of DPRK national An Mi Yong • 7-699/2021, employment of DPRK national Kim Kyong Ok • 7-698/2021, employment of DPRK national Ri Jon Sim • 7-697/2021, employment of DPRK national Kim Kyong Ok • 7-696/2021, employment of DPRK national Kim Hye Jong • 7-695/2021, employment of DPRK national Ri Gum Sun • 7-694/2021, employment of DPRK national Ma Jin Hyang • 7-692/2021, employment of DPRK national Kim Jun Sim • 7-691/2021, employment of DPRK national Kim Sung Hee • 7-689/2021, employment of DPRK national Ri Jin Hyang • 7-688/2021, employment of DPRK national Kim Un Sim • 7-687/2021, employment of DPRK national Ri Bom Hyang • 7-686/2021, employment of DPRK national Kim Un Sim • 7-685/2021, employment of DPRK national Ri Bom Hyang • 7-684/2021, employment of DPRK national Kim Won Hwa • 7-680/2021, employment of DPRK national Han Jin E • 7-679/2021, employment of DPRK national Kim Won Hwa • 7-678/2021, employment of DPRK national Han Jin E • 7-677/2021, employment of DPRK national Ri Chol Ok • 7-675/2021, employment of DPRK national Choe Un Gum • 7-674/2021, employment of DPRK national Yu Su Kyong • 7-671/2021, employment of DPRK national Pak Jin Sim • 7-669/2021, employment of DPRK national Ri Jin Hyang • 7-668/2021, employment of DPRK national Ma Jin Hyang • 7-667/2021, employment of DPRK national Jo Hyang Hee • 7-666/2021, employment of DPRK national Kwon Un Ha • 7-665/2021, employment of DPRK national Ri Jong Ok • 12-468/2021, employment of DPRK national Paek Un Jin • 12-466/2021, employment of DPRK national Kim Ryong Hee • 12-464/2021, employment of DPRK national Jung Un Sook • 12-448/2021, employment of DPRK national Pak Un Hee • 12-442/2021, employment of DPRK national Jo Yun Gyong • 12-438/2021, employment of DPRK national Ri Chol Ok • 12-436/2021, employment of DPRK national An Mi Yong 	<p>In all cases: the decision of a lower court is cancelled due to procedural violations and the case is returned for new consideration</p>
--	--	---	---

		<ul style="list-style-type: none"> • 12-432/2021, employment of DPRK national Choe U.G. • 12-454/2021, employment of DPRK national Kim Ji Hye • 12-452/2021, employment of DPRK national Ryang Un Gang • 12-446/2021, employment of DPRK national Gwon Un Ha • 12-434/2021, employment of DPRK national Kim Un Jon • 12-430/2021, employment of DPRK national Choe Un Gum • 7-845/2021, employment of DPRK national Jong Sol • 7-819/2021, employment of DPRK national Pak Un Hee • 7-818/2021, employment of DPRK national Yu Su Gyon • 7-815/2021, employment of DPRK national Jo Yun Gyong • 7-814/2021, employment of DPRK national Jo Hyang Hui • 7-812/2021, employment of DPRK national Ji Hyang Gum • 7-808/2021, employment of DPRK national Hong Sung Jin • 7-804/2021, employment of DPRK national Ri Jong Ok • 7-800/2021, employment of DPRK national Pak Un Hui • 7-799/2021, employment of DPRK national Ri Jin Sim • 7-797/2021, employment of DPRK national Ri Chol Ok • 7-805/2021, employment of DPRK national Jung Un Suk • 7-816/2021, employment of DPRK national Kim Ji Hye • 7-806/2021, employment of DPRK national Paek Un Jin • 7-802/2021, employment of DPRK national Paek Un Jin 	
Emarko ООО (ООО "ЭМАРКО")	Address: 664003, Irkutskaya obl, g.o. gorod Irkutsk, g Irkutsk, ul Krasnoarmeiskaya, d. 7, of. 1 Russian Federation OGRN: 1183850021255	<ul style="list-style-type: none"> • 5-5/2021, employment of DPRK national Kim Yong Gun • 5-4/2021, employment of DPRK national Pak Yong Il • 5-3/2021, employment of DPRK national Ri Bok Rok • 5-2/2021, employment of DPRK national An Nam Il 	In all cases: administrative proceedings terminated due to lack of an administrative offense
Garant-Stroy-Service ООО (ООО "Гарант-Строй-Сервис")	Address: 690022, Primorski krai, g.o. Vladivostokski, g Vladivostok, pr-kt 100-letiya Vladivostoka, d. 178, kv. 281, Russian Federation OGRN: 1117746527711	<ul style="list-style-type: none"> • 5-827/2022, employment of DPRK national Choe E.S. • 5-828/2022, employment of DPRK national An S.I. • 5-830/2022, employment of DPRK national Pak Y.H. • 12-390/2022, employment of DPRK national Ri Chol Ho 	<p>In three cases: administrative proceedings terminated due to lack of an administrative offense</p> <p>In one case (12-390/2022): decision canceled due to procedural violation</p>

General Contractor ООО (ООО "Генеральный подрядчик")	Address: 690091, Primorski kr., g. Vladivostok, ul. Aleutskaya, d. 26 kv. 14, Russian Federation OGRN: 1042503712184	<ul style="list-style-type: none"> • 5- 156/2022, employment of DPRK national Ra K.Z. • 5- 159/2022, employment of DPRK national Yu. Ch.N. • 5- 161/2022, employment of DPRK national P. M.H. • 5- 162/2022, employment of DPRK national Paek S.G. • 5- 163/2022, employment of DPRK national Ri N.H. • 5- 165/2022, employment of DPRK national Yang T.H. 	In all cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles
Ir-Stroy ООО (ООО "ИР-СТРОЙ")	Address: 690105, Primorski krai, g.o. Vladivostok, ul Borodinskaya, d. 4A, pomeshch. 15, Russian Federation OGRN: 1192536021688	<ul style="list-style-type: none"> • 5-538/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-539/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-540/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-541/2021, employment of partially-named DPRK national Chun • 5-542/2021, employment of DPRK national Pak Wang Chol 	In all cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles
Kapital-Stroy ООО (ООО "КАПИТАЛ-СТРОЙ")	Address: 690002, Primorski kr., g. Vladivostok, prospekt Krasnogo Znameni, d. 59 ofis 607 Russian Federation OGRN: 1132543008311	<ul style="list-style-type: none"> • 5-664/2022, employment of DPRK national Kim K.G. • 5-667/2022, employment of DPRK national Rim H.S. • 5-668/2022, employment of DPRK national Pak Sim Hong • 5-670/2022, employment of DPRK national Chol S.M. • 5-680/2022, employment of DPRK national Kim Yong Dok • 5-682/2022, employment of DPRK national Ro Il Ho • 5-683/2022, employment of DPRK national K.H. • 5-684/2022, employment of DPRK national Ri Kwon Jo • 33-3940/2022, employment of unnamed DPRK national(s) 	<p>In eight cases: administrative proceedings terminated due to expiration of statute of limitations</p> <p>In one case (33-3940/2022): previous decision denying claim to recover funds is upheld</p>
Ligastroy ООО (ООО "ЛИГАСТРОЙ")	Address: 680045, Khabarovski krai, g.o. gorod Khabarovsk, g Khabarovsk, ul Putevaya, d. 1A, kom.7 Russian Federation OGRN: 1202700021149	<ul style="list-style-type: none"> • 5-343/2022, employment of DPRK national Ri Myung Sam • 5-344/2022, employment of DPRK national An Yong Guk • 5-345/2022, employment of DPRK national Chen Chun Bom • 5-348/2022, employment of DPRK national Rim Yong Chun 	In all cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine with a warning
Madrid ООО (ООО "МАДРИД")	Address: 672014, Zabaikalski kr., g. Chita, ul. Inzhenernaya, d. 5, Russian Federation OGRN: 1147536004549	<ul style="list-style-type: none"> • 5-2061/2021, employment of DPRK national Im S.N. • 5-2062/2021, employment of DPRK national Kim Y.M. 	In both cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles
Primstroy DV ООО (ООО "ПРИМСТРОЙ ДВ")	Address: 692777, Primorski kr., g. Artem, s. Knevichi, per. Treti, d. 3, Russian Federation OGRN: 1192536010160	<ul style="list-style-type: none"> • 5-150/2022 (5-2216/2021), employment of DPRK national Pak N.H. • 5-151/2022 (5-2217/2021), employment of DPRK national Ju Gwon Men 	In both cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles

SANKIR OOO (OOO "САНКИР")	Address: 680013, Khabarovski kr., g. Khabarovsk, per. Shaturski, d. 1A kv. 93, Russian Federation OGRN: 1102724007715	<ul style="list-style-type: none"> • 5-287/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-288/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-289/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-290/2021, employment of unnamed DPRK national • 5-291/2021, employment of unnamed DPRK national 	In all cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of a warning
SK Kristall OOO (OOO СК "Кристалл") (see endnote ** for company reply to the Panel)	Address: 690087, Primorski krai, g.o. Vladivostokski, g Vladivostok, ul Sabaneeva, d. 14V, pomeshch. 14, Russian Federation OGRN: 1192536029950	<ul style="list-style-type: none"> • 5-827/2022, employment of DPRK national Choe E.S. • 5-828/2022, employment of DPRK national An S.I. • 5-830/2022, employment of DPRK national Pak Y.H. • 12-390/2022, employment of DPRK national Ri Chol Ho 	<p>In three cases: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles</p> <p>In one case (12-390/2022): decision canceled due to procedural violation</p>
SMU-22 OOO (OOO "СМУ-22")	Address: 664022, Irkutskaya obl, g.o. gorod Irkutsk, g Irkutsk, ul Krasnykh Madyar, d. 41, ofis 305 Russian Federation OGRN: 1183850007461	<ul style="list-style-type: none"> • 5-43/2023, employment of DPRK national Han Yong Ho (DOB 1964) • 5-44/2023, employment of DPRK national Hwang Hu Nam (DOB 1965) • 5-45/2023, employment of a DPRK national • 5-47/2023, employment of DPRK national Kim Ok Chol (DOB 1979) • 5-48/2023, employment of a DPRK national with passport number 390430598 <p><i>note: according to the court records, SMU-22 employed 8 additional DPRK nationals, although court cases regarding those individuals could not be identified</i></p>	In all cases: see above, under E.A. Baryshnikova
SPV-Stroy OOO (OOO "СПВ-СТРОЙ")	Address: 690090, Primorski kr., g. Vladivostok, ul. Svetlanskaya, d. 51A kab. 4, Russian Federation OGRN: 1202500009315	<ul style="list-style-type: none"> • 5-74/2021, employment of DPRK national P. • 5-75/2021, employment of DPRK national R.K.S. 	In both cases: M.V. Borisov found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 2,000 roubles

Stroika TS OOO (ООО "СТРОЙКА ТС")	Address: 680007, Khabarovski kr., g. Khabarovsk, ul. Volochevskaya, d. 11 pom. 1 ofis 5, Russian Federation OGRN: 1172724025209	<ul style="list-style-type: none"> • 5-108/2021, employment of unnamed DPRK national L. • 5-109/2021, employment of DPRK national Ri Song Chol 	<p>In one case (5-108/2021): company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine with a warning</p> <p>In one case: company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 150,000 roubles</p>
Stroytech OOO (ООО "Стройтех")	Address: Primorsky Territory, Ussuriysk urban district, Ussuriysk, Russian Federation (<i>partially anonymized in the court record</i>)	<ul style="list-style-type: none"> • 5-287/2021, employment of DPRK national Pak Su Nam 	D.V. Krivonosov found guilty of committing a crime under the Criminal Code, punished with one year six month probationary period
Technical Solutions OOO (ООО "Технические решения")	Address: 690033, Primorski krai, g.o. Vladivostokski, g Vladivostok, ul Karbysheva, d. 4, ofis 237, Russian Federation OGRN: 1142508000018	<ul style="list-style-type: none"> • 5-822/2022, employment of DPRK national Ri D.H. 	Company found guilty of committing an administrative offense with punishment of an administrative fine in the amount of 125,000 roubles
<i>Unidentified Companies</i>		<ul style="list-style-type: none"> • DPRK national Ri Myong Ryol, case number 5-343/2023 • DPRK national Bae Chol Su, case numbers 5-341/2023 and 5-340/2023 • DPRK national Paek Gwan Ryong, case number 5-22/2023 • DPRK national Yun Chol Min, case number 5-21/2023 • DPRK national Pak Chol Ho, case number 5-20/2023 • DPRK national Kim Yong Dok, case number 5-33/2023 • DPRK national Kim Yong Sim, case number 5-750/2023 • DPRK national Kim Kang Ho, case number 5-244/2023 • DPRK national Kim Sung Do, case number 5-243/2023 • DPRK national Kim Un Chol, case number 5-242/2023 • DPRK national Hong Chol Un, case number 5-35/2023 • DPRK national Ho Sung Chol, case number 5-43/2023 • DPRK national Rim Gwang Su, case numbers 12-6/2023 and 5-890/2022 • DPRK national Jang Song Jon, case number 5-2330/2022 • DPRK national An Gun Chol, case number 5-1071/2022 • DPRK national Sim Hyun Suk, case number 5-1070/2022 	<p>In most cases, defendant found guilty of committing an administrative offense with punishment in the form of an administrative fine of 2,000-6,000 roubles, and in approximately 40% of the cases, along with administrative or forced deportation</p> <p>Several cases returned to eliminate deficiencies, terminated due to absence of administrative offense, or decision canceled due to procedural violation</p> <p>One criminal case/prosecution terminated</p>

		<ul style="list-style-type: none"> • DPRK national Song Chol Su, case number 5-1069/2022 • DPRK national Kim Chol, case number 5-1068/2022 • DPRK national Kim Jong Nam, case number 5-1067/2022 • DPRK national Cha Chol Min, case number 5-1066/2022 • DPRK national Rim Jun Seong, case number 5-1065/2022 • DPRK national Pak Hyun, case number 5-220/2022 • DPRK national Ma Song Jeong, case number 5-739/2022 • DPRK national Han Su Yong, case number 5-738/2022 • DPRK national Kim Gwang Ho, case number 5-142/2022 • DPRK national Choe Dong Sik, case number 5-141/2022 • DPRK national Chen Jang Song, case number 5-140/2022 • DPRK national Jong Hyo Nam, case number 5-139/2022 • DPRK national Yun Song Il, case number 5-138/2022 • DPRK national Pyon Jun Song, case number 5-137/2022 • DPRK national Pak Myong Hak, case number 5-537/2022 • DPRK national Kim Myong Nam, case number 5-537/2022 • DPRK national Yun Song Chol, case number 5-537/2022 • DPRK national Song Mun Il, case numbers 5-102/2022 and 12-340/2022 • DPRK national Ri Chol U, case number 5-1011/2022 • DPRK national Kim Jin Sung, case number 5-108/2022 • DPRK national Pak In Guk, case number 5-107/2022 • DPRK national Kim Yong Chol, case number 5-106/2022 • DPRK national Jon Jung Guk, case number 5-105/2022 • DPRK national Jon Gi Chol, case number 5-104/2022 • DPRK national Ri Gwan Song case numbers 16-4128/2021, P16-183/2022, and P16-756/2022 • DPRK national Yun Jon Hyun, case number 16-10369/2021 • DPRK national Kim Chol Su, case number 16-10367/2021 • DPRK national Min Gen Sam, case number 16-10366/2021 • DPRK national Kim Yong Jin, case numbers 5-6548/2021 and 5-6780/2021 • DPRK national Hong Yong Jin, case numbers 5-6550/2021 and 5-6779/2021 • DPRK national Kim Chol Un, case numbers 5-6546/2021 and 5-6786/2021 • DPRK national Yun Song Hak, case numbers 5-6547/2021 and 5-6787/2021 • DPRK national Kim Nam Chol, case numbers 5-6549/2021 and 5-6781/2021 • DPRK national Ri Gum Sok, case numbers 5-6539/2021 and 5-6785/2021 	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> • DPRK national Han Ben Nam, case number 5-6784/2021 • DPRK national So Gong Chol, case numbers 5-6540/2021 and 5-6783/2021 • DPRK national Rim Gwan Chol, case number 5-6782/2021 • DPRK national Ri Jun Suk, case numbers 5-6537/2021 and 5-6778/2021 • DPRK national Ri Hyok Chol, case numbers 5-6535/2021 and 5-6777/2021 • DPRK national Ri Gwang Hyok, case numbers 5-6538/2021 and 5-6776/2021 • DPRK national Jo Hui Sung, case numbers 5-6552/2021 and 5-6775/2021 • DPRK national Yun Ren Gil, case number 5-908/2021 • DPRK national Rim Gwang Su, case number 5-907/2021 • DPRK national Kim Won Chol, case number 5-1524/2021 • DPRK national An Chol Ho, case number 5-1522/2021 • DPRK national Ri Jin Song, case number 5-1524/2021 • DPRK national Choe Son Ho, case number 1-682/2021 • DPRK national Im Hyun Bom, case number 16-7505/2021 • DPRK national Jon Hok, case number 16-7507/2021 • DPRK national Ryang Jong Hwang, case number 16-7508/2021 • DPRK national Ri Gwan Son, case number 5-651/2021 • DPRK national Sung Nam Yong, case number 5-650/2021 • DPRK individual (name redacted), case number 5-895/2021 • DPRK Min Yun Hong, case number 5-894/2021 • DPRK national Shin Yong Dok, case number 5-1790/2021 • DPRK national Kang Chol, case number 5-1789/2021 • DPRK national Yom Son Nam, case number 5-1788/2021 • DPRK national Kim Un Mok, case number 5-1787/2021 • DPRK national Hu Shigang, case number 5-1986/2021 • DPRK national Zou Yongjun, case number 5-1984/2021 • DPRK national Xu Yuliang, case number 5-1983/2021 • DPRK national Li Yuping, case number 5-1982/2021 • DPRK national Yang Gan, case number 5-1981/2021 • DPRK national Han Huifang, case number 5-1980/2021 • DPRK national Fu Xingzhen, case number Case number 5-1979/2021 • DPRK national Ma Jian, case number 5-1978/2021 • DPRK national Chen Zhengao, case number 5-1977/2021 • DPRK national An Myong Guk, case number 5-792/2021 • DPRK national Yun Gwang Song, case number 5-931/2021 • DPRK national Choe Yong Ho, case number 5-930/2021 • DPRK national Kang Chol Hyok, case number 5-390/2021 	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none">• DPRK national Jin Song Jun, case number 5-389/2021• DPRK national Kwon Sung Hyok, case number 5-388/2021• DPRK national Choe Jun Ep, case number 5-387/2021• DPRK national Pak Won Chol, case number 5-386/2021• DPRK national Choe Chol Hak, case number 5-385/2021• DPRK national Kim Gwang Su, case number 5-384/2021• DPRK national Kim E Gyong, case number 5-119/2021	
--	--	---	--

Note: Company and individual names have been transliterated from the original Russian-language documents.

Note: As of 26 January 2024, the Panel had not received a response from the Russian Federation and received a response from one company (see directly below).

**

SK Kristall LLC informed the Panel that it "was not and is not an employer of any citizens of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), has not and does not involve migrants from the DPRK in performing work," and further noted that the relevant court proceedings were canceled.

The Panel notes that, of the five cases (12-390/2022, 12-391/2022, 12-392/2022, 12-393/2022, and 12-394/2022) in which the proceedings were canceled, as referenced in the reply from SK Kristall LLC, the Panel is able to access one (12-390/2022), in which the prior decision of guilt was canceled due to a procedural violation (because the company was not appropriately notified of the time and place of consideration of the case), and the case was subject to termination due to the expiration of the statute of limitations.

Annex 76²⁴⁴ – List of individuals reported by Member States to be DPRK bank representatives ²⁴⁵

Resolution 2270 (2016), operative paragraph 33: “Decides that States shall prohibit in their territories the opening and operation of new branches, subsidiaries, and representative offices of DPRK banks, decides further that States shall prohibit financial institutions within their territories or subject to their jurisdiction from establishing new joint ventures and from taking an ownership interest in or establishing or maintaining correspondent relationships with DPRK banks, unless such transactions have been approved by the Committee in advance, and decides that States shall take the necessary measures to close such existing branches, subsidiaries and representative offices, and also to terminate such joint ventures, ownership interests and correspondent banking relationships with DPRK banks within ninety days from the adoption of this resolution;”

Resolution 2321 (2016), operative paragraph 33: “Decides that, if a Member State determines that an individual is working on behalf of or at the direction of a DPRK bank or financial institution, then Member States shall expel the individual from their territories for the purpose of repatriation to the individual’s state of nationality, consistent with applicable national and international law, unless the presence of the individual is required for fulfillment of a judicial process or exclusively for medical, safety or other humanitarian purposes, or the Committee has determined on a case by case basis that the expulsion of the individual would be contrary to the objectives of resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), or this resolution;”

Name/Alias	Title and activities **	Location **	Date of birth DPRK passport number / expiry **	Member State response
Sim Hyon Sop (Sim Hyo'n-so'p)	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Dandong, China	DOB: 25 Nov 1983 PP No: 109484100 (expires 24 Dec 2024)	“China conducted serious and thorough investigations on the information provided by the Panel, and did not find any illegal cyber financial activities by the relevant individuals within Chinese border. China consistently and strictly combats illegal cyber financial activities by Chinese laws and regulations in an equal manner no matter if related personnel violate the Security Council Resolutions or not. Besides, the cyber activities mentioned by the Panel do not fall into the scope prohibited by the Resolutions. China requests the Panel to conduct its work according to its mandate, and do not include unrelated content into its report.” (2023)

²⁴⁴ Two members of the Panel are of the view that there is not enough evidence to substantiate the allegation of affiliation and sanctions violation of these individuals.

²⁴⁵ The Russian Federation informed the Panel in 2019 that Foreign Trade Bank (FTB) had ceased operation in 2016.

Choe Un Hyok (Ch'oe, U'n-hyo'k)	Korea United Development Bank (KUDB) (KPe.033) Representative	Moscow, Russian Federation	DOB: 19 Oct 1985 PP No: 83612287	“The Bank of Russia has not received any requests regarding the accreditation in Moscow of a representative of the Korea United Development Bank or the appointment of Choe Un Hyok as its representative. We do not have any information about bank accounts in the name of Choe Un Hyok in Russia.” (2020)
Jo Myong Chol	DPRK First Credit Bank Representative	Vladivostok, Russian Federation		<i>The Panel has not received a response from the Russian Federation</i>
Kim Kyong Nam (Kim Kyo'ng-Nam)	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Moscow, Russian Federation	DOB: 11 Jul 1976	<i>The Panel has not received a response from the Russian Federation</i>
So Myong (aka Semyon Semyonovich)	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Vladivostok, Russian Federation	DOB: 02 Mar 1978 PP No: 927320285	“Upon receiving the letter [...] from [...], Acting Coordinator of the Panel of Experts, we have to share our most serious concern regarding the increasing reliance of the Panel in its work on unilateral sanctions imposed by third parties. It is deeply worrisome that the Panel has started to reference them more and more in its requests, completely disregarding the fact that such sanctions are illegitimate and obviously are out of scope of the relevant decisions of the United Nations Security Council and violate the established processes within the Council and the 1718 Committee. Moreover, we find it most regrettable that we find ourselves in the position when we have to remind the Panel of Experts of its mandate in accordance with the relevant UN SC resolutions. In these circumstances and in the interest of preserving the integrity of the Panel we, as a responsible Member of the 1718 Committee, have no other option, but to "return the letter to the sender", and express our sincere hope that the Panel will continue to fulfill its duties in accordance with its mandate, while reiterating our readiness to continue to see to the implementation of the relevant UN SC decisions.” (2023)

Kim Pong Hak	Daesong Credit Development Bank (DCDB) (KPe.049) Representative	Russian Federation		<i>The Panel has not received a response from the Russian Federation</i>
O In Jun	Korea Daesong Bank (KPe.035) Representative	Vladivostok, Russian Federation		<i>The Panel has not received a response from the Russian Federation</i>
Kim Kwang Myong	DPRK Korea Mandal Credit Bank Representative	Dalian, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Jo Chol Song (Cho, Ch'o'l-so'ng) (KPi.058)	Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) (KPe.025) Representative	Dandong, China	DOB: 25 Sep.1984 PP No: 654320502 (expired September 16, 2019)	"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Ri Jin Hyok	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Zhuhai, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of

				identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Jo Song Ok	DPRK Korea Changsin Bank Representative	Dandong, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Ri Chun Song (Ri Ch'un-so'ng) (KPi.075)	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Beijing, China	DOB: 30 Oct.1965 PP No: 654133553 (expired 11 March 2019)	<p>"China has closed all representative offices of DPRK financial institutions in China according to the Security Council resolutions. All the relevant representatives have left China. Chinese banks have always strictly implemented the targeted Security Council sanctions, and would not provide any financial services to individuals or entities designated by the Security Council. Considering its cooperative relationship with the Panel, China has overcome great difficulties and has had the commercial banks to carefully investigate the two individuals mentioned in the Panel's letter. There is no transaction involving Ri Chun Hwan in April 2019. There is neither any Ri Chun Song involved transaction record related to the payments from accounts located in China to any Chinese or Russian companies in 2016 and 2017, or any acceptance of payments in June 2017.</p> <p>Certain Member State arbitrarily designated some DPRK individuals in China or even out of China as DPRK bank representatives without any concrete evidence. Such acts not only defamed China on purpose, but also caused a huge waste of energy of the Panel. Meanwhile, China firmly and</p>

				<p>consistently opposes the US unilateral sanctions. China hopes that the Panel does not quote any related information in the final report, bearing in mind maintaining the authority of the Security Council.” (2021)</p> <p>"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)</p>
Kim Won Chol	DPRK Jasong Bank (JSB) Representative and the Korea Kumgang Group (KKG) Bank Representative	Beijing, China		<p>"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)</p>
Kim Chol Song	DPRK Korea Mandal Credit Bank Representative	Shenyang, China		<p>"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence</p>

				of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Kim Myong Jin	DPRK Korea Mandal Credit Bank Representative	Beijing, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Ho Yong Il (Ho' Yo'ng-il)	DPRK Korea Gold Bridge Bank Representative, Hana Bank representative, associated with Foreign Trade Bank (KPe.047)	Dandong, China	DOB: 09 Sep 1968	"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Pang Myong Guk	DPRK banking associate	China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)

Han Chol Man	Korea Kumgang Group Bank Representative, Golden Triangle Bank Representative, and Jasong Bank Representative	China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Jang Myong Chol (Chang, Myo'ng-ch'o' l)	DPRK Koryo Commercial Bank Representative	Dandong, China	DOB: 09 Sep 1968	"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Han Hong Gil	DPRK Korea Mandal Credit Bank Representative; associate of the Koryo Commercial Bank	Dandong, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)

Om Chol Jin	DPRK banking associate	China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Ryu Jong Yong	DPRK Jasong Bank Representative	Dandong, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Ko Il Hwan (Ko Il-hwan)	Korea Daesong Bank (KPe.035) Representative	Shenyang, China	DOB: 28 Aug 1967 PP No: 927220424 (expired 12 Jun 2022)	"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)

Kim Jong Chol	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Shenyang, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Choe Chun Pom	DPRK Central Bank Representative	Beijing, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Nam Sok Chan	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Shenyang, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)

Kim Mun Chol (Kim Mun-ch'o'l) (KPi.060)	Korea United Development Bank (KUDB) (KPe.033) Representative	Dandong, China	DOB: 25 Mar. 1957	"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Kim Sung Ha	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Hunchun, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)
Maeng Yong Su	Foreign Trade Bank (KPe.047) Representative	Zhuhai, China		"Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK." (2024)

Choe Chol Ryong	Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) (KPe.025) Representative	<i>Outside of the DPRK</i>		
Kim Chol Ok	DPRK Korea Daesong Bank (KDB) Representative	Indonesia		<i>The Panel has not received a response from Indonesia</i>
Ri Chang Min	Dong Song Kumgang Bank Representative	Moscow, Russian Federation	DOB: 18 May 1970	“In this regard, I wish to inform you that due to insufficient identification data, it is not possible to provide the requested information regarding Ri Chang Min. The Russian competent agencies have no information about this person's connections with the activities of the bank "Dong Song Kumgang" or about his unlawful actions. No work permits for employment in the Russian Federation are issued to DPRK citizens.”

**Based on Member State information or UN documents / *Sources*: Information provided to the Panel by Member States and UN documents.

Annex 77: Member State replies to Panel inquiries on entry/exit data of reported DPRK overseas banking representatives and any measures taken to expel them in accordance with the Security Council resolutions

Letter from Russia of 19 February 2024 (see also annex 75)

In this regard, I wish to inform you that due to insufficient identification data, it is not possible to provide the requested information regarding Ri Chang Min. The Russian competent agencies have no information about this person's connections with the activities of the bank "Dong Song Kumgang" or about his unlawful actions. No work permits for employment in the Russian Federation are issued to DPRK citizens.

Letter from China of 22 January 2023 (see also annex 40)

Currently, there are no branches or representative offices of the DPRK banks in China. In accordance with the requirements of UN Security Council resolutions, China has revoked all representative offices of the DPRK banks in China. The list provided by the Panel lacks key identity information. Upon name-based inquiry, a large number of identical names were found, making the investigation very difficult, and it is hard to guarantee the accuracy of the investigation. Despite such difficulties, relevant Chinese authorities have conducted serious investigations on the information provided in the letter, and found no evidence of violations of UN Security Council resolutions related to the DPRK.

Letter from the United Arab Emirates of 21 December 2023

- Mr. Sim Hyon Sop entered the UAE on 3 October 2016 with passport No. 109484100.
- The UAE residence visa of Mr. Sim Hyon Sop was cancelled on 21 December 2019, in compliance with the Security Council's 1718 sanctions regime regarding the DPRK.
- Mr. Sim Hyon Sop departed the UAE on 1 December 2022, and his name was added to the UAE's travel ban list.
- Mr. Sim Hyon Sop does not have any bank accounts or commercial companies in the UAE, in compliance with the Security Council's 1718 sanctions regime regarding the DPRK.

Annex 78: Registration information for Epsilon Trade Development Limited (excerpt)

Epsilon Limited Trade Development (ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ЭПСИЛОН") maintains address 690074, Vladivostok, Posadskaya Street, Building 20, 9th floor, unit 901-3 and OGRN 1212500016410. Commercial databases show the company is in liquidation, as of 10 November 2023.

ВЫПИСКА

из Единого государственного реестра юридических лиц

28.12.2023

№ ЮЭ9965-23-
177896191

дата формирования выписки

Настоящая выписка содержит сведения о юридическом лице

ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ЭПСИЛОН"

полное наименование юридического лица

ОГРН 1212500016410

включенные в Единый государственный реестр юридических лиц по состоянию на

« 28 » декабря 20 23 г.
число месяц прописью год

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Наименование		
1	Полное наименование на русском языке <i>Company Name</i>	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ЭПСИЛОН"
2	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
State Registration Number and date		
3	Сокращенное наименование на русском языке	ООО "ЭПСИЛОН"
4	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
	Сведения о наличии у юридического лица наименования на языках народов Российской Федерации и (или) на иностранных языках (сведения указываются по Общероссийскому классификатору информации о населении (ОКИН ОК 018 – 2014 фасет 04))	
5	Код и наименование языка народов Российской Федерации или иностранного языка	016 Английский
6	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
	Сведения о наличии у юридического лица наименования на английском языке	
7	Полное наименование на английском языке	EPSILON, LIMITED TRADE DEVELOPMENT
8	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021

LIMITED LIABILITY
COMPANY
"EPSILON"

9	Сокращенное наименование на английском языке	EPSILON CO.,LTD
10	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
Место нахождения и адрес юридического лица		
11	Место нахождения юридического лица	ПРИМОРСКИЙ КРАЙ, Г.О. ВЛАДИВОСТОКСКИЙ, Г ВЛАДИВОСТОК
12	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
13	Адрес юридического лица	690078, ПРИМОРСКИЙ КРАЙ, Г.О. ВЛАДИВОСТОКСКИЙ, Г ВЛАДИВОСТОК, УЛ МЫС ЧУМАКА, Д. 1А, ЭТАЖ 4, ПОМЕЩ. 402
14	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500002030 09.01.2023
15	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи о переименовании / переподчинении адресного объекта	2232500597250 12.11.2023
Сведения о регистрации		
16	Способ образования	Создание юридического лица
17	ОГРН	1212500016410
18	Дата регистрации	08.07.2021
19	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
Сведения о регистрирующем органе по месту нахождения юридического лица		
20	Наименование регистрирующего органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 15 по Приморскому краю
21	Адрес регистрирующего органа	,690012,,Владивосток г.,Пихтовая,20,,
22	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
Сведения о состоянии юридического лица		
23	Состояние	Находится в стадии ликвидации
24	Срок ликвидации общества с ограниченной ответственностью	01.11.2024
25	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500593818 10.11.2023

Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица		
26	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2232500593818 10.11.2023
27	Фамилия Имя	ЧОЙ ЧОН ГОН
28	ИНН	650114643613
29	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500593818 10.11.2023
30	Должность	ЛИКВИДАТОР
31	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500593818 10.11.2023
32	Пол	мужской
33	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500593818 10.11.2023
34	Гражданство	гражданин Российской Федерации
Сведения об уставном капитале / складочном капитале / уставном фонде / паевом фонде		
35	Вид	УСТАВНЫЙ КАПИТАЛ
36	Размер (в рублях)	10000
37	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021

Сведения об участниках / учредителях юридического лица		
1 Information on the shareholders/founders		
38	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1212500016410 08.07.2021
39	Фамилия Имя	CO МЕН
40	ИНН	254342019464
41	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
42	Пол	мужской
43	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021
44	Гражданство Nationality	иностранный гражданин Корейская Народно-Демократическая Республика
45	Номинальная стоимость доли (в рублях)	4900
46	Размер доли (в процентах)	49

So
MyongForeign National
Democratic People's
Republic of Korea

47	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021	Choi Chon Gon
2			
48	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1212500016410 08.07.2021	
49	Фамилия Имя	ЧОЙ ЧОН ГОН	
50	ИНН	650114643613	
51	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021	Russian Federation
52	Пол	мужской	
53	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021	
54	Гражданство	гражданин Российской Федерации	
55	Номинальная стоимость доли (в рублях)	5100	
56	Размер доли (в процентах)	51	
57	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1212500016410 08.07.2021	
Сведения об учете в налоговом органе			
58	ИНН юридического лица	2543158731	
59	КПП юридического лица	254001001	
60	Дата постановки на учет в налоговом органе	09.01.2023	
61	Сведения о налоговом органе, в котором юридическое лицо состоит (для юридических лиц, прекративших деятельность - состояло) на учете	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 14 по Приморскому краю	
62	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500002051 09.01.2023	
Сведения о регистрации в качестве страхователя по обязательному пенсионному страхованию			
63	Регистрационный номер	035008084950	
64	Дата регистрации в качестве страхователя	11.01.2023	
65	Наименование территориального органа	Отделение Фонда пенсионного и социального страхования Российской Федерации по Приморскому краю	
66	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2232500006187 11.01.2023	
Сведения о регистрации в качестве страхователя по обязательному социальному страхованию			
67	Регистрационный номер	250300526225031	

Source: Russian Unified State Register of Legal Entities/Individual Entrepreneurs, annotated by the Panel.

Annex 79: Information from the Russian corporate registry on possible DPRK joint ventures/cooperative entities, potentially employing DPRK nationals earning income

The Panel investigated Russian corporate registry records of 81 companies that may be DPRK-Russian joint ventures or cooperative entities, all of which are fully or partially owned or managed by DPRK nationals, which may further be employing DPRK nationals earning income. Of the companies listed in this annex and Annex 82, the Russian Federation responded, “based on the results of the inspection it was found that 82 legal entities noted in the request do not actually operate, although they are listed in the Unified State Register of Legal Entities” and “[i]t should be noted that under the civil legislation of the Russian Federation, limited liability companies are not joint ventures or cooperative organizations.” Russian Federation responses on individual companies are included in the table below.

The Panel further recalls that, on 8 January 2019, the Russian Federation informed the Panel that “... in the case of Russian companies having a sole founder who is a citizen of the Democratic People’s Republic of Korea, such companies are registered strictly as Russian limited liability companies, rather than joint ventures or cooperative entities, making them Russian legal persons with all the legal consequences that follow therefrom. Such companies are not considered subject to the restrictions imposed on the Democratic People’s Republic of Korea by the Security Council under paragraph 18 of Security Council resolution 2375 (2017) or under current Russian law.” The Russian Federation also informed the Panel on 21 January 2019 that “joint ventures (in Russian law, no such form of legal person exists)” (see S/2019/171, para. 150 and annex 74).

See [Annex 79.1](#) for the registration documentation of these companies.

Company Name	Owners / directors	Company location (Russian Federation)	Registration numbers	Additional information	Company (C) or Russian Federation (RF) reply
Alis, ООО (ООО "Алис")	– Kim San Man (Ким Сан Ман, DPRK national, INN 254305862059) (10,000 rub., 100%) – Babkin Andrei Valerevich (Бабкин Андрей Валерьевич, Russian national, INN 253909502547) - Director	Vladivostok	OGRN 1162536087230 INN 2543103179 KPP 254301001 OKPO 04838869		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
АМС, ООО (ООО "ЭЙ ЭМ СИ")	– An Chol Hwan (Ан Чол Хван, DPRK, INN 253612060658) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1212500005651 INN 2540259820 KPP 253601001 OKPO 47623292		C: Nationality of individual is ROK
Arirang, ООО (ООО "АРИРАНГ")	– Shin Hye Ok (Шин Хе Ок, DPRK) (10,000 rub., 100%) – Ignatenko Irina Nikolaevna (Игнатенко Ирина Николаевна, Russian, INN 253802000907) - director	Vladivostok	OGRN 1222500027100 INN 2543170087 KPP 253601001 OKPO 79549195		RF: The head of "Arirang" LLC, established in October 2022, is a Russian citizen .
ASM, ООО (ООО "АСМ", общество с ограниченной ответственностью "амурстроймастер")	– Pak Ki Hek (Пак Ки Хек, DPRK national, INN 280130120714) (10,000 rub., 100%) – Rebro Aleksandr Anatolevich (Ребро Александр Анатольевич, Russian national, INN 280721377708) - director	Svobodny	OGRN 1192801010247 INN 2807007600 KPP 280701001 OKPO 90891468		RF: The DPRK former founder of the company left the Russian Federation in the 2019-2020 period and was subsequently removed from ownership of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.

ATL Trading, ООО (ООО "АТЛ Трейдинг")	– Kim Ho (Ким Хо, DPRK, INN 254000401127) (90,000 rub., 90%) – Yun Svetlana Anatolevna (Юн Светлана Анатольевна, Russian, INN 251120175805) (10,000 rub., 10%) - director	Vladivostok	OGRN 1112540006908 INN 2540174206 KPP 254001001 OKPO 91816687		RF: There are no DPRK citizens among the founders of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Balchzhon, ООО (ООО "Балчжон")	– Chan Hyon Guk (Чан Хен Гук, DPRK, INN 254306287443) (5,000 rub., 50%) – Romazanov Pavel Vladimirovich (Ромазанов Павел Владимирович, Russian, INN 330902835492) (5,000 rub., 50%) - director	Lakinsk	OGRN 1133327000300 INN 3309003764 KPP 330901001 OKPO 10481118		RF: The DPRK former founder of the company left the Russian Federation in the 2019-2020 period and was subsequently removed from ownership of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Briz, ООО (ООО "Бриз")	– Ma Rin Jun (Ма Линьчжун, DPRK, INN 241107224895) (10,000 rub., 100%) – Zabortsev Oleg Sergeevich (Заборцев Олег Сергеевич, Russian, INN 240780191347) - director	Krasnoyarsk	OGRN 1152468064320 INN 2466168073 KPP 246601001 OKPO 41043790		RF: There are no DPRK citizens among the founders of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Bugan, ООО (ООО "Буган")	– Gan Sen Chin (Кан Сен Чин, DPRK, INN 526003670064) (10,000 rub., 100%) - director	Nizhny Novgorod	OGRN 1225200044200 INN 5263150929 KPP 526301001 OKPO 84164333	According to a media report, Bugan, ООО posted an advertisement to hire DPRK construction workers in 2023; advertisement was later removed. ²⁴⁶	RF: The DPRK former founder of the company left the Russian Federation in the 2019-2020 period and was subsequently removed from ownership of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.

²⁴⁶ https://octagon.media/istorii/severokorejcam_ne_dayut_rabotat_v_rossii_legalno.html

Camping Baza Shaman, ООО "Кемпинговая База "Шаман")	<p>– Kim Jae Kyu (Ким Чжэ Кю, Russian, INN 254003450972) (10,000 rub., 24%)</p> <p>– Lee Jesok (Ли Чжесок, ROK, INN 254008871244) (10,000 rub., 24%)</p> <p>– Agafonenko Natalya Valerievna (Агафоновко Наталья Валериевна, Russian, INN 253717650301) (8,750 rub., 21%) – director</p> <p>– Ri Sun Ri (Ли Сун Ре, DPRK, INN 253611069841) (8,750 rub., 21%)</p> <p>– Mitskus Elena Olegovna (Мицкус Елена Олеговна, Russian, INN 253902732990) (4,166.67 rub., 10%)</p>	Vladivostok	<p>OGRN 1212500012867 INN 2536328171 KPP 253601001 OKPO 60178891</p>		RF: There are no DPRK citizens among the founders of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Chansanstroï, ООО "Чансанстрой")	<p>– Ri En Shik (Е Ен Сик, DPRK, INN 667906101541) (10,000 rub., 100%)</p> <p>– Zhigera Mikhail Aleksandrovich (Жигера Михаил Александрович, Russian, INN 667415362044)- director</p>	Ekaterinburg	<p>OGRN 1156679003161 INN 6679066700 KPP 667901001 OKPO 25011235</p>		RF: The DPRK former founder of the company left the Russian Federation in the 2019-2020 period and was subsequently removed from ownership of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Chebeoton, ООО (ООО "Чебеотон")	<p>– Kim Sang Man (Ким Санг Ман, DPRK, <i>no INN</i>) (10,000 rub., 100%)</p> <p>– Polivoda Yana Vladimirovna (Поливода Яна Владимировна, Russian, INN 251115174605) - Director</p>	Vladivostok	<p>OGRN 1222500027606 INN 2540272806 KPP 254001001 OKPO 99340161</p>		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Choki, ООО (ООО "Чоки")	<p>– Jon Gil Ryon (Джон Киль Рён, DPRK, INN 972905167320) (10,000 rub., 100%)</p> <p>– Gavasheli Yuliya Olegovna (Гавашели Юлия Олеговна, Russian, INN 071604327171) - director</p>	Moscow	<p>OGRN 1197746757999</p> <p>INN 9709058310</p> <p>KPP 772501001</p> <p>ОКПО 42913571</p>	According to a Member State, suspected of employing approximately 15 DPRK nationals earning income ("workers") in 2023	RF: The DPRK former founder of the company left the Russian Federation in the 2019-2020 period and was subsequently removed from ownership of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Cholsan, ООО (ООО "Чхолсан")	<p>– Генеральная Торговая Компания "Чхолсан" Кндр (Cholsan General Trading Company, DPRK) (10,000 rub., 100%)</p> <p>– Gi In Hwang (Гэ Ен Хван, DPRK, INN 540551616620) - Director</p>	Novosibirsk	<p>OGRN 1045401961054</p> <p>INN 5405284511</p> <p>KPP 540501001</p> <p>ОКПО 75840120</p>	According to a Member State, suspected of employing approximately 700 DPRK workers in 2023	RF: Since 22 December 2019 no work permits have been issued to the DPRK citizens at CHKHOLSAN, ООО and no notifications of issuance of relevant labor or civil law contracts have been received.
Cholsan, ООО (ООО "Чхолсан")	<p>– Генеральная Торговая Компания "Чхолсан" КНДР (Cholsan General Trading Company DPRK, DPRK) (10,000 rub., 100%)</p> <p>– Pokholkov Anatoli Viktorovich (Похолков Анатолий Викторович, Russian, INN 381000420479) - director</p>	Irkutsk	<p>OGRN 1033801039865</p> <p>INN 3808094534</p> <p>KPP 384901001</p> <p>ОКПО 15011653</p>	According to a Member State, suspected of employing approximately 100 DPRK workers in 2023	RF: The company was liquidated in 2021 and does not conduct any activities at present. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.
Dao, ООО SK (ООО СК "Дао")	<p>– Hao Telao (Хаотэлао, DPRK, INN 170114539570) (40,000 rub., 80%)</p> <p>– SARF, ООО (ООО "САРФ") (9,900 rub., 19.80%) (Russian, INN 5404018010; 100% owned by Zhubrin Oleg Ivanovich (Жубрин Олег Иванович , Russian, INN 772580232320))</p> <p>– Den Yuliya Valerevna (Дэн Юлия Валерьевна, Russian, INN 540120952924) (100 rub., 0.20%)</p>	Novosibirsk	<p>OGRN 1195476006340</p> <p>INN 5405035240</p> <p>KPP 540501001</p> <p>ОКПО 35710146</p>		RF: There are no DPRK citizens among the founders of the company. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.

Denkostroï, ООО (ООО "Денкострой")	– Kim In Chol (Ким Ин Чер, DPRK, INN 132612917409) (10,000 rub., 100%) – Yun Myong Bong (Юн Мен Бон, ROK, INN 165816933241) - director	Kazan	OGRN 1151690016686 INN 1658176887 KPP 166001001 OKPO 82332803		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Dom-Master, ООО (ООО "Дом- Мастер")	– Ro Chen Nam (Ро Чен Нам, DPRK, INN 723011732388) (15,000 rub., 100%) – Sin Do Nam (Син До Нам, DPRK, INN 723021338704) - director	Tyumen	OGRN 1147232021848 INN 7203309414 KPP 720301001 OKPO 32734459	According to a Member State, suspected of employing approximately 40 DPRK workers in 2023	RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Economic Technical Cooperation, ООО (ООО "ЭТС")	– Song Yong Nam (Сонг Ыонг Нам, DPRK, INN 254010842258) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1192536006244 INN 2537139579 KPP 253701001 OKPO 36208259		RF: The DPRK citizens who are occupied by this company are undergoing their educational internship there. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
Enisei, ООО (ООО "Енисей")	– Kim Dok Sam (Ким Док Сам) – owner – Ri In Chol (Ли Ен Чер, DPRK, INN 525801031616) - director	Krasnoyarsk	OGRN 1082468027432 INN 2466210127 KPP 246601001 OKPO 86620723	According to a Member State, suspected of employing approximately 500 DPRK workers in 2023 According to commercial business databases, Enisei, ООО has bid on and won supply contracts for Russian State agencies, with the	RF: There is no existing company with this name. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.

				most recent being in 2017. ²⁴⁷	
Enisei-K, ООО (ООО "Енисей-К")	<ul style="list-style-type: none"> – Ri In Chol (Ли Ен Чер, DPRK, INN 525801031616) (10,000 rub., 100%) – Gadzhiev Nadir Islam Ogly (Гаджиев Надир Ислам Оглы, Russian, INN 246202477060) - director 	Krasnoyarsk	OGRN 1172468020890 INN 2466180313 KPP 246501001 OKPO 13376190		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Epsilon, ООО (ООО "Эпсилон")	<ul style="list-style-type: none"> – Choi Chon Gon (Чой Чон Гон, Russian, INN 650114643613) (5,100 rub., 51%) - director – So Myong (Со Мен, DPRK, INN 254342019464,) (4,900 rub., 49%) 	Vladivostok	OGRN 1212500016410 INN 2543158731 KPP 254001001 OKPO 50440164	<i>See also para. 167(Sp Myong) and Epsilon], Annexes 71 and 72</i>	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Everest, ООО (ООО "Эверест")	<ul style="list-style-type: none"> – Weng Kwe Hui (Вэн Хуэйхуэй, DPRK, INN 713079732074) (10,000 rub., 50%) – Zhu Fuying (Чжу Фуин, Chinese, INN 713079732148) (5,000 rub., 25%) – Lyao Shoutszyun (Ляо Шоуцзюнь, Chinese, INN 713079731970) (5,000 rub., 25%) – Gorokhova Ilvira Rashitovna (Горохова Ильвира Рашитовна, Russian, INN 710600136425) - director 	Tula	OGRN 1107154026320 INN 7107525684 KPP 710701001 OKPO 67624000		RF: It is known for certain that there are no DPRK citizens among the founders of this company. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.

247 For instance, see <https://www.rusprofile.ru/id/4155216>.

Falcon Krest Management, ООО (ООО "Фэлкон Крэст Менеджмент")	– Ri Ken Jon (Ли Кен Джон, DPRK, INN 253612825000) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1022501311601 INN 2536091557 KPP 254001001 OKPO 52112889		RF: The founder of this company is a citizen of the Republic of Korea. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
Fiton, ООО SP (ООО СП "Фитон")	<p>– Department for the Production of Drugs of the Ministry of Health of the DPRK (Управление По Производству Корепрепаратов Министерства Здравоохранения КНДР) (80,000 rub., 40%)</p> <p>– Galkina Elena Yurevna (Галкина Елена Юрьевна, Russian, INN 753400453629) (69,000 rub., 34.50%)</p> <p>– Department of State Property and Land Relations of the Trans-Baikal Territory (Департамент Имущества Забайкальского Края, OGRN 1087536008801, INN 7536095984, KPP 753601001, OKPO 24738294) (51,000 rub., 25.50%)</p> <p>– Galkin Nikolai Anatolevich (Галкин Николай Анатольевич, Russian, INN 753400222389) - director</p>	Chita	OGRN 1027501147750 INN 7536033674 KPP 753601001 OKPO 05877280		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Genstroj-Okryu, ООО (ООО "Генстрой-Окрю")	– Dobrynin Roman Germanovich (Добрынин Роман Германович, Russian, INN 666403024183) (5,100 rub., 51%) – Pak Ju Il (Пак Зу Ир, DPRK, INN 668504679775) (4,900 rub., 49%) – Bolotbek Uulu Kalnazar (Болотбек Уулу Калназар, Kyrgyzstani, INN 667807801253) - director	Ekaterinburg	OGRN 1156658013808 INN 6670315744 KPP 667801001 OKPO 51815666		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Geonrim, ООО (ООО "Геонрим")	– Shin Song Ho (Син Сен Хо, DPRK, INN 250212857820) (10,000 rub., 100%) – Tsarev Dmitri Vladimirovich (Царёв Дмитрий Владимирович, Russian, INN 253812406286) - director	Artem	OGRN 1162536085744 INN 2502055818 KPP 250201001 OKPO 04620567		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Good Choice Co. LTD (ООО "Гуд Чойс")	– An Hyon Jang (Ан Хё Чан, DPRK, INN 253616084233) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1122536004579 INN 2536252420 KPP 253601001 OKPO 38568826		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Gvanbok 3, ООО (ООО "Гванбок 3")	– Tishko Pavel Eduardovich (Тишко Павел Эдуардович, Russian, INN 695007619850) (108,000 rub., 90%) – director – Pak Chan Bok (Пак Чан Бок, DPRK, INN 540543017976) (12,000 rub., 10%)	Tverskaya	OGRN 1126952029973 INN 6950160236 KPP 694901001 OKPO 10826408	According to a Member State, suspected of employing approximately 50 DPRK workers in 2023	RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Intellekt, ООО (ООО "Интеллект")	– Kozlov Sergei Mikhailovich (Козлов Сергей Михайлович, Russian, INN 638200030027) (7,000 rub., 70%) – director – Jon Jin Yong (Чон Чин Ен, DPRK, INN 773169419890) (3,000 rub., 30%)	Moscow	OGRN 1197746161711 INN 7701080141 KPP 773101001 OKPO 36481498	According to a Member State, Jon Jin Yong worked with Kozlov Sergei Mikhailovich to coordinate the use of DPRK construction workers in Russia and served as a	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

				director of one of Kozlov's companies. Jon Jin Yong reportedly led a team of DPRK information technology (IT) workers in Russia and worked with Russian nationals to obtain identification documents to validate the DPRK IT team's accounts on freelance IT work platforms. Some of the identity documents were reportedly from family members or Russian employees of Kozlov. Jon Jin Yong also reportedly coordinated a Moscow-based construction project between Intellekt LLC and a Second Academy of Natural Sciences (KPe.018) cover company. ²⁴⁸	
--	--	--	--	---	--

²⁴⁸ <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1710>

Kanson, ООО (ООО "Кансон")	<ul style="list-style-type: none"> – Pak Myong Chol (Пак Мьонг Чоль, DPRK, INN 502991481475) (12,000 rub., 100%) – Galman Oleg Nikolaevich (Гальман Олег Николаевич. Russian, INN 772995741974) - director 	Moscow	OGRN 1145027010985 INN 5027210830 KPP 771601001 OKPO 32998632	According to a Member State, suspected of employing 2 DPRK workers in 2023	RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Konmen, ООО (ООО "Конмен")	<ul style="list-style-type: none"> – Choe Myong Chol (Цой Мионг Чол, DPRK, INN 540703027414) (10,000 rub., 51.02%) – Mamaev Serdar Mineevich (Мамаев Сердар Минеевич, Russian, INN 540540745374) (9,600 rub., 48.98%) – Lipovtseva Larisa Nikolaevna (Липовцева Лариса Николаевна, Russian, INN 540436326137) - director 	Novosibirsk	OGRN 1135476075525 INN 5404484116 KPP 540401001 OKPO 23613068	According to a Member State, suspected of employing approximately 100 DPRK workers in 2023	RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Konsol, РК (ПК "Консол")	<ul style="list-style-type: none"> – Kim Aleksei Vladimirovich (Ким Алексей Владимирович, Russian, INN 272513091350) (2,000 rub., 20%) - cooperative chair – Kim Chol Ho (Ким Чер Хо, DPRK, INN 272304014432) (2,000 rub., 20%) – Ri En Ho (Ли Ен Хо, DPRK, INN 272304015002) (2,000 rub., 20%) – Pak Won Sam (Пак Вон Сам, DPRK, INN 272410631797) (2,000 rub., 20%) – Son Jun Il (Сон Чун Ир, DPRK, no INN) (2,000 rub., 20%) 	Khabarovsk	OGRN 1222700008376 INN 2724249405 KPP 272401001 OKPO 49382496		RF: There is no existing company with this name. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.

Korea Med Servis, ООО (ООО "Кореа Мед Сервис")	<p>– Karazhaev Mukhamed Vladimirovich (Каражаев Мухамед Владимирович, Russian, INN 260904891308) (55,000 rub., 55%)</p> <p>– director</p> <p>– Kwak San Ho (Квак Сан-Хо, DPRK, INN 772973247480) (15,000 rub., 15%)</p> <p>– Sakhnovski Boris Samuilovich (Сахновский Борис Самуилович, Russian, INN 773008962400) (11,000 rub., 11%)</p> <p>– Zyuzin Andrei Aleksandrovich (Зюзин Андрей Александрович, Russian, INN 772580660502) (11,000 rub., 11%)</p> <p>– Choe Ho Jin (Чой Хио Джин, <i>по INN</i>) (8,000 rub., 8%)</p>	Zolskoe	<p>OGRN 1140725001581 INN 0725014586 KPP 070201001 OKPO 98845232</p>		<p>RF: The founder of this company is a citizen of the Republic of Korea. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.</p>
Koryo Group, ООО (ООО "Корё Групп")	<p>– Gavasheli Yuliya Olegovna (Гавашели Юлия Олеговна, Russian, INN 071604327171) (150,000 rub., 50%) – director</p> <p>– Han Chol Ho (Хан Чхол Хо, DPRK, INN 772992694363) (150,000 rub., 50%)</p>	Moscow	<p>OGRN 5177746348632 INN 7725410416 KPP 772501001 OKPO 22126701</p>		<p>RF: The DPRK former founder of the company left the Russian Federation in the 2019-2020 period and was subsequently removed from ownership of the company. The DPRK citizens from this company were associated with this organization within the framework of educational practice. There is no information on the profit made by the DPRK citizen from the activities of the company. No other facts were found regarding possible violations of the DPRK UN sanctions regime.</p>

Koten, ООО (ООО "Котен")	<ul style="list-style-type: none"> – Koten, ООО (Russian) (9,184.43 rub., 45%) – Kim Gym Dya (Ким Гым Дя, Russian, INN 650103925944) (5,206.59 rub., 25.51%) – Ko Dong Jin (Ко Донг Чжин, DPRK, INN 651000345083) (3,977.83 rub., 19.48%) – АО «Хангуксахалинчжавонкэбаль» (ID# 1101115419886, ROK) (2,040.98 rub., 10%) – Zozulya Vladimir Anatolevich (Зозуля Владимир Анатольевич, Russian, INN 650200397979) - director 	Aleksandrovsk-Sakhalinski	OGRN 1116501004531 INN 6501239619 KPP 650201001 OKPO 69918846	According to business databases, Koten, ООО has bid on and won four supply contracts for Russian State agencies, as recently as late 2021.249	RF: The founder of this company is a citizen of the Republic of Korea. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
KR-Stroi, ООО (ООО "КР-Строй")	– Choe Yun Myong (Чое Юн Мьонг, DPRK, INN 250216808951) (10,000 rub., 100%)	Artemovski	OGRN 1232500005760 INN 2502071217 KPP 250201001 OKPO 95050058		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Maiskoe, ООО (ООО "Майское")	<ul style="list-style-type: none"> – Chzhiyuan Ma (Чжиюань Ма, DPRK INN 246610127031) (45,000 rub., 45%) – Kordoeva Emiliya Arkadevna (Кордоева Эмилия Аркадьевна, Russian, INN 040401170277) (30,000 rub., 30%) – director – ООО "Шипуновские Закрома" (OGRN 1142468024160, Russian)) (25,000 rub., 25%) 	Barnaul	OGRN 1172225021242 INN 2222858668 KPP 222501001 OKPO 10356531		RF: It is known for certain that there are no DPRK citizens among the founders of this company. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.

Maru, ООО (ООО "Мару")	– Ri Songbe (Ли Сонгбэ, DPRK, INN 507505934591) (50 000 rub., 100%)	Moscow	OGRN 5157746210496 INN 7743134487 KPP 774301001 OKPO 52688081		RF: The DPRK citizens who are occupied by this company are undergoing their educational internship there. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
Medifeis, ООО (ООО "Медифейс")	– Artemenko Sergei Viktorovich (Артёмченко Сергей Викторович, Russian, INN 272113166402) (5,000 rub., 50%) – Kim Sung Han (Ким Сунг Хан, DPRK, INN 272412112821) (5,000 rub., 50%) – Losik Dmitri Viktorovich (Лосик Дмитрий Викторович, Russian, INN 272405289218) - director	Khabarovsk	OGRN 1162724071135 INN 2724213470 KPP 272401001 OKPO 03243795		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
Megatour, ООО (ООО "Мегатур")	– Kim Joo Hi (Ким Чжухи, DPRK, INN 254300253208) (9,000 rub., 90%) – Kim Tatyana Radikovna (Ким Татьяна Радиковна, Russian, INN 250811762279) (1,000 rub., 10%) – Kim Valentina Radionovna (Ким Валентина Радионовна, Russian, INN 252533452876) - director	Vladivostok	OGRN 1072508001510 INN 2508078561 KPP 254301001 OKPO 80908104		RF: The DPRK citizens who are occupied by this company are undergoing their educational internship there. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
Mire-1, ООО (ООО "Мирэ-1")	– Kim Chung Sung (Ким Чхун Сен, DPRK, INN 231132258073) (10 000 rub., 100%) – Pak Sun Sam (Пак Сун Сам, DPRK, INN 231222877751) – Director	Krasnodar	OGRN 1152312010718 INN 2312233847 KPP 231201001 OKPO 29573917		RF: There is no existing company with this name. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
Moran, ООО (ООО "Моран")	– Ro Myong Hak (Ро Мен Хак, DPRK, INN 667905580958) (100,000 rub., 100%) - director	Ekaterinburg	OGRN 1146679006891 INN 6679048370 KPP 667901001 OKPO 35162265	According to a Member State, suspected of employing approximately 100 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

MTS, ООО (ООО "МЦ") - <i>Massage Center, ООО</i>	– Choe Myong Chol (Цой Мионг Чол, DPRK, INN 540703027414) (15,750 rub., 50%) – Jin Song In (Зен Сен Ен, China, INN 540144059124) (15,750 rub., 50%) – Kim Hyon Su - director (Ким Хен Су, DPRK, INN 540553983584)	Novosibirsk	OGRN 1125476111551 INN 5401359519 KPP 540601001 OKPO 11828386		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
My Key, ООО (ООО "Май Кей")	– Kim Hee Won (Ким Хи Вон, DPRK, INN 770373148437) (7,500 rub., 75%) – Kim Umji (Ким Умджи, <i>no INN</i>) (2,500 rub., 25%) – Novikova Violetta Anatolevna (Новикова Виолетта Анатольевна, Russian, INN 272004664292) - director	Moscow	OGRN 1207700353410 INN 9702023301 KPP 770201001 OKPO 45758941		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Nakhotek, ООО (ООО "Нахотек")	– Ryang Yon Rim (Рян Ен Рим, DPRK, INN 250822274107) (10,000 rub., 100%) – Bogdanovski Pavel Nikolaevich (Богдановский Павел Николаевич, Russian, INN 253805519345) - director	Partizansk	OGRN 1162536072412 INN 2508127000 KPP 250801001 OKPO 03165776		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Neftyanaya Stolitsa, ООО (ООО "Нефтяная Столица")	– Zhao Ying (Чжао Ин, Chinese, INN 723002840700) (38,950 rub., 50%) – Zou Yanchun (Цзоу Яньчунь, DPRK, INN 720323928310) (38,950 rub., 50%) - director	Tyumen	OGRN 1037200569768 INN 7203079263 KPP 720301001 OKPO 12480784		It was also established that among the founders of NEFTYANAYA STOLITSA, ООО there are no DPRK citizens. The Russian competent authorities have no information regarding the North Korean citizens profiting from the activities of the legal entities mentioned in the request.
Novostroi, ООО (ООО "Новострой")	– Jang Gum Chol (Чан Гым Чер, DPRK, INN 250307574563) (10,000 rub., 100%) – Choe Kwang Yong (Цой Кван Ен, DPRK, INN 250821718173) - director	Nakhodka	OGRN 1192536033997 INN 2508136679 KPP 250801001 OKPO 42010165		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Oryun, ООО (ООО "Орюн")	– Kim Hye Son (Ким Хе Сон, DPRK, INN 254300252564) (10,000 rub., 100%) – Danilyak Elena Nikolaevna (Даниляк Елена Николаевна, Zou Yanchun INN 650102300001) - director	Vladivostok	OGRN 1112540009757 INN 2540176852 KPP 253601001 OKPO 91837376	According to a Member State, suspected of employing approximately 10 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Pioner, ООО (ООО "Пионер")	– Kim Hye Son (Ким Хе Сон, DPRK, INN 254300252564) (10,000 rub., 100%) – Danilyak Elena Nikolaevna (Даниляк Елена Николаевна, Zou Yanchun INN 650102300001) - director	Vladivostok	OGRN 1132502001664 INN 2502047408 KPP 254301001 OKPO 27869973	The Panel has previously reported on Pioner, ООО, which was and remains registered at an address (12 Nevskaya ul., Vladivostok, Russia, 690048) similar to that of the DPRK Consulate in Vladivostok (12A Nevskaya ul., Vladivostok, Russia, 690018), and “consider[ed] that [this company’s] collaborative activity with the Democratic People’s Republic of Korea is “prohibited under paragraph 18 of resolution 2375 (2017). This also constitutes a violation of paragraph 18 of resolution 2321 (2016) unless the company moved	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

				out before its adoption." ²⁵⁰	
Primagrosoya, ООО (ООО "Примагросоя")	<ul style="list-style-type: none"> – Korean General Corporation "Kumgan" (Корейская Генеральная Корпорация "Кымган", DPRK) (9,900,000 rub., 50%) – Primagrosoya, ООО (Russian) (9,900,000 rub., 50%) – Korneev Yuri Aleksandrovich (Корнеев Юрий Александрович, Russian, INN 250600049710) - director 	Dalnerechensk	OGRN 1122508002132 INN 2508110960 KPP 250601001 OKPO 10228187	According to a Member State, suspected of employing approximately 5 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Pyongyang Construction Company, ООО (ООО "Пхеньянская Строительная Компания", ООО "ПСК")	<ul style="list-style-type: none"> – Kim Hyon Hee (Ким Хен Хи, DPRK, INN 701744227742) (10,000 rub., 100%) – Kiporenko Tatyana Vladimirovna (Кипоренко Татьяна Владимировна, Russian, INN 702203663197) - director 	Tomsk	OGRN 1107017004170 INN 7017257303 KPP 701701001 OKPO 64109846	According to a Member State, suspected of employing approximately 250 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Construction Company Rai (SK Rai), ООО (ООО "СК"Рай")	<ul style="list-style-type: none"> – Ri Bom Chol (Ли Бом Чхор, DPRK, INN 344409777950) (12,000 rub., 100%) – Kim Chol Song (Ким Чхоль Сон, DPRK, INN 344411719201) - director 	Volgograd	OGRN 1123444003330 INN 3444193695 KPP 344401001 OKPO 09555113	According to a Member State, suspected of employing approximately 750 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Raistroi, ООО (ООО "Райстрой")	<ul style="list-style-type: none"> – Kim En Chol (Ким Ен Чер, DPRK, INN 250211858050) (10,000 rub., 100%) – Ri Sen Nam (Ли Сен Нам, DPRK, INN 254305594667) - director 	Artem	OGRN 1062502018072 INN 2502029889 KPP 250201001 OKPO 94933146	According to a Member State, suspected of employing approximately 170	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

250 See S/2019/171 para 150.

				DPRK workers in 2023	
Rakvon, ООО (ООО "Раквон")	– Pak Un Hwa (Пак Ен Хва, DPRK, INN 540550342230) (12,000 rub., 100%) – Ri Kang Ho (Ли Ган Хо, DPRK, INN 540551491509) - director	Novosibirsk	OGRN 1125476063613 INN 5404459511 KPP 540401001 OKPO 38794675	According to a Member State, suspected of employing approximately 450 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Rakvon, ООО ETS (ООО ЭТС "Раквон")	– Kim Jon Chol (Ким Чен Чер, DPRK, INN 165925271421) (20,000 rub., 100%) – Kim Evgeni Georgevich (Ким Евгений Георгиевич, Russian, INN 165925589373) - director	Kazan	OGRN 1065262097779 INN 5262154409 KPP 166001001 OKPO 96650955	According to a Member State, suspected of employing approximately 350 DPRK workers in 2023	RF: RAKVON, ООО ETS has been officially liquidated.
SP Rakvon-Rai, ООО (ООО "СП Раквон-Раи")	– Kim Chon (Ким Чон, DPRK, INN 190210199752) (10,000 rub., 100%) – Voitov Sergei Vladimirovich (Войтов Сергей Владимирович, Russian, INN 190200219897) - director	Sayanogorsk	OGRN 1151902000249 INN 1902026425 KPP 190201001 OKPO 29634205		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Resurs DV, ООО (ООО "Ресурс ДВ")	– Pan Yong Yong (Пан Ен Ён, DPRK, INN 222261826481) (14,000 rub., 100%) – Ri Sang Ok (Ри Санг Ок, DPRK, 254341107911) - Director	Vladivostok	INN 2540178970 OGRN 1122540001055 KPP 253701001 OKPO 38559661		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Rokoms, ООО (ООО "Рокомс")	– Pak Yu Yun (Пак Ю Еун, DPRK, INN 253716783563) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1102537005724 INN 2537085316 KPP 254301001 OKPO 68543232		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Krasnoyarsk Office of the General Foreign Trading Company "Ronrado", ООО (ООО Кфгво "Рынрадо")	– Kim Se Chun (Ким Се Чун, DPRK, INN 246531378755) (12,500 rub., 100%) – Ri Hyok Chol (Ри Хек Чер, DPRK, INN 246531845791) - director	Krasnoyarsk	OGRN 1022401784679 INN 2460052058 KPP 246501001 OKPO 55434211	According to a Member State, suspected of employing approximately 600 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Roskor, ООО (ООО "Роскор")	– Choe Myong Chol (Чой Мионг Чол, DPRK, INN 540703027414) - 50% – Peshcherov Sergei Valentinovich (Пещеров Сергей Валентинович, Russian, INN 540409542749) - 50%, director	Novosibirsk	OGRN 1125476226138 INN 5404474982 KPP 540401001 OKPO 21005585	According to a Member State, suspected of employing approximately 50 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Ruscom, ООО (ООО "Руском")	– Ri Sun Rye (Ли Сун Ре, DPRK, INN 253611069841)	Vladivostok	OGRN 1222500013031 INN 2543166034 KPP 254301001 OKPO 48457281		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Ryn-Yarstroi, ООО (ООО "Рын-Ярстрой")	– Pak Gwang Son (Пак Гван Сен, DPRK, INN 760418687474) (10,000 rub., 100%) – Atif Karim Bashirovich (Атиф Карим Баширович, Russian, INN 760307908738) - director	Yaroslavl	OGRN 1167627098880 INN 7604315983 KPP 760601001 OKPO 05596032		The DPRK citizen who was the founder of RYN-YARSTROI, ООО left the Russian Federation and therefore was removed from the list of owners of these organizations.
Rynra, ООО (ООО "Рынра")	– Chon Dae Bom (Чон Тхэ Бом, DPRK, INN 246609295049) (10,000 rub., 100%) – Osmanov Elshad Ikham Ogly (Османов Эльшад Ильхам Оглы, Russian, INN 246524976289)- director	Krasnoyarsk	OGRN 1152468055486 INN 2466167030 KPP 246601001 OKPO 41034651		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Construction Company Rynrado (SK Rynrado), ООО (ООО "СК РЫНРАДО")	– Ri Hak Chol (Ли Хак Чер, DPRK, INN 540312312614) (10,000 rub., 100%) – Golovlev Roman Evgenevich (Головлев Роман Евгеньевич,	Novosibirsk	OGRN 1205400041857 INN 5405057195 KPP 540501001 OKPO 46053065	According to a Member State, suspected of employing approximately 650	It was also established that among the founders of SK RYNRADO, ООО there are no DPRK citizens. The Russian competent authorities have no information regarding the North Korean citizens profiting from the activities of

	Russian, INN 544052456256) - director			DPRK workers in 2023	the legal entities mentioned in the request.
Ryugen, ООО (ООО "Рюген")	– Shin Song Ho (Син Сен Хо, DPRK, INN 250212857820) (10,000 rub., 100%) – Tsarev Dmitri Vladimirovich (Царёв Дмитрий Владимирович, Russian, INN 253812406286) - director	Artem	OGRN 1162536084094 INN 2502055776 KPP 250201001 OKPO 04464222		RF: The DPRK citizen who used to be a founder of this company has left the Russian Federation and was subsequently removed from the lists of the founders of this organization. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in those companies.
SF Troika, ООО (ООО "СФ"Тройка")	– Ri Un Il (Ли Ен Ир, DPRK, INN 165928346330) (11,000 rub., 100%)	Kazan	OGRN 1141690028600 INN 1659144856 KPP 165901001 OKPO 47106757		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Shik, ООО (ООО "Шик")	– Kim Hyok Chol (Ким Хек Чер, DPRK, INN 251121515780) (10,000 rub., 100%) – Balobasov Dmitri Leonidovich (Балобасов Дмитрий Леонидович, Russian, INN 410101060035) - director	Ussurisk	OGRN 1142511001148 INN 2511087630 KPP 251101001 OKPO 10239191	According to a Member State, suspected of employing approximately 750 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Sin Pen, ООО (ООО "Син Пен")	– Jong Tong Du (10,000 rub., 100%) (Жонг Тонг Ду, DPRK, INN 272304383623) – Kim Aleksei Vladimirovich (Ким Алексей Владимирович, Russian, INN 272513091350) - director	Khabarovsk	OGRN 1172724025198 INN 2723196768 KPP 272301001 OKPO 19578658		RF: There is no existing company with this name. There is no evidence concerning the profit of DPRK citizens in this company.
Staffkom, ООО (ООО "Стаффком")	– Nam Myong Chol (Нам Мен Чол, DPRK, INN 250214105463) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1127746262588 INN 7704805163 KPP 253601001 OKPO 09203199		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Stroi-P, ООО (ООО "Строй-П")	– Kim Chang Son (Ким Чанг Сон, DPRK, INN 254342151134) (50,000 rub., 100%)	Nakhodka	OGRN 1162536079111 INN 2508127642 KPP 250801001 OKPO 03865150		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Stroika-5, ООО (ООО "Стройка-5")	<ul style="list-style-type: none"> – Foreign Construction Company Photongan (Внешнестроительное Общество "Пхотонган") (DPRK) (6,000 rub., 60%) – Dudin Aleksandr Evlampievich (Дудин Александр Евлампиевич, Russian, INN 381250476570) (2,000 rub., 20%) – Kulikov Daniil Danilovich (Куликов Даниил Данилович, Russian, INN 380801332222) (2,000 rub., 20%) – Pulyaevskaya Lyudmila Ivanovna (Пуляевская Людмила Ивановна, Russian, INN 381001461340) - director 	Irkutsk	OGRN 1023801549133 INN 3811074231 KPP 381001001 OKPO 15018610	According to a Member State, suspected of employing approximately 75 DPRK workers in 2023	RF: STROIKA-5 has been officially liquidated.
Stroiproekt, ООО (ООО "Стройпроект")	<ul style="list-style-type: none"> – Ryon Chol Jun (Рян Чхор Зун, DPRK, INN 250213051180) (10,000 rub., 100%) – O Jang Bok (О Чхан Бок, DPRK, no INN) - director 	Artem	OGRN 1162536094710 INN 2502056152 KPP 250201001 OKPO 02681599		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Tandao, ООО (ООО "Тандао")	<ul style="list-style-type: none"> – Wan Hun (Ван Хун, DPRK, INN 668604995767) (8,000 rub., 80%) – Kuzko Anatoli Borisovich (Кузько Анатолий Борисович, Russian, INN 773372448056) (2,000 rub., 20%) - director 	Moscow	OGRN 5157746049775 INN 7736255970 KPP 773601001 OKPO 17325568		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
TSK Daigon, ООО (ООО "ТСК "Дайгон")	<ul style="list-style-type: none"> – Ri Chan Hyo (Ли Чхан Хё, DPRK, INN 381119927241) (5,000 rub., 50%) – Minyaev Evgeni Yurevich (Миняев Евгений Юрьевич, Russian, INN 381019920108) (5,000 rub., 50%) - director 	Irkutskaya	OGRN 1213800000083 INN 3810086682 KPP 381001001 OKPO 21799303		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Vitamin ABC, LLC (ООО "Витамин ABC")	– An Chol Hwan (Ан Чол Хван, DPRK, INN 253612060658) (30,000 rub., 100%) – Tsydendambaeva Erzhenazhamyuanovna (Цыдендамбаева Эржена Жамьяновна, Russian, INN 031002370304) - director	Vladivostok	OGRN 1182536027189 INN 2536312012 KPP 253601001 OKPO 32252341		C: Nationality of individual is ROK
VSL, ООО (ООО "ВСЛ")	– Ri Son Be (Ли Сун Ре, DPRK, INN 253611069841) (10,000 rub., 100%) – Domanskaya Nina Viktorovna (Доманская Нина Викторовна, Russian, INN 253908734400) - Director	Vladivostok	OGRN 1182536023669 INN 2536311403 KPP 253601001 OKPO 31638794		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Yaksan, ООО (ООО "ЯКСАН")	– Kim Un Sik (Ким Ун Сик, DPRK, INN 540550122516) (10,000 rub., 100%)	Novosibirsk	OGRN 1175476009466 INN 5405994208 KPP 540501001 OKPO 06513031		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
ZB-Stroi, ООО (ООО "ЗБ-Строй")	– Pak Chol San (Пак Чол Сан, DPRK, INN 246533076799) (10,000 rub., 100%) – Kirillova Natalya Rashidovna (Кириллова Наталья Рашидовна, Russian, INN 246005195355) - director	Krasnoyarsk	OGRN 1162468084294 INN 2465147306 KPP 246001001 OKPO 03050961		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Zenko-1, ООО (ООО "Зенко-1")	– Yu Yong Nam (Ю Ыонг Нам, DPRK, INN 253617535190) (10,000 rub., 100%)	Vladivostok	OGRN 1192536034338 INN 2543144464 KPP 253601001 OKPO 42067946		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Zenko-28, ООО (ООО "Зенко-28")	– Son Guk Il (Сон Кук Ил, DPRK, INN 251121515532) (11,000 rub., 100%) – Balobasov Dmitri Leonidovich (Балобасов Дмитрий Леонидович, Russian, INN 410101060035) - director	Ussurisk	OGRN 1062724056042 INN 2724093959 KPP 251101001 OKPO 95254447	According to a Member State, suspected of employing approximately 60 DPRK workers in 2023	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Zenko-39, ООО (ООО "Зенко-39")	<ul style="list-style-type: none"> – Jang Chin Man (Чан Чин Мен, DPRK, INN 772995534618) (5,000 rub., 50%) – Chen Gon Chol (Чен Ген Чер, Russian, INN 231124477339) (5,000 rub., 50%) – Ryu Jung Ryong (Рю Чхун Рён, DPRK, INN 231133389520) - Director 	Krasnodar	OGRN 1092308007670 INN 2308160794 KPP 231101001 OKPO 63233343	According to a Member State, suspected of employing approximately 600 DPRK workers in 2023	RF: Since 22 December 2019 no work permits have been issued to the DPRK citizens at ZENKO-39, ООО and no notifications of issuance of relevant labor or civil law contracts have been received. The DPRK citizens who were the founders of ZENKO-39, ООО, left the Russian Federation and therefore were removed from the list of owners of these organizations.
Zolotaya Zvezda, ООО (ООО "Золотая Звезда")	– Kim Chang Bo (Ким Чхан Бо, DPRK, INN 231222189191) (10,000 rub., 100%)	Krasnodar	OGRN 1172375003382 INN 2310197801 KPP 231001001 OKPO 06383918		The DPRK citizen who was the founder of ZOLOTAYA ZVEZDA, ООО, has left the Russian Federation and therefore was removed from the list of owners of these organizations.

Note: Company and individual names have been transliterated from the original Russian-language documents.

Source: Russian Federation corporate registry records, commercial business databases, Panel investigations, Member States.

Annex 80: Russian Federation reply on So Myong, Choi Chon Gon and Epsilon Limited Trade Development

Upon receiving the letter OC.159 from [...], Acting Coordinator of the Panel of Experts, we have to share our most serious concern regarding the increasing reliance of the Panel in its work on unilateral sanctions imposed by third parties. It is deeply worrisome that the Panel has started to reference them more and more in its requests, completely disregarding the fact that such sanctions are illegitimate and obviously are out of scope of the relevant decisions of the United Nations Security Council and violate the established processes within the Council and the 1718 Committee. Moreover, we find it most regrettable that we find ourselves in the position when we have to remind the Panel of Experts of its mandate in accordance with the relevant UN SC resolutions. In these circumstances and in the interest of preserving the integrity of the Panel we, as a responsible Member of the 1718 Committee, have no other option, but to "return the letter to the sender", and express our sincere hope that the Panel will continue to fulfill its duties in accordance with its mandate, while reiterating our readiness to continue to see to the implementation of the relevant UN SC decisions.

Annex 81: Member State information on bank accounts maintained by Chinyong Information Technology Cooperation Company to launder illicit revenue acquired by DPRK IT workers^{251 252}

Bank Name	Account Number	Country
	6228480048628072976	China
	6228480049037710000	China
	6228480048628070000	China
	6230520040022230000	China
	6230520590021956972	China
	6217850400007690000	China
	6210810730036040000	China
	6217000730017650000	China
	6217000730012086852	China
	6217682902576070	China
	622203330100958000	China
	622908349145594000	China
	622908349145869000	China
	622908349146258000	China
	622908349146418000	China
	622908349145869215	China
	6216916502748110	China
	6216916503395990	China
	6216916503395992	China
	6216916502748118	China
	621691650339599	China
	6217992210020837695	China
	6217992210020830000	China
	6223092210010290000	China
	6217000730022979690	China
or		
	6212263301020748983	China
or		
	6217850400009615649	China
or		

²⁵¹ Note: These accounts may be in the names of non-DPRK proxies whom DPRK IT workers pay for use of the proxy accounts.

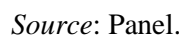
²⁵² The lead expert on this issue does not agree with redacting the bank names of one country.

[REDACTED]		
[REDACTED]	6222033301009588325	China
[REDACTED]	6217000730012086845	China
CJSC ALFA-BANK	458443282159	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	427650002842	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	427650002949	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	427650004820	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	427650005390	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	427938067262	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	546950001464	Russia
Savings Bank of the Russian Federation	546950001656	Russia
VTB Bank OJSC	536829101381	Russia
Tinkoff Bank	553691390605	Russia

Annex 82²⁵³: Member State information on bank accounts used by Shenyang GoldenPack Technic Development Co., Ltd (沈阳金派克技术开发有限公司) to launder money on behalf of by Chinyong Information Technology Cooperation Company's overseas DPRK IT workers

Bank Name	Account Number	Country
[REDACTED]	621691650339599	China
[REDACTED]	6230520590021956972	China

²⁵³ The lead expert on this issue does not agree with redacting the bank names of one country.



Annex 84: Member State replies to Panel enquiries on Chinyong Information Technology Cooperation Company-related bank accounts and Shenyang GoldenPack Technic Development Co., Ltd

China: “Based on thorough investigations conducted on the information provided by the Panel and found no evidence that the relevant banking accounts violated UN Security Council resolutions related to the DPRK.”

Russian Federation: “The research showed that VTB Bank OJSC and CJSC ALFA-BANK have not opened up to date any of the banking accounts enlisted in the request. 6 out of 8 enlisted banking accounts have not been opened by Tinkoff Bank. The other two accounts belong to Russian nationals. There has been no evidence found that these Russian nationals are related to the DPRK company Chinyong Information Technology Cooperation Company.”

Annex 85²⁵⁴: Member State information on bank accounts in China utilized by a Ministry of the People's Armed Forces (KPe.054; aka Ministry of Defense, Ministry of National Defense) subordinate, 53 Department (aka 53 Bureau), to remit earnings back to the control of 53 Department headquarters

Bank Name		Account Number
		6228480651791066012
		6228480598009645576
		6228480598984746670
		6228480040982962314
		6228480405985833673
		6228450598045896874
		6228480040931503615
		6228480049053963978
		6228480049106904573
		6228480049036571476
		6228480048557360178
		6228450010019377311
		6230520660077960176
		6228450018065928770
		6228490048013665473
		6228480598962490473
		6214680052525555
		6216610500001223590
		6216690400000827249
		6013820500993112899
		6216690400000504244
		4563510400014862906
		6222020707000477018
		016120101130097002
		6212250200002118006
		6217000180029387242
		6222620440000830747
		6226621906546740
		6226681900094519
		6226621907113672
		6214351242416472
		6214830207467621
		6217000610004236907
		6227003811740281878
		6217002390008678804

²⁵⁴ The lead expert on this issue does not agree with redacting the bank names of one country.

		6222620440000359259
		6230200122959740
		6222030200014260594
		6212260707001828995
		6222033301010216080
		6222030707002319547
		6222030707000922771
		6222084000005998631
		6222030705000062259
		6222080707000722071
		9558883301000144636
		6222620440001391533
		6222620310008316215

Annex 87²⁵⁶: Information from the Russian corporate registry on possible Russia-registered DPRK companies potentially employing DPRK nationals earning income

The Panel investigated Russian corporate registry records of well as 42 Russia-registered DPRK entities, which may be employing DPRK nationals earning income. Of the companies listed in this annex and Annex 73, the Russian Federation responded, “based on the results of the inspection it was found that 82 legal entities noted in the request do not actually operate, although they are listed in the Unified State Register of Legal Entities.” Russian Federation responses on individual companies are included in the table below.

Company name	DPRK owners / directors	Company location (Russian Federation)	Registration numbers	Additional information	Comments
Aisprint Consulting, FL КОО (ФЛ КОО "Айспринт консалтинг")	Kim Geng Il (Ким Генг Ил)	Saint Petersburg	INN 9909323950 OKPO 65977591		RF: Russian Federation replied that Aisprint Consulting, FL KOO had been officially liquidated.
Aprokkan, Pred OTZ (Пред ОТЗ "Апроккань") - Korea Amnokgang Technology Development Corporation Vladivostok Representative Office	Ri Yong Tae (Ри Ыонг Тае) Hong Yong Sen	Vladivostok	INN 9909344990 KPP 253751001 OKPO 91800858	According to a commercial business database, has 7 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korean Trading Company Changsu (Представительство Корейской торговой компании "Чансу" (КНДР) в г.Владивостоке)	Ri Song Il (Ри Сонг Иль)	Vladivostok	INN 9909404173 KPP 253651001 OKPO 31135923	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Export and Import Company "Chhorsanbong" (Представительство Общества По Экспорту И Импорту "Чхорсанбонг")	Rim Chol Su (Рим Чоль Су)	Vladivostok	INN 9909538875 KPP 254392001	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Trading Company Dorasi (Торговая Компания "Доразии")	Kim Song Jim (Ким Сен Гым)	Vladivostok	INN 9909543610 KPP 254092001	According to a commercial business	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

²⁵⁶ One member of the Panel is of the view that information in this table should be further corroborated and analyzed in conjunction with information from the Russian Federation provided in Annex 79.

				database, has 5 “foreign” employees	
General Society for Export and Import of Ferrous Metals under the Ministry of Metallurgical Industry of the DPRK (Пред По Экспорту И Импорту Черных Металлов (КНДР))	Cha Yong Bom (Ча Ыонг Бом)	Vladivostok	INN 9909206615 KPP 254051001 OKPO 88262162		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korean Trading Company Yolgwan (Представительство Корейской Торговой Компании "Ёльгван")	U Yong Nam (У Ыонг Нам)	Vladivostok	INN 9909551636 KPP 254392001	According to a commercial business database, has 10 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korean Foreign Trade Company Yonhwa (Представительство Корейского Внешнеторгового Общества "Ёнхва")	Choe In Guk (Чое Ин Гук)	Vladivostok	INN 9909537381 KPP 254392001	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Society of Information and Technology Exchange Enphun (Представительство Общества Обмена Информацией И Технологией "Енпхунь")	Ri Kvang (Ри Кванг)	Vladivostok	INN 9909498196 KPP 254392001	According to a commercial business database, has 10 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Yenphung Company for Distribution of Mariculture (Представительство Компании "Енпхунг" По Распространению Марикультуры)	Kim Ji Song (Ким Жи Сонг)	Vladivostok	INN 9909492067 KPP 254392001	According to a commercial business database, has 10 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Air Koryo Representative Office(Представительство Авиапредприятия "Эр Корё" Во Владивостоке)	Ryu Kvang Su (Рю Кванг Су)	Artem	INN 9909087020 KPP 250251001 NZA 20150034850	According to a commercial business database, has 3 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Air Koryo Moscow Representative Office (Пред "Эр Корё")	Pak Chan Hun (Пак Чан Хун)	Moscow	INN 9909087020 KPP 773851001 OKPO 59100257	According to a commercial business database, has 2 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

			NZA 20150034872	The Panel notes that this company's address (Office 106, 72 Mosfilmovskaya Ulitsa, Moscow, Russia, 119330) is similar to that of the DPRK Embassy in Moscow (72 Mosfilmovskaya Ulitsa, Moscow, Russia, 119590) and considers that this may constitute a violation of paragraph 18 of resolution 2321 (2016).	
Company Feson for Export and Import of Medications (Представительство Компании "Фёсон" По Экспорту И Импорту Медикаментов)	Kim Yong Chol (Ким Ыонг Чоль)	Vladivostok	INN 9909493656 KPP 254092001 NZA 20180001534	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Компанија "Nam'yang Aloe" (Фл "Юнивера-Россия" В Г.Уссурийске)	Kim Ho (Ким Хо, INN 254000401127)	Ussurisk	INN 9909098350 OKPO 52098451		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korean Scientific Society / Vladivostok (Влад пред Корейского Научного Общества)	Jo Se Gwan (Чо Се Гвон)	Vladivostok	INN 9900327377 OKPO 65485824		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Knde Ko. Ltd, Fl Koo (Фл Кoo "Кнде Ко. Лтд")	Jon Su Pak (Джон Су Пак)	Yuzhno-Sakhalinsk	INN 9909196149 OKPO 93111703		RF: The founder of KNDE KO. LTD, FL KOO is a citizen of the Republic of Korea. The Russian competent authorities have no information regarding the North Korean citizens profiting from the activities of the legal entities mentioned in the request.
'Representative Office of the Association " Korean Textile Center " (Пред	E Jon Gu (И Чжон Ву)	Moscow	INN 9909149163 KPP 773851001 OKPO 75368284		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Ассоциации "Корейский Текстильный Центр")					
Representative Office of the Korean Corporation "Kyong Un" (Представительство Корейской Корпорации "Кьонг Ун")	Kim Song Il (Ким Сонг Иль)	Vladivostok	INN 9909499778 KPP 253692001 NZA 20180002502	According to a commercial business database, has 10 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korean Corporation Korea Keumgan Group (Представительство Корейской Корпорации "Кымган Групп" (КНДР) Г. Владивосток)	Kang Jang Rim (Канг Чанг Рим)	Vladivostok	INN 9909474967 KPP 253692001 NZA 20170000895	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korean Trading Company Geumganbong (Представительство Корейской Торговой Компании "Кымганбонг")	Son Gyong Il (Сон Кьонг Иль)	Vladivostok	INN 9909526929 KPP 254392001 NZA 20190000754	According to a commercial business database, has 10 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Ministry of Fisheries of the Dprk (Пред Мин-Ва Рыбного Хозяйства)	Ji Ryon Chol (Чи Ен Чеп)	Vladivostok	INN 9909137545 KPP 253692001 OKPO 88240249 NZA 20150022321	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the 21st Pyongyang Trading Company (Представительство 21-Й Пхеньянской Торговой Компании)	Ri Jang Gwang (Ри Чанг Гванг)	Vladivostok	INN 9909500663 KPP 253692001 NZA 20180002678	According to a commercial business database, has 10 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of a Korean Medical Instrument Manufacturing Company (Представительство Корейской Компании По Изготовлению Медицинских Инструментов)	U Yong Chol (У Ыонг Чоль)	Vladivostok	INN 9909542857 KPP 253692001 NZA 20190002613	According to a commercial business database, has 10 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Korean General Petroleum Association (DPRK) Vladivostok (Представительство	So Jun Sok (Со Жун Сок)	Vladivostok	INN 9909318559 KPP 253651001 NZA 20150038843	According to a commercial business database, has 4 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Корейского Генерального Нефтяного Объединения (КНДР) Г. Владивосток)					
Representation of the Joint Information Company of the 21st Century (Представительство Совместной Информационной Компании 21 Века)	Jang Jon Bok (Жанг Джун Бок)	Vladivostok	INN 9909552372 KPP 254392001 NZA 20190003658	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Fishing Corporation "Raymond" (DPRK), Magadan (Представительство Рыболовной Корпорации "Раймонд" (КНДР) Г. Магадан)	Pak Jon Gil (Пак Чен Гил, INN 490916149208)	Magadan	INN 9909298084 KPP 490951001 OKPO 11219635 NZA 20160000322	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees	RF: The DPRK citizen who was the founder of the representative office of the Fishing Corporation "Raymond" left the Russian Federation and therefore was removed from the list of owners of these organizations.
Branch of the General Foreign Trade Company "Rakvon" DPRK (Vladivostok) (Филиал Генерального Внешнеторгового Общества "Раквон" КНДР (Г. Владивосток))	Kan Myong Ho (Кан Мен Хо)	Vladivostok	INN 9909483760 KPP 253791001 NZA 10170001490	According to a Member State, suspected of employing approximately 150 DPRK nationals earning income in 2023 According to a commercial business database, has 50 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Korean General Trading Company "Rynra-888" (Представительство Корейского Генерального Торгового Общества "Рынра-888")	Kim Yong Ho (Ким Ёонг Хо)	Vladivostok	INN 9909499834 KPP 254392001 NZA 20180002491	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees The Panel notes that this company’s address (12 Nevskaya ul., Vladivostok, Russia, 690048) is similar to that of the DPRK	<i>Based on the Russian Federation’s response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

				Consulate in Vladivostok (12A Nevskaya ul., Vladivostok, Russia, 690018) and considers that this may constitute a violation of paragraph 18 of resolution 2321 (2016).	
Representative Office of Techno-Trading Company "Sesung" DPRK (Vladivostok) (Представительство Техно-Торгового Общества "Сесунг" КНДР (Г. Владивосток))	Ri Sung Jon (Ли Сунг Хйон)	Vladivostok	INN 9909509507 KPP 253692001 NZA 20180003723	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Korean Trading Company "Song Jin" (Представительство Корейской Торговой Компании "Сонг Жин")	Dong Rim Ho (Донг Рим Хо)	Vladivostok	INN 9909550569 KPP 253692001 NZA 20190003361	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Korea Trading Company "Synri-Jonji" (DPRK) Vladivostok (Представительство Корейской Торговой Компании "Сынри-Чонзи" (КНДР) Г. Владивосток)	Ju Dong Sung (Жу Тонг Сунг)	Vladivostok	INN 9909401479 KPP 253651001 NZA 20160000311	According to a commercial business database, has 4 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of Corporation for Technologies "Tansim" (Представительство Корпорации По Технологиям "Тансим")	Kim Yon Jin (Ким Ыон Жин)	Vladivostok	INN 9909560292 KPP 254392001 NZA 20200000667	According to a commercial business database, has 10 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of Trading Company "Ulrim" (Представительство	Pak Chol Man (Пак Чоль Ман)	Vladivostok	INN 9909542840 KPP 253692001 NZA 20190002591	According to a commercial business database, has 10 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Торговой Компании "Ульрим")					
General Enterprise for Far Sea Navigation and Management under the Ministry of Land and Sea Transport of the DPRK (Влад Пред По Дальноморскому Судоходству)	Jong Jae Son (Жонг Жае Сон)	Vladivostok	INN 9909199661 KPP 253651001 OKPO 88240120 NZA 20150032496	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Vneshugol, Pred (Пред "Внешуголь")	Kim Hong Gwan (Ким Хон Гвон)	Neryungri	OKPO 52485449		RF: The DPRK citizen who was the founder of the representative office of the Fishing Corporation "Raymond" left the Russian Federation and therefore was removed from the list of owners of these organizations.
Representative Office of the Main Department of the Forestry "Wondon Rimob" of the Ministry of Forestry of the DPRK (Представительство Главного Управления Лесной Промышленности "Вондон Римоб" Минлеспрома КНДР) (Фл Гулп "Вондон Римоб")	Ri Gwon Yong (Ри Кван Йонг) Son Chan Il (Сон Чхан Ир)	Ussurisk Khabarovsk	INN 9909077617 KPP 251192001 NZA 20180001150, 20150012355 OKPO 85105019	According to a commercial business database, has 5 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative Office of the Pyongyang Foreign Trade Tobacco Company "Unha" in Vladivostok (Представительство Пхеньянского Внешнеторгового Табачного Общества "Ынха" В Г. Владивосток)	Pak Yong Jin (Пак Ёонг Жин)	Vladivostok	INN 9909461333 KPP 253692001 NZA 20160002490	According to a commercial business database, has 3 "foreign" employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
FI "Univera-Russia" in Ussuriysk (Фл "Юнивера-Россия" В Г.Уссурийске)	Kim Ho	Ussurisk	INN 9909098350 OKPO 52098451		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representation of the Korean Trading Company "Green Industry" (DPRK)	O In Jun (О Ин Жун)	Vladivostok	INN 9909455900 KPP 253692001	According to a commercial business	RF: O In Jun could be the same person as the reported Vladivostok-based Korea

Vladivostok (Представительство Корейской Торговой Компании "Зеленая Индустрия" (КНДР) Г.Владивосток)			NZA 20160001906	database, has 4 “foreign” employees	Daesong Bank (KPe.035) representative O In Jun (see Annex 71)
Korea General Corporation for External Construction Vladivostok Representative Office (Представительство Корейского Генерального Общества По Строительству За Рубежом "Зенко" (КНДР), Г. Владивосток)	Ko Yongil (Ко Юнгиль)	Vladivostok	INN 9909159891 KPP 254392001 NZA 20150022387	According to a commercial business database, has 17 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Korea General Corporation for External Construction Khasan Representative Office (Корейское Генеральное Общество По Строительству За Рубежом "Зенко" (КНДР))	Kim Myong Guk (Ким Мен Гук)	Khasan	INN 9909159891 KPP 253151001 OKPO 80944608 NZA 20150028184	According to a commercial business database, has 5 “foreign” employees	<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>
Representative office of the Korean TIC "Peksan" (Представительство Корейского ТИЦ "Пэксан")	Yun Tae Dok	Vladivostok	INN 9909392520 OKPO 27868212		<i>Based on the Russian Federation's response, the Panel is unable to ascertain whether the company is still operating.</i>

Note: Company and individual names have been transliterated from the original Russian-language documents. / Source: Russian Federation corporate registry records, commercial business databases, Panel investigations, Member States.

Annex 88: Individuals operating overseas reportedly related to Korean National Insurance Company (KPe.048) and/or its reported front/subordinate companies Polestar Insurance Company (PIC), Samhae Insurance Company (SIC), and Rainbow Intermediaries (RI)

Name	Suspected Position	Additional information	Location	Member State response
Choe Myong Chol	KNIC Representative	<u>Status</u> : Diplomat <u>Designation</u> : First Secretary (Economic and Commercial Section) <u>Date of arrival</u> : 25 May 2015 <u>DPRK passport number</u> : 481110043 <u>Date of birth</u> : 7 April 1974	Pakistan	“[Choe and Jon] are diplomats who have, during the last three years, travelled to China and DPRK only. No record of any commercial, rent-seeking or profitable activity is found yet... [and] no investigation or prosecution is underway”
Jon Hyon Chol	KNIC Representative	<u>Status</u> : Diplomat <u>Designation</u> : First Secretary (Economic and Commercial Section) <u>Date of arrival</u> : 18 January 2020 <u>DPRK passport number</u> : 481410050 <u>Date of birth</u> : 1 January 1985	Pakistan	“[Choe and Jon] are diplomats who have, during the last three years, travelled to China and DPRK only. No record of any commercial, rent-seeking or profitable activity is found yet... [and] no investigation or prosecution is underway”
Kim Yong Jin	KNIC Representative	<u>DPRK passport number</u> : 481410074 <u>Date of birth</u> : 28 September 1971	Nigeria	<i>No response</i>
Sin Jun Chol	KNIC Representative	N/A	Russia	“There is no evidence found regarding illegal activities relating to the Korean National Insurance Corporation (KNIC) (KPe.048).”
Mun Mi Hwa	PIC Associate	Conducted banking transaction on behalf of PIC in December 2022	Likely Nigeria	<i>No response</i>

Source: Member States, Panel investigations.

Annex 89: Information on companies reportedly assisting and/or working with the Korean National Insurance Company (KPe.048) and/or its front/subordinate companies

Company	Reported information on engagement with KNIC	Address
Fountain Court Partners	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022	No. 299, Ikorodu Road (Olatunji House), Behind Idiroko BRT Terminal 4th Floor, Left Wing, Maryland, Lagos State, Nigeria
Premium Broking House	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022	Street No. 404 – Bldg. 206 (2nd floor), Sin El Fil – Dekwaneh, PO Box: 55.659 Sin El Fil, Lebanon
Integ Partners	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022	Plot 448A Lagos Crescent, Off Ladoke, Akintola Boulevard, Garki 2, Abuja, Nigeria
BK & Associes	Assisted KNIC in recovering debts, between at least 2019 and 2022	Rue Washington, Cocody Val Doyen, 08 BP 3819 Abidjan 08 Côte d’Ivoire
Millbank Insurance Brokers, Ltd.	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters’ control, between at least 2020 and 2022	Ground Floor, Suite 08, Bluecrest Mall, Majek, Lekki Peninsula, Lekki – Epe Expressway, P.O. Box 6629, Marina, Lagos, Nigeria
QuickLink Insurance Brokers Ltd.	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters’ control, between at least 2020 and 2022	238, Muritala Mohammed Way, Ebute-Meta, Alagomeji, Yaba, Lagos State, Nigeria
Universal Insurance Plc	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC	8 Gbagada Expressway, Anthony 100232, Lagos, Nigeria

	headquarters' control, between at least 2020 and 2022	
Sechuwariis Development Foundation	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022	No. 13 Amichi-Okigwe Road, Nnewi-South LGA, Anambra, Nigeria
Somitel Ventures Enterprise	Facilitates KNIC's activities in Africa, including through cryptocurrency transactions on KNIC's behalf, as of 2023	Suite B15, Road 1, Ikota Shopping Complex, VGC, Lekki, Ajah, Lagos, Nigeria
New Elements Holdings Co. Ltd (新元素控股有限公司)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022	Hong Kong
Li Xianzhu (Chinese national)	Partnered with or knowingly assisted KNIC in developing business opportunities, attempting to collect money, and/or facilitating financial transfers of funds to KNIC headquarters' control, between at least 2020 and 2022, utilizing [REDACTED] ²⁵⁷ (Asia) Ltd account number 718823353750	
Fairicc Survey & Loss Adjusting Co., Ltd.	Established a relationship with Samhae Insurance Company in 2019 (see Annex 85)	17/F, South Wing Huatong Plaza B, 19B, Chegongzhuangxi Rd, Beijing 100048

²⁵⁷ The lead expert on this issue does not agree with redacting the bank names of one country.

Kaztec Engineering	Contracted with Samhae Insurance Company for vessel insurance between 2019 and 2020 ²⁵⁸	2 Oguda Close, Off Lake Chad Crescent, Maitama, Abuja FCT, Nigeria
--------------------	--	--

Source: Member States, commercial business databases, company websites, media

²⁵⁸ <https://www.nknews.org/pro/nigerian-firm-wades-into-murky-legal-waters-with-north-korean-insurance-policy/>

Annex 90: Samhae Insurance Company Website (excerpts)



ABOUT US

Samhae Insurance Company, as a specialist marine, aviation and liability risk underwriter, provides bespoke insurance solutions to fit your needs.

Samhae is fortunate to have such highly skilled underwriting teams well equipped with extensive expertise and considerable experiences over the years and they are recognized as specialists in marine and aviation field by brokers, agents, clients and partners.

Rated a corporate entity solid in financial strength and stable in creditability by the Ministry of Finance, Samhae offers financial security to its clients in various fields.

Samhae has developed business relationships with brokerage firms and other (re)insurance companies at home and abroad to conduct insurance and reinsurance business on a global scale.

Over the past 5 years since its creation, the Company has delivered customized insurance solutions to meet the clients' needs resting on specialists' expertise and rich practical experience and thus has built up a solid corporate reputation in the domestic and international market.

Clients choose to work with us because they rely on our ability to fulfil our commitments, to deliver insurance solutions that best serve their needs and to develop long-standing relationships.



VISION

To develop into a leading reliable insurer delivering quality insurance service tailor-made to each client's requirements with an eye to a sustainable business growth by virtue of up-to-date science and technology.

MISSION

To secure the clients against the potential risks and in the case of loss or damage immediately indemnify them to aid their speedy recovery.

VALUES

To be consistent in adhering to the principles of integrity, transparency, promptness and accuracy in insurance service relying on the professionalism and rich experience.

WHY SAMHAE INSURANCE?

The economic outlook of the Company looks quite good as it is run by the rich human resources involving the excellent insurance experts while it pursues the most effective business and management strategies in doing business.

The insurance service of the Company is readily accessible to all of our clients everywhere in the country at any time since it has built up an elaborate distribution network of a number of local branches and agents.

The information technology-oriented service level of the Company is becoming increasingly sophisticated with the help of the latest science and technology such as mobile communication technology and computer network technology.

The Company is expanding its footprint in the international insurance market and is forming a cooperative relationship with a number of market players including brokerage firms, insurers and reinsurers on the globe.

COMPANY PROFILE

DATE OF ESTABLISHMENT 6th October 2016



State Insurance Commission.

▷



2017

The Company opened up 6 branch offices in the local cities.

▷



2nd May 2018

The Company began to release its Annual Report.

▷

1st November 2018

The Company commenced ceding marine facultative reinsurance to the foreign market for the first time since its operation.

▷



19th December 2018

The Company opened its website on the Internet.

▷

2018

The Company extended 4 more branch offices in the country.

▷



25th March 2019

Samhae Insurance Company made an agreement with and Fairloc Survey & Loss Adjusting Co., Ltd to appoint the latter as the International loss adjuster.

▷

Source: www.naenara.com.kp/sites/samhae/, Panel annotations

Annex 91: Information on business and trade activities conducted by alleged DPRK Reconnaissance General Bureau (KPe.028) representative Nam Chol Ung

Business activity

Laos

- According to a Member State, Nam is the owner of Mekong Development Co. Ltd., which in turn owns New Arena Sports Complex (Sisattanak District, Vientiane)

Thailand

- Nam is reportedly the owner of DP Law and Business Group Company Limited (บริษัท ดีพี ลอว์ แอนด์ บิซซิเนส กรุ๊ป จำกัด)
 - Address: 299 Moo 2, Tambon Pa Phai, Amphoe San Sai, Chang Wat, Chiang Mai, 50210, Thailand
 - Thailand Company Registration Number 0505546003061
- According to the Panel's investigations, Nam is the director of NCU Industries Company Limited (บริษัท เอ็น ซี ยู อินดัสตรีส์ จำกัด, aka Siam Sky Pattaya Co., Ltd.)
 - Address: 44/1 Room 209 KTA Mansion Soi Samanchan-Barbos, Phra Khanong Subdistrict, Khlong Toei District, Bangkok, Thailand
 - Telephone number 02-7123400
 - Thailand Company Registration Number 0105555027833
 - DPRK investment (as of 2018)²⁵⁹

²⁵⁹ The Thailand corporate registry only specifies a nationality and does not specify whether this represents a company, individual, or government/government entity.

Figure 1

ข้อมูลทั่วไป : 0105555027833 บริษัท เอ็น ซี ยู อินดัส ตริส จำกัด General information: 0105555027833 N.C.U. Industries Company Limited ข้อมูลบริษัท	
ประเภทนิติบุคคล : บริษัทจำกัด	Registration date: 21 February 2012
วันที่จดทะเบียน : 21/02/2555	Location: 44/1 Room 209 KTA Mansion Soi Samanchan-Barbos, Phra Khanong Subdistrict, Khlong Toei District, Bangkok
สถานะนิติบุคคล : ยังดำเนินการอยู่	
ทุนจดทะเบียน (บาท) : 5,000,000.00	
ที่ตั้ง : 44/1 ห้อง 209 เคทีเอ แมนชั่น ซอยสมานฉันท์-บาร์โบส แขวงพระโขนง เขต คลองเตย กรุงเทพมหานคร	
หมวดธุรกิจ (มาจากงบการเงินปีล่าสุด) : 55101 โรงแรม รีสอร์ทและห้องชุด	Business category: Hotels, Resorts and Apartments
วัตถุประสงค์ (มาจากงบการเงินปีล่าสุด) : โรงแรม รีสอร์ทและห้องชุด	
ปีที่ส่งงบการเงิน : 2556 2557 2558 2559 2560	
Director	1. นายนา ชู สูง 2. นางรัชชอง ชิม/ Mr. Nam Cho Hung * The Panel considers this person to probably be Nam Chol Ung

1/2

2023/11/24 13:58 ระบบคลังข้อมูลธุรกิจ (Business Data Warehouse)

คณะกรรมการลงชื่อผูกพัน : กรรมการคนใดคนหนึ่งลงลายมือชื่อ และประทับตราสำคัญของบริษัท/
 โทรศัพท์ : 02-7123400
 โทรสาร :
 E-mail address :

1. นิติบุคคลนี้ฝ่าฝืนคำสั่งศาลว่าควรให้บัญชีหรือสารบัญชียุติกรณีไม่จัดส่งบัญชี
 ข้อควรทราบ : และ/หรือชี้แจงข้อเท็จจริงเกี่ยวกับการจัดทำบัญชี รอบปีบัญชี 2559 โปรดใช้
 ความระมัดระวังในการทำนิติกรรม

หมวดธุรกิจ (มาจากงบการเงินปีล่าสุด) : หมายถึง วัตถุประสงค์ของกิจการตามที่ระบุในงบการเงินปีล่าสุดที่จัดส่ง
 กรณีที่ยังไม่เคยมีการจัดส่งงบการเงิน ระบบจะนำเสนอวัตถุประสงค์ตอนจัดตั้งกิจการ (หรือที่ปรากฏในหน้าหนังสือ
 รับรองฯ)

ข้อควรทราบ 1. ข้อมูลทั่วไป : ข้อมูลนี้เป็นเพียงข้อมูลทั่วไปที่เปิดเผยเท่านั้น เพื่อประโยชน์ในการให้บริการ
 ประชาชน ไม่สามารถนำไปใช้อ้างอิงได้ตามกฎหมาย

ข้อควรทราบ 2. ข้อมูลงบการเงิน : ข้อมูลนี้เป็นข้อมูลที่ได้จากการนำส่งงบการเงินของนิติบุคคล ข้อเท็จจริงเป็นสิ่งที่
 ควรหาไว้พิจารณา

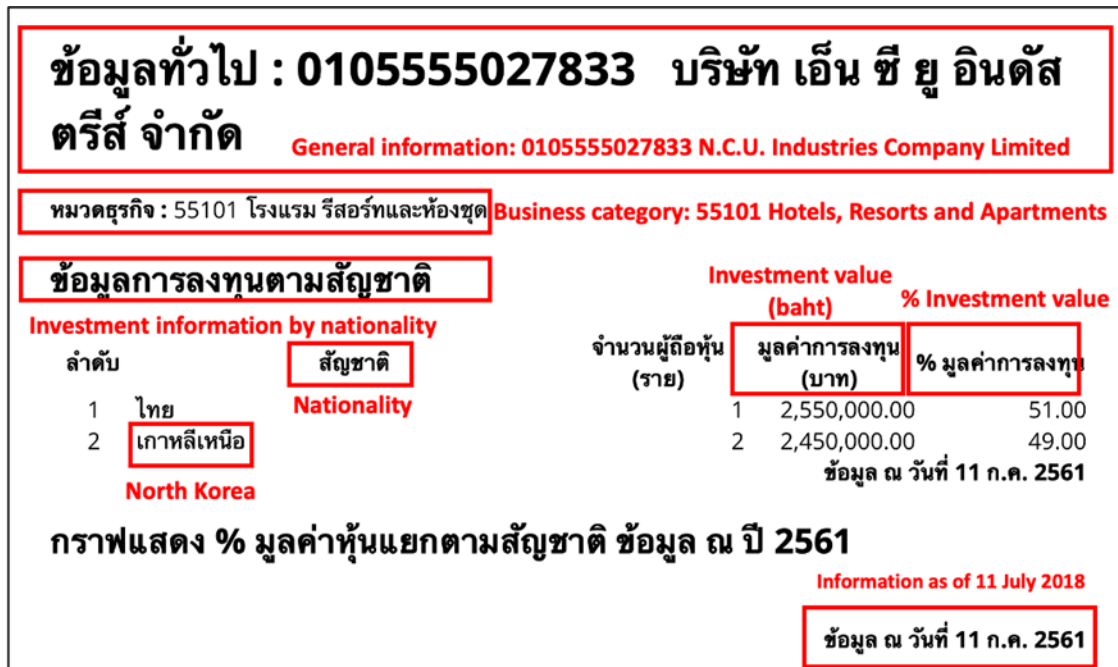
Information as of 11 July 2018

ข้อมูล ณ วันที่ 11 ก.ค. 2561

PDF

Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

Figure 2



Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

Figure 3

Juristic Person Information SIAM SKY PATTAYA CO., LTD.	
Registered No :	0105555027833
Registered Type :	SIAM SKY PATTAYA CO., LTD.
Registered Date :	21/02/2012
Status :	Operating
Registered Capital (Baht) :	5,000,000.00
Industry group in registered document :	55101 : Hotels and resort hotels
Industrial group in latest financial statement :	55101 : Hotels and resort hotels
Fiscal Year (submitted financial statement) :	2565 2564 2563 2562 2561

Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

- According to the Panel's investigations, Nam is directly associated with NCU Hospitality Company Limited (บริษัท เอ็น ซี ยู ฮอสพิทาลิตี้ จำกัด)
 - Address: 44/1 Room 209 KTA Mansion Soi Samanchan-Barbos, Phra Khanong Subdistrict, Khlong Toei District, Bangkok, Thailand
 - Telephone number 02-7123400
 - Thailand Company Registration Number 0105556139040
 - Involved in alcohol/beverage sales and trade

Figure 4

ชื่อนิติบุคคล : บริษัท เอ็น ซี ยู ฮอสพิทาลิตี้ จำกัด

ข้อมูล ณ วันที่ 18 มี.ค. 65

Legal entity name: NCU Hospitality Company Limited

Information as of March 18, 2022

- ขอหนังสือรับรอง
- พิมพ์ข้อมูลนิติบุคคล
- พิมพ์ภาพหน้าจอ

เลขทะเบียนนิติบุคคล : 0105556139040

Legal entity registration number: 0105556139040

1/7

2023/11/26 18:25
ข้อมูลนิติบุคคล | DBD

ประเภทนิติบุคคล	บริษัทจำกัด	
สถานะนิติบุคคล	ยังดำเนินการอยู่	
วันที่จดทะเบียนจัดตั้ง	29 ส.ค. 2556	
ทุนจดทะเบียน	35,000,000.00 บาท	
เลขทะเบียนเดิม	-	
ปีที่ส่งงบการเงิน	2563 2562 2561 2560 2559	Location: 44/1 Room 209 KTA Mansion Samanchan-Barbos, Phra Khanong Subdistrict, Khlong Toei District, Bangkok
	>> คลิกที่นี่เพื่อดูงบการเงิน	

ที่ตั้ง
 44/1 ห้อง 209 เคทีเอ แมนชั่น สมานฉันท-บาร์โบส แขวงพระโขนง เขตคลองเตย กรุงเทพมหานคร

โทรศัพท์	02-7123400	Telephone: 02-7123400
โทรสาร	-	
Website	-	

Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

- According to the Panel's investigations, Nam is linked to TS Ungum Company Limited (บริษัท ทีเอส อุนกัม จำกัด, aka YM Impex Co., Ltd.)
 - Address: 44/1 Room 209 KTA Mansion Soi Samanchan-Barbos, Phra Khanong Subdistrict, Khlong Toei District, Bangkok, Thailand
 - Telephone number 02-7123400
 - Thailand Company Registration Number 0105547009627
 - DPRK investment (as of 2018)²⁶⁰

Figure 5

ข้อมูลทั่วไป : 0105547009627 บริษัท ทีเอส อุนกัม จำกัด

General information: 0105547009627 TS Ungum Company Limited

หมวดธุรกิจ : 46900 การขายส่งสินค้าทั่วไป

Business category: 46900 General merchandise wholesale

ข้อมูลการลงทุนตามสัญชาติ

Investment information by nationality

ลำดับ	สัญชาติ	จำนวนผู้ถือหุ้น (ราย)	มูลค่าการลงทุน (บาท)	% มูลค่าการลงทุน
	Nationality		Investment value (baht)	% Investment value
1	ไทย	1	2,040,000.00	51.00
2	เกาหลีเหนือ	2	1,960,000.00	49.00
	North Korea			

กราฟแสดง % มูลค่าหุ้นแยกตามสัญชาติ ข้อมูล ณ ปี 2561

Information as of 3 July 2018

ข้อมูล ณ วันที่ 3 ก.ค. 2561

Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

²⁶⁰ The Thailand corporate registry only specifies a nationality and does not specify whether this represents a company, individual, or government entity

Figure 6

ข้อมูลทั่วไป : 0105547009627 บริษัท ทีเอส อุนกัม จำกัด General information: 0105547009627 TS Ungum Company Limited	
ข้อมูลบริษัท	
ประเภทนิติบุคคล : บริษัทจำกัด วันที่จดทะเบียน : 21/01/2547 สถานะนิติบุคคล : ยังดำเนินการอยู่ ทุนจดทะเบียน (บาท) : 4,000,000.00	Registration date: 21 January 2004 Location: 44/1 Room 209 KTA Mansion Soi Samanchan-Barbos, Phra Khanong Subdistrict, Khlong Toei District, Bangkok
ที่ตั้ง : 44/1 ห้อง 209 เคทีเอ แมนชั่น ซอยสมานจันทร์-บาร์โบส แขวงพระโขนง เขต คลองเตย กรุงเทพมหานคร	
หมวดธุรกิจ (มาจากงบการเงินปีล่าสุด) : 46900 การขายส่งสินค้าทั่วไป	Business category: 46900 General merchandise wholesale
วัตถุประสงค์ (มาจากงบการเงินปีล่าสุด) : การขายส่งสินค้าทั่วไป	
ปีที่ส่งงบการเงิน : 2556 2557 2558 2559 2560 กรรมการ : 1. นางสาวกัญญดา วิชญประภากุล/	
<div style="background-color: black; height: 15px; width: 100%;"></div>	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> 2023/11/26 14:04 ระบบคลังข้อมูลธุรกิจ (Business Data Warehouse) </div>	
คณะกรรมการลงชื่อผูกพัน : กรรมการหนึ่งคนลงลายมือชื่อและประทับตราสำคัญของบริษัท/ โทรศัพท์ : 02-7123400 Telephone: 02-7123400 โทรสาร : E-mail address :	
1. นิติบุคคลนี้ฝ่าฝืนคำสั่งศาลว่าให้หยุดบัญชีหรือสารวัตรบัญชี กรณีไม่จัดส่งบัญชีข้อควรทราบ และ/หรือชี้แจงข้อเท็จจริงเกี่ยวกับการจัดทำบัญชี รอบปีบัญชี 2559 โปรดใช้ความระมัดระวังในการทำนิติกรรม	
หมวดธุรกิจ (มาจากงบการเงินปีล่าสุด) : หมายถึง วัตถุประสงค์ของกิจการตามที่ระบุในงบการเงินปีล่าสุดที่จัดส่งกรณีที่ยังไม่เคยมีการจัดส่งงบการเงิน ระบบจะนำเสนอวัตถุประสงค์ตอนจัดตั้งกิจการ (หรือที่ปรากฏในหน้าหนังสือรับรองฯ) ข้อควรทราบ 1. ข้อมูลทั่วไป : ข้อมูลนี้เป็นเพียงข้อมูลทั่วไปที่เปิดเผยเท่านั้น เพื่อประโยชน์ในการให้บริการประชาชน ไม่สามารถนำไปใช้อ้างอิงได้ตามกฎหมาย ข้อควรทราบ 2. ข้อมูลงบการเงิน : ข้อมูลนี้เป็นข้อมูลที่ได้จากการนำส่งงบการเงินของนิติบุคคล ข้อเท็จจริงเป็นสิ่งที่ควรหาไว้พิจารณาฐานะ	
Information as of 3 July 2018 <div style="border: 1px solid red; padding: 5px; display: inline-block;"> ข้อมูล ณ วันที่ 3 ก.ค. 2561 </div>	

Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

Figure 7

Juristic Person Information YM IMPEX CO., LTD.	
Registered No :	0105547009627
Registered Type :	YM IMPEX CO., LTD.
Registered Date :	21/01/2004
Status :	Operating
Registered Capital (Baht) :	6,000,000.00
Industry group in registered document :	41002 : Construction of non-residential buildings
Industrial group in latest financial statement :	46900 : Non-specialized wholesale trade
Fiscal Year (submitted financial statement) :	2565 2564 2563 2562 2561

Source: Thailand corporate registry, annotated by the Panel.

Nam's trade activities, according to a Member State and Panel investigations

1. Shipment of 1,010 cases of brandy (see Figure 7 below)

- 8 April 2023
 - Seller: [Company A]
 - Buyer: [Company B]
 - Routing: [Port A], India to Laem Chabang, Thailand
- 21 April 2023
 - Seller: [Company B]
 - Buyer: Dalian Minglian Trade Co., Ltd (大连明联贸易有限公司)²⁶¹
 - Routing: Laem Chabang, Thailand to Dalian, China
- 9 July 2023
 - Seller: Dalian Minglian Trade Co., Ltd
 - Buyer: Chonho Trading Corporation (DPRK)
 - Routing: Dalian, China to Nampo, DPRK

2. Shipment of lubricating oil

- 30 May 2023
 - Seller: Topnext International Company Limited²⁶²
 - Buyer: Dalian Haolian International Trade Co., Ltd (大连豪联国际贸易有限公司)²⁶³
 - Routing: Laem Chabang, Thailand to Dalian, China
- 9 June 2023
 - Seller: Dalian Minglian Trade Co., Ltd
 - Buyer: Sobaeksu United Corporation (DPRK; subordinate to the Munitions Industry Department, KPe.028)²⁶⁴
 - Routing: Dalian, China to Nampo, DPRK

3. Shipment of brandy (see Figure 7 below)

- 16 November 2023
 - Seller: [Company A]
 - Buyer: [Company D]
 - Routing: [Port A], India to Laem Chabang, Thailand

Note: The Panel awaits replies from Dalian Minglian Trade Co., Ltd, Dalian Haolian International Trade Co., Ltd, and Topnext International Company Limited

²⁶¹ According to commercial business databases, Dalian Minglian Trading Co., Ltd's unified social credit code is 91210231MA0P5AM203 and it is located at No. 1, 8th Floor, No. 35, Boxiang North Park, Dalian High-tech Industrial Park, Liaoning Province (辽宁省大连高新技术产业园区博翔北园 35 号 8 层 1 号).

²⁶² According to commercial business databases, Topnext International Company Limited is a group affiliate of Thai Oil Public Company Limited and is located at address 555/1 Energy Complex Building A, 11th Floor, Vibhavadi Rangsit Road, Chatuchak, Chatuchak, Bangkok 10900, Thailand.

²⁶³ According to commercial business databases, Dalian Haolian International Trade Co., Ltd's unified social credit code is 91210202MA0XT1BAXD and it is located at address 辽宁省大连市中山区五五路 32-1 号 1 单元 17 层 3 号.

²⁶⁴ See S/2020/840 annex 46, S/2020/151 para 126 and Annex 30, S/2019/691 Annex 13, S/2017/150 paras 158-159 and Annex 14

Figure 8: Response from Company A (excerpts)

“Business Relation with Mr. Nam Chol Ung:

- During the beginning of January 2023, Mr. Nam Chol Ung, approached and expressed his desire to initiate business relations with the Company. He introduced himself as a businessman having companies in Thailand, China, and [REDACTED].²⁶⁵ He requested for details of the Goods, the price list with respect to the same and the details of the port from which the Company intends to ship the Goods. Accordingly, the Company, as would respond to any business initiative from any other customer, responded to Mr. Nam Chol Ung.
- The Company has had two business transactions with Mr. Nam Chol Ung, as on date. The said business transactions were initiated by him through issuance of purchase orders on 23.02.2023 and 19.09.2023, respectively.”
 - Transaction 1 (*see Figure 8 below*):

“Mr. Nam Chol Ung, through a company named [Company B] (Importer) and [Company C], Thailand (Consignee) ... placed an order for a sum of 21030 USD on 23.02.2023. The entire consignment with respect to the said order was required to be delivered at Laemchabang Port, Thailand. The entire transaction was based on the Payment Term and accordingly, the Company received the entire payment with respect the said order in advance. The payment with respect to the aforesaid transaction was made by [Company B]....”
 - Transaction 2 (*see Figure 9 below*):

“Mr. Nam Chol Ung, through a company named [Company D], located at [address] ... placed an order for a sum of 24111 USD on 19.09.2023. The entire consignment with respect to the said order was required to be delivered at Laemchabang Port, Thailand. The entire transaction was based on the Payment Term and accordingly, the Company received the entre payment with respect the said order in advance. The payment with respect to the aforesaid transaction was made by [Company D]”

²⁶⁵ The lead expert disagrees with this redaction.

Figure 9: Purchase Order for Transaction 1 (1,010 cases of brandy), dated 23.02.2023

Adress: [REDACTED] Company B

OFFICIAL FOREIGN PURCHASE ORDER

Name & Address of the Importer / Buyer [REDACTED] Company B

Name & address of the Exporter [REDACTED] Company A

Name & address of the Manufacturer [REDACTED]

Consignee [REDACTED] Company C

Order Number & Date [REDACTED] Dated 23.02.2023

Shipping Method In a 20 ft container to Laemchabang (Thailand) Port
Transshipment/Partial Shipment Allowed

Date of Shipment On or before 31.03.2023

Payments Terms 15% payment in advance along with order.
Balance 85 % payment 7 days prior to container stuffing in India.

Delivery Terms CIF Laemchabang Port (Thailand)

NAME OF THE BRAND	QUANTITY IN CASES	SIZE	ALCOHOLIC CONTENT	PRICE IN US \$	TOTAL VALUE IN US \$
[REDACTED] Brandy	510	12x750 ml	40% Vol.	19.50	9945.00
[REDACTED] Brandy	110	24x375 ml	40% Vol.	21.00	2310.00
[REDACTED] Brandy	390	48x180 ml	40% Vol.	22.50	8775.00
Total					21030.00

TOTAL CIF VALUE US DOLLARS TWENTY ONE THOUSAND THIRTY ONLY.

[REDACTED] Company B

Source: Company A, annotated by the Panel.

Figure 10: Purchase Order for Transaction 1 (1,098 cases of brandy), dated 19.09.2023

Company D

Tel: Fax:

OFFICIAL FOREIGN PURCHASE ORDER

Name & Address of the Importer / Buyer Company D

Name & address of the Exporter Company A

Name & address of the Manufacturer

Order Number & Date Dated 19.09.2023

Shipping Method In a 20 ft container to Laemchabang (Thailand) Port
Transshipment/Partial Shipment Allowed.

Date of Shipment On or before 31.10.2023

Payments Terms 15% payment in advance along with order.
Balance 85 % payment 7 days prior to container
stuffing in India.

Delivery Terms CIF Laemchabang Port (Thailand)

NAME OF THE BRAND	QUANTITY IN CASES	SIZE	ALCOHOLIC CONTENT	PRICE IN US \$	TOTAL VALUE IN US \$
Brandy	396	24x375 ml	40% Vol.	21.00	8316.00
Brandy	702	48x180 ml	40% Vol.	22.50	15795.00
Total	1098				24111.00

E US DOLLARS TWENTY FOUR THOUSAND ONE HUNDRED ELEVEN ONLY

Company D

Source: Company A, annotated by the Panel.

Annex 92: Information on suspected business activities conducted by DPRK official Kim Song Ho

The Panel has received information from a Member State that Kim was based in Lao PDR at least during the period between 2019 and 2021, and was involved in running several DPRK restaurants in Lao PDR, including:

- Big Sister Won’s restaurant
- Koryo Restaurant, Luang Prabang
- Kumgangsán Restaurant (aka “Tokyo Sushi & Teppanyaki”)

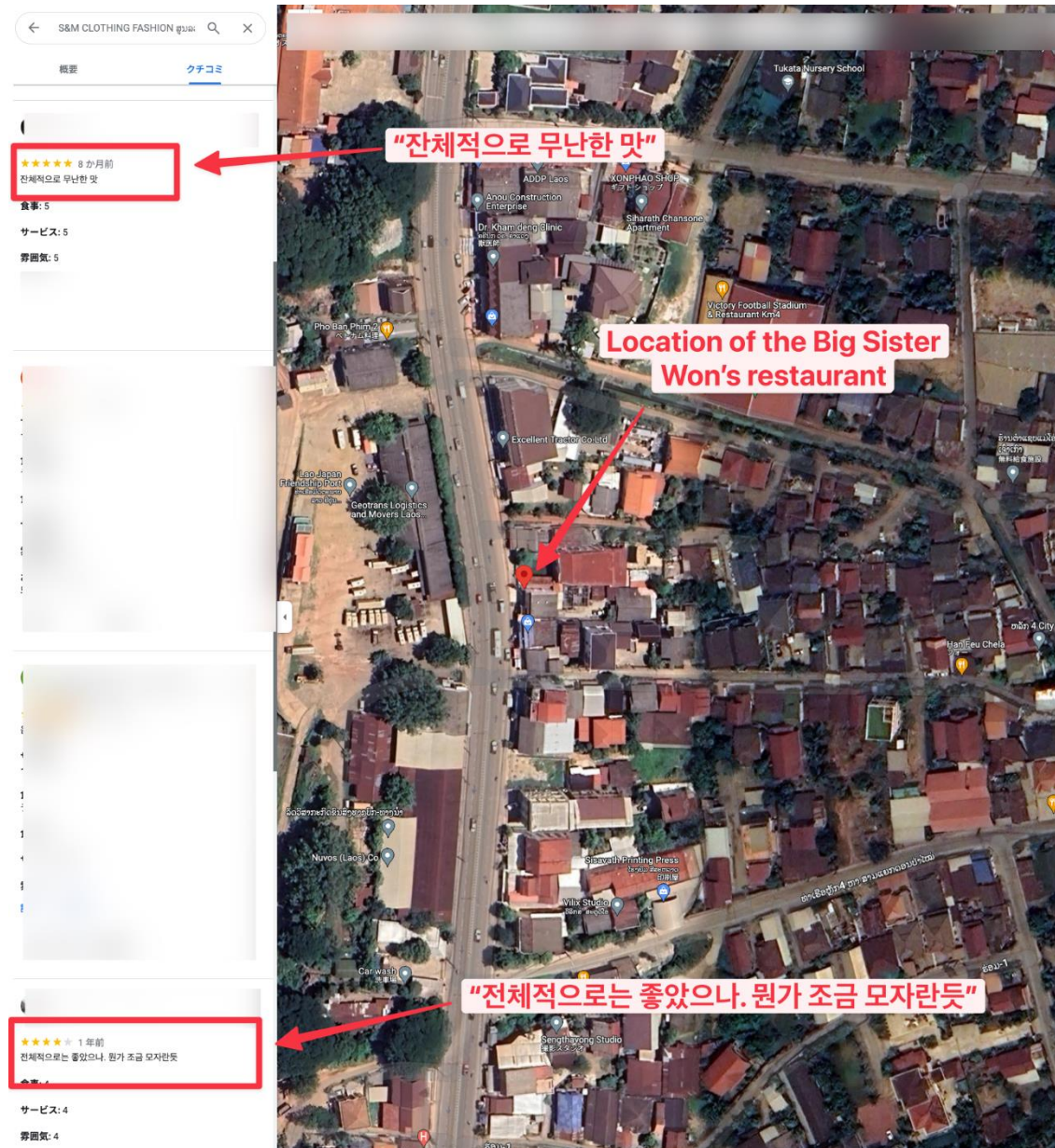
Kim is further reportedly linked to two additional companies, Lao Power Import-Export and Logistic Sole Co. Ltd (Lao PDR) and Changchun Jin Lizhu Trading Co., Ltd (China).

1. Big Sister Won’s restaurant, located at 17.93016, 102.616972 (approximately 300 metres from the DPRK Embassy in Vientiane, Laos)

Kim has reportedly worked closely with Laos national Souchinda Mingboubpha to obtain work permits for DPRK nationals as well as a restaurant license and to establish a new company, and Mingboubpha registered Big Sister Won’s restaurant in June 2020 on Kim’s behalf. Kim has reportedly made payments to Mingboubpha for this assistance, including in July 2020.

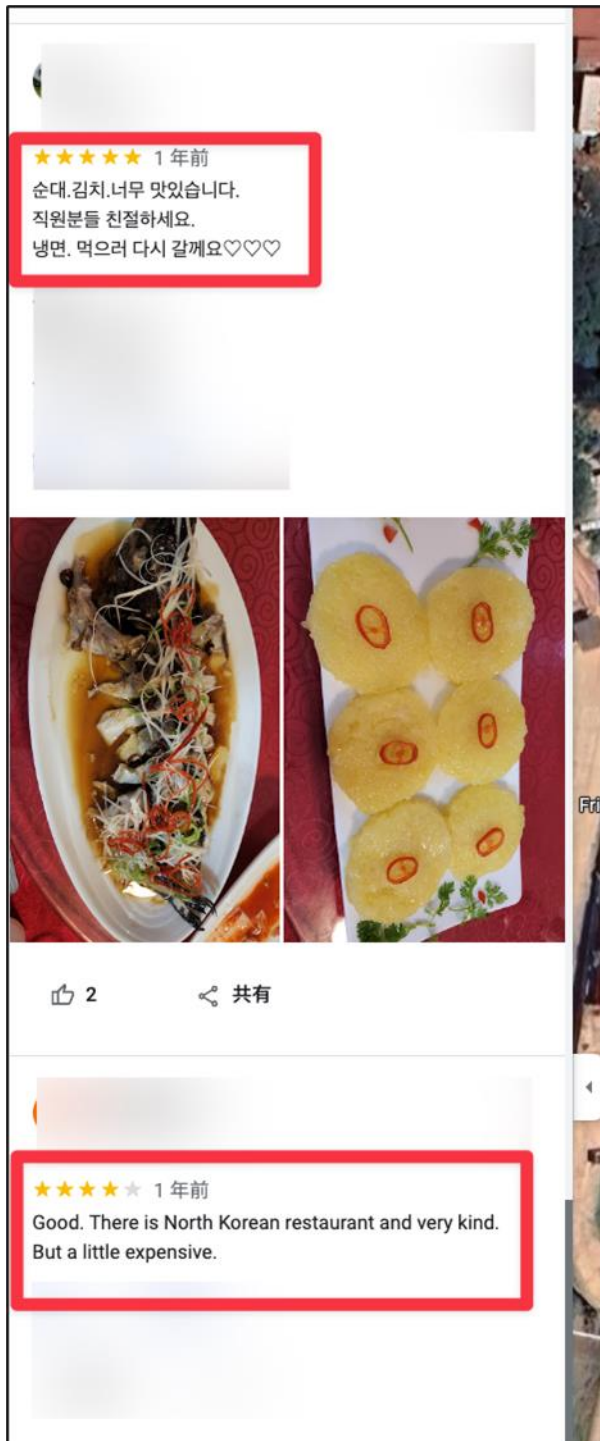
Customer comments and photographs from Big Sister Won restaurant in 2022 and in 2023

One customer’s comments were posted in March 2023, and a second customer’s comments were posted approximately a year ago in November 2022. The first comment said, “Overall, plain taste”; the second comment noted, “Overall, it was good, but it seems like something is a little lacking” respectively.



Source: Excerpts of social media posting, annotated by the Panel.

Several photographs and a third customer's comments were posted approximately a year ago, noting: "Innards, kimchi, very delicious. The staff are kind. I will go back to eat cold noodles." A fourth customer noted that it was a North Korean restaurant.



Source: Excerpts of social media posting and accompany photographs, annotated by the Panel.

2. Koryo Restaurant, Luang Prabang (apparently closed as of August 2023)

Photographs of Koryo Restaurant in Luang Prabang, circa January 2020



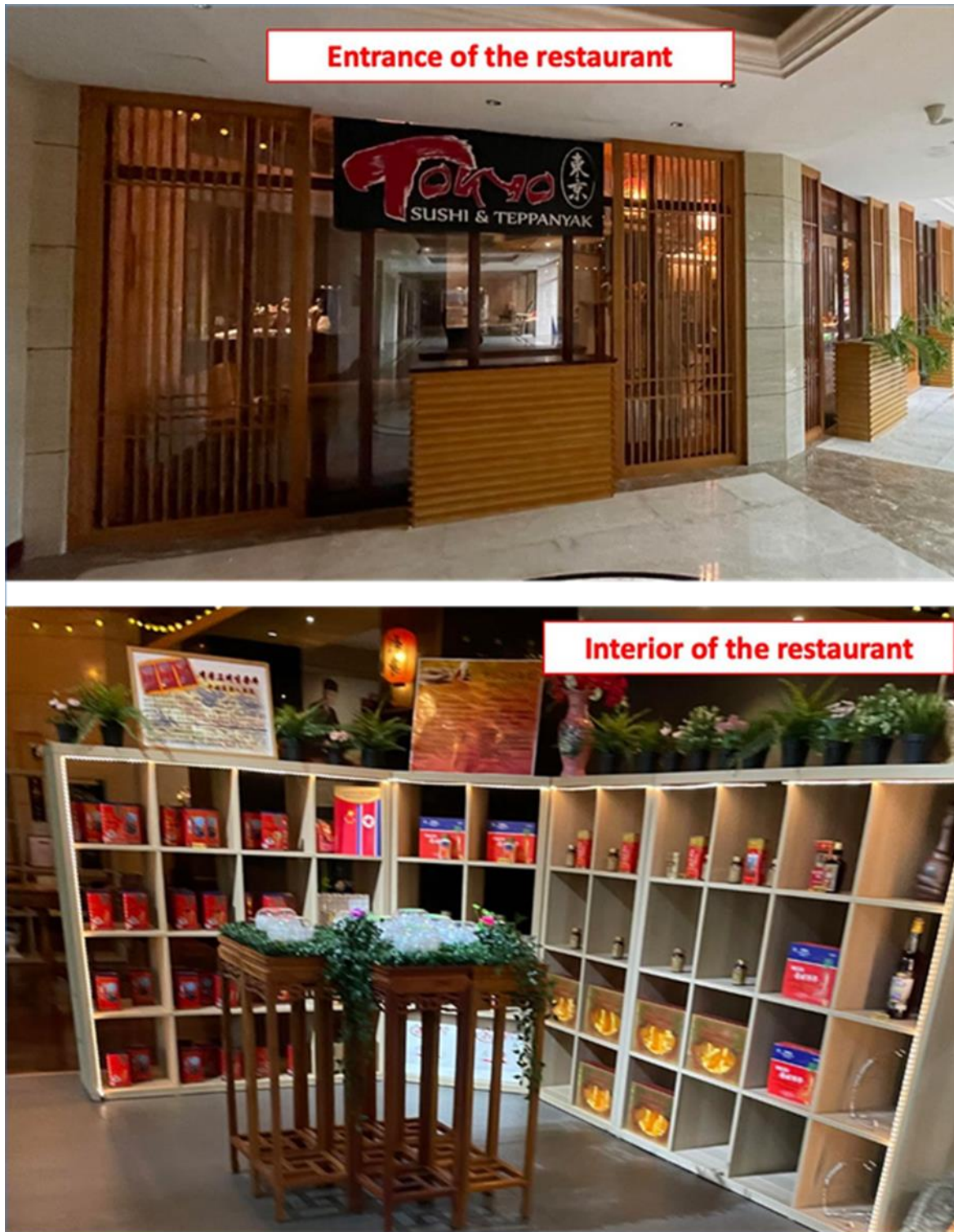
Source: Naver.

Photo of Koryo Restaurant in Luang Prabang, circa August 2023



Source: The Panel.

3. Tokyo Sushi & Teppanyaki, Landmark Mekong Riverside Hotel, WJV8+FRR, Thatkhao Village, Sisattanak District, Vientiane (formerly Pyongyang Friendship Restaurant, Keumgansan Restaurant)

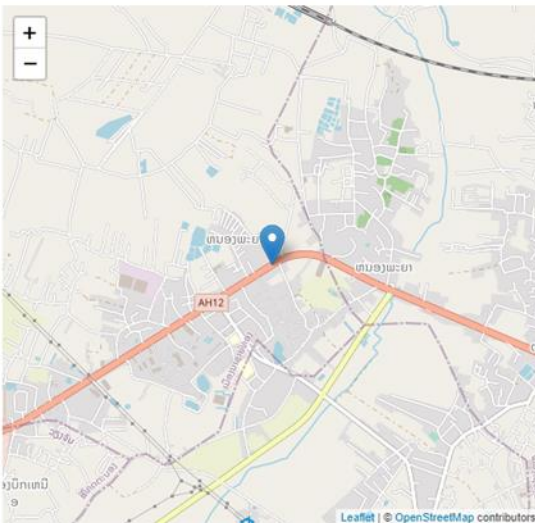


Source: The Panel; images captured July 2023.

4. Lao Power Import-Export and Logistic Sole Co. Ltd

Kim has allegedly further received assistance from Laos national Sidaphone Sithirajvongsa in operating DPRK restaurants in Laos. The Member State has also provided information that, in 2021, Kim and Sithirajvongsa cooperated in plans for Kim to buy gold, in Laos to sell in China. Sithirajvongsa reportedly allowed Kim to use their personal information and details of their company Lao Power Import-Export and Logistic Sole Co. Ltd (ບໍລິສັດ ລາວພາວເວີນາເຂົ້າ-ສົ່ງອອກ ແລະ ຂົນສົ່ງ ຈຳກັດຜູ້ດຽວ), in order to facilitate the deal. The Panel has found that closed in August 2023.

Enterprise Registration Details	
Enterprise Number	01B0012391
Lao Enterprise and Name	ບໍລິສັດ ລາວພາວເວີນາເຂົ້າ-ສົ່ງອອກ ແລະ ຂົນສົ່ງ ຈຳກັດຜູ້ດຽວ
English Enterprise Name	LAO POWER IMPORT-EXPORT AND LOGISTIC SOLE CO.,LTD
Registered By	Ms ມະໄລທິບ ນາມວົງສາ
Registration Date	17-05-2021
Status	Abandoned Enterprise List
Province	Vientiane Capital
District	Xaythany
Village	Nongphagna
Tax Information Number	087150146000
Tax Registration Date	17/05/2021
Tax Status	Permanent Closure
VAT Status	Not registered



The map shows the approximate location of Nongphagna Village

Notes:

Copies of these records of this enterprise can be bought or viewed at the MoC provincial office in Vientiane Capital.

This information is accurate as of 07-11-2023

Source: Lao National Enterprise Database.

5. Changchun Jin Lizhu Trading Co., Ltd

In 2021, Chinese company Changchun Jin Lizhu Trading Co., Ltd (长春金丽珠贸易有限公司, aka Changchun Kum Ryo Ju Trade Co., Ltd) reportedly sought to purchase gold and copper ore with Kim's assistance. Changchun Jin Lizhu Trading Co., Ltd is associated with address Room 1206, Unit 5, Building 4, Tianqi Phoenix Area, Liberty Avenue, Erdao District, Changchun City, Jilin Province, China and China Uniform Social Credit Code number 91220105333860332Y.

Annex 93²⁶⁶ : Information on suspected sanctions violation activities conducted by DPRK national Choe Song Ryong (aka Cui Chenglong, 崔成龍)

Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd (北京天池城企业管理有限公司, aka Chonji Trading Corporation)

- According to Member State information and Panel investigations, Choe is the managing director and legal representative of a DPRK company operating in China, Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd (北京天池城企业管理有限公司; aka Chonji Trading Corporation).²⁶⁷ According to the Member State, as of 2021:
 - Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd maintained at least three DPRK-China joint venture restaurants in China, employing DPRK nationals.
 - At least some of these DPRK nationals lived at address Number 1101, Apartment Block 2, Area C, Fuliyou City, Huangchang South, Dougezhuang, Chaoyang District, Beijing.
- According to commercial business databases, as of 2017 Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd was owned by DPRK entity Korea Koryo Trade Association (朝鲜高丽贸易总会社).
- According to commercial business databases, Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd may no longer be operating, as of 2023.

Figure 2: Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd registration information

北京天池城企业管理有限公司			Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd		
一、外商投资企业基本信息					
企业名称		北京天池城企业管理有限公司			
统一社会信用代码/组织机构代码		911101053222827927	Unified social credit code: 911101053222827927		
成立日期		2015年1月15日	Date of establishment: 2015-01-22		
投资行业		其他组织管理服务			
经营范围		企业管理; 餐饮管理; 经济贸易咨询; 企业管理咨询; 厨房设备及配件、电子产品、机械设备、五金交电的批发; 会议服务; 企业策划; 组织文化交流活动 (不含演出); 货物进出口、技术进出口 (涉及配额许可证管理、专项规定管理的商品按照国家有关规定办理)。			
注册资本		10万欧元			
法定代表人		1			
二、外商投资企业投资者基本信息					
投资者名称		国别 (地区)		出资金额	
朝鲜高丽贸易总会社		朝鲜		10万欧元	

Investor name: Korea Koryo Trade Association

Country (region): North Korea

Amount of contribution: 100,000 Euros

Source: Ministry of Commerce of the People's Republic of China (2017), Panel annotations

²⁶⁶ One member of the Panel is of the view that information in this Annex should be further corroborated.

²⁶⁷ According to commercial business databases, Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd's China Uniform Social Credit Code is 911101053222827927, its registration number is 110000450278167, and its addresses are 北京市朝阳区北京市朝阳区朝阳路十里堡甲3号A座12层15E 100025 and 北京市朝阳区十里堡甲3号B座6层06H. According to the Member State, as of 2021, the company also maintained identification number CN9402264069.



国家企业信用信息公示系统
National Enterprise Credit Information Publicity System

[企业信用信息](#) | [经营异常名录](#) | [严重违法失信名单](#)



北京天池城企业管理有限公司 吊销, 未注销

发送报告
信息分享

统一社会信用代码: 911101053222827927
注册号: 110000450278167
法定代表人: 崔成龙
吊销原因:
吊销日期: 2018年01月22日

Legal representative: Choe Song Ryong

基础信息 | 行政许可信息 | 行政处罚信息 | 列入经营异常名录信息 | 列入严重违法失信名单(黑名单)信息 | 公告信息

营业执照信息

- 统一社会信用代码: 911101053222827927
- 注册号: 110000450278167
- 类型: 有限责任公司(外国法人独资)
- 注册资本: 10.000000万欧元
- 登记机关: 北京市工商行政管理局朝阳分局
- 住所: 北京市朝阳区十里堡甲3号B座6层06H
- 经营范围: 企业管理; 餐饮管理; 经济贸易咨询; 企业管理咨询; 厨房设备及配件、电子产品、机械设备、五金交电的批发; 会议服务; 企业策划; 组织文化艺术交流活动(不含演出); 货物进出口、技术进出口。(涉及配额许可证管理、专项规定管理的商品按照国家有关规定办理)。(依法须经批准的项目, 经相关部门批准后依批准的内容开展经营活动。)

提示: 根据《市场主体登记管理条例》及其实施细则, 按照《市场监管总局办公厅关于调整营业执照照面事项的通知》要求, 国家企业信用信息公示系统将营业执照照面公示内容作相应调整, 详见https://gkml.samr.gov.cn/nsjg/djzcj/202209/t20220901_349745.html

- 企业名称: 北京天池城企业管理有限公司
- 法定代表人: 崔成龙
- 成立日期: 2015年01月22日
- 核准日期: 2017年07月11日
- 登记状态: 吊销, 未注销

[请登录后查看更多信息](#)

Source: National Enterprise Credit Information Publicity System, annotated by the Panel.

Figure 3: Recruitment website profile for Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd

北京天池城企业管理有限公司
Beijing Tianchicheng Enterprise Management Co., Ltd

公司基础信息

北京天池城企业管理有限公司
 人力资源服务 北京市
 北京市朝阳区十里堡甲3号B座6层06H Room 06H, 6th Floor, Building B, No. 3 Shilibaojia, Chaoyang District, Beijing
 网站: 暂无信息 公司规模: 1-5人

公司介绍

北京天池城企业管理有限公司注册于2015年01月22日。自成立以来,在租赁和商务服务业不断潜心研究,不断进取,完善内部制度,经过不断的努力,使其有着融洽和谐的工作环境,积极进取的学习氛围,公司向所有充满热情与梦想的人敞开大门,为个人提供充分的成长舞台与发展空间。作为一家有限责任公司,秉承着创新为本,技术为本的研发理念,并向着国内顶级技术的目标迈进。

我们需要这样的员工:
 认同公司企业文化,具有深刻的服务意识,良好的沟通和人际协调能力;
 诚实守信、富有团队合作精神;乐于学习、勇于创新,不断追求卓越。

我公司位于北京市,主营业务包括:企业策划、企业管理、货物进出口、技术进出口、组织文化艺术交流活动、经济贸易咨询。

—收起全文—
 Our company is located in Beijing. Its main business includes: business planning, business management, import and export of goods, technology import and export, organizing cultural and artistic exchange activities, and economic and trade consulting.

用App接收该公司动态 微信扫一扫 下载看准App

工商信息 Legal representative: Cui Chenglong

成立时间: 2015-01-22 注册资本: 10万欧元 法人代表: 崔成龙

公司名称: 北京天池城企业管理有限公司

企业类型: 有限责任公司(外国法人独资) Type of enterprise: Limited liability company (wholly owned by a foreign legal person)

经营状态: 存续,未注销

总部城市: 北京市

经营期限: 2015-01-22 至 2035-01-21

注册地址: 北京市朝阳区十里堡甲3号B座6层06H

经营范围: 企业管理;餐饮管理;经济贸易咨询;企业管理咨询;厨房设备及配料、电子产品、机械设备、五金交电的批发;会议服务;企业策划;组织文化艺术交流活动(不含演出);货物进出口、技术进出口。(涉及配额许可证管理、专项规定管理的商品按照国家有关规定办理)。(依法须经批准的项目,经相关部门批准后依批准的内容开展经营活动。)

注册号: 110000450278167

登记机关: 北京市工商行政管理局朝阳分局

Source: <https://www.kanzhun.com/gongsi/cd4fe13d38bbd505721e79a11f75dcc5/>, Panel annotations.

Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co., Ltd (北京绿谷天池国际贸易有限公司)

- According to the same Member State, Chinese company Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co., Ltd²⁶⁸ was operating under direction from Choe.
- According to commercial business databases, Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co Ltd is also involved in the import of DPRK-origin coal and rare earths.

Figure 3: Online marketplace profile for Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co., Ltd

北京绿谷天池国际贸易有限公司

企业大全 > 北京公司 > 北京绿谷天池国际贸易有限公司 Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co., Ltd

公司简介 Company profile

北京绿谷天池国际贸易有限公司位于北京市，是一家以朝鲜煤炭; 进口朝鲜无烟煤; 朝鲜无烟煤; 稀土; 稀土金属的企业，公司自创办以来一直秉承“质量价格合理服务到位”的经营理念，我们会用好的产品和服务让您满意。

详细资料

公司名称	北京绿谷天池国际贸易有限公司
企业法人	郑善中
所在地	北京北京周边
企业类型	私营资企业
成立时间	1998-09-14 Established 1998-09-14
注册资金	50
主营行业	高纯稀土金属; 永磁材料; 原煤
主营产品	朝鲜煤炭; 进口朝鲜无烟煤; 朝鲜无烟煤; 稀土; 稀土金属
主营地区	山东; 河北; 全国; 北京
经营模式	经销批发
登记机关	北京市平谷区市场监督管理局
主要客户群	山东; 河北; 全国; 北京
年营业额	10
经营范围	领取本执照后，应到市或区县商务委备案。
是否提供OEM	否
公司邮编	101200
公司电话	010-53366737

Beijing Green Valley Tianchi International Trading Co., Ltd. is located in Beijing. It is an enterprise specializing in North Korean coal; imported North Korean anthracite; North Korean anthracite; rare earths; rare earth metals....

²⁶⁸ Company ID CN9370705811; according to commercial databases, Beijing Green Valley Tianchi International Trade Co., Ltd maintains address Beijing, Pinggu District, Pinggu Town, 2 Fuqing West St.; according to the Chinese State Administration for Market Regulation, the company is operational and maintains Unified social credit code 91110117102963297M.


公司资料

企业法人：郑善中

所在地：北京

主营行业：高纯稀土金属;永磁材料;原煤;

主营产品：朝鲜煤炭,进口朝鲜无烟煤,朝鲜无烟煤,稀土,稀土金属

企业认证：

公司地址：北京市平谷区平谷镇府前西街2号外贸公司院内

Address: In the courtyard of the Foreign Trade Company, No. 2, Fuqian West Street, Pinggu Town, Pinggu District, Beijing

联系方式

联系人：郑善中

Contact person: Zheng Shanzhong

手机：18610207979

公司名称：北京绿谷天池国际贸易有限公司

邮编：101200

Source: <https://m.atobo.com/u/09s5753305>, Panel annotations.

Annex 94: Summary of certain DPRK cyberattacks on cryptocurrency-related companies in 2023, under investigation by the Panel

Sources: Information from Member States, statements by Government agencies, corporate statements, reports by cybersecurity firms, media articles and Panel investigations

Terraport Finance, 10 April 2023, \$4 million

- Attacker(s) drained all of the liquidity pools on Terraport, a newly-launched decentralized exchange platform
- The attacker(s) stole the funds in two transactions, in total withdrawing 9.7 million TERRA (Terraport's native token) tokens, 15 billion Luna Classic (LUNC) tokens and 5.5 million of the Terra Classic USD stablecoin (USTC) tokens.
- A wallet involved in the Terraport launch was found to have made a series of suspicious changes to the code of three important smart contracts related to the liquidity pools, several hours before the heist was effected.

Figure 1: Terraport Finance posting

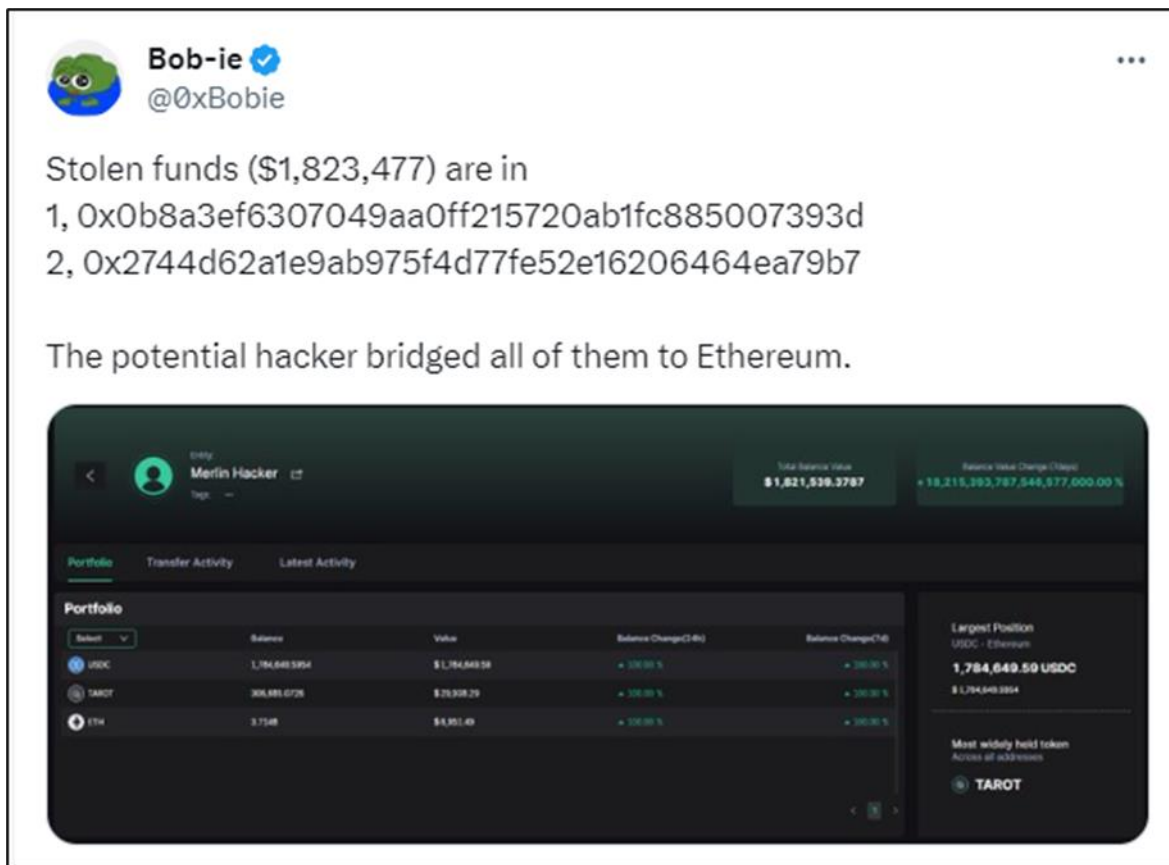


Source: <https://twitter.com/Terraport/status/1645376363904335873>

Merlin DEX, 26 April 2023, \$1.8 million

- Likely a private key compromise or intentional backdoor insertion.
- The attacker(s) stole an estimated USD 1.8 million from the protocol by draining its liquidity pools as users were adding assets as part of a “liquidity Generation Event” and token launch.
- The underlying issue was overly-centralized control – namely, excessive permissions granted to the Feeto address used during liquidity pool deployment. This address had full access and permissions, enabling individual(s) controlling the address to drain the pool of assets.
- The Merlin Platform placed blame on members of their back-end development team – possibly DPRK IT workers inadvertently hired by the protocol. The Platform accused the developers of maliciously manipulating the smart contracts and exploiting the full access/approvals feature, allowing them to drain the liquidity pools.
- Attacker address (into which funds were drained): 0x2744d62a1e9ab975f4d77fe52e16206464ea79b7
- The stolen funds were bridged back to Ethereum, swapped for Ether (ETH) and transferred to other addresses.

Figure 2: Merlin Heist

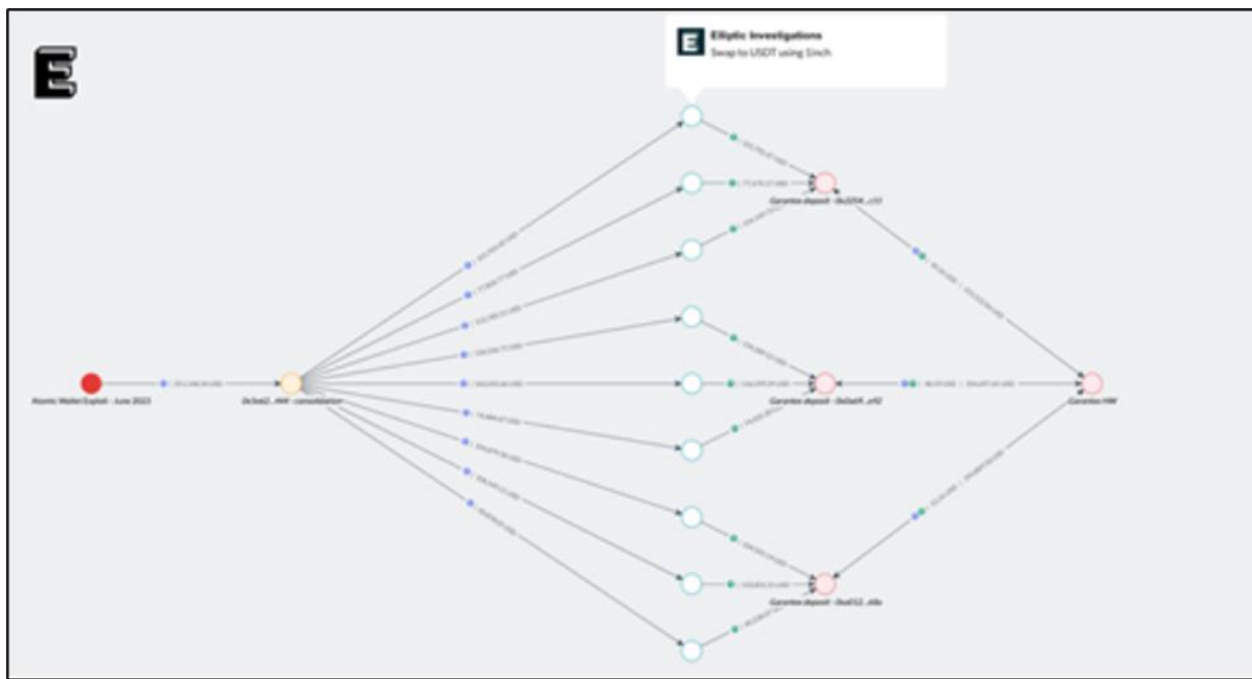


Source : <https://twitter.com/0xBobie/status/1651051380155744256>

Atomic Wallet, 2 June 2023, \$120 million+²⁶⁹

- Intrusion via a wallet software.
- More than 5,000 crypto wallets were compromised in the attack.
- The stolen assets were native currencies and tokens on Ethereum and Tron networks, including Ether and Tether (USDT).
- A Member State law enforcement agency has attributed the heist to the Lazarus Group.²⁷⁰
- Cybersecurity company Elliptic attributed the heist to the Lazarus Group with a high level of confidence, based on multiple factors, including:
 - The laundering of the stolen funds followed steps that match those employed to launder previous Lazarus Group heists.
 - The stolen assets were laundered using certain services, including the Sinbad mixer, that were used to launder previous Lazarus Group heists.
- In addition to using Sinbad, the stolen funds were also laundered through other platforms, including SWFT, SwftSwap, SunSwap, SimpleSwap Avalanche, and Garantex.
- Some addresses used to launder stolen funds were also used to launder funds from other recent Lazarus Group heists (see Figure 8).

Figure 3: Atomic Wallet heist laundering



Source: <https://www.elliptic.co/blog/analysis/north-korea-linked-atomic-wallet-heist-tops-100-million>

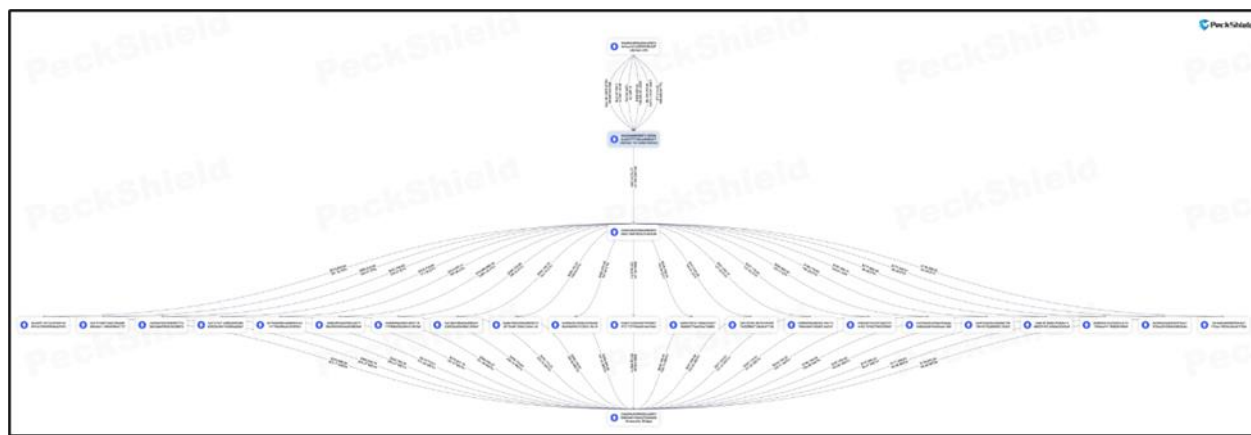
²⁶⁹ See S/2023/656 para 143.

²⁷⁰ <https://www.fbi.gov/news/press-releases/fbi-identifies-lazarus-group-cyber-actors-as-responsible-for-theft-of-41-million-from-stakecom>

Alphapo, 22 July 2023, \$110 million+

- A Member State law enforcement agency has attributed the heist to the Lazarus Group.²⁷¹
- Theft was likely due to a leak of private keys, allowing access to Alphapo's hot wallets.
- The attacker(s) stole more than 6 million Tether (USDT) tokens, 108,000 USD Coin (USDC) tokens, 100 million Fasttoken (FTN) tokens, 430,000 TrueFlip (TFL) tokens, 2,500 Ether (ETH) tokens, and 1,700 Dai (DAI) tokens, 118 million TRON (TRX) tokens, and Bitcoin (BTC) tokens – all drained from hot wallets.
- The attacker(s) then swapped stablecoins and some of the other tokens for Ether (ETH), and bridged them via the Avalanche bridge to Bitcoin (BTC), as part of the laundering process.
- Some addresses used to launder stolen funds were also used to launder funds from other recent Lazarus Group heists (see Figure 8).
- Based on the timing, the Alphapo heist could have been due to the JumpCloud intrusion (see para. 136).

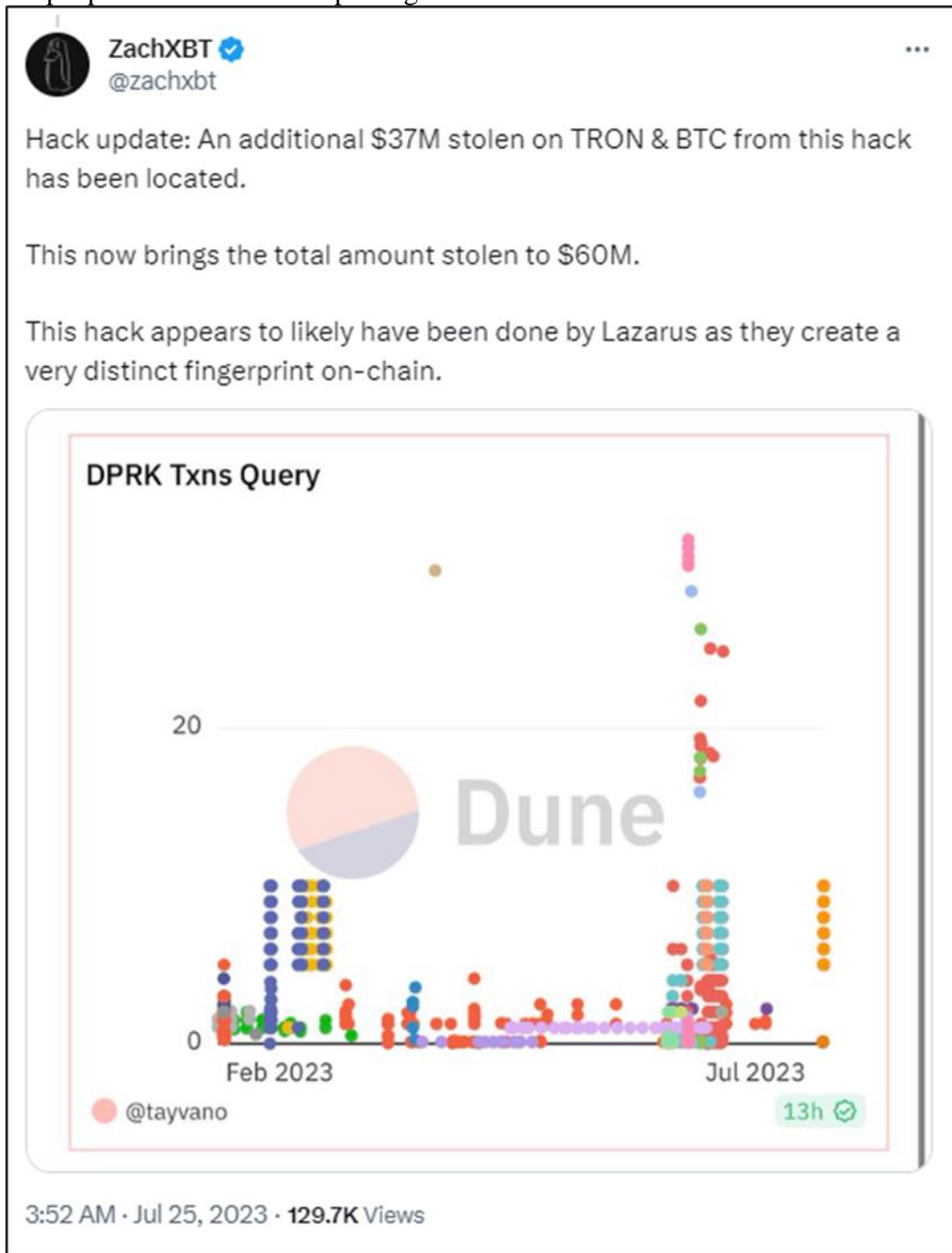
Figure 4: Alphapo heist laundering



Source: <https://twitter.com/PeckShieldAlert/status/1683034275489382401>

²⁷¹ <https://www.fbi.gov/news/press-releases/fbi-identifies-lazarus-group-cyber-actors-as-responsible-for-theft-of-41-million-from-stakecom>

Figure 5 : Alphapo heist social media posting



Source: <https://twitter.com/zachxbt/status/1683747073227624448>

CoinsPaid, 22 July 2023, \$44 million

- CoinsPaid announced that, based on their internal investigation, they suspected that the Lazarus Group was responsible for the heist (see Figure 6).
- A Member State law enforcement agency has attributed the heist to the Lazarus Group.²⁷²
- Attack methodology:
 - As part of a spearphishing campaign by the attacker(s), a CoinsPaid employee participated in an interview for a purported job from another cryptocurrency exchange.
 - During the interview process, the employee received a test assignment that required installation of an application with malicious code.
 - After the victim opened the test, the attacker(s) were able to steal profiles and keys from the employee's computer to connect with CoinsPaid's infrastructure, through which the attacker(s) took advantage of a vulnerability and opened a backdoor.
 - The attacker(s) explored the CoinsPaid system and were able to reproduce legitimate requests to withdraw funds from CoinsPaid's hot wallets. The attacker(s) did not breach CoinsPaid's hot wallets or acquire private keys to access the wallets' funds directly.
- Tether (USDT), Ether (ETH), and Bitcoin (BTC) tokens were stolen and moved to new addresses within minutes.
- The heist occurred within 5 hours of the Alphapo, with the same laundering pattern
- Laundering included use of Avalanche, Sinbad, Samurai Ricochet, SwftSwap, SunSwap, SimpleSwap, UniSwap, and centralized exchanges (see Figure 7).
- Some addresses used to launder stolen funds were also used to launder funds from other recent Lazarus Group heists (see Figure 8).
- Based on the timing, the Alphapo heist could have been due to the JumpCloud intrusion (see para. 136). CoinsPaid noted that "Recruiters from crypto companies contacted CoinsPaid employees via LinkedIn and various Messengers, offering very high salaries. For instance, some of our team members received job offers with compensation ranging from 16,000-24,000 USD a month. During the interview process, the perpetrators aimed to trick the candidates into installing the JumpCloud Agent or a special program to complete a technical task."²⁷³

²⁷² <https://www.fbi.gov/news/press-releases/fbi-identifies-lazarus-group-cyber-actors-as-responsible-for-theft-of-41-million-from-stakecom>

²⁷³ <https://CoinsPaid.com/company-updates/the-CoinsPaid-hack-explained/>

Figure 6: CoinsPaid heist attack timeline

Hackers Spent 6 Months Tracking and Studying CoinsPaid

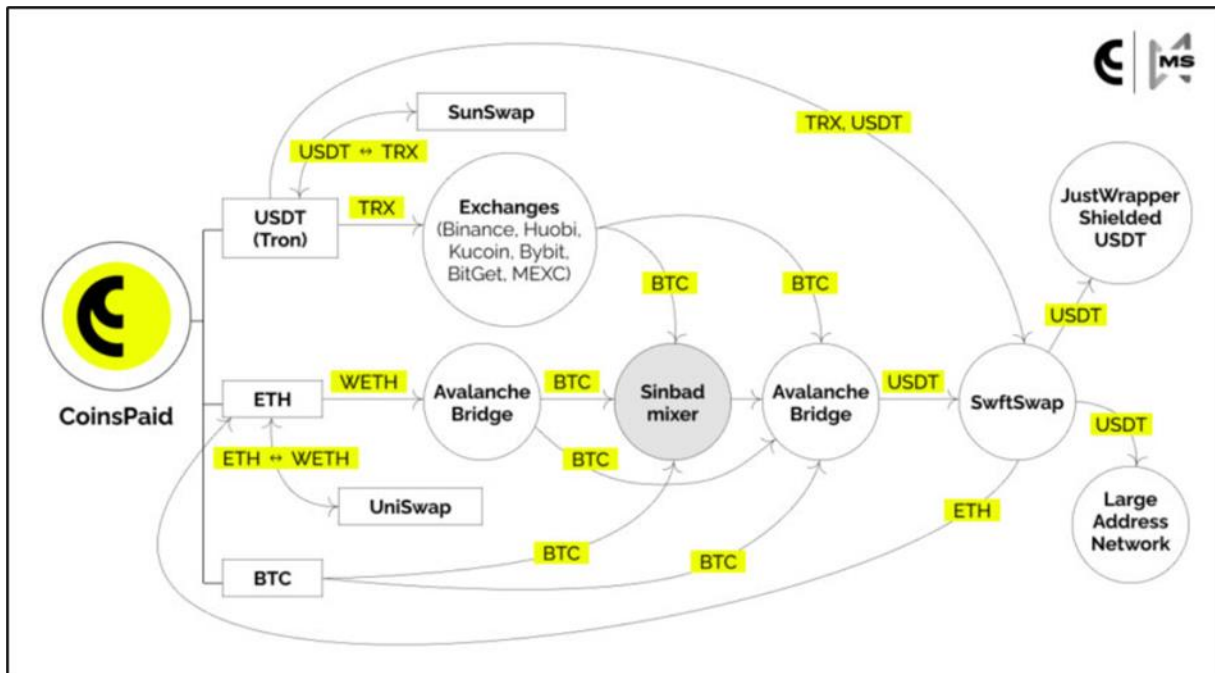
We now know that Lazarus, the supposed hacker group behind the attack, spent half a year trying to infiltrate the CoinsPaid systems and find vulnerabilities.

- **Since March 2023**, we have been registering constant unsuccessful attacks on the company of various kinds, ranging from social engineering to DDos and BruteForce.
- **On March 27, 2023**, key CoinsPaid engineers received requests from an allegedly Ukrainian crypto processing startup with a list of questions regarding technical infrastructure, as confirmed by 3 major developers of the company.
- **In April-May 2023**, we experienced 4 major attacks on our systems aimed at gaining access to the accounts of CoinsPaid employees and customers. The spam and phishing activities against our team members were constant and highly aggressive.
- **In June-July 2023**, a malicious campaign was carried out involving bribing and fake-hiring critical company personnel.
- **On July 7, 2023**, a massive, carefully planned and prepared attack was executed targeting CoinsPaid infrastructure and applications. From 20:48 to 21:42, we registered unusually high network activity: over 150,000 different IP addresses were involved.

The perpetrators' main goal was to **trick a critical employee into installing software to gain remote control of a computer for the purpose of infiltrating and accessing CoinsPaid's internal systems**. After 6 months of failed attempts, the hackers managed to attack our infrastructure on July 22, 2023, successfully.

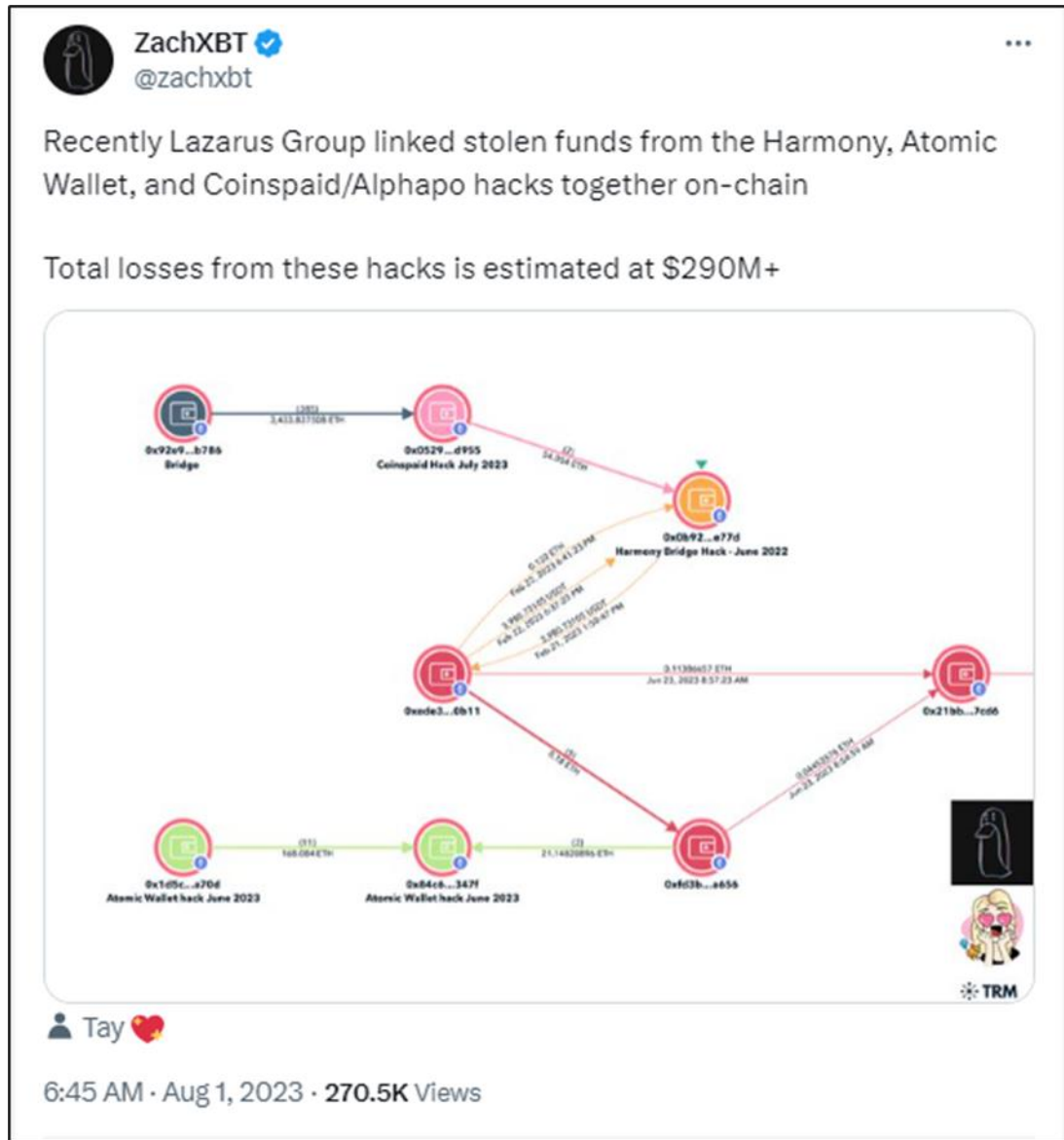
Source: <https://CoinsPaid.com/company-updates/the-CoinsPaid-hack-explained/>

Figure 7: CoinsPaid Heist Laundering



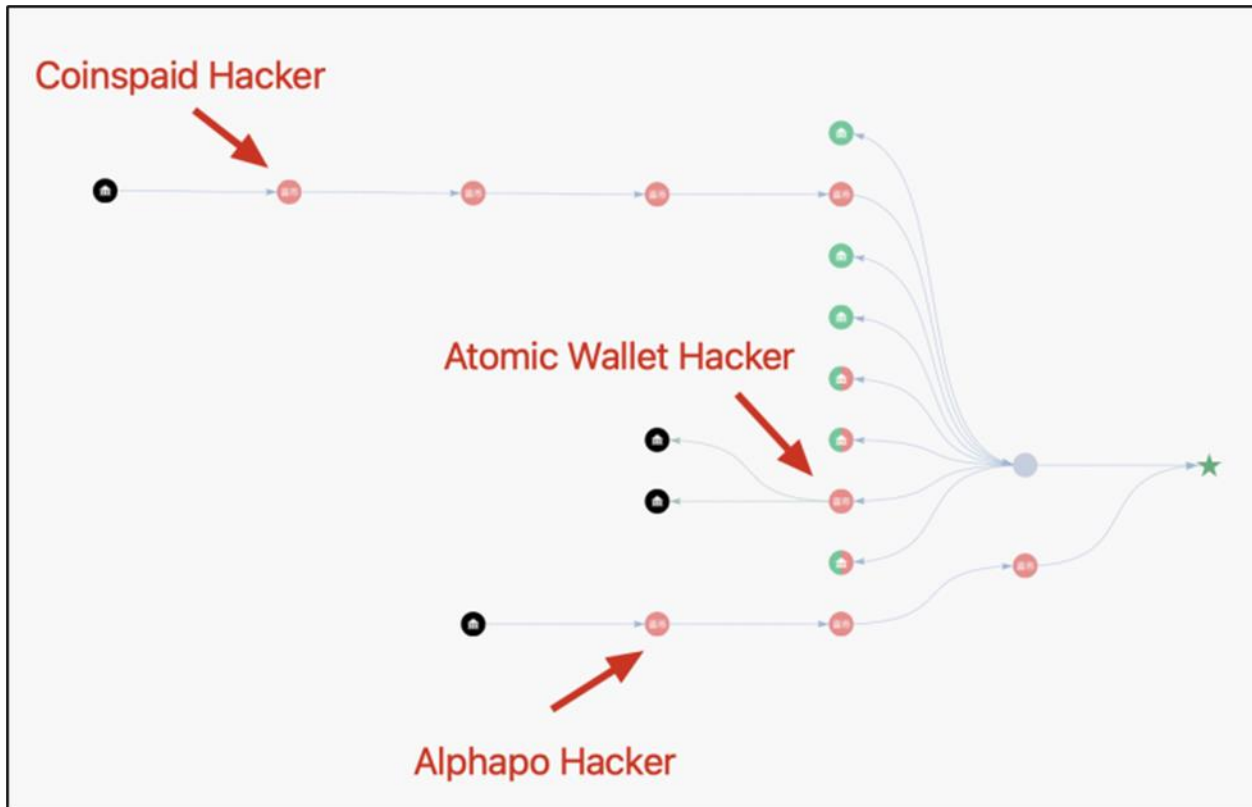
Source: <https://CoinsPaid.com/company-updates/the-CoinsPaid-hack-explained/>

Figure 8: Overlap of laundering addresses for Harmony Bridge,²⁷⁴ Atomic Wallet, Alphapo, and CoinsPaid heists



Source: <https://twitter.com/zachxbt/status/1686327312843780097>

²⁷⁴ See S/2023/171 para 165.

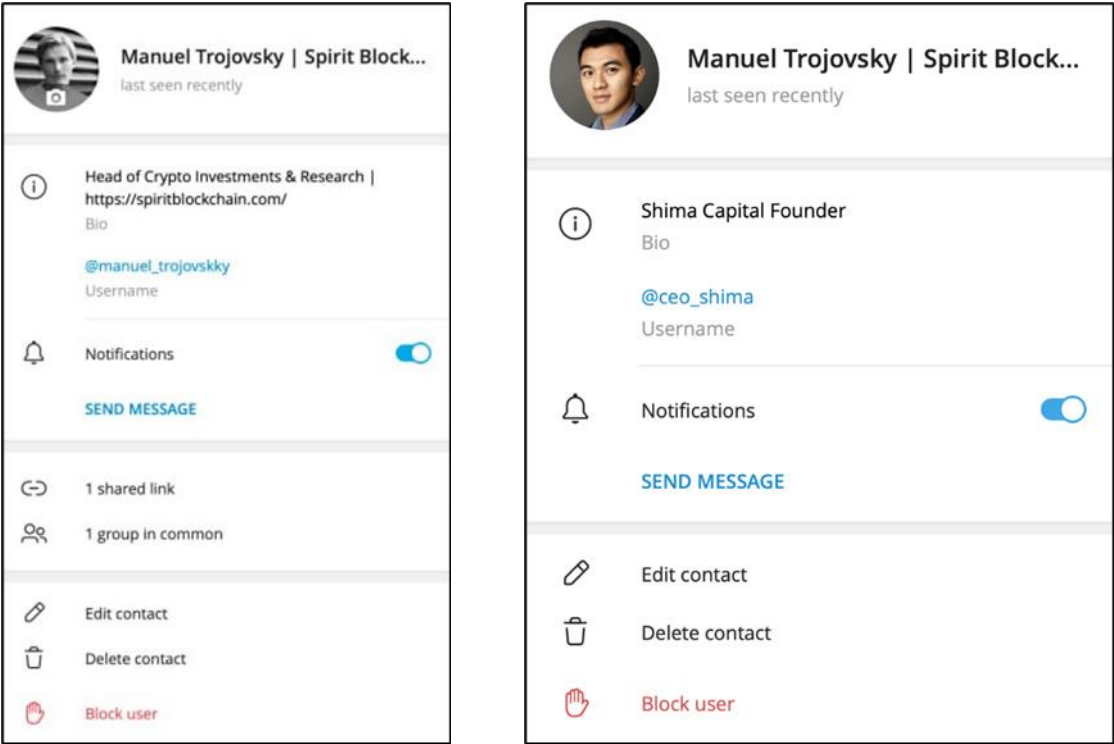


Source: [https://www.slowmist.com/report/2023-Blockchain-Security-and-AML-Annual-Report\(EN\).pdf](https://www.slowmist.com/report/2023-Blockchain-Security-and-AML-Annual-Report(EN).pdf)

Steadefi, 7 August 2023, \$1.16m

- The attacker(s) took control of the private keys of the hot wallet that had ownership of the contracts.
- Prior to the attack, an employee’s Metamask wallet seed phrase was copied, providing access to the employee’s personal wallets as well as the Steadefi hot wallet. The attacker(s) then approved an attacker-controlled wallet (0x9cf71f2ff126b9743319b60d2d873f0e508810dc) to be an approved borrower of the lending vaults, and “borrowed” all available assets from the lending vault to the attacker(s)’ wallet.
- The attacker(s) obtained access by reaching out on Telegram to a Steadefi employee in mid-June 2023, pretending to be from “@manuel_trojevskky” (“Head of Crypto Investments & Research”) of the Spirit Blockchain Group, a cryptocurrency fund looking for projects to invest in (*note: as of mid-January 2024, the telegram user’s name had been changed to “ceo_shima,” “Shima Capital Founder,” and photo had been changed*) (see Figure 9).
- After establishing contact, the “fund manager” sent a malicious file that purported to be a presentation about the investment fund (see Figure 10). The file may have been a keylogger. A few days after the exploit, the attacker(s) deleted the Telegram conversation messages.
- The attacker(s) converted the stolen funds to Ether (ETH), bridged the ETH to the Ethereum mainnet, moved the ETH to another wallet (0xe10d4a5bd440775226c7e1858f573e379d0aca36), and eventually moved the funds to the Tornado Cash mixer.
- This attack is likely part of a broader Lazarus Group campaign of spearphishing on Telegram, targeting the cryptocurrency industry (see figure 11 and see para. 188).

Figure 9: Attacker’s Telegram profile at time of attack (left) and as of 14 January 2024 (right)



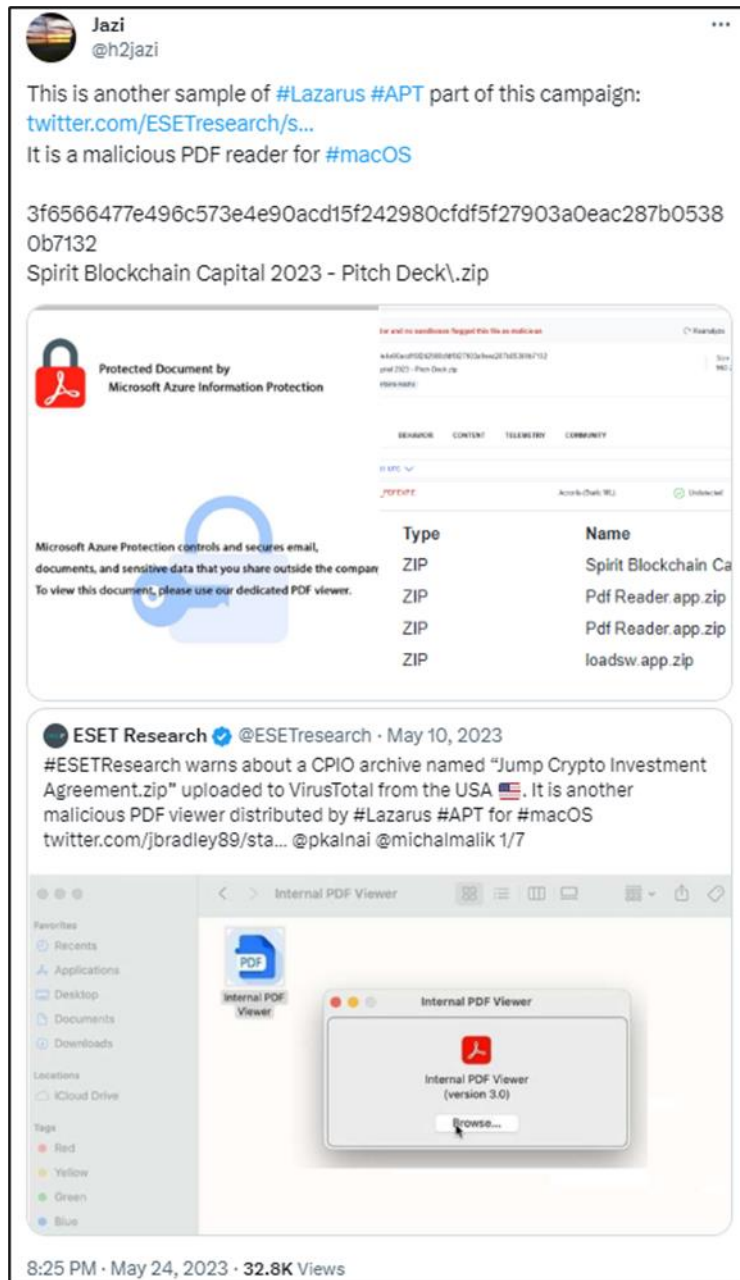
Source: Panel.

Figure 10: Malicious file sent by attacker during conversation with the Steadefi victim



Source: Panel.

Figure 11: Attack link to Lazarus Group



Source: <https://twitter.com/h2jazi/status/1661528861211860993>

Stake.com, 4 September 2023, \$41.3m

- Stake.com has reported that the heist was effected through a compromise of the company's payment processor (EasyGo).
- A Member State law enforcement agency has attributed the heist to the Lazarus Group.²⁷⁵
- The attacker(s) moved the stolen funds – including Ether (ETH), Tether (USDT), Dai (DAI), USD Coin (USDC), Polygon (MATIC), and BNB (BNB) tokens, and associated with the Ethereum, Binance Smart Chain (BSC), and Polygon networks – from Stake.com into various wallet addresses (see Table 1).
- Funds were initially moved to 173 intermediary wallets and then didn't move for days or weeks. ETH and BSC assets were primarily swapped into unfreezable native assets and held. MATIC tokens were swapped and bridged into stablecoins and then into Bitcoin (BTC), where they were held. These laundering moves involved a number of protocols and platforms, including ChangeNOW, MEXC, Squid Router, and Avalanche (see Figure 12).

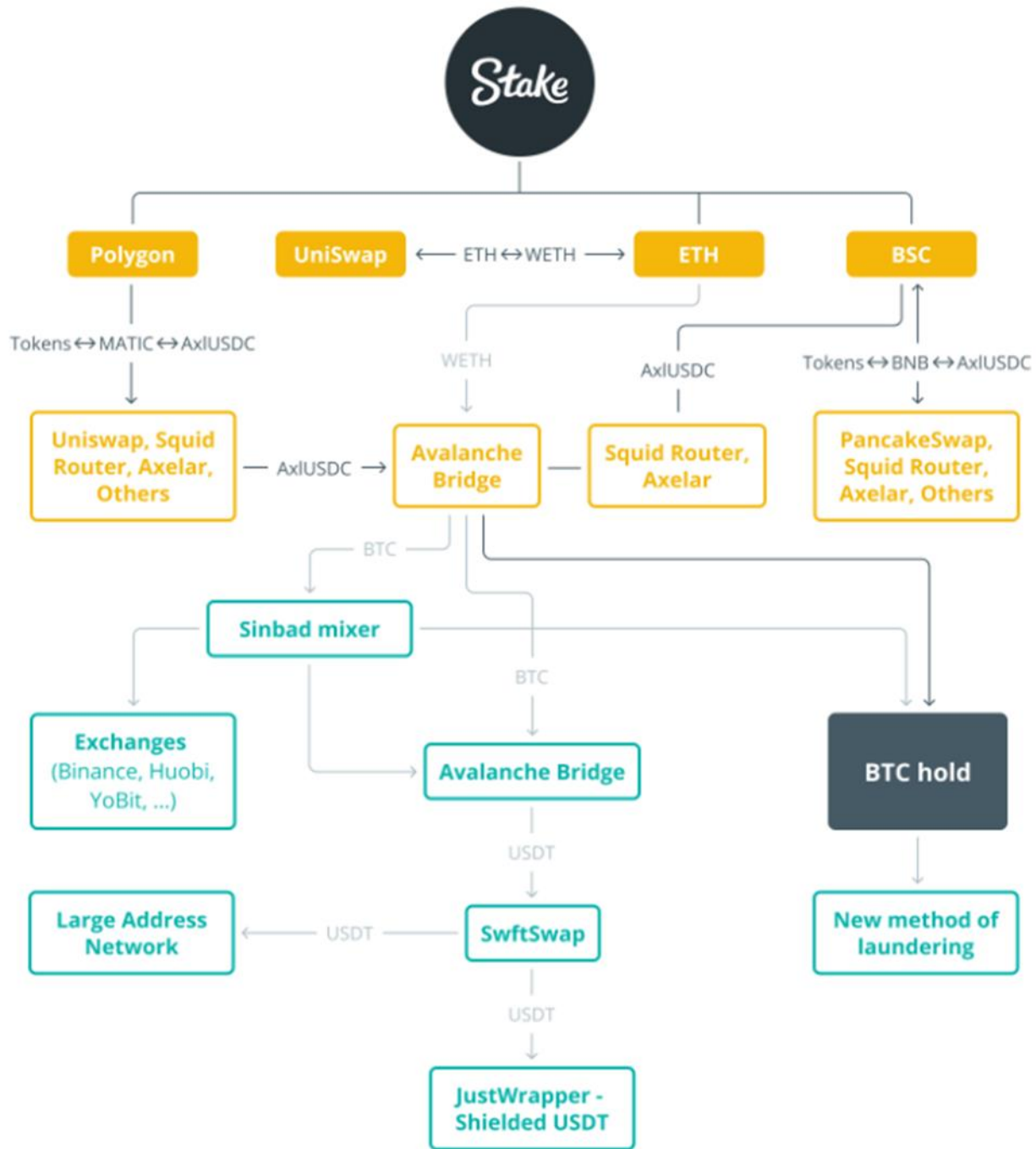
Table 1

Address	Network	Address	Network
0x94f1b9b64e2932f6a2db338f616844400cd58e8a	Ethereum	bc1qdmwm8q74r0yx99nghaeu33xdmz3lqnt2uspqv	Bitcoin
0xba36735021a9ccd7582ebc7f70164794154ff30e	Ethereum	bc1qrqv5f7jxhp67jcgk9wv5jx4795wlvntvhdz2a7j	Bitcoin
0xbda83686c90314cfbaeb18db46723d83fd0c83	Ethereum	bc1q82gvk20m08uctmmr97p2mqvxytyh6xf68rwe0t9	Bitcoin
0x7d84d78bb9b6044a45fa08b7fe109f2c8648ab4e	Ethereum	bc1q8y9wc2p9444y8r77xtmswxm9qqw90nrpufkx47	Bitcoin
0xff29a52a538f1591235656f71135c24019bf82e5	BSC	bc1qqvpjgaurtnhc8smkmdtwhx9c8207m0prsyxyjx	Bitcoin
0x0004a76e39d33edfeac7fc3c8d3994f54428a0be	BSC	bc1qfcl8a4ck7uu3phgg5fj6g9servp6f85j3frcd3	Bitcoin
0xbcedc4f3855148df3ea5423ce758bda9f51630aa	BSC	bc1qqydp9muxtntxyet3ryfqe467wjtm23f0r7eh5aa	Bitcoin
0xe03a1ae400fa54283d5a1c4f8b89d3ca74afbd62	BSC	bc1qe4n22sduyylws74aewc6y6g32nglvglqu7hted	Bitcoin
0x95b6656838a1d852dd1313c659581f36b2afb237	BSC	bc1qy0ggpxu8f6lta6vf44vervr4py2uu829grj8yh	Bitcoin
0xa2e898180d0bc3713025d8590615a832397a8032	Polygon	bc1q32dzmf4t5a3xxvyxn07scgpmjznnz3kwjhw8uc	Bitcoin
0xa26213638f79f2ed98d474cbcb87551da909685e	Polygon	bc1qkrkxgvp2te3xhgn74c2azt4flf9u05y56kh3a9	Bitcoin
bc1qfesn3jj65fhmf00hh45ueql8je8jae6ep3qk84	Bitcoin	bc1q6w7qlaj3mfkgfrxwtvhw45cu86wew7xpjfqcmv	Bitcoin
bc1qtalh4l8qc0p2qw70aaxjhwu9z7rm93td5sgsl3	Bitcoin	bc1qc593a4d2hznk2ext3k2zmpdrqazlhh80m4xas	Bitcoin
bc1qlq3s8hgczfe62yt94xqasdr5ftuuyre5kgvpwr	Bitcoin	bc1qtnuzecpqaakj0dt855n24dv7u5pme7vyct2cf2	Bitcoin
bc1qy78e6ml7f3p438jqrrlzsewx625y0sr7jsesa7	Bitcoin	bc1qvjpxa2g3nvyw2hncpltextllu9dr4vkew8jfp	Bitcoin
bc1qq628d2d0wtx5gfpxh4yfl9s4k00ukak15fpk5	Bitcoin	bc1qg0qygyv3qfp8cjyy99ch9vc9dp876v18wys67u	Bitcoin
bc1qmqgkxzzfzjqepptw9xzxy03672xg55q559fmvr	Bitcoin		

Source: <https://www.fbi.gov/news/press-releases/fbi-identifies-lazarus-group-cyber-actors-as-responsible-for-theft-of-41-million-from-stakecom>

²⁷⁵ <https://www.fbi.gov/news/press-releases/fbi-identifies-lazarus-group-cyber-actors-as-responsible-for-theft-of-41-million-from-stakecom>

Figure 12: Stake.com heist laundering and stolen funds flows



Source: <https://cointelegraph.com/news/exclusive-hackers-selling-stolen-tokens-coinex-stake>

CoinEx, 12 September 2023, \$70m

- Heist effected through the leak of a hot wallet private key.
- Stolen cryptocurrencies included Bitcoin (BTC), Ethereum (ETH), BNB Smart Chain (BSC), and TRON (TRX) tokens (see Figure 13).
- Analysis shows that some of the assets stolen from CoinEx were sent to an address that was also used by the Lazarus Group to launder funds stolen from Stake.com. The assets were then bridged to Ethereum and sent back to an address controlled by the CoinEx attacker(s) (see Figures 14 and 15).
- According to Slowmist, the laundering of the stolen funds from the CoinEx hot wallet leak incident occurred in multiple phases and exhibited different laundering behaviors across various chains, as follows:
 - Phase one comprised the transfer of TRON stolen funds, BSC stolen funds, and Solana (SOL) stolen funds the BTC Network; Funds from other chains were cross-chain exchanged through exchanges like ChangeNOW, FixedFloat, and Simpleswap.
 - Phase Two involved transferring the funds from the BTC Network to the Tron Chain and a suspected OTC, using cross-chain platforms
 - Phase Three was the withdrawal from the Sinbad Mixer, through BTC and Thorchain, to the ETH Chain.

Figure 13: CoinEx stolen assets

Chain	Asset	Chain	Asset
BTC	231 BTC	KDA	2,214,700 KDA
ETH	4,953 ETH	BCH	2,220 BCH
SOL	135,600 SOL	XDAG	229,291,485 XDAG
TRON	137,127,860 TRX	TOMO	259,494 TOMO
XRP	12,625,364 XRP	VET	42,422,648 VET
BNB	29,552 BNB	LTC	5,435 LTC
XLM	4,321,978 XLM	DOGE	16,695,400 DOGE
TON	325,430 TON	AIDOGE	5,454,650,258,018,313 AIDOGE
ETHW	124,600 ETHW	ETC	7,434 ETC

Source: <https://announcement.coinex.com/hc/en-us/articles/19187420867348-Latest-Progress-of-the-Hacking-Attack-on-Sep-12-2023-Updated-on-Sep-14->

Figure 14: Suspicious addresses connected to the CoinEx heist

Chain	Suspicious Addresses
ADA	addr1qxch3q3knzn3qvnh4rzc8r2u9hemz9sn8ws49jnv6ptsuq4jkaf
	9r8mqwu3t5h9krvlksmdfp84kmhjwy3dag5m32q22m8y9
	addr1q9zwxfgk7rzacd8mnzywl9rfsjllp24sugh9lmh83seunsdk6cq4we
	08j69uphlxh4ku5e5v3ftwvn5rn2zuj5pzedaq2u5phl
APT	0x2a80f8be5f79fc6619cba022e38ed44cb3d1
	5d05d26fc1c2238d8f90fbff94d6
ARB	0xfEec9F846E2FE529B765d832EBa988a399Fe3cD6
	0x838c92ee71eba4fabb1c19d7403bf36c178d9002
	0x9C607136294f0541a06bb0828D6b42351bDB8e31
	0xf2f11edbfd0b7ab74be1e822f9538f4f3810065b
	0x8e585ce8181e1aaa4dd0806257609c21c0b73f2e
ATOM	cosmos16ey6wvs2ce2vq8865dsmpnmgv0tuc96xp73a48
	cosmos1f253rm4w9rdva97q4s2w0ltuc29pen0llpv4qn
	cosmos1qc54elww8yj5x3sl8xjsu24enz053ecs7h2vmk
	cosmos1ga7degxyfx3pxydgaf2hwzk6mq8dacku2yx6j
	cosmos10xtss5m6peaqwj64mekdsjn63jqcs8k5e2u93
AVAX	0xAE61C1262678261f78bB4c99c21648E52dE4e5C5
BCH	qrgxyhj8rzl4l7fgauu6q6vtu2grct4jeyrnaq2s75
BSC	0x6953704e753C6FD70Eb6B083313089e4FC258A20
	0xC844F7178379782eC19F3EE6E399f2EB7b2b984F
BTC	1BHNb9UJy4cWFB5wywZkTVgoNB4JbFmswH
	bc1qpwzvs544euec5eqc9xk2h9qr9885hgqwums0yp
	bc1qt7m386plw5vutvx6rx0w7rjx74zjp7lw959dst
	bc1q0nhyk3es3am9kxud0ye352lf2s59ctvcuhg4dd
	bc1q4dnx6r35hq5jv88n4s4s6msng2l36uq2lw9rf
DOGE	DGAipZhEbf9r65QdB7WPwzdBKDpefVwwsZ
	D77Pwpnz2oxBVgWPEeZaUTYRJPwBR3Yysd
	DSBqqfauc3STDv29d8zpcLcPpuCT9hKkkS
	D7Bkx9n3KAraejFgJghNK2eHNj3ATSxwxj
	DATyQ8H92r3gKmD8EmCNcs519GjN1gt1Pg
	DCjmGZMfi25DtQ66UzghRBb6mwGkpG4BhX
DOT	1WUqwCnEpTN8cEHBqmVrFxxgDARuBb2KBVtbKBTvFhFxAs
ETC	0x37a966ade96de7270e393b5533f46cb849398bf3
	0x7afea174b395c1cea747eaf761bb2f95f512bee7
	0x168c86825587df2e5ae659a22ad7e0b10df93b70
	0xdc35988ff5fea2b87561b30746fbb9b72b1c1628
ETH	0xCC1AE485b617c59a7c577C02cd07078a2bcCE454
	0x2118e4432d668aCFa347ddBA0efCcc6BB04DB297
	0x483D88278Cbc0C9105c4807d558E06782AEff584
	0x1A61Df134d766f1e240FBFAEe79bBeCC04195f62

	0x8bf8cd7f001d0584f98f53a3d82ed0ba498cc3de
	0x40cBe7580168d52b7FEC884120B31115c3F7E37E
	0xce013682eddefaca8c94fe56a43a04212ebe4673
	0xae88ac9800594b43ac25a57374a5dac3d183bbc1
	0x0516063942078f5A0608eA42dDb5346cb6cf1c56
	0xcEFAB204B42aA5c532ED59F3d926AdA83c1158ba
	0x9008D19f58AAbD9eD0D60971565AA8510560ab41
ETHW	0x0F2eB0e8d8E6F5f10e76cA5Ce588e16D5F9ffdf1
FTM	0x13b4147f29e53eb85276dc01c74e8fb6b0a28b76
	0x4349fc96680bd7dd7e4db5e0d1f694e4c381074f
	0x9Ca2a3cAb7319FFA4BdE00871cB41634B91ED82f
	0xe51cdfe7f2458bcb199d877eacfc6316dcf6cbc7
	0x09305e7684d8cb4b86f7d4f2cc3da46051a54d49
	0x3b74b91360d7c1b59dc157dcfe01abae72557df2
	0xbe7dcaffc4ee6fe7df32a0249abd9d5755f55bd7
	0xEBf4FBB9C81b84dd5CF89BC75588E5d0018501b3
KAVA	kava1spv566tt3gt05n7cx9vfz47j3z878h88yywgan
KDA	k:a9f3672d7ad7a1e4592702d73b220cbc61db1fa17f
	89a56131d965bc03959913
LTC	Lcrkh5it7ndxVswms1QuRd78g7Fx8a2Ude
LUNA	terra1ynfwyv06jk86lvmf429zm7muxucjxajvjukhyx
MATIC	0x4515be0067e60d8e49b2425d37e61c791c9b95e9
	0xD4342E0277b3B9d11902FA1760F072868ECDBE2e
	0x6aa13fafb79f1b422431198dd4c810e786f192c5
	0xba23c0812480423e1bffa297ba7b0660e7b3f73
ONE	one1gcx262juw97v73m29en5z2ny0h86s20tfal4l8
OP	0x964c192e54E5eF4176626875BB53071956579fca
	0x75497999432b8701330fb68058bd21918c02ac59
	0x4be18b9AabF1D530d2949Ed3faAE2c7Db1e37c21
	0x9113040171B1ADe54de401380a8cd4d1261111C0
SOL	G3udanrxk8stVe8Se2zXmJ3QwU8GSFJMn28mTfn8t1kq
TFUEL	0xfd67e1084282c6f9945738704c222713e0342949
THETA	0xfd67e1084282c6f9945738704c222713e0342949
TOMO	0xbbE2a100822fc7022c0f42E277b338F67371c5b0
TON	EQATuwsj4O2cXXFwaldDRyS9Vv19Emmd6mwHy41QiiBqLH8N
TRON	TPFUjxQzG88Vwynrpj2W61ZAKQ9W2QYgAQ
	TP75t6owoqXxskLq6FB2R37PymNTmohq9L
VET	0xBcbb4cA01cf62c07DB339C985c609a67acdf1DBC
XDAG	15VY3MadZvLpXhjzFXwCUmtZcHszju6L9
XLM	GBPIDVKDSNF74OAGVBSPKLW73CSCGISBOB
	RB3ODROTMOEENZFC6WJFPN
XRP	rpQxVcjVF2fC23r3xKyJS53jw8d5SRhZQf

XTZ	tz1UH89jqhV9x9W6UKByuUQkeGhWtWgm1Fq2
	tz1bAjb8KhBjzRMuPbdLfC4EvETmdsuruynm
ZIL	zil1ntf5fv4swp9d2tns6dftsvy3apry5t4n2ydw4a

Source: <https://announcement.coinex.com/hc/en-us/articles/19187420867348-Latest-Progress-of-the-Hacking-Attack-on-Sep-12-2023-Updated-on-Sep-14->

Figure 15: Overlapping consolidation address for Stake.com and CoinEx heists

Social media post



ZachXBT


@zachxbt

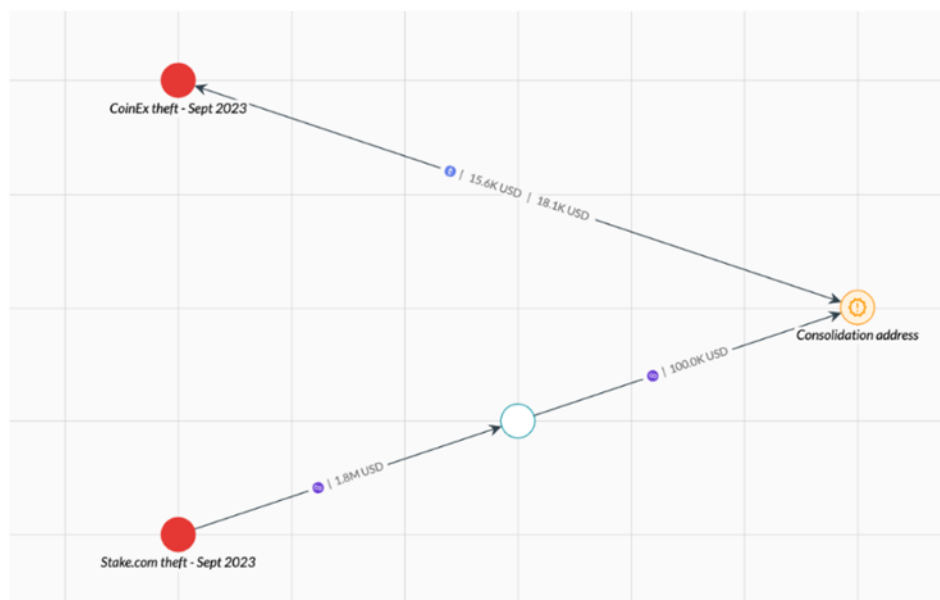
...

It appears North Korea is also responsible for the \$54M @coinexcom hack from yesterday after they accidentally connected their address to the \$41M Stake hack on OP & Polygon.

0x75497999432b8701330fb68058bd21918c02ac59



6:29 AM · Sep 13, 2023 · 105.5M Views

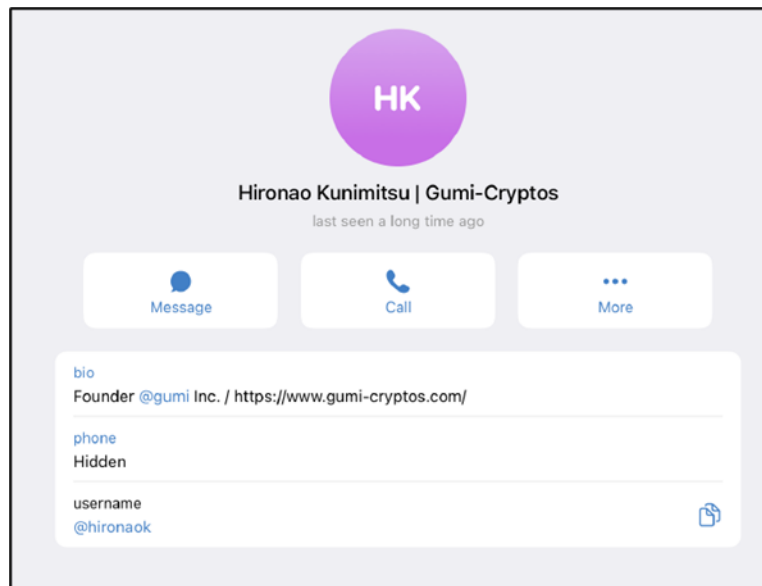
Blog post

Source: <https://www.elliptic.co/blog/how-the-lazarus-group-is-stepping-up-crypto-hacks-and-changing-its-tactics>

Fantom Foundation, 17 October 2023, \$7.5 million

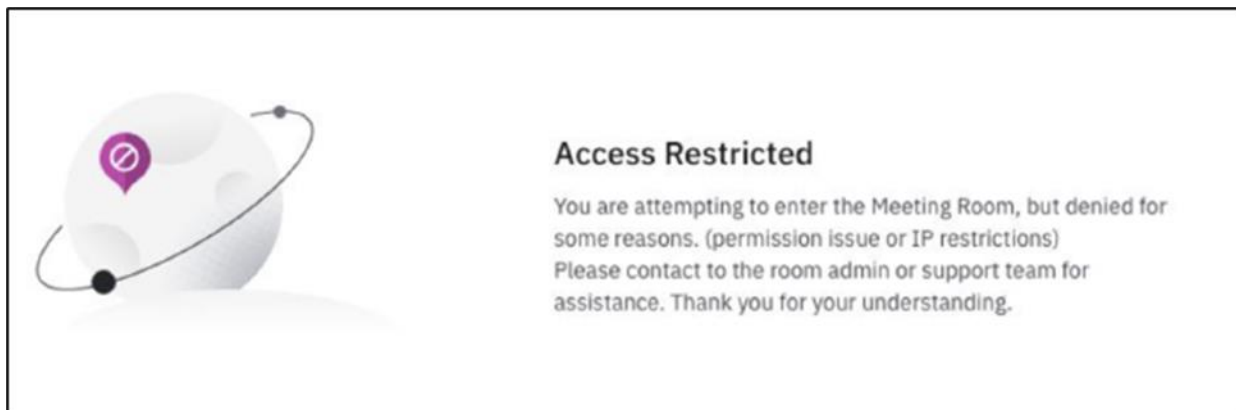
- Lazarus Group likely responsible
- Attack methodology:
 - As part of a spearphishing campaign by the attacker(s) on Telegram, a Fantom Foundation employee received a message from an individual claiming to be the founder of an established blockchain and investment fund and purporting to be located in an Asian country, who was interested in investing in Fantom Foundation and requested a video call to discuss (see Figure 16). The attacker was not pushy or forceful in setting a date for the call.
 - The attacker sent a video link to join the call that resulted in an “access restricted” message (see Figure 17); the attacker sent a troubleshooting link which automatically downloaded an Applescript file without any warnings or prompts (see Figure 18). The file contained troubleshooting instructions to run a script, which did not result in any abnormal computer processes and was not identified as malicious by antivirus software.
 - After approximately 25 minutes of “troubleshooting”, the attacker agreed to meet on another, established platform, at a later date. However, the same day as the initial call attempt, the victim noticed messages disappearing from Telegram, and less than 24 hours later, wallets associated with the victim’s Metamask Chrome Browser extension were being drained (both personal and those of Fantom Foundation). The extension subsequently crashed and the victim was unable to use Chrome; after a compute restart, the Chrome application disappeared completely. By the time the victim re-downloaded Chrome and Metamask and restored access to wallets, they were almost completely drained.
 - Subsequent investigation determined that malicious IP address 104.168.137.21 had gained unauthorized access to the victim’s computer to effect the heist, and that the script had resulted in all of the victim’s Chrome data (including Metamask wallets) being stolen.
- This attack is part of a broader Lazarus Group campaign of spearphishing on Telegram, targeting the cryptocurrency industry (see para 188).
- The attacker(s) stole 47 cryptocurrencies from the Ethereum, Optimism, Fantom, Polygon, and Arb blockchains, from 11 cryptocurrency wallets (see Figure 19). The stolen cryptocurrency was converted into Ether (ETH) using services such as Squid Router and deposited into Tornado Cash.

Figure 16: Attacker's Telegram profile



Source: Panel.

Figure 17 : Video call “access restricted” message



Source: Panel.

Figure 18: “Troubleshooting” link



Source: Panel.

Figure 19: Wallet addresses

Victim wallets

0xD2976A56cD84a91A2E83685a6dC5308315e29f15
0x4a6fF07ACd81F8d0ec7DD51f325D86b833821B1d
0xb86B137232C4e9B67F2B9BfD3d5641B77df70065
0x3CbA76E6A3298B19b77bd3B6A7BbC0B209e712b4
0x00721EE8954C5ABD6359Fb79b407549181d4b5fd
0xB0E3baEC3bA1990ebd2EDF9EEDC2f3213B381fB1
0xDc3D7bCA4C9DB233Ae10f4AF3c1BD105a5818cce
0x1bfFB3a232E06E06A5D9e93C8DF3321f768197c2
0x386aA44439e9C7181b1F0f1CAc0eFa478B623b27
0x596288A9090c9EeDf87bb5F2DA5d8e1bbC7BB935
0x48f7572cFbC4F246600CF816c668271034d81F8F

Perpetrator wallets

0x1d93c73d575b81a59ff55958afc38a2344e4f878
0x2f4f1d2c5944dba74e107d1e8e90e7c1475f4001
0x0b1f29df74a19c44745862ab018d925501fe9596
0x5cDEfFa84EE3C203FEE7a3901D90fF464EbfF801

Source: Panel.

HTX (fka Huobi), 22 November 2023, \$30 million

- Effected through a hot wallet private key leak (see Figure 21).
- Lazarus Group suspected due to similar attack patterns.

HECO Chain (HTX Eco Chain bridge), 22 November, \$86 million+

- Effected through a hot wallet private key leak.
- Lazarus Group suspected due to similar attack patterns.
- Attackers stole multiple cryptocurrencies, including Tether (USDT), Ether (ETH), and Huobi BTC (HBTC), USD Coin (USDC), Chainlink (LINK), and Shiba Inu (SHIB) tokens.

Figure 21: HTX and HECO attacks

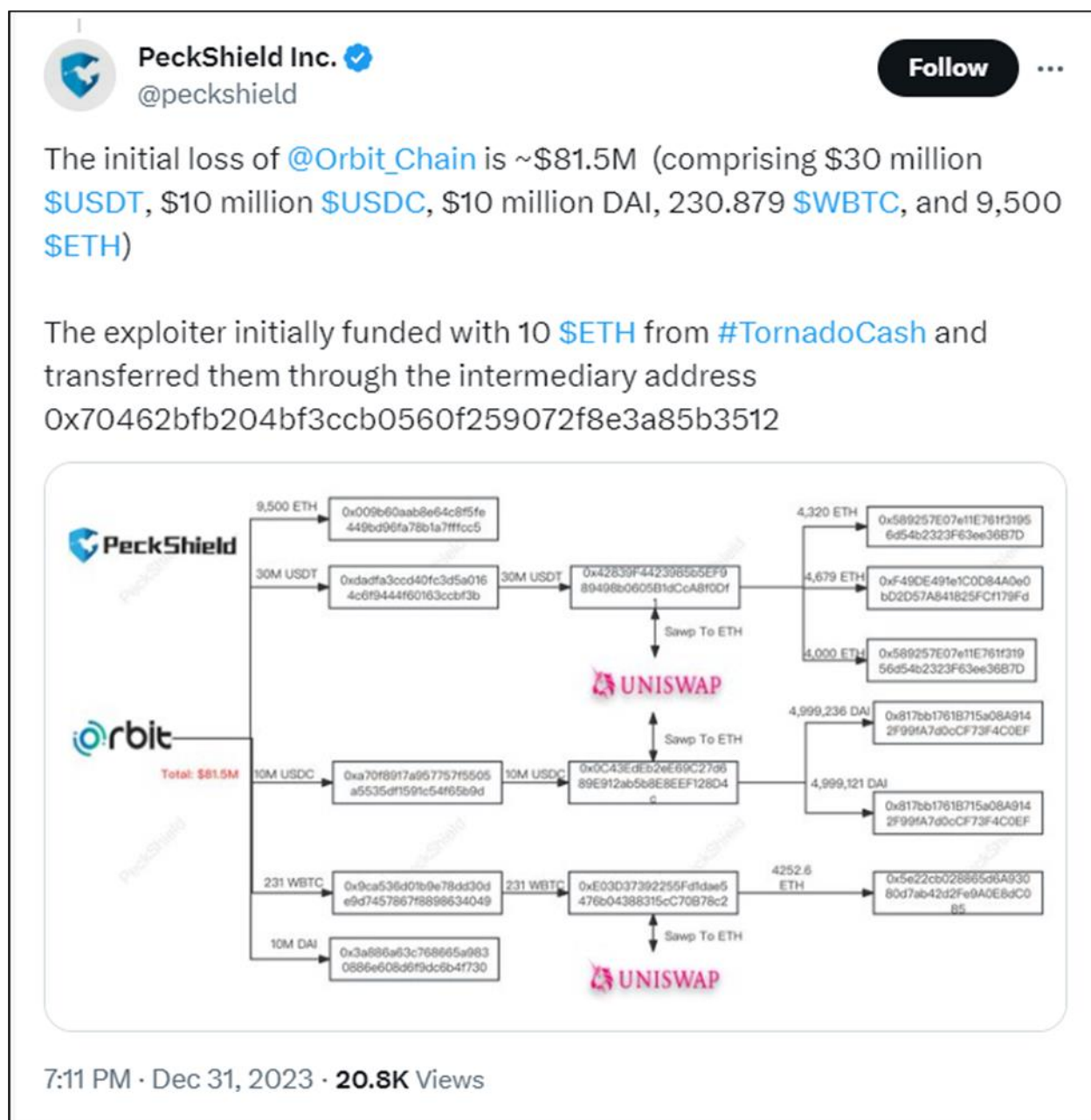


Source: https://twitter.com/ChainLight_io/status/1729530920179527720

Orbit Chain, 31 December 2023, \$81 million

- The attacker(s) stole funds from Orbit Chain's Ethereum (ETH) Vault, where assets are deposited during the bridging/conversion process.
- Stolen currencies included approximately USD 30 million Tether (USDT), USD 22 million in ETH, USD 10 million in USD Coin (USDC), USD 10 million in DAI (DAI), USD 10 million in Wrapped Bitcoin (WBTC) (see Figure 22).
- Laundering involved SWFT, Avalance Bridge, Sinbad mixer.

Figure 22: Initial laundering of Orbit Chain stolen funds



Source: <https://twitter.com/peckshield/status/1741613040335036513>

562/621

Annex 95: Suspected DPRK cyberattacks on cryptocurrency-related companies (2017-2023) investigated by the Panel

2017

Victim	Date	Amount (USD equivalent)	Location
Bithumb	February	7 million (m)	ROK
Youbit/Yapizon/ Coinbin	22 April	4.8m	ROK
Bithumb	June	7m+	ROK
Coinis	September	2.19m	ROK
Youbit/Yapizon/ Coinbin	19 December	2.65m	ROK
NiceHash	December	65m	Slovenia

2018

Victim	Date	Amount	Location
Gate.io	21 April	234m	Caymen Islands
Coinrail	9 June	37m	ROK
Cypherium	18 March	8.5m	U.S.
Coinsecure	12 April	3.5m	India
Taylor	29 May	1.7m	Estonia
Bithumb	June	31.5m	ROK
Bancor	9 July	23.5m	Switzerland
[unidentified company]	August	13m	India
Indodax	1 September	24.9m	Indonesia
Zaif	14 September	60m	Japan
Trade.io	20 October	~10m	Switzerland

2019

Victim	Date	Amount	Location
Cryptopia	14 January	16m	New Zealand
Bithumb	March	16m	ROK
DragonEx	March	7m	Thailand/ Singapore/ Hong Kong, China
CoinBene	25 March	105m	Singapore
BiKi	26 March	12.3m	Singapore
UpBit	28 May	50.7m	ROK
CoinTiger	1 July	272,000	Singapore
Algo Capital	25 September	2m	Gibraltar

2020

Victim	Date	Amount	Location
[financial services company]	7 August	11.8m	U.S.
Eterbase	7 September	5.4m	Slovakia
KuCoin	26 September	275m	Seychelles

Nexus Mutual	14 November	8m	UK
--------------	-------------	----	----

2021

Victim	Date	Amount	Location
EasyFi	19 April	81m	India
FinNexus	17 May	7m	British Virgin Islands
Fetch.ai	7 June	2.6m	UK
Bondly Finance (aka Forj)	14 July	5.9m	U.S.
MGNR	8 October	24.1m	<i>unidentified</i>
bzx	3 November	55m	U.S.

2022

Victim	Date	Amount	Location
Qubit Finance	January	80m	ROK
DeFiance Capital (NFT heist)	22 March	1.7m	Singapore
Sky Mavis/Ronin	23 March	620m	Vietnam / Singapore
Harmony	23 June	100m	U.S.
Nomad	August	190m	U.S.

2023

Victim	Date	Amount	Location
Terraport Finance	10 April	2m	ROK/UK
Merlin DEX (possibly DPRK IT workers)	26 April	1.8m	UK
Atomic Wallet	2 June	121m	Estonia
[investment platform]	11 June	17.6m	<i>unidentified</i>
Alphapo	22 July	113.5m	St. Vincent and the Grenadines
CoinsPaid	22 July	44m	Estonia
SteadeFi	7 August	1.2m	British Virgin Islands
[unidentified company]	16 August	2.9m	<i>unidentified</i>
Stake.com	4 September	41.3m	Australia
CoinEx	12 September	70m	Hong Kong, China
[unidentified company]	28 September	3m	France
Fantom Foundation	17 October	7.5m	Cayman Islands
Poloniex	10 November	130m	U.S.
Uno Re Dao (possibly DPRK IT workers)	14 November	219,000	Estonia
HTX	22 November	30m	Seychelles
HECO Chain	22 November	86m+	<i>unidentified</i>
Orbit Chain	31 December	81m	ROK

Source: Information from Member States, statements by Government agencies, corporate statements, reports by cybersecurity firms and media articles, Panel investigations.

Annex 96: DPRK malicious cyber actors' patterns to steal funds from companies related to the cryptocurrency industry

- Attack vectors
 - Phishing lures
 - Social engineering
 - Weak code / protocols and human error
 - 3rd party (supply chain)
- Cryptocurrency laundering (layering)
 - Theft of multiple assets
 - Hundreds to thousands of intermediary addresses
 - Use of the Bitcoin Network
 - Asset swapping via decentralized and centralized exchanges²⁷⁶
 - Increasing use of chain hopping
 - Bridging²⁷⁷
 - Instant exchange services²⁷⁸
 - Mixers²⁷⁹ and privacy protocols²⁸⁰
 - Moving through multiple chains, including uncommon tokens
 - Speed to prevent freezing of funds
 - Increasing reliance on services based in Russia and China
- Cashout (integration)
 - Affinity for TRON blockchain and stablecoins, especially Tether (USDT)
 - Heavy reliance on 3rd party launderers and over-the-counter brokers (high volume, high-value addresses)²⁸¹
 - Purchased credentials and compromised accounts
 - Less reliance on centralized exchanges

²⁷⁶ Including services such as Binance, Bybit, HTX (Huobi), MEXC, Garantex, 1inch, and Uniswap

²⁷⁷ Including Avalanche, SWFT, Thorchain, Squid Router, Stargate, and Across.

²⁷⁸ Including Fixed Float, Simple Swap, and ChangeNow; such services generally have little or no KYC/AML procedures in place.

²⁷⁹ According to one blockchain company, DPRK cyber actors have “largely abandoned” use of the Tornado Cash mixer after its 2022 designation by a Member State and are instead utilizing “more traditional Bitcoin mixers.” Prior to the Member State designation, DPRK cyber actors were using Tornado Cash to launder approximately half of their stolen funds. See <https://www.trmlabs.com/post/tornado-cash-volume-dramatically-reduced-post-sanctions-but-illicit-actors-are-still-using-the-mixer>. In November 2023, a Member State designated the mixer Sinbad, “a key money-laundering tool” of the Lazarus Group, and seized the mixer’s website. Sinbad reportedly processed millions of dollars’ worth of virtual currency from Lazarus Group heists, including the Horizon Bridge and Axie Infinity heists (see S/2022/668, paras. 147 and 148, S/2023/171 para 165, S/2023/656 para 139, and <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0768>). Industry reports have identified Sinbad.io as a replacement for Blender.io, after the latter’s designation by the same Member State in 2022. DPRK cyber actors reportedly used Blender to launder over USD 25 million worth of stolen funds from the Ronin Network (Sky Mavis/Axie Infinity) and Tornado Cash to launder over \$553 million stolen from the Ronin Network, Harmony Bridge, and Nomad Bridge, all of which occurred in 2022.

²⁸⁰ Including Sinbad, Shielded TRON, Samurai Ricochet, YoMix Tornado Cash, CryptoMixer, and Wasabi Wallet.

²⁸¹ The Panel reported investigations into Wu Huihui and Cheng Hung Man, China-based over-the-counter traders reportedly facilitating conversion of DPRK-stolen virtual currency into fiat currency (S/2023/656 para 142). A blockchain company told the Panel in October 2023 that these individuals are still very active on the blockchain, using new wallets, and are continuing involvement in converting a large portion of DPRK-stolen cryptocurrency funds into fiat.

One cyber company emphasized that these DPRK actors are constantly seeking and using new methods to obscure their movement of stolen funds. As part of the DPRK's laundering process in 2023, the company reported that stolen cryptocurrencies will be swapped from one currency to another, and then back to the original currency, and bridged from one currency to another, and then back to the original currency. Currencies will be sent to and from mixers and privacy protocols multiple times. These methods will be used numerous times within the laundering process for the same hack to further obfuscate the source of funds. Given the significant time and transaction fees that this activity requires, there seems to be no legitimate purpose for this activity. The DPRK also reportedly utilizes automated transactions to deploy these tactics on a large scale, quickly, and in a common pattern.

According to another cybersecurity company,²⁸² "once cryptocurrency is stolen and converted into fiat currency, North Korean threat actors funnel the funds between different accounts to obscure the source." As part of this process, DPRK cyber actors reportedly utilize stolen account information, identities, and altered photos to register accounts at cryptocurrency exchanges pass anti-money-laundering and know-your-customer (AML/KYC) verification requirements. In addition, the DPRK has reportedly "developed an extensive money-laundering network to facilitate the movement of billions of dollars' worth of stolen cryptocurrency from when it's stolen to when it's converted to fiat currency or used to purchase goods and services" for the DPRK.

²⁸² <https://www.recordedfuture.com/crypto-country-north-koreas-targeting-cryptocurrency>.

Annex 97: Cryptocurrency wallet, email, and IP addresses associated with a late 2023 cryptocurrency service's seizure of suspected DPRK-linked cryptocurrencies^{283,284}

Wallet addresses

0x02ca7a9d9bd7658786eada30a872b6975512	
0x052ca778a7eddd1a007321c0ff14a375e46a	
0x0572f0a350de6e597b9d06c1d52facad43f2	
0x0ac4cd26a361c3a949e5a83ad270a3a6a54c	
0x0d0245f12e5e9d8e8fa5da91fa25495d26c0	
0x0d4e7e3c4d1e50fc9a9b0adcafe8b386ce18	
0x103691AAFEb0b757353F53CC08bb95F62DeE	
0x122AFa7C20003F3DEd0081eCcf47fa4247A3	
0x14a82b8ae4d42b0bbc4487e121ccedeab534	
0x181EaBaB0A772bb464b71feca191E132706b	
0x1a17e4603688949555f7c4d73f85ea7f04a3	
0x1aA207AA1F2B276e4Ebf3a021429643ed06F	
0x1ae0b7c500c4f1babff226f82cdfa4396e81	
0x1b4eedbeb2963de5d2e7d6cbd35582260e49	
0x221a75d6ddeff3fd442333127e522fbd2140	
0x22c3D2bf754d901153D3ca4916ED226312e8	
0x24824deca26ae641e5226850edb9e26dedc1	
0x2FEB9fd9AE892fbd4E75295791E8bb2050ed	
0x351394181b94dc5d191cb5fe9d080c5329c9	
0x3580c387ab00780c5a9601794aeb8fb6cbc0	
0x4272200EF626D409E9Bac681Aa0EFdB653A9	
0x468b2172815B59A392Da5cECc323F017f3f5	
0x485c1be0c316791f506875117256c4c0b6a0	
0x53c89d248ac8695309bf29c42375337bc6c0	
0x58797946f72d85f96E04Cb09e24039832d4	
0x5b56289234b9a433a8c98b4a7623dd9941a1	
0x5e00b79ab12457ff60a1d3760668514dc2de	
0x6A0488407C0765aF3C06B6bA30870cB6adAe	
0x6c5582b005674c7d90b4aee236e886c938bd	
0x7A29C6AA03A2b32a4a397A7916e45aC3374a	
0x7b8959274a5077f62fa97e01f41dab8aa0a9	
0x88aacb0091e39a13e327f1f42bb2d1031f7b	
0x8f06789ed6665152af1ba7c4ab97137461b0	
0x8f77b219830325762c57a66cd2fbcc559581	
0x9167419762448e5F78eE9b7416e2aa174bFF	
0x960f50b291958c738e1ad5313262770572a6	
0x977a20277b7886bf112093eadeae66c47437	
0x9a9bbe4f8c9c9f9b9e31200ec877b28bcb89	
0x9d1b0e6996cf39b3a83b2aad856b98445e47	
0xA3D3855A3b4484202684551D2FAC61F6E19F	
0xa525b1d83601e919607bf15f67c9b1f4f506	
0xA71D408643780d64dAB398C063CFaEdfbAAb	
0xaCC0339F9579c0D4Aa495bf11061bA27C6F3	

²⁸³ Seizures (freezing of funds) were carried out based on the service's analytics as well as information provided by other cryptocurrency services and engagement with a Member State's law enforcement agency.

²⁸⁴ The transactions included transfers between Bitcoin (BTC), DAI (DAI), Monero (XMR), Ether (ETH), Tron (TRX), Tether (USDT), Arbitrum (ARB), and Polygon (MATIC) coins.

0xb084712e4c9a580d812851f7c2b77a52cf0b	
0xB31916DfD5E086Ba212e18635e55C46C2706	
0xb8045abb99fd8ddeafff3392d638e46d3441	
0xba2511fa4416b05204b4b3068f665cd64b33	
0xbca730cef9dcd886ddfa9206a4cebf348f0d	
0xC598bC132c4284dc767eF279a8d368219Fb9	
0xc5d58a08a914d46efc36a0059d98b5df8801	
0xc9aa577c1b14a884cf2543c763da61b189b4	
0xCCDD82Aa141bdF358B6F45E4C7240e9340C3	
0xcf1696b661f8ef08dcd2fee4e60f42fbf1df	
0xCf9E44f42E920C77938b912218cd3163D569	
0xcFc3BA9dFd1389cfA9f6BFb208869b1171D7	
0xd6681c0c2C2173F3AD59eC3A139e3F3BC7C7	
0xD68E7C679087Db14A11779f36dde606B7475	
0xd90adc62ad4482ef085ea6c6d46fa6b4269c	
0xda78219a0f87097ce7be0c4f21a4cf9941e8	
0xdaf261df6e51e81cd727a93392999432866a	
0xE55cbA9D7B97F4822e1Cd4759B8f5e197d8E	
0xe78db1785a5f2d4220821fceaadb226ed94e	
0xe852f42bee975f96b373e72dc360f0ba0a63	
0xea855770d87017f13ffc969c8cc2b22d572e	
0xee43f651352fb5d754003531738d6eeaf59d	
0xf8acffd725f81e0aad5e95ce0246c318181b	
0xf8d3e96a3a3ab282d4ca2354554d2400f524	
0xfcd6cab2bbf33b8dd71332f2b6aa0fe9b697	
0xff99c7ad352297ae2419c4e8b383a3b6e661	
1Fpy4NYLuiTf1LSQR1u8HDwkmPoGew	
bc1q00d4svwcmrtzrvrsxn7p5gan0ayc2qzydq	
bc1q08epaf6xd17y42c7ssat5remzfrmju87zn	
bc1q0mw3mffct83cgn4t5ghy0gykg0avln0em6	
bc1q0y3673x3cen3uhah3rwjftahexts683j3r	
bc1q0yvvyxgklccpnfvpk7nvjytnv49q5p05hd	
bc1q28mu7qgpvutyshq4c4j064tzvx40hxjmx	
bc1q2czj7cg2dveee24yf4a6440wjpg3wjdvt	
bc1q2f7a3gpaj7662nna6kt4dgjy82t9y8mjje	
bc1q2xt2kmdpy7tudq4tqukmp6zk5n9fazv0cj	
bc1q3a7hhsm62x2drdazcfatfr2qprhmncn3ws	
bc1q3f96s5453chuycg05alt7zlphtdddunw	
bc1q3urugm9qe8syzawq6ayees6l3n2387na4x	
bc1q3xe38kxat6gtyrf6ak676je43cqd66fj4q	
bc1q42xly4jv6g5naxzg73g5zc3ukkyzyxjg9p	
bc1q49vxdjxc54aqz7xz04c5pdjuv0q45zem0n	
bc1q4f0azvrxml67duealn3lrp6p8sgzaf84ce	
bc1q4mp8an4aw26950q5caj2vnlvkck4haw10d	
bc1q54s80g6l3ah93uyrxz08r4yuht6pvxmjw6	
bc1q597zludt6su8u0tgxlvpe9es5vphpwhwj	
bc1q5nnet6dxuz7dxgk0hadlxvpmyh50l30lmw	
bc1q5pdq8ernekeshtp25rsv7ej9rftvu3xa0	
bc1q645s35c46a00eyjuc858q7y217wxv0tkcz	
bc1q6dk4glzjllmrtekwj8hhpn7kv5dmh5xq2	
bc1q6evlqxm79x24jfxha2wwgfsz8rhjda9rhj	
bc1q6qm3w30rufxamewr0neffx6l4324jggn89	

bc1q6xa7avsu2et7emgvpzheaz6c86h2dlg3hx	
bc1q6y7aspk377lr7xvca9ednuxf4gkh0nz97x	
bc1q7epam2grl6g87v76zw2qkn6udygwsaez00	
bc1q7lrf9fkjghva0fz3dp2q8c2fjwvmpstqaz	
bc1q7v8ax4xgywft7686r7jatt63ehnt0s3wx	
bc1q8m0n8adpxrkjp4wkyemnmfr74vk3wp6vu	
bc1q8rfcl9xsx38h7meldstr74wy8x62dnr43	
bc1q8ztlc0kig7stmvs25trn6xnrng6f7a00mw	
bc1q95xl25dxuyeq2f7ctv70du3jymqqd5ct5u	
bc1q96m02sadsphrwa8w3a6n2dy7gvuhstsix	
bc1q9a223mrlyrttd79amcjl8uzmhfaz9lps	
bc1q9hx36ygzdp0u2yq8gmh7mag8frhud9ntv	
bc1q9r9yqy3qph7gkpgtmn9v5t23hyte7gtv6u	
bc1qaqdnngxul0xrjctzcrh80d0cws06h4hu3	
bc1qayh8dcmv8t03d7zx020dke860w3nl0x485	
bc1qazyza94sh8fwcsq4vj862ayjzp95gu4r3v	
bc1qc6ryywg9rjf5v9avtljwjyjdjh7xd88k6v	
bc1qd5qx5r0830dwd8969qs9yl5v0fud5qtlpd	
bc1qe9hhzhgfvw4dq9n93znvcl4zrxv7dgfmthy	
bc1qeg7ryrr3zvs2m59x5pn257zekqednxs8cd	
bc1qeztulphycaqux2xju2ahw0yvtp2ztwvu8	
bc1qf589zu2jvn9qsl39fhwmaegdfymkdmfmr6	
bc1qf8r72h0jxaq08jhjgctf5zev7shkvmzj4f	
bc1qfjdqtmvy3l86d3fn52dglslzk37svlw8frq	
bc1qgju9076p3974ys8z8vhww6tuuvmm2te5p6d	
bc1qgppqgnlf42pr520a64jnhjcvqk9rrmgmnmk6	
bc1qh0m6fuycat0r4rn9q0shn6aktupjseue6t	
bc1qh6wztuljtfaz420x0dj3x00vshss5k2tzk	
bc1qh7e9gzpy0hhasajyx148v0my5g0zyyhh9e	
bc1qhn4rmxcwmupajcr4lcm2mjlx9e2j6gk5	
bc1qj2u655qtxawxar2xqdme0x3t3zl0l3l2jq	
bc1qj6cuyehm9ztk2950jgm8kks5za70hf362c	
bc1qj9aynjq37fhhj5jpmr3mt0m5a87clnx4wt	
bc1qjksnf2uc09ce8ms50vf6rwzn8h96hjzgxj	
bc1qjpwpu8sgy3f5u6ehsq773htr0y0f87vau7	
bc1qjsve3dz35u830yfy78lycq6vk62dqhe0t2	
bc1qkk6v8m9n89ege3ktmz79e5275cy3u9gnlt	
bc1qkufza4yh4t24yg73nnmqmm3gyrtpw8ekuz	
bc1qlmmk7ckdal0j3nvy2y4t2xwefl9976fkq8	
bc1qlp3pq7tjc6zup3pxu7umj9s30yxteyarc3	
bc1qm8l8uxdgwqq5ekqgr2sfscdmglakxg5fl5	
bc1qmzlx1zvw0srp37mqnx8mymsecnju0xj6dh	
bc1qn2h9dxvx3xm74hnd3jju7kdypych54vq6u	
bc1qn7xym0yrhhng9hy88uqgevm46jnh0fh2lu	
bc1qnfc3hz4a4j4scyg5zrt0xa7p0vrac9v8wl	
bc1qnvnuyl7cg86dyzng03etkjdkjaavfu0m3n	
bc1qnyje580at9apad90dm0taajudld6ev2lka	
bc1qpcs26rxvsrtq9px7fpgga0etzaqu7thnc4	
bc1qpkhdfc3nwcvvq6kaczz8a67kfatpwhvjn8	
bc1qq2p2275rdl2xs3edj63c5mlks3g64g6atx	
bc1qramng39n2lh4f9ml5553aa9mh4y3w2sphj	
bc1qrkc7jgxmletk3ydd9e78kswx4t4tfgyn8q	

bc1qrq49v9cnka6gsqf7f3vj9emezdzk7mncrp	
bc1qrqdszqqxscecl5kjatsgf5qyzfdaajkq4	
bc1qrtpwkejcw7eyxxcspg56yqukxa7xszrjm	
bc1qrwhvs2qsp0dmhk5ft007htgqajurygyjdy	
bc1qs2nqutzvz3lj8g2grj0y3m7ha0lem98xrr	
bc1qshcy8gcwhqrx244wqtrppknj8dhcwya0k	
bc1qt57yn6rgtpmgsfciqqaru35arpxwy7u9g4	
bc1qtdgxeagzefl44h0dnt3jvqqg7khr72qpmm	
bc1qtja7wvvtxgafts5tzxzy2s2u740cqdx	
bc1qtje9p7zrhjqexvu527mu82nt7uh54rwm8t	
bc1qu42tfm8t46sx7my3eecv5xlpq5gvjw2t7c	
bc1qu6p60gnnmfrj6tszq6pqe6hche6ylfpd23	
bc1quy7xp3a84vw399wf8sfjltvxsxx5z99at	
bc1quzchev79rqnsmlre338fyhjrhzmzm4yvtv	
bc1qv2rc6c4ypqamrjndankftmvxhftujjpq6d	
bc1qv7mx9qa2amrsfd6gd38t2glkkagnaeytua	
bc1qvegseajyqweeewwkjxufdslp2gc5utv2hc	
bc1qvfxrp3dpcythms22emkyp17kzjf0yg9khe	
bc1qvmekcz3820m7g6aeuhj7hgm3yarc83zrw8	
bc1qxxgecv3l7d7nwz3qtm00cavq0fc5ted0wpl	
bc1qy8nqve0flr6yk0qvqnlqakzeu9m9n6sz73	
bc1qyftdgdj2d5hvd2acfkzggskwu4pkdeed3	
bc1qyfpkhrx3p5qht9vgf9fag83fx5ekktre	
bc1qypyxu0kya5u0k2wckcgpjksxxtv44r5u	
bc1qz8xyjq9w9dscr288lxq8j6up2agv2vwc0n	
bc1qzemylw4ewmt2xs9ruh3g2n83yhsyz6g6qu	
bc1qzj9jgthhcdm3aetyzegt63dqzutm5lg70f	
bc1qztelja0hf953ugt8wx3qxt5a7hqqmknugn	
bc1qzu99nu7uqy3rj6j97u3c8tx3p62ztdhyte	
TADxuvmtYZJTjh2jKsevLLE4n2FdHt	
TAgupBnLCH99B7wL4coQDXXJfXtEl	
TAJSvkSYjKs78HXcVjc3aUZRaJ3TYw	
TBJ2ZpCxxhk72K8fv45BVdMbZ7EzGXr	
TBk2tkNYNmthXyNNQSKCifm7ornyx2	
TD5NH3dfKHixBa9CD2gJ3MgsNxdxt6	
TDP2Wp3qZEvvX7eymeCuiEcyFoeik	
TEiP4XVuJCPjQF5HuY1WUGVF9Do6Nf	
TF9c7LRiRSwZ87GBj1AjWeXwbaSCsN	
TFdfbEU1uFgo4PypB5aJrcG1mRHaU2	
TG2nRs6zLKwfhQzKHsRnm5amMqa2AC	
TGn1S8fY2BSuphBK4DJEJfRoYiUx5d	
THFidK8JoznjC4eBTtD77xDJBnBSqJ	
TKAd3q8R7JXQoTVzoAV4Co1T1oe3rB	
TKHNPTssFKWMVo5ajgETYw8itNXuFk	
TKZY3PjYzk8UxRRjN5uu2q3Cvu2jVx	
TM2M3vghGmhNDLSVxn8shsZvaohgm4	
TM4JTYwheXMdorkwi4rGXTQXtMBSJo	
TMGbCV95yZe234LuXMQZMcmUGxj9Sc	
TNqZvJqHuxVijNyCagcZVBd43VjDfB	
TPTmtZkFGwwxZTkBmPi8a1zty9iidX	
TSeFRvvpX7rGr5JjfhFCstkiTaQFMc	
TSYh3nfh7efqXTzEzRiYgheELHcALd	

TT2SrWWK77DoTBzxkRM4t6jqZ6WJhC	
TUUPhW8Chi4mop7geAJmBQimlkZvbZ	
TV1DpkjCB7C6cbTgrZRvY6E3J47rcX	
TV2z9YSSLhDyvPFB681dVdVBciURp7	
TViN1Zp54GCmmpYFqDHMGZtqjZ1SYp	
TVkV6R6BbCWwibkmUhA8ubq4Fq4TYi	
TVmxKc7YF5DFdeC8LCR5T2vdUt35EX	
TXQxmRQ5ZE9dAfyam5SivqjL9U2xHi	
TXRXy7sEenLNaXUbNuyNzRZFBkDlb	
TYnCc673dMhmhbktBP5DNxWiTr7Uzre	
TZAgVhZk8jx56gsvxEFumjnEf8T6rs	

Email addresses

Email address	Associated name (if available)
sa_lia@[REDACTED].[.]com	Sa Lia (note: email account language was set to Chinese)
leaf20202011@[REDACTED].[.]com	Mmhy Yyh (note: email account language was set to Chinese)
zakulasukirg@[REDACTED].[.]com	Zakula Sukir (note: email account language was set to Chinese)
otcmike@[REDACTED].[.]com	Mike OTC
arvinaskong21@[REDACTED].[.]com	Arvin
alexander_markenov@[REDACTED].[.]me	
janewang[.]binance98@[REDACTED].[.]com	Jane Wang
jayliang812@[REDACTED].[.]com	Jay Liang
n65741556@[REDACTED].[.]com	Nguyen Vinh
aubreyhindhorst@[REDACTED].[.]com	Aubrey Lindhorst
luminar198@[REDACTED].[.]com	
js382653@[REDACTED].[.]com	John Smith
ravishweijer@[REDACTED].[.]com	Ravish
decongingroun6f@[REDACTED].[.]com	Jimmy Lee
shaolin386@[REDACTED].[.]com	Shao Lin
ton8689@[REDACTED].[.]me	(note: email account language was set to Chinese)
hoaleta2018@[REDACTED].[.]com	Hoa Le Van (note: email account language was set to Korean)
xie18079861378@[REDACTED].[.]com	(note: email account language was set to Chinese)
yunisemgar@[REDACTED].[.]com	
sergeitest12@[REDACTED].[.]com	
changellybrown@[REDACTED].[.]com	

alinainc111@[REDACTED].com	
----------------------------	--

Note: email addresses include the iCloud, Gmail, Outlook, Hotmail, Proton, GMX, 163, Skiff, Protonmail, and Yopmail services.

Transaction IP addresses

5.226.137.4
27.109.114.188
37.120.151.162
37.140.254.144
37.140.254.189
45.128.199.27
45.8.25.82
45.8.68.79
45.8.68.80
45.83.220.216
45.86.202.216
45.86.202.4
45.95.243.104
45.95.243.155
66.115.146.163
78.109.18.227
84.247.59.103
84.247.59.113
84.247.59.115
84.247.59.123
84.247.59.13
84.247.59.145
84.247.59.146
84.247.59.27
84.247.59.47
84.247.59.57
84.247.59.7
84.247.59.80
84.247.59.86
85.203.15.104
85.203.15.105
85.203.15.45
85.203.44.133
85.203.45.198
86.48.13.166
91.221.66.87
94.200.95.34
103.125.146.22
103.125.146.27
103.125.146.40
103.125.146.8
103.125.146.90

103.163.220.242
103.163.220.248
103.163.220.38
103.163.220.61
103.235.17.57
104.234.140.132
108.181.50.58
114.42.193.83
117.20.113.188
117.20.116.53
146.70.144.77
146.70.199.8
146.70.42.122
149.36.50.13
157.97.122.39
157.97.122.40
178.157.102.179
182.239.115.115
182.239.115.43
182.239.92.147
182.239.92.58
182.239.93.210
182.239.93.41
185.107.69.214
185.192.71.14
185.204.1.184
185.82.72.120
188.212.135.178
191.101.126.192
191.96.180.36
191.96.180.37
191.96.180.52
191.96.180.54
191.96.180.77
194.32.120.58
194.32.120.76
194.5.48.68
194.5.48.71
194.5.53.248
194.5.83.4
212.30.37.180
212.30.37.214
212.30.37.30

Annex 98: Kimsuky email addresses, websites and virtual currency addresses released by Member States

Email Addresses:

- hongshiao@naver[.]com
- teriparl25@gmail[.]com
- seanchung.hanvoice@hotmail[.]com
- pkurui9999@gmail[.]com
- kennedypamla@gmail[.]com
- ds1kdie@aol[.]com
- ssdkfdlsfd@gmail[.]com
- haris2022100@outlook[.]com
- bing2020@outlook[.]kr
- marksigal1001@gmail[.]com
- donghyunkim1010@gmail[.]com
- hong_xiao@naver[.]com
- sm.carls0000@gmail[.]com
- ds1kde@daum[.]net
- yoon.dasl@yahoo[.]com
- syshim10@mofa[.]lat

Websites:

- sovershopp[.]online
- onerearth[.]xyz
- mofa[.]lat
- janskinmn[.]lol
- supermeasn[.]lat
- bookstarrtion[.]online
- cdredos[.]site
- scemsal[.]site
- somelmark[.]store

Digital Currency Addresses:

- bc1qmkh9s8qju9tkk2qckcz79we2084h2ckeqxylmq
- bc1qu9303km9mnq03hxehtf2tzchvmkqnzyzm928d

Note: Not intended to be an exhaustive list

Source: Member States.²⁸⁵

²⁸⁵ https://www.mofa.go.kr/www/brd/m_4080/view.do?seq=373737&page=1 and <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1938>

Annex 99 – Select reports of DPRK cyber actors targeting the cryptocurrency industry

“Security alert: social engineering campaign targets technology industry employees,” GitHub, 18 July 2023

Summary: A recent DPRK social engineering campaign perpetrated by Bluenoroff targets the personal accounts of employees of technology firms, using a combination of repository invitations and malicious npm package dependencies. Many of these targeted accounts are connected to the blockchain, cryptocurrency, or online gambling sectors. The attacks begin with the DPRK cyber actors impersonating a developer or recruiter by creating one or more fake persona accounts, or legitimate accounts that have been taken over by the DPRK actors, on GitHub and other social media providers. These fake personas have also been identified on LinkedIn, Slack, and Telegram. The DPRK actors may initiate contact on one social media platform and then attempt to move the conversation to another. After establishing contact, the DPRK actor invites the target to collaborate on a GitHub repository containing software that includes malicious npm dependencies and convinces the target to clone and execute its contents. Some software themes used by the DPRK actors include media players and cryptocurrency trading tools. The malicious npm packages act as first-stage malware that downloads and executes second-stage malware on the victim’s machine. In some cases, the DPRK actor may deliver the malicious software directly on a messaging or file sharing platform.

Link: <https://github.blog/2023-07-18-security-alert-social-engineering-campaign-targets-technology-industry-employees/#indicators>

“Spreading malware disguised as coin and investment-related content,” AhnLab Security Emergency response Center (ASEC), 31 July 2023

Summary: Malicious cyber actors believed to be Kimsuky are distributing malware disguised as cryptocurrency coin exchange and investment-related content. The malicious code is distributed in the form of executable files and word documents, several of which have cryptocurrency-related names.

Link: <https://asec.ahnlab.com/ko/55646/>

“Konni APT exploits WinRAR vulnerability (CVE-2023-38831) targeting the cryptocurrency industry,” Chuangyu 404 Advanced Threat Intelligence Team, 14 September 2023

Summary: ScarCruft (APT 37) group has been identified using the WinRAR vulnerability (CVE-2023-38831) to attack the cryptocurrency industry, a significant shift in the group’s traditional targeting. ScarCruft used a malicious payload disguised as a wallet screenshot named “wallet_Screenshot_2023_09_06_Qbao_Network.zip,” likely a reference to Qbao Network, a smart cryptocurrency wallet service.

Link: <https://paper.seebug.org/3033/>

“Detailed Malware Analysis Report: Putty disguised as malware (Lazarus APT) (악성코드 상세분석 보고서: 악성코드로 둔갑한 Putty (Lazarus APT)),” Hauri, 9 October 2023

Summary: Since June 2022, the Lazarus Group actors have been creating malware by modifying open source software (such as PuTTY, KiTTY, TightVNC, Sumatra PDF Reader, and muPDF/Subliminal Recording), and have also pretended to be recruiters on LinkedIn in order to target victims with malware. Moreover, it appears that the DPRK cyber actors intended at least some of this malware to target the cryptocurrency industry, as the C2 server identified in the report is a domain entitled “hxxps://blockchain-newtech[.]com.”

Link: <https://www.hauri.co.kr/security/security.html>

“Elastic catches DPRK passing out KANDYKORN,” Elastic Security Labs, 31 October 2023

Summary: A novel DPRK intrusion has been identified on a macOS system that targets blockchain engineers of a crypto exchange platform, lures blockchain engineers with a Python application to gain initial access, and deploys multiple complex

stages of the attack each with deliberate defensive evasion techniques. Attackers impersonated blockchain engineering community members on a public Discord frequented by members of this community. The attacker social-engineered their initial victim, convincing them to download and decompress a ZIP archive containing malicious code. The victim believed they were installing an arbitrage bot, a software tool capable of profiting from cryptocurrency rate differences between platforms. The malicious activity was attributed to the DPRK (likely the Lazarus Group), based on analysis of the techniques, network infrastructure, code-signing certificates, and custom Lazarus Group detection rules.

Link: <https://www.elastic.co/security-labs/elastic-catches-dprk-passing-out-kandykorn>

“Crypto-Themed npm Packages Found Delivering Stealthy Malware,” Phylum Research Team, 4 November 2023

Summary: On 30 October 2023 Phylum identified an unusual publication to npm called “puma-com.” Upon investigation, Phylum found a very convoluted attack chain that ultimately pulled a remote file, manipulated it in place, called an exported function from that file, and then meticulously covered its tracks by removing and renaming files all along the way. Phylum identified four additional packages belonging to this campaign.

Link: <https://blog.phylum.io/crypto-themed-npm-packages-found-delivering-stealthy-malware/>

“BlueNoroff strikes again with new macOS malware,” Jamf Threat Labs, 6 November 2023

Summary: A BlueNoroff malware variant dubbed “ObjCShellz” was discovered that shares characteristics with the previously-reported RustBucket campaign. In this campaign, the actor reaches out to a target claiming to be interested in partnering with or offering them something beneficial under the guise of an investor or head hunter. BlueNoroff often creates a domain that looks like it belongs to a legitimate crypto company in order to blend in with network activity; in this case, the malware was observed communicating with malicious domain “swissborg[.]blog.” This malware was likely a late stage within a multi-stage malware delivered via social engineering.

Link: <https://www.jamf.com/blog/bluenoroff-strikes-again-with-new-macos-malware>

Social media post, Microsoft Threat Intelligence, 8 November 2023

Summary: BlueNoroff cyber actors had, within the prior few weeks, created new websites masquerading as skills assessment portals, marking a shift in the persistent actor’s tactics. As part of this, BlueNoroff is targeting users on LinkedIn and enticing them with deceptive lures related to a skills assessment, subsequently moving conversations to other platforms. The assessment portals are reportedly created to entice victims to register an account, allowing the DPRK actors to harvest their information.

Link: <https://twitter.com/MsftSecIntel/status/1722316019920728437>

“Hacking Employers and Seeking Employment: Two Job-Related Campaigns Bear Hallmarks of North Korean Threat Actors,” Palo Alto Networks, 21 November 2023

Summary: In a campaign dubbed “Contagious Interview”, DPRK cyber actors are posing as employers – utilizing advertisements on job search platforms and potentially email, social media, or chat platforms – to lure software developers into installing malware (hosted on Github) through the interview process, providing the DPRK actors opportunity to steal intellectual property, funds, and/or other information. The investigation also identified two new malware families, BeaverTail and InvisibleFerret. Based on some of the file names of malware deployed, the DPRK cyber actors may be impersonating legitimate AI, cryptocurrency and NFT-related companies or recruitment agencies.

Link: <https://unit42.paloaltonetworks.com/two-campaigns-by-north-korea-bad-actors-target-job-hunters/>

“DPRK Crypto Theft | macOS RustBucket Droppers Pivot to Deliver KandyKorn Payloads,” SentinelOne, 27 November 2023

Summary: DPRK cyber actors have continued efforts to target macOS users associated with the cryptocurrency industry through two major campaigns in 2023, RustBucket and KandyKorn. DPRK cyber actors are ‘mixing and matching’ components from these two separate campaigns.

Link: <https://www.sentinelone.com/blog/dprk-crypto-theft-macos-rustbucket-droppers-pivot-to-deliver-kandykorn-payloads/>

“BlueNoroff: new Trojan attacking macOS users,” Kaspersky Lab, 5 December 2023

Summary: A recently-discovered new variety of malware targeting macOS that is linked to BlueNoroff and its ongoing campaign, RustBucket. The new malware variety was identified inside a ZIP archive that contained a PDF file named “Crypto-assets and their risks for financial stability,” and appears to have been created on 21 October 2023.

Link: <https://securelist.com/bluenoroff-new-macos-malware/111290/>

“Analysis of North Korean Hackers’ Targeted Phishing Scams on Telegram,” SlowMist, 6 December 2023

Summary: The Lazarus Group has conducted a widespread phishing operation on Telegram since 2022, specifically targeting the cryptocurrency industry. The DPRK cyber actors impersonate reputable investment institutions, establishing fake Telegram accounts in these entities’ names, to execute phishing scams against various cryptocurrency and decentralized finance project teams by reaching out to discuss potential investment opportunities and scheduling a video meeting. As part of this process, the DPRK actors attempt to convince the victim to download a script, falsely claiming it’s necessary to enter the meeting room or otherwise providing malicious meeting links. The purpose of this malicious activity is to steal funds and/or information about the victims. [see also Annex 88]

Link: <https://slowmist.medium.com/analysis-of-north-korean-hackers-targeted-phishing-scams-on-telegram-872db3f7392b>

“Analysis of attack samples suspected of Lazarus (APT-Q-1) involving npm package supply chain,” QiAnXin Threat Intelligence Center, 7 December 2023

Summary: A batch of Lazarus Group downloader samples were recently discovered; they are loaded through multiple layers of nested PE files and ultimately download a payload from a C2 server and execute it. Of note, one of the C2 server IP addresses (IP address 91[.]206.178.125 of sample d8a8cc25bf5ef5b96ff7a64f663cbd29) identified by the Center was reportedly recently disclosed by the Phylum Research Team as used by the Lazarus Group in a software supply chain attack, in which the malware was delivered disguised as an encryption-related npm package. Other pieces of the malware code are also linked to previous Lazarus Group campaigns. Several of the C2 addresses featured in the report – including [https://blockchain-newtech.com/download/download\[.\]asp](https://blockchain-newtech.com/download/download[.]asp) and [https://chaingrown.com/manage/manage\[.\]asp](https://chaingrown.com/manage/manage[.]asp) – appear to be linked to the cryptocurrency industry.

Links: <https://mp.weixin.qq.com/s/f5YE12w3x3wad5EO0EB53Q>, <https://blog.phylum.io/crypto-themed-npm-packages-found-delivering-stealthy-malware/>

“Update to November’s Crypto-Themed npm Attack,” Phylum Research Team, 5 January 2023

Summary: Updating on Phylum’s 4 November 2023 report (see above) regarding a collection of npm packages involved in a complex attack chain, Phylum has identified nearly two dozen additional packages belonging to this still active campaign. Phylum further referenced the QiAnXin Threat Intelligence Center report (see above), “conclusively linking it to a North Korean APT.” Based on this determination and given that the package names were crypto-themed, Phylum assessed it was “increasingly apparent that the campaign’s ultimate objective was likely twofold: first, to gain persistent access to the systems of developers who installed these packages, and second, to leverage this access to infiltrate the broader organization these developers belong to—likely entities within the cryptocurrency sector. Presumably the end goal, given the recent history of North Korean hacking objectives, was to steal substantial cryptocurrency assets...”

Link: <https://blog.phylum.io/crypto-themed-npm-packages-found-delivering-stealthy-malware/>

Annex 100 – Reported BlueNoroff financial domain spoofing

Malicious domains	Genuine company	Jurisdiction
abf-cap[.]co	ABF Capital	Tokyo, Japan
deck[.]altairvc[.]com	Altair Capital	California, USA
down[.]altairvc[.]info	Altair Capital	California, USA
angelbridge[.]capital	Angel Bridge	Tokyo, Japan
vote[.]anobaka[.]info	ANOBACA	Tokyo, Japan
share[.]anobaka[.]info	Anobaka Venture Capital	Tokyo, Japan
cloud[.]anobaka[.]info	Anobaka Venture Capital	Tokyo, Japan
bankofamerica[.]tel	Bank of America	North Carolina, USA
bankofamerica[.]nyc	Bank of America	North Carolina, USA
bankofamerica[.]us[.]org	Bank of America	North Carolina, USA
beyondnextventures[.]co	Beyond Next Ventures	Tokyo, Japan
cloud[.]beyondnextventures[.]co	Beyond Next Ventures	Tokyo, Japan
cloud[.]daiwa[.]ventures	DG Daiwa Ventures	Tokyo, Japan
tet[.]dnx[.]capital	DNX Ventures	California, USA and Tokyo, Japan
cloud[.]dnx[.]capital	DNX Ventures	California, USA and Tokyo, Japan
cloud[.]espcapital[.]pro	ESP Capital	Ho Chi Minh City, Vietnam
down[.]espcapital[.]co	ESP Capital	Ho Chi Minh City, Vietnam
down[.]gpmtrait[.]co	Granite Point Mortgage Trust	New York, USA
down[.]gpmtrait[.]us	Granite Point Mortgage Trust	New York, USA
cloud[.]gpmtrait[.]co	Granite Point Mortgage Trust	New York, USA
web[.]gpmtrait[.]us	Granite Point Mortgage Trust	New York, USA
down[.]j-ic[.]com	Japan Investment Corporation	Tokyo, Japan
internal[.]j-ic[.]co	Japan Investment Corporation	Tokyo, Japan
cloud[.]j-ic[.]co	Japan Investment Corporation	Tokyo, Japan
web[.]j-ic[.]co	Japan Investment Corporation	Tokyo, Japan
cloud[.]mekongcapital[.]net	Mekong Capital	Ho Chi Minh City, Vietnam
mufg[.]us[.]com	Mitsubishi UFJ Financial Group	Japan
mufg[.]yokohama	Mitsubishi UFJ Financial Group	Tokyo, Japan

cloud[.]mufg[.]tokyo	Mitsubishi UFJ Financial Group	Tokyo, Japan
mufg[.]tokyo	Mitsubishi UFJ Financial Group	Tokyo, Japan
mizuhogroup[.]us	Mizuho Financial Group	Tokyo, Japan
careers[.]mizuhogroup[.]us	Mizuho Financial Group	Tokyo, Japan
smbc[.]ltd	Sumitomo Mitsui Banking Corporation	Tokyo, Japan
smbcgroup[.]us	Sumitomo Mitsui Banking Corporation	Tokyo, Japan
smbc-vc[.]com	Sumitomo Mitsui Banking Corporation	Tokyo, Japan
tptf[.]us	Trans-Pacific Technology Fund	Taiwan Province of China
tptf[.]ltd	Trans-Pacific Technology Fund	Taiwan Province of China
it[.]zvc[.]capital	Z Venture Capital	Tokyo, Japan

Sources: <https://www.recordedfuture.com/north-korea-aligned-tag-71-spoofs-financial-institutions>,
<https://securelist.com/bluenoroff-methods-bypass-motw/108383/>

Annex 101 – Compilation of cybersecurity community’s effective practices

- Training:
 - Regular trainings for all organizational employees and contractors that cover basic security concepts, such as phishing, business email compromise, social engineering on social media, basic operational security, password security, etc., as well as foster an internal culture of security and cyber awareness.
 - New employees receive initial cybersecurity training shortly after onboarding.
 - Periodically conduct phishing exercises to raise awareness among employees about the risks of visiting websites, clicking on links, and opening attachments.
- Credentials:
 - Enable multifactor authentication (MFA) to protect against compromised user passwords.
 - Ensure passwords are of appropriate length and complexity.
 - Revoke credentials for departing employees.
 - Require unique and separate credentials for similar services and asset access on IT and operational technology networks, such that users do not (or cannot) reuse passwords for work accounts, applications, services, etc.
- Apply Zero Trust principles to limit the impact of an attack on an organization, including:
 - Explicitly verify users and devices before allowing access to resources.
 - Only allow the access privilege that is needed for a resource and no more.
 - Assume system defenses have been breached and systems may be compromised, and constantly monitor the environment for possible attack.
- Hardware, software, networks, and data:
 - Ensure effective encryption to maintain confidentiality of sensitive data and integrity of IT and operational technology traffic.
 - Keep systems up to date, including firmware, the operating system, and applications.
 - Protect data by identifying important data, its location, and whether the right defenses are implemented.
 - Organizations should disable HTML from being used in emails and scan email attachments.
 - Implement a system-enforced policy that disables Microsoft Office macros, or similar embedded code, by default on all devices.
 - Implement an administrative policy or automated process that requires administrative approval before new hardware, firmware, or software/software version is installed or deployed.
 - All systems that are necessary for operations are regularly backed up, and backups are stored separately from the source systems.
 - Collect and store access- and security-focused logs (e.g., intrusion detection systems/intrusion prevention systems, firewall, data loss prevention, virtual private network) for use in both detection and incident response activities (e.g., forensics).

- Store logs in a central system that can only be accessed or modified by authorized and authenticated users.
 - Maintain policies and processes to ensure that unauthorized media and hardware are not connected to IT and operational technology assets, such as by limiting use of USB devices and removable media or disabling AutoRun.
 - If you use Remote Desktop Protocol (RDP), or other potentially risky services, secure and monitor them closely.
- Detection and response:
 - Install and regularly update antivirus and antimalware software on all hosts.
 - Use extended detection and response (XDR) and antimalware to detect and automatically block attacks and provide insights to the security operations software.
 - Create, maintain, and exercise a basic cyber incident response plan and associated communications plan.
- Cryptocurrency-specific:
 - Only keep the necessary liquidity in hot wallet(s) and store the remainder of funds in cold/hardware wallets.
 - Implement multi-signature permissions on hot wallets along with a timed access/recovery feature.²⁸⁶
 - Enable MFA for software wallets and transactions as well as logins.
 - Validate social media accounts and check username handles for character/number substitutions or other special characters.
 - Always check URLs before clicking on a link, and watch redirects after clicking to make sure that the website is an official website, rather than a phishing site. Double-check web addresses of official websites.
 - Be cautious of contact that induces a sense of urgency to pressure victims into impulse actions and mistakes.
 - Consider anti-cryptomining and ad-blocker browser extensions that can detect and block malicious cryptomining.
 - Deploy continuous monitoring of network activities; unusual access attempts or patterns can indicate attempted attacks.
 - Conduct regular security audits to identify vulnerabilities.

Sources: Cybersecurity companies, Member State, Panel

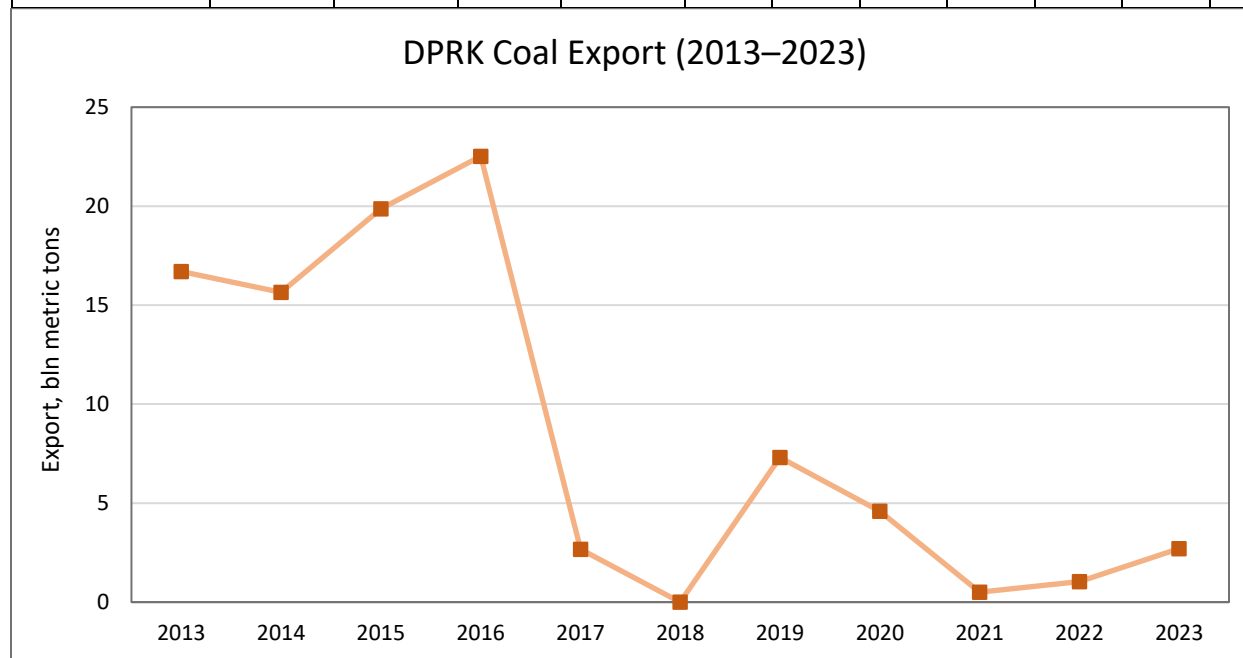
²⁸⁶ One cryptocurrency company that was the victim of a suspected DPRK heist in 2023 also recommended multi-signature permissions and a time-lock feature.

Annex 102: DPRK export earnings (registered) 2012–2023. bln USD**DPRK exports dynamics to China, 2016–2018**

Source: ITC Trade Map, Custom statistics of China, the Panel.

Annex 103: DPRK coal export (2013–2023)

Year	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Export, mln metric tons	16706,3	15654,2	19864	22521,5	2671	##	7300	4600	500	1035	2700



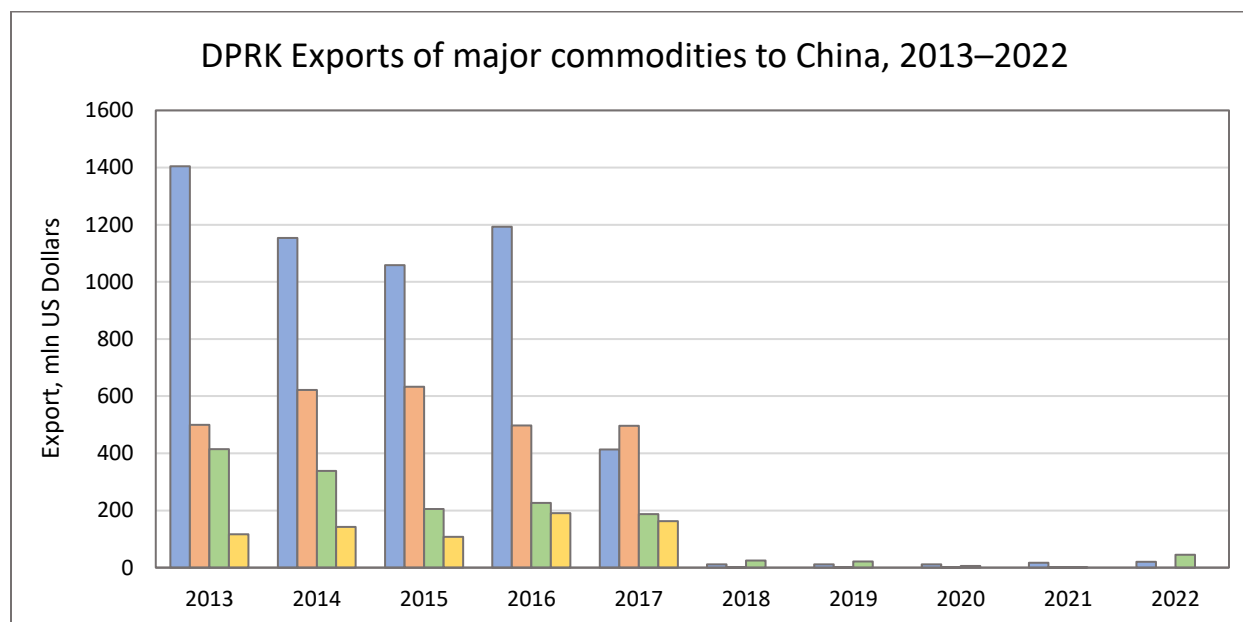
Source. **Energy Information Administration - EIA** - Official Energy Statistics from the **U.S.** Government

<https://www.eia.gov>

<https://svspb.net/norge/eksport-uglja.php?l=kndr>; The Panel,

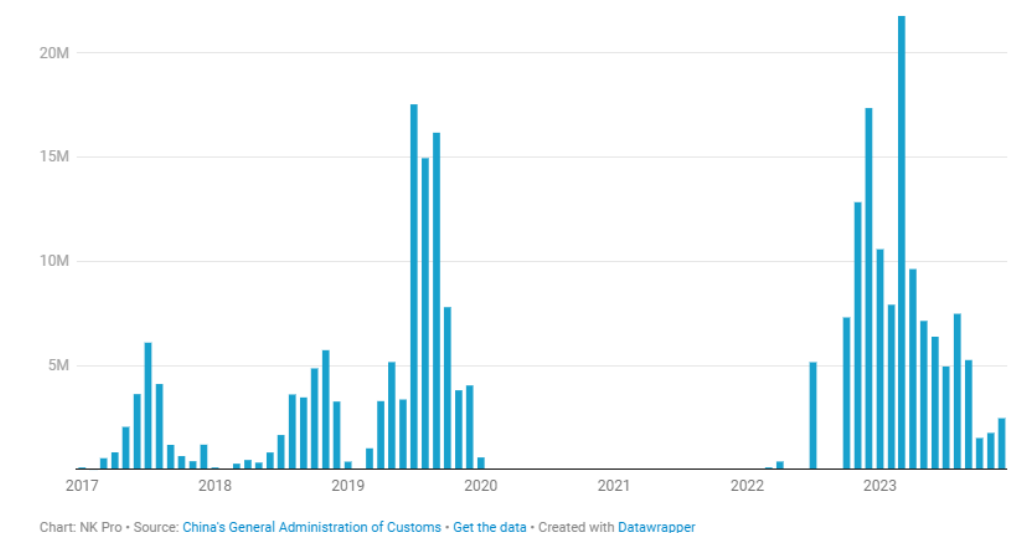
Annex 104: DPRK exports of major commodities to China and imports of Food

Year	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous substances; mineral ...	1404	1154	1058	1193	414	11	11	12	17	20
Articles of apparel and clothing accessories, not knitted or crocheted	499	622	633	497	497	0	0	0	0	0
Ores, slag and ash	415	339	205	227	187	25	21	6	1	45
Fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates	116	143	108	190	163	0	0	0	0	0



Source: ITC World Trade Map (<https://www.trademap.org/Index.aspx>), Chinese Custom Statistics(<http://stats.customs.gov.cn/indexEn>), The Panel.

Imports of rice from China



Source: NK News

Annex 105: Estimates of DPRK energy supply

North Korean Annual Electricity Supply

Terawatt hours (TWh)

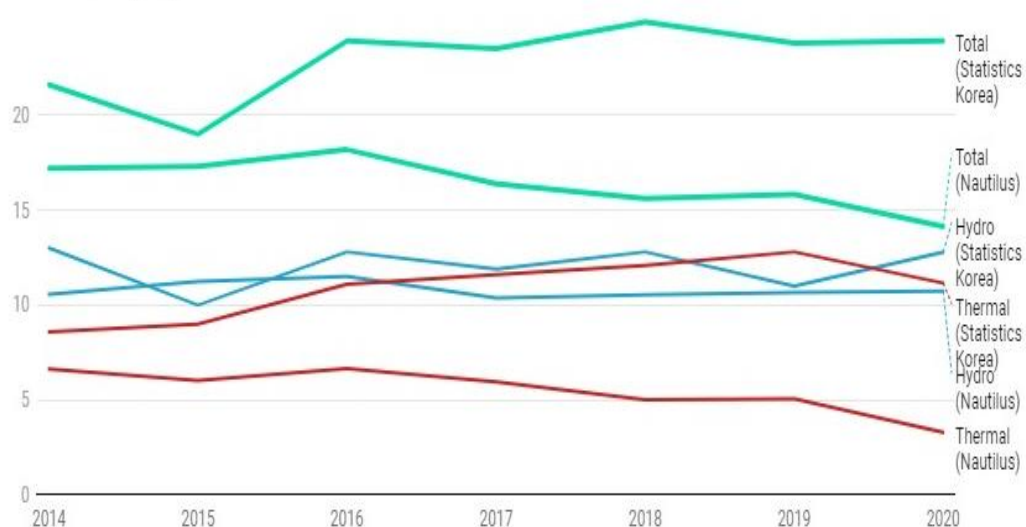


Figure 3. North Korean energy supply estimates from Statistics Korea and Nautilus Institute.

Chart: Martyn Williams / 38 North • Source: Statistics Korea and Nautilus Institute • Embed • Created with Datawrapper

Source: <https://www.38north.org/2023/03/north-koreas-energy-sector-defining-the-landscape/>

**Annex 106²⁸⁷: Excerpts from 2023 Report on North Korean Human Rights
Republic of Korea, Ministry of Unification, pp. 340-345**

D. Impact of Sanctions

In response to North Korea's July 4 and July 28, 2017 ballistic missile launches, the United Nations adopted Resolution 2371 on August 5, 2017, which imposed stricter economic sanctions on North Korea. The resolution's restrictions and prohibitions on economic cooperation had a significant impact on the establishment and operation of North Korea-China joint ventures. In the border regions of North Hamgyong and Ryanggang Provinces, a number of North Korean-Chinese joint ventures had been established and were operating; they paid their workers on time.

According to Resolution 2371, member states shall prohibit, by their nationals or in their territories, the opening of new joint ventures or cooperative entities with North Korean entities or individuals, or the expansion of existing joint ventures through additional investments, unlike North Korean-run enterprises. Nevertheless, there are reports of a rise in the number of joint ventures who were shut as a result of successive sanctions. For instance, a hotel in the city of Rason operated by a joint venture primarily relied on Chinese tourists. But after the sanctions, few Chinese tourists visited, making it difficult to pay employee wages. Moreover, a mining company in North Hamgyong Province that was operated as a joint venture with China reportedly experienced difficulties with wages and company rations following the imposition of sanctions.

Additionally, the restrictions on crude oil imports appear to have had an impact. In certain instances, mines, including coal mines, were closed due to fuel and electricity shortages.

Furthermore, it became difficult to import refined oil from China via small-scale smuggling. Consequently, residents who rely on motorcycles for transportation were affected. Multiple reports from North Koreans showed that around the same time, trading companies in the border region closed operations and the local economy deteriorated.

In the border region between North Korea and China, significant portion of the local population engaged in small-scale smuggling with China. However, the economic activities of the local populations were negatively

²⁸⁷ The Ministry of Unification is publishing the 2023 North Korean Human Rights Report to inform the public the overall human rights situation in North Korea. The report is significant as it is the first report published by the ROK Government in accordance with the North Korean Human Rights Act, enacted through bipartisan cooperation in 2016. The report demonstrates the Government's determination to make further efforts to substantially improve North Korean human rights. To reveal the recent reality of North Korean human rights, the report was written based on the testimonies of North Korean defectors. The recent North Korean human rights situations that occurred from 2017 to 2022 were documented in a balanced and objective way, while concentrating on actual cases adhering to human rights as stipulated in the International Covenant. Centered on the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), women, children, and persons with disabilities are designated vulnerable groups.

(https://www.unikorea.go.kr/eng_unikorea/news/releases/?boardId=bbs_000000000000034&mode=view&cntId=54278&category=&pageIdx=)

affected by the tightening sanctions against North Korea, the installation of barbed wire along the border by North Korean authorities, and the enforcement of anti-smuggling measures. Defector testimony shows that to compensate for the decline in economic activity, the outsourcing industry for bond processing became more active.

The primary outsourced products were small-scale items such as summer hats, bags, wigs, and accessories. Further, reports indicate that People's Committees took the initiative, obtained permits, and operated these businesses.

Around 2014, eyelashes were the principal products of outsourcing industry in the border region. Workers were paid in Chinese Yuan based on the quantity of finished goods. After 2017, however, the form of payment was converted from cash to rice. 2.2kg of rice was paid for a summer straw hat with a brim length of 10cm, deducting 200g for each additional 1cm it fell short. Other testimony indicated that 1.5kg to 3kg of rice were paid per piece, depending on the tightness of the brim in 2019. Outsourced manufacturing also recently expanded from border regions to inland provinces, including South Pyongan and Hwanghae Provinces.

The decline in cross-border trade has also affected prices, leading to volatility. The price of fish and herbal medicines dropped because they were subject to export bans. The price of manufactured products, such as necessities and Chinese imports, rose considerably. In 2017, there was a sharp increase in the cost of food and essential necessities in Pyongyang, which locals attributed to sanctions, and they simultaneously experienced significant fluctuations in the currency exchange rate as well.

Other testimony indicated difficulty purchasing necessities due to the increased prices of Chinese imports in border regions. In 2018, after state-owned mining enterprises ceased operations in North Hamgyong Province, prices increased, making workers' lives extremely challenging. The ports of Nampo and Songlim, which were once active in trade with China, experienced a significant decrease in trade volumes.

"In the fall of 2018, the Musan Mine had to close down because there wasn't enough electricity or fuel. I don't know exactly when it was shut down, but it wasn't working when I left. So, the miners' food was cut off, and life got harder for them. Some of them made a living by using wooden boats to catch squid, or picking mushrooms in the

mountains. Also, because the sanctions stopped trade, the price of goods went up a lot. The cost of living increased, and many trading companies went out of business. Overall, Musan County became a hard place to live."

Source : https://www.unikorea.go.kr/eng_unikorea/news/Publications/ronkhr/

Annex 107: Questionnaire for humanitarian organizations that have worked in the DPRK

For this reporting period, the Panel again asked questions addressing the impact of COVID-19 and the closed borders on organizational operations, as well as each group's estimate of when they expect to resume operations in DPRK.

- 1) What is your assessment of the cumulative effect of UN sanctions on the humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK since 2018, and in particular in 2023? What sources of data and information do you draw from as the basis for this assessment?
- 2) What is your assessment of the overall consequences of COVID-19- related border closure and ongoing partial closure of the borders of the DPRK on the overall humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK? If possible, please include information or examples that support your assessment.
- 3) What has been the scope of your organization's operations in the DPRK since its borders were closed in early 2020, and in particular in 2023? Were you able to continue some humanitarian operations with local staff? What problems, if any, have you encountered? When, if at all, do you expect to be able to resume your operations in the DPRK? How do you see the future prospects of access to and within the DPRK? How are these prospects related to COVID factors, and what other factors are at play?
- 4) Please provide any detailed information about how the implementation of UN sanctions may have impacted your organization's humanitarian response in the DPRK, in particular in 2023.
- 5) If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs, in particular in 2023? What could be further improved in the exemption process or the sanctions regime itself that would better meet your operational needs and objectives in addressing the humanitarian problems of the DPRK?
- 6) The recommendations of the Panel of Experts in its latest Midterm Report (see <https://undocs.org/en/S/2023/656>, para.162 (b)) include a suggestion that "... relevant stakeholders practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies". Do you have any ideas or suggestions as to how this measure can be implemented, and what is your assessment of the possible effects of such a mechanism?
- 7) UN Security Council resolution 2664 (2022) "directs these Committees, assisted by their respective panels of experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of this resolution, including any risk of diversion", paragraph 1 of the same resolution having created an exception to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) and subsequent resolutions, to permit "the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs". Are you aware of any such cases?
- 8) Implementation Assistance Notice No. 7 "Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the Democratic People's Republic of Korea" of the 1718 Committee (DPRK Sanctions) (IAN 7) recommends inclusion of measures to ensure that assistance to be provided to the DPRK are used as intended purposes and not diverted for prohibited purposes in humanitarian exemption requests submitted to the Committee. The Panel would welcome any available information about possible diversion, as background to its work.
- 9) Are there other issues, needs, or organizational viewpoints regarding the impact of UN sanctions on your work in the DPRK, especially within the past year, that you want to share with the Panel?

Annex 108: Responses from humanitarian organizations

The Panel has redacted humanitarian organizations' identities and other phrases which might jeopardize the safety of the relevant organizations and in a few cases on other grounds. The Panel takes no position on the responses provided by these organizations.

Organization 1

- 1) *What is your assessment of the cumulative effect of UN sanctions on the humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK since 2018, and in particular in 2023? What sources of data and information do you draw from as the basis for this assessment?*

The condition in the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) is a protracted humanitarian situation characterized by chronic food insecurity and a lack of access to lifesaving essential services, including quality healthcare, with profound effects on the most vulnerable people. The 2023 Humanitarian Response Plan (HRP) estimated that 11.3 million people (over 4 out of 10 persons) need humanitarian assistance. Humanitarian operations in the DPRK therefore are a critical lifeline for millions of people. In addition, the country remains highly vulnerable to natural disasters including cyclones, floods, and drought, further exacerbating humanitarian needs amongst the most vulnerable. However, the effects of the UN sanctions have limited the scope and depth of the humanitarian response by the UN and other INGOs in the country. These effects manifest more in the areas of reduced access to donor funds, inability to transfer funds into the country (due to sanctions on banking channels) and restrictions on the importation of certain medical items/equipment into the country due to their inclusion in the sanctions list of prohibited items. Moreover, some manufacturers in Europe have recently refused to produce lifesaving medicines specifically for importation into the DPRK.

a. Lack of cash flow in the country (Donor funding and Cash transfer into the country)

Mobilization of funds has been difficult in the sanctions environment owing to the concern about inadvertently violating the sanctions imposed by the United Nations Security Council. On average, [Organization 1] requires about USD [number] million each year for its humanitarian interventions. In the past year, less than 50% of this funding was secured, resulting in reduced support for the provision of lifesaving humanitarian interventions in the country. In the same vein, it is almost impossible for UN Agencies and/or INGOs to transfer funds into the DPRK because of sanctions on international banking. UN Agencies in DPRK have stopped paying the salaries of their national personnel and meeting their rent liabilities due to the cash shortage in DPRK.

b. Restriction on Procurement/Supply of equipment

The UN Sanctions Committee's guidelines require that single and dual/multiple-use items containing metal components be approved for exemption by the Sanctions Committee. [Organization 1] has been diligently following the directives of the Sanctions Committee. The process of seeking clearances from the 1718 Committee for these items has resulted in delays or cancellation of procurement over the years. Prior to the implementation of sanctions on DPRK, [Organization 1] supported the strengthening of DPRK health facilities.. [Organization 1] has not been able to replenish items for these facilities, resulting in deterioration in service provision, which is having a negative impact on the health of the population in DPRK.

Furthermore, UN humanitarian programming requires a strong humanitarian needs overview. For this, generation of evidence-based data is indispensable, and this process requires the use of IT equipment to aid data capturing and analysis. In 2019, [Organization 1] was unable to implement its data-related programme due to the extended time required for obtaining exemptions of the procurement of IT equipment from the 1718 Committee and the U.S. Treasury Department for U.S. patented items (IT equipment), which was beyond the timeline of the programme. In addition, data-related support was not considered as humanitarian aid but rather as development assistance, which added further complexities for consideration by the Security Council. A ban on imports from many countries, complex licensing requirements, increased scrutiny of supplies passing through customs and logistical complexities also delay the importation and distribution of essential supplies.

- 2) *What is your assessment of the overall consequences of COVID-19-related border closure and ongoing partial closure of the borders of the DPRK on the overall humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK? If possible, please include information or examples that support your assessment.*

The COVID-19 pandemic, coupled with the strict preventive measures including border closure and in-country mobility restrictions put in place by the Government of DPRK in January 2020, led to a significant scale down of humanitarian interventions in health, agriculture, nutrition, water, and sanitation in the country. For example, in the health sector, import of critical life-saving commodities and equipment were stuck in China for over a year and a half with UN organizations, including [Organization 1], incurring significant demurrage charges. Earlier in 2023, the country experienced stock-out of all essential life-saving medical supplies. But the situation has eased with the exceptional clearances in late 2022 and resumption of sea and land-freight services and relaxation of the quarantine and disinfection rules in early 2023. Even bi-lateral trade has resumed and as per media reporting the imports were dominated by medicines and food (<https://www.eastasiaforum.org/2023/02/08/a-glimmer-of-hope-for-north-korea-in-2023/>).

The border closure that prevented international humanitarian workers, including UN staff, from entering the country has had a direct negative impact on the ability to mobilize funds for humanitarian interventions because of the reluctance of donors to commit funding to programmes in the absence of international personnel in the country. In the case of [Organization 1], humanitarian interventions continued using internal resources although they were insufficient to respond to the significant humanitarian needs, worsened by the COVID-19 pandemic.

- 3) *What has been the scope of your organization's operations in the DPRK since its borders were closed in early 2020, and in particular in 2023? Were you able to continue some humanitarian operations with local staff? What problems, if any, have you encountered? When, if at all, do you expect to be able to resume your operations in the DPRK? How do you see the future prospects of access to and within the DPRK? How are these prospects related to COVID factors, and what other factors are at play?*

COVID-19 related restrictions and the closure of the international borders have hampered humanitarian operations on the ground. The scope of the [Organization 1] programme has been limited to humanitarian interventions that could be implemented with minimal international presence, albeit with the adoption of some mitigation measures to reduce programme risks, including additional Standard Operating Procedures (SOPs) to streamline processes in the absence of international personnel and more monitoring visits with increased supporting documentation (including pictorial evidence by programme staff), among other measures. In 2022, [Organization 1] was also able to clear its humanitarian supplies that were stuck in [a third country] port for over 1.5 years because of the closure. In 2023, with the appropriate mobilization of our national personnel and adoption of some mitigation measures, we have been able to implement interventions focused on the procurement and distribution of life-saving commodities and medicines;

trainings of health personnel on key humanitarian interventions in areas within our mandate; and the printing and distribution of prior developed guidance documents and manuals that health workers need to continue to provide quality life-saving services.

All of the above actions were taken in response to the Government's request for support and our estimation of the absolute stock-out of lifesaving commodities and medicines related to our mandate in the country in the early part of the year. Other major activities have been put on hold until the border is re-opened to international UN personnel. We anticipate a high possibility of the borders being opened to the international humanitarian community, including the UN, from the first quarter of 2024. This expectation follows the Government's release of the final anti-epidemic measures on 4 December 2023. We do not know of any other factors that could delay the entry of international UN staff and personnel into the country at this time. In summary, [Organization 1] continues to be on standby for a possible re-entry of its international staff into the country to continue to provide needed services in our mandate areas to the most vulnerable.

- 4) *Please provide any detailed information about how the implementation of UN sanctions may have impacted your organization's humanitarian response in the DPRK, in particular in 2023.*

Due to the uncertain environment for importation of lifesaving goods and commodities in early 2023, [Organization 1] limited itself to the procurement of items not subjected to the UN sanctions to reduce overall transaction time. However, at least one manufacturer of lifesaving medicines in a European country refused procurement orders for shipment of medicines to DPRK citing the UN Security Council sanctions. There is a perception that the UN Security Council sanctions often lead to delays in the procurement process as even some freight forwarders refuse to take up related shipment contracts due to additional paperwork required to move goods into the DPRK. And those who accept the offers often charge higher freight costs for the shipments adding to the overall transaction costs for humanitarian service provision.

- 5) *If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs, in particular in 2023? What could be further improved in the exemption process or the sanctions regime itself that would better meet your operational needs and objectives in addressing the humanitarian problems of the DPRK?*

[Organization 1] appreciates the 1718 Committee for reducing the turnaround time for exemption approvals, for increasing the validity period of those exemptions and for providing flexibility in considering cases on an individual basis. To facilitate and strengthen the presence of UN organizations on the ground, it is nevertheless imperative to establish a viable banking channel for funds to be transferred into DPRK to enable the UN agencies to implement their respective programmes and respond to emerging humanitarian needs. Since early 2021, most UN organizations operating in Pyongyang have had to stop paying the salaries of national secondees, fuel costs and other office expenses due to the dearth of cash in the country. This has led to the accrual of significant debt locally. It would be helpful if the Sanctions Committee would help with an exception that supports the movement of funds into the DPRK to clear this backlog of debt owed to the national personnel and clear outstanding office rents and utilities.

In addition to the banking channel, UN organizations are required to go through the Sanctions Committee for exemption for items that have metal components, as there is a clause related to single/multiple use. Most of the health-related procurements have metal components and are classified as multiple use. Consideration for the waiver or a blanket approval, for example, for approved standardized medical kits that have been previously cleared by the inter-agency task force at UN HQs would provide more flexibility for response to humanitarian needs in the shortest possible time.

- 6) *The recommendations of the Panel of Experts in its latest Midterm Report (see <https://undocs.org/en/S/2023/656>, para.162 (b)) include a suggestion that “... relevant stakeholders practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies”. Do you have any ideas or suggestions as to how this measure can be implemented, and what is your assessment of the possible effects of such a mechanism?*

Since the commencement of the new sanctions, the UN and other related agencies have limited support to relatively ‘soft’ forms of support compared to previous years. Prior to the strengthened sanctions, the UN had focused on ensuring strengthened health systems. [...]

Government investments in improving the health infrastructure, upgrading equipment and other necessities have been limited thus far and we believe the recommendation made in 162 (b) is positive and may empower the government in mobilizing its own resources to prioritize and address the pressing humanitarian and development needs facing the population.

Implementing this provision would require engagement with the Government and their willingness to follow-through. There needs to be clarity on how the entire process will be executed from the start to the end, which may require developing a road map and a MOU with the National Coordination Committee (NCC) of the DPRK MOFA on the terms and conditions that would guide the process. It is not often very easy for external parties to engage in such processes in DPRK so the RC may be designated to lead the discussion in-country with support from other UN Heads of Office in the country. The actual process may also be fashioned like the current process that UN agencies go through to get approval for imports supported by a strong system of oversight and monitoring.

- 7) *UN Security Council resolution 2664 (2022) “directs these Committees, assisted by their respective panels of experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of this resolution, including any risk of diversion”, paragraph 1 of the same resolution having created an exception to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) and subsequent resolutions, to permit “the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs”. Are you aware of any such cases?*

[Organization 1] is not aware of such cases being reported since the introduction of the resolution 2664. Though it was discussed and briefed by OCHA in the UNCT, there is a need for the implication of the resolution 2664 to be well articulated and itemized so all stakeholders fully understand the opportunities it is providing to support humanitarian interventions. We do not believe this is the case currently.

8) *Implementation Assistance Notice No. 7 “Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the Democratic People’s Republic of Korea” of the 1718 Committee (DPRK Sanctions) (IAN 7) recommends inclusion of measures to ensure that assistance to be provided to the DPRK are used as intended purposes and not diverted for prohibited purposes in humanitarian exemption requests submitted to the Committee. The Panel would welcome any available information about possible diversion, as background to its work.*

[Organization 1] is not aware of any diversion for other uses of items procured through [Organization 1] or any other Agency.

- 8) *Are there other issues, needs, or organizational viewpoints regarding the impact of UN sanctions on your work in the DPRK, especially within the past year, that you want to share with the Panel?*

Sensitization of donors on the wider context of humanitarian-development complementarity and its implications on the population and human development from a right-based perspective will be necessary so that donors are encouraged to support humanitarian initiatives that could lead to synergies that promote sustainable wellbeing of the people, especially the most vulnerable and hard to reach. In addition, the UN's efforts to strengthen data systems carry significant importance in identifying and understanding the humanitarian needs in the DPRK. Strengthening the data systems is crucial for effectively informing and shaping targeted strategies and interventions aimed at addressing the pressing needs of the population in the country. [Organization 1] would appreciate it if the Sanctions Committee could take this into consideration when reviewing applications for exemption approvals.

Organization 2

- 1) *What is your assessment of the cumulative effect of UN sanctions on the humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK since 2018, and in particular in 2023? What sources of data and information do you draw from as the basis for this assessment?*

The sanctions and closure of borders have challenged and, in some cases, limited the work of [Organisation 2] and other UN Agencies and humanitarian organizations. The nonexistence of international banking channels has further led to acute liquidity crunch and severely constrained the critical in-country activities. Concomitantly, with limited in-country funds, [Organisation 2]'s focus remained in supporting and responding to humanitarian crisis and emergencies, such as those caused by the COVID-19 pandemic, floods and typhoons, etc. Resultantly, there is dearth of resources needed to develop strategies enabling prevention and mitigation of shocks and emergencies, as demonstrated by the COVID-19 pandemic.

For instance, procurement got delayed due to the closure of borders and ultimately some items could not be procured.

These challenges further cascaded when some supplies and equipment got stranded at the [neighboring country] borders and not allowed to enter the country, thus incurring huge storage/demurrage/cold chain charges.

In 2023 due to the sanctions and national restrictions at borders, there were limitation in procurement of items and such procurement was limited to items which do not require sanction clearance.

The source of information is from the list of items that have been delivered to the country.

- 2) *What is your assessment of the overall consequences of COVID-19- related border closure and ongoing partial closure of the borders of the DPRK on the overall humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK? If possible, please include information or examples that support your assessment.*

[See also response under 1) above]

In January 2020 the Government of DPRK closed its international borders (air, sea, and land) in an attempt to prevent the entry of the novel coronavirus into the country when WHO declared the COVID- 19 outbreak to be a pandemic. Currently, the borders are open although the movement of people is restricted to DPRK nationals and diplomats from few countries. Supply of goods via all routes (sea, rail, land and air) has resumed but still require advance approvals and greenlight. All quarantine requirements, including for people and goods have been lifted with the exception of people with symptoms of respiratory infection. This is a positive step and an indication that the country may be moving towards opening of the border to international personnel.

The strict restrictions on cross-border movement have a profound negative impact on the flow of supplies, which the DPRK population heavily relied on to supplement the government initiatives to meet needs of its vulnerable population.

To reiterate, several shipments of essential and critical equipment that [Organisation 2] procured, most of which were approved by the UN Sanctions Committee were held up at different locations incurring large expenses on storage charges and customs demurrage. Several shipments expired while being held up, costing more money to dispose such shipments. Some shipments had to be re-routed to other countries, causing an additional financial burden for [Organisation 2].

DPRK has been subject to a range of international sanctions imposed by various countries and international organizations. These sanctions have had several operational implications, Some key operational implications are:

Challenges stemming from sanctions:

Economic Isolation: DPR Korea's economy has been heavily impacted by sanctions. These measures restrict trade, foreign investment, and access to international financial institutions, leading to economic isolation.

Humanitarian Concerns: Sanctions can inadvertently affect the humanitarian situation in DPR Korea by limiting the flow of essential goods like food and medicine. There are concerns that these sanctions could harm ordinary citizens.

One of the major challenges in [Organisation 2]'s work in DPRK has been the absence of a viable banking channel to transfer much needed funds for in-country operations and programmatic implementation. This has a significant negative impact on [Organisation 2]activities, and a quick and efficient solution is required to be found. This also negatively impact international staff to meet their daily subsistence expenses like accommodation, food, and other personal expenses.

Diplomatic Standoff: Sanctions have been a point of contention between DPR Korea and the international community, leading to a diplomatic standoff and hampering efforts to engage in dialogue and negotiations.

- 3) *What has been the scope of your organization's operations in the DPRK since its borders were closed in early 2020, and in particular in 2023? Were you able to continue some humanitarian operations with local staff? What problems, if any, have you encountered? When, if at all, do you expect to be able to resume your operations in the DPRK? How do you see the future prospects of access to and within the DPRK? How are these prospects related to COVID factors, and what other factors are at play?*

In the absence of any international staff present in the country for about three years, operations were remotely managed. There is a presence of national seconded staff, who remained distantly driven. The implementation of technical activities however, got severely impacted.

There were certain difficulties encountered as during the year 2021 and early 2022 the borders and ports were closed due to pandemic which impacted in delivering supplies to the country. Also due to the sanctions imposed on certain items, the procurements are delayed.

The preparation of the required documentation for the UN Sanctions Committee is lengthy and requires several levels of consultations.

As of now, there is no concrete information from the Government on the boarder reopening for internationals. However, with WHO's declaration of COVID-19 no longer a public health emergency of international concern, it is anticipated that the Government may consider completely opening its borders in the near future. With this assumption, the UN Agencies have already started working on a return plan. If all goes well and the physical presence of international staff is allowed, the normal operations will be resumed.

- 4) *Please provide any detailed information about how the implementation of UN sanctions may have impacted your organization's humanitarian response in the DPRK, in particular in 2023.*

With the decision of the Government to limit the presence of international staff, primarily due to the limitation of in-country operations as a result of the lack of an international banking channel, the capacity of [Organisation 2] was markedly reduced even before the pandemic.

Limited capacity due to suboptimal staff presence led to challenges in providing the initial emergency support to the country. This got further aggravated when all international staff had to leave the country.

In 2023 the procurement was mostly done for consumables and equipment which did not require sanction clearance.

- 5) *If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs, in particular in 2023? What could be further improved in the exemption process or the sanctions regime itself that would better meet your operational needs and objectives in addressing the humanitarian problems of the DPRK?*

[Organisation 2] has been able to obtain humanitarian exemption approvals from the 1718 committee in the past as required, generally on a fast-track process, whenever required. [Organisation 2] also appreciate the fact that the exemptions may now be provided for a period longer than 6 months (i.e., up to 18 months) for instance when the applicant provides a well-founded justification such as transportation delays. This development is very helpful and welcome. Thanks to the quick approval process used during the pandemic,

[Organisation 2] requests to procure emergency supplies were approved within 4 days, which is a positive example of the UN Sanctions Committees flexibility and understanding of the severity of the situation.

- 6) *The recommendations of the Panel of Experts in its latest Midterm Report (see <https://undocs.org/en/S/2023/656>, para.162 (b)) include a suggestion that “... relevant stakeholders practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies”. Do you have any ideas or suggestions as to how this measure can be implemented, and what is your assessment of the possible effects of such a mechanism?*

The Panel’s recommendation is a welcome move if considered. It would be good to know the selected exports under sanctions that will be considered for exemption. without which it will be difficult to comment or suggest how the proceeds for financing humanitarian supplies will be utilized.

- 7) *UN Security Council resolution [2664 \(2022\)](#) “directs these Committees, assisted by their respective panels of experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of this resolution, including any risk of diversion”, paragraph 1 of the same resolution having created an exception to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) and subsequent resolutions, to permit “the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs”. Are you aware of any such cases?*

We currently have no knowledge of any such instances.

- 8) *Implementation Assistance Notice No. 7 “Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the Democratic People’s Republic of Korea” of the 1718 Committee (DPRK Sanctions) (IAN 7) recommends inclusion of measures to ensure that assistance to be provided to the DPRK are used as intended purposes and not diverted for prohibited purposes in humanitarian exemption requests submitted to the Committee. The Panel would welcome any available information about possible diversion, as background to its work.*

There is no information available regarding any diversion of the humanitarian support provided by [Organisation 2].

- 9) *Are there other issues, needs, or organizational viewpoints regarding the impact of UN sanctions on your work in the DPRK, especially within the past year, that you want to share with the Panel?*

One of the major challenges in [Organisation 2]’s work in DPRK has been the absence of a viable banking channel to transfer much needed funds for in-country operations and programmatic implementation. This has a significant negative impact on [Organisation 2] activities, and a quick and efficient solution is required to be found. This also negatively impact international staff to meet their daily subsistence expenses like accommodation, food, and other personal expenses.

[Organisation 2] also appreciates the fact that the exemptions may now be provided for a period longer than 6 months (i.e., up to 18 months) for instance when the applicant provides a well-founded justification such as transportation delays. This development is very helpful and welcome.

Organization 3

1) What is your assessment of the cumulative effect of UN sanctions on the humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK since 2018, and in particular in 2023? What sources of data and information do you draw from as the basis for this assessment?

The lack of access for international personnel to DPRK since 2020 makes it impossible to accurately assess the humanitarian situation inside the country. It has not been possible to undertake any assessments of the humanitarian situation and it would therefore be difficult to assess any impact of sanctions at this time. The continued lack of an adequate banking channel to facilitate local payments results in a need for Government willingness to accrue certain costs for future repayment on behalf of international humanitarian agencies.

2) What is your assessment of the overall consequences of COVID-19- related border closure and ongoing partial closure of the borders of the DPRK on the overall humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK? If possible, please include information or examples that support your assessment.

As noted in the previous answer, the lack of access for international personnel to DPRK since 2020 makes it impossible to accurately assess the humanitarian situation inside the country.

The continued closure of borders for international personnel has created constraints on the ability to effectively provide comprehensive technical assistance, policy-related and strategic guidance or invest in national capacities in a fully effective manner. The ability to fully monitor implementation of humanitarian programmes has also been constrained. Specific concerns are noted in the uninterrupted availability of routine vaccines, although supply chains in this case are more affected by domestic customs regulations applied by the [neighboring country] than by constraints created by the DPRK border closures, and a shortfall in donor resources which has impacted procurement of sufficient critical supplies to treat the full target number of children and women affected by malnutrition.

3) What has been the scope of your organization's operations in the DPRK since its borders were closed in early 2020, and in particular in 2023? Were you able to continue some humanitarian operations with local staff? What problems, if any, have you encountered? When, if at all, do you expect to be able to resume your operations in the DPRK? How do you see the future prospects of access to and within the DPRK? How are these prospects related to COVID factors, and what other factors are at play?

Our organization has maintained a limited level of humanitarian programming despite the border closures, with a focus on provision of essential life-saving supplies in the health, nutrition and water and sanitation sectors. Implementation is overseen by seconded national staff, with technical guidance and management support provided by a small team of international personnel based outside the DPRK. Main challenges have related to independent oversight of implementation, with monitoring and reporting led by national seconded staff and Government technical partners. General easing of restrictions on importation of supplies has improved our ability to provide more systematic and timely humanitarian assistance, with reductions in risk of stockouts of key products especially in the health and nutrition sectors. Our organization is prepared and ready to return to the DPRK upon formal invitation from the Government and anticipates that it can resume full operations within

two months of such an invitation being received. Timing of such a return will be solely dependent on the willingness of the DPRK Government to extend an invitation to all UN entities to return to the country.

4) Please provide any detailed information about how the implementation of UN sanctions may have impacted your organization's humanitarian response in the DPRK, in particular in 2023.

The provision of life-saving supplies has not been impacted by the implementation of sanctions, however restrictions on financial transfers to the DPRK has created impediments to maintaining sufficient cash liquidity inside the country to cover operational and local programme implementation costs. Our organization has relied on agreements with the host country to provide local currency in return for payment of some of the Government's international financial obligations offshore.

5) If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs, in particular in 2023? What could be further improved in the exemption process or the sanctions regime itself that would better meet your operational needs and objectives in addressing the humanitarian problems of the DPRK?

Our organization has experienced no challenges related to the exemption process, which has worked well and been flexible in responding to our organization's requests.

6) The recommendations of the Panel of Experts in its latest Midterm Report (see <https://undocs.org/en/S/2023/656>, para.162 (b)) include a suggestion that "... relevant stakeholders

practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies". Do you have any ideas or suggestions as to how this measure can be implemented, and what is your assessment of the possible effects of such a mechanism?

Our organization has no view on this issue.

7) UN Security Council resolution [2664 \(2022\)](#) "directs these Committees, assisted by their respective panels of experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of this resolution, including any risk of diversion", paragraph 1 of the same resolution having created an exception to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) and subsequent resolutions, to permit "the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs". Are you aware of any such cases?

As noted in a previous answer, our organization has been able to provide a range of essential life-saving humanitarian supplies in the health, nutrition and water and sanitation sectors.

These have included routine vaccines, therapeutic food products and micronutrient supplements, TB and malaria testing, treatment and prevention supplies, equipment for maternal and neonatal facilities, essential medicines, and equipment to strengthen delivery of safe water and sanitation at community level.

8) *Implementation Assistance Notice No. 7 “Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the Democratic People’s Republic of Korea” of the 1718 Committee (DPRK Sanctions) (IAN 7) recommends inclusion of measures to ensure that assistance to be provided to the DPRK are used as intended purposes and not diverted for prohibited purposes in humanitarian exemption requests submitted to the Committee. The Panel would welcome any available information about possible diversion, as background to its work.*

Our organization is not aware of any diversion of humanitarian assistance. Our organization works with national partners to obtain regular field monitoring reports, supported by photographic evidence and stock reports, to account for distribution of supplies and triangulates reports with caseload information and other data to apply a limited level of monitoring assurance.

9) *Are there other issues, needs, or organizational viewpoints regarding the impact of UN sanctions on your work in the DPRK, especially within the past year, that you want to share with the Panel?*

No.

Organization 4

1. What is your assessment of the cumulative effect of UN sanctions on the humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK since 2018, and in particular in 2023? What sources of data and information do you draw from as the basis for this assessment?

In the current situation of the country's self-imposed border closure and self-imposed import restrictions, we deem that the UN sanctions currently do not have a major direct effect on the humanitarian situation. On the other hand, we can assume that the humanitarian impact of the DPRK's continued self-isolation despite the end of the COVID-19 pandemic is severe and threatens to undo some of the progress made in areas such as food security, nutrition and health. However, it has to be noted that any assessment of the impact within the DPRK of the country's border closure is based on assumptions rather than evidence at this point. No foreigner has visited the areas outside Pyongyang since 22 January 2020. Very little reliable information trickles out of the country.

2) What is your assessment of the overall consequences of COVID-19- related border closure and ongoing partial closure of the borders of the DPRK on the overall humanitarian situation and humanitarian organizations' operations in the DPRK? If possible, please include information or examples that support your assessment.

The restricted movement of people is a concern especially for those requiring medical treatment, be it for chronic conditions, severe acute malnutrition (children) or tuberculosis. The supply of medical equipment and drugs is another concern. None of the international humanitarian actors that used to support the country's health system has been able to import and distribute any goods since June 2020. The World Food Programme informed that it has exhausted its in-country stocks in March 2021 and will only take up activities when access to the DPRK is granted to its international staff. The strict border closure further affected the livelihood of small traders and industries relying on cross-border trade and imported goods. It is unclear to what extent the rebound of trade activity with [a neighboring country] eased this situation.

3. What has been the scope of your organization's operations in the DPRK since its borders were closed in early 2020, and in particular in 2023? Were you able to continue some humanitarian operations with local staff? What problems, if any, have you encountered? When, if at all, do you expect to be able to resume your operations in the DPRK? How do you see the future prospects of access to and within the DPRK? How are these prospects related to COVID factors, and what other factors are at play?

The COVID-19 pandemic preventive measures taken by the DPRK Government have strongly affected the ability of [Organisation 4], the UN system and other international actors to deliver humanitarian goods and assistance.

[Organisation 4] had to put its activities in the DPRK on hold (we refer here to our previous responses from [month] 2021 for the detailed timeline). The office in Pyongyang is running with minimal staffing looking after the maintenance of the premises and other assets. The last international humanitarian worker left Pyongyang in March 2021. An independent monitoring of the situation is impossible.

A positive development has been the delivery to DPRK in [month] 2022 of a stock of PPE gear (Personal Protective Equipment) destined for hospitals. It received clearance at the [neighboring country] border, where it was blocked since August 2020. The only activity supported by [Organisation 4] in the DPRK is a project on strengthening essential nutrition services, implemented by UNICEF local staff.

The first and main condition to be able to resume humanitarian operations in the DPRK will be the reopening of borders. As long as they are closed and no international staff is allowed to enter into DPRK, the current minimal

activities (maintenance of the premises and other assets) will continue. As for now, there is no signal for any development in that direction or a time horizon for a potential reopening of the border. Without such a signal, it is difficult and too early to assess the level of operations that will take place once they could resume. Their feasibility and the DPRK humanitarian needs at that moment will have to be taken into account.

4. *Please provide any detailed information about how the implementation of UN sanctions may have impacted your organization's humanitarian response in the DPRK, in particular in 2023.*

As stated above, the strict border closure imposed by DPRK has had more impact on the difficulties to respond to COVID-19 than the UN sanctions. For example, the stock of PPE gear was allowed to enter into the country after waiting for clearance from the DPRK authorities for two years, meaning the humanitarian exemption from the 1718 Committee had to be extended several times.

5. *If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs, in particular in 2023? What could be further improved in the exemption process or the sanctions regime itself that would better meet your operational needs and objectives in addressing the humanitarian problems of the DPRK?*

In some cases in the past, the approval process was lengthy and required a lot of information to be collected. However, there has been a significant improvement in the approval process for humanitarian exemptions in the course of the last years. We are satisfied with the procedures, and welcome the 1718 Committee's update of the IAN7 specifying the implementation of Resolution 2664 in the context of the DPRK. We welcome the joint call to work together to sustainably resolve the banking channel. This matter has further increased in urgency, as cash-carry in the current situation is not a feasible option.

6. *The recommendations of the Panel of Experts in its latest Midterm Report (see <https://undocs.org/en/S/2023/656>, para.162 (b)) include a suggestion that "... relevant stakeholders practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies". Do you have any ideas or suggestions as to how this measure can be implemented, and what is your assessment of the possible effects of such a mechanism?*

We welcome initiatives aimed at facilitating the provision of humanitarian aid, while attaching the utmost importance to the proper implementation of UN sanctions. At this stage, we do not have specific elements to share regarding the Panel of Experts' recommendation.

7. *UN Security Council resolution 2664 (2022) "directs these Committees, assisted by their respective panels of experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of this resolution, including any risk of diversion", paragraph 1 of the same resolution having created an exception to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) and subsequent resolutions, to permit "the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs". Are you aware of any such cases?*

We are not aware of any instance in which the provision, processing or payment of funds, other financial assets or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities aimed at meeting basic human needs may have been carried out under UN Security Council Resolution 2664. Consequently, we cannot estimate the risks of diversion.

8. *Implementation Assistance Notice No. 7 “Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the Democratic People’s Republic of Korea” of the 1718 Committee (DPRK Sanctions) (IAN 7) recommends inclusion of measures to ensure that assistance to be provided to the DPRK are used as intended purposes and not diverted for prohibited purposes in humanitarian exemption requests submitted to the Committee. The Panel would welcome any available information about possible diversion, as background to its work.*

We have no information on this subject.

9. *Are there other issues, needs, or organizational viewpoints regarding the impact of UN sanctions on your work in the DPRK, especially within the past year, that you want to share with the Panel?*

There is room for improvement in the implementation of sanctions as follows:

- (i) establishment of a humanitarian international banking channel, and we refer here to our letter of [month] 2022 on that matter. We need a way to legally bring cash into DPRK to be able to pay local expenses. Without being able to pay our debts, we put at risk our cooperation with local partners.
- (ii) consideration of a “green list” of humanitarian goods for which multi-year exemptions could be granted (for example: water pipes, plastic sheeting for agriculture, personal protective equipment etc.).

Organization 5

1) *What is your assessment of the cumulative effect of UN sanctions on the humanitarian situation and humanitarian organizations operations in the DPRK since 2018, and in particular in 2023? What sources of data and information do you draw from as the basis for this assessment?*

We observe no changes.

2) *What is your assessment of the overall consequences of COVID-19- related border closure and ongoing partial closure of the borders of the DPRK on the overall humanitarian situation and humanitarian organizations operations in the DPRK? If possible, please include information or examples that support your assessment.*

We observe no changes. No updated data is available about new COVID-19 cases.

3) *What has been the scope of your organizations operations in the DPRK since its borders were closed in early 2020, and in particular in 2023? Were you able to continue some humanitarian operations with local staff? What problems, if any, have you encountered? When, if at all, do you expect to be able to resume your operations in the DPRK? How do you see the future prospects of access to and within the DPRK? How are these prospects related to COVID factors, and what other factors are at play?*

No changes. Still access to information or local exchanges with counterparts are blogged. We don't expect any loosening up of present situation in the near future.

4) *Please provide any detailed information about how the implementation of UN sanctions may have impacted your organization s humanitarian response in the DPRK, in particular in 2023.*

No changes, main obstacles lies with situation of our counterparts.

5) *If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs, in particular in 2023? What could be further improved in the exemption process or the sanctions regime itself that would better meet your operational needs and objectives in addressing the humanitarian problems of the DPRK?*

No changes. Exemption process nor sanctions are main cause for blockage of humanitarian aid activities.

6) *The recommendations of the Panel of Experts in its latest Midterm Report (see <https://undocs.org/en/S/2023/656>, para.162 (b)) include a suggestion that ... relevant stakeholders practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies¹¹. Do you have any ideas or suggestions as to how this measure can be implemented, and what is your assessment of the possible effects of such a mechanism?*

See above reply.

7) *UN Security Council resolution 2664 (2022) directs these Committees, assisted by their respective panels of experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of this resolution, including any risk of diversion", paragraph 1 of the same resolution having created an exception to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) and subsequent resolutions, to permit the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs¹¹ Are you aware of any such cases?*

We follow the principles of transparency in our humanitarian aid approach. Without possibility of a proper needs assessment and monitoring any aids on the ground we are not able to make any further decisions on humanitarian assistance.

8) *Implementation Assistance Notice No. 7 Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the Democratic Peoples Republic of Korea" of the 1718 Committee (DPRK Sanctions) (IAN 7) recommends inclusion of measures to ensure that assistance to be provided to the DPRK are used as intended purposes and not diverted for prohibited purposes in humanitarian exemption requests submitted to the Committee. The Panel would welcome any available information about possible diversion, as background to its work.*

We have experiences in the difficulties with monitoring our assistance in the past. We made clear to our counterparts that without any minimum of access to information and monitoring on the ground we cannot decide on any cooperation.

9) *Are there other issues, needs, or organizational viewpoints regarding the impact of UN sanctions on your work in the DPRK, especially within the past year, that you want to share with the Panel?*

No further issues.

Annex 109: National implementation reports

List of questions enquired by the Panel to 62 Member States

To better understand and assist in facilitating NIR submissions, the Panel would be grateful for your competent authorities' responses to the following:

1. What are the reasons for your country's failure to submit NIR as required by UN sanctions resolutions?
2. What are the main difficulties and challenges your country encountered in preparing and submitting NIR?
3. Have your authorities approached the Secretariat of the Committee or the Panel of Experts requiring assistance in this process?
4. If your response is negative to Q3, please respond if your country plans to submit NIRs in the near future, to which the Panel is open to facilitating the necessary assistance for submission.

List of 62 Member States

- | | |
|--------------------------------------|------------------------------------|
| 1. Afghanistan | 32. Lesotho |
| 2. Antigua and Barbuda | 33. Liberia |
| 3. Bahamas | 34. Libya |
| 4. Bangladesh | 35. Malawi |
| 5. Barbados | 36. Mali |
| 6. Belize | 37. Mauritania |
| 7. Bhutan | 38. Federated States of Micronesia |
| 8. Bolivia | 39. Nauru |
| 9. Cabo Verde | 40. Nicaragua |
| 10. Cameroon | 41. Niger |
| 11. Central African Republic | 42. Palau |
| 12. Chad | 43. Papua New Guinea |
| 13. Comoros | 44. Saint Kitts and Nevis |
| 14. Congo (RP) | 45. Saint Lucia |
| 15. Côte d'Ivoire | 46. Samoa |
| 16. Democratic Republic of the Congo | 47. São Tomé and Príncipe |
| 17. Dominica | 48. Seychelles |
| 18. Eswatini | 49. Sierra Leone |
| 19. Fiji | 50. Solomon Islands |
| 20. Gabon | 51. Somalia |
| 21. Gambia | 52. South Sudan |
| 22. Ghana | 53. Suriname |
| 23. Grenada | 54. Syrian Arab Republic |
| 24. Guinea | 55. Timor-Leste |
| 25. Guinea-Bissau | 56. Tonga |
| 26. Haiti | 57. Trinidad and Tobago |
| 27. Honduras | 58. Tuvalu |
| 28. Iran | 59. United Republic of Tanzania |
| 29. Jamaica | 60. Yemen |
| 30. Kenya | 61. Zambia |
| 31. Kiribati | 62. Zimbabwe |

Annex 110: Member States' replies to the Panel's questionnaire

Email from the Permanent Mission of Kiribati and Kiribati's reply

From: Teburoro Tito <prun@...>
Sent: Wednesday, 06 December, 2023 5:59 PM
To: DPPA-POE1874 <dppa-poe1874@un.org>
Subject: NIRs from Kiribati on SC Sanctions on DPRK

Dear Sir/Madam

Thank you for your email regarding the above matter. On behalf of the government of the Republic of Kiribati, I would like to convey the following in response to the questions raised in your email.

1. Kiribati does not have the required staff number and expertise to handle all the reporting work that the United Nations requires from all member states.
2. Kiribati has not approached the Secretariat of the Committee or the Panel of Experts for assistance in this area.
3. The Government is currently implementing its plans to strengthen its Foreign Affairs staffing from early next year to enable the Government through the Ministry of foreign Affairs to meet its reporting obligations especially on Security Council resolutions. As part of this capacity building programme, the government request the Secretariat if it could provide an internship training programme to familiarize the staff responsible for NIR with the work of the Security Council and its reporting requirements.

Best regards.



Teburoro Tito (Mr.)

Ambassador to the US and Permanent Representative to the UN
KIRIBATI MISSION TO THE UNITED NATIONS
685 Third Avenue, Suite 1109
New York, N.Y. 10017
Tel: (212) 867-3310 Fax: (212) 867-3320

Ministry of Foreign Affairs and Immigration

www.mfa.gov.ki

Phone No: 75021342, 75021368, 75021365

Letter from the Permanent Mission of Barbados and Barbados' reply



Permanent Mission of Barbados to the United Nations

820 SECOND AVENUE, 9TH FLOOR, NEW YORK, N.Y. 10017
TEL. (212) 551-4300
EMAIL: prun@foreign.gov.bb

4 January 2024

██████████
Acting Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations Headquarters
New York, New York 10017

Dear Madam,

Reference is made to your correspondence No. S/AC.49/2023/PE/OC.468 dated 6 December 2023 regarding the submission of national implementation reports of the sanctions imposed on the Democratic People's Republic of Korea.

Forwarded for your attention is the response of the Government of Barbados. Should you wish to follow-up on the aforementioned correspondence, kindly contact Melissa Straker-Taylor (email: mtaylor@foreign.gov.bb).

Please accept the assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Melissa Straker-Taylor'.

Melissa Straker-Taylor
Chargé d'Affaires a.i.

Enclosure.



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND FOREIGN TRADE

#1 Culloden Road, St Michael, Barbados
Tel: (246) 535-6620 Fax: (246) 429-6652
Website: www.foreign.gov.bb



In replying to this letter please quote

REF. NO.: TRA 80/119 Vol. II

January 2, 2023

[REDACTED]
Acting Coordinator of the Panel of Experts
Established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations Headquarters
New York, NY
10017

Dear Madam,

SUBJECT: National Implementation Reports (NIR) to the Security Council

Reference is made to your correspondence (Reference No.: S/AC.49/2023/PE/OC.468), dated 6 December 2023.

The Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade (MFAFT) appreciates the ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations (UN) Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017), in particular incidents of non-compliance.

The MFAFT takes cognizance of the various UN sanctions resolutions which require Member States to submit national implementation reports (NIR) to the Security Council, and that regrettably, Barbados has not yet submitted any NIR to the Security Council.

In this regard, the MFAFT wishes to submit the following responses as requested within your correspondence:

1. "What are the reasons for your country's failure to submit NIR as required by UN sanctions resolutions?"
 - The MFAFT has received correspondence from the Panel of Experts (Ref. No.: S/AC.49/2023/PE/OC.110) dated 15 June 2023, indicating that trade data as reported by the International Trade

Centre (ITC) Trade Map for the period between October 2022 and March 2023, indicates the DPRK has transferred to Barbados items in the following categories subject to the sectoral sanctions pursuant to resolution 2397 (2017), 2375 (2017) and 2371 (2017): machinery, electrical equipment, textiles, iron and steel products.

- Since this time, Barbados has been investigating the trade data of the importation of these products with a view to responding to the Security Council.
2. "What are the main difficulties and challenges your country encountered in preparing and submitting NIR?"
- The main difficulty and challenge in Barbados preparing and submitting its NIR has been human resource challenges with regards to completing the investigation as outlined above.
3. "Have your authorities approached the Secretariat of the Committee or the Panel of Experts requiring assistance in this process?"
- Barbados has not approached the Secretariat of the Committee or the Panel of Experts requiring assistance in this process.
4. "If your response is negative to Q3, please respond if your country plans to submit NIRs in the near future, to which the Panel is open to facilitating the necessary assistance for submission."
- Barbados wishes to reaffirm its commitment to the multilateral rules based process and as such commits itself to the submission of its NIR in the near future. However, given the difficulties experienced in the completion of this task, the MFAFT wishes to open dialogue with the Panel of Experts in facilitating the necessary assistance for submission.

The Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade thanks you for your consideration and looks forward to your collaboration and support.


for Director, Foreign Trade Division

Annex 111: Updated assessment of responses to the Panel's DPRK sanctions implementation questionnaire of November 2022

1. A Questionnaire (see annex 92 of the Panel's 2023 final report, S/2023/171) was sent to all UN Member States in November 2022. A reminder was sent on 1 September 2023 to those that had not responded.
2. A preliminary assessment was included in the Panel's 2023 final report (S/2023/171, annex 94), based on 23 responses. As of 15 January 2024, the Panel had received responses from the following 52 countries:
 Algeria, Australia, Benin, Bolivia, Bulgaria, Canada, Cambodia, Colombia, Czechia, Denmark, Ecuador, Estonia, Germany, Guatemala, Honduras, Ireland, Italy, Japan, Kiribati, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Macedonia, Malta, Mauritania, Moldova, Monaco, Montenegro, Morocco, Namibia, Pakistan, Palau, Poland, Republic of Korea, South Africa, San Marino, Qatar, Romania, Saudi Arabia, Serbia, Seychelles, Singapore, Slovakia, Switzerland, Thailand, Trinidad and Tobago, Türkiye, Turkmenistan, Ukraine, United Kingdom, United States and Uruguay.
3. The Panel will provide further analysis of the responses to the questionnaire in its next Report and encourages additional States to respond.
4. In the meantime, lightly edited versions of a number of responses received regarding question 3 (c) of the questionnaire are listed in the table below:

Questionnaire: 3 (c) Has your State found any of the recommendations to member States contained in the Panel's 2022 reports (S/2022/132 and S/2022/668) useful and in what way? Have they been implemented?
[MS1] [Experts] reports regularly highlight the occurrence of sanctions violations by the DPRK, including through ship-to-ship transfers of sanctioned goods (particularly of DPRK imports of refined petroleum and exports of coal) and increasingly sophisticated cyber-attacks from the DPRK targeting financial institutions and cryptocurrency exchanges. We take note of these reports, which are used to inform our policy settings on the DPRK.
[MS2] In relation to the Maritime recommendations for Flag/Ship Registries, we find recommendations useful and pay special note to implement the recommendations regarding vessel identity tampering and AIS manipulation; Single Delivery Voyage protocols; and Statement of Confirmation procedures.
[MS3] In relation to S/2022/668 Panel Report, having regard to the "Finance" section of that report and the related recommendations (i.e. annex 72), it is worth noting that the ... [financial intelligence unit, FIU] is promoting awareness -rising on implementation on Sanctions related to Proliferation financing and on proper implementation of UN Sanctions. ... In relation to VASPs, the national sanctions regime applies to that sector as well.
[MS4] On occasion, ... [State's] Customs ... tried to strengthen inspections of iron and steel (HS code 72) following the Panel's recommendation based on the "Sectoral ban monitoring list," which is included in the Annex of the Panel's report. However, the problems, such as raw material supply disruptions and delays in customs clearance, occurred since the number of items subject to strict inspection increased exponentially. Therefore, to secure the efficiency of import and export control while minimizing the impact on the domestic industry, we suggest the Panel narrow down the list using four or more units of HS code.

[MS5] [We] would like to see additional recommendations focused on the role of multilateral organizations and with respect to addressing the DPRK's malicious cyber activity.

[MS6] [State] has found that the recommendations to Member States contained in the Panel's 2022 reports (S/2022/132 and S/2022/668) informative and useful specifically:

- that Member States streamline their export and import control lists, using as supportive material the informal list of prohibited commodities and will underscore to customs authorities the need to use the above-mentioned list to inform trading agents in the jurisdiction for due diligence purposes.
- that Member States consider updating their export control lists to reflect their lists of prohibited luxury goods in a manner consistent with the objectives of Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2094 (2013), 2270 (2016) and 2321 (2016), but avoiding unnecessary broadening of their scope in order not to restrict the supply of unprohibited goods to the civilian population or have a negative humanitarian impact once trade restarts. [State] has embraced the call of the Panel to continue to monitor borders for vessels designated by UN's Sanctions Regimes and continues to implement the needed regulatory standards and due diligence checks at all levels associated with the operation of ships and transaction of commodities, in particular those conducted in identified waters involving banned or restricted products and services.

[MS7] [T]he Panel's invaluable reporting... help[s] identify key individuals and entities that engage in illicit activity so that the international community is able to provide a robust response by designating confidently. Panel of Expert reports help strengthen the ... evidence base when seeking to designate specific targets. ... Reporting enables the [State] to make better informed decisions based on the evidence shared

[MS8] Risk profiles has been created in the Customs Control Circuit.... Currently there are 73 risk profiles in IMPORT from North Korea. As regards of EXPORT, 16 risk profiles are in force for Country of destination North Korea.

[MS9] The information on the DPRK's activities relating to nuclear and ballistic missile program, as set forth in the 2022 reports of the UN Panel of Experts on the DPRK (S/2022/132 and S/2022/668), as well as the recommendations of the S/2022/132 report on the inclusion in the sanctions lists of the North Korean diplomat in Russia, O Yong Ho, involved in the supply of goods with regard to the DPRK's ballistic missile program, is useful. Therefore, on the basis of the recommendations, the implementation of sanctions in the field of maritime transportation, trade embargo, ban on luxury goods, and procedures for applying sanctions to individuals is being implemented.

[MS10] The Committee's recommendations have been taken into consideration. The national institutions are adequately informed about the sanctions regime and regulatory provisions for its implementation have been adopted. For example:

* With regard to the recommendations concerning trade and customs ...The list of products that cannot be imported from DPRK has been duly registered in the system.

* The [State's FIU], in the exercise of its responsibility to prevent, detect and eradicate money-laundering, the financing of terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction, conducted an intensive training programme for reporting entities in 2022. The [FIU] also has a Money-laundering and Terrorist Financing Prevention System, which includes a tool for searching for matches and has been available for use by reporting entities since March 2022. When new or updated United Nations Security Council resolutions are received, they are entered into the System and reporting entities are notified by email so that they can immediately carry out the necessary review.

[MS11] The recommendations in the Panel's 2022 reports regarding export and import control lists have been implemented by all EU Member States... by Council Regulation (EU) 2017/1509 of 30 August 2017 concerning restrictive measures against the Democratic People's Republic of Korea and repealing Regulation (EC) No 329/2007, as amended. This Regulation has direct effect in all EU Member States.

[State] noted with interest the recommendations regarding humanitarian activities in DPRK, as it has one NGO operating there

[MS12] [State] has conducted a Proliferation Risk Assessment in accordance with FATF requirements. The National Risk Assessment in [State] has incorporated several of the recommendations put forth by the Panel of Experts and we are strongly committed towards implementing these recommendations across various authorities, including Customs authorities.

[MS13] Prohibitions under [the State's]... sanctions cover many of the recommendations to Members States included in the Panel's 2022 and earlier reports, such as designation of DPRK individuals and entities and preventing the transfer of prohibited goods to the DPRK.

[State] is increasing outreach efforts with members of the ... public, including through targeted engagements with the financial and legal sectors. [State] also conducts annual stakeholder outreach with [the State's] non-governmental organizations working to provide humanitarian assistance to the DPRK to gather input on the sanctions exemption process related to autonomous sanctions. Further, in our outreach with the ... public, [State] consistently recommends that companies and organizations review the sanctions lists maintained by the UN, in addition to [State]'s sanctions list and that of other countries with autonomous regimes.

Finally, while these sanctions are far reaching, the [State] mitigates unintended consequences of sanctions through legislated exceptions for certain activities. [State] is also looking into ways to enhance support for civil society and other stakeholders, including by providing more information on how to navigate sanctions and apply for permits, notably with respect to humanitarian activities.

[MS14]

Panel of Experts (Final report) dated 1 March 2022:

[State] was among those countries where erroneous use of country codes for DPRK and ROK was reported.

It fully supports Recommendation 20 from the consolidated list of recommendations, and as an immediate measure, has removed DPRK from its drop-down list of countries from its computerized goods clearance system.

In pursuance of Recommendation 22 from the consolidated list of recommendations, [State] Customs has been directed to enhance due-diligence for trading agents, who are dealing with commodities in the Korean peninsula.

Panel of Experts (Midterm report) dated 7 September 2022:

In pursuance of Recommendation 15 from the consolidated list of recommendations, [State entity] regularly carries out an outreach plan for all the educational and research institutions as per annual outreach programme. The modules for the outreach include export control provisions, UNSC sanctions regimes, TFS on PF, etc.

Regulations pertaining to Virtual Assets and VASPs are being implemented in [State]. A comprehensive and all-encompassing implementation plan on FATF guidance on virtual assets is being prepared with special emphasis on CPF aspects.

[MS15] The Country finds the recommendation contained in the Panel's reports S/2022/132 and S/2022/668 very useful. Regarding the recommendations connected to finance, the [FIU] is in line with continuous increase of the awareness of all OE's (including VASP's registered in our country as well) for the new challenges, trends and typologies for financing of proliferation of WMD through

organizing workshops, seminars and trainings. In order to improve the capacities of the OE's for recognizing suspicious transactions and activities related to the financing of proliferation during 2022 the [FIU], in cooperation with the OE's, determined a list of "Indicators for the financing of weapons of mass destruction (Proliferation)" with which the OE's are given "red flags" to recognize suspicious transactions and proliferation financing activities and by persons not on the lists and international restrictive measures. In addition, in order to help the subjects to implement the restrictive measures against proliferation of WMD and to help them face the various challenges that they may encounter when fulfilling their obligations from the AML and LRM, the [FIU] prepared "Guidelines for dealing with financial restrictive measures against terrorism and proliferation" and it is published and available on the FIU website.

[MS16] ...recommendations were useful because they include a review of the best practices in the implementation go the DPRK sanctions regime...

[MS17] The recommendations that were of particular relevance in the [State] national context are highlighted below (focusing on the recommendations of the reports S/2022/668 and S/2022/123).

Report S/2022/668 Recommendations:

No. 4: The Panel reiterates that flag States should possess the requisite tools available to identify and investigate suspected fraudulent use of the MMSI where it is detected and share the results of their investigation with other maritime authorities, as well as with the Panel.

The [State] authorities regularly detect wrong MMSI numbers. These cases are normally linked to database errors and not to fraudulent use. If a fraudulent use is detected, the maritime authorities of the countries concerned will be informed about the results of the investigation. There have been no known cases with links to DPRK.

No. 15: The Panel recommends Member States advise relevant national actors, including financial institutions, businesses, and VASPs, to adopt appropriate education, training, information sharing, and advisory materials for individuals across all levels of the workforce, from executives to part-time employees.

The [State's National Bank] follows this recommendation: It has issued a (legally not binding) "Guidance on compliance with financial sanctions" which contains best practises to be observed by relevant national actors....

No. 16: The Panel recommends that Member State agencies, as well as financial institutions, businesses, and VASPs devote appropriate attention to increased cyber hygiene by requiring of all crypto users attempting access to a cryptocurrency exchange set a higher de-fault threshold, such as a two-factor authentication of transaction.

This recommendation is implemented via the EU Directive on payment services in the internal market (PSD2), implemented by the [a State Act]. Payment service providers are obliged to apply a two-factor authentication. The EU-Regulation on digital operational resilience for the financial sector (DORA), which applies from 1st January 2025, also obliges VASPs to comply with the IT security requirements.

No. 17: The Panel recommends that any entity suffering a cyber-attack report this to and engage with the proper legal authorities as soon as possible, issue a public announcement of the incident, and engage with agencies relevant to the event including block chain analysis firms, in order to increase the prospects for recovery of some stolen assets.

Payment Service Providers are required to notify cyber incidents under DORA (see answer to No. 16). For all other entities, the notification requirement is based on [a State Act]. From 1st January 2025, the notification requirement for financial service providers as well as VASPs will be based on the DORA-Regulation.

No. 18: The Panel recommends that Member States consider legislation or establishing directives for cyber companies to enforce “know your customer” protocols and to tighten procedures for VASP registration.

[State] has implemented the FATF travel rule via the Crypto Assets Transfer Regulation. According to [a State Act], VASPs are classified as credit institutions or financial services institutions and are thus obliged entities under [State] AML/CFT rules. They require a license. A financial service that falls fully under the VASP activities is the crypto custody business in accordance with Section 1 (1a) No. 6 KWG.

No. 19: The Panel recommends the Member States strengthen cooperation, facilitate dialogue and enhance information sharing in order to address the growing intelligence and financial threat of cybercrime.

The [State Act] as well as DORA provide for information sharing.

Report S/2022/123 Recommendations:

No. 1: The Panel recommends the designation of the following individual for his role in and support for the country’s prohibited programme:

- Mr. O Yong Ho, currently based in Moscow as a DPRK diplomat, is involved in procuring items connected to DPRK’s ballistic missile programme through his support to the UN-designated “Second Academy of Natural Sciences” (SANS) (aka “Academy of National De-fence Science” (ANDS)).

Mr. O Yong Ho was listed in 2022 under Annex 16 by means of an amending regulation to the EU autonomous DPRK sanctions regime (VO 2017/1509).

No. 5: The Panel recommends that the IMO urge all flag States to ensure that the requirements for the Continuous Synopsis Record (CSR) are complied with, including, for such information to be updated accordingly on the IMO GISIS website.

While this recommendation is addressed at the IMO, [State] has fully implemented the requirements for the CSR in national law. Sanctions may be imposed on ships not meeting the obligation to keep and make available the original of the Continuous Synopsis Record for inspection.

No. 11: The Panel recommends that financial institutions involved in commodity trading in affected areas expand transaction monitoring programs to incorporate AIS screening for both client and counterparty vessels.

The recommendation is considered to be useful and is addressed through the [State’s] “Guidance on compliance with financial sanctions” It requires institutions/enterprises to screen all parties discernibly involved in the respective transaction (which may include other entities such as hauliers, ships, manufacturers, banks, investors) against up-to-date sanctions lists.

During on-site inspections conducted by [State’s National Bank] in the relevant institutions/enterprises, the inspections team verifies if the institutions/enterprises abide by these rules.

No. 12: The Panel recommends that flag States possess the requisite tools available to identify and investigate suspected fraudulent use of MMSIs where it is detected and share the results of its investigation with other maritime authorities, including with the Panel.

Currently, [a State entity] is responsible for maintaining the [REDACTED] database for LRIT. If a request is received by [this State entity], [the State entity] identifies ships fraudulently using a [State] MMSIs via comparing the reported ship’s identity and position with the information of the LRIT database.

No. 27: The Panel underlines the urgency of concrete measures for re-establishing the banking channel.

Article 21 of Regulation (EU) 2017/1509 generally prohibits the transfer of funds, including clearing of funds, to and from the DPRK. However, there are various exemptions for transfers of international organizations enjoying immunity in DPRK in accordance with international law, e.g. for the transfer

of funds not exceeding a certain limit for humanitarian aid (foodstuffs, healthcare or medical equipment or for agricultural purposes), and remittances not exceeding a certain level. These transactions are subject to enhanced due diligence measures under [State] AML/CFT-rules due to the FATF designation as a high-risk jurisdiction.

4. The Panel is grateful to those Member States which have provided responses to the 2022 questionnaire and encourages other States to do so. The Panel requires more data in order to conduct a meaningful assessment of the global state of implementation.

Annex 112: Consolidated list of recommendations

Ballistic Missiles

- 1. The Panel recommends updating the designation of NADA (KPe.029) to reflect its new name: the National Aerospace Technology Administration (NATA).**
- 2. The Panel recommends the designation, in accordance with paragraph 27 of resolution 2094 (2013) and paragraph 43 of resolution 2270 (2016), of the DPRK's Missile General Bureau.**
- 3. The Panel recommends that Member States pursue their investigations of Choe Chol Min's and Choe Un Jong's activities and, if warranted, implement the provisions of paragraphs 13 and 14 of UNSCR 2270(2016), as applicable.**
- 4. The Panel encourages Member States to redouble their efforts in preventing the supply of prohibited items to the DPRK and take into consideration the above Chart 1 when monitoring transactions that could fall under the catch-all provision of paragraph 27 of UNSCR 2270 (2016).**

Trade Statistics and Customs Issues

- 5. The Panel emphasizes its previous recommendations that :**
 - (a) Appropriate measures be taken by the International Organization for Standardization and Member States, including outreach activities to respective customs authorities, to prevent erroneous usage of country codes.**
 - (b) Member States streamline their export and import control lists, using as supportive material the informal list of prohibited commodities (see Annex 38).**
 - (c) Customs authorities of Member States use the above-mentioned list to inform trading agents in their jurisdictions for due diligence purposes, in particular when dealing with such commodities in the vicinity of sanctioned jurisdictions.**
 - (d) With regards to the Member States requiring assistance with understanding and implementation of the sectoral ban, the Committee consider information outreach.**

Implementation of Luxury Goods Ban

- 6. The Panel, taking into account the recently increased transshipments of luxury goods to DPRK via third countries, recommends that Member States should urge entities involved in exporting luxury and brand goods to increase vigilance when arranging shipments to the region and via entrepôt zones.**

7. The Panel recommends that Member States encourage exporters of luxury goods to include a contractual provision to prohibit forwarding of goods to the DPRK.
8. The Panel reiterates its recommendation that Member States consider updating their export control lists to reflect their lists of prohibited luxury goods in a manner consistent with the objectives of Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#) and [2321 \(2016\)](#), avoiding unnecessary broadening of their scope in order not to restrict the supply of unprohibited goods to the civilian population or have a negative humanitarian impact.

Overseas Workers

9. The Panel recommends that Member States continue to exercise vigilance in checking the management and ownership of the companies employing DPRK nationals and possible obfuscation efforts.
10. The Panel recommends that Member States have appropriate immigration controls in place, in particular to ensure that DPRK students and tourists do not earn income and do not exceed their authorized duration of stay, in line with UNSC resolutions.
11. The Panel recommends that, as the DPRK further opens its borders, Member States ensure implementation of relevant resolutions concerning DPRK nationals earning income.

Finance

12. The Panel recommends that the Committee consider the designation of:
 Nam Chol Ung,
 Lazarus Group, Andariel, BlueNoroff, ScarCruft, and Kimsuky
13. The Panel reiterates its recommendations that Member States implement as soon as possible the Financial Action Task Force guidance on virtual assets and virtual asset service providers.
14. The Panel encourages Member States, businesses, and private individuals to devote appropriate attention to increased cyberhygiene, including effective cybersecurity practices compiled in annex 101 in order to counter DPRK's circumvention of Security Council resolutions via cyber activities.
15. The Panel recommends private sector entities review information released by Member States and cybersecurity companies regarding DPRK-linked virtual currency addresses and be vigilant in guarding against transactions directly with, or derived from, those addresses.

16. The Panel recommends that Member States consider establishing systems for reporting and sharing DPRK-related cyber threat information with the cryptocurrency industry and private sector.
17. The Panel recommends that all cryptocurrency platforms and protocols – including decentralized and centralized exchanges, bridges, instant exchange services, mixers and privacy protocols – implement appropriate anti-money-laundering and know-your-customer programs and establish procedures and enhanced monitoring and detection mechanisms to identify possible DPRK transactions, such as rules based on user behavior patterns and system configuration analytics,²⁸⁸ to better prevent illicit DPRK cyber actors from abusing these services (see also Annex 101).
18. The Panel encourages Member States to conduct virtual asset risk assessments and to include proliferation finance and DPRK-related considerations as part of the assessments.

Unintended Humanitarian Effects of Sanctions

19. The Panel values the biannual briefings by the relevant United Nations entities on the unintended impact of sanctions and continues to recommend that the Committee continue this practice.
20. The Panel recommends that the Committee continues to emphasize the importance of re-establishing a durable banking channel for humanitarian operations in the DPRK and recommends that the 1718 Committee prioritize addressing this issue.
21. The Panel recommends that the Committee discuss with relevant regulators possible guidance to mitigate the problem of banks and other institutions de-risking when DPRK sanctions are involved.
22. The Panel recommends that the Secretariat continues to explore ways with UN agencies and NGOs to transfer funds for their humanitarian assistance programmes in the DPRK following the breakdown of a banking channel arrangement.

²⁸⁸ In addition to “traditional” transaction screening based on sanctions lists, publicly identified wallet addresses, etc.

23. The Panel reiterates its previous recommendations that:

- In the context of the implementation of Security Council resolution [2664 \(2022\)](#), the UN system, including the Committee, take into account information provided by humanitarian actors on the mitigation of the potential adverse impact of UN sanctions on the civilian population and on humanitarian assistance to DPRK.
 - The Security Council continue to address issues and processes that mitigate the potential unintended adverse impact of sanctions on the civilian population of the DPRK on humanitarian aid operations;
 - The Committee and other relevant stakeholders continue to practically consider the idea of exempting selected exports currently under sanctions, the proceeds of which might be used to finance humanitarian supplies;
 - The Committee consider more active outreach with civil society providing humanitarian assistance to the DPRK to help to implement Security Council resolution [2664 \(2022\)](#); The Committee practically consider the idea of renewable and standing exemptions for humanitarian aid actors and humanitarian-related commodities.
-